ANNEXE N° 120

(Session ord. — Séance du 16 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à la désaffectation au culte de la tour de Saint-Paterne, à Orléans, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre de l'intérieur (1). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Cachet tendant à modifier l'article 11 et le 2e paragraphe de l'article 13 de la loi du 30 mars 1887 concernant la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique.)

ANNEXE N° 121

(Session ord. — Séance du 16 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder un contingent spécial de décorations pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Maroc, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre de la guerre et par M. Monis, ministre de la marine (2) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 122

(Session ord. — Séance du 16 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Raynaud, ministre de l'agriculture, par M. René Viviani, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et par M. Joseph Caillaux, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture.)

ANNEXE N° 123

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 17 juin 1913 sur les femmes en couches, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (4).

ANNEXE N° 124

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la commission d'enquête de la Chambre des députés sur l'affaire Rochette, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (5). — (Urgence déclarée.)

(1) Voir les nos 3526-3604 et in-8° 733 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3548-3607 et in-8° 720 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1860-2542 et annexes et in-8° n° 727 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 2495-2877-3147-3361 et in-8° n° 745, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir l'in-8° n° 757. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 125

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver la convention relative au calcul du montant maximum des approvisionnements pour l'ensemble du réseau Paris-Lyon-Méditerranée, par M. Dellestable, sénateur (1).

ANNEXE N° 126

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la concession, à titre éventuel, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt général de Châtelguyon à Combronde, par M. Dellestable, sénateur (2).

ANNEXE N° 127

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884, par M. Touron, sénateur (3).

Messieurs, la proposition de loi que nous avons l'honneur de rapporter devant vous est trop connue du Sénat pour qu'il nous soit besoin d'entrer à nouveau dans de bien longs développements. Elle a pour but d'assurer, par la modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1834, la réparation des dommages causés par des rassemblements armés ou non armés au cours de troubles ou d'émeutes, que ces dommages résultent de violences commises envers les personnes ou contre les propriétés publiques ou privées. Elle édicte en un mot le principe de la couverture du risque social conjointement par l'Etat et la commune dans des proportions à déterminer par les tribunaux.

Ce fut le 29 mars 1900, il y a quatorze ans, que la question fut posée devant le Sénat par le dépôt d'une proposition de l'honorable M. Gourju (4); c'est seulement le 6 juin 1911 qu'un texte transactionnel fut voté, sur notre rapport, après accord entre le Gouvernement et la commission, par la quasi unanimité du Sénat.

Transmise à la Chambre des députés la proposition y fit l'objet d'un rapport entièrement favorable déposé par l'honorable M. Marc Frayssinet le 19 juin 1912.

La commission de la Chambre des députés avait primitivement adopté le texte voté par le Sénat dans son intégralité et ce fut le 20 janvier 1914 qu'elle proposa, en séance publique, quelques modifications de pure forme dans la rédaction du nouvel article 106 de la loi municipale. Ces modifications acceptées par la Chambre des députés, rendant nécessaire le retour de la loi au Sénat entraînèrent le dépôt d'un certain nombre d'amendements dont quelques-uns furent adoptés dans les séances des 20 et 21 janvier 1914.

Les votes de la Chambre des députés ayant conservé intacts les principes posés et les grandes lignes tracées par le Sénat, en 1911, votre commission a été unanime à penser qu'il convenait d'en finir avec une question qui préoccupe depuis trop longtemps les habitants des communes et des régions ayant été le théâtre de scènes de violence et de pillage, et nous avons l'honneur de vous demander de vouloir bien sanctionner de votre vote le texte tel qu'il nous revient de la Chambre des députés, étant donné que si l'on excepte l'extension de ses dispositions transitoires, il ne contient que des modifications de détail très acceptables.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er.

L'article 1er est celui qui modifie les articles 106, 107, 108 et 109 de la loi du 5 avril 1884.

En ce qui concerne l'article 106 de ladite loi, le texte adopté en 1911 par le Sénat, pour les deux premiers paragraphes, était ainsi conçu :

« *Art. 106.* — Les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte et par violence, sur leur territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées. Les dommages-intérêts et les frais dont la commune est responsable sont répartis, en vertu d'un rôle spécial, entre toutes les personnes inscrites au rôle d'une des contributions directes, sans autre exception que celles prévues à l'article 131, proportionnellement au montant en principal de toutes leurs contributions directes.

« Si le montant des dommages-intérêts et des frais mis à la charge de la commune excède le quart du produit en principal des contributions directes et des taxes d'octroi et taxes de remplacement réunies, le payement en sera effectué au moyen d'un emprunt qui sera remboursé à l'aide d'une imposition extraordinaire perçue chaque année, en vertu d'un rôle spécial établi comme il est dit au paragraphe précédent, et concurremment, dans les communes à octroi, par une majoration proportionnelle de 25 p. 100 au maximum de toutes les taxes d'octroi et taxes de remplacement existantes, au besoin prorogées à cet effet. »

Trois modifications, de pure forme, ont été introduites par la Chambre des députés dans le premier de ces deux paragraphes.

La première a consisté à corriger une erreur d'impression qui s'était glissée en 1911 dans notre rapport n° 94 *bis* rectifié. Alors que nous avions écrit dans notre rapport primitif, reprenant les termes de la loi de 1884 « des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence », le texte inséré dans le rapport rectifié portait « des crimes et délits commis à force ouverte et par violence ». La Chambre a donc eu raison de rectifier cette erreur matérielle en reprenant le terme de notre premier texte et en écrivant « commis à force ouverte ou par violence ».

La seconde modification faite par la Chambre est la suivante : la seconde phrase du premier paragraphe du texte adopté par le Sénat commençait ainsi : « Les dommages-intérêts et les frais dont la commune est responsable... » Le texte qui nous revient de la Chambre porte : « Les indemnités, les dommages-intérêts et les frais dont la commune est responsable... » Nous ne voyons aucun inconvénient à l'addition des mots « les indemnités », mais nous ferons remarquer cependant qu'il est regrettable que la Chambre ait omis de les répéter en tête du second paragraphe du même article, dont les premiers mots demeurent les suivants : « Si le montant des dommages-intérêts et des frais mis à la charge de la commune... », comme aussi au premier paragraphe de l'article 108, quand il s'agit du partage des charges entre l'Etat et la commune.

Nous avons questionné M. le rapporteur de la Chambre des députés et M. le ministre de l'intérieur sur la dissemblance des textes de ces différents paragraphes, et il nous a été répondu par l'un et par l'autre que ce n'était que par suite d'une omission que les mots « les indemnités » n'avaient pas été insérés en tête de la seconde phrase du premier paragraphe de l'article 103 et au premier paragraphe de l'article 108. Dans l'intérêt de l'interprétation de la loi nous avons tenu à consigner ici cette double déclaration.

Enfin, la Chambre a fait subir au texte du premier paragraphe de l'article 106 du Séna

(1) Voir les nos 100, Sénat, année 1914, et 3143-3522 et in-8° 722 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 108, Sénat, année 1914, et 3143-3521, et in-8° 723 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir Sénat, nos 304 et 312, année 1907, 94, 94 rectifié et 94 rectifié *bis*, année 1911, 11, année 1914, et 1025-2010-3496 et in-8° n° 668 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1911 (n° 94).

une modification destinée à préciser la pensée qui avait amené la commission du Sénat à insérer dans le texte la disposition sans autre exception que celles prévues à l'article 131. Dans notre pensée, cette disposition avait pour but de dispenser de l'inscription au rôle spécial visé au premier paragraphe du nouvel article 106 les victimes des troubles et émeutes. Il a paru à la commission de la Chambre des députés et au Gouvernement qu'il valait mieux exprimer cette volonté du législateur d'une façon plus nette, et à l'expression que nous avions employée a été substituée celle-ci : « à l'exception des victimes des troubles auxquelles auront été allouées ces indemnités ». Nous ne voyons que des avantages à cette substitution, étant bien entendu que la volonté formelle du législateur est d'exonérer les victimes de toutes les impositions directes nécessitées par le payement des indemnités, des dommages-intérêts et des frais dont la commune sera déclarée responsable.

La Chambre ayant conservé dans leur intégralité les trois derniers paragraphes de l'article 106 votés par le Sénat, nous nous bornerons à les reproduire en annexe.

Art. 107. — . . . . . .

L'article 107 n'ayant été l'objet d'aucune modification, nous ne nous attarderons pas à en refaire ici l'analyse.

Art. 108. — . . . . . .

L'article 108 voté par le Sénat comprenait quatre paragraphes, la Chambre a reproduit intégralement le premier, le deuxième et le quatrième.

Par contre, elle a cru devoir introduire les mots, « momentanément ou de façon permanente », dans le troisième paragraphe qui se trouve, par suite de cette addition, rédigé comme suit : « Si, au contraire, et sous réserve de l'application du paragraphe précédent, la commune n'a pas, momentanément ou de façon permanente la disposition de la police locale ni de la force armée, ou si elle a pris toutes les mesures en son pouvoir à l'effet de prévenir ou de réprimer les troubles, elle peut exercer un recours contre l'Etat dans les mêmes proportions. »

Votre commission n'a pas hésité à accepter cette modification.

Par contre, à la suite de la prise en considération, dans la séance du 20 janvier 1914, d'un amendement de l'honorable M. Haudos, député de la Marne, la Chambre a, sur la proposition de sa commission, d'accord avec le Gouvernement, ajouté à l'article 108 un 5e paragraphe ainsi conçu : « Les communes sont dispensées provisoirement du payement des sommes dues au Trésor pour droits de timbre et d'enregistrement à raison de ces actions. Les actes de procédure faits à la requête des communes, les jugements dont l'enregistrement leur incombe, les actes et titres produits par elle pour justifier de leurs droits et qualités, sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Les droits dont le payement aura été différé en vertu du paragraphe précédent deviendront exigibles dès que les décisions judiciaires seront définitives à l'égard des communes qui s'en libéreront, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 106 ».

Ces dispositions n'ayant pour but que de permettre à toutes les communes, et notamment aux communes pauvres, de faire valoir leurs droits, même dans des instances très coûteuses, sans les dispenser de payer ultérieurement les droits d'enregistrement et de timbre qui pourront être mis à leur charge, nous ne voyons que des avantages à les insérer dans la loi.

Art. 109. — . . . . . .

La Chambre ayant adopté sans modification le texte du Sénat nous ne reviendrons pas sur ses dispositions.

Article 2.

Cet article demeure, lui aussi, conforme au texte adopté par le Sénat.

Article 3.

Dispositions transitoires.

La proposition de loi, telle qu'elle était sortie des délibérations du Sénat, contenait une disposition transitoire en vertu de laquelle les communes qui ont été déclarées responsables et ne se sont pas encore acquittées des dommages-intérêts et des frais mis à leur charge et celles qui seraient déclarées responsables de dégâts commis antérieurement à la promulgation de la loi devaient être autorisées ou contraintes à se libérer de leur dette dans les conditions du nouvel article 106. Cette disposition, réclamée en 1911 à la commission du Sénat par le Gouvernement, ne faisait porter la rétroactivité que sur le mode de libération des communes condamnées par les tribunaux.

Au cours de la discussion, dans la séance du 21 janvier 1914, la Chambre adopta, malgré l'opposition de la commission et du Gouvernement, deux amendements étendant le principe de la rétroactivité de toutes les dispositions de la loi en faveur des communes d'Ay et de Cluses.

Le premier de ces amendements, émanant de l'honorable M. Lannes de Montebello, a fait ajouter au second paragraphe de la disposition transitoire du Sénat ainsi conçu : « Les communes qui seront déclarées responsables des mêmes dégâts commis antérieurement à la promulgation de la présente loi bénéficieront de cette disposition transitoire » les mots : à laquelle s'ajoutera le bénéfice de l'article 108 de la présente loi.

Le second, de l'honorable M. Emile Favre, forme le troisième paragraphe des dispositions transitoires de la Chambre, il est ainsi conçu : « Les dispositions de l'article 108 sont applicables aux communes déjà condamnées, mais qui ne se sont pas encore acquittées du montant des dommages-intérêts et des frais mis à leur charge ».

Votre commission a longuement délibéré sur ces amendements, elle a entendu successivement M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur et M. le ministre des finances. Le premier, sans se prononcer sur le fond, n'a pas caché son vif désir de voir aboutir une loi indispensable de sécurité sociale dans le plus bref délai. M. le ministre des finances, s'appuyant sur le principe de la non-rétroactivité des lois, s'est élevé contre les dispositions ajoutées au texte du Sénat par la Chambre des députés. Toutefois, reconnaissant que la situation de la commune de Cluses visée par l'amendement de l'honorable M. Favre et celle des nombreuses victimes des émeutes de la Champagne, intéressées à l'adoption de l'amendement de M. de Montebello, imposeraient aux pouvoirs publics des mesures législatives extraordinaires, il s'est déclaré prêt, pour le cas où la commission et le Sénat rejetteraient les deux amendements, à déposer des projets de loi spéciaux pour venir en aide aux communes dans la réparation du préjudice subi par les victimes.

Dans ces conditions, votre commission considérant qu'elle ne se trouvait pas en présence du véritable principe de la non-rétroactivité des lois qui veut avant tout qu'une loi ne vienne pas enlever à un particulier un droit acquis, considérant, d'autre part, que l'effet rétroactif des dispositions de la loi serait strictement limité aux deux espèces d'Ay et de Cluses pour lesquelles M. le ministre des finances envisageait la nécessité de déposer des projets de loi spéciaux, a estimé que point n'était besoin de deux lois et qu'il était plus logique de bloquer dans un seul texte la loi elle-même et, sous forme de dispositions transitoires, les mesures que l'équité commande de prendre en faveur des communes et des citoyens victimes des désordres dont il convient aujourd'hui d'effacer la trace par une loi de sauvegarde et de réparation.

En conséquence, nous vous proposons, messieurs, d'adopter le texte de la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi, les articles 106, 107, 108 et 109 de la loi du 5 avril 1887 seront modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 106.* — Les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence, sur leur territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées. Les indemnités, les dommages-intérêts et les frais dont la commune est responsable sont répartis, en vertu d'un rôle spécial, entre toutes les personnes inscrites au rôle d'une des contributions directes, à l'exception des victimes des troubles auxquelles auront été allouées ces indemnités, proportionnellement au montant en principal de toutes leurs contributions directes.

Si le montant des dommages-intérêts et des frais mis à la charge de la commune excède le quart du produit en principal des contributions directes et des taxes d'octroi et taxes de remplacement réunies, le payement en sera effectué au moyen d'un emprunt qui sera remboursé à l'aide d'une imposition extraordinaire perçue, chaque année, en vertu d'un rôle spécial établi comme il est dit au paragraphe précédent, et concurremment, dans les communes à octroi, par une majoration proportionnelle de 25 p. 100, au maximum de toutes les taxes d'octroi et taxes de remplacement existantes, au besoin prorogées à cet effet.

« Cet emprunt et la création des ressources destinées à en assurer le service et l'amortissement sont autorisés par décret en conseil d'Etat.

« Faute par la commune de prendre les mesures nécessaires pour le payement des frais et dommages-intérêts mis à sa charge, dans le délai d'un mois à dater de la fixation et de la répartition définitives du montant de ces frais et dommages-intérêts, il y est procédé d'office par décret en conseil d'Etat, dans les conditions ci-dessus spécifiées.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre.

« *Art. 107.* — Si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés, dans la proportion fixée par les tribunaux civils.

« *Art. 108.* — L'Etat contribue pour moitié, en vertu du risque social, au payement des dommages-intérêts et frais visés par l'article 106.

« Toutefois, si la municipalité a manqué à ses devoirs par inertie ou connivence avec les émeutiers, l'Etat peut exercer un recours contre la commune, à concurrence de 60 p. 100 des sommes mises à sa charge par le paragraphe précédent.

« Si, au contraire, et sous réserve de l'application du paragraphe précédent, la commune n'a pas, momentanément ou de façon permanente, la disposition de la police locale ni de la force armée, ou si elle a pris toutes les mesures en son pouvoir à l'effet de prévenir ou de réprimer les troubles, elle peut exercer un recours contre l'Etat dans les mêmes proportions.

« Les actions, tant principales qu'en garantie, seront portées devant les tribunaux civils qui statueront comme en matière sommaire.

« Les communes sont dispensées provisoirement du payement des sommes dues au Trésor pour droits de timbre et d'enregistrement, à raison de ces actions. Les actes de procédure faits à la requête des communes, les jugements dont l'enregistrement leur incombe, les actes et titres produits par elles pour justifier de leurs droits et qualités, sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Les droits dont le payement aura été différé en vertu du paragraphe précédent deviendront exigibles dès que les décisions judiciaires seront définitives à l'égard des communes qui s'en libéreront, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 108.

« *Art. 109.* — L'Etat, la commune ou les communes déclarées responsables peuvent exercer un recours contre les auteurs ou les complices du désordre. »

Art. 2. — Les articles 105, 107, 108 et 109 de la loi du 5 avril 1884 sont applicables à la ville de Paris.

Dispositions transitoires.

Art. 3. — Les communes qui ont été déclarées responsables des dégâts et dommages visés par l'article 106 de la loi du 5 avril 1884 et qui ne se sont pas encore acquittées du montant des dommages-intérêts et des frais mis à leur charge, sont autorisées à se libérer de leur dette ou pourront y être contraintes dans les conditions de l'article 106, modifié par l'article 1er de la présente loi.

Les communes qui seront déclarées responsables des mêmes dégâts commis antérieurement à la promulgation de la présente loi bénéficieront de cette disposition transitoire, à laquelle s'ajoutera le bénéfice de l'article 108 de la présente loi.

Les dispositions de l'article 108 sont applicables aux communes déjà condamnées, mais qui ne se sont pas encore acquittées du montant des dommages-intérêts et des frais mis à leur charge.

ANNEXE N° 128

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux caisses des écoles, par M. Eugène Lintilhac, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi relatif à la caisse des écoles, adopté par la Chambre des députés dans la séance du 2 février 1914, et qui est rapporté devant vous par M. Ferdinand-Dreyfus, au nom de votre commission spéciale, contient les deux dispositions suivantes sur lesquelles votre commission des finances a été consultée :

« *Art. 4.* — Les recettes de la caisse des écoles se composent :

« 1° Des subventions facultatives de la commune et du département ;

« 2° Du revenu des dons et legs lesquels sont soumis à un droit de neuf pour cent (9 p. 100) sans décimes, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la loi du 25 février 1901 ;

« 3° Du produit des souscriptions et collectes ;

« 4° Des dons en nature :

« 5° D'une subvention annuelle et obligatoire de l'Etat. Cette subvention sera égale à autant de fois soixante-quinze centimes qu'il y aura d'enfants ayant fréquenté en moyenne l'école publique. En aucun cas, cette subvention ne pourra être inférieure à vingt-cinq francs par caisse des écoles.

« Les dépenses de la caisse des écoles sont celles qui ont été prévues à l'article 2 de la présente loi.

« *Art. 5.* — Toutes les fois qu'une commune aura voté, en vue de la caisse des écoles une subvention, l'Etat versera à cette caisse des écoles une subvention égale à celle de la commune, sans que cette subvention supplémentaire de l'Etat puisse dépasser 50 fr.

« Cependant, dans toute commune dont le centime est inférieur ou égal à 50 fr., la subvention devient obligatoire. Elle est toujours égale à 50 fr. »

Voici comment M. Viviani a présenté le coût financier de la réforme, au nom de la commission du budget à la date du 29 mars 1912.

Le coût financier.

« Le coût financier de la réforme est facile à dégager.

« 1° La subvention obligatoire de l'Etat pour les communes dont le centime est inférieur à 50 fr.

« Il y a, d'après la statistique générale de la France, 22,000 communes dans ce cas :

$$22{,}000 \times 50 = 1{,}100{,}000 \text{ fr.}$$

« 2° Subvention facultative aux communes qui auront opéré un versement. Aucune base n'existe : il faudrait connaître l'importance du versement des communes. En supposant — ce qui est une exagération manifeste — que chacune des 15,000 communes dont le centime est supérieur à 50 fr., verse 50 fr., nous aurions :

$$15{,}000 \times 50 = 750{,}000 \text{ fr.}$$

« 3° Subvention par tête d'enfant ne tenant compte que de la fréquentation moyenne de l'année.

« Nous connaissons un chiffre : le nombre des enfants d'âge scolaire est de 5,600,000. Sur ce nombre, 900,000 fréquentent les écoles privées, 4,700,000 fréquentent les écoles publiques.

« Bien entendu, ce chiffre est théorique. Ce nombre n'est jamais atteint dans les écoles. D'après le tableau fourni par M. Pozzi, dans son rapport, voici comment ce n'est pas une statistique récente, elle date de cinq années) se répartissent les absences :

ABSENCES	ÉCOLES urbaines.	ÉCOLES rurales.
	p. 100.	p. 100.
20 jours par an (40 classes)..	7. »	15. »
40 jours par an (80 classes)..	4. »	9. »
60 jours par an (120 classes)..	2.50	6. »

« L'exagération serait donc manifeste, qui compterait la totalité des enfants. Si nous nous y prêtions, voici à quel résultat nous aboutirions :

$$4{,}700{,}000 \times 0 \text{ fr. } 75 = 3{,}525{,}000 \text{ fr.}$$

Le total des dépenses ressortirait donc à : 5,375,000 fr.

« Il convient de remarquer que ce chiffre ne sera pas atteint, car nous avons supposé, pour aboutir à ces résultats : 1° que les communes dont le centime est supérieur à 50 fr. versent toutes 40 fr. ; 2° que le nombre de 4,700,000 enfants représente la moyenne alors qu'il représente toute la population enfantine d'âge scolaire. »

Ces évaluations ont paru à votre commission des finances présenter une approximation plausible.

Si l'on remarque d'ailleurs que, sous la rubrique : « Subventions aux communes pour les caisses des écoles », le chapitre 138 du budget de l'instruction publique prévoit une somme de 129,200 fr., laquelle vient en déduction des évaluations ci-dessus, on peut conclure que le coût du projet ne sera pas supérieure à cinq millions de francs, conformément aux prévisions premières du Gouvernement.

Vu l'importance de son objet que notre collègue M. Ferdinand-Dreyfus a fait ressortir, avec une précision éloquente, et que l'article 2 définit ainsi, dans son ampleur suggestive : « La caisse des écoles a pour but de faciliter le fonctionnement des écoles publiques par tous les moyens propres à encourager la fréquentation scolaire », votre commission des finances émet un avis favorable.

(1) Voir les nos 33-82, Sénat, année 1914, et 1722-1855 et annexe 1856, et in-8° nos 683 et 683 rectifié, — 10e législ. de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 129

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'une **voie ferrée d'intérêt local de Pau à Sault-de-Navailles** et d'autoriser la compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à cette entreprise, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 130

(Session ord. — Séance du 18 mars 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession du réseau des **tramways de la Corrèze**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

(1) Voir les nos 3613-3675 et in-8° n° 749 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3628-3674 et in-8° n° 748 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 131

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession du réseau des **tramways de la Corrèze**, par M. Dellestable, sénateur. (1)

ANNEXE N° 132

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Monis, ministre de la marine et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission de la marine.)

ANNEXE N° 133

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclasser une section du **tramway de la Lacelle à Trun** et de réduire le capital de premier établissement, ainsi que la subvention de l'Etat, concernant cette ligne, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 134

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Vosges et de la Haute-Marne, d'une **voie ferrée d'intérêt local entre Neufchâteau et Contrexéville**, par M. Catalogne, sénateur (4).

ANNEXE N° 135

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'une **voie ferrée d'intérêt local de Pau à Sault-de-Navailles** et d'autoriser la compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à cette entreprise, par M. Catalogne, sénateur (5).

(1) Voir les nos 130, Sénat, année 1914, et 3628-3674 et in 8° n° 748, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3133-3357-3636, et in-8° 737, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3385-3616 et in-8° n° 747 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 118 et annexe, Sénat, année 1914, et 3656 et annexe, 3673 et in-8° n° 735. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(5) (Voir les nos 129, Sénat, année 1914, et 3613-3675 et in-8° 749 — 10e législ. — de la Chambre des députés.)

ANNEXE N° 136

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet, d'une part, d'approuver une convention passée entre le département de la Meuse et la société générale des chemins de fer économiques pour la concession de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de Verdun à Montmédy et de Commercy à la ligne précédente et, d'autre part, d'augmenter le capital de premier établissement de ces chemins de fer, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (1) — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 137

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1913, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2).—(Renvoyée à la commission des finances.)

ANNEXE N° 138

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1914, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (3). — (Renvoyée à la commission des finances.)

ANNEXE N° 139

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et à la loi du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves, par M. Paul Doumer, sénateur (4).

Messieurs, depuis que la commission de l'armée vous a présenté, le 15 février 1914, son rapport (5) sur le projet de loi dit de « redressement » de la loi militaire du 7 août 1913, le Gouvernement lui a demandé d'apporter quelques modifications au texte du projet qu'elle vous a soumis.

Ces modifications, que votre commission a cru devoir accepter, portent sur les articles 5, 7 et 13 du projet de loi.

Les changements demandés, aux articles 5 et 7, l'ont été par l'administration de la marine. La commission de l'armée en a été saisie par la lettre suivante, du ministre de la guerre, adressée à son président, M. de Freycinet :

« Paris, le 16 mars 1914.

« *Le ministre de la guerre, à monsieur le président de la commission de l'armée au Sénat, à Paris.*

« Monsieur le président,

« Dans le but de permettre au département de la marine d'utiliser les jeunes gens, étudiants en médecine ou en pharmacie, en qualité de médecins ou de pharmaciens auxiliaires dans les conditions prévues pour l'armée de terre par l'article 5 (1) du projet de loi modifiant la loi du 7 août 1913 actuellement soumis à la commission de l'armée du Sénat, mon collègue, M. le ministre de la marine, vient de me prier d'être son interprète auprès de cette commission pour demander que l'article 5 dudit projet de loi soit complété par les dispositions suivantes :

« Les étudiants en médecine ou en pharmacie qui accomplissent leurs obligations militaires dans l'armée de mer pourront être, dans les mêmes conditions, nommés à l'emploi de médecins ou pharmaciens auxiliaires de la marine.

« Toutefois, ceux d'entre eux qui, après dix mois de service en cette qualité, obtiendront le diplôme de docteur ou de pharmacien et auront subi avec succès les épreuves pour le grade de médecin ou de pharmacien aide-major de réserve, ne pourront être nommés à ce grade que dans l'armée de terre. »

La loi du 27 juillet 1907, spécifiant que les officiers de réserve du corps de santé de la marine ne se recrutent que parmi les médecins et pharmaciens de la marine démissionnaires ou en retraite, impose, en effet, le reversement dans l'armée de terre des médecins et pharmaciens auxiliaires qui obtiendraient le grade de médecin ou de pharmacien aide-major de réserve.

« Je vous serais obligé de vouloir bien soumettre à la commission de l'armée du Sénat les propositions ci-dessus de M. le ministre de la marine en lui demandant d'en délibérer et de bien vouloir les adopter.

« Agréer, etc. »

La lettre du ministre de la marine, dont il est question dans celle du ministre de la guerre qu'on vient de lire, et qui y était jointe, est ainsi conçue :

« Paris, le 15 mars 1914.

Le ministre de la marine à monsieur le président de la commission de l'armée au Sénat.

« Monsieur le président,

« Par dépêche en date du 9 février dernier, j'avais attiré l'attention du ministre de la guerre sur certaines dispositions du projet de loi modifiant les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 sur le recrutement de l'armée, en le priant de vouloir bien vous demander quelques modifications de détail (2).

« La lecture du rapport de M. le sénateur Doumer m'a permis de constater que deux des dispositions que j'avais proposées n'ont pas été incorporées dans le texte élaboré par la commission de l'armée au Sénat.

« La première était destinée à préciser les obligations militaires des élèves de l'école polytechnique en imposant l'engagement sexennal aux officiers des différents corps de la marine provenant de ladite école.

« A cet égard, le texte du deuxième alinéa de l'article 5 du projet de loi est incomplet, car il ne s'applique ni aux officiers du commissariat de la marine, ni aux ingénieurs des différents corps de la marine.

« Pour éviter une énumération assez longue et toute chance d'omission, j'avais proposé la rédaction suivante : « Ces jeunes gens contracteront, lors de leur entrée à l'école, l'engagement de servir, pendant six ans, dans les armées de terre ou de mer, à compter de leur nomination à un grade supérieur. »

« La deuxième modification que j'avais demandée avait pour but d'assurer aux étudiants en médecine et en pharmacie incorporés dans l'armée de mer les mêmes avantages qu'à ceux affectés à l'armée de terre. Elle consistait à ajouter au texte de l'article 7 du projet adopté par la commission de l'armée au Sénat les deux alinéas suivants :

« Les étudiants en médecine ou en pharmacie qui accomplissent leurs obligations militaires dans l'armée de mer pourront être, dans les mêmes conditions, nommés à l'emploi de médecins ou de pharmaciens auxiliaires de la marine.

« Toutefois, ceux d'entre eux qui, après dix-huit mois de service en cette qualité, obtiendront l'un des diplômes visés au deuxième paragraphe du présent article et auront subi avec succès les épreuves du concours pour le grade de médecin ou de pharmacien aide-major de réserve ne pourront être nommés à ce grade que dans l'armée de terre. »

« Cette dernière disposition est motivée par la loi du 27 juillet 1907 qui spécifie que les officiers de réserve du corps de santé de la marine ne se recrutent que parmi les médecins et pharmaciens de la marine démissionnaire ou en retraite,

« Il ressort des indications ci-dessus que l'article 5 du projet de loi élaboré par la commission de l'armée au Sénat renferme une lacune qu'il est indispensable de combler dès maintenant et que l'article 7 du même projet pourrait être utilement complété à l'aide du texte précité concernant les étudiants en médecine ou en pharmacie. J'estime même que l'adoption des dispositions qu'il contient s'impose en vue de permettre à la marine de disposer de médecins et de pharmaciens auxiliaires pour venir en aide aux officiers du corps de santé dont le nombre est insuffisant par rapport aux obligations du service.

« En conséquence, je vous serais très obligé de vouloir bien faire apporter au texte du projet de loi dont vous êtes actuellement saisi les modifications que je viens de vous indiquer. »

Il est apparu à la commission de l'armée qu'aussi bien sur la disposition proposée de l'article 4, relative aux officiers des différents corps de la marine, que sur celle de l'article 7 qui touche les étudiants en médecine ou en pharmacie accomplissant leur service dans l'armée de mer, il y avait lieu de donner satisfaction aux demandes du Gouvernement.

C'est dans ce but que vous est soumis le texte modifié des articles 5 et 7 du projet de loi qui suit le présent rapport.

D'autre part, en vous présentant son rapport primitif sur le projet, le 24 février 1914, la commission de l'armée ne considérait pas les dispositions de l'article 13, du texte qu'elle avait adopté, comme arrêtées définitivement. L'entente nécessaire entre l'administration de la guerre et l'administration des finances ne semblait pas s'être réalisée encore.

Il était dit à ce propos (page 40 du rapport) :

« ...La commission de l'armée n'a pu savoir avec certitude, malgré des demandes réitérées, si le département des finances était bien d'accord avec celui de la guerre sur le texte proposé de l'article 13; elle n'a pu recevoir, de même, communication des calculs opérés par l'administration des finances pour évaluer la dépense qui résulterait de l'application des dispositions soumises au vote du Sénat.

« Mais ces renseignements devront nous parvenir avant la délibération de l'assemblée, à laquelle ils seront communiqués; il n'a pas paru que la distribution du rapport doive être plus longtemps retardée à cause de cette lacune. »

A la date du 3 mars, le ministre de la guerre adressait à M. de Freycinet, président de la commission de l'armée, la lettre suivante :

Le ministre de la guerre à monsieur le président de la commission de l'armée, au Sénat.

« Monsieur le président,

« L'article 9 (1) du projet de loi destiné à modifier les lois du 21 mars 1905 et du 7 août 1913 sur le recrutement de l'armée, qui a été déposé le 4 novembre dernier sur le bureau du Sénat, autorise les militaires quittant les drapeaux après quinze ans de services effectifs, à opter entre une pension proportionnelle non reversible, liquidée dans les conditions fixées par l'article 65 de la loi du 21 mars 1905, et l'allocation immédiate d'une somme variable avec le

(1) Voir les nos 3537-3615 et in-8° 746 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir le n° 3622 et in-8° n° 761,—10e législ.— de la Chambre des députés.)
(3) Voir les nos 3623 et in-8° n° 763 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(4) Voir les nos 400, Sénat, année 1913, et 73, année 1914.
(5) Impressions, Sénat, année 1914, n° 73.

(1) Article 7 du texte de la commission.
(2) La commission de l'armée n'avait pas été saisie de la demande.

(1) Article 13 du texte soumis au Sénat dans le rapport de la commission.

grade, ainsi que la constitution d'une rente de 600 fr. différée jusqu'à l'âge de soixante ans, la veuve ayant droit en outre à une rente de survie de 300 fr.

« Le Gouvernement estimant qu'une rente différée jusqu'à l'âge de soixante ans constituait pour les intéressés, une récompense trop aléatoire, a songé à remplacer cette rente par une rente immédiate de 360 fr. de façon à donner aux militaires quittant le service le minimum des moyens d'existence.

« La constitution de cette rente immédiate devait avoir pour corollaire, si on ne voulait pas augmenter les charges de l'Etat, de diminuer dans une proportion à déterminer, le capital alloué aux militaires retraités.

« M. le ministre des finances, à qui j'ai demandé des précisions à ce sujet, m'a fait connaître que la réduction à faire subir au capital en vue de la constitution d'une rente immédiate, était telle qu'elle suffisait à enlever tout attrait à la proposition.

« Il m'a présenté une autre modalité qui, sans augmenter les charges du Trésor, ferait disparaître les inconvénients de la précédente.

« Elle consiste essentiellement dans une augmentation de la rente différée, qui est portée de 600 fr. à 800 fr. et dans une réduction corrélative de 1,000 fr. des capitaux alloués aux militaires quittant le service.

« La liquidation de cette rente différée, qui, normalement, doit avoir lieu à soixante ans, pourrait cependant être demandée dès l'âge de cinquante ans, et la rente concédée serait, à cet âge, de 360 fr.

« Enfin, en cas d'invalidité dûment reconnue, l'intéressé pourrait obtenir la liquidation de sa pension, même avant l'âge de cinquante ans, mais cette pension ne pourrait dépenser 360 fr.

« Telle est l'économie de la contre-proposition de M. le ministre des finances qui est exposée en détails dans la copie ci-jointe d'une lettre de M. Caillaux, et à laquelle je n'ai aucune objection à formuler.

« J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, en conséquence, substituer au texte de l'article 9 du projet de loi du Gouvernement, le texte nouveau ci-inclus qui a été rédigé par M. le ministre des finances.

« Agréez, etc. »

Voici le texte de la lettre du ministre des finances, dont une copie était jointe à la lettre du ministre de la guerre qu'on vient de lire :

Le ministre des finances,
à Monsieur le ministre de la guerre.

« Monsieur le ministre,

« Par lettre du 30 janvier dernier, vous avez bien voulu me demander d'examiner les modifications que le conseil des ministres avait estimé utile d'apporter aux dispositions de l'article 9 du projet rectificatif de la loi du 7 août 1913.

« Ces modifications ont pour but de substituer à la rente différée de 600 fr., qui serait allouée aux anciens militaires à partir de l'âge de soixante ans, une rente immédiate de 360 fr., mais, par contre, de réduire légèrement le capital payable à la cessation de l'activité.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après étude de la question il ne me paraît pas possible de vous suivre dans cette voie, la réduction importante que devrait subir l'attribution en capital ayant nécessairement pour effet d'en supprimer tout l'attrait. Toutefois, pour répondre à vos préoccupations, je crois devoir proposer une nouvelle modalité qui ferait disparaître les inconvénients que vous signaliez.

« Les capitaux exigibles à la sortie de l'armée seraient réduits uniformément de 1,000 fr. Par contre, la rente de vieillesse serait portée à 800 fr., avec faculté pour les intéressés d'en demander à partir de l'âge de cinquante ans la liquidation anticipée. Cette mesure aurait précisément pour effet de permettre aux bénéficiaires de jouir d'une rente minimum de 360 fr. à cinquante ans, ce minimum s'élevant progressivement, à mesure que cette faculté serait exercée plus tardivement.

« Enfin, en ce qui concerne les anciens militaires qui n'auraient pas atteint l'âge de cinquante ans, et qui pourraient se trouver sans ressources par suite de la dilapidation du capital, il m'a paru équitable de partager votre sollicitude à l'égard de ceux d'entre eux qui se verraient dans l'impossibilité absolue de travailler. Je serais disposé à reconnaître à ces derniers le droit à une allocation en cas d'une invalidité survenue après cessation du service militaire, mais dûment constatée dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

« Cette allocation ne saurait en aucun cas dépasser 360 fr.; elle serait le complément du produit de la liquidation anticipée de la rente de vieillesse jusqu'à due concurrence dudit chiffre de 360 fr.

« Je crois, dans ces conditions, avoir répondu à vos objections. Je joins à la présente note le texte de l'article 9, modifié dans le sens des considérations qui précèdent, en vous priant d'en saisir sans délai la commission de l'armée et de lui faire connaître les motifs qui ont inspiré ces modifications. »

La modification au texte de l'article 13 du projet de loi, concertée entre le ministre de la guerre et le ministre des finances, n'a pas soulevé d'objections de la part de la commission de l'armée Les dispositions nouvelles accordent une garantie de plus aux militaires quittant l'armée après quinze ans de service; elles sont, par suite, de nature à faciliter le recrutement de nos sous-officiers de carrière. Nous ne pouvons que l'approuver.

En ce qui concerne les dépenses qu'entraîne la modification apportée à l'article 13, elles sont nulles ou insignifiantes. La réduction de 1,000 fr. du capital offert aux anciens militaires des différents grades compense à peu près l'élévation de 600 fr. à 800 fr., de la pension différée à soixante ans, et la faculté d'anticiper la liquidation de cette pension, à partir de cinquante ans et avant même en cas d'invalidité, avec un produit minimun de 360 fr.

Si l'on compare, dans leur ensemble, les dispositions nouvelles de l'article 13 avec celles de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 qu'elles remplacent, on trouve que le régime proposé, de nature cependant à tenter les anciens militaires, n'imposera, à aucun moment, des charges supplémentaires au budget. Quand il sera pleinement appliqué, et si le nombre des ayants droit qui optent pour l'attribution d'un capital avec pension différée est assez important, l'Etat en obtiendra un allègement sensible de ses charges.

Nous avons cru devoir reproduire ici, en son entier, le texte du projet de loi, dont les articles 5, 7 et 13 sont modifiés, et que nous recommandons à l'adoption du Sénat.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le deuxième paragraphe de l'article 17 de la loi du 21 mars 195 est abrogé.

Art. 2. — L'article 9 de la loi du 7 août 1913 est abrogé, et l'article 18 de la loi du 21 mars 1905 est complété par les dispositions suivantes :

« Les hommes des 2e et 4e catégories et les hommes réformés par la commission spéciale de réforme sont astreints à se présenter et à subir l'examen d'une commission de réforme :

« 1° A la date du passage de leur classe dans la réserve de l'armée active;

« 2° Cinq ans après cette première visite;

« 3° Au moment du passage de leur classe dans l'armée territoriale.

« Toutefois ceux d'entre eux qui présenteraient des infirmités, maladies ou mutilations irrémédiables, sont dispensés de ces trois examens. La liste des causes d'exemption et de réforme entraînant cette dispense sera arrêtée par une instruction ministérielle sur l'aptitude physique au service militaire.

« Les hommes reconnus, à l'un quelconque de ces examens, aptes au service militaire, sont immédiatement soumis aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

« L'emploi de chacun est fixé, dans la mesure du possible, suivant ses aptitudes physiques, morphologiques et professionnelles.

« Le recrutement sera organisé de telle sorte que les réservistes soient le plus près possible du centre des unités actives où ils auront fait leur service et qu'ils devront rejoindre au moment de la mobilisation. »

Art. 3. — L'article 10 de la loi du 7 août 1913 est abrogé, et l'article 19 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une commission médicale, composée de trois médecins militaires et fonctionnant à côté du conseil de revision, est chargée de l'examen préalable des conscrits. Elle donne son avis sur l'état de chacun d'eux et en propose le classement dans l'une des quatre catégories prévues au précédent article.

« Le conseil de revision statue, après avoir pris connaissance des avis et propositions de la commission.

« Les jeunes gens reconnus d'une constitution physique trop faible doivent être ajournés jusqu'à l'époque où ils passent dans la réserve de l'armée active.

« A moins d'une autorisation spéciale, ces ajournés sont astreints à repasser la visite devant le conseil de revision qui les a précédemment examinés.

« Les jeunes gens ajournés une première fois, reconnus bons l'année suivante, feront trois ans; après deux ajournements, les hommes pris par la revision feront deux ans.

« Ceux qui, ayant été ajournés trois fois, sont pris au quatrième examen, accomplissent un an de service.

« Ceux enfin qui, après avoir été ajournés quatre fois, sont déclarés bons au dernier examen qu'ils doivent subir, sont versés dans la réserve et astreints à l'obligation d'accomplir les mêmes périodes d'exercice que la classe à laquelle ils appartiennent.

« Les jeunes gens dont l'état physique est suffisant pour qu'ils soient versés dans l'armée active, mais qui présentent une tare accidentelle ou congénitale les empêchant de faire du service armé, sont versés dans le service auxiliaire et font trois ans de service. A la fin de leurs première et deuxième années de service, ils sont soumis d'office à l'examen de la commission de réforme qui décide de leur classement ultérieur.

« Sous aucun prétexte, les hommes reconnus faibles de constitution ne peuvent être versés dans le service auxiliaire.

« A toute époque, les hommes classés dans le service auxiliaire peuvent, sur leur demande, être examinés par la commission de réforme en vue de leur passage dans le service armé et de leur utilisation dans une arme ou un service qui soit compatible avec leurs aptitudes physiques.

« Les ajournés sont, après leur libération, astreints aux obligations de leur classe d'origine.

« Les règles applicables aux ajournés le sont également aux jeunes gens réformés temporairement, qu'ils soient appelés ou engagés, qu'ils appartiennent au service armé ou au service auxiliaire. Toutefois le temps passé dans la position de réforme temporaire compte toujours pour le service actif, lorsque la réforme temporaire a été prononcée pour maladie contractée au service. »

Art. 4. — L'article 12 de la loi du 7 août 1913 et l'article 22 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les familles des militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer remplissant effectivement, avant leur départ pour le service, les devoirs de soutiens indispensables de famille, auront droit, sur leur demande, en temps de paix, à une allocation journalière fournie par l'Etat pendant la présence de ces jeunes gens sous les drapeaux. Leur nombre ne pourra dépasser 12 p. 100 du contingent.

« Cette allocation sera majorée en proportion du nombre des enfants âgés de moins de seize ans à la charge du soutien de famille, sans que l'allocation totale reçue par une même famille puisse dépasser 2 fr. 50 par jour.

« Le chiffre de l'allocation et celui de la majoration varient suivant des catégories déterminées par le lieu où réside la famille de l'appelé.

« Ces catégories sont ainsi fixées, d'après la population des communes :

« 1re catégorie, communes de 0 à 2,000 habitants.

« 2e catégorie, communes de 2,001 à 10,000 habitants.

« 3e catégorie, communes de 10,001 à 50,000 habitants.

« 4e catégorie, communes de 50,001 à 100,000 habitants.

« 5e catégorie, communes de plus de 100,000 habitants, à l'exception de la ville de Paris.

« 6e catégorie, ville de Paris.

« Les chiffres de l'allocation aux familles et de la majoration par enfant sont ainsi fixés.

« 1re catégorie, allocation 75 centimes, majoration 25 centimes.

« 2e catégorie, allocation 85 centimes, majoration 30 centimes.

« 3e catégorie, allocation 95 centimes, majoration 35 centimes.

« 4e catégorie, allocation 1 fr. 05, majoration 40 centimes.

« 5e catégorie, allocation 1 fr. 15, majoration 45 centimes.

« 6e catégorie, allocation 1 fr. 25, majoration 50 centimes.

« Pour l'adoption de ces dispositions, la résidence de la famille sera la commune où le chef de famille aurait son domicile de secours, dans les conditions fixées à l'article 3 de la loi du 14 juillet 1905. A défaut de domicile de secours communal du chef de famille, la catégorie à laquelle il appartient est déterminée par la commune où il réside en fait au moment où il adresse sa demande.

« Les familles des engagés volontaires auront droit aux mêmes allocations que celles des hommes du contingent, mais seulement pendant la durée légale du service obligatoire.

« Les mêmes allocations seront dues aux familles des militaires qui, pendant leur présence sous les drapeaux, justifieront de leur qualité de soutiens indispensables de famille. Leur nombre ne pourra dépasser 3 p. 100 du contingent. La date à partir de laquelle les allocations sont dues est fixée en même temps qu'il est statué sur la demande.

« Les demandes sont adressées par les familles au maire de la commune de leur domicile. Il en est donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui :

« 1° Le relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur ;

« 2° Un état certifié par le maire de la commune et indiquant le nombre et la position des membres de la famille vivant sous le même toit ou séparément, les revenus et ressources de chacun d'eux.

« Le conseil municipal émet sur chaque demande un avis motivé.

« Le dossier ainsi constitué est transmis au préfet qui, dans le mois, provoque une enquête de la gendarmerie sur la situation matérielle de la famille.

« Le dossier ainsi complété reste déposé à la mairie pendant quinze jours. Acte de ce dépôt est notifié au demandeur. Celui-ci peut en prendre connaissance et présenter par écrit ses observations.

« A l'expiration de ce délai de quinzaine, le maire transmet le dossier à un conseil cantonal, composé du juge de paix, président, du contrôleur des contributions directes et du receveur de l'enregistrement.

« Ce conseil donne son avis sur les demandes d'allocation et les classe par ordre de besoin.

« Les dossiers sont transmis d'urgence, avec l'avis du conseil cantonal, au préfet qui émet, à son tour, un avis motivé.

« Ils sont ensuite soumis à un conseil siégeant au moins deux fois par an, au chef-lieu du département, et composé :

« 1° Du président du tribunal civil du chef-lieu, président ;

« 2° De deux conseillers généraux, désignés par le conseil général ;

« 3° Du directeur des contributions directes ;

« 4° Du directeur de l'enregistrement.

« Ce conseil statue sur la demande d'allocation ; sa décision doit être motivée ; elle est rendue en séance publique et notifiée dans la huitaine par le greffier du tribunal tant au demandeur qu'au préfet du département.

« Lorsqu'il s'agira de familles résidant à l'étranger et remplissant les conditions du présent article, les demandes d'allocation seront adressées au consul de la ville de leur résidence qui les instruira et statuera par des décisions motivées, communiquées aux intéressés et au ministre des affaires étrangères.

« Le maire de chaque commune est tenu d'informer le préfet des changements survenus dans la situation des familles auxquelles des allocations sont attribuées. Il fait connaître en même temps l'avis motivé du conseil municipal sur la suppression ou le maintien de ladite allocation. Il est statué par le conseil départemental.

« Les conditions d'application et de procédure du présent article sont déterminées par un règlement d'administration. »

Art. 5 (modifié). — L'article 13 de la loi du 7 août 1913 et l'article 23 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les jeunes gens admis à l'école spéciale militaire, à l'école polytechnique, à l'école du service de santé militaire ou à l'école du service de santé de la marine, entreront directement dans ces écoles. Au cours de deux des années d'étude et à la date du 1er août, ils seront versés dans un corps de troupe pour y servir pendant deux mois, la première fois comme soldat, la deuxième fois comme sous-officier, et participer aux manœuvres.

« Ces jeunes gens contracteront, lors de leur entrée à l'école, l'engagement de servir, pendant six ans, dans les armées de terre ou de mer, à compter de leur nomination à un grade d'officier.

« Les jeunes gens admis après concours à l'école normale supérieure et à l'école forestière, où l'instruction militaire sera organisée dans les mêmes conditions qu'à l'école polytechnique, entreront directement dans ces écoles, en contractant un engagement d'une durée supérieure de deux ans et huit mois à la durée normale des études. Ils feront deux périodes d'instruction dans un corps de troupe, comme il est dit au paragraphe 1er du présent article.

« Ceux d'entre eux qui satisfont, à leur sortie, aux épreuves d'aptitude au grade de sous-lieutenant de réserve servent en cette qualité, pendants deux ans et huit mois, dans un corps de troupe de l'armée active. Il en est de même des élèves de l'école polytechnique qui n'ont pas été classés dans les armées de terre et de mer ; à l'expiration de leur service, l'engagement de six ans qu'ils ont contracté est annulé.

« Les jeunes gens visés au paragraphe précédent, tout en restant soumis aux obligations militaires, pourront être autorisés, après une première année de service comme officiers de réserve, à suivre dans les écoles d'application ou les facultés, les cours nécessaires à l'achèvement de leurs études.

« Les jeunes gens admis après concours à l'école centrale des arts et manufactures, à l'école nationale des mines, à l'école des ponts de chaussées, à l'école des mines de Saint-Etienne ou à l'école coloniale, pourront faire, à leur choix, la première de leurs trois années de service dans un corps de troupe, aux conditions ordinaires, avant leur entrée dans ces écoles ou après en être sortis. Ils contracteront, lors de leur admission à l'école, un engagement d'une durée supérieure de trois années à la durée normale des études. Ils recevront, dans l'école, une instruction militaire les préparant au grade de sous-lieutenant de réserve.

« Ceux d'entre eux qui ont fait un an de service avant leur entrée à l'école et qui satisfont, à leur sortie, aux épreuves d'aptitude au grade de sous-lieutenant de réserve servent, en cette qualité et pendant deux ans, dans un corps de troupe de l'armée active. Les élèves de l'école coloniale accompliront leurs deux années de service comme officiers de réserve dans les troupes coloniales et aux colonies.

« Les élèves des écoles énumérées au sixième paragraphe du présent article, qui n'ont pas fait un an de service avant leur entrée à l'école, accomplissent, à leur sortie, une année de service dans un corps de troupe, aux conditions ordinaires, et servent ensuite pendant deux années en qualité de sous-lieutenant de réserve, s'ils ont été reconnus aptes à ce grade.

« A l'expiration de leur période de service dans l'armée active, les jeunes gens visés aux cinq paragraphes qui précèdent seront tenus de servir dans les réserves, en qualité d'officiers, pendant une nouvelle période de six ans au cours de laquelle leur démission ne pourra être acceptée.

« Les jeunes gens admis à l'école polytechnique et dans les écoles énumérées aux troisième et sixième paragraphes du présent article, qui ne sont pas reconnus aptes au service militaire au moment de leur admission, peuvent néanmoins entrer dans ces écoles, mais ils n'y sont maintenus, lorsqu'ils sont reconnus aptes au service, que s'ils consentent à contracter l'engagement prévu pour leur école.

« Les jeunes gens qui, à leur sortie de l'école centrale des arts et manufacture, de l'école nationale des mines ou de l'école des ponts et chaussées, sont nommés sous-lieutenants dans l'armée active par application du paragraphe 3 de l'article 1er de la loi du 1er août 1913, doivent contracter, au moment de leur nomination, l'engagement de servir pendant six ans comme officiers dans l'armée active ; dans ce cas, l'engagement qu'ils ont contracté, lors de leur entrée à l'école, est annulé.

« Nul ne sera admis à passer le concours d'admission à l'école spéciale militaire ou à l'école polytechique, s'il ne justifie avoir fait en France les deux dernières années d'études qui ont précédé le concours.

« Les élèves de diverses écoles énumérées aux premier, troisième et sixième paragraphes du présent article qui n'ont pas été jugés susceptibles, à leur sortie de ces écoles, d'être nommés immédiatement sous-lieutenants, ceux qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie de l'école à laquelle ils appartiennent, et ceux qui l'ont quittée pour une cause quelconque, sont incorporés dans un corps de troupe, comme simples soldats ou comme sous-officiers, pour y accomplir le complément des trois années de service exigées par la présente loi. Dans ce cas, l'engagement qu'ils avaient contracté est annulé. »

Art. 6. — L'article 14 de la loi du 7 août 1913 et l'article 24 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Chaque année, au mois d'avril, entre les militaires incorporés l'année précédente comme appelés, un concours est ouvert pour l'admission aux cours spéciaux d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie, du train des équipages et d'administration.

« Les cours spéciaux commencent au mois d'octobre et durent un an. Les élèves qui ont satisfait aux examens de sortie peuvent être nommés aspirants. Après six mois au moins du grade d'aspirant, ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve et terminer en cette qualité le temps de service actif qu'il leur reste à accomplir. A leur libération, ils sont classés comme officiers dans la réserve et doivent conserver leurs fonctions pendant six années au moins.

« Les dispositions précédentes sont applicables aux engagés volontaires qui, au moment du concours, ont accompli au moins six mois de service et sont encore liés au service pour deux ans au minimum et trois ans au maximum.

« Le quart des vacances annuelles de sous-lieutenants de réserve est attribué aux sous-officiers de réserve des corps de troupe, à moins d'insuffisance du nombre des candidats de cette catégorie. »

Art. 7 (modifié). — L'article 15 de la loi du 7 août 1913 et l'article 25 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les étudiants en médecine, en pharmacie, et les jeunes gens admis dans les écoles nationales vétérinaires sont autorisés, après une première année de service qui a pu être précédée de un ou plusieurs sursis, à demander, pour achever leurs études, des sursis renouvelables d'année en année jusqu'à l'âge de vingt-sept ans révolus.

« Les étudiants en médecine ou en pharmacie munis de douze inscriptions et les jeunes gens pourvus du diplôme de vétérinaire, ou admis en quatrième année, qui ont accompli une année de service et subi avec succès l'examen du médecin, pharmacien ou vétérinaire auxiliaire, peuvent être nommés à cet emploi, dans la limite des besoins, pour accomplir, immédiatement ou après un ou plusieurs sursis, leurs deuxième et troisième années de service. Ceux qui sont en possession du diplôme de docteur en médecine, du diplôme d'interne des hôpitaux obtenu au concours dans les villes françaises ayant une faculté de médecine, du diplôme de pharmacien ou de vétérinaire, et qui auront servi dix-huit mois comme médecin, pharmacien ou vétérinaire auxiliaire, et subi avec succès les épreuves du concours pour le grade de médecin, pharmacien ou vétérinaire aide-major de réserve, sont nommés à ce grade dans la limite des besoins, et accomplissent en cette qualité leur dernier semestre de service dans l'armée active.

« Les étudiants en médecine ou en pharmacie qui accomplissent leur service militaire dans l'armée de mer pourront être, dans les mêmes conditions, nommés médecins ou pharmaciens auxiliaires de la marine.

« Toutefois, ceux d'entre eux qui, après dix-huit mois de service en cette qualité, obtiendront l'un des diplômes visés au deuxième paragraphe du présent article, et auront subi avec succès les épreuves du concours pour le grade de médecin ou de pharmacien aide-major de réserve, ne pourront être nommés à ce grade que dans l'armée de terre. »

Art. 8. — L'article 16 de la loi du 7 août 1913 et l'article 26 de la loi du 21 mars 1905 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les docteurs en médecine et les pharmaciens diplômés admis directement à l'école d'application du service de santé militaire ou à l'école d'application du service de santé coloniale et les vétérinaires aides-majors de 2e classe

élèves admis à l'école d'application de cavalerie, devront avoir accompli un an de service dans un corps de troupe aux conditions ordinaires avant leur entrée dans ces écoles. Il en sera de même des jeunes gens admis après concours à l'école du commissariat de la marine ou à l'école de l'inscription maritime, sous la réserve que, pour ces deux dernières catégories, l'année de service pourra être également accomplie dans le corps des équiquages de la flotte.

« Les uns et les autres contractent, lors de leur entrée à l'école, l'engagement de servir dans l'armée active pendant six ans à dater de leur nomination au grade de médecin, pharmacien ou vétérinaire aide-major de 2e classe, ou de commissaire ou d'administrateur de l'inscription maritime de 3e classe.

« Ceux d'entre eux qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie ou qui ont quitté ces écoles pour une cause quelconque, sont tenus de compléter, s'il y a lieu, de la manière suivante, les trois années de serviée exigées par la présente loi, moyennant quoi l'engagement qu'ils avaient contracté est annulé :

« Les docteurs en médecine, pharmaciens diplômés et vétérinaires aides-majors de 2e classe élèves, dans un corps de troupe en qualité de médecins, pharmaciens ou vétérinaires auxiliaires ;

« Les élèves de l'école du commissariat de la marine, dans l'armée de mer, soit en qualité de commissaires de 3e classe de réserve, s'ils ont satisfait à l'examen d'aptitude passée à la suite de la première année d'études, soit dans les conditions ordinaires, s'ils n'ont pas satisfait à cet examen.

« Les élèves de l'école de l'inscription maritime, dans un corps de troupe, aux conditions ordinaires.

« Les conditions d'aptitude physique que doivent remplir les jeunes gens admis aux écoles, à l'entrée desquelles l'aptitude au service militaire n'est pas exigée, sont fixées par un règlement d'administration publique.

« Les élèves des écoles normales et les instituteurs seront, pendant leur présence sous les drapeaux, astreints à un séjour minimum de trois mois à l'école normale de gymnastique. »

Art. 9. — Le premier paragraphe de l'article 37 de la loi du 21 mars 1905 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° Les Français astreints au service militaire dans les colonies et pays de protectorat visés à l'article 90, et, dans une proportion fixée annuellement par le ministre de la guerre, les jeunes gens provenant des contingents des colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion. »

Art. 10. — Le septième paragraphe de l'article 21 de la loi du 7 août 1913 est abrogé.

Cet article est complété par le paragraphe suivant :

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux militaires incorporés, sur leur demande, dans l'armée de mer. »

Art. 11. — Les deux derniers paragraphes de l'article 28 de la loi du 7 août 1913 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 2° Les militaires du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, de la remonte, de la justice militaire et le personnel employé dans les écoles militaires.

« La durée maximum des rengagements successifs que peuvent contracter les militaires ayant plus de quinze ans de services est fixée à deux années ; l'âge maximum auquel ils sont rayés des cadres est de cinquante ans, à l'exception des militaires occupant certains emplois sédentaires fixés par le ministre de la guerre et qui peuvent être maintenus jusqu'à soixante ans.

« Le recrutement de la gendarmerie, assuré par des militaires ou anciens militaires ayant accompli la durée légale du service, est soumis à des conditions spéciales déterminées par le décret organique de l'arme.

« Les rengagements contractés par les sous-officiers employés militaires, les cavaliers de manège et le personnel de la justice militaire font l'objet de dispositions spéciales réglées par décret. »

Art. 12. — Le quatrième paragraphe de l'article 31 de la loi du 7 août 1913 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Conformément aux règles qui seront fixées par décret, la prime peut n'être acquise à l'engagé ou au rengagé qu'au moment de sa libération, ou bien lui être payée en partie, soit le jour de la signature de l'acte, soit, pour un engagé volontaire, au moment de son arrivée au corps. »

Art. 13 (modifié). — Les deux derniers paragraphes de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les militaires de toutes armes quittant les drapeaux après quinze ans de service effectif peuvent, en renonçant à la pension proportionnelle prévue à l'article 65 de la loi du 21 mars 1905, bénéficier des avantages ci-après :

« 1° Attribution à la sortie de l'armée d'un capital variant avec le grade et fixé, savoir :

Pour l'adjudant-chef, à 10,000 fr.
Pour l'adjudant, à 9,000 fr.
Pour le maréchal des logis chef, ou sergent-major, à 8,000 fr.
Pour le maréchal des logis ou sergent, à 7,000 fr.
Pour le brigadier ou caporal, à 6,000 fr.
Pour le soldat, à 5,000 fr.

« 2° Constitution d'une rente différée de 800 francs dont l'entrée en jouissance est fixée au premier jour du trimestre suivant celui dans lequel les intéressés auront atteint l'âge de soixante ans, avec faculté pour ces derniers de demander, à partir de l'âge de cinquante ans, la liquidation anticipée de ladite rente, sans que le produit de la liquidation puisse être inférieur à 360 fr.

« Dans le cas d'invalidité dûment constatée, dans les formes qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu au présent article, la liquidation de la rente différée pourra être effectuée, même avant l'âge de cinquante ans, et le produit de cette liquidation sera majoré comme dans le cas précédent, par l'Etat, jusqu'à concurrence de 360 f r.

« L'option pour ce nouveau régime comporte, en outre, constitution, sur la caisse nationale d'assurances en cas de décès, d'une rente de survie de 300 fr. au profit de la femme, avec jouissance au décès du mari. Toutefois, le droit éventuel à cette rente est subordonné à la condition que le mariage ait précédé de deux ans au moins la cessation de l'activité ou qu'il y ait un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation.

« Le Trésor verse à la caisse nationale d'assurances en cas de décès le capital représentatif des rentes prévues ci-dessus, en même temps qu'il procède à la mise en payement des sommes attribuées aux militaires à leur sortie de l'armée.

« Ce capital est calculé :

« 1° Pour les rentes différées, d'après les bases fixées par l'article 1er de la loi du 9 mars 1910, la prime étant établie sur la valeur donnée par les tarifs en vigueur de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour une rente de même quotité constituée à soixante ans.

« 2° Pour les rentes de survie, d'après les bases fixées par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1868 et l'article 59 de la loi du 26 juillet 1893, sauf en ce qui concerne la mortalité des bénéficiaires, laquelle est déterminée d'après la table employée par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

« A l'époque de l'entrée en jouissance de la rente de 800 fr. ou de la rente de survie, la caisse nationale d'assurances en cas de décès transfère, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, le capital nécessaire pour en assurer le service. A cet effet, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est autorisée, par dérogation à l'article 7 de la loi du 20 juillet 1886, à recevoir en une seule fois ledit capital et, par dérogation à l'article 10 de cette même loi, à payer les rentes de survie quel que soit l'âge des bénéficiaires.

« Les majorations destinées à porter à 360 fr. le montant des rentes liquidées par anticipation, pour invalidité ou pour toutes autres causes, donnent lieu, de la part du Trésor, au versement d'une prime supplémentaire à la caisse d'assurances en cas de décès.

« Les rentes liquidées par anticipation sont servies par la caisse des dépôts et consignations à qui la caisse nationale d'assurances en cas de décès verse les sommes nécessaires au payement des arrérages.

« L'article 65, paragraphe 2, de la loi du 21 mars 1905 est applicable aux bénéficiaires du régime institué par le présent article.

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'application des dispositions du présent article. »

Art. 14. — L'article 36 de la loi du 7 août 1913 est abrogé, et l'article 71 de la loi du 21 mars 1905 est remis en vigueur.

Art. 15. — L'article 42 de la loi du 7 août 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

« La disposition de l'avant-dernier paragraphe de l'article 13 de la présente loi, relatif au concours d'admission à l'école spéciale militaire et à l'école polytechnique, ne sera applicable que cinq ans après sa promulgation. »

ANNEXE N° 140

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

4e RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 331 du code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins ; 2° la proposition de loi de MM. Catalogne et Cicéron, tendant à modifier l'article 331 du code civil ; 3° la proposition de loi de M. Maxime Lecomte ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du code civil ; 4° la proposition de loi de M. Reymonenq, tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels, par M. Eugène Guérin, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 13 février dernier, le Sénat a adopté en 1re délibération une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins.

Cette proposition modifie l'article 331 du Code civil, modifié une première fois par la loi du 7 novembre 1907.

Elle admet au bénéfice de la légitimation, par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de leur mariage, trois catégories d'enfants adultérins :

1° Les enfants nés du commerce adultérin de la mère, lorsqu'ils ont été désavoués par le mari ou ses héritiers ;

2° Les enfants adultérins réputés conçus à une époque où le père ou la mère avait un domicile distinct en vertu de l'ordonnance rendue conformément à l'article 878 du code de procédure civile ;

3° Les enfants nés du commerce adultérin du mari dans tous les autres cas, s'il n'existe pas, au moment du mariage subséquent, d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

Au cours de la discussion à laquelle cette proposition a donné lieu, il est apparu que le texte nouveau créait une antinomie évidente avec les dispositions de l'article 313 du code civil.

Aux termes du paragraphe 2 de cet article, en effet, en cas de jugement ou même de demande, soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation.

Or cet enfant est de ceux que le nouvel article 331 permet de légitimer.

Si, dans cette hypothèse, le mari, usant de la faculté que lui confère l'article 313 du code civil désavoue cet enfant, il n'y a pas de difficulté.

Cet enfant se trouve avoir pour père le second mari de la mère, qui le légitime en épousant celle-ci.

Mais si le mari ne la désavoue pas, l'enfant se trouvera avoir deux pères : le premier mari de sa mère qui ne l'a pas désavoué, en vertu de la maxime *pater is est...* et le second, qui l'a reconnu et qui l'a légitimé en épousant sa mère après divorce.

Il y a donc discordance absolue entre les deux textes.

Dans le but de la faire cesser, votre commission avait, tout d'abord, songé à modifier l'article 313 du code civil et à tenir pour désavoué l'enfant qui serait légitimé par le second mariage de sa mère.

Mais le Sénat n'a pas cru devoir adopter la modification proposée et a renvoyé le texte à la commission pour un nouvel examen.

M. le garde des sceaux, que nous avons en-

(1) Voir les nos 157-293 ; Sénat, année 1908 ; 193-197-356 ; année 1911, 141, année 1912 ; 274-457 année 1913 ; et 1309-1931. — 9e législ. — de la Chambre des députés.)

tendu au cours de cet examen, a bien voulu nous soumettre un texte élaboré par le comité consultatif de législation, qui lui a paru de nature à répondre aux préoccupations du Sénat, et fera disparaître l'antinomie signalée plus haut entre l'article 313 et l'article 331 du code civil.

Ce texte consisterait à compléter ainsi le deuxième alinéa de l'article 331 du code civil.

« La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331 du code civil. »

Le deuxième paragraphe du troisième alinéa de l'article 331 du code civil serait également complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, la reconnaissance et la légitimation pourront être annulées si l'enfant a la possession d'état d'enfant légitime. »

Enfin, l'article 335 du code civil, qui prohibe la reconnaissance des enfants incestueux ou adultérins, serait ainsi complété : « sous réserve des dispositions de l'article 331 du code civil ».

Votre commission s'est rangée à l'avis de M. le garde des sceaux; elle a accepté et vous propose d'accepter à votre tour les dispositions qui précèdent.

M. le ministre des colonies, de son côté, nous a demandé d'insérer dans le texte de la proposition une disposition tendant à rendre la loi applicable aux colonies.

Nous avons donc l'honneur de soumettre à l'approbation du Sénat, en 2e délibération, la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 331 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce adultérin, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaissent au moment de sa célébration. Dans ce dernier cas, l'officier de l'état civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé.

« Lorsqu'un enfant naturel aura été reconnu par ses père et mère ou par l'un d'eux postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emportera légitimation qu'en vertu d'un jugement rendu en audience publique après enquête et débat en chambre du conseil, lequel jugement devra constater que l'enfant a eu, depuis la célébration du mariage, la possession d'état d'enfant commun.

« Les enfants adultérins sont légitimés, dans les cas suivants, par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de la célébration du mariage dans les formes déterminées par le premier paragraphe du présent article :

« 1° Les enfants nés du commerce adultérin de la mère lorsqu'ils sont désavoués par le mari ou ses héritiers;

« 2° Les enfants nés du commerce adultérin du père ou de la mère lorsqu'ils sont réputés conçus à une époque où le père ou la mère avait un domicile distinct en vertu de l'ordonnance rendue conformément à l'article 878 du code de procédure civile et antérieurement à un désistement de l'instance, au rejet de la demande ou à une réconciliation judiciairement constatée;

« 3° Les enfants nés du commerce adultérin du mari, dans tous les autres cas, s'il n'existe pas, au moment du mariage subséquent, d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

« Toute légitimation sera mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

« Cette mention sera faite à la diligence de l'officier de l'état civil qui aura procédé au mariage, s'il a connaissance de l'existence des enfants, sinon à la diligence de tout intéressé.

« Toutefois, la reconnaissance et la légitimation pourront être annulées si l'enfant a la possession d'état d'enfant légitime. »

Art. 2. — Le 2e alinéa de l'article 313 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« La présomption de paternité établie par l'article précédent, ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331. »

Art. 3. — L'article 335 du code civil est complété par la disposition suivante :

« sous réserve des dispositions de l'article 331. »

Art. 4. — La loi du 7 novembre 1907 est abrogée.

Art. 5. — La présente loi est applicable aux colonies.

Dispositions transitoires.

Art. 6. — Pour les mariages antérieurs à la promulgation de la présente loi, il ne sera plus délivré d'expédition commune de l'acte de légitimitation et de l'acte de célébration du mariage que dans les conditions déterminées par l'article 57 du code civil.

Les enfants adultérins se trouvant dans les conditions prévues par les dispositions qui précèdent et dont les père et mère auront contracté mariage avant la promulgation de la présente loi pourront être, de la part de ceux-ci, dans le délai de deux ans à partir de cette promulgation, l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation dans les conditions prévues par la présente loi

ANNEXE N° 141

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de consentir à la colonie de la **Réunion** une avance de 550,000 fr. remboursable sans intérêts, destinée à faire face aux dépenses nécessitées par les dégâts du cyclone du 4 mars 1913, et une subvention extraordinaire de 150,000 fr. au budget local pour venir en aide aux victimes du même cyclone, par M. A. Gervais, sénateur (1).

ANNEXE N° 142

(Session ord. — Séance du 19 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes, par M. Théodore Girard, sénateur (2).

Messieurs, dans sa séance du 29 juillet 1913, la Chambre des députés a adopté un projet de loi modifiant divers articles de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes.

Votre commission vous propose d'accepter ces modifications qui n'ont pas d'autre but que de simplifier et faciliter l'application des textes primitifs.

Nous les passons successivement en revue :

Article 1er.

Cet article pose en ces termes le principe de la constitution des retraites;

« Les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages, les salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires et les salariés des départements et des communes, bénéficieront dans les conditions déterminées par la présente loi d'une retraite de vieillesse. »

Il s'agit d'ajouter à cet article un paragraphe additionnel, par les motifs ci-après :

La loi des retraites ne s'applique que sur le territoire français. Il résulte de ce principe que des salariés français, occupés à l'étranger pour le compte d'un établissement ayant son siège en France, perdent pendant leur séjour à l'étranger tout droit au bénéfice de la loi des retraites. Pour remédier à cette situation, le ministère des affaires étrangères, d'accord avec le ministère du travail, avait décidé que les salariés inscrits en France sur les listes d'assurés et détachés temporairement à l'étranger pourraient continuer, en fait, à bénéficier de l'assurance. Le texte proposé a pour but de laisser à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les conditions dans lesquelles la loi sera applicable aux salariés français occupés en dehors de la métropole.

Article 2.

Cet article concerne les versements obligatoires des salariés et les contributions des employeurs.

D'après le paragraphe 3, le taux de la cotisation journalière pour les mineurs de moins de dix-huit ans est fixé, actuellement, à un centime et demi. La retenue d'un demi-centime sur le salaire est à peu près impossible; d'autre part, des versements d'un demi-centime sont très difficilement effectués. On avait songé, primitivement, à modifier le taux de la cotisation des mineurs de moins de dix-huit ans; la Chambre des députés a estimé qu'on devait se borner à remédier aux difficultés résultant des versements inférieurs à un centime. C'est pourquoi le texte nouveau propose de décider qu'aucun versement ne comprendra de demi-centime et que, dans le cas où la somme à verser ou à prélever serait d'un demi-centime, il y aurait lieu d'arrondir au centime.

§ 4. — Ce paragraphe concerne la faculté donnée aux assurés de demander la réserve de leurs versements personnels. Le projet de loi adoptant le système du timbre unique, il devient plus difficile de discerner les versements personnels de l'assuré auquel s'appliquera le système de la réserve du capital. Aussi le texte proposé présume que, dans le cas où l'assuré a stipulé la réserve du capital, les versements constatés en timbres-retraites seront réputés faits à capital réservé, sauf déduction du montant de la contribution patronale obligatoire.

Le projet consacre, également, sous le même paragraphe, la possibité pour un assuré qui avait réservé le capital de ses versements, de l'aliéner ultérieurement avec effet rétroactif, en ce qui concerne le capital primitivement réservé. Cette facilité était d'ailleurs donnée par la plupart des caisses, et, notamment, par la caisse nationale des retraites, à leur assurés. Le texte proposé ne fait donc que régulariser la situation existante en fait.

§ 5 (nouveau). — Ce texte concernant les ouvriers à domicile a été introduit par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés. Il a pour objet de décider que dans le cas où un travailleur à domicile est assuré obligatoire et occupe des salariés, la contribution patronale afférente à l'emploi de ces salariés sera mise à la charge du fabricant qui est déjà tenu de la contribution patronale vis-à-vis du travailleur à domicile.

Article 3.

Cet article vise, dans son paragraphe premier, le prélèvement sur le salaire par l'employeur lors de chaque paye; dans les paragraphes suivants les cartes destinées à l'apposition des timbres, les modes de versements, l'encaissement par les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne ordinaires et les autres caisses.

§§ 2 et 3 (nouveaux). — Les dispositions introduites à ces paragraphes permettent de substituer, sous certaines conditions, à l'apposition des timbres sur la carte annuelle lors de chaque paye, l'apposition trimestrielle. Ces conditions peuvent consister, soit en une garantie pécuniaire de solvabilité présentée sous forme de cautionnement, soit dans l'adhésion à une association patronale autorisée par le ministre et dont les membres sont liés par une obligation solidaire.

Il a été décidé que si l'ouvrier quitte l'établissement avant l'échéance du trimestre ou si sa carte doit être échangée avant la même époque, l'employeur devra procéder à l'apposition des timbres exigibles. Il sera opéré de même pour les salariés dont la date de rémunération échoit après l'époque à laquelle la carte doit être échangée.

§ 4 (ancien § 2 modifié). — Cette disposition a pour objet de faire admettre que les assurés ne peuvent changer de catégorie pendant la durée de validité d'une carte annuelle. Ce texte n'est que la conséquence de la modification apportée à l'article 37 de la loi du 5 avril 1910 par la loi du 27 février 1912; le règlement d'administration publique a déjà été modifié en ce sens

(1) Voir les nos 21, Sénat, année 1914, et 3017-3323 et in-8° 672 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 8 [illegible]2, Sénat, année 1913 et 2039-2328-3053 et in-8° no 592 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(modification apportée à l'article 19 du décret du 25 mars 1911 par le décret du 6 août 1912).

§ 5 (ancien § 3). — La modification proposée substitue aux diverses catégories de timbres un timbre unique comportant d'ailleurs des valeurs différentes; pour permettre de suivre exactement l'application de la loi, l'employeur doit dater ces timbres.

§ 9 ancien § 6). — Actuellement, les sociétés de secours mutuels ne peuvent effectuer, lorsqu'elles sont autorisées à faire ce service, que l'encaissement des versements des salariés. Le nouveau texte leur permet d'assurer, en même temps, l'encaissement des contributions patronales des patrons qui le demanderaient. Il semble que la généralisation de l'encaissement par les sociétés de secours mutuels peut avoir de bons résultats en faisant de ces institutions les mandataires des assurés dans l'application de la loi des retraites. L'adoption de cette mesure permettrait sans doute de développer le service d'encaissement qui n'a donné, jusqu'ici, que de très médiocres résultats.

Article 4.

Cet article concerne l'allocation viagère de l'Etat, la bonification au profit de l'assuré ayant élevé au moins trois enfants, le nombre des années de versement, les assurés de la période transitoire, etc.

La disposition complémentaire au paragraphe 1er a pour objet d'accorder la bonification spéciale du dixième lorsque l'un des trois enfants de l'assuré n'aura pas encore atteint l'âge de seize ans, au moment où cet assuré formera sa demande de liquidation de pension. On avait songé, primitivement, à attendre le moment où ce dernier enfant atteindrait seize ans pour procéder à une liquidation complémentaire de la bonification; mais on a reconnu que cette double liquidation entrainerait une grande complication du travail de l'administration et il a semblé préférable d'adopter le texte proposé.

§ 2. — Les modifications apportées au taux des versements donnant droit à l'allocation de l'Etat résultent de la disposition introduite à l'article 3 et d'après laquelle les diverses catégories de timbres ont été réduites à un seul type, le versement ouvrier et le versement patronal n'étant plus distingués, il a paru indispensable de modifier le taux du versement donnant droit à l'allocation de l'Etat. Le système proposé est d'ailleurs plus favorable aux assurés si l'on ne perd pas de vue que le versement patronal est obligatoire et accompagne toujours la cotisation ouvrière. Il s'ensuit que, tandis qu'actuellement un ouvrier doit avoir versé personnellement 9 fr. sur sa carte pour avoir droit à l'allocation, dans le texte proposé, il suffira d'un versement de 7 fr. 50 auquel se sera naturellement ajoutée une contribution d'égale somme versée par le patron. Le système envisagé dans le projet permet de tenir compte du chômage que le salarié aura pu subir en cours d'année, puisqu'il suffira que sa carte porte les 15 fr. de timbres exigés qu'il ait travaillé 250 jours dans l'année. Le système adopté a également l'avantage d'obliger le salarié à ne plus se désintéresser comme il le fait souvent actuellement, du versement patronal qui deviendra désormais l'un des facteurs nécessaires de l'allocation de l'Etat.

§ 4. — La modification de forme proposée résulte des dispositions de la nouvelle loi sur le service militaire.

§ 6. — La modification de forme résulte de la modification apportée au paragraphe 2 du même article.

Article 5.

Cet article fixe l'âge normal de la retraite et la liquidation.

§ 5 (nouveau). — Il arrive actuellement que des assurés âgés, n'ayant pas droit à la bonification de l'Etat, ne touchent, pour toute pension, que celle qui résulte de la capitalisation de leurs versements. Or, pendant les premières années d'application de la loi, les assurés n'ont effectué, lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante ans, qu'un petit nombre de versements, et la pension résultant de ces versements n'atteint qu'un chiffre dérisoire. L'existence de ces pensions crée, d'ailleurs, une anomalie en ce sens que les caisses d'assurance, qui en effectuent le service, bénéficient d'une indemnité de gestion de 1 fr., supérieure quelquefois au taux de la pension. C'est pour remédier à cette situation que le texte nouveau propose de rembourser aux assurés les sommes portées à leur compte, lorque leur pension n'atteindra pas le chiffre annuel de 4 fr.

Article 6.

Cet article prévoit le cas où l'assuré décède avant d'être pourvu de sa pension de retraite et les allocations faites aux enfants et à la veuve.

Il y a lieu de remarquer d'abord qu'une erreur s'est produite au moment du vote par la Chambre des députés des modifications apportées à cet article : le même texte, en effet, a été voté deux fois avec une légère variante et, d'autre part, une modification qui devait être apportée au premier paragraphe n'a pas été insérée.

Nous proposons de rétablir le texte de la façon suivante : Paragraphe 1er modifié comme suit : « Si un assuré décède avant la date d'échéance du premier terme de sa pension de retraite ou du premier terme de l'allocation de l'Etat liquidée dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 4, il sera versé, etc... »

D'autre part, il convient de maintenir le texte nouveau du paragraphe 5.

Les autres modifications apportées à cet article ont pour objet d'accorder une allocation lorsqu'un assuré décède après avoir demandé la liquidation de sa pension. Actuellement, on ne peut accorder, dans ce cas, une allocation que si, au moment du décès, les arrérages de la pension ne couraient pas déjà au profit de l'assuré.

Avec le texte nouveau, il y aura lieu à attribution de l'allocation lorsque le décès de l'assuré surviendra avant que ce dernier ait pu toucher des arrérages. Si l'assuré a commencé à recevoir les arrérages de sa pension, on attribuera, néanmoins, à ses ayants droit une allocation représentant la différence existant entre les arrérages échus de la pension et le taux de l'allocation au décès.

D'autre part, lorsque l'allocation a été liquidée au profit des enfants, et si ceux-ci meurent avant d'avoir perçu toutes les mensualités, leur mère ne peut toucher les arrérages à échoir, une modification proposée peut remédier à cette situation.

§ 7 (ancien § 6). — La modification proposée a pour objet de préciser le texte et d'exiger que l'assuré ait effectué chaque année des versements et que le total des versements figurant sur les diverses cartes atteigne les trois cinquièmes du chiffre réglementaire. Pour la fixation du chiffre réglementaire on a dû, en raison de l'unification des timbres, se référer à la méthode adoptée au paragraphe 2 de l'article 4.

Article 10.

Cet article s'occupe de la situation des salariés de l'Etat, des grandes compagnies de chemins de fer, des départements et des communes.

§ 3. — La modification proposée a pour objet de régulariser la situation des employés des caisses d'épargne qui bénéficient de règlements de retraites de salariés communaux. En effet, dans de nombreuses caisses d'épargne instituées par les communes, les employés ont été assimilés aux employés communaux. La modification envisagée ne fait donc que régulariser une situation dont le ministère a eu à se préoccuper. Le conseil supérieur des retraites, saisi de la question, a d'ailleurs émis un avis favorable à cette assimilation.

§ 5. — Dans sa rédaction actuelle, ce paragraphe présente une contradiction, il dispose, en effet, que les salariés gagnant plus de 3,000 francs sont en dehors de l'assurance obligatoire et il ajoute que ceux dont la rémunération annuelle atteint 3,000 fr. cessent de faire partie de la loi. D'autre part, l'article 35, paragraphe 5, de la loi, vise les salariés dont le salaire annuel est supérieur à 3,000 fr. Le texte actuel fait disparaître toute ambiguïté en décidant que les salariés gagnant 3,000 fr. appartiennent encore à l'assurance obligatoire.

Disposition additionnelle au paragraphe 5. — Cette disposition introduite par la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés a pour objet de reconnaître la qualité d'assuré obligatoire à tout salarié dont la rémunération annuelle, chez un même employeur, n'excède pas 3,000 fr. On éviterait ainsi les difficultés qui se présentent à l'occasion de salariés qui, en dehors de leur emploi principal, se livrent à divers travaux comportant un gain qui, s'il était ajouté à leur rémunération principale, pourrait porter cette rémunération à plus de 3,000 fr. L'appréciation de la situation de ces salariés est extrêmement délicate, car outre qu'il est extrêmement difficile de connaître le gain accessoire d'un salarié, il est assez malaisé de déterminer si ce gain supplémentaire a un caractère permanent ou accidentel.

Article 8.

Cet article concerne les salariés étrangers travaillant en France.

Le paragraphe 2 décide : qu'ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que si les traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. La modification proposée a pour objet de faciliter, le cas échéant, la conclusion de conventions internationales pour l'application de la loi des retraites. En effet, si les conventions ne pouvaient porter, comme paraît l'exiger le texte actuel, que sur l'ensemble des avantages que comporte la loi, il serait à peu près impossible d'en conclure. Il est vraisemblable qu'actuellement les conventions qui peuvent être mises à l'étude sont susceptibles, en raison de la grande diversité qui existe entre les législations des retraites, de ne porter que sur le bénéfice des contributions patronales.

§ 4. — Ce texte affecte aux fonds de réserve les contributions patronales correspondantes à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée.

La suppression du mot français a pour but de réparer une erreur qui se serait glissée dans la rédaction de l'article 11. En effet, le versement des contributions patronales pour l'emploi de salariés retraités doit s'appliquer aussi bien à l'emploi de salariés étrangers, qu'à l'emploi de salariés français. Or, le texte ne visait que les salariés français.

Article 12.

La modification apportée au paragraphe 7 concernant les remises accordées aux divers organismes pour frais d'encaissement, a pour objet d'accorder aux sociétés qui seront, en vertu des dispositions nouvelles introduites à l'article 3, autorisées à faire l'encaissement des contributions patronales, une remise sur les encaissements de cette sorte. La remise qui est de 5 p. 100 pour les versements salariés, sera de 1 p. 100 sur les versements patronaux.

Article 14.

Cet article est relatif aux comptes individuels des assurés dans l'une des caisses autorisées, et au bulletin délivré par chaque caisse dans le premier semestre de chaque année.

Les nombreuses réclamations auxquelles a donné lieu l'envoi du bulletin annuel de situation ont obligé à examiner les modifications qui peuvent être apportées à ce document pour en rendre la lecture plus facile.

Il a semblé d'abord indispensable de rendre l'envoi du bulletin plus rapproché de la date d'échéance de la carte. L'assuré aura ainsi dans le bulletin un véritable accusé de réception de sa carte par la caisse d'assurance et saura exactement auquel versement s'applique ce bulletin. D'autre part, les dispositions actuelles du paragraphe 4 relatives à l'indication du coefficient de réduction n'ont pas donné les résultats que l'on en attendait. Le plus souvent, les assurés sont dans l'impossibilité de faire le calcul de la rente à soixante ans. Il est donc préférable de supprimer le paragraphe 4 actuel. L'administration indiquera sur le bulletin de situation un mode de calcul pratique permettant de connaître approximativement le chiffre de la rente à soixante ans.

Le paragraphe nouveau se substitue donc aux paragraphes 3 et 4 actuels.

Cette modification a été introduite par la commission d'assurance et de prévoyance sociales à la demande du Gouvernement.

Pour éviter toutes difficultés, nous proposons d'indiquer expressément que le paragraphe 4 actuel est abrogé.

Article 15.

Cet article est relatif à la gestion financière des divers organismes visés à l'article 14, et confiée à la caisse des dépôts et consignations, qui effectue des placements dans les conditions déterminées au paragraphe 3.

La modification proposée à ce paragraphe a pour objet d'étendre les facilités de placement en prêts aux institutions d'habitations à bon marché. Outre que les caisses pourront effectuer ces placements jusqu'à concurrence du cinquième, elles auront la faculté d'acqué-

rir des actions complètement libérées des sociétés de crédit immobilier, constituées conformément à la loi du 10 avril 1908.

Article 16.

D'après cet article, le fonds de réserve visé aux articles 11 et 12 est alimenté :

1° Par les versements prévus à l'article 11 ;

2° Par les amendes prévues à l'article 23 et par les versements des greffes visés au même article ;

3° Par les arrérages retenus aux rentiers en application de la prescription de cinq ans conformément à l'article 2277 du code civil.

La modification introduite au paragraphe 2 sur la demande de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, a pour objet de préciser un cas d'application du paragraphe 2 de l'article 23.

La suppression de l'alinéa 3 a pour but de faire bénéficier les caisses d'assurance des arrérages atteints par la prescription quinquennale. Il a semblé à la commission d'assurance et de prévoyance sociales qui a édicté cette mesure que cette prescription devait profiter aux débiteurs, c'est-à-dire, en l'espèce, à la caisse d'assurance.

Article 18.

Cet article a trait à l'allocation que les sociétés de secours mutuels reçoivent de l'Etat sur la cotisation-maladie (1 fr. 50 et 0 fr. 75).

Les syndicats professionnels qui constituent une caisse d'assurance-maladie et une caisse d'invalidité et de retraites régie par la loi du 1er juillet 1898, bénéficient des mêmes avantages.

La modification proposée a pour but de faire disparaître une complication qui avait été introduite, vraisemblablement par erreur dans le texte. Elle tend à ne point imposer aux caisses mutualistes d'assurance-maladie, créées par les syndicats professionnels, une situation différente de celle qui est faite aux autres sociétés de secours mutuels.

Article 19.

D'après le paragraphe 5 de cet article, si les caisses patronales ou syndicales reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux conditions fixées à l'article 2, elles sont tenues seulement de capitaliser, au compte de chaque salarié, la partie de la cotisation correspondant à la contribution obligatoire et peuvent, avec le surplus, soit constituer des réserves, soit accorder des avantages supplémentaires aux bénéficiaires ou à leur famille dans les conditions déterminées par leurs statuts approuvés.

La modification proposée à ce paragraphe a pour objet de donner aux caisses patronales la plus grande latitude dans l'emploi des versements supplémentaires effectués par les employeurs. Le texte nouveau oblige à capitaliser tous les versements des salariés quel qu'en soit le montant. Les contributions patronales ne sont capitalisées que jusqu'à concurrence de la contribution légale.

Le même paragraphe contient une disposition nouvelle qui a été réclamée par la section permanente du conseil supérieur des retraites en vue de permettre aux femmes d'assurés affiliés à une caisse patronale d'adhérer à cette caisse en qualité d'assurées facultatives.

Article 20.

Le paragraphe 2 de l'article 20 vise le transfert des réserves mathématiques qui est effectué au moment où l'assuré demande la liquidation de sa pension. Lors de la préparation du règlement d'administration publique du 25 mars 1911, le conseil d'Etat a constaté qu'il se trouvait dans l'impossibilité de régler cette question par voie réglementaire et qu'un texte de loi semblait indispensable.

En effet, une difficulté très grande se présente dans le cas où les caisses auxquelles a successivement adhéré l'assuré ont fait usage de tarifs différents. Si, par exemple, un assuré a appartenu à une caisse dont le tarif est élevé et si sa pension doit être servie par une caisse dont le tarif est inférieur, la réserve mathématique qui sera transmise par la première caisse ne sera pas suffisante pour servir à l'assuré la pension qui lui avait été primitivement promise.

La solution envisagée par le projet tend à décider que, dans le cas où les variations des tarifs entre les caisses présenteraient une certaine amplitude, il n'y aurait pas transfert de réserves mathématiques. La dernière caisse ferait l'avance de la pension et se ferait rembourser par les autres caisses, suivant une procédure à déterminer par décret.

Article 22.

Cet article veut que les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la loi soient délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Les modifications proposées ont pour but :

1° D'accorder un tarif d'émoluments aux greffiers pour un certain nombre de travaux qu'ils effectuent à l'occasion de l'application de la loi des retraites (expéditions des jugements rendus en exécution de l'article 196 du décret).

D'autre part, aucun tarif postal réduit n'existant actuellement pour les communications faites par les mairies aux assurés ou par les préfectures aux assurés, il semble nécessaire de prévoir l'adoption de ce tarif réduit.

2° D'exempter du droit de timbre les affiches apposées par les caisses d'assurance visées à l'article 14 (texte introduit par la commission d'assurance et de prévoyance sociales).

Article 26.

Il institue le Conseil supérieur des retraites ouvrières chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la loi.

Il s'agit d'y ajouter une disposition ayant pour objet de faire figurer au nombre des membres du conseil supérieur le directeur des retraites ouvrières et paysannes.

Article 35.

Cet article prévoit les pénalités applicables aux infractions des articles 28 et 29 de la loi.

L'adjonction proposée a pour but de faire décider que les dispositions de cet article 35 ne sont pas applicables aux caisses de retraites autorisées conformément à la loi du 27 décembre 1895 (et non 17 décembre 1895 comme le porte par erreur le texte adopté.)

Article 36.

Cet article vise les retraites des métayers, fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons. Nous justifions comme suit les modifications proposées :

§ 4 (nouveau). — La modification apportée à ce paragraphe sur l'initiative de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés a pour objet de tenir compte, aux assurés facultatifs, des années de service militaire et, en ce qui concerne les femmes, des naissances d'enfants. Les majorations produites par les versements de ces assurés seront augmentées de la rente qu'eût produite, à l'âge de soixante ans, un versement de 9 fr. effectué pendant chacune des années envisagées.

§ 6 (ancien § 5). — Dans la rédaction actuelle, on fait figurer les différentes catégories d'assurés qui ne bénéficient pas des avantages de la période transitoire.

En ce qui concerne les femmes d'assurés, le texte nouveau considère comme ayant droit à l'assurance facultative, en qualité de femmes d'assurés, les femmes dont les maris auraient pu être assurés mais n'ont pas effectivement adhéré à l'assurance. D'autre part, sont également admises à l'assurance facultative, les femmes non salariées dont les maris sont placés sous le régime des pensions civiles ou militaires ou sous l'un des régimes spéciaux énumérés à l'article 10 de la loi.

Il y a lieu de remarquer que l'article 9 de la loi du 25 février 1914 créant une caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs vient d'admettre au bénéfice de l'assurance facultative, instituée par la loi des retraites, les femmes des ouvriers mineurs placées sous le régime spécial institué par la loi nouvelle.

§ 8 (ancien § 7). — La modification résulte de l'unification du timbre et est la conséquence des modifications apportées à cette occasion au texte de l'article 4.

§ 10 (ancien § 9). — Voir l'observation présentée sur le paragraphe 4.

§ 11 (ancien § 10). — Dans le texte actuel, les allocations au décès, le bénéfice de l'assistance et la liquidation anticipée de la pension pour cause d'invalidité ne sont réservés aux assurés facultatifs ou à leurs ayants droit que s'ils ont commencé leurs versements au moment de la mise en vigueur de la loi ou à l'âge de dix-huit ans. Cette condition a semblé beaucoup trop rigoureuse. C'est pourquoi le texte proposé par la Chambre sur la proposition du Gouvernement décide que les avantages prévus aux articles 6, 8 et 9 seront accordés lorsque l'adhésion à l'assurance aura été antérieure à l'âge de 30 ans ou au cas contraire si elle remonte à cinq ans au moins.

Nous faisons observer que, même avec la rédaction nouvelle, certaines difficultés subsistent au sujet de l'application de l'article 8. Cette question doit, d'ailleurs, faire l'objet d'un échange de vues entre le ministère du travail et le ministère de l'intérieur, particulièrement intéressé à l'application de l'article 8.

Nous venons de faire connaître les divers motifs qui ont porté la Chambre des députés à adopter les modifications à la loi des retraites que le Gouvernement jugeait utiles.

Nous proposons au Sénat d'accepter le projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

Article unique. — Les articles 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 26, 35 et 36 de la loi du 5 avril 1910, modifiée par la loi du 27 février 1912, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

« *Art. 1er.* — Il est ajouté à cet article un paragraphe 2 ainsi conçu :

« § 2. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi seront applicables aux salariés français visés au présent article qui sont occupés en dehors de la métropole. »

« *Art. 2.* — Le troisième paragraphe de cet article est complété comme suit :

« Toutefois, aucun versement ne comprendra de demi-centime : le total à verser sera toujours élevé, s'il comprend un demi-centime, au nombre de centimes supérieur. »

« Le paragraphe 4 est rédigé comme suit :

« La retraite est constituée à capital aliéné ; toutefois, si l'assuré majeur le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé. »

« Il est ajouté au paragraphe 4 la disposition suivante :

« En ce cas, les versements constatés en timbres-retraite sont réputés faits à capital réservé, sauf déduction du montant de la contribution patronale obligatoire. L'assuré pourra également aliéner ultérieurement le capital des versements qu'il aurait primitivement faits à capital réservé. La rente supplémentaire produite par cette aliénation sera calculée en raison de l'âge atteint par l'assuré au moment où sa demande sera parvenue à la caisse d'assurance. »

« Il est ajouté, à la fin du paragraphe 5, la disposition suivante :

« Le travailleur à domicile, rémunéré à façon, aux pièces ou à la tâche, si lui-même est assuré obligatoire vis-à-vis du fabricant pour le compte duquel il travaille, ne sera point tenu des versements patronaux afférents à la retraite des ouvriers de tout âge et de tout sexe qui pourront travailler avec lui pour ledit fabricant. Ces versements seront à la charge de ce même fabricant. »

« *Art. 3.* — Les deux paragraphes ci-après sont insérés à la suite du paragraphe 1er :

« § 2. — L'employeur qui aura obtenu, à cet effet, une autorisation du préfet et qui aura déposé entre les mains du préposé de la caisse des dépôts et consignations de son arrondissement un cautionnement non productif d'intérêt, dont le chiffre est fixé et revisé périodiquement par le préfet, en prenant pour base le montant de ses contributions ouvrière et patronale pendant un trimestre, pourra n'apposer que quatre fois par an, dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, les timbres mobiles représentant lesdites contributions pour la période trimestrielle précédente. Les patrons qui appartiendraient à une association autorisée par un arrêté du ministre du travail et garantissant solidairement la solvabilité de ses adhérents au point de vue du payement des contributions patronale et ouvrière, jouiront de la même faculté. Dans l'un ou l'autre cas, l'autorisation émanant soit du ministre du travail, soit du préfet, sera portée à la connaissance des salariés, par voie d'affichage permanent, dans le local où la paye est effectuée. Si l'ouvrier quitte l'établissement, ou si sa carte doit être échangée avant l'expiration du trimestre, l'employeur devra procéder sans re-

tard à l'apposition des timbres exibibles à la date du départ ou de l'échange.

« § 3. — Les employeurs qui occupent des salariés non soumis aux dispositions de la loi du 7 décembre 1909 sur le payement des salaires sont tenus d'apposer, lors de l'échange de la carte annuelle, les timbres correspondant à la période de travail effectuée depuis la précédente paye ».

« Le deuxième paragraphe, qui devient le quatrième est complété comme suit :

« § 4. — Pendant toute la période de validité de sa carte annuelle, l'assuré est présumé appartenir à la catégorie en vue de laquelle cette carte lui a été délivrée.

« Le troisième paragraphe, qui devient le cinquième, est modifié comme suit :

« § 5. — Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un ou plusieurs timbres-retraite d'un type uniforme, que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré et sur lesquels il mentionne la date de l'apposition, à l'exclusion de toute autre indication. Les timbres dépourvus de cette mention sont présumés représenter des versements personnels de l'assuré. »

« Le septième paragraphe, qui devient le neuvième, est modifié comme suit :

« § 9. — Les employeurs qui occupent des salariés adhérents à des organismes admis à faire l'encaissement peuvent faire encaisser, par lesdits organismes, dans les mêmes conditions que ci-dessus, leur contribution patronale. Lorsqu'ils n'useront pas de cette faculté, ils s'acquitteront de leur contribution par l'apposition d'un timbre mobile. »

« *Art. 4.* — Le premier paragraphe est complété comme suit :

« Si, au moment de la liquidation de la retraite, les enfants ou l'un d'entre eux ont moins de seize ans, la bonification du dixième sera accordée lorsque le nombre des enfants élevés jusqu'à seize ans et des enfants vivants au moment de la liquidation, quel que soit l'âge de ces derniers, sera de trois ans au moins. »

« Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier d'au moins trente versements annuels atteignant chacun, y compris ses versements facultatifs, les cinq sixièmes de la double cotisation prévue à l'article 2, soit : 15 fr. pour les hommes, 10 fr. pour les femmes, 7 fr. 50 pour les années d'assurance au-dessous de dix-huit ans. »

« Dans le quatrième paragraphe, à l'expression : « les deux années de service militaire obligatoire », est substituée la suivante : « la durée effective du service militaire obligatoire dans l'armée active. »

« Dans le sixième paragraphe, les mots : « fixés par l'article 2 » sont remplacés par ceux-ci : « fixés par le paragraphe 2 du présent article ».

« *Art. 5.* — Il est ajouté à cet article, *in fine*, un paragraphe 5 ainsi conçu :

« § 5. — Lorsqu'il n'aura pas droit à l'allocation viagère ou à la bonification et lorsque sa pension, visée au présent titre ou au titre V, n'atteindra pas le chiffre annuel de 4 fr., l'assuré pourra demander le remboursement intégral et sans intérêts des sommes portées à son compte. Cette demande devra toujours être faite, au plus tard, dans le délai d'un mois, à compter de la date de la notification faite par la caisse d'assurance au titulaire du montant de la rente définitive. »

« *Art. 6.* — Le premier paragraphe est modifié comme suit :

« Si un assuré décède avant la date d'échéance du premier terme de sa pension de retraite ou du premier terme de l'allocation de l'Etat liquidée dans les conditions prévues à l'article 5 paragraphe 4, il sera versé aux ayants droit une allocation représentant la différence existant entre les arrérages échus de la pension et le taux de l'allocation au décès. La veuve sera substituée à ses enfants dans le bénéfice de l'allocation au décès, dans le cas où ceux-ci décéderaient avant d'en avoir touché toutes les mensualités. »

« Il est inséré, après le paragraphe 4, un paragraphe 5 ainsi conçu :

« § 5. — Dans le cas où un assuré décède après échéance d'un ou plusieurs termes de sa pension, si les arrérages touchés par lui sont inférieurs à la somme qu'auraient reçue ses enfants ou sa veuve dans le cas de décès avant l'échéance du premier terme, la différence leur sera versée. Dans le cas où le ou les enfants meurent dans la période entre le décès de l'assuré et le payement de la dernière des mensualités portées au paragraphe 2, la veuve touchera les arrérages de l'indemnité qui auraient encore été payés aux enfants ou à l'enfant s'ils n'étaient pas décédés. »

« Le sixième paragraphe, qui devient le paragraphe 7, est modifié comme suit :

« § 7. — Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué des versements chaque année, pendant qu'il réunissait les conditions fixées à l'article premier, et si le total des versements constatés sur ses cartes annuelles successives atteint au moins les trois cinquièmes de ceux prévus au paragraphe 2 de l'article 4. »

« *Art. 10.* — Le troisième paragraphe est modifié comme suit :

« § 3. — Les caisses de retraites ou les règlements de retraites dont bénéficient actuellement les salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements, des communes et des caisses d'épargne peuvent être maintenus par décrets rendus sur la proposition des ministres du travail et des finances et du ministre compétent. »

« Le cinquième paragraphe est modifié comme suit :

« § 5. — Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3,000 fr. ne seront point soumis aux obligations de la présente loi, mais ils conserveront leurs droits acquis s'ils ont été antérieurement placés sous le régime de l'assurance obligatoire. »

« Le cinquième paragraphe est complété par la disposition suivante :

« § 5. — Est présumé avoir la qualité d'assuré obligatoire tout salarié dont la rémunération annuelle chez un même employeur n'excède pas 3,000 fr., à moins que ledit salarié ne bénéficie effectivement d'un des régimes spéciaux de retraites visés au présent article. »

« *Art. 11.* — Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier soit des contributions patronales seulement, soit des contributions patronales et des allocations et bonifications budgétaires, que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. »

« Dans le paragraphe 4, après le mot « salariés », le mot « français » est supprimé.

« *Art. 12.* — Le septième paragraphe est modifié comme suit :

« 1° Une remise de 5 p. 100 aux organismes visés au dernier alinéa du présent article ou aux nos 2°, 3° et 6° de l'article 14 ci-après, pour les frais d'encaissement de la cotisation de l'assuré ; une remise de 1 p. 100 aux mêmes organismes pour frais d'encaissement de la cotisation patronale, quand ces cotisations, ou l'une ou l'autre d'entre elles, sont recouvrées par leur intermédiaire. »

« *Art. 14.* — Le troisième paragraphe est rédigé comme suit :

« Chaque caisse, dans un délai de deux mois à compter de la réception par elle de la carte annuelle de chaque assuré, délivre gratuitement à ce dernier un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs qu'elle a reçus depuis l'époque de la délivrance du précédent bulletin, ainsi que le montant de la rente éventuelle à soixante-cinq ans acquise par lui, après inscription à son compte des versements constatés à sa dernière carte échangée. »

Le paragraphe 4 est abrogé.

« *Art. 15.* — Le paragraphe 3, 4° est modifié comme suit :

« 4° Sur l'avis favorable du conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du cinquième, en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906 et en actions complètement libérées des sociétés de crédit immobilier constituées conformément à la loi du 10 avril 1908. »

« *Art. 16.* — L'alinéa 2° est modifié par l'addition, après : « et par les versements des greffes visés au même article », des mots suivants : « toutes fois qu'il ne sera pas possible de les porter au compte individuel de l'assuré. »

« L'alinéa 3° est supprimé. »

« *Art. 18.* — Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Les syndicats professionnels qui constituent une caisse d'assurance-maladie régie par la loi du 1er avril 1898 bénéficieront des avantages stipulés au paragraphe précédent. »

« *Art. 19.* — Le cinquième paragraphe est modifié comme suit :

« Les caisses patronales ou syndicales sont tenues de capitaliser au compte de chaque adhérent tous ses versements, quel qu'en soit le montant, et la cotisation de l'employeur, dans la limite de sa contribution obligatoire. Si elles reçoivent des employeurs des cotisations supérieures, elles ne sont point tenues de capitaliser le surplus dans les conditions prévues par la présente loi, et elles ont toute latitude, soit pour constituer des réserves, soit pour accorder des avantages supplémentaires aux assurés et à leur famille. Elles peuvent également recevoir comme adhérentes les femmes non salariées de leurs salariés qui seraient inscrites en qualité d'assurées facultatives. »

« *Art. 20.* — La disposition suivante est ajoutée au deuxième paragraphe :

« Toutefois, lorsque le tarif de la dernière caisse n'assurerait pas le chiffre total des rentes éventuelles qui avait été liquidé au profit de l'assuré dans les diverses caisses auxquelles il était précédemment affilié, et si la différence en moins, pour l'ensemble des caisses, dépasse cinq centimes par trimestre, le transfert des réserves mathématiques n'aura pas lieu. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les caisses antérieures successives rembourseront à la dernière caisse les sommes qu'elles doivent pour le service de la pension. »

« *Art. 22.* — Le paragraphe premier, après la première phrase, est modifié comme suit :

« Un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix et des tribunaux civils pour l'établissement de ces documents. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la loi par les préfectures et les mairies, ainsi que la caisse nationale des retraites et par les autres caisses prévues à l'article 14. »

« Le paragraphe ci-après est inséré après le premier paragraphe :

« § 2. — Sont exemptées du droit de timbre les affiches, imprimées ou non, apposées par les caisses d'assurances visées à l'article 14 et ayant pour objet exclusif la vulgarisation des statuts, comptes rendus et conditions de fonctionnement de ces caisses en conformité de la loi du 5 avril 1910. »

« *Art. 26.* — Il est ajouté à l'énumération des membres de droit du conseil supérieur des retraites :

« Le directeur des retraites ouvrières et paysannes au ministère du travail. »

« *Art. 35.* — Cet article est complété par le paragraphe suivant, *in fine* :

« Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux caisses de retraites autorisées conformément à la loi du 27 décembre 1895. Ces caisses de retraites pourront continuer à fonctionner si leurs adhérents satisfont d'autre part aux obligations de la présente loi. »

« *Art. 36.* — Le paragraphe 4 nouveau ci-après est inséré entre le paragraphe 3 et le paragraphe 4 actuel (qui devient le paragraphe 5) :

« § 4. — Lors de la liquidation de la retraite, le montant de cette majoration sera augmenté de la rente qu'eût produite, à l'âge de soixante ans, un versement de 9 fr., effectué à capital aliéné, dans chacune des années qui le motive, pour chaque année de service militaire obligatoire accomplie sous le régime de l'assurance pour les hommes et de naissance d'enfant constatée par la déclaration faite à l'officier de l'état civil pour les femmes, pourvu que la femme ait été placée sous le régime de l'assurance avant ladite naissance, sans qu'en aucun cas la rente viagère résultant à soixante ans des majorations puisse dépasser le chiffre de 100 fr. »

Le cinquième paragraphe, qui devient le sixième paragraphe, est modifié comme suit :

« § 6. — Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues :

« 1° Aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à 3,000 fr., mais ne dépasse pas 5,000 fr. ;

« 2° Aux membres de la famille des assurés obligatoires ou facultatifs travaillant et habitant avec eux ;

« 3° Aux femmes non salariées des assurés obligatoires ou facultatifs et aux veuves non

salariées des assurés de l'une ou de l'autre catégorie qui, à la date du décès de leur mari, se trouvaient effectivement placées sous le régime de la présente loi ;

« 4° Aux femmes ou veuves non salariées dont les maris, appartenant actuellement ou ayant appartenu au moment de leur décès à l'une des catégories du titre V de la loi, n'ont pas bénéficié de l'assurance, ainsi qu'aux femmes ou veuves non salariées dont les maris sont, ou étaient lors de leur décès, retraités au titre de la présente loi ;

« 5° Aux femmes ou veuves non salariées des agents, employés ou ouvriers placés soit sous le régime des pensions civiles ou militaires, soit sous l'un des régimes spéciaux énumérés à l'article 10 ci-dessus, lorsque l'ensemble des salaires et pensions de leurs maris n'excède pas 5,000 fr. »

« Le septième paragraphe, qui devient le huitième, est modifié comme suit :

« § 8. — Les métayers âgés de plus de trente-cinq ans au 3 juillet 1911 et qui, à partir de cette époque, auront effectué des versements annuels égaux à ceux que prévoit le paragraphe 2 de l'article 4 pour les salariés adultes, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires. »

« Dans le huitième paragraphe, qui devient le neuvième, le membre de phrase suivant : « et fait le double versement prévu à l'article 2 », est supprimé.

« Au paragraphe 9 actuel (qui devient le § 10) est ajouté, *in fine*, la disposition suivante :

« Pour les femmes placées sous le régime de la période transitoire, chaque naissance d'enfant constatée après l'entrée dans l'assurance par la déclaration faite à l'officier d'état civil et pour les hommes placés sous le régime de la période transitoire, chaque année de service militaire obligatoire accomplie sous le régime de l'assurance s'ajoutera pour une année au total des versements comptés pour le calcul de la bonification jusqu'à la limite de vingt-cinq années portées au paragraphe 7. »

« Le 10e paragraphe, qui devient le 11e, est modifié comme suit :

« § 11. — Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi ou depuis leur entrée dans l'assurance sous réserve qu'elle soit antérieure à l'âge de trente ans ou, en cas contraire, qu'elle remonte à cinq ans au moins, auront, chaque année, versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14, la contribution minimum de 9 fr. »

ANNEXE N° 143

(Session ord. — Séance du 20 mars 1913.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, par M. Henry Boucher, sénateur (1).

Messieurs, ainsi qu'il résulte du précédent rapport déposé au nom de votre commission chargée d'examiner la proposition de loi ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, tout en donnant satisfaction sur plusieurs points de rédaction et de procédure à la Chambre des députés, votre commission avait cru devoir maintenir les textes mûrement discutés par le Sénat, et engageant des questions de principes, notamment en ce qui concerne :

1° Les règles relatives aux déclarations d'accidents qui, en raison du défaut de localisation des travaux, ne peuvent pas être les mêmes que celles édictées par la loi de 1898, en matière industrielle.

2° La constatation des embauchages des ouvriers victimes d'accidents, dans les régions où, en vertu de pratiques étranges, mais certaines, les ouvriers viennent spontanément travailler dans les coupes de bois sans en avoir été sollicités et sans qu'un contrat préalable puisse être invoqué à l'appui d'un droit à indemnité, en cas d'accident.

M. le ministre du travail, après étude du texte proposé par la commission, crut être fondé à penser que si toutes les autres modifications apportées au texte de la Chambre par le Sénat semblaient ne pas devoir rencontrer d'objections sérieuses dans l'autre Assemblée, il en était autrement des textes relatifs aux deux points visés ci-dessus.

Il estima que pour assurer le vote définitif et la mise en application de la loi nouvelle, désirée par tous, une conférence était nécessaire au cours de laquelle des objections, soulevées plutôt au nom d'habitudes locales fort diverses qu'au nom du droit pur, pourraient être levées par des modifications de texte, ne touchant pas aux principes.

A la suite de cette conférence, votre commission a accepté les modifications suivantes à son texte primitif, le Gouvernement, d'accord avec les représentants de la commission de la Chambre, se déclarant prêt à soutenir et à défendre le texte intégral du Sénat ainsi modifié :

Article 3.

Le second paragraphe de l'article 3 visait le cas où, ainsi qu'il arrive dans certaines contrées du centre, l'ouvrier vient travailler spontanément dans les coupes.

Pour permettre qu'il pût être compris dans les contrats d'assurance, il était nécessaire que son embauchage, même spontané, eût été agréé par la personne responsable, nommément et par écrit.

M. le ministre a estimé qu'il y avait lieu de donner à la loi une portée plus générale sans prévoir de régime exceptionnel, et il a demandé que la preuve de l'embauchage fut, dans tous les cas, à la charge des ouvriers et employés d'exploitation sur lesquels s'étend, sans distinction, la responsabilité du chef d'entreprise.

Le Sénat, dans la rédaction de son texte primitif, avait eu le souci de ne pas toucher, même en apparence, à l'un des principes de la loi de 1898, qui est le renversement de la preuve, par suite du déplacement de la responsabilité du risque professionnel.

Il est juste de dire que la proposition du ministre ne touche en rien à ce renversement de la preuve, puisqu'il ne s'agit pas ici du principe de la responsabilité du risque professionnel, mais bien du fait de l'embauchage qui, dans tous les cas, même industriels ou commerciaux, doit être démontré par l'ouvrier s'il est contesté par le chef d'entreprise.

Nous n'avons pas voulu, par un souci de symétrie purement verbale, faire obstacle à l'adoption d'un texte plus simple, dont la portée très générale assure la protection de la loi aux ouvriers qui n'ont pas su jusqu'alors s'affranchir de mœurs attardées qui ne pourront que disparaître.

Article 5.

Nous avons exposé, dans notre premier rapport, que les exploitations de coupes, se faisant la plupart du temps sur le territoire des communes éloignées du domicile du chef d'entreprise, et où celui-ci n'est que très rarement et très accidentellement représenté, il était nécessaire que la déclaration de l'accident pût être faite en dehors de lui, dans les cas où il n'aurait pas pu, matériellement, en être avisé.

Le Sénat avait prévu l'intervention du maire de la commune où s'est produit l'accident.

M. le ministre a objecté que, s'il était nécessaire de prévoir des règles spéciales dans les cas où les chantiers forestiers ne sont pas situés dans la commune où habite le chef d'entreprise, il était inutile de déroger aux dispositions de la loi d'avril 1898 dans les cas où les accidents se produiraient dans la commune même où habite ce chef d'entreprise et où le parterre de la coupe peut être assimilé à un chantier sur lequel s'exerce son contrôle direct.

D'autre part, M. le ministre a représenté qu'il serait préférable de ne pas donner aux maires, déjà surchargés, des attributions nouvelles qui pourraient être très absorbantes.

Votre commission lui a donné satisfaction en maintenant les conditions ordinaires de déclaration lorsque l'accident a lieu dans la commune où réside le chef d'entreprise, et en décidant que, s'il a lieu dans d'autres communes, avis en sera transmis au chef d'entreprise par lettre recommandée, avec accusé de réception, qui donnera date certaine à cet avis.

M. le ministre du travail a spontanément déclaré que son administration mettrait à la disposition de toutes les mairies des formules d'avis, réduisant au minimum l'effort de correspondance imposé à la victime ou à son représentant.

Il était naturel, d'ailleurs, que le remboursement d'affranchissement de la lettre d'avis fût laissé à la charge du chef d'entreprise dans les conditions des autres dépenses accessoires qu'il supporte.

La substitution de l'envoi de la lettre d'avis à la déclaration par la victime ou en son nom entraîne enfin de légères modifications au texte de l'article 5, qui fixe le point de départ des indemnités qui correspondra à la date de l'envoi de l'avis d'accident.

Article 9.

Par suite d'une erreur purement matérielle, un membre de phrase terminant le paragraphe 2 de l'article 9, et compris dans la rédaction de cet article, voté par la Chambre, avait été omis dans le texte du Sénat qui devait en être la reproduction exacte. Rectification de cette omission devait être faite en séance et nous complétons en conséquence le paragraphe 2 de l'article 9 par ces mots « mais seulement pour la portion de risque visée par la présente loi ».

La proposition de loi dont votre commission propose l'adoption au Sénat est en conséquence arrêtée ainsi qu'il suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail est, sous les réserves des dispositions spéciales ci-après, étendue aux exploitations de bois.

Art. 2. — Sont seuls considérés comme exploitations de bois, les travaux d'abatage, d'ébranchage, lançage, schlittage, transport à la main en forêt, et, lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe, les travaux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation.

Toutefois, la présente loi n'est pas applicable aux terrains boisés, exploités en tout ou en partie, dont la superficie, d'un seul tenant, n'excède pas trois hectares, ni aux arbres plantés hors des bois, lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, ni aux éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans.

Elle n'est pas non plus applicable aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel, par le propriétaire du sol ou par le fermier ou métayer.

Art. 3. — Est considéré comme chef d'entreprise le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre, si leur exploitation n'a été assumée par un entrepreneur à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat d'entreprise.

Dans tous les cas, la responsabilité du chef d'entreprise s'étend aux ouvriers et employés de l'exploitation, à la condition, pour la victime ou ses ayants droit, d'établir la preuve de l'embauchage.

Art. 4. — Si la victime n'est pas salariée par le chef de l'entreprise ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des salariés agricoles du département.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ce salaire moyen sera fixé.

Art. 5. — Si, dans les quatre jours qui suivent l'accident, la victime n'a pu reprendre son travail, et si le lieu de l'accident se trouve hors de la commune où le chef d'entreprise a son domicile, l'accident doit être porté à la connaissance du chef d'entreprise, par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par la victime, soit par un représentant ou un ayant droit.

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par le chef d'entreprise, ou ses préposés, à la mairie du lieu où il s'est produit, dans les conditions spécifiées par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Le délai imparti par cette loi partira, dans le cas où le chef d'entreprise n'est pas domicilié dans la commune où se trouve le lieu de l'accident, du jour de la réception, par lui, de la lettre recommandée.

A défaut par le déclarant d'avoir joint à l'avis d'accident un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible

(1) Voir les nos 161, Sénat, année 1912; 54, année 1911, et 707-1712 et in-8° 301, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

d'en connaître les conséquences définitives, le chef d'entreprise doit, dans les quatre jours de la réception de l'avis d'accident, et sous les peines prévues à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, provoquer l'établissement à sa charge d'un certificat médical et le déposer à la mairie du lieu de l'accident contre récépissé.

Si, toutefois, le chef d'entreprise a eu, par lui-même ou ses préposés, connaissance d'un accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours, et s'il n'a pas reçu avis de cet accident fait par la victime, son représentant ou un ayant-droit, il est tenu de faire la déclaration à la mairie du lieu de l'accident avec certificat à l'appui.

Les frais de poste de l'avis d'accident et le coût du certificat médical incomberont au chef d'entreprise. Des formules imprimées d'avis aux chefs d'entreprise seront tenues gratuitement à la disposition des intéressés. Un décret déterminera la teneur de ces formules dont l'emploi ne sera pas obligatoire et fixera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis au ministère du travail par les mairies.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à trois jours et le délai de clôture de ladite enquête est porté à quinze jours.

Le droit à l'indemnité temporaire ne courra au profit de la victime que du jour de l'envoi de l'avis d'accident, si cet envoi, sauf dans les cas de force majeure, n'a pas eu lieu dans les quatre jours qui ont suivi l'accident.

Art. 6. — Dans les conditions spécifiées par la loi du 29 mai 1909, les chefs d'entreprise patentés seront soumis à la taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et les chefs d'entreprise non patentés à la taxe prévue par la loi du 26 mars 1908.

Art. 7. — Les syndicats de garantie formés exclusivement entre exploitants de coupes de bois pourront être constitués dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, s'ils comprennent au moins cinquante exploitants adhérents, si les salaires moyens assurés s'élèvent au moins à 2 millions de francs, ou si le montant moyen de leurs acquisitions réunies s'élèvent au moins à cinq millions.

Art. 8. — Ne sont point applicables aux accidents régis par la présente loi les articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 9. — La présente loi sera applicable le 1er septembre qui suivra sa promulgation et la publication des règlements d'administration.

A partir de ladite promulgation et dans les trois mois qui suivront, les contrats d'assurances souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article 1er pourront, même s'ils couvraient le risque spécifié par la législation en vigueur sur les accidents du travail, être dénoncés ou par l'assureur ou par l'assuré, mais seulement pour la portion de risque visée par la présente loi.

La dénonciation s'effectuera dans les conditions et avec les effets spécifiés aux deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 avril 1906.

Art. 10. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'est engagé, d'une part à garantir l'assuré contre le risque de la législation des accidents du travail si celle-ci était déclarée applicable à tout ou partie des risques couverts par le contrat, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de la responsabilité civile, pourront être dénoncés dans les proportions, formes et délais prévus à l'article précédent.

La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément, sans aucune augmentation de prime, le risque visé et défini par la présente loi.

A l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat mixte applicable au risque déterminé par la présente loi.

ANNEXE N° 144

(Session ord. — Séance du 20 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention conclue, le 4 octobre 1913, à Berne, entre la France et la Suisse, pour l'aménagement et le partage de la puissance hydraulique du Rhône, aux abords du pont de Chancy-Pougny, par M. Goy, sénateur (1).

Messieurs, à quelques kilomètres de Genève, en aval de la commune de « la Plaine », jusqu'au delà de celle de Pougny-Chancy, le Rhône est limité sur sa rive droite par le territoire français (département de l'Ain) et sur sa rive gauche par le territoire suisse (canton de Genève). Le milieu du lit du fleuve forme donc la frontière entre les deux pays dans cette section. Depuis l'année 1900 des industriels se préoccupaient de mettre en valeur la force hydraulique existant sur cette partie du cours du fleuve, évaluée à 16,000 kilowatts.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la confédération suisse furent simultanément saisis par MM. Janin et Emile Crespel en France et par la ville de Genève en Suisse d'une demande de concession de la force hydraulique disponible sur le Rhône dans la partie où le fleuve forme frontière entre les deux pays, ainsi que dans la partie en amont jusqu'au débouché du canal de fuite de l'usine projetée à la Plaine, concédée à la ville de Genève.

C'est à la suite de ces demandes qu'est intervenue entre les deux nations la convention signée à Berne le 4 octobre 1913 et ayant pour but l'aménagement de la puissance hydraulique du Rhône entre l'usine projetée de la Plaine et un point indéterminé en amont du port de Pougny-Chancy.

Dans sa séance du 27 septembre 1913, la Chambre des députés a adopté un projet de loi portant approbation de cette convention. C'est ce projet de loi que votre commission vous demande d'adopter à votre tour.

La convention stipule qu'il y a lieu, pour les deux gouvernements, d'établir ou de faire établir, de concert, les ouvrages nécessaires à la création de la chute et de procéder, entre eux, à un partage de la puissance hydraulique disponible, laissant ensuite chacun libre d'utiliser à son gré et suivant les principes de sa propre législation, la puissance qui lui serait ainsi dévolue.

L'article 1er de la convention énonce le principe que le barrage de retenue sera établi par les concessionnaires des deux gouvernements, en amont de Pougny-Chancy, et sans que le remous puisse gêner le fonctionnement de l'usine projetée de la Plaine.

L'article 2 fixe les conditions générales d'établissement de ce barrage: il réserve la création éventuelle d'une écluse de navigation.

L'article 3 soumet les projets de détail qui seront dressés par les concessionnaires à l'approbation des deux gouvernements.

L'article 4 prévoit un règlement de manœuvre, concerté entre les deux Etats, de manière à ménager les intérêts des usagers du fleuve, tant en amont qu'en aval.

L'article 5 répartit la puissance disponible entre les deux Etats. Il autorise l'exportation temporaire de l'énergie attribuée à l'un des deux Etats, qui ne pourrait pendant un certain temps être utilisée sur son territoire. Si le remous ne devait pas se faire sentir en amont de la frontière suisse, rive droite, la force disponible appartiendrait sans contestation possible par moitié à chacun des deux riverains. Mais la commission internationale a jugé qu'il n'en pouvait être de même quand le remous s'étend en amont du point où l'un des deux Etats (en l'espèce la France) cesse d'être riverain. Il semble équitable que la force à ménager soit partagée entre la France et la Suisse, proportionnellement à la chute utilisée le long des berges de chaque propriétaire, que chacun des deux Etats ait une part proportionnelle à la chute du fleuve au droit des portions de rives qui lui appartiennent.

M. l'ingénieur en chef du service spécial du Rhône, qui représentait la France à la conférence internationale, explique, dans une lettre adressée à M. le ministre des travaux publics, que c'est ainsi qu'avait été réglée une question analogue entre le grand-duché de Bade et la Suisse.

Il s'agissait de la construction de l'usine de Rheinfelden près d'Eglisau sur le Rhin. Le barrage s'appuyait à droite sur le territoire du grand-duché de Bade, à gauche sur le territoire du canton de Zurich. Mais le grand-duché de Bade n'est riverain à l'amont que sur 2 kilomètres environ, alors que le remous a une étendue de 11 kilomètres 5; et la chute le long du territoire de Bade n'est que de 1 m. 80 pour une chute totale dans l'étendue du remous de 11 m. 10; bien que le grand-duché de Bade supporte l'un des appuis du barrage, il ne lui a été attribué qu'un peu plus de 8 p. 100, $\frac{1,8}{2 \times 11,10}$, de la force totale. C'est donc en conformité de ce précédent que le paragraphe de l'article 5 a été rédigé.

L'article 6 stipule que les actes de concessions n'auront d'effet que lorsque les deux pays se seront mis d'accord sur les conditions imposées.

Les articles 7, 8 et 9 prévoient des ententes ultérieures entre les deux gouvernements sur les mesures à prendre soit en cas d'expiration de la concession ou de déchéance, soit sur les dispositions à appliquer pour la protection du poisson et pour l'exercice de la navigation.

Telles sont les dispositions principales de cette convention qui aura pour résultat le partage équitable de la puissance hydraulique du Rhône aux abords du pont de Chancy-Pougny, et assurera l'utilisation d'une richesse dont une part importante revient à la France.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Berne, le 4 octobre 1913, entre la France et la Suisse, pour l'aménagement et le partage de la puissance hydraulique du Rhône, en amont du pont de Chancy-Pougny.

Une copie authentique de ladite convention demeurera annexée à la présente loi (1).

(1) Voir les nos 38, Sénat, année 1914; et 3220-3351, et in-8° 662 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) La convention a été annexée au projet de loi n° 38, Sénat, année 1914.

ANNEXE N° 145

(Session ord. — Séance du 20 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la commission d'enquête de la Chambre des députés sur l'affaire Rochette, par M. Georges Trouillot, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance du 17 mars 1914, la Chambre des députés, à l'unanimité de 535 votants, a décidé « de proroger les pouvoirs de la commission d'enquête sur l'affaire Rochette ». En outre, par 516 voix contre 4, elle a adopté une proposition de loi dont l'article unique est ainsi conçu :

« Les pouvoirs attribués aux juges d'instruction par le code d'instruction criminelle appartiennent à la commission d'enquête de la Chambre des députés sur l'affaire Rochette ».

Saisi de cette proposition, le Sénat en a immédiatement déclaré l'urgence, et la commission que vous avez nommée hier dans vos bureaux pour procéder à son examen, s'est, à coup sûr, conformée à vos intentions, en prenant les mesures nécessaires pour vous apporter dès aujourd'hui le résultat de son étude.

Devant elle se présentaient à résoudre les questions suivantes :

Convenait-il, tout d'abord, d'admettre le principe d'une extension de pouvoirs en matière d'enquête parlementaire, en attribuant aux commissions nommées à cet effet des droits réservés jusqu'ici à l'autorité judiciaire?

En cas d'affirmative, dans quelle mesure cette extension de pouvoirs devait-elle être acceptée?

Irait-on, comme l'avait fait la Chambre jusqu'à attribuer aux commissions d'enquête l'intégralité des pouvoirs conférés par la loi au juge d'instruction, ou se bornerait-on, au contraire, à les investir de certaines prérogatives limitativement déterminées?

Comme complément nécessaire des disposi-

(2) Voir les nos 124, Sénat, année 1914, et in-8° n° 757 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

tions nouvelles, devait-on donner de plus amples garanties de sincérité aux témoignages recueillis par l'enquête, en rendant applicables à la matière les dispositions pénales relatives au faux témoignage?

Convenait-il, enfin, de s'en tenir à une loi de circonstance, applicable à une seule espèce, ne touchant qu'aux pouvoirs d'une seule commission et d'une seule Chambre, ou bien devait-on s'efforcer de supprimer, par des dispositions plus générales, des difficultés appelées à renaître dans toutes les espèces, devant l'une et l'autre des deux Assemblées?

Sur le premier point, et par 8 voix contre 1, votre commission s'est prononcée pour l'affirmative.

Dans une de ces questions politiques où s'accusent si facilement les divisions des partis, c'est à la presque unanimité que la Chambre a voulu investir sa commission des pouvoirs les plus étendus. En fait, la stérilité de sa première enquête attesterait à elle seule l'insuffisance des moyens dont elle disposait pour arriver à la découverte de la vérité. Au surplus, l'exemple des législations les plus voisines montre bien à quel point il s'agit de répondre à des nécessités véritables si l'on ne veut pas laisser le pouvoir parlementaire désarmé dans des questions qui sont de son incontestable domaine.

En Belgique, ce sont, comme le propose la Chambre, tous les pouvoirs du juge d'instruction que la loi du 3 mai 1880 attribue aux commissions d'enquête parlementaire; en Angleterre, le Parlement, par des statuts qui remontent à Georges III, élargis encore par des dispositions plus récentes, est investi, en matière d'enquête, de pouvoirs illimités; dans les Pays-Bas, c'est par de sévères sanctions pénales que sont fortifiées les investigations de la Chambre néerlandaise.

En France, on ne saurait méconnaître les lacunes d'une législation qui ne donne au Parlement aucun moyen efficace de découvrir la vérité. Ce ne sont pas seulement les investigations et perquisitions directes qui lui sont impossibles. Les témoins peuvent, sans risque, refuser de se présenter devant ses délégués, taire la vérité, la déguiser, la fausser même sous la foi du serment; tout cela sans qu'aucune sanction pénale intervienne pour seconder un pouvoir qui est cependant constitutionnellement placé au-dessus de tous autres, et pour l'aider dans une tâche qui touche souvent aux plus graves intérêts publics.

Votre commission vous proposera donc d'entrer dans la voie indiquée par le vote de la Chambre; mais elle n'a pas pensé qu'il fût possible d'aller jusqu'à donner à une commission parlementaire tous les pouvoirs du juge d'instruction sans porter une grave atteinte au principe de la séparation des pouvoirs.

Bien que nulle part ne soit édicté le principe qui s'oppose à la confusion des pouvoirs de l'autorité qui fait les lois et de l'autorité chargée de les appliquer, son respect s'est toujours imposé, pour les raisons les plus hautes, à la conscience du Parlement.

Remettre entre les mains des délégués d'une assemblée politique le pouvoir de perquisition directe chez les citoyens, le droit de prévention, d'arrestation et d'inculpation, faire courir ces graves périls aux libertés individuelles, en conférant aux partis eux-mêmes des droits redoutables qui doivent être placés au-dessus des passions de parti, votre commission l'a jugé impossible.

Dans son excellent traité de droit politique et parlementaire, M. Eugène Pierre nous signale la loi néerlandaise comme ayant entre toutes un caractère de modération et de sagesse. « Elle nous paraît, dit-il, concilier la nécessité de ne pas laisser désarmer une délégation de la représentation nationale avec cette autre nécessité de ne pas transformer en inquisiteurs des mandataires que les passions des partis peuvent quelquefois troubler. »

C'est de cette législation que s'est inspirée votre commission pour arrêter les dispositions qu'elle vous propose.

Tous citoyens sont obligés de répondre aux citations de la commission d'enquête, ils s'exposent en cas de non-comparution sans excuse légitime, à des peines dont ils seront frappés devant les tribunaux; au besoin la justice pourra les contraindre par corps à satisfaire aux réquisitions dont ils sont l'objet.

Ils prêteront serment, le refus du serment entraînant la même peine d'amende que le refus de comparution; enfin, en cas de faux témoignage, ils seront exposés aux sanctions légales qui ressortissent des tribunaux de droit commun.

Votre commission, en effet, n'a pas pensé qu'il fût possible d'admettre, devant une commission d'enquête parlementaire, la liberté du faux témoignage.

Vainement prétendait-on que l'on crée ainsi à un témoin, en cas de fausse déclaration une situation plus grave que devant le juge d'instruction lui-même, puisqu'il n'est exposé, en ce dernier cas, aux peines du faux témoignage, que s'il se refuse à une rétractation avant le jugement définitif.

Il n'y a aucune analogie à établir entre un témoignage qui doit être renouvelé à la barre du tribunal, et qui par suite n'a jusque-là qu'un caractère provisoire, et une déclaration faite devant une commission d'enquête, qui servira de base aux conclusions de cette commission et sur lequel, sans retour possible, le Parlement aura à se prononcer.

Les peines proposées par la commission seront celles prononcées par l'article 363 contre le faux témoignage en matière civile; en pareil cas, contrairement à ce qui se passe en matière criminelle, et parce que le témoignage n'est pas destiné à être renouvelé à l'audience, la peine est encourue dès que la fausse déclaration a été enregistrée par le magistrat enquêteur.

L'analogie est ici parfaite et on cherche les raisons pour lesquelles le faux témoignage devant le Parlement dans les affaires où les plus hauts intérêts sont généralement en jeu, se trouverait encouragé au contraire de ce qui se produit en matière ou criminelle, ou civile, par l'absence de toute sanction pénale.

Restait la question de savoir si la loi nouvelle, dont nous avions constaté ainsi l'intérêt et l'urgence, ne serait qu'une loi d'espèce, limitée à la seule affaire qui occupe en ce moment l'opinion, ou si l'occasion ne devait pas être saisie de combler d'une façon plus générale, en matière d'enquêtes parlementaires, une lacune de notre législation, de leur assurer enfin, au point de vue de la manifestation de la vérité, des garanties qui ont dès longtemps pris place dans la plupart des législations étrangères.

Si la loi nouvelle est utile, on se demande pourquoi elle serait limitée à un cas particulier. Et si son intérêt est manifeste en ce qui concerne les enquêtes ordonnées par la Chambre, on se demande pourquoi ses effets ne s'étendraient pas aux commissions d'enquête nommées par le Sénat.

Des dispositions ainsi comprises sont à l'abri du reproche qu'on peut toujours adresser à une loi d'exception, et attestent que le Parlement a eu en vue, en légiférant, au lieu d'une loi de circonstance de passage, un intérêt général et permanent.

Il est du reste spécifié, dans le texte que nous vous proposons, afin d'éviter une confusion entre les enquêtes politiques et les enquêtes économiques, qu'une décision spéciale de l'assemblée intéressée sera toujours nécessaire pour investir une commission d'enquête des pouvoirs déterminés par le texte nouveau.

C'est dans ces conditions que votre commission vous propose l'adoption des dispositions suivantes :

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE AUX TÉMOIGNAGES REÇUS PAR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

Article unique. — Toute personne dont une commission d'enquête parlementaire aura jugé l'audition utile sera tenue de déférer à la citation qui lui sera délivrée par un huissier ou par un agent de la force publique, à la requête du président de la commission.

En cas de non-comparution, le témoin défaillant qui ne justifiera pas d'une excuse légitime sera puni d'une amende de 100 à 1,000 fr.

Il pourra, en outre, sur réquisitoire de la commission, être l'objet d'un mandat d'amener délivré par le procureur de la République.

Le refus de prestation du serment sera puni de la peine prévue au deuxième paragraphe du présent article.

Le coupable de faux témoignage sera puni des peines prévues par l'article 363 du code pénal. Le coupable de subornation de témoin sera passible des mêmes peines que le faux témoin.

Les procès-verbaux constatant les infractions prévues aux paragraphes précédents seront transmis au garde des sceaux pour y être donné telle suite que de droit. L'article 463 du code pénal sera applicable.

Les présentes dispositions ne s'appliqueront aux enquêtes parlementaires qu'en vertu d'une décision spéciale de l'Assemblée qui les aura ordonnées.

ANNEXE N° 146

(Session ord. — Séance du 20 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la participation de la France à l'**exposition internationale urbaine de Lyon**, en 1914, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés, dans sa séance du 6 mars 1914, a adopté un projet de loi déposé par le Gouvernement le 3 février dernier, tendant à accorder à la ville de Lyon un ensemble de crédits s'élevant à 500,000 fr., à titre de participation de l'Etat à l'exposition internationale urbaine organisée dans cette ville entre le 1er mai et le 1er novembre 1914.

Cette exposition avait été déjà officiellement reconnue par décret du 22 novembre 1913.

Cette participation de l'Etat se justifie par l'importance même que doit avoir cette intéressante manifestation de l'activité nationale.

Elle aura lieu dans un espace clos de 70 hectares et aura une superficie couverte de 150,000 mètres carrés.

Limitée d'abord à une exposition d'hygiène, elle comprend aujourd'hui tout ce qui peut intéresser la vie collective des agglomérations, l'hygiène et l'embellissement de la cité, de telle sorte qu'elle fournira un véritable plan d'action municipale en vue de l'organisation de la cité moderne.

Le programme est vaste et complexe.

La cité moderne doit assurer des fonctions dont l'importance et le nombre grandissent sans cesse : organiser, selon des règles rationnelles et une sûre méthode, l'aménagement des rues et places publiques, l'adduction des eaux, la canalisation de l'éclairage, l'enlèvement et la destruction des matières usées, la protection sanitaire des personnes et la surveillance des immeubles et des denrées, établir avec perspicacité le plan d'extension des cités futures, pressentir et préparer le mode d'utilisation des espaces libres, ainsi que la réalisation des travaux publics nécessaires à la vie urbaine; en résumé, parer aux inconvénients et aux dangers que ne manque pas de provoquer toute agglomération humaine, et pourvoir au meilleur usage et à l'emploi le plus judicieux des choses communes : voie publique, eau, air, lumière.

Outre ces fonctions nécessaires, la cité peut accomplir une mission plus vaste encore; elle est appelée à créer et à administrer les multiples organismes de l'assistance sociale, destinée à vaincre ou à secourir la maladie, la vieillesse ou l'indigence, comme les hôpitaux, les hospices ou les asiles, ou destinés à remédier au chômage ou à l'insalubrité et à l'insuffisance des logements, comme les bureaux de placement, les ateliers ou les habitations à bon marché; ensuite elle peut se charger de l'approvisionnement de sa population, par la gestion de boulangeries, de boucheries ou de laiteries municipales, et même favoriser ses habitants dans leur prévoyance par des institutions telles que les caisses d'épargne ou les monts-de-piété.

La ville concède ou gère directement de nombreux services : eaux, éclairage, transports, bains et lavoirs, canaux, ports, pompes funèbres; la direction ou le contrôle de ces industries comporte des moyens ou des méthodes dont l'étude est nécessaire et la comparaison utile.

La ville doit favoriser le développement des industries qui assurent le bien-être des citoyens : à ce titre, les industries du vêtement

(1) Voir les nos 102, Sénat, année 1914, et 3464-3565-3606 et in-8° 728 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

et de l'ameublement peuvent prendre place dans une exposition municipale.

Les pouvoirs municipaux doivent, en outre, se soucier de former et de développer le goût des citoyens et de favoriser la collaboration de l'artiste et de l'industriel en les conviant dans un salon de l'art décoratif.

La ville doit, enfin, suivre les intérêts, mêmes lointains de ses enfants; et son expansion économique est l'un des principaux soucis de administrateurs; un groupe consacré aux colonies favorisera l'établissement dans nos colonies et à l'étranger de ses citoyens, qui assurent à ses industries et à son commerce des débouchés, et qui, par cela même, accroissent le patrimoine économique et le prestige moral de la patrie.

L'exposition se présente sous les meilleurs auspices, malgré le cyclone qui s'est abattu sur elle, il y a quelques semaines, et l'inondation dont elle a souffert récemment. Mais déjà, de ces épreuves, il ne reste guère plus que le souvenir.

Les demandes affluent et, pour y satisfaire, il a fallu ajouter à l'installation principale des bâtiments nouveaux d'une superficie couverte de 20,000 mètres, construire un hall annexe pour les machines, un pavillon spécial de 7,000 mètres pour les industries de luxe groupées par la chambre de commerce de Paris.

Le nombre des exposants déjà inscrits dépasse 4,000, non compris les exposants coloniaux et étrangers. En dehors de ces exposants payants, il y a, en outre, plus de 1,500 exposants à titre économique, scientifique et social, exonérés de tous frais d'inscription et d'emplacement, par une innovation à laquelle nous sommes heureux d'applaudir.

Enfin, un vaste terrain est mis à la disposition des nations étrangères.

Elles y occuperont respectivement :

La Belgique, 4,070 mètres.
Les Pays-Bas, 1,103 mètres.
L'Autriche, 3,294 mètres.
L'Angleterre, 2,400 mètres.
Les États-Unis, 1,776 mètres.
La Russie, 546 mètres.
L'Allemagne, 6,000 mètres.

Plus un pavillon de 1,600 mètres pour l'Italie (Milan et Turin), le Brésil, la Perse, la Bulgarie, la Suède et le Danemark; tant dans les sections industrielles que dans les sections officielles, scientifiques, sociales et économiques.

D'ores et déjà, on peut évaluer avec certitude à plus de 12,000 les exposants que réunira l'exposition de Lyon.

L'exposition comprendra 56 sections dont voici la classification :

1° Satistique et démographie;
2° Voirie;
3° Transports;
4° Eaux potables;
5° Egouts et purification des eaux usées;
6° Evacuation des résidus solides;
7° Habitation;
8° Ameublement;
9° Lumière et éclairage;
10° Ventilation, chauffage et réfrigération;
11° Alimentation d'origine animale;
12° Lait et dérivés;
13° Alimentation d'origine végétale;
13° *bis*. Appareils de cuisine;
14° Boissons hygiéniques;
15° Falsifications des denrées alimentaires. Recherche des fraudes;
16° Eaux minérales;
17° Produits chimiques spéciaux;
18° Protection de l'enfance. Puériculture;
19° L'école;
20° Hygiène militaire;
21° Soins corporels. Propreté;
22° Enseignement primaire et secondaire;
23° Enseignement supérieur;
24° Enseignement technique, professionnel et ménager;
25° Hygiène et protection du travail;
26° Economie sociale;
27° Police des villes et laboratoires de police. Prisons;
28° Maladies infectieuses;
29° Désinfection;
30° Organisation de l'hygiène publique dans les Etats;
31° Services d'hygiène départementaux et municidaux;
32° Assistance et hôpitaux;
33° Lutte antituberculeuse;
34° Lutte antialcoolique;
35° Tourisme;
36° Culture physique et sports;
37° Arts;
38° Photographie, cinématographie;
39° Industries du livre, de l'affiche et du journal;
40° Horticulture;
41° Electricité;
42° Postes, télégraphes, téléphones;
43° Salon parisien;
44° Ville de Paris;
45° Marseille;
46° Nice;
47° Exposition coloniale;
48° Touring-Club, Club alpin;
49° Belgique;
50° Autriche;
51° Brésil;
52° Russie;
53° Etats-Unis;
54° Angleterre;
55° Allemagne;
56° Stade.

C'est là, on le voit, une entreprise qui méritait, dans toute la mesure possible, l'appui moral et financier du Gouvernement.

Aussi a-t-il eu raison, faisant une application anticipée du statut international des expositions signé à Berlin le 23 octobre 1912, actuellement soumis à l'approbation du Parlement, d'accorder la reconnaissance officielle à l'exposition de Lyon, de déléguer pour le représenter à cette exposition, conformément aux termes de l'article 16 de la convention internationale précitée, une personnalité chargée de suivre les détails de l'organisation et du fonctionnement de l'exposition, qui aura également dans ses attributions les rapports avec les commissaires ou délégués des pays étrangers, et qui, enfin, surveillera l'affectation et l'usage des crédits mis à la disposition des services publics pour leur participation à l'exposition.

Comme conclusion, le Gouvernement a demandé aux Chambres, pour permettre aux services publics de participer dignement à cette manifestation internationale et pour couvrir les dépenses effectués par son délégué, un crédit de 500,000 fr., se répartissant comme suit :

Ministère de la justice	1.500
Ministère des affaires étrangères	80.000
Ministère de l'intérieur	14.000
Ministère de la guerre	6.000
Ministère de l'instruction publique	40.000
Ministère de l'instruction publique (beaux-arts)	170.200
Ministère des travaux publics	9.000
Ministère de l'agriculture	41.300
Ministère des postes et des télégraphes	5.000
Ministère du commerce (enseignement technique)	15.000
Ministère des colonies	60.000
Ministère du travail	8.000
Ministère du travail (associations ouvrières de production)	40.000
Délégation du Gouvernement	10.000
	500.000

La Chambre des députés a autorisé l'ouverture de ce crédit de 500,000 fr. sur l'exercice 1914, en vue de la participation de l'Etat à l'exposition internationale urbaine de Lyon.

Mais votre commission des finances n'a pu s'empêcher de remarquer combien il était regrettable qu'aucun crédit n'eût été prévu pour l'exposition de l'économie sociale, dont la section spéciale (section 36) comprend un certain nombre de classes présentant le plus haut intérêt, au point de vue de la santé physique et de la santé morale de la cité moderne. La mutualité, les assurances sociales, l'assurance en général, les habitations hygiéniques et à bon marché et les industries à domicile: les cités-jardins et les banlieues-jardins; l'apprentissage; les contrats de travail, la participation aux bénéfices, la lutte contre le chômage; les syndicats professionnels (patronaux, ouvriers ou mixtes); les coopératives; l'épargne; le crédit populaire.

Le crédit de 500,000 fr. comprend bien un crédit de 40,000 fr. pour les associations ouvrières de production qui ne sont qu'une partie, très intéressante à la vérité, de l'économie sociale, mais une faible partie seulement, et un autre de 8,000 fr. accordé au ministre du travail et de la prévoyance sociale pour l'exposition officielle de ses services.

Mais, en ce qui concerne les institutions de toute nature, réalisées par l'initiative individuelle et l'association libre qui ont enfanté des merveilles dans ce pays et ont si puissamment contribué à l'amélioration des conditions matérielles, morales et intellectuelles des classes laborieuses : Rien! Alors que nous voyons le ministère des affaires étrangères recevoir un crédit de 80,000 fr. pour l'exposition du Maroc.

Sans doute, il n'est pas intérêt de montrer par des photographies, des graphiques et des cartes, l'organisation administrative du Maroc, de faire apparaître aux regards du public ses ressources et ses besoins, en y comprenant au besoin une section spéciale pour les intérêts marocains de la région lyonnaise.

Mais l'œuvre municipale accomplie jusqu'à l'heure au Maroc, si intéressante soit-elle, ne peut fournir qu'une contribution relative à la recherche des moyens susceptibles de réaliser la cité moderne, avec toutes les améliorations qu'elle comporte.

Aussi, la commission des finances estime-t-elle qu'une subvention de 50,000 fr. est largement suffisante pour permettre de montrer aux visiteurs de l'exposition les villes qui viennent de s'étendre ou de se créer au Maroc: Casablanca, Rabat, Marrakech, Fez, Mazagan, Mogador ou les nouveaux centres de colonisation comme Kenitra.

Dans ces conditions, nous demandons au Sénat d'accepter le crédit de 500,000 fr. voté par la Chambre, avec la réserve expresse que le crédit alloué au ministre des affaires étrangères pour l'exposition du Maroc, soit réduit à 50.000 fr., et que les 30,000 fr. devenant ainsi disponibles soient attribués à l'économie sociale (comité des expositions françaises d'économie sociale).

La répartition est, par suite, modifiée comme suit :

Ministère de la justice	1.500
Ministère des affaires étrangères	50.000
Ministère de l'intérieur	14.000
Ministère de la guerre	6.000
Ministère de l'intruction publique	40.000
Ministère de l'instruction publique (beaux-arts)	170.200
Ministère des travaux publics	9.000
Ministère de l'agriculture	41.300
Ministère des postes et des télégraphes	5.000
Ministère du commerce (enseignement technique)	15.000
Ministère des colonies	60.000
Ministère du travail	8.000
Ministère du travail (économie sociale) (comité des expositions)	30.000
Ministère du travail (associations ouvrières de production)	40.000
Délégation du Gouvernement	10.000
Total	500.000

Nous proposons, en conséquence, au Sénat, d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à engager, sur les crédits de l'exercice 1914, pour la participation de la France à l'exposition internationale urbaine de Lyon en 1914, des dépenses qui ne pourront excéder la somme de 500,000 fr.

ANNEXE N° 147

(Session ord. — Séance du 20 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au logement des familles nombreuses et à la création de jardins ouvriers pour lesdites familles, par M. Paul Strauss, sénateur (1).

Messieurs, la loi du 23 décembre 1912 a fait un premier pas pour résoudre l'angoissant problème du logement des familles nombreuses; elle n'a pu offrir qu'un commencement de satisfaction à tous ceux qui, avec Cheysson, pen-

(1) Voir les nos 4, Sénat, année 1914, et 3224-3264, et in-8° 648, — 10e lég. — de la Chambre des députés.

sent que, dans la guerre au taudis, le logement salubre de la famille est la position culminante qu'il faut occuper pour être maître du champ de bataille.

M. Henry Chéron, alors ministre du travail et de la prévoyance sociale, a justement pensé qu'il y avait lieu de poursuivre un effort complémentaire pour cette intéressante catégorie de locataires mal logés et surpeuplés; il a fait connaître, dans l'exposé des motifs du projet de loi du 18 novembre 1913, qui porte les signatures de MM. Henry Chéron, Charles Dumont et L.-L. Klotz, qu'il avait d'abord songé à demander au Parlement d'autoriser l'Etat à faire, pour la construction des logements des familles nombreuses, des avances à taux réduit, sur le fonds de 100 millions prévu par l'article 6 de la loi du 10 avril 1908.

Cette solution logique et séduisante avait et conserve les préférences personnelles du rapporteur.

Le regretté Cheysson, qui a pris une si grande part à l'élaboration de toutes les lois d'hygiène sociale, a le premier entrevu et signalé des prêts de faveur à 2 ou même 1 p. 100 pour les logements des familles nombreuses à faible salaire.

Quelles que soient les perspectives d'avenir, les nécessités actuelles font un devoir aux pouvoirs publics de recourir à tous les moyens susceptibles d'atténuer un mal chronique contre lequel doivent être dirigées toutes les armes de combat.

La famille nombreuse d'au moins quatre enfants de moins de seize ans, celle que vise la loi du 23 décembre 1912, diffère sensiblement de la famille nombreuse assistée par la loi du 14 juillet 1913. Pour cette dernière loi, le nombre des enfants peut s'abaisser à 3 et à 2, suivant que le père ou la mère a disparu, et l'âge de minorité bienfaisante qui ne dépasse pas treize ans d'une manière normale est relevé à seize ans dans le cas de contrat écrit d'apprentissage.

Ce défaut d'harmonie dans la terminologie et dans les textes appellera sans doute à bref délai les retouches nécessaires.

Le but que s'est proposé M. Henry Chéron et que M. Bonnevay, dans son rapport à la Chambre, a mis clairement en lumière est de procurer de l'argent aux différents organismes habilités à construire ou à aménager des logements pour les familles nombreuses ou à mettre à leur disposition des jardins ouvriers.

Toute la loi repose sur une subvention éventuelle de 1 p. 100, accordée par l'Etat aux communes, aux offices publics, aux sociétés d'habitation à bon marché, sous la condition qu'une subvention égale à la moitié de celle de l'Etat soit allouée par le département.

Une participation locale à ces faveurs exceptionnelles sera donc la condition nécessaire du concours financier de l'Etat. Le législateur fait ainsi confiance aux conseils généraux qui voudront donner l'exemple et faire leur devoir. Un prochain avenir dira ce que valent ces espoirs optimistes.

La subvention de 1 1/2 p. 100, lorsqu'elle jouera pour l'ensemble des emprunts contractés en vue de cet objet, sera des plus utiles et des plus bienfaisantes, puisqu'elle permettra de réduire d'une façon appréciable le taux d'intérêt des emprunts des collectivités ou sociétés s'adonnant au logement des familles nombreuses.

Nous sommes d'accord avec l'honorable rapporteur de la Chambre pour penser que, malgré certains doutes, l'expérience mérite d'être tentée.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er.

Les dispositions du titre III de la loi du 23 décembre 1912 sont applicables aux communes qui construisent des maisons individuelles affectées à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans, dans les conditions prévues à la première ou à la deuxième colonne du tableau de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

La loi du 22 décembre 1912 autorise les communes à construire des habitations à bon marché collectives pour familles nombreuses après autorisation par décret du conseil d'Etat rendu sur la proposition des ministres de l'intérieur et du travail, après enquête publique d'un mois et après avis du conseil départemental d'hygiène et du comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale dans la limite des maxima de valeurs locatives et dans les conditions prévues par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, la gestion de ces immeubles étant confiée à des offices publics ou à des sociétés d'habitation à bon marché.

L'article premier du projet autorise, dans les mêmes formes et conditions, les communes à construire des maisons individuelles.

D'accord avec M. Bonnevay, nous estimons que cette législation sur les familles nombreuses de la loi du 23 décembre 1912 doit être appliquée et interprétée avec libéralisme et humanité, dans le cas notamment de la mort d'un enfant, et nous ferons toutes réserves que de droit sur le sens et sur la portée de l'article 9 du projet.

Article 2.

Dans la limite fixée chaque année par la loi de finances, il pourra être accordé par l'Etat des subventions aux communes, aux offices publics d'habitations à bon marché et aux sociétés d'habitations à bon marché approuvées par le ministre du travail, dans les conditions prévues à l'article 13 de la loi du 12 avril 1906 ainsi qu'aux établissements visés par le 1er alinéa de l'article 6 de la même loi, qui contracteront des emprunts en vue de l'aménagement, de l'acquisition ou de la construction de maisons à bon marché individuelles ou collectives destinées à être louées à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans.

Les logements devront répondre aux conditions prévues à la 1re ou à la 2e colonne du tableau de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, et, en ce qui concerne les maisons collectives, être affectés à des familles nombreuses jusqu'à concurrence des deux tiers du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements.

Ces subventions correspondront à 1 p. 100 par an du montant des emprunts effectivement réalisés.

Elles ne seront accordées que dans le cas où le conseil général du département aura, au vu des projets de construction et d'emprunt, consenti lui-même à verser une subvention égale à la moitié de celle de l'Etat.

Les conditions des emprunts ainsi contractés par les communes, les offices publics, les sociétés d'habitations à bon marché ou les établissements visés par le 1er alinéa de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, seront soumises à l'approbation des ministres de l'intérieur, des finances et du travail.

En ce qui concerne les communes, les subventions ainsi allouées par l'Etat et les départements ne pourront être supérieures à la moitié de l'excédent de l'annuité, intérêt et amortissement compris, sur le rendement net des loyers.

Cet article est la disposition principale du projet, puisqu'il prévoit et stipule l'octroi de subventions de l'Etat, subordonné à la subvention départementale.

Il y a toutefois lieu de compléter sur un point le projet et de donner à l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912 une cohésion désirable.

En effet, cet article 32 réserve les subventions communales pour dégrèvement des loyers des familles nombreuses, aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché. L'article 13 de la loi du 14 juillet 1913 confirme cette destination.

Les établissements publics d'assistance, bureaux de bienfaisance, hôpitaux et hospices ne figurent point dans cette nomenclature. C'est une omission qu'il convient de réparer. Il n'y a pas de motif pour refuser la même aide départementale ou communale aux établissements publics qui comme l'assistance publique de Paris, apportent une fraction importante de leur patrimoine à l'édification de maisons pour habitations à bon marché et font un effort spécial en vue du logement des familles nombreuses.

Il n'y a pas lieu, suivant nous, d'admettre une subvention décroissante, parce que celle-ci risque d'être minime et négligeable, en la faisant porter sur le montant non amorti des emprunts.

L'article 2, dernier alinéa du projet de loi, fixait pour les subventions un maximum déterminé en prenant comme base la différence entre l'annuité et le rendement net des loyers.

En présence des difficultés que risquaient de soulever dans la pratique la détermination et le calcul de ce dernier élément, étant donné, d'autre part, les garanties de désintéressement que fournissent, au regard des sociétés, la limitation obligatoire du dividende et les règles impératives sur la dévolution finale de l'actif, la commission du Sénat a résolu de restreindre aux communes l'application de cette disposition.

Article 3.

Les subventions instituées par l'article précédent ne pourront se cumuler avec celles prévues par l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912, ni avec celles prévues par l'article 13 de la loi du 14 juillet 1913.

L'article 3 voté par la Chambre a pour but d'interdire le cumul des subventions instituées par le projet avec celles prévues par l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912 et par l'article 13 de la loi du 14 juillet 1913.

Ces deux catégories de subventions n'ont pas le même objet et répondent à des préoccupations différentes.

Les subventions nouvelles tendent à diminuer la charge des emprunts contractés en vue de la construction de maisons destinées au logement de familles nombreuses; aucune affectation spéciale ne leur étant assignée, il appartiendra aux sociétés ou établissements qui en bénéficient de les employer au mieux, soit en réduisant les loyers, soit en augmentant le confort, soit en développant les services généraux.

Les subventions visées par les lois de 1912 ou de 1913, au contraire, doivent être intégralement affectées à la réduction des loyers: elles se présentent moins sous la forme de subsides aux sociétés ou aux offices publics que sous la forme d'une aide pécuniaire indirectement attribuée aux familles nombreuses.

Tout en estimant que le cumul n'est pas susceptible de prêter à des abus, nous nous résignons, pour ne pas rompre l'accord sur ce point avec le Gouvernement, à l'adoption de l'article.

Article 4.

Les loyers des immeubles aménagés, acquis ou construits à l'aide des emprunts prévus par la présente loi, ne devront pas être inférieurs de plus de moitié aux maxima de valeur locative fixés par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

Afin de ne point décourager la construction privée, le projet de loi stipule que les loyers pourront être fixés à une somme inférieure de plus de moitié aux valeurs locatives prévues par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

La loi du 23 décembre 1912 n'a pas manqué de prendre les mêmes précautions, pour que l'abaissement du prix du loyer ne puisse descendre au-dessous de la moitié de la valeur locative maxima, ce pour les offices publics ou les sociétés d'habitations à bon marché construisant des immeubles pour le logement des familles nombreuses.

Article 5.

Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sont étendues aux sociétés de bains-douches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 1er de la loi du 10 avril 1908 visées par l'article de la loi du 23 décembre 1912, en ce qu'elles ont d'applicable auxdites sociétés.

Rien n'est plus rationnel et légitime que cette extension du pouvoir des communes et des départements au profit des sociétés de bains-douches, des sociétés de jardins ouvriers, des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de jardins et de champs.

Article 6.

Texte voté par la Chambre.	Texte proposé par la commission.
Les communes sont autorisées à créer des jardins destinés à être loués à bon marché à des familles de plus de trois enfants de moins de seize ans. La superficie desdits jardins ne devra pas dépasser dix ares; elle pourra toutefois être augmentée de deux ares par chaque enfant au delà du quatrième.	Les communes bénéficieront des dispositions de l'article 24 de la loi du 23 décembre 1912, en vue de la création de jardins destinés à être loués à bon marché à des familles de plus de trois enfants de moins de seize ans. La superficie desdits jardins ne devra pas dépasser dix ares; elle pourra toutefois être augmentée de deux ares par chaque enfant au delà du quatrième.

Le Gouvernement, la Chambre et la commission du Sénat sont entièrement d'accord sur le but à atteindre en vue de faire participer les communes à la diffusion des jardins ouvriers. Il y a là-dessus unanimité.

Nous avons considéré qu'il convenait d'accorder aux communes le bénéfice des dispositions de l'article 24 de la loi du 23 décembre 1912, en vue de la création de jardins destinés à être loués à des familles de plus de 3 enfants de moins de seize ans. Cet article 4 autorise la caisse des dépôts et consignations, les caisses d'épargne ordinaires et les établissements visés au premier alinéa de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 (les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices et les hôpitaux), à prêter aux offices publics d'habitations à bon marché, dans les mêmes conditions qu'aux sociétés d'habitations à bon marché.

Ce n'est pas l'heure de rechercher si la faculté d'emprunt ouverte par l'article 24 de la loi du 23 décembre 1912, par analogie avec les sociétés d'habitations à bon marché, a jusqu'à ce jour comporté l'assimilation logique résultant du texte législatif. C'est un problème sur lequel devra se porter l'attention vigilante du Gouvernement et des Chambres, si l'on veut que les offices publics d'habitations à bon marché puissent rendre tous les services que la loi attend d'eux.

Il n'y a que des avantages, présentement restreints, à ouvrir aux communes, pour l'acquisition ou la création de jardins ouvriers, les sources du crédit à bon marché.

Le rapporteur de la commission de la Chambre, tout en se résignant à l'adoption de la disposition, a fait observer qu'il était d'un formalisme excessif d'exiger l'approbation de trois ministres pour les prêts de cette nature.

Rien ne vaut en effet de donner d'une main et de retenir de l'autre. Les partisans de la décentralisation administrative ne sauraient admettre, sans nécessité impérieuse, l'envoi à Paris dans trois ministères d'un dossier d'un prêt d'un hospice à une commune pour la création de jardins à bon marché pour familles nombreuses. Le droit commun administratif suffit en la matière et l'approbation préfectorale offre toutes garanties pour des opérations de cette nature dont le caractère philanthropique et désintéressé ne fait doute pour personne.

Article 7.

Texte de la Chambre.	Texte proposé par la commission.
Les jardins ainsi créés par les communes ne pourront être gérés que par les offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché ou de jardins ouvriers.	Les jardins ainsi créés par les communes ne pourront être gérés que par les offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché ou de jardins ouvriers.
Les communes bénéficieront pour la création desdits jardins des dispositions de l'article 24 de la loi du 23 décembre 1912. Toutefois les prêts qui leur seront consentis en vue de cet objet par les établissements visés à l'article 6, premier alinéa, de la loi du 12 avril 1906, devront être approuvés par les ministres du travail, de l'intérieur et des finances.	

C'est l'application pure et simple, pour les jardins ouvriers comme pour les maisons à bon marché, du principe admis par la loi du 23 décembre 1912. La solution transactionnelle des offices publics empruntée à l'Italie, ingénieusement adaptée à notre législation par M. Léon Bourgeois, a la même raison d'être pour les jardins que pour les immeubles.

Article 8.

Les emprunts contractés par les communes en vue de la création des jardins visés par les articles précédents bénéficieront des subventions prévues à l'article 2 de la présente loi, dans les conditions spécifiées audit article. Il en sera de même des emprunts contractés en vue de la création de jardins remplissant les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi par les offices publics et les sociétés d'habitations à bon marché ainsi que par les sociétés de jardins ouvriers approuvées par le ministre du travail.

De même que pour les logements, les emprunts contractés pour la création de jardins ouvriers pour familles nombreuses pourront bénéficier de subventions annuelles de 1 p. 100 du montant de l'emprunt, pourvu que le conseil général accorde une subvention inaugurale de 1/2 p. 100.

Il est à souhaiter que les conseils généraux donnent l'exemple et fassent le premier pas.

Article 9.

Les subventions seraient immédiatement supprimées et celles déjà versées seraient remboursées dans le cas où les fonds d'emprunt seraient détournés en totalité ou en partie de leur destination et dans le cas où les logements ou jardins auraient cessé de remplir les conditions prévues tant par la présente loi que par celle du 12 avril 1906.

Nous ne pouvons que nous associer aux réserves formulées par le rapporteur de la Chambre, M. Bonnevay, sur ce que peut offrir d'inhumain ou d'irréalisable la condition rigoureuse mise par l'article 1er de la loi, surtout en ce qui touche les maisons individuelles, au cas où la mort d'un enfant viendrait à modifier les conditions du contrat.

Le rapporteur de la Chambre a bien pris soin de spécifier, et ses réserves sont les nôtres en accord avec le Gouvernement, c'est que les autorisations données aux communes en vue de la construction d'habitations ou de la création de jardins ouvriers ne peuvent l'être en principe qu'au profit du logement des familles nombreuses.

L'expérience démontrera que pour l'application des dispositions similaires de la loi du 23 décembre 1912 (art. 25 et 32), le même esprit d'équité bienveillante devra présider.

Article 10.

Les dispositions de l'article 31 de la loi du 23 décembre 1912 s'appliquent aux sociétés ayant reçu des subventions de l'Etat dans les termes de la présente loi.

Le contrôle de l'inspection des finances est étendu par cette disposition aux sociétés d'habitations à bon marché qui obtiendront de l'Etat les subventions prévues à l'article 2 pour la construction de maisons individuelles ou collectives destinées aux logements de familles nombreuses, aux sociétés d'habitations à bon marché et aux sociétés de jardins ouvriers subventionnées par l'Etat, pour la création de jardins destinés aux mêmes familles.

Article 11.

Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'application des dispositions de la présente loi et notamment du dernier paragraphe de l'article 2.

Le Gouvernement a prévu un règlement d'administration publique, notamment en ce qui touche la délimitation du rendement net des loyers pour le calcul des subventions de l'Etat et des départements.

En conséquence, messieurs, nous avons l'honneur de proposer à votre approbation le projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions du titre III de la loi du 23 décembre 1912 sont applicables aux communes qui construisent des maisons individuelles affectées à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans, dans les conditions prévues à la première ou à la deuxième colonne du tableau de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

Art. 2. — Dans la limite fixée chaque année par la loi de finances, il pourra être accordé par l'Etat des subventions aux communes, aux offices publics d'habitations à bon marché et aux sociétés d'habitations à bon marché, approuvées par le ministre du travail, dans les conditions prévues à l'article 13 de la loi du 12 avril 1906, ainsi qu'aux établissements visés par le premier alinéa de l'article 6 de la même loi, qui contracteront des emprunts en vue de l'aménagement, de l'acquisition ou de la construction de maisons à bon marché individuelles ou collectives destinées à être louées à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans.

Les logements devront répondre aux conditions prévues à la première ou à la deuxième colonne du tableau de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, et, en ce qui concerne les maisons collectives, être affectés à des familles nombreuses jusqu'à concurrence des deux tiers du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements.

Ces subventions correspondront à 1 p. 100 par an du montant des emprunts effectivement réalisés.

Elles ne seront accordées que dans le cas où le conseil général du département aura, au vu des projets de construction et d'emprunt, consenti lui-même à verser une subvention égale à la moitié de celle de l'Etat.

Les conditions des emprunts ainsi contractés par les communes, les offices publics, les sociétés d'habitations à bon marché ou les établissements visés par le premier alinéa de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, seront soumises à l'approbation des ministres de l'intérieur, des finances et du travail.

En ce qui concerne les communes, les subventions ainsi allouées par l'Etat et les départements ne pourront être supérieures à la partie de l'excédent de l'annuité, intérêt et amortissement compris, sur le rendement net des loyers.

Art. 3. — Les subventions instituées par l'article précédent ne pourront se cumuler avec celles prévues par l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912, ni avec celles prévues par l'article 13 de la loi du 14 juillet 1913.

Art. 4. — Les loyers des immeubles aménagés, acquis ou construits à l'aide des emprunts prévus par la présente loi, ne devront pas être inférieurs de plus de moitié aux maxima de valeur locative fixés par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

Art. 5. — Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sont étendues aux sociétés de bains-douches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 1er de la loi du 10 avril 1908 visées par l'article 7 de la loi du 23 décembre 1912, en ce qu'elles ont d'applicable auxdites sociétés.

Art. 6. — Les communes bénéficieront des dispositions de l'article 24 de la loi du 23 décembre 1912, en vue de la création de jardins destinés à être loués à bon marché à des familles de plus de trois enfants de moins de seize ans.

La superficie desdits jardins ne devra pas dépasser 10 ares; elle pourra toutefois être augmentée de 2 ares par chaque enfant au-delà du quatrième.

Art. 7. — Les jardins ainsi créés par les communes ne pourront être gérés que par les offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché ou de jardins ouvriers.

Art. 8. — Les emprunts contractés par les communes en vue de la création des jardins visés par les articles précédents bénéficieront des subventions prévues à l'article 2 de la présente loi, dans les conditions spécifiées audit article. Il en sera de même des emprunts contractés en vue de la création de jardins remplissant les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi par les offices publics et les sociétés d'habitations à bon marché ainsi que par les sociétés de jardins ouvriers approuvées par le ministre du travail.

Art. 9. — Les subventions seraient immédiatement supprimées et celles déjà versées seraient remboursées dans le cas où les fonds d'emprunt seraient détournés en totalité ou en partie de leur destination et dans le cas où les logements ou jardins auraient cessé de remplir les conditions prévues tant par la présente loi que par celle du 12 avril 1906.

Art. 10. — Les dispositions de l'article 31 de la loi du 23 décembre 1912 s'appliquent aux sociétés ayant reçu des subventions de l'Etat dans les termes de la présente loi.

Art. 11. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'application des dispositions de la présente loi et notamment du dernier paragraphe de l'article 9.

ANNEXE N° 149

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, autorisant le ministre des affaires étrangères à offrir au gouvernement espagnol le chanfrein de l'armure de Philippe II, par M. Maurice Ordinaire, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 11 mars 1914, la Chambre des députés a adopté sans débat une proposition de loi autorisant le ministre des affaires étrangères à offrir au gouvernement espagnol des pièces de l'armure de Philippe II, que possède le musée de l'armée.

Ces pièces sont au nombre de cinq, à savoir : le chanfrein, deux rondelles servant à protéger le défaut de l'épaule et deux cubitières. Ce sont des parties détachées de l'armure d'apparat conservées à la Real Armeria de Madrid.

Depuis que l'attention a été appelée sur ces objets qui récemment encore, il faut bien le dire, étaient à peu près ignorés du public et avaient été distingués seulement par un petit nombre de connaisseurs au milieu des richesses du musée de l'armée, d'intéressantes études en ont mis en lumière l'origine et le caractère artistique.

L'armure a été exécutée à Augsbourg, pendant les deux années 1549 et 1550, pour Philippe, encore duc de Milan et prince héritier, par deux artistes, Désiré Colman et Georges Sigman, le premier armurier, le second orfèvre ciseleur. Le style est celui de la Renaissance italienne, avec une influence hispano-mauresque très perceptible. Il est probable que les dessins ont été fournis par le peintre attitré de Philippe, Diego de Arroyo, qui se trouvait à cette date avec le prince à Augsbourg.

Il serait contraire à la réalité des choses, autant qu'à notre intérêt, d'essayer d'amoindrir la valeur du don que nous nous proposons de faire à l'Espagne. Le chanfrein surtout, qui dépasse de beaucoup en importance les quatre pièces qui l'accompagnent, est incontestablement une œuvre très belle de l'art du fer de cette brillante époque.

Si précieux pourtant que soient ces objets pour l'histoire de l'art, il faut bien reconnaître qu'ils présentent un intérêt plus grand pour l'Espagne que pour la France. Le musée de l'armée est surtout dédié aux souvenirs de notre vieille gloire militaire ; c'est, avant tout, une collection française. On conçoit, par contre, que le roi d'Espagne se plaise à reconstituer dans son entier un souvenir de l'ancêtre qui porta l'un des plus grands noms de l'histoire espagnole.

Son désir se comprend d'autant mieux que les cinq pièces qui manquent à l'armure de Philippe II ont appartenu autrefois à la *Real Armeria*. On ne connaît pas au juste la date et les circonstances de la disparition, mais son caractère frauduleux ne fait de doute pour personne. Les conditions parfaitement régulières dans lesquelles ces objets ont été acquis par Napoléon III pour le musée de Pierrefonds, après leur passage successif entre les mains de plusieurs collectionneurs, et alors qu'on ignorait leur identité, qui n'a été établie que récemment, justifient notre possession actuelle, sans faire oublier la façon dont l'Espagne a été dépouillée de son bien.

En l'absence même de tout scrupule de cette sorte, la courtoisie internationale a plus d'une fois restitué à leur pays d'origine des objets auxquels s'attachaient des souvenirs historiques mémorables. Quel exemple pourrait-on rappeler plus opportunément que celui de l'Espagne elle-même, dont un roi a galamment renvoyé à Paris l'épée rendue par François Ier sur le champ de bataille de Pavie ?

Nous ne nous dissimulons pas que l'opinion publique, de plus en plus éclairée sur la valeur du patrimoine que constituent nos musées nationaux, n'admet plus aujourd'hui et n'admettra plus désormais qu'à titre absolument exceptionnel des générosités faites au dépens de ces collections ; nous ne pensons pas toutefois que le précédent puisse offrir le moindre danger ; l'état d'esprit dont nous parlons et la nécessité d'une loi, attestée par la proposition qui vous est soumise, sont des garanties suffisantes contre tout abus.

Nous ajouterons que le préjudice causé au musée de l'armée sera réduit autant que faire se peut, la direction du musée ayant décidé de remplacer les originaux par des copies, qui seront elles-mêmes dans leur genre des œuvres d'art.

Ces diverses raisons ont contribué à la résolution qu'a prise à l'unanimité votre commission de vous proposer de confirmer le vote de la Chambre des députés. Mais elle a été surtout déterminée par des considérations plus hautes. Les conventions relatives au Maroc ont ouvert une ère nouvelle dans l'histoire des relations de la France avec l'Espagne. Elles ont créé des liens d'intérêt et d'amitié dont nous apprécions toute la valeur. Répondre aux sympathies dont le roi Alphonse XIII a donné à notre pays de fréquentes marques, a paru à votre commission et paraîtra certainement au Sénat un acte de bonne politique.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. Le ministre des affaires étrangères est autorisé à offrir au gouvernement espagnol le chanfrein et les pièces accessoires de l'armure de Philippe II, actuellement conservés au musée de l'armée.

(1) Voir les nos 111, Sénat, année 1914, et 3067 et in-8° 732 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 150

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'accorder, en cas de décès de leur mari, une bonification aux femmes d'assurés inscrites en vertu du paragraphe 5 de l'article 36 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et par M. René Renoult, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 et relatifs aux retraites ouvrières et paysannes.)

ANNEXE N° 151

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur ; par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale ; par M. René Renoult, ministre des finances, et par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice (1). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.)

ANNEXE N° 152

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé, entre Saint-Just et Redon, du tramway de Bréal à Redon, faisant partie du réseau déclaré d'utilité publique par décret du 1er septembre 1906, et pour l'établissement d'un embranchement destiné au service des marchandises jusqu'au bassin à flot de Redon ; 2° d'approuver l'avenant passé entre le département d'Ille-et-Vilaine, et la compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine ; 3° d'élever le maximum du capital de premier établissement afférent à la ligne de Bréal à Redon et à l'ensemble du réseau ; 4° de prolonger le délai d'expropriation des terrains à occuper par ladite ligne, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (1). — (Renvoyée à la commission des chemins de fer.)

(1) Voir les nos 3620-3635 et in-8° 744. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1372-3278 et in-8° n° 698 — 10e législ. — de la Chambre des députés.)

ANNEXE N° 153

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1913, par M. de Selves, sénateur (2).

ANNEXE N° 154

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1914, par M. de Selves, sénateur (3).

ANNEXE N° 155

(Session ord. — Séance du 23 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'emploi du reliquat non employé du crédit accordé pour les frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, par M. de Selves, sénateur (4).

Messieurs, le ministre des finances est autorisé à émettre, pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, des obligations amortissables dont le montant est fixé chaque année par la loi de finances. La loi du 8 mars 1912 a, de plus, spécifié qu'à cette somme s'ajouteraient toutes dépenses matérielles et tous frais d'émission.

En ce qui concerne les émissions des exercices 1911 et 1912, ces dépenses et ces frais ne pouvaient excéder une somme totale de 6 millions de francs et se sont élevés en fait à un peu moins de 2 millions de francs, suivant les rapports insérés au *Journal officiel* les 23 juin 1912 et 9 juillet 1913.

Comme il n'a été prévu, pour l'émission de l'exercice 1913, aucune somme dans les limites de laquelle le Trésor aurait pu se mouvoir pour les dépenses et les frais, le Gouvernement a pensé à utiliser le reliquat non employé du crédit accordé pour les frais d'émission des obligations émises en 1911 et 1912 et a présenté à la Chambre le projet de loi suivant qu'elle a adopté dans sa 2e séance du 2 février 1914.

« *Article unique.* — Le reliquat non employé du crédit de 6 millions de francs, ouvert par l'article 2 de la loi du 8 mars 1912 pour faire face à toutes dépenses matérielles et tous frais d'émission relatifs à la réalisation, par voie d'emprunt, d'une somme de 393 millions de francs, sera appliqué, jusqu'à complet épuise-

(1) Voir les nos 3694-3709, et in-8° 766, — 10e législ. — de la Chambre des députés.)

(2) Voir les nos 137, Sénat, année 1914, et 3622 et in-8° n° 761 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 138, Sénat, année 1914, et 3623, et in-8° n° 763 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 30, Sénat, année 1914, et 2766-3425 et in-8° n° 682 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ment, aux dépenses matérielles et frais qu'occasionneront les émissions ultérieures des obligations qu'il sera nécessaire d'pmettre pour les besoins des chemins de fer de l'Etat dans des conditions déterminées par l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911. »

Votre commission des finances estime qu'au lieu d'ouvrir un crédit général applicable jusqu'à complet épuisement, aux frais des diverses émissions des obligations des chemins de fer de l'Etat, il est préférable de fixer chaque année, dans la loi de finances, en même temps que le montant du capital à émettre en obligations pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, la somme nécessaire aux dépenses et frais nécessités par l'émission.

Le Gouvernement, consulté, a été de notre avis et se propose de saisir incessamment la commission du budget de la Chambre des députés, en ce qui concerne l'exercice 1914, d'une disposition tendant à compléter l'article de la loi de finances relatif aux obligations des chemins de fer de l'Etat, par une disposition déterminant le maximum des dépenses matérielles et des frais d'émission.

Mais pour l'exercice 1913, il importe qu'un texte soit voté, mentionnant la somme maximum que ne pourront excéder les dépenses et les frais occsionnés par l'émission de 227,323,300 francs autorisée par la loi du 30 juillet 1913 et votre commission des finances vous propose de substituer, au texte du projet de loi voté par la Chambre des députés, les dispositions suivantes :

PROJET DE LOI

Article unique. — Les dépenses matérielles et les frais d'émission qui, aux termes de l'article 2 de la loi du 8 mars 1912, s'ajoutent aux sommes que le ministre des finances est autorisé à emprunter dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, ne pourront excéder la somme de 1 million de francs en ce qui concerne les émissions relatives aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat pour l'exercice 1913.

ANNEXE N° 156

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 6e commission d'initiative parlementaire (année 1912) sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, relative aux élections des conseillers municipaux de Paris et des départements, des députés et des sénateurs, par M. Vincent, sénateur (1).

Messieurs, cette proposition de loi ayant été discutée indirectement dans une précédente séance, votre 6e commission d'initiative parlementaire (1912) estime qu'elle ne présente plus actuellement une importance suffisante pour motiver sa prise en considération.

D'ailleurs, M. Maxime Lecomte, qui est de cet avis, se réserve le droit de la reprendre plus tard, s'il y a lieu.

ANNEXE N° 157

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 6e commission d'initiative parlementaire (année 1913) sur la proposition de loi de M. Lucien Cornet, tendant à additionner de substances révélatrices les matières grasses présentant une composition chimique permettant de les confondre avec le beurre de cacao, par M. Vincent, sénateur (2).

Messieurs, votre 6e commission parlementaire (1913), considérant que la proposition de loi de notre honorable collègue a pour but de protéger une branche importante de l'industrie nationale, émet un avis favorable à sa prise en considération.

(1) Voir le n° 341, Sénat, année 1912.
(2) Voir le n° 416, Sénat, année 1913.

ANNEXE N° 158

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 20 mai 1863 et d'assurer la défense des inculpés aux audiences de flagrants délits des tribunaux correctionnels, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Monis, tendant à modifier l'intitulé du chapitre VIII du livre Ier et les articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 135, 136, 296, 421 du code d'instruction criminelle).

ANNEXE N° 159

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris, par M. Henry Chéron, sénateur (2).

Messieurs, le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport a pour but d'adapter la législation générale du repos hebdomadaire à la situation spéciale des Halles centrales de Paris, en conciliant avec les intérêts des employeurs et des employés des halles ceux de la clientèle et des approvisionneurs de ce grand marché qui sont répartis dans la France entière.

Les halles centrales de Paris ne sont pas, en effet, il ne faut point l'oublier, un marché purement local; elles ne sont pas approvisionnées seulement par les cultivateurs des environs immédiats de Paris, c'est de tous les points de la France qu'affluent journellement vers les halles les produits les plus divers de notre agriculture nationale; d'autre part, les marchandises amenées ainsi à Paris ne sont pas destinées exclusivement à la consommation parisienne, beaucoup sont réexpédiées dans les grandes villes de province et même à l'étranger.

Il y a donc un intérêt général, un intérêt national à assurer le bon fonctionnement des halles centrales. C'est ce qui explique pourquoi on a jugé nécessaire de déposer un projet de loi spécial pour y réglementer le repos hebdomadaire, aucun des modes de repos prévus par la législation en vigeur n'ayant été reconnu à l'expérience comme tenant un compte suffisant de tous les intérêts en présence.

Disons tout de suite que le principe du repos hebdomadaire n'est pas en jeu. Employeurs et employés sont d'accord pour reconnaître la nécessité et la légitimité de ce repos. Il ne s'agit pas de réduire le nombre des jours de repos dont le législateur a entendu faire bénéficier les employés; il s'agit seulement d'en modifier la répartition au cours de l'année.

La législation générale du repos hebdomadaire prévoit cependant une grande diversité dans les modes suivant lesquels le repos peut être attribué.

Aux termes des articles 33 et 34 du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale, le repos peut être en effet donné, de droit, ou sur autorisation préfectorale :

1° Soit le dimanche;
2° Soit un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement;
3° Soit du dimanche midi au lundi midi;
4° Soit le dimanche après midi avec repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;
5° Soit par roulement.

On aurait pu croire que l'application de l'un de ces modes pouvait donner satisfaction à la fois aux employeurs, aux employés, aux consommateurs et aux producteurs. A la vérité, il en a été ainsi pour presque tous les commerces en gros des halles centrales. Les pavillons des viandes, des beurres et œufs, des volailles et gibiers, des poissons se sont très bien accommodés du repos collectif : ces pavillons sont régulièrement fermés une fois par semaine pendant toute l'année : le dimanche ou le lundi suivant les pavillons.

Des difficultés ne se sont produites que pour le pavillon des fruits et primeurs en raison du caractère essentiellement périssable de certaines des denrées qui y sont vendues. Il en est, en effet, tels que les fraises, qui doivent être récoltées dès qu'elles ont atteint un certain point de maturité et qui doivent être expédiées et débitées au consommateur immédiatement après avoir été récoltées. Lorsque le temps est orageux, un seul jour de retard dans la récolte, l'expédition ou la vente, suffit pour faire subir au produit une dépréciation considérable et même pour amener sa perte totale. Pendant la saison où se vendent ces produits, la vente doit avoir lieu tous les jours.

Une autre difficulté qui n'est pas spéciale au pavillon des fruits et primeurs, mais qui est commune à tous les pavillons, provient de la coexistence à côté des mandataires à la vente en gros qui exercent leur commerce à l'intérieur des halles, de commissionnaires en gros dont les établissements sont situés dans le voisinage, mais en dehors des halles centrales. Les premiers sont soumis à la réglementation spéciale édictée par le préfet de police en vertu de ses pouvoirs de police sur les halles et marchés; en vertu de ces pouvoirs, le préfet de police fixe les heures auxquelles doivent être ouverts les pavillons, auxquelles la vente est autorisée, cette réglementation s'applique à tous les mandataires des pavillons, elle ne s'applique pas aux commissionnaires en gros. Il en résulte que, le jour choisi pour le repos collectif, le préfet de police ordonne la fermeture des pavillons, de sorte que les mandataires ne peuvent plus vendre, tandis que les commissionnaires en gros peuvent continuer à le faire.

Sans doute ceux-ci, sauf dérogation, doivent donner congé à leurs employés le jour du repos collectif, mais ils peuvent continuer à rester ouverts avec le concours des membres de leur famille ou d'extras; ils peuvent encore recourir à d'autres moyens : c'est ainsi qu'un commissionnaire en gros qui avait deux établissements et qui avait obtenu, comme tous ses confrères, la faculté de donner le repos collectif le lundi ne profitait de cette faculté que pour l'un de ses établissements; l'autre fermait le dimanche, mais restait ouvert le lundi, alors que tous ses concurrents étaient fermés. Le conseil d'Etat, saisi de ce cas particulier ne put que décider qu'aucune disposition de la loi sur le repos hebdomadaire ne prescrit que le repos soit donné suivant le même mode dans des établissements distincts et séparés, par le seul motif qu'ils appartiennent au même propriétaire ou sont placés sous une direction unique (arrêt du 10 décembre 1909).

Le repos collectif soit le dimanche, soit le lundi, se heurte donc pendant une partie de l'année à des difficultés qui tiennent à la nature périssable de certains produits et il peut, d'autre part, pendant toute l'année, donner lieu à des combinaisons favorisant indûment certains commerçants au détriment de leurs concurrents.

Les autres modes de repos prévus par la législation générale ne donnent pas davantage satisfaction aux conditions spéciales dans lesquelles s'exercent les commerces aux halles centrales.

Le repos collectif du dimanche midi au lundi midi équivaut à peu près au repos collectif de toute la journée du lundi; c'est le matin que s'effectuent les ventes en gros et elles sont terminées en général avant midi : fermer le marché le lundi jusqu'à midi, équivaut à peu près à supprimer toute vente ce jour-là.

Le repos par roulement, qui permet la vente tous les jours de la semaine, y compris le dimanche, se heurte à une autre difficulté qui tient à l'organisation intérieure des établissements de vente en gros : le fonctionnement de ceux-ci exige la présence d'un certain nombre d'employés spécialistes dont il n'existe en général qu'un titulaire dans chaque maison et qu'il serait, par suite, impossible de remplacer le jour où il prendrait son repos.

Le repos du dimanche après midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine donne lieu en ce qui concerne le repos compensateur à l'objection que nous venons de signaler à propos du roulement pur et simple.

(1) Voir les nos 603-3619 et in-8° n° 769 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 437, Sénat, année 1913, et 2738-2985 et in-8° n° 622 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

Ces difficultés que nous venons d'énumérer, ce n'est pas par raisonnement qu'elles ont été dégagées, c'est la pratique même qui les a révélées, car tous les modes de repos légaux ont été essayés successivement et il a fallu, après une expérience plus ou moins longue, y renoncer.

Finalement, les différents syndicats patronaux et ouvriers des commerces de vente en gros, tant aux Halles centrales que dans les maisons de commission, se sont mis d'accord, grâce à l'intervention de M. Xavier Guichard, alors commissaire de police aux Halles, sur le texte suivant qui a été signé par les représentants de tous les syndicats intéressés le 23 mars 1908 :

« Repos collectif toute l'année, et ce, un jour entier par semaine sauf durant la période dite « des fruits rouges », qui est fixée irrévocablement à une durée de trois mois maximum. Cette période « des fruits rouges » commencera le 1er mai pour finir le 31 juillet.

« Toutefois, tous les intéressés, aussi bien patrons qu'employés déclarent que le présent accord auquel ils donnent leur entière adhésion, ne pourra entrer en application qu'autant que toutes transactions commerciales seront suspendues sur le carreau forain.

« A cet effet, ils prient M. le ministre du travail d'user de son influence auprès de M. le président du conseil pour que la fermeture du carreau forain, aux conditions précédemment déterminées, soit assurée par voie de décret signé au plus tard le 1er mai, ou qu'à cette date l'assurance formelle leur soit donnée qu'il le sera pour le 31 juillet. A défaut, les parties intéressées reprendront leur liberté d'action. »

Le préfet de police sanctionna l'accord du 23 mars 1908, en décidant, par deux ordonnances en date du 27 avril suivant, que le marché du carreau forain des halles centrales, ainsi que la vente dans les pavillons de gros des fruits et légumes, auraient lieu tous les jours du 1er mai au 31 août, et tous les jours, sauf le lundi, du 1er septembre au 30 avril.

Quant au mode de repos pendant la période d'ouverture quotidienne du marché, il était déjà fixé pour la majorité des commissionnaires et mandataires par les arrêtés des 13 et 15 avril 1907, qui les autorisaient à donner le repos du dimanche après midi avec un repos compensateur (art. 34, § 2 C). Le même régime fut étendu à un certain nombre de commissionnaires et de mandataires qui l'avaient demandé, par des arrêtés complémentaires des 29 avril, 4, 11 et 13 mai 1908.

Toutefois, pour le repos compensateur qui aurait dû légalement être donné à raison d'une journée entière par roulement, il fut entendu entre le syndicat des employés et les représentants des mandataires et des commissionnaires qu'il serait donné pendant la période de la fermeture du marché soit en groupant les journées de repos dues, soit en donnant au personnel le repos collectif du dimanche après midi et la journée entière du lundi.

Cet accord, qui semblait donner satisfactiou à la grande majorité des intéressés, laissait néanmoins subsister une partie des difficultés auxquelles il était destiné à remédier et, d'autre part, il n'avait pas, en raison du caractère extra-légal de certaines de ses dispositions, une autorité suffisante pour être respecté par tous les patrons.

C'est ainsi que l'arrêté du préfet de police ordonnant la fermeture le jour du repos collectif ne s'appliquait qu'aux pavillons et au carreau forrain et laissait en dehors les autres établissements de vente en gros où s'exercent cependant les mêmes commerces.

D'autre part, les repos groupés n'étant pas prévus par la loi n'étaient susceptibles d'aucun contrôle, ni d'aucune sanction.

L'intervention du législateur était donc nécessaire pour compléter et sanctionner l'accord intervenu.

Employeurs et employés insistèrent à plusieurs reprises auprès du Gouvernement pour qu'il déposât un projet.

C'est pour déférer à ce désir légitime que le ministre du travail déposa, le 19 mai 1913, un projet de loi sur le repos hebdomadaire aux halles centrales de Paris. Ce projet fut adopté par la Chambre des députés le 20 novembre 1913 sur le rapport de M. Lemire, mais avec d'importantes modifications de forme.

Le projet de loi, tel qu'il avait été déposé par le Gouvernement, comportait huit articles qui devaient former dans le titre 1er du livre II du code du travail, une nouvelle section du chapitre IV relatif au repos hebdomadaire et des jours fériés.

Le texte de ces articles avait été soumis aux représentants des groupements patronaux et ouvriers intéressés et avait recueilli leur entière adhésion.

La commission du travail de la Chambre des députés, tout en adhérant en principe au projet du Gouvernement, fut arrêtée « par un scrupule de rédaction »; elle pensa « qu'insérer dans le code du travail des dispositions aussi détaillées, ce serait vraiment surcharger notre législation de stipulations plus proches des règlements que des lois ».

En conséquence, elle ramena à deux articles le projet du Gouvernement.

Le tableau suivant permet la comparaison entre les deux textes :

SECTION I *bis*.

REPOS HEBDOMADAIRE AUX HALLES CENTRALES DE PARIS

Projet de loi déposé par le Gouvernement.	Projet de loi adopté par la Chambre.
Art. 51 a. — Les pavillons de vente en gros des halles centrales de Paris, ainsi que le carreau forain et les établissements situés dans le périmètre des halles centrales vendant en gros des denrées alimentaires similaires, seront fermés un jour par semaine, soit toute l'année, soit pendant une partie de l'année, aux époques et jours fixés par un arrêté du préfet de police pour chaque genre de commerce.	*Art. 51* a. — Les pavillons de vente en gros des halles centrales de Paris, le carreau forain, les établissements situés dans le périmètre des halles centrales vendant en gros des denrées alimentaires similaires, ainsi que les dépendances de ces établissements situées ou non dans le périmètre des halles centrales, seront fermés un jour par semaine, aux époques, jours et heures, qui sont fixées par un arrêté du préfet de police, d'une façon identique pour tous les établissements où sont exercés les mêmes commerces.
Art. 51 b. — Le jour fixé pour la fermeture sera le même dans tous les établissements où sont exercés les mêmes commerces.	Il est interdit de procéder à aucune vente pendant les heures de fermeture des établissements vendant les mêmes denrées. Le commerce de ces denrées est interdit aux mêmes heures dans les établissements où il n'est exercé qu'à titre accessoire.
Art. 51 c. — Les resserres ou annexes des établissements visés, que ces resserres ou annexes soient situées ou non dans le périmètre des halles centrales, seront fermées les mêmes jours que l'établissemant principal.	*Art. 51* b. — Un arrêté du préfet de police déterminera le périmètre des halles centrales : les conditions dans lesquelles l'article précédent s'applique aux établissements où s'exercent à la fois plusieurs commerces; les catégories d'employés qui pourrant être occupés pendant la fermeture et les travaux dont ils pourront être chargés; les repos compensateurs à accorder aux employés auxquels l'application des dispositions ci-dessus n'assurerait pas un repos de vingt-quatre heures consécutives par semaine. Le même arrêté organisera le contrôle de ces repos compensateurs.
Art. 51 d. — Dans les établissements visés aux articles 51 *a* et 51 *c*, il est interdit de procéder à aucune vente aux heures où la fermeture est obligatoire.	
Il est interdit pendant le même temps d'y occuper aucun employé, exception faite pour le personnel exclusivement chargé de la garde des locaux, de la réception ou de la décharge des marchandises en gare, ou, dans les magasins annexes, de l'expédition des colis vides et de la livraison du lait frais, de la crème fraîche et des fromages blancs frais non salés.	
Il sera donné à ce personnel un repos compensateur de vingt-quatre heures consécutives dans les six jours qui suivront le jour de la fermeture.	
Art. 51 e. — Pendant la période de l'année où les établissements d'une même catégorie seront ouverts tous les jours, la fermeture sera obligatoire le dimanche à partir de midi.	
Il sera donné au personnel un repos compensateur d'une journée par quinzaine et par roulement.	
Les employés aux écritures qui seraient, à titre exceptionnel, retenus le dimanche après-midi pendant la période visée à l'alinéa 1er du présent article auront droit à un repos compensateur d'une journée par semaine et par roulement.	
Les repos compensateurs pourront être différés et remplacés par un repos groupé donné pendant l'autre partie de l'année.	
Art. 51 f. — Les établissements où sont exercés dans un même local plusieurs genres de commerce seront soumis aux règlements concernant celui de ces commerces qui sera désigné par le propriétaire comme le plus important.	
Toutefois, les commerces accessoires ne pourront être exercés les jours où les arrêtés auront prononcé la fermeture des établissements vendant des denrées alimentaires.	
Art. 51 g. — Le périmètre des Halles sera déterminé par un arrêté du préfet de police.	
Art. 51 h. — Le contrôle des jours de repos compensateurs prévus par le paragraphe 3 de l'article 51 *d* et les paragraphes 2 et 3 de l'article 51 *e* est organisé conformément aux règlements d'administration publique prévus par l'article 50.	
Un arrêté du préfet de police organise le contrôle des repos groupés prévus par le paragraphe 5 de l'article 51 *e*.	

On le voit, dans le premier paragraphe de l'article 51 *a* voté par la Chambre sont fondus les articles 51 *a*, 51 *b*, 51 *c*, ainsi que le premier paragraphe de l'article 51 du projet du Gouvernement.

Le second paragraphe de l'article 51 *a* voté par la Chambre reproduit les dispositions du premier paragraphe de l'article 51 *d* et du second paragraphe de l'article 51 *f*.

Quant à l'article 51 *b* voté par la Chambre il est la synthèse des dispositions contenues dans les articles 51 *d* (2e et 3e paragraphes), 51e (2e, 3e et 4e paragraphes) 51 *f* (1er paragraphe), 51 *g* et 51 *h*.

Les deux textes peuvent être considérés comme équivalents, mais à la condition d'interpréter le second à l'aide du premier et notamment, en ce qui concerne l'article 51 *b* du texte de la Chambre, d'admettre que le préfet de police ne pourra faire usage des pouvoirs qui lui sont conférés que dans le sens fixé par les dispositions dont cet article 51 *b* est la synthèse.

Mais il faut bien avouer que le texte ne donne à cet égard aucune garantie. Bien plus, l'honorable M. Lemire, dans son rapport, a donné à l'article 51 *b* une interprétation absolument contraire à celle qui résultait du texte du Gouvernement. Pour simplifier, dit-il, la besogne du préfet de police, la commission du travail « a décidé que les repos compensateurs ne seraient accordés que conformément à la loi générale sur le repos hebdomadaire. Elle n'a donc pas admis les repos groupés ».

Or, c'est précisément pour rendre légal ce groupement des repos compensateurs que ne permet pas la législation générale que les employeurs et employés s'étaient mis d'accord pour demander l'intervention du législateur. C'est une des raisons d'être du projet de loi.

On comprend l'émotion des intéressés quand ils connurent ce commentaire. Ils considérèrent que dans ces conditions le texte voté par la Chambre ne sanctionnait plus dans son intégralité l'accord intervenu entre eux et auquel le Gouvernement avait donné son adhésion.

En réalité, le texte qui a été adopté par la Chambre des députés et qui a été en fait conçu comme la synthèse du projet primitif, s'il ne prévoit pas expressément l'ajournement et le groupement des repos compensateurs, ne l'interdit pas davantage. En effet, l'article 51 *b* du texte voté donne au préfet de police le droit de déterminer les repos compensateur à accorder aux employés sans lui imposer aucune règle pour l'exercice de ce droit.

Ce n'est pas dans le texte du projet que se trouve la limitation des pouvoirs du préfet à laquelle il est fait allusion ; c'est uniquement dans le rapport de l'honorable M. Lemire, et il est permis de se demander si l'on peut opposer au texte même d'une loi le commentaire qui en est donné par un rapporteur. La question peut d'autant plus se poser qu'en l'espèce ce commentaire n'a pas pour but d'expliquer le texte, mais d'y apporter des restrictions qui semblent contraires à la lettre comme à l'esprit du texte. Il est, en effet, inutile de spécifier que le préfet de police a le droit de déterminer les repos compensateurs à accorder, si ceux-ci doivent être donnés conformément à la législation générale sur le repos hebdomadaire.

L'honorable M. Lemire, dans une lettre adressée à l'une des chambres syndicales intéressées a d'ailleurs considérablement affaibli la portée du commentaire et ne lui a plus laissé que la valeur d'un vœu émis par la commission.

A la rigueur il aurait pu suffire que votre commission et le Gouvernement maintinssent par déclarations formelles le sens du texte voté par la Chambre, tel qu'il résulte de sa lettre et de son esprit, pour effacer le malentendu qui pouvait résulter du commentaire limitatif dont nous venons de parler.

Mais, pour éviter toute ambiguïté, il a paru préférable à votre commission de proposer à l'approbation du Sénat un texte plus détaillé et plus précis.

A deux reprises, les intéressés ont été entendus par la commission.

Ils le furent une première fois dans la séance du 22 décembre 1913. Les délégations étaient accompagnées de M. le commissaire Guichard.

A la suite de cette audition, un nouveau syndicat, qui venait de se fonder sous le titre « Syndicat des marchands en gros et des commissionnaires libres », demanda aux dates des 24 décembre 1913 et 2 janvier 1914, à être entendu. La protestation de ce syndicat fit l'objet d'un mémoire adressé au rapporteur le 9 janvier. Les pétitionnaires déclaraient qu'ils ne s'élevaient, ni contre le principe, ni contre aucune modalité particulière du repos hebdomadaire, mais contre la fermeture de certains établissements à des jours déterminés. Ils résumèrent leurs désidérata dans un ordre du jour voté par eux le 5 février et dans lequel ils préconisaient une loi de fermeture générale du dimanche, loi unifiant le repos hebdomadaire et ne créant ni catégories ni zones. Ils demandaient subsidiairement que le repos de personnel des maisons d'alimentation en gros puisse être donné : « pour une moitié de ce personnel, le dimanche entier ; pour l'autre moitié, du dimanche à dix heures au lundi à dix heures, en alternant chaque équipe ».

Le ministre du travail sollicita, sur la réclamation de ce nouveau syndicat, l'avis de la préfecture de police. A la date du 5 février, le préfet de police écrivit au ministre une lettre dont nous détachons ce qui suit : « Il convient de ne pas oublier que le projet de loi, tel qu'il avait été primitivement déposé, non seulement sanctionnait un accord intervenu entre tous les intéressés, mais encore consacrait un régime qui a été effectivement appliqué depuis plus de quatre ans, sans inconvénients graves ni pour les vendeurs ni pour les acheteurs.

« Au surplus, les facilités nouvelles données par le projet, venant s'ajouter aux diverses dérogations prévues par la loi, permettront d'adapter la réglementation du repos hebdomadaire à toutes les nécessités que la pratique pourra révéler et les diverses objections formulées à cet égard par les protestataires ne sauraient être maintenues. »

Le préfet de police concluait donc que la pétition communiquée n'apportait aucun élément susceptible de motiver une modification à l'accord intervenu entre les intéressés.

La chambre syndicale des cultivateurs de champignons avait, de son côté, protesté contre la suppression, le lundi matin sur le carreau des halles, de la vente de cette denrée.

La commission entendit donc une seconde fois, le 6 février, les représentants de tous les syndicats, y compris les nouveaux protestataires. Elle les pria de prendre de nouveau contact les uns avec les autres et de se mettre définitivement d'accord sur une formule susceptible de concilier, avec l'application de la loi, la défense de tous les intérêts de la cause.

A la date du 16 mars, M. le commissaire de police Guichard a fait parvenir au rapporteur un projet de texte sur lequel la presque unanimité des intéressés s'est mise d'accord. Au nombre des signataires figurent le groupement des mandataires à la vente en gros des champignons et des groupements au nom desquels le syndicat des marchands en gros et des commissionnaires libres avait tout d'abord protesté. Il est équitable de constater que la réclamation adressée de nouveau à la date du 12 mars, au nom de ce syndicat, n'émane plus que de quelques protestataires isolés.

Dans ces conditions, la commission, dans sa séance du 20 mars, a pris acte de l'accord intervenu entre les intéressés. Elle a décidé toutefois, avant de statuer définitivement, d'entendre M. le ministre du travail.

Dans la séance du 24 mars, M. le directeur du travail, entendu au nom du ministre empêché, a déclaré que ce dernier acceptait formellement le texte dans lequel les intéressés s'étaient mis d'accord, et qu'il insistait en faveur de son adoption.

Dans cette même séance, la commission a délibéré sur un avis adopté le 4 mars 1914 par la chambre de commerce de Paris, et dans lequel cette assemblée s'était prononcée contre le projet de loi à raison de son caractère exceptionnel. La commission a été unanime à observer que les conditions spéciales dans lesquelles s'exerce le commerce des halles centrales motivaient une législation qui leur fût adaptée. Elle a constaté, en second lieu, l'accord des intéressés. Enfin, elle s'est appuyée sur ce fait qu'il s'agit surtout de consacrer par la loi un état de choses déjà existant, un système que les intéressés ont mis en usage depuis plusieurs années sans qu'il en soit résulté d'inconvénients sérieux et dont ils demandent simplement la régularisation.

La commission a finalement adopté à l'unanimité le texte sur lequel s'était fait l'accord. L'exposé qui vient d'être présenté suffit à démontrer au Sénat que cette décision n'a pas été prise à la légère, mais après consultations répétées des intéressés, avis du Gouvernement, avis spécial de la préfecture de police et certitude acquise que le texte qui va vous être proposé tient compte de tous les intérêts légitimes.

Par rapport au texte primitif déposé par le Gouvernement le texte ainsi adopté par votre commission ne présente qu'une seule différence.

L'article 51 *b* dans le texte primitif était ainsi conçu : « Le jour fixé pour la fermeture sera le même pour tous les établissements où sont exercés les mêmes commerces ».

Le nouvel article 51 *b* précise davantage en ajoutant notamment une disposition empruntée à l'article 36 du livre II du code du travail. Il est ainsi conçu :

« Le jour de la fermeture sera le même pour tous les établissements visés à l'article 51 *a* faisant le même commerce et s'adressant à la même clientèle. »

Il nous reste maintenant à justifier brièvement les deux principes nouveaux introduits par ce texte dans notre repos hebdomadaire : fermeture des établissements ; repos groupés.

Fermeture des établissements. — La fermeture des établissements commerciaux le jour du repos collectif est la règle générale dans les législations étrangères. Elle est prescrite en Angleterre et dans les colonies anglaises, dans presque tous les Etats des Etats-Unis, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, au Danemark, en Italie, en Roumanie, etc.

Il n'y a guère qu'en France et en Belgique que la législation relative au repos hebdomadaire ne prescrit pas en même temps la fermeture des établissements le jour du repos collectif. Il est d'ailleurs assez curieux d'observer que ce sont peut-être les deux pays où la loi sur le repos hebdomadaire a soulevé le plus de difficultés.

D'ailleurs il existe en France, même parmi les industriels et les commerçants un très fort courant en faveur de la fermeture des établissements le jour du repos collectif. Les rapports annuels de la commission supérieure du travail fournissent à cet égard des indications très intéressantes. Il résulte par exemple, du dernier rapport paru qui se rapporte à l'année 1912 que sur 61,780 établissements donnant le repos collectif soit le dimanche, soit un autre jour que le dimanche, soit l'après-midi du dimanche 47,281, soit 76 p. 100 fermaient pendant la durée du repos collectif.

Une occasion s'est d'ailleurs présentée récemment de connaître l'opinion d'un certain nombre d'organisations patronales et ouvrières, au sujet de la fermeture obligatoire des magasins le jour du repos. On sait que la commission permanente du conseil supérieur du travail a ouvert, au commencement de 1912 une vaste enquête sur la réglementation du travail des employés de commerce et de bureau.

Une des questions posées concernait la fermeture des magasins envisagée comme une mesure devant compléter la réglementation de la journée de travail ou y suppléer. Un certain nombre d'organisations, interrogées, se méprenant sur la portée de la question, ont répondu en ce qui concerne la fermeture des magasins le jour du repos collectif, c'est-à-dire le dimanche dans la généralité des cas.

180 organisations se sont ainsi prononcées en faveur de la fermeture obligatoire des magasins pendant le repos collectif : parmi ces organisations se trouvent 7 chambres de commerce, 85 syndicats patronaux, 5 bourses de travail, 32 syndicats ouvriers et 9 conseils de prud'hommes. Sur les 7 chambres de commerce, 5 se sont montrées favorables à la fermeture pendant toute la journée du dimanche, deux à partir de midi seulement. Sur les 85 syndicats patronaux, dont 43 groupaient des détaillants de l'alimentation, 15 des pharmaciens, 8 des coiffeurs et 10 des professions diverses, 51 se sont prononcés pour la fermeture pendant toute la journée du dimanche, 2 à partir de dix heures, 17 à partir de midi, 5 à partir d'une heure, 2 à partir de 2 heures, 1 à partir de midi ou deux heures ; 7 syndicats de patrons coiffeurs ont demandé la fermeture, 5 le lundi pendant toute la journée, un le lundi à partir de midi, un le dimanche ou le lundi ; 30 syndicats ouvriers sur 32 et 4 bourses du travail sur 5 ont réclamé la fermeture pendant toute la journée du dimanche ; une bourse du travail a demandé la fermeture à partir de dix heures, un syndicat ouvrier à partir de midi, un autre syndicat ouvrier de une heure à six heures, 8 conseils de prud'hommes sur 9 se sont prononcés pour la fermeture du dimanche tout entier, un à partir de midi seulement. 50 des organisation précédentes, dont une chambre de commerce, 37 syn-

dicats patrons, 10 syndicats ouvriers. 2 conseils de prud'hommes ont demandé que la fermeture fût subordonnée à la consultation des intéressés et au consentement d'une majorité d'entre eux, majorité que 23 organisations ont fixée aux deux tiers, 14 à la moitié plus un, 6 aux trois-quarts.

Les esprits semblent se familiariser de plus en plus en France avec le principe de la fermeture de tous les établissements pendant le repos collectif.

Ce n'est pas, d'ailleurs, la première fois que la question se pose devant le Sénat.

Lorsque le Sénat fut saisi de la proposition de loi d'où est sortie la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, le premier texte qui fut présenté par sa commission contenait la disposition suivante :

« Art. 2. — Lorsqu'il y aura accord entre les quatre cinquièmes des chefs de maisons d'une même commune, exerçant le même commerce ou la même industrie, pour que le repos de leurs ouvriers et employés ait lieu le même jour de la semaine ainsi que les jours fériés légaux, pendant toute la journée ou une partie de la journée, toute l'année ou une partie de l'année, le maire, et, à Paris, le préfet pourra prendre sur leur demande, après avoir entendu tous les chefs des maisons intéressées, un arrêté prescrivant, aux jours et heures qu'ils indiqueront, la cessation du travail de tout employé ou de tout ouvrier dans tous les établissements de ce même commerce ou de cette même industrie, y compris ceux occupant moins de cinq ouvriers et employés.

« Le même arrêté portera à interdiction, auxdits jours et heures, de toute vente publique de marchandises semblables à celles vendues dans les magasins visés par l'arrêté.

« Cet arrêté sera pris sur la demande des trois quarts des chefs de maisons, s'il n'existe dans la localité que quatre établissements exerçant le même commerce ou la même industrie, et deux tiers s'il n'en exige que trois.

« L'arrêté concernant les magasins de vente au détail tenant plusieurs spécialités ne s'appliquera pas aux magasins tenant l'une seulement de ces spécialités.

« Les arrêtés devront être rapportés par le maire lorsque la majorité susindiquée des intéressés en demandera le retrait. Chacun des établissements intéressés reprendra sa liberté et pourra ou maintenir le repos hebdomadaire collectif ou établir le repos par roulement. »

Le principe de cette disposition avait été adopté antérieurement par le conseil supérieur du travail de 1904. La disposition dont il s'agit ne fut pas reprise dans le second texte soumis par la commission.

Enfin, il y a lieu d'observer que dans l'espèce qui nous occupe, la fermeture des établissements le jour du repos collectif est déjà réalisée par des arrêtés du préfet de police en ce qui concerne les pavillons des halles centrales et le carreau forain. Il est vrai que ce n'est pas en vertu de la législation sur le repos hebdomadaire, c'est en vertu des pouvoirs de police du préfet. Il n'en reste pas moins que ces établissements sont fermés le jour du repos collectif. Il ne s'agit donc, en somme, que d'une extension d'un état de fait déjà existant.

Nous avons déjà indiqué les raisons qui militaient en faveur de cette extension, il s'agit surtout de rétablir l'égalité entre les établissements faisant le même commerce et d'empêcher que certains ne profitent indûment de la fermeture des autres.

A ce sujet, les quelques protestataires avaient émis la crainte que les commerces de demi-gros et de détail puissent bénéficier de la fermeture des établissements de gros. Le commerce de demi-gros existe en effet surtout aux Halles pour la vente des viandes, des beurres, des œufs et du poisson.

Or, tous les commerces de gros de ces denrées, qui auraient le plus à redouter cette concurrence ferment un jour par semaine depuis plusieurs années et cependant les représentants de ces commerces ont tous signé l'accord qui a abouti au projet de loi présenté.

Le projet de loi ne saurait donc avoir les conséquences fâcheuses redoutées par les protestaires.

Repos groupé. — Le repos groupé ne constitue pas tout à fait à une innovation dans notre loi. A vrai dire, la loi du 13 juillet 1906, incorporée aujourd'hui dans les articles 30 et suivants du livre II du code du travail, ne le mentionne pas expressément. C'est le règlement d'administration publique pris en vertu de l'article 39 du livre II du code du travail qui organise des repos groupés, à titre de dérogation particulière au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts fourneaux.

Dans ce règlement qui porte la date du 31 août 1910, il s'agit également de repos qui n'ont pu être donnés chaque semaine et qui sont différés pour être donnés en une ou plusieurs fois sous la forme de repos compensateurs groupés.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous soumettre le texte suivant qui semble donner satisfaction à la fois aux employeurs et employés et aux producteurs. Comme nous l'avons déjà dit, il a reçu l'adhésion de tous les syndicats patronaux et ouvriers de la profession, à l'exception de quelques personnes isolées, dont les observations ont fait cependant l'objet de l'étude la plus attentive.

Notre texte tient compte de tous les intérêts légitimes en présence ; il sanctionne et consolide l'accord entre patrons et ouvriers intervenu depuis quatre ans déjà.

Nous le proposons donc avec confiance à l'approbation du Sénat.

PROJET DE LOI

Article unique. — Sont codifiées dans la teneur ci-après et formeront les articles 51 à 51 *h* du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale, los dispositions suivantes :

SECTION 1 *bis*.

Repos hebdomadaire aux halles centrales de Paris.

« *Art. 51* a. — Les pavillons de vente en gros des halles centrales de Paris, ainsi que le carreau forain et les établissements situés dans le périmètre des halles centrales vendant en gros des denrées alimentaires similaires, seront fermés un tour par semaine, soit toute l'année, soit pendant une partie de l'année, aux époques et jours fixés par un arrêté du préfet de police pour chaque genre de commerce.

« *Art. 51* b. — Le jour de la fermeture sera le même pour tous les établissements visés à l'article 51 *a* faisant les mêmes commerces et s'adressant à la même clientèle.

« *Art. 51* c. — Les resserres ou annexes des établissements visés, que ces resserres ou annexes soient situées ou non dans le périmètre des halles centrales, seront fermées les mêmes jours que l'établissement principal.

« *Art. 51* d. — Dans les établissements visés aux articles 51 *a* et *c*, il est interdit de procéder à aucune vente aux heures où la fermeture est obligatoire.

« Il est interdit pendant le même temps d'y occuper aucun employé, exception faite pour le personnel exclusivement chargé de la garde des locaux, de la réception ou de la décharge des marchandises en gare, ou dans les magasins annexes, de l'expédition des colis vides et de la livraison du lait frais, de la crème fraîche et des fromages blancs frais non salés.

« Il sera donné à ce personnel un repos compensateur de vingt-quatre heures consécutives dans les six jours qui suivront le jour de la fermeture.

« *Art. 51* e. — Pendant la période de l'année où les établissements d'une même catégorie seront ouverts tous les jours, la fermeture sera obligatoire le dimanche à partir de midi.

« Il sera donné au personnel un repos compensateur d'une journée par quinzaine et par roulement.

« Les employés aux écritures qui seraient à titre exceptionnel retenus le dimanche après-midi pendant la période visée à l'alinéa 1er du présent article auront droit à un repos compensateur d'une journée par semaine et par roulement.

« Les repos compensateurs pourront être différés et remplacés par un repos groupé donné pendant l'autre partie de l'année.

« *Art. 51* f. — Les établissements où sont exercés dans un même local plusieurs genres de commerce seront soumis aux règlements concernant celui de ces commerces qui sera désigné par le propriétaire comme le plus important.

« Toutefois, les commerces accessoires ne pourront être exercés les jours où les arrêtés auront prononcé la fermeture des établissements vendant des denrées alimentaires.

« *Art. 51* g. — Le périmètre des halles sera déterminé par un arrêté du préfet de police.

« *Art. 51* h. — Le contrôle des jours de repos compensateur prévus par le paragraphe 3 de l'article 51 *d* et les paragraphes 2 et 3 de l'article 51 *e* est organisé conformément aux règlements d'administration publique prévus par l'article 50. »

Un arrêté du préfet de police organise le contrôle des repos groupés prévus par le paragraphe 4 de l'article 51 *e*.

ANNEXE N° 160

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer les conditions de limite d'âge d'admission à l'école polytechnique, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre de la guerre (1). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 161

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à la participation de la France à l'Exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer en 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, président du conseil, ministre des affaires étrangères, par M. Raoul Péret, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, par M. Gauthier, ministre de la marine et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 162

(Session ord. — Séance du 24 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt maximum de l'emprunt que la chambre de commerce de Brest est autorisée à contracter par la loi du 7 mars 1913, en vue de la construction d'un quai à grande profondeur à l'est du port de commerce de cette ville, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Raoul Péret, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 163

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés tendant à compléter l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907, relatif à la pénalité du quintuple droit en matière de contraventions aux lois et règlements sur les spiritueux, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (4). — (Renvoyée à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 3653-3719 et in-8° 770 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3476-3564-3633 et in-8° n° 741, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3446-3524 et in-8° n° 768 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) (Voir les nos 2730-3650, et in-8° 773 — 10e législature — de la Chambre des députés.)

ANNEXE N° 164

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés concernant le **transport des vendanges fraîches**, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

ANNEXE N° 165

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le n° 112 du tarif général des **douanes**, en ce qui concerne les **essences de néroli et de petitgrain**, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission des douanes.)

ANNEXE N° 166

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le tableau des **circonscriptions électorales** annexé à la loi du 13 février 1889, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur (3). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés.)

ANNEXE N° 167

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture de **crédits** additionnels aux crédits provisoires pour l'exercice 1914, en vue de réduire la durée du travail dans les **établissements industriels relevant du ministère des finances et du ministère de la guerre**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des finances et par M. J. Noulens, ministre de la guerre (4). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 168

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la constitution des **cadres et effectifs des différentes armes** (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement), par M. A. Gervais, sénateur (5).

Messieurs, le Gouvernement a présenté et la Chambre des députés a adopté un projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes, qui a pour objet de compléter l'organisation nouvelle résultant pour notre armée du temps de paix de la loi du 7 août 1913 et de mettre en harmonie les différentes lois des cadres actuellement en vigueur.

Votre commission vous propose d'associer le Sénat au Gouvernement et à la Chambre en donnant votre sanction au texte sorti de leur collaboration, qui est soumis aujourd'hui à vos délibérations.

En dépit de l'intérêt évident qui s'est toujours attaché à avoir une loi des cadres unique pour l'ensemble de l'armée, les circonstances ont conduit à remplacer successivement la plupart des différentes parties de la loi du 13 mars 1875 par des textes législatifs nouveaux, spéciaux à chaque arme et sans lien entre eux.

C'est ainsi que la nécessité de renforcer sans retard notre artillerie a provoqué le vote de la loi du 24 juillet 1789, en remettant à plus tard l'étude des statuts des autres armes. L'infanterie a reçu le sien le 23 décembre 1912, et la cavalerie le 31 mars 1913, quelques mois à peine avant le vote de la nouvelle loi de recrutement qui devait rendre, sinon caduques, du moins insuffisantes les trois lois des cadres précitées. Quant au génie, il n'a pas pu encore recevoir le sien, en dépit des projets déposés à la Chambre en 1907, 1909 et 1910 qui ont fait l'objet de plusieurs rapports ; l'organisation de cette arme résulte donc encore de la loi du 13 mars 1875, modifiée seulement sur quelques points par des lois ultérieures.

Le présent projet renforce les cadres actuellement prévus pour les unités de toutes armes, crée les unités nouvelles reconnues indispensables et que l'augmentation des effectifs du temps de paix permet de réaliser, harmonise enfin dans la mesure du possible les statuts des différentes armes, élaborés jusqu'ici séparément.

De toutes les modifications prévues dans ce projet, les plus importantes, les plus urgentes aussi, sont sans conteste les créations d'unités nouvelles. Il nous paraît utile, avant d'entrer dans l'étude de détail des dispositions du projet de loi, de faire ressortir quelle sera la force de notre armée métropolitaine du temps de paix après réalisation du projet que nous vous demandons d'adopter.

L'infanterie comprendra : 636 bataillons dont 75 en Afrique du Nord.

La cavalerie comprendra : 382 escadrons dont 58 en Afrique du Nord.

L'artillerie comprendra 820 batteries dont 32 en Afrique du Nord.

Le génie comprendra : 169 unités (1) dont 19 en Afrique du Nord.

Dans ces totaux, les créations nouvelles entrent pour :

Infanterie : 4 bataillons ;
Cavalerie : 8 escadrons ;
Artillerie : 34 batteries ;
Génie : 66 unités.

Les autres dispositions du projet de loi sont relatives à l'encadrement des unités (augmentation du nombre des sous-officiers, caporaux et brigadiers) et à leur groupement (création d'états-majors de régiments, bataillons, groupes d'artillerie).

Parmi les nouvelles unités dont la formation est prévue, quelques-unes (bataillons de zouaves, escadrons de chasseurs d'Afrique, groupes cyclistes, compagnies de chasseurs à pied) peuvent être créées par décret, en vertu des lois des cadres antérieures ; d'autres ne peuvent recevoir leur existence que du projet actuel, mais leur nécessité découle de l'application intégrale de ces mêmes lois. Nous nous proposons d'examiner ces créations dans le premier chapitre du présent rapport.

Le renforcement des cadres et la formation de la plupart des nouvelles unités sont la conséquence directe de la loi du 7 août 1913. En élevant sensiblement les chiffres fixés pour l'effectif légal des différentes unités, cette loi de recrutement oblige à augmenter parallèlement le nombre des gradés et, le cas échéant, celui des chevaux ; d'autre part, les rapporteurs de cette loi, tant à la Chambre qu'au Sénat, ont indiqué, d'accord avec le Gouvernement, les créations de corps et d'unités jugées indispensables au bon emploi des forces accrues de l'armée. L'étude de ces dispositions fera l'objet du chapitre II.

Le projet de loi prévoit d'autre part, pour toutes les armes, quelques dispositions spéciales, reconnues nécessaires au cours des études préliminaires, mais ne découlant ni des lois des cadres antérieures, ni de la loi du 7 août 1913 : nous les passerons en revue dans le chapitre III.

Enfin nous avons cru devoir grouper en un chapitre spécial tout ce qui concerne le génie. Le projet de loi constitue en effet pour cette arme une loi des cadres entièrement nouvelle, abrogeant les textes législatifs antérieurs, et donnant aux différentes spécialités du génie une extension très importante, ainsi qu'il résulte de la comparaison du nombre des unités nouvelles (66) au nombre total des unités qui existeront après adoption du projet (169).

CHAPITRE I

Conséquences des lois des cadres antérieures.

I. — *Infanterie.*

La loi du 23 décembre 1912 prévoyait 31 bataillons de chasseurs, dont 13 de chasseurs alpins. Ces bataillons pouvaient être à 4, 5 ou 6 compagnies. Les 18 bataillons de chasseurs à pied proprement dits pouvaient, en outre, comprendre éventuellement un groupe cycliste à 3 pelotons. La loi ne fixait pas le nombre des groupes cyclistes parce qu'il dépend du nombre des divisions de cavalerie et que la loi des cadres de la cavalerie n'était pas votée.

En fait, tous les bataillons de chasseurs avaient 6 compagnies sauf un, le 8e, qui n'en avait que 4.

Le projet de loi prévoit :

1° Que les 31 bataillons seront tous à 6 compagnies ;

2° Que 10 d'entre eux comprendront chacun un groupe cycliste à 3 pelotons ;

3° Que la proportion des bataillons des chasseurs alpins sera fixée par décret.

Ainsi le projet de loi ratifie la création (permise par la loi du 23 décembre 1912) de 8 compagnies de chasseurs (6 pour former le 31e bataillon, 2 pour porter le 8e bataillon à 6 compagnies) et de 10 groupes cyclistes (un par division de cavalerie).

Il permet en outre de faire varier, le cas échéant, la répartition des bataillons de chasseurs entre les frontières de l'Est et des Alpes et en particulier de placer sur la frontière de l'Est le 31e bataillon qui aurait dû, d'après la loi du 23 décembre 1912, être créé dans les Alpes (comme 13e bataillon de chasseurs alpins).

II. — *Cavalerie.*

La loi du 31 mars 1913 prévoyait la transformation de deux régiments de chasseurs d'Afrique en régiments de chasseurs à cheval. Le nombre des régiments de chasseurs à cheval passait ainsi de 21 à 23, tandis que celui des régiments de chasseurs d'Afrique était réduit de 6 à 4.

Cette mesure était imposée, d'abord par la nécessité d'avoir en France, en raison de la nouvelle organisation de la cavalerie, 81 régiments au lieu de 79, savoir : 60 pour les 10 divisions de cavalerie, 21 pour la cavalerie des corps d'armée ; en second lieu par l'impossibilité, faute de ressources en hommes, de créer purement et simplement les deux nouveaux régiments de chasseurs à cheval.

La transformation prévue par la loi du 31 mars 1913 n'était pas encore réalisée quand la loi du 7 août 1913 est intervenue, donnant en abondance les hommes qui manquaient.

Dans ces conditions, il n'a plus paru nécessaire de supprimer 2 régiments d'Algérie pour créer les 2 nouveaux régiments de chasseurs à cheval : cette solution n'était qu'un pis aller, car en raison de notre politique marocaine il était imprudent de réduire la cavalerie française de notre empire africain. En attendant le projet de loi actuel, les escadrons des 5e et 6e chasseurs d'Afrique ont donc été maintenus en Afrique du Nord et par contre le 22e et 23e régiments de chasseurs à cheval n'ont pas été formés.

Les régiments de cavalerie stationnés en France ont actuellement des excédents d'effectifs plus que suffisants pour former ces deux derniers régiments, mais les cadres n'existent pas.

Le projet de loi, en maintenant à 23 le nombre des régiments de chasseurs d'Afrique, permet de créer ces cadres.

Les deux nouveaux régiments de cavalerie se trouveront ainsi formés en France sans qu'on ait besoin de rapatrier un seul escadron d'Algérie.

(1) Voir les nos 2829-2937-3646 et in-8° n° 774, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2752-3434 et in-8° n° 776 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3680-3749, et in-8° n° 778 — 10e législ., — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 3420-3630 et in-8° 756. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 117, Sénat, année 1914, et 3482-3621, et in-8° 734, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Non compris les détachements cyclistes et alpins.

III. — *Artillerie.*

La loi du 24 juillet 1909, déjà vieille de quatre ans et demi, a eu le temps de recevoir son plein effet.

Les modifications, très importantes, apportées par le présent projet de loi à l'organisation de l'artillerie, ne sont donc pas, comme la plupart des créations concernant l'infanterie et la cavalerie, le prolongement des lois des cadres antérieures, mais découlent bien plutôt, d'une part de la loi du 7 août 1913, et, d'autre part, des besoins nouveaux d'une arme qui, plus que toutes les autres, doit suivre la loi du progrès scientifique.

Toutefois, parmi les créations intéressant l'artillerie que nous avons à examiner, quatre d'entre elles peuvent être considérées comme la suite logique de la loi du 24 juillet 1909, savoir :

2 batteries montées de 75 millimètres.
3 batteries de montagne.
3 compagnies d'ouvriers.
3 états-majors de groupe autonome d'Afrique.

a) Sur les 618 batteries montées de 75 millimètres prévues par la loi du 24 juillet 1909, deux ont dû être envoyées de France au Maroc. Elles manquent donc à nos corps d'armée métropolitains.

Or, en l'état actuel de notre politique marocaine, on ne saurait envisager leur rapatriement. Par la création de deux nouvelles batteries, le projet de loi complète au chiffre de 618 nos batteries de campagne de France, et laisse en Afrique du Nord les deux batteries qu'on y a envoyées et qui portent le nombre des batteries montées d'Afrique de 15 à 17.

b) Sur les 15 batteries de montagne prévues par la loi du 24 juillet 1909 pour la France et la Corse, 4 ont été envoyées au Maroc où, pour le même motif que ci-dessus on doit les maintenir. Les batteries de montagne de France et de Corse se trouvent aujourd'hui réduites à 11. Le projet de loi les porte à 14, par la création de 3 batteries de montagne. Donc une batterie n'est pas remplacée dans les Alpes : c'est celle qui faisait partie du groupe éventuel de Maurienne, devenu le 31e bataillon de chasseurs et envoyé sur la frontière des Vosges. Le nombre des batteries de montagne d'Afrique se trouve porté de 4 à 8.

c) Les trois nouvelles compagnies d'ouvriers sont destinées à grouper les sections ou détachements d'ouvriers rattachés respectivement à la 10e brigade d'artillerie aux groupes autonomes d'Afrique, et à la place de Casablanca. Par suite de l'extension du protectorat français au Maroc, ces divers détachements avaient pris un développement qui en rendait l'administration et le commandement impossibles.

d) La création de trois états-majors de groupe autonome d'Afrique est la conséquence inévitable des dispositions précédentes. Elle régularise l'organisation des groupes de marche du Maroc, formés pour les besoins des opérations avec des batteries venues de France et d'autres venues d'Algérie : ces groupements provisoires, sans états-majors ni pelotons hors rang, peuvent suffire pour une expédition, ils ne répondent plus aux exigences d'une occupation qui, pour faciliter la pénétration économique, doit être prolongée.

Enfin une disposition de la loi du 24 juillet 1909, disposition très large il est vrai, n'a pas encore pu être réalisée. C'est celle qui fait l'objet du cinquième alinéa de l'article 1er ainsi conçu :

« Le nombre de pièces des batteries montées de 75 millimètres sera porté à 144 par corps d'armée au fur et à mesure des ressources en hommes et des crédits votés par le Parlement ».

Le projet de loi maintient cette disposition qui permettra de compléter l'organisation de notre artillerie de campagne, lorsque les crédits nécessaires auront pu être inscrits dans les budgets futurs.

CHAPITRE II

Conséquences de la loi du 7 août 1913.

I. — *Infanterie.*

La nouvelle loi de recrutement a déterminé dans un tableau annexe, l'effectif minimum des unités des différentes armes : c'est ainsi qu'elle a fixé à 140 hommes l'effectif minimum de la compagnie normale, à 200 hommes celui de la compagnie renforcée et de la compagnie de chasseurs.

D'autre part, on a discuté et admis, lors du vote de cette loi, la nécessité de créer, en premier lieu quatre bataillons de zouaves, en second lieu un état-major de régiment de zouaves.

Nous retrouvons, dans le projet de loi actuel l'exécution des décisions de principes prises l'année dernière :

1° L'effectif des unités est porté aux fixations prévues par la loi du 7 août 1913.

2° Comme conséquence immédiate l'encadrement de chaque unité est renforcé. Le nombre des sergents passe de 7 à 9 dans la compagnie à effectif normal, de 8 à 11 dans la compagnie à effectif renforcé et dans la compagnie de chasseurs, de 8 à 9 dans la compagnie de zouaves d'Algérie-Tunisie, de 9 à 12 dans la compagnie d'infanterie légère d'Afrique ; celui des caporaux est porté de 8 à 9 dans la compagnie à effectif normal, de 9 à 12 dans la compagnie à effectif renforcé, de 9 à 10 dans la compagnie de zouaves d'Algérie-Tunisie, de 6 à 12 dans la compagnie légère d'Afrique.

La nécessité du renforcement des cadres dans les compagnies d'infanterie et de chasseurs est due à l'accroissement de l'effectif légal.

La compagnie de zouaves d'Algérie-Tunisie reste à l'effectif de 160 hommes prévu par la loi du 23 décembre 1912; toutefois, on a jugé nécessaire de renforcer son cadre d'un sergent et d'un caporal, pour le mettre en harmonie avec celui de la compagnie d'infanterie. Ce cadre avait été calculé trop parcimonieusement, surtout pour une unité dont le recrutement est assez disparate.

L'effectif de la compagnie d'infanterie légère d'Afrique n'est pas déterminé par la loi : il dépend du nombre d'hommes qui, dans chaque contingent, tombe sous le coup de l'article 5 de la loi du 21 mars 1905, modifié par la loi du 30 mars 1912. Cette dernière loi a élevé sensiblement le nombre d'hommes à envoyer aux bataillons d'Afrique. Dans ces conditions, l'ancien cadre de 9 sergents et 6 caporaux devient insuffisant, étant donné surtout la nature spéciale du recrutement de ce corps; on propose à juste titre de le porter à 12 sergents et 12 caporaux.

Les quatre bataillons de zouaves annoncés par la loi du 7 août 1913 sont créés par décret : un est déjà formé, les trois autres vont l'être dans quelques jours.

Le projet de loi propose la création de deux états-majors de régiments, au lieu d'un seul. Cette mesure est destinée à assurer l'organisation rationnelle des unités de cette subdivision d'arme détachés au Maroc. Nous aurons le mois prochain 24 bataillons de zouaves (dont 4 en France et 9 au Maroc, les autres en Algérie-Tunisie). Le nombre et la dispersion de ces bataillons justifient leur groupement en 6 régiments, au lieu de 4 qui existent aujourd'hui.

II. — *Cavalerie.*

La loi du 7 août 1913 fixe l'effectif global du régiment de cavalerie au chiffre uniforme de 740 hommes (au lieu de 683).

Cette augmentation d'effectif nécessite un accroissement parallèle des cadres et une augmentation du nombre des chevaux.

a) Le projet de loi prévoit seulement la création d'un emploi d'adjudant chef au cadre complémentaire de chaque régiment et de deux emplois de maréchal des logis par escadron.

De ce fait, le nombre des adjudants-chefs du cadre complémentaire du régiment de cavalerie se trouve porté de 2 à 3 ; celui des maréchaux des logis de l'escadron passe de 8 à 10.

Quant à l'effectif de l'escadron actif, il passe de 147 hommes à 161, en exécution de la loi du 7 août. En réalité, le nombre actuel des hommes présents dans chaque escadron dépasse sensiblement l'effectif minimum de 161 ; il atteint généralement 180 à 200 hommes. L'augmentation demandée pour les cadres paraît donc très modérée, si l'on compare le nouvel encadrement prévu pour l'escadron à celui qui sera réalisé dans la compagnie d'infanterie d'effectif comparable.

b) Le projet de loi fixe l'effectif des chevaux dans le régiment de cavalerie au chiffre uniforme de 770 (au lieu de 670 ou 702). L'augmentation est donc de 70 à 100 chevaux. Elle paraîtrait supérieure à l'accroissement de l'effectif en hommes si l'on ne tenait compte de ce que le chiffre de 740 hommes est un minimum dépassé largement comme nous venons de le dire.

L'effectif de chevaux permettra au régiment de cavalerie de se mobiliser avec ses seules ressources en animaux, sans faire appel, à des chevaux de réquisition qui n'ont pas l'habitude du rang, et sans emmener ses jeunes chevaux qui manquent de l'entraînement nécessaire pour supporter sans transition les fatigues d'une campagne.

Cette considération est capitale : le régiment de cavalerie, qui est appelé à agir à la première heure, doit pouvoir se mobiliser presque instantanément.

III. — *Artillerie.*

La nouvelle loi de recrutement a fixé ainsi qu'il suit les effectifs des différentes unités d'artillerie :

110 hommes pour la batterie montée normale (au lieu de 90) ;
110 hommes pour la batterie d'artillerie lourde (au lieu de 100) ;
120 ou 160 hommes pour la batterie à pied (au lieu de 110) ;
140 hommes pour la batterie montée renforcée et la batterie de montagne (au lieu de 130) ;
175 hommes pour la batterie à cheval (au lieu de 120 ou 160).

Elle a annoncé, en outre, la création de :
14 batteries à cheval ;
15 batteries d'artillerie lourde.

Comme dans la cavalerie, l'accroissement d'effectif entraîne une augmentation des cadres et une augmentation des chevaux.

a) *Augmentation des cadres.* — Le projet de loi, en remplaçant, pour les unités de chaque catégorie, les effectifs de la loi du 24 juillet 1909 par ceux de la loi du 7 août 1913, renforce les cadres subalternes de :

1 maréchal des logis par batterie d'artillerie lourde ou batterie de montagne de France.
3 maréchaux des logis par batterie de montagne d'Afrique.
De 1 à 3 maréchaux des logis par batterie à cheval.
2 maréchaux des logis par batterie à pied renforcée.
1 brigadier par batterie montée (France et Afrique) par batterie lourde, par batterie de montagne en France et par batterie à pied normale.
3 brigadiers par batterie de montagne d'Afrique et par batterie à pied renforcée.
2 ou 3 brigadiers par batterie à cheval.

On a tenu compte, pour ces renforcements, non seulement de l'accroissement d'effectif, mais aussi du service spécial à chaque unité : c'est ainsi que la batterie de montagne d'Afrique, qui doit souvent agir par sections isolées, est renforcée de 3 maréchaux des logis et 3 brigadiers.

b) *Augmentation des chevaux.* — Le projet de loi porte le nombre des animaux (chevaux ou mulets) :

De 57 à 89 dans la batterie montée normale ;
De 93 à 114 dans la batterie montée renforcée ;
De 60 à 89 dans la batterie d'artillerie lourde ;
De 84 à 104 dans la batterie de montagne de France ;
De 110 à 125 dans la batterie de montagne d'Afrique ;
De 103 ou 148 à 179 dans la batterie à cheval.

Ces augmentations s'expliquent d'elles-mêmes par les besoins de l'instruction du temps de paix et les nécessités de la mobilisation.

c) *Création de 14 batteries à cheval.* — Il a été reconnu que le groupe à cheval affecté à chaque division de cavalerie devait être porté de 2 à 3 batteries, amélioration qui est déjà réalisée dans plusieurs armées étrangères. D'autre part, la loi des cadres de la cavalerie du 31 mars 1913 a créé deux nouvelles divisions de cavalerie qui attendent encore leur artillerie.

Le projet de loi satisfait à ce double besoin par la création de 14 batteries à cheval : 8 sont destinées à renforcer les 8 groupes à cheval existants, 6 constitueront les deux nouveaux groupes nécessaires aux 9e et 10e divisions de cavalerie.

Il va de soi que cette réorganisation entraîne la création de deux états-majors de groupe à cheval, également prévus dans le projet de loi.

d) *Artillerie lourde.* — De plus en plus, dans les guerres récentes la tendance s'est fait jour

à utiliser dans les opérations de campagnes de véritables pièces de siège mobiles.

De même que dans la marine la lutte est éternelle entre le canon et la cuirasse, de même dans la guerre terrestre, l'art du canonnier se heurte constamment à celui de l'ingénieur. Encore ce dernier bénéficie-t-il de cet avantage que son rival est entravé, dans les perfectionnements à apporter à son armement, par des considérations de poids et de mobilité.

L'extrême puissance des matériels de campagne à tir rapide contre le personnel visible conduit inévitablement les combattants à l'utilisation maximum du terrain. D'autre part, les énormes effectifs des armées modernes et l'étendue considérable des champs de bataille de l'avenir ne permettent pas à l'un des partis, quel que soit l'esprit d'offensive qui l'anime, d'attaquer constamment et sur tous les points à la fois : sur certaines parties du champ de bataille, il devra, bon gré mal gré, conserver une attitude défensive, parfois pendant des journées entières. Pour compenser son infériorité numérique momentanée, il ne manquera pas d'appeler à son aide l'art du sapeur et d'organiser d'une manière extrêmement solide des points d'appui contre lesquels le canon de campagne de l'adversaire sera impuissant.

A Moukden, les Japonais étaient résolus à l'offensive; ils voulaient fermement prendre l'ennemi à la gorge et le terrasser. Mais pendant que leur 4e armée (général Noghi) réalisait peu à peu la conception du haut commandement en se portant sur le flanc droit de l'armée russe, mouvement enveloppant dont l'exécution dura plusieurs jours, les divisions japonaises qui soutenaient le combat de front eurent plusieurs fois à résister à de furieuses attaques; en attendant que les progrès du général Noghi leur permissent de passer à l'offensive générale, ils durent souvent se tenir sur la défensive et tirer du terrain tout le parti possible pour augmenter leur puissance de résistance.

Sur notre frontière du Nord-Est, l'occasion sera plus fréquente encore. Non seulement, d'un côté comme de l'autre, les positions utilisables pour une défensive momentanée sont connues et leur organisation est prévue, mais les principales sont renforcées à l'avance au moyen de la fortification permanente. Contre de telles positions, l'artillerie de campagne est insuffisante : il faut des pièces de fort calibre, à longue portée, d'autres capables de faire du tir plongeant et de lancer un projectile à grande capacité intérieure.

Comme l'armée allemande, nous avons de telles pièces, mais tandis que la dotation de leurs grandes unités est considérable, nous ne disposons actuellement que de 30 batteries, en tout, savoir 21 batteries de 155 CTR (matériel Rimailho) et les 9 batteries du 4e régiment à pied spécialisées pour la guerre de campagne.

Le projet de loi porte ce nombre à 58, par la création des 15 batteries annoncées dans la loi du 7 août 1913 et par la transformation de 13 batteries de côte.

Mais il ne suffit pas de créer des batteries, il faut les grouper; c'est pourquoi le projet de loi répartit ces 58 batteries en 5 régiments d'artillerie lourde (4 à 12 batteries, 1 à 10 batteries), qui exigent la création de trois états-majors, les deux autres provenant de la transformation des 2e et 4e régiments à pied.

Le nombre des régiments d'artillerie à pied se trouve de ce fait réduit de 11 à 9. Comme on prévoit la possibilité de réduire encore le nombre de ces régiments par la suppression de certaines unités affectées à la défense des côtes, comme d'autre part, les besoins de l'armée en artillerie lourde mobile ne peuvent aller qu'en augmentant, et pour éviter d'avoir à changer constamment la législation en vigueur, le projet de loi prévoit à juste titre que des régiments à pied pourront être transformés en régiments d'artillerie lourde par décret.

Comme conséquence immédiate de la création des 5 régiments précités, le nombre des sections d'ouvriers du type D est porté de 64 à 69, afin de doter d'une section de ce type chacun des nouveaux régiments.

CHAPITRE III

Génie.

L'organisation actuelle du génie remonte à la loi du 13 mars 1875, modifiée par plusieurs lois ultérieures, dont les principales sont celles du 11 juillet 1889;

Du 29 juin 1894;
Du 24 juillet 1900;
Du 9 décembre 1900;
Du 29 mars 1912;
Du 30 mars 1912.

Chacune de ces lois visait un des services particuliers incombant au génie (chemins de fer, télégraphie, aérostation, etc.) mais aucune n'envisageait le problème de l'organisation du génie dans son ensemble, et, encore aujourd'hui, la loi du 13 mars 1875, en dépit d'incessantes modifications, subsiste dans quelques-unes de ses parties.

Ce n'est pas qu'on n'ait tenté, à plusieurs reprises, de sortir de cette législation boiteuse et d'une réglementation inextricable.

En 1907, M. le général Picquart, ministre de la guerre, avait fait préparer un projet de loi des cadres concernant toutes les armes. Si ce projet avait pu être adopté, la loi du 13 mars 1875 eut été abrogée et remplacée par une loi nouvelle, réglant comme elle l'organisation générale de l'armée, mais en tenant compte de tous les progrès réalisés depuis trente ans. Le génie, en particulier, aurait reçu un statut nouveau en harmonie, d'une part avec celui des autres armes, et d'autre part avec le développement considérable que les circonstances lui avaient fait prendre.

La nécessité d'augmenter sans délai notre artillerie nous a conduits à disloquer ce projet pour soumettre aux délibérations du Parlement un nouveau projet de loi concernant seulement l'artillerie; c'est ce dernier projet qui est devenu la loi du 24 juillet 1909.

Dès lors, toute idée d'ensemble fut abandonnée; à l'exemple de l'artillerie, chaque arme élabora séparément son statut, et se hâta de le soumettre à l'approbation du Parlement. C'est ainsi que l'infanterie et la cavalerie ont reçu le leur, par les lois du 23 décembre 1912 et du 31 mars 1913.

Le projet relatif au génie fut déposé à la Chambre une première fois en 1909, une deuxième en 1910 à la législature suivante. Il fut rapporté par M. Lebrun, le 16 juin 1911, mais avant que ce projet ait pu venir en discussion, le Gouvernement demanda successivement, au début de 1912, la disjonction des parties du projet concernant l'aéronautique et la télégraphie.

La loi du 29 mars 1912 a transformé de façon définitive les anciennes troupes d'aérostation du génie, et créé une arme nouvelle, l'aéronautique militaire.

La loi du 30 mars 1912 a réorganisé et sérieusement augmenté les troupes du génie affectées à la télégraphie militaire.

Le projet de loi des cadres du génie, ainsi allégé, a été rapporté de nouveau par M. Bénazet, député, le 10 juin 1912. Mais la Chambre ne l'avait pas encore discuté, que la loi du 7 août 1913 venait le rendre caduc, en transformant complètement le problème par suite de l'augmentation considérable donnée aux effectifs du temps de paix.

Le retard apporté au vote de la loi des cadres du génie se trouve donc être plutôt salutaire, puisqu'il permet de réaliser dans le présent projet de loi les trois conditions qu'on s'était déjà proposé de remplir en 1907, savoir :

1° Abroger toutes les dispositions législatives antérieures;

2° Satisfaire aux besoins nouveaux;

3° Mettre en harmonie le statut du génie avec celui des autres armes.

C'est en suivant ce plan que nous nous proposons d'examiner les articles 10 et 11 du projet de loi, qui constituent à proprement parler la nouvelle loi des cadres du génie.

A. — La situation actuelle.

La situation actuelle, telle qu'elle résulte des lois citées au début de ce chapitre et des décrets qui les ont complétées, est la suivante :

Les troupes du génie organisées en 8 régiments (28 bataillons) comprennent des sapeurs mineurs de campagne, des sapeurs mineurs de place, des sapeurs de chemins de fer, des sapeurs télégraphistes et des sapeurs conducteurs.

Les sapeurs mineurs de campagne forment 59 compagnies en France et 7 en Afrique du Nord.

Les sapeurs-mineurs de place forment 9 compagnies en France et une en Afrique du Nord;

Les sapeurs de chemins de fer forment 12 compagnies en France (dont 2 ont été envoyées au Maroc) et une en Afrique du Nord;

Les sapeurs télégraphistes forment 13 compagnies (dont 1 affectée à la T. S. F.) en France, et 3 (dont 1 affectée à la T. S. F.), en Afrique du Nord;

Les sapeurs conducteurs forment 8 compagnies en France et des détachements en Afrique du Nord.

Les troupes du génie comprennent, en outre, des détachements de groupe alpin, des détachements de sapeurs cyclistes, des sapeurs colombophiles et des sapeurs télégraphistes chargés d'assurer le service des réseaux des places fortes et des réseaux de l'Afrique du Nord, dont le nombre est déterminé par le ministre d'après les besoins.

Enfin le génie possède un état-major particulier très important dont l'effectif budgétaire s'élève à :

30 colonels;
30 lieutenants-colonels;
117 chefs de bataillon;
281 capitaines;
550 officiers d'administration;
6 ouvriers d'état;
292 adjudants d'administration.

B. — L'organisation nouvelle.

La loi du 7 août 1913 contenait des indications très précises pour la réorganisation du génie.

Elle déterminait d'une part l'effectif minimum des unités de chaque spécialité, y compris celui de la section de projecteurs qui n'existait pas encore.

Elle annonçait d'autre part la création des unités suivantes :

7 compagnies de pontonniers.
14 compagnies de sapeurs mineurs (dont 6 de place et 3 d'Algérie-Tunisie).
6 compagnies de chemins de fer;
2 compagnies de sapeurs radiotélégraphistes.
22 sections de projecteurs.
7 compagnies de sapeurs conducteurs (dont 2 en Algérie-Tunisie).

Le projet de loi devait donc se préoccuper, en premier lieu, d'assurer un encadrement convenable aux nouveaux effectifs légaux, en second lieu de réaliser les créations nouvelles reconnues indispensables.

a) Cadres. — L'encadrement des unités du génie était à remanier complètement, en raison de l'ancienneté des textes législatifs qui le réglaient. Pour les compagnies de sapeurs mineurs qui font en temps de paix un service comparable à celui des compagnies d'infanterie et dont l'effectif est identique, on a adopté le même encadrement : 9 sergents et 9 caporaux pour la compagnie à 140 hommes; 11 sergents et 12 caporaux pour la compagnie à 200 hommes.

La compagnie de sapeurs de chemins de fer, qui compte également 200 hommes, aura, elle aussi, 11 sergents et 12 caporaux.

L'encadrement actuel de la compagnie de sapeurs télégraphistes est de date récente (30 mars 1912); il n'y a donc pas lieu de la modifier.

Celui de la compagnie affectée à la T. S. F. est très sensiblement diminué par le projet de loi; par contre, l'encadrement de la compagnie similaire de l'Afrique du Nord, qui est portée de 112 à 220 hommes, est élevé en conséquence.

La section de projecteurs dont l'effectif est fixé à 50 hommes par la loi de recrutement, recevra 2 sergents et 2 caporaux.

La compagnie de sapeurs conducteurs présente actuellement un type unique, à 4 officiers et 101 hommes (dont 4 maréchaux des logis et 8 brigadiers). La loi de recrutement prévoit deux types; le type A à 130 hommes recevra 3 officiers, 8 maréchaux des logis et 9 brigadiers; le type B, à 90 hommes, n'aura que 2 officiers, 5 maréchaux des logis et 7 brigadiers.

b) *Unités nouvelles.* — Le projet de loi crée toutes les unités annoncées lors de la discussion de la loi de recrutement, sauf une compagnie de sapeurs radiotélégraphistes et une compagnie de sapeurs conducteurs.

Ces créations se justifient aisément :

1° Il faut 64 compagnies de sapeurs mineurs de campagne pour doter uniformément, à la

mobilisation, chaque corps d'armée et chaque division d'une compagnie du génie. D'où 5 compagnies à créer.

2° En raison du rôle capital joué par les sapeurs dans la défense et l'attaque des places, on a jugé nécessaire de renforcer notre organisation actuelle, en portant à 15 le nombre des compagnies de place. Les 6 nouvelles compagnies sont destinées aux places de Maubeuge, Verdun, Toul, Epinal, Belfort et Nice.

3° Les 3 nouvelles compagnies prévues par le projet de loi pour l'Algérie-Tunisie doivent remplacer les unités de même nature envoyées au Maroc : du fait de cet envoi, nous n'avons plus que 4 compagnies en Algérie-Tunisie et il en faut 7 pour assurer les besoins de la mobilisation.

4° Les 7 compagnies de pontonniers constitueront des unités spécialisées dans le service de pontage sur les fleuves à courant rapide et destinées, soit à venir renforcer l'action des compagnies de sapeurs mineurs du corps d'armée pour l'emploi des équipages de pont actuellement réglementaires, soit à assurer l'établissement d'équipages de ponts spéciaux pour le franchissement des grands fleuves.

5° Etant donné l'effectif élevé (220 hommes) fixé par la loi de recrutement pour la compagnie de radiotélégraphistes, une seule compagnie nouvelle est nécessaire, au lieu des deux qui avaient été prévues antérieurement. Le nombre des unités de cette catégorie sera donc arrêté à 2 pour la France et 1 pour l'Afrique du Nord.

6° En raison de l'importance croissante prise par les voies ferrées dans la conduite des armées modernes, on a reconnu nécessaire d'augmenter les unités de sapeurs de chemins de fer en portant le 5e régiment du génie de 3 à 4 bataillons, de manière à disposer de 16 compagnies. Or, nous n'en avons aujourd'hui que dix disponibles, puisque deux compagnies ont été envoyées au Maroc d'où on ne saurait songer à les faire revenir, le rail constituant là-bas notre meilleur instrument de pénétration : d'où la création nécessaire de 6 compagnies de sapeurs de chemins de fer.

7° Le projet de loi crée les 22 sections de projecteurs prévues par la loi du 9 août 1913. Une section sera affectée à chaque corps d'armée (21 y compris le corps colonial) et une section aux formations mobilisées d'Algérie-Tunisie.

8° Il entre un détachement de 40 sapeurs cyclistes dans la composition de chaque division de cavalerie. Nous avons maintenant 10 de ces divisions : or, quatre détachements de sapeurs cyclistes seulement existent aujourd'hui Ces quatre détachements n'ont d'ailleurs pas d'existence légale et sont simplement prélevés sur les unités de sapeurs mineurs. Le projet de loi régularise cet état de choses en prévoyant 10 détachements comprenant chacun 1 officier et 40 hommes (dont 3 sergents et 4 caporaux).

9° Il en est de même des détachements du groupe alpin actuellement au nombre de 12. Le projet de loi leur donne une existence légale en fixant leur effectif à 10 hommes, dont 1 sergent et 1 caporal.

10° Comme conséquence immédiate des créations prévues par la loi du 7 août 1913, un nouveau groupement des unités du génie s'impose.

Le projet de loi adopté par la Chambre crée en France trois nouveaux régiments à deux bataillons et deux bataillons formant corps.

En ce qui concerne ces deux derniers bataillons (un bataillon de campagne à Besançon et un bataillon de place à Belfort) aucune objection ne se pose.

Mais on peut se demander s'il en est de même des trois régiments précités et si, au lieu de créer des régiments, il ne conviendrait pas de supprimer les six régiments de sapeurs mineurs existant, en rendant les bataillons autonomes. Chaque bataillon de sapeurs mineurs de campagne est en effet affecté dès le temps de paix à un corps d'armée dont il porte le numéro. N'y aurait-il pas intérêt à disperser tous ces bataillons en plaçant chacun d'eux sur le territoire de son corps d'armée d'affectation, au lieu de les grouper en régiments qui doivent se dissocier le jour de la mobilisation ?

En principe, la question doit être résolue par l'affirmative ; mais en fait, un semblable bouleversement dans la répartition des garnisons du génie entraînerait des conséquences budgétaires hors de proportion avec le résultat cherché.

Il convient en effet de remarquer que dix corps d'armée ont déjà leur bataillon du génie sur leur territoire (1er, 6e, 7e, 9e, 14e, 15e, 16e, 19e, 20e et 21e. Les onze autres l'ont à une distance variable : le 2e et le 3e à Arras, le 4e et le 5e à Versailles, le 8e à Grenoble, le 10e et le 11e à Angers, le 12e et le 13e à Avignon, le 17e et le 18e à Montpellier.

Le résultat cherché est donc déjà atteint pour la moitié des corps d'armée. D'autre part, la dislocation des six régiments actuels ferait perdre le bénéfice des aménagements considérables (polygones, magasins, etc...) qui existent aujourd'hui dans les garnisons d'Arras, Versailles, Angers, Avignon, Grenoble et Montpellier ; il faudrait tout recommencer sur de nouveaux frais pour onze nouvelles garnisons. Enfin l'instruction très technique, spéciale aux troupes du génie, est bien mieux assurée dans un régiment groupé que dans des bataillons dispersés.

Il paraît donc plus sage de conserver l'organisation actuelle. Quant aux trois nouveaux régiments, leur utilité s'explique aisément : dans chacune des trois places de Verdun, Toul et Epinal, se trouvent en garnison simultanément un bataillon de place et un bataillon de campagne (les bataillons respectifs des 6e, 20e et 21e corps) ; ces deux bataillons ont même casernement, même polygone, mêmes ateliers ; il est à la fois logique et économique de les grouper sous un commandement unique. La même mesure aurait été réalisée au 7e corps, par la création d'un quatrième régiment à deux bataillons si ces deux bataillons s'étaient trouvés réunis dans la même garnison : mais le bataillon de campagne étant à Besançon et le bataillon de place à Belfort, on a laissé ces deux bataillons autonomes.

Enfin le projet de loi groupe les unités du génie stationnées dans l'Afrique du Nord en quatre bataillons au lieu d'un : le nombre de ces unités (20) et le partage du haut commandement entre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc oriental et le Maroc occidental, justifient suffisamment cette mesure :

11° Cette nouvelle organisation entraîne la création, en France, de quatre compagnies de sapeurs conducteurs du type faible, pour les trois nouveaux régiments et le bataillon de campagne de Besançon. Les bataillons de place n'ont pas de sapeurs conducteurs.

En outre les détachements de sapeurs-conducteurs actuellement en Algérie seront groupés en une compagnie du type fort ; ceux stationnés en Tunisie formeront une compagnie du type faible.

D'où création de 6 compagnies de sapeurs conducteurs, au lieu de sept prévues l'an dernier.

C. — Mise en harmonie du statut du Génie avec celui des autres armes.

a) Comme il a été fait antérieurement pour l'artillerie, le projet de loi supprime les capitaines en second. En fait, ces officiers ne faisaient jamais le service pour lequel ils avaient été prévus : ils étaient détachés, soit aux services généraux du corps, soit dans les établissements et chefferies.

Il a donc paru à la fois plus logique et plus sincère de supprimer d'une part les capitaines en second des unités, et d'autre part d'augmenter le nombre des capitaines de l'état-major particulier et de créer à l'état-major du régiment les emplois de capitaines nécessaires (adjudants-majors, capitaine chargé de la mobilisation, capitaine chargé du matériel technique).

b) C'est ainsi qu'au lieu de :

30 colonels ;
30 lieutenants-colonels ;
117 chefs de bataillon ;
281 capitaines,

l'état-major comprendra :

31 colonels ;
31 lieutenants-colonels ;
115 chefs de bataillon ;
330 capitaines.

Le projet de loi déposé par le Gouvernement prévoyait une diminution de 40 officiers d'administration ; le nombre de ces derniers passait de 550 à 510, savoir :

30 officiers d'administration principaux ;
210 officiers d'administration de 1re classe ;
270 officiers d'administration de 2e et 3e classe.

Dans sa séance du 12 mars, la Chambre a adopté sans débat un amendement de M. Thalamas, qui, tout en conservant le chiffre de 510 officiers d'administration, les répartit comme suit :

36 officiers d'administration principaux ;
214 officiers d'administration de 1re classe ;
260 officiers d'administration de 2e et 3e classe.

Cet amendement avait pour but d'assurer aux officiers d'administration du génie une péréquation des grades analogue à celle des officiers d'administration de l'artillerie.

Pour compenser la réduction du nombre des officiers d'administration du génie, le projet de loi augmente sensiblement celui des adjudants d'administration qui passe de 292 à 326 et celui des ouvriers d'état qui passe de 6 à 24. Cette augmentation permettra de leur confier certains emplois subalternes tenus jusqu'alors par des officiers d'administration.

c) Les sections hors rang des régiments et bataillons formant corps reçoivent une composition analogue à celle des unités hors rang des autres armes.

C'est ainsi qu'elles comprennent des adjudants-chefs d'état-major, à raison de 1 pour 2 compagnies, analogues aux adjudants-chefs du cadre complémentaire de l'infanterie et de la cavalerie, aux adjudants-chefs supplémentaires de l'artillerie, et destinés à remplacer dans les compagnies les lieutenants ou sous-lieutenants absents.

Les gradés de la section hors rang auront, comme leurs camarades des autres armes, la possibilité de recevoir de l'avancement tout en conservant leur emploi.

CHAPITRE IV

Le personnel.

I. — *Officiers.*

a) Armée active :

Le projet crée 524 (1) emplois d'officiers, ainsi répartis :

Infanterie	34
Cavalerie	30
Artillerie	305
Génie	155
Total	524

Sur ce total de 524 officiers, 115 sont affectés à des emplois administratifs, mais cette proportion serait bien réduite si on ajoutait les créations faites par décret, dans lesquelles tous les emplois d'officiers sont des emplois de combattants.

Le nombre total des officiers de l'armée métropolitaine s'élèvera à 30,884.

Incomplets en officiers.

Personne n'ignore que la plupart des armes ont actuellement des incomplets en officiers : cela a été dit et répété au moment de la discussion de la loi sur l'augmentation des soldes. On pouvait se demander s'il était prudent de créer les unités nouvelles prévues dans le présent projet avant d'avoir assuré le recrutement des officiers nécessaires pour les encadrer.

Il ne paraît donc pas inutile d'examiner de près cette question du recrutement des officiers.

Au lendemain du vote du projet de loi et après la création des unités nouvelles, les incomplets seront :

Infanterie.

10 colonels.
92 lieutenants-colonels.
56 chefs de bataillon.
248 capitaines.
1,648 lieutenants.

Cavalerie.

4 colonels.
4 lieutenants-colonels.
12 chefs d'escadron.
25 capitaines.
Excédent de 12 lieutenants.

(1) Ne sont pas comprises les créations faites par décret (4 bataillons de zouaves, 8 escadrons de chasseurs d'Afrique, 8 compagnies de chasseurs à pied, etc.).

Artillerie.

3 colonels.
3 lieutenants-colonels.
34 chefs d'escadron.
94 capitaines.
267 lieutenants.

Génie.

1 colonel.
4 lieutenants-colonels.
13 chefs de bataillon.
76 capitaines.
173 lieutenants.

Il est facile, par des nominations, de combler les vacances existant dans les grades de colonel, lieutenant-colonel, commandant et capitaine, en sorte que le déficit total, pour chaque arme, peut se ramener au seul grade de lieutenant.

Il ressort pour l'infanterie à.....	2.054
Il ressort pour la cavalerie à.....	33
Il ressort pour l'artillerie à.....	401
Il ressort pour le génie à.....	267

Dans toutes les armes, ces déficits proviennent moins des lois des cadres (abstraction faite de l'artillerie et du génie pour lesquelles le présent projet prévoit une augmentation sensible d'officiers) que des nominations insuffisantes faites pendant un assez grand nombre d'années et de la réduction des admissions dans les écoles militaires.

Pour l'infanterie, cette dernière réduction a été momentanément imposée par l'excédent de lieutenants et de sous-lieutenants qui s'est produit après la suppression des quatrièmes bataillons (loi du 21 mars 1897.)

Cette réduction des admissions dans les écoles militaires a été trop longtemps prolongée : elle a contribué à la diminution du nombre des candidats.

Des mesures ont été prises pour assurer dorénavant la fixité du nombre des nominations annuelles d'officiers. Le chiffre en est déterminé, pour chaque arme, en se basant d'une part, sur un séjour moyen de douze années dans ces deux grades. Des dispositions sont prévues pour que, au cas où la situation des cadres ne permettrait pas aux lieutenants de passer capitaines à dix ans de grade en moyenne, les éliminations nécessaires soient effectuées dans les grades de capitaines et au-dessus.

Ces règles seront appliquées à l'avenir : le nombre des admissions dans les écoles sera calculé en conséquence, et progressivement le déficit actuel disparaîtra.

Nous serons d'ailleurs, pour combler ce déficit, par l'application de la loi du 1er août 1913 et par l'extension du principe des stages renouvelables, qui permettent à un sous-lieutenant de réserve désireux de devenir officier de l'active, d'attendre sous les drapeaux l'âge légal de vingt-six ans.

Pour l'artillerie et le génie, la question est un peu plus complexe, en raison de la nécessité de recruter une notable partie des officiers dans les écoles techniques. La loi du 1er août 1913 permet d'ajouter au contingent fourni par l'Ecole polytechnique l'appoint provenant de l'Ecole centrale, de l'école des mines et de celle des ponts et chaussées. Mais si ce recrutement devenait insuffisant pour assurer, dans le chiffre constant des nominations annuelles d'officiers, une proportion convenable de jeunes gens ayant une solide culture scientifique, et cela est possible puisque la nouvelle loi de recrutement laisse aux polytechniciens la faculté de refuser la carrière militaire à leur sortie de l'école, il conviendrait d'envisager la création d'une école spéciale d'officiers d'artillerie et du génie pour compléter les ressources fournies par les écoles existantes.

b) Réserves.

Le fonctionnement de la loi du 7 août 1913 améliorera sensiblement le recrutement de nos officiers de réserve provenant soit des sous-officiers, soit des élèves officiers de réserve.

Les premiers auront fait au minimum trois ans de service actif (au lieu de deux), dont parfois deux ans comme sous-officiers, ils seront donc mieux confirmés et pourront faire dans la réserve de bons chefs de section.

Mais ce sont surtout les seconds qui gagneront en valeur, Comme autrefois, ils passeront leur première année de service à la caserne ; ils s'instruiront ensuite pendant un an (au lieu de six mois) dans une école d'élèves-officiers de réserve ; puis, au lieu d'être nommés sous-lieutenants dès leur sortie de ce cours, compléteront leur apprentissage en servant six mois comme aspirants dans les unités. L'ancien système donnait déjà de bons résultats ; il est permis d'affirmer que le nouveau en donnera d'excellents.

En élevant, s'il y a lieu, le chiffre des admissions aux écoles d'élèves officiers de réserve, nous pouvons compter sur un contingent annuel de 1.000 à 2,000 sous-lieutenants de réserve tels que l'armée allemande n'en possède pas.

II. — *Sous-officiers.*

Le projet crée 9.405 (1) emplois nouveaux de sous-officiers. Ils sont répartis de la façon suivante :

Infanterie.....	6.482
Cavalerie.....	841
Artillerie.....	1.116
Génie.....	966
Total.....	9.405

Sur ce total, 1.197 sous-officiers sont affectés à des emplois administratifs, mais l'observation faite ci-dessus pour les officiers s'applique aux sous-officiers.

Le nombre total des sous-officiers de l'armée métropolitaine atteindra 61,829.

Comparaison des sous-officiers en France et en Allemagne.

Après le vote du projet de loi, nous aurons en France, dans l'armée métropolitaine, 61,829 sous-officiers, auxquels il convient d'ajouter 4,414 caporaux ou brigadiers rengagés, qui sont comparables aux *unter offiziere* allemands, soit un total de 66,243.

Ce chiffre correspond à un effectif réalisé de 738,815 hommes de troupe.

En Allemagne, après réalisation totale de la loi du 30 juin 1913, l'armée comptera 834,000 hommes dont 112,000 sous-officiers.

La proportion ressort à 1 sur 11 hommes en France.

La proportion ressort à 1 sur 7 hommes en Allemagne.

Les Allemands ont donc une supériorité marquée, mais non écrasante. Cette supériorité disparaît à la mobilisation : nous trouvons dans les plus jeunes classes de réserve des gradés (sergents et caporaux, ayant plus de 2 ans de services) qui valent ceux de l'active, et nous en incorporons dans nos unités actives un nombre suffisant pour combler la différence. Les Allemands, dont tous les sous-officiers sont rengagés, ont peu de ressources en gradés dans leurs plus jeunes classes de réserve.

La supériorité de l'encadrement allemand n'existe donc en réalité que pour l'instruction du temps de paix. Encore convient-il de remarquer que le soldat français, généralement intelligent, alerte, débrouillard et porté à l'initiative, a besoin d'être encadré moins étroitement que le soldat allemand, lourd et passif. Cependant nous estimons qu'il y a lieu de faire effort dans l'avenir pour accroître en nombre et renforcer en instruction et en autorité le cadre de nos sous-officiers.

CHAPITRE V

Dispositions spéciales.

Indépendamment des dispositions qui résultent de l'application des lois des cadres antérieures ou qui sont la consequence directe de la nouvelle loi de recrutement, le projet de loi en prévoit quelques autres d'importance secondaire, mais qui répondent à des besoins reconnus et qu'on eût été coupable de négliger au moment du vote d'une loi qui doit constituer avec celle du 7 août 1913 le statut nouveau de notre armée.

Suivant la méthode que nous avons suivie, nous les examinerons par arme, ainsi que les motifs qui les justifient.

I. — *Infanterie.*

a) La loi du 23 décembre 1912 a supprimé les compagnies de dépôt des régiments de zouaves qui, stationnées en France, étaient chargées de préparer la mobilisation de leurs corps respectifs et de gérer les approvisionnements de toute nature nécessaires aux formations mobilisées.

Ce sont maintenant les bataillons détachés de chacun des quatre régiments de zouaves et stationnés, deux dans le gouvernement militaire de Paris et deux dans le gouvernement militaire de Lyon, qui devront jouer le rôle antérieurement dévolu aux compagnies de dépôt. Cette tâche, s'ajoutant à l'administration propre à un bataillon détaché, va surcharger le personnel des unités hors rang affecté aux quatre bataillons de zouaves de France. Il paraît donc nécessaire de renforcer ce personnel ; le projet prévoit pour chacun de ces quatre bataillons la création d'un emploi d'adjudant chef à la disposition de l'officier chargé du matériel, d'un emploi de sergent secrétaire du même officier, et d'un emploi de sergent garde-magasin.

b) Un amendement présenté par M. Girod, député, au cours de la séance de la Chambre du 12 mars, accepté par la commission et par le Gouvernement et adopté sans débat, vise à doter tous les bataillons formant corps (bataillons de chasseurs et bataillons d'infanterie légère d'Afrique) d'un sergent chargé de l'infirmerie, au lieu d'un caporal.

En outre, dans tous les corps (régiments ou bataillons) ce sergent chargé de l'infirmerie pourra, comme les sergents secrétaires des unités hors rang, devenir sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.

Des dispositions analogues ont été adoptées par la Chambre en ce qui concerne les autres armes (cavalerie, artillerie, génie, train des équipages).

Nous ne voyons pas d'objection à élever à l'encontre de la mesure adoptée par l'autre assemblée. Le sous-officier chargé de l'infirmerie doit être un gradé sérieux inspirant toute confiance : il est juste de lui faciliter l'avancement sur place accordé par les lois des cadres à certains de ses camarades de l'unité hors rang.

II. — *Cavalerie.*

a) Le nombre des maréchaux des logis de l'escadron de spahis avait été réduit par la loi du 31 mars 1913 à 9 (6 Européens et 3 indigènes). L'expérience a montré que cette mesure était regrettable : il faut au minimum un sous-officier indigène par peloton, soit 4 par escadron ; c'est l'interprète indispensable pour assurer la transmission exacte et la bonne exécution des ordres. Le projet de loi rétablit en conséquence . ce quatrième sous-officier indigène, en fixant à 10 le nombre des maréchaux des logis de l'escadron de spahis.

b) Le territoire de la métropole est actuellement divisé en deux circonscriptions de remonte seulement. Le projet de loi en crée une troisième, ce qui facilitera sensiblement l'exécution de ce service de la remonte, si important pour la cavalerie et l'artillerie. Cette réorganisation n'entraîne aucune dépense, le nombre des officiers de l'état-major particulier de la cavalerie n'étant pas augmenté.

c) Par analogie avec ce qui a été fait pour l'infanterie, le maréchal des logis chargé de l'infirmerie des hommes pourra recevoir de l'avancement en conservant son emploi.

Un emploi de brigadier chargé de l'infirmerie des hommes est créé au peloton hors rang du régiment de spahis qui ne possédait aucun gradé affecté à cette fonction.

III. — *Artillerie.*

a) Le personnel affecté à l'état-major particulier de l'artillerie n'est plus suffisant pour assurer le service des établissements qui est appelé à prendre une extension nouvelle, en raison de l'augmentation considérable des effectifs du temps de paix.

En outre, depuis 1909, des besoins nouveaux ont dû être assurés par l'état-major particulier, comme le contrôle des poudres, et ces besoins ne peuvent qu'augmenter dans l'avenir.

Pour y satisfaire, le projet de loi augmente l'état-major particulier de :

10 chefs d'escadron ;
30 capitaines ;
40 ouvriers d'état.

(1) Ne sont pas comprises les créations faites par décret (4 bataillons de zouaves, 8 escadrons de chasseurs d'Afrique, 8 compagnies de chasseurs à pied, etc...)

Cette augmentation est le seul moyen d'éviter que des officiers soient détachés des corps de troupe pour renforcer le personnel insuffisant des établissements, ce qui ne laisse pas de gêner sensiblement le service intérieur des corps et d'entraver la bonne marche de l'instruction.

b) La batterie de montagne d'Afrique comprend actuellement deux lieutenants ; or elle comporte trois sections de deux pièces chacune. Lorsque cette batterie doit prendre part à des opérations, comme cela se produit au Maroc, elle doit fréquemment se diviser par sections entre les petites colonnes qui sont employées dans la guerre d'Afrique. Il importe que chaque section ait pour chef un officier : le projet de loi prévoit donc la création d'un troisième lieutenant à chaque batterie de montagne d'Afrique.

c) Le projet de loi déposé par le Gouvernement le 6 février sur le bureau de la Chambre portait création, à l'état-major de chaque régiment d'artillerie d'un lieutenant ou sous-lieutenant dit « complémentaire ». Cet officier était destiné à suppléer dans leur service régimentaire les officier détachés.

L'état-major particulier de l'artillerie ne comprend, en effet, que des officiers supérieurs et des capitaines (sans parler des sous-lieutenants élèves à l'école d'application). Or un certain nombre de lieutenants doivent être détachés temporairement des corps de troupe pour des services spéciaux et manquent par suite à leur unité.

La commission de l'armée de la Chambre a estimé que c'était le rôle des adjudants-chefs de suppléer dans les batteries les officiers détachés : elle a supprimé en conséquence tous les lieutenants complémentaires.

La Chambre les a rétablis, dans sa séance du 12 mars, sur les observations de M. Méquillet qui a fait valoir à juste titre que si un adjudant-chef peut remplacer un lieutenant dans le commandement d'une section, on ne saurait lui confier le commandement de la batterie. Or une batterie montée de 75 m/m part en campagne normalement avec un seul lieutenant de l'active, destiné, non pas à commander une section, mais bien à remplacer le capitaine tué ou blessé ; si ce lieutenant fait défaut, ce n'est pas un adjudant-chef qui peut le suppléer.

d) Pour remplacer le lieutenant complémentaire, la commission de l'armée de la Chambre a proposé la création d'un cadre supplémentaire d'adjudants-chefs, à raison d'un par groupe. Ainsi un régiment divisionnaire à 9 batteries aura 3 adjudants-chefs supplémentaires, un régiment de corps à 12 batteries en aura 4.

Par contre, cette commission a supprimé la possibilité pour l'adjudant de casernement, l'adjudant adjoint au trésorier et l'adjudant chargé de l'armement et du harnachement de devenir adjudant-chef. Elle a estimé que c'est fausser l'esprit de la loi qui a créé l'emploi d'adjudant chef que d'en permettre l'accès aux sous-officiers comptables des unités hors rang. Suivant elle, l'adjudant-chef a été créé pour remplacer un sous-lieutenant dans la compagnie, l'escadron ou la batterie : c'est essentiellement un combattant. On ne doit pas considérer cet emploi comme un nouveau grade destiné à récompenser un vieux serviteur.

La Chambre a partagé cette manière de voir et bien qu'elle ait rétabli les lieutenants complémentaires, elle a maintenu les adjudants-chefs supplémentaires proposés par sa commission, afin de donner aux adjudants d'artillerie des possibilités d'avancement égales à celles de leurs camarades des autres armes. D'ailleurs, l'adjudant-chef supplémentaire de chaque groupe trouvera facilement son utilisation en remplaçant dans les batteries du groupe un officier absent (congé, permission, maladie, etc.).

e) Le projet de loi prévoit que certains régiments désignés par le ministre, pourront être dotés d'un adjudant supplémentaire. Ce sous-officier remplacera l'adjudant que certains corps détachent dans les parcs d'artillerie ou dans les commissions d'expérience.

f) Les fonctions de secrétaire de l'officier chargé du matériel et de garde-magasin sont actuellement remplies, dans les régiments de montagne, par un seul sous-officier. Le projet de loi affecte un sous-officier distinct à chacun de ces deux emplois, ainsi que cela existe dans les régiments de campagne.

g) Dans le même ordre d'idées, le projet de loi dote les régiments de montagne d'un maréchal des logis chef mécanicien qui leur faisait défaut.

h) En raison du rétablissement de l'enseignement de l'escrime dans toutes les armes, le projet de loi ajoute aux unités hors rang des régiments et groupes autonomes le personnel nécessaire à cet enseignement, savoir : 1 sous-officier et 1 brigadier par régiment, 1 brigadier par groupe autonome d'Afrique.

i) La loi du 24 juillet 1909 avait supprimé les chefs artificiers des régiments de campagne, au nombre de 40, qui étaient tous employés, dans les directions et écoles d'artillerie, au service des munitions ; ces sous-officiers assuraient, en outre, le recrutement des officiers d'administration chefs artificiers.

Leur nombre était, il est vrai, trop considérable, mais leur suppression totale a beaucoup gêné le service. Le projet de loi rétablit l'emploi de maréchal des logis chef artificier, mais dans les régiments à pied seulement ; ces sous-officiers seront, comme autrefois, affectés au service des munitions dans les parcs d'artillerie de place et de corps d'armée (nouvelle appellation des directions et écoles d'artillerie).

j) Comme il a été dit plus haut, l'amendement présenté par M. Girod et adopté par la Chambre donne au maréchal des logis chargé de l'infirmerie des hommes dans chaque corps la possibilité de recevoir de l'avancement en conservant son emploi.

k) Cet amendement ne fait d'ailleurs que compléter une disposition nouvelle du projet de loi, visant à assurer aux gradés des unités hors rang de l'artillerie des perspectives d'avancement égales à celles qui ont été données à leurs camarades de l'infanterie et de la cavalerie par les récentes lois des cadres de 1912 et 1913.

C'est ainsi que certains brigadiers du peloton hors rang peuvent devenir maréchaux des logis, certains sous-officiers peuvent être nommés chefs puis adjudants, tout en conservant le même emploi.

L'artillerie était jusqu'à présent désavantagée au point de vue de la péréquation des grades, en raison de l'ancienneté relative de sa loi des cadres : il n'est que juste de la mettre sur le même pied que les autres armes.

Le projet de loi dont nous venons de passer en revue les dispositions essentielles n'est certainement pas parfait, ni complet. Conséquence inévitable et immédiate de la loi du 7 août 1913, il a dû, comme celle-ci, être élaboré hâtivement, sous la pression des circonstances, afin de mettre en œuvre sans aucun délai les ressources fournies par la nouvelle loi de recrutement.

Dispositions complémentaires à prévoir.

Nous croyons utile, en terminant ce chapitre, de signaler au Parlement et au Gouvernement les principales lacunes que nous avons relevées dans le projet actuel, ainsi que les questions qu'il semble opportun de mettre à l'étude pour compléter l'œuvre de réorganisation militaire entreprise depuis un an :

Aéronautique. — La loi du 7 août 1913 annonçait certaines créations pour l'aéronautique : elles ne sont pas réalisées dans le projet de loi qui laisse de côté notre cinquième arme. Le retard sera heureusement de courte durée, car un projet de loi spécial, concernant l'aéronautique militaire, est prêt à être déposé.

Artillerie. — La création de cinq régiments d'artillerie lourde ne saurait être considérée que comme une première étape. Elle se réduit en effet à augmenter nos unités d'artillerie de 28 batteries, ce qui ne constitue pas un effort suffisant pour nous mettre sur un pied d'égalité avec les armées étrangères. Il n'était pas possible de faire plus aujourd'hui, pour des raisons d'ordre technique et d'ordre budgétaire, mais il faut dès maintenant prévoir l'augmentation progressive de l'artillerie lourde au fur et à mesure de la construction du matériel et des crédits accordés.

La commission de l'armée de la Chambre avait cru devoir proposer la suppression des lieutenants complémentaires demandés par le Gouvernement pour les régiments d'artillerie, à raison de un par régiment.

Nous croyons qu'elle a fait fausse route : l'artillerie manque de lieutenants et paye aujourd'hui cruellement l'erreur commise lors du vote de la loi du 24 juillet 1909. Par un souci exagéré d'assurer aux officiers d'artillerie un avancement convenable par une péréquation des grades appropriée, on a cru à cette époque devoir réduire le nombre des lieutenants, en supprimant notamment le 2e lieutenant d'une batterie de chaque groupe.

Ce fut un tort ; le Gouvernement l'a reconnu aujourd'hui, puisque, s'il maintient les errements actuels en ce qui concerne les lieutenants des batteries, il a du moins demandé la création des lieutenants complémentaires.

Fort heureusement la Chambre, en adoptant l'amendement de M. Méquillet, a rétabli les lieutenants complémentaires que sa commission avait voulu remplacer par des adjudants-chefs.

Votre commission estime qu'il faut persévérer dans cette voie, au fur et à mesure des ressources en officiers fournies tant par les écoles (polytechnique, Fontainebleau, centrale, mines, ponts et chaussées) que par le rang. Il conviendrait de créer le plus tôt possible un deuxième lieutenant complémentaire dans les régiments à 12 batteries, puis de revenir peu à peu au chiffre normal de deux lieutenants par batterie dont on n'aurait jamais dû s'écarter.

Nous pensons également qu'il faudra prochainement renforcer l'état-major particulier de l'artillerie, en chefs d'escadron et capitaines si l'on veut assurer d'une manière parfaite le service des établissements, et en particulier l'étude et la construction des matériels nouveaux. L'augmentation réalisée par le projet de loi (10 chefs d'escadron et 30 capitaines) est insuffisante : seules des considérations d'ordre budgétaire ont amené le Gouvernement à s'en contenter.

Génie. — La partie du projet concernant le génie, qui constituera la nouvelle loi des cadres de cette arme, se borne, nous l'avons vu, en maintenant l'organisation antérieure, à la mettre à hauteur des besoins nouveaux. Il importe en effet de donner tout de suite au génie les éléments qui lui sont nécessaires, et le seul moyen de faire vite est de conserver d'abord ce qui existe.

Mais il est permis d'envisager pour l'avenir des améliorations plus importantes, basées sur une conception plus juste et plus moderne du principe de la spécialisation.

Le 5e régiment du génie (chemin de fer) et le 8e (télégraphistes) sont chargés de services techniques qui n'ont aucun rapport avec ceux des sapeurs mineurs ou des pontonniers. Cependant un officier du génie peut aujourd'hui, soit par promotion, soit par simple mutation, passer avec grade quelconque aux 5e et 8e régiments, quoique n'ayant sur le service des chemins de fer ou celui de la télégraphie que d'assez vagues notions.

Les Allemands ont bien vu cet inconvénient quand ils ont spécialisé d'une part, leurs pionniers (sapeurs mineurs) et d'autre part, leurs troupes de communication (chemins de fer, télégraphie).

Sans vouloir copier par principe les dispositions en vigueur dans l'armée allemande, il faut reconnaître qu'en cette matière nos voisins ont vu juste ; avec les progrès de la science moderne, la spécialisation s'impose dans l'armée comme dans l'industrie.

Nous croyons devoir signaler au Gouvernement l'intérêt qui s'attache à faire pour les troupes de communication ce qui a été fait récemment pour l'aéronautique et nous espérons qu'un projet de loi ultérieur nous donnera satisfaction, en limitant les attributions du génie à celles qui lui incombaient autrefois, savoir le service des sapeurs-mineurs (de campagne et de place) et celui des pontonniers : les troupes de communication (chemins de fer et télégraphistes) formeraient une arme autonome, comme le train des équipages ou l'aéronautique.

IV. — *Secrétaires d'état-major et du recrutement. — Commis et ouvriers militaires d'administration. — Infirmiers militaires. — Sous-officiers topographes du service géographique.*

a) Pour des raisons de discipline, d'administration et d'économie, le projet de loi supprime toutes les sections de secrétaires d'état-major et du recrutement, sauf celle du gouvernement militaire de Paris, la seule où les secrétaires soient suffisamment réunis pour justifier l'existence d'une unité autonome.

Le personnel sera réparti en surnombre dans les différents corps de troupe où, en fait, il est

actuellement en subsistance. Toutefois, cette mesure ne saurait s'appliquer aux sous-officiers qui sont de véritables professionnels, concourant entre eux pour l'avancement et servant en général jusqu'à vingt-cinq ans de services : ce sont de précieux auxiliaires du commandement, choisis avec soin pour leurs capacités intellectuelles, leur zèle au travail et leur discrétion. Il est équitable de leur assurer des avantages de carrières spéciaux en les constituant en un corps autonome dans lequel la péréquation des grades sera particulièrement avantageuse.

La valeur de ce corps de sous-officiers en sera augmentée, et permettra de faire appel, dans une plus large mesure, aux hommes du service auxiliaire, qui, mieux encadrés, suffiront à tenir la plupart des emplois de secrétaires: les hommes du service armé ne seront désormais affectés à ces emplois que dans la mesure strictement imposée par les besoins de la mobilisation.

Sus l'initiative de sa commission de l'armée, la Chambre des députés a ajouté au tableau annexe fixant la composition de ce cadre permanent de sous-officiers l'indication de l'effectif global des hommes du service armé qui pourront être affectés à l'emploi de secrétaire d'état-major et du recrutement. Les chiffres fixés représentent l'effectif minimum : majorés de 6 p. 100, ils constituent l'effectif maximum.

Elle a jugé avec raison qu'en fusionnant les secrétaires (caporaux et soldats) avec les corps de troupe, il convenait d'assigner une limite légale au prélèvement opéré sur le contingent de l'armée active du temps de paix au profit des états-majors et des bureaux de recrutement.

b) Dans le même ordre d'idées la Chambre des députés, tout en maintenant l'organisation actuelle des sections de commis et ouvriers militaires d'administration, a voulu fixer l'effectif local (minimum et maximum) de cette catégorie d'employés, en ce qui concerne les hommes du service armé.

La proportion des gradés entrant dans la composition de cet effectif global a été déterminée en tenant compte, d'une part de ce qui existe actuellement, et d'autre part des besoins d'encadrement particuliers à chaque spécialité (commis aux écritures, ouvriers d'exploitation).

c) La même mesure a été prise à l'égard des sections d'infirmiers dont la loi fixera désormais l'effectif global (maximum et minimum) en hommes du service armé, et la proportion des gradés entrant dans cet effectif.

d) Le projet de loi crée un cadre autonome et permanent de 20 sous-officiers topographes du service géographique, nécessaires au bon fonctionnement de cet important service.

Jusqu'à maintenant, huit sous-officiers, seulement étaient détachés de leurs corps au service géographique de l'armée, sans aucune garantie d'avancement, ce qui les incitait à rentrer à leur unité, dès qu'ils avaient une ancienneté suffisante, afin de concourir pour les emplois d'adjudant et d'adjudant-chef. Or il y a tout intérêt à faire de ces sous-officiers des professionnels en raison de la nature même des services qu'ils sont appelés à rendre.

V. — *Aspirants.*

L'article 17 du projet de loi prévoit que les aspirants compteront comme hommes de troupe dans l'effectif légal des unités, mais qu'ils seront en surnombre de celui des sous-officiers.

Avant la loi du 7 août 1913 il n'y avait pas d'aspirants dans les corps de troupe : cette qualification était réservée aux élèves de certaines écoles.

L'article 14 de cette loi spécifiant que les élèves-officiers de réserve serviraient six mois comme aspirants dans leurs corps avant d'être promus sous-lieutenants de réserve, il a fallu prévoir l'existence de ces nouveaux sous-officiers dans les unités.

Issus des hommes du contingent, ils doivent évidemment compter dans l'effectif légal de leur unité, qui n'est d'ailleurs qu'un effectif minimum. Mais on ne saurait les comprendre dans le nombre de sous-officiers prévu pour chaque unité :

1° Parce que leur nombre est variable et dépend de celui des candidats qui se sont présentés et ont réussi au concours d'élève-officier de réserve ;

2° Parce qu'ils n'existeront que six mois par an ;

3° Parce qu'ils étaient appelés à devenir sous-lieutenants au bout de quelques mois, ils ne doivent pas être confinés dans les fonctions de sous-officier de section ou de peloton.

VI. — *Proportion des sous-officiers rengagés.*

En raison de l'augmentation de la durée du service dans l'armée active, il n'est plus aussi nécessaire qu'autrefois d'avoir une très forte proportion de sous-officiers rengagés. Il y a lieu au contraire de réserver un nombre important d'emplois de sous-officiers, dans toutes les armes, aux jeunes gens appelés qui présenteront les capacités intellectuelles et l'aptitude au commencement nécessaires ; ces derniers pourront, en trois années de service, devenir d'excellents sous-officiers et servir en cette qualité pendant une durée appréciable.

En outre, l'économie réalisée n'est pas négligeable, un sous-officier engagé coûtant sensiblement plus cher qu'un sous-officier non rengagé.

Le projet de loi fixe aux deux tiers de l'effectif, pour toutes les armes, la proportion des sous-officiers rengagés. Cette proportion était déjà admise pour l'infanterie par la loi du 23 décembre 1912, mais les autres armes avaient conservé la proportion des trois quarts prévue par l'article 59 de la loi du 21 mars 1905.

Pour ne pas entraver l'avancement des caporaux et brigadiers rengagés, une disposition spéciale permet de les nommer sous-officiers, en surplus des deux tiers de l'effectif, mais sans dépasser les trois quarts. Ils n'auront droit momentanément qu'à la solde du sous-officier, et devront attendre que des vacances se soient produites dans les cadres des sous-officiers rengagés pour jouir des autres avantages attribués à la fonction (primes, hautes payes, emplois civils).

Le projet de loi permet en outre d'admettre au rengagement la moitié (au lieu du quart) des brigadiers des groupes autonomes d'artillerie de campagne d'Afrique, ainsi qu'il était déjà prévu pour la cavalerie et l'artillerie à cheval.

Enfin, il détermine les corps dans lesquels, en raison de leur service spécial, le nombre des sous-officiers rengagés pourra atteindre la totalité de l'effectif.

Projet complémentaire.

Au cours des séances tenues par votre commission de l'armée, plusieurs de nos collègues ont signalé certaines lacunes qu'il eût été facile de combler dès maintenant par voie d'amendement. Sur les instances de M. le ministre de la guerre, et en raison de l'intérêt vital qui s'attache à la mise en vigueur immédiate de la nouvelle loi des cadres, votre commission a écarté toute modification, si minime fût-elle, au texte voté par l'autre Assemblée, et elle vous demande de sanctionner cette manière de voir, étant entendu, d'accord avec le Gouvernement, qu'un projet de loi ultérieur remédiera sans tarder aux imperfections signalées.

Les modifications qui semblent devoir être apportées prochainement au texte actuel sont les suivantes :

1° Le projet de loi n'a pas placé d'officier à la tête de la section de projecteurs dont l'effectif est cependant de 50 hommes. C'est une économie malheureuse, qui obligera à détacher des lieutenants des compagnies, car on ne saurait admettre que la section des projecteurs soit commandée en fait par un sous-officier ; 22 unités du génie seront donc privées d'un de leurs deux lieutenants, au grand détriment du service. Nous demandons qu'il soit remédié à cet état de choses, par la création d'un lieutenant au cadre de la section de projecteurs (tableau n° 4 de la série D) ;

2° Dans le même ordre d'idées, il convient d'attribuer un lieutenant supplémentaire aux régiments de cavalerie pourvus d'une section de mitrailleuses, afin d'éviter qu'un officier soit détaché de son escadron pour commander cette section, et de mettre également en surnombre les officiers télégraphistes.

Mais cette mesure ne suffira pas : le nombre des lieutenants prévus à l'état-major particulier de la cavalerie (tableau n° 5 annexé à la loi du 31 mars 1913) est notoirement trop faible (100 dont 70 sous-lieutenants élèves à Saumur).

Un grand nombre de lieutenants sont actuellement détachés de leur escadron (remonte, écoles, aéronautique, affaires indigènes) : ces officiers devraient compter à l'état-major particulier.

Votre commission émet donc le vœu que l'effectif de l'état-major particulier de la cavalerie soit majoré, en ce qui concerne les lieutenants.

3° Les tableaux n° 1, 2 et 2 *bis* de la série C prévoient à l'état-major de chaque régiment d'artillerie un capitaine chargé de la mobilisation, mais ne lui attribuent aucun secrétaire. Or cet officier a besoin d'un sous-officier et de deux canonniers qui devront donc, en l'état, être détachés des batteries.

Il convient d'ajouter ces trois emplois à l'effectif du peloton hors rang.

4° Chaque régiment d'artillerie à pied (tableau n° 1 de la série C) devrait être doté d'un maréchal des logis chef mécanicien et d'un maréchal des logis chef électricien.

Ces sous-officiers doubleront utilement, en temps de paix et en cas de siège, les officiers d'administration et les ouvriers d'état chargés du service des tourelles et de l'atelier de réparations photo-électriques.

5° Des différences regrettables existent dans les perspectives d'avancement réservées aux sous-officiers des unités hors rang, suivant les armes.

C'est ainsi que la loi des cadres de l'infanterie prévoit un lieutenant adjoint au trésorier, un adjudant-chef chargé du casernement et un adjudant-chef à la disposition du capitaine chargé du matériel ; le projet attribue les mêmes emplois au génie.

Le régiment de cavalerie a également un lieutenant adjoint au trésorier et un adjudant-chef de casernement.

Le régiment d'artillerie n'a qu'un adjudant de casernement et un adjudant adjoint au trésorier, plus un adjudant chargé de l'armement.

Ces différences s'expliquent aisément : dans l'infanterie et la cavalerie, le service du casernement était dirigé autrefois par l'officier porte-drapeau ou porte-étendard ; en supprimant cet officier, il était logique de le remplacer par un adjudant-chef. Dans l'artillerie, au contraire, le service du casernement et l'emploi d'adjoint au trésorier ont été attribués par la loi de 1909 à des adjudants, et le présent projet ne fait que maintenir le *statu quo*.

Toutefois, ces différences choquent l'équité. Puisqu'on fait aujourd'hui une loi des cadres unique dans le but d'harmoniser les statuts des différentes armes, il faut aller jusqu'au bout : à emploi équivalent, traitement égal.

Ce desideratum peut être réalisé de deux manières ; il faut, ou donner aux adjudants comptables de l'artillerie la possibilité de devenir adjudants-chefs en conservant leur emploi, comme leurs camarades des autres armes, ou l'enlever à ceux-ci.

Il semble plus rationnel et plus conforme à l'esprit de la loi qui a créé les adjudants-chefs d'adopter la deuxième solution et de réserver les galons d'adjudants-chefs aux combattants. Les adjudants comptables n'en auront pas moins la possibilité de devenir adjudants-chefs mais à condition d'en remplir les fonctions, c'est-à-dire de quitter leur emploi sédentaire pour reprendre du service actif dans les unités. Certains sous-officiers n'ont que trop de tendances à fuir la manœuvre et à se confiner dans les bureaux pour qu'il soit utile de donner par surcroît une « prime à l'embusqué ».

Nous demandons, en conséquence que, dans le projet de loi prochain, les sous-officiers chargés du casernement dans l'infanterie ; la cavalerie et le génie, ceux à la disposition du capitaine chargé du matériel dans l'infanterie et le génie et ceux adjoints au trésorier dans le génie, soient des adjudants et non des adjudants-chefs.

Différentes observations ont été présentées pour des modifications particulières : sous-officiers d'administration, tambours du génie, etc. Il est entendu que ces points seront étudiés dans le projet de révision que va proposer le ministre de la guerre.

Le train. — La question de la loi des cadres du train est à l'étude à l'état-major de l'armée. Mais elle n'est pas assez mûre pour être incorporée au projet de loi actuel ; en particulier la question du service automobile, qui doit être confié au train, retarde la solution. Il serait peu sage de faire une loi pour le train des équipages aujourd'hui, et d'être obligé de la modifier dans six mois.

D'ailleurs une loi des cadres ne fait que régler l'organisation du temps de paix; or, cette organisation a beaucoup moins d'importance pour le train que pour les autres armes. Le train n'a d'existence réelle, et surtout d'utilité, qu'à la mobilisation : c'est essentiellement une formation du temps de guerre.

Or les formations mobilisées ne relèvent pas de la loi; elles sont prévues et organisées dans leurs moindres détails par le plan de mobilisation. Quel que soit le nombre actuel des escadrons du train, toutes les grandes unités prévues au plan auront les détachements du train qui leur seront nécessaires.

TABLEAU

DES CRÉATIONS PRÉVUES PAR LE PRÉSENT PROJET

Infanterie.

Etats-majors de deux régiments de zouaves;
8 compagnies de chasseurs à pied (déjà prévues);
10 groupes cyclistes à 320 hommes (déjà prévus);
2 sergents, 1 caporal, par compagnie d'infanterie à 140 hommes;
1 sergent. 1 caporal, par compagnie de zouaves à 160 hommes;
3 sergents, 3 caporaux par compagnie d'infanterie à 200 hommes;
3 sergents par compagnie de chasseurs;
1 adjudant-chef, 2 sergents, par bataillon de zouaves de France;
3 sergents, 6 caporaux, par compagnie d'infanterie légère d'Afrique;
1 sergent chargé de l'infirmerie, par bataillon de chasseurs et bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Cavalerie.

2 régiments de cavalerie à 740 hommes et 770 chevaux.
1 adjudant-chef par régiment.
2 maréchaux des logis par escadron.
1 maréchal des logis indigène pas escadron de spahis.
1 brigadier chargé de l'infirmerie des hommes par régiment de spahis de 70 à 100 chevaux par régiment.

Artillerie.

3 états-majors de régiments d'artillerie lourde.
3 états-majors de groupe autonome d'Afrique.
2 états-majors de groupe à cheval.
15 batteries d'artillerie lourde.
2 batteries montées.
3 batteries de montagne.
14 batteries à cheval.
3 compagnies d'ouvriers.
5 sections d'ouvriers du type D.
10 chefs d'escadron à l'état-major particulier.
20 capitaines à l'état-major particulier.
40 ouvriers d'état à l'état-major particulier.
1 lieutenant complémentaire par régiment.
1 lieutenant par batterie de montagne d'Afrique.
1 adjudant-chef supplémentaire par groupe.
1 adjudant en surnombre à certains régiments.
1 sous-officier et 1 brigadier par régiment (personnel enseignant l'escrime).
1 brigadier par groupe autonome d'Afrique (personnel enseignant l'escrime).
1 maréchal des logis chef artificier par régiment à pied.
1 maréchal des logis chef mécanicien par régiment de montagne.
1 maréchal des logis garde magasin par régiment de montagne.
1 maréchal des logis par batterie d'artillerie lourde ou batterie de montagne de France.
3 maréchaux des logis, par batterie de montagne d'Afrique.
De 1 à 3 maréchaux des logis, par batterie à cheval.
2 maréchaux des logis, par batterie à pied renforcée;
1 brigadier par batterie montée (France et Afrique) par batterie lourde, par batterie de montagne de France et par batterie à pied normale;
3 brigadiers par batterie de montagne d'Afrique et par batterie à pied renforcée.
De 2 à 3 brigadiers par batterie à cheval.
32 chevaux dans la batterie montée normale.
16 chevaux dans la batterie montée renforcée.
29 chevaux dans la batterie d'artillerie lourde.
20 chevaux ou mulets dans la batterie de montagne de France.
15 chevaux ou mulets dans la batterie de montagne d'Afrique.
31 ou 76 chevaux dans la batterie à cheval.

Génie.

A. — *Créations.*

3 états-majors de régiment comptant moins de 9 compagnies.
5 états-majors de bataillon formant corps.
21 compagnies de sapeurs mineurs.
6 compagnies de sapeurs de chemins de fer.
1 compagnie de sapeurs radiotélégraphistes.
6 compagnies de sapeurs conducteurs.
22 sections de projecteurs.
10 détachements de sapeurs cyclistes.
12 détachements de groupe alpin.
3 capitaines adjudant-major à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 capitaine chargé de la mobilisation à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 capitaine chargé du matériel technique à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 adjudant-chef pour 2 compagnies à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 adjudant à la disposition du capitaine chargé du matériel à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
4 sergents secrétaires à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 sergent chargé de l'infirmerie à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
3 sergents par compagnie de sapeurs mineurs;
1 sergent par compagnie de sapeurs de chemins de fer.
1 capitaine à la compagnie de radiotélégraphistes de l'Afrique du Nord.
2 sergents à la compagnie de radiotélégraphistes de l'Afrique du Nord.
5 caporaux à la compagnie de radiotélégraphistes de l'Afrique du Nord.
1 ou 4 maréchaux des logis par compagnie de sapeurs conducteurs.
1 colonel à l'état-major particulier.
1 lieutenant-colonel à l'état-major particulier.
49 capitaines à l'état-major particulier.
18 ouvriers d'état à l'état-major particulier.
34 adjudants d'administration à l'état-major particulier.

B. — *Suppressions.*

3 ou 4 adjudants à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
2 ou 3 caporaux tambours à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 sergent-major à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 caporal d'infirmerie à l'état-major du régiment comptant au moins 9 compagnies.
1 capitaine, par compagnie de sapeurs mineurs, de sapeurs conducteurs, de sapeurs de chemins de fer.
1 capitaine à la compagnie de sapeurs radiotélégraphiques de France.
1 lieutenant à la compagnie de sapeurs radiotélégraphiques de France.
2 adjudants-chefs à la compagnie de sapeurs radiotélégraphiques de France.
7 adjudants à la compagnie de sapeurs radiotélégraphiques de France.
12 sergents à la compagnie da sapeurs radiotélégraphiques de France.
9 caporaux à la compagnie de sapeurs radiotélégraphiques de France.
3 caporaux, par compagnie de sapeurs mineurs normale.
2 caporaux, par compagnie de sapeurs de chemins de fer.
2 chefs de bataillon à l'état-major particulier.
40 officiers d'administration à l'état-major particulier.

Conclusions.

Lorsque le texte actuel aura été complété ou modifié conformément aux desiderata exprimés ci-dessus, nous ne devrons pas considérer la tâche comme terminée.

L'armée sera dotée, il est vrai, d'une loi de recrutement qui assure le plein de ses effectifs et d'une loi des cadres qui les organise de manière à en tirer le meilleur rendement. Les sacrifices consentis par le pays depuis un an n'auront donc pas été vains et nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

Mais à cet effort exceptionnel ne doit pas succéder une période de stagnation et d'inertie. Trop souvent, en France, nous nous sommes laissé endormir par les apparences pacifiques de la situation politique internationale, et nous avons cru pouvoir négliger nos armements : mais le réveil ne tardait guère, et des avertissements brutaux venaient nous contraindre à des mesures de fortune, généralement incomplètes et toujours onéreuses.

Nos voisins de l'Est nous donnent au contraire l'exemple de l'effort lent, patient, méthodique. L'armée allemande ne connaît pas les « à-coup » que la nôtre a subis depuis dix ans, et la puissance remarquable à laquelle elle est parvenue prouve suffisamment que cette méthode est la meilleure. N'oublions pas que c'est précisément cette puissance militaire qui permet à la diplomatie allemande de parler haut, au commerce allemand de triompher de la concurrence, à l'industrie allemande de se développer et de prospérer : en dépensant beaucoup pour leur armée, nos voisins n'ont pas cru faire un mauvais placement.

Avec une nouvelle loi de recrutement complétée par une nouvelle loi des cadres, l'armée française sera-t-elle réellement parvenue à son maximum de puissance? Nous ne le croyons pas, et nous nous en voudrions si, en terminant ce rapport, nous vous laissions l'impression qu'il n'y a plus rien à faire, que le dernier mot a été dit.

Il n'y a plus rien à faire, c'est entendu, en ce qui concerne les effectifs. Le chiffre de notre population ne nous permet pas d'augmenter encore notre armée du temps de paix et ne nous le permettra pas d'ici longtemps, puisque malheureusement il est stagnant. Nous ne pouvons pas rivaliser à coups d'hommes avec des nations comme l'Allemagne et la Russie, qui ont encore des disponibilités importantes et des réserves inemployées.

Au point de vue de l'organisation de nos différentes armes, il n'y a plus grand'chose à prévoir. Les unités essentielles sont créées par le présent projet. Nous avons indiqué plus haut que les modifications il y aurait lieu d'apporter dans l'avenir à l'organisation actuelle : elles sont peu nombreuses. Quelques corps spéciaux pourront encore recevoir une certaine extension; par exemple, les troupes d'aéronautique, les unités automobiles, l'artillerie lourde.

Mais ce qu'on peut et ce qu'on doit perfectionner, c'est l'emploi des différents éléments dont on dispose. Sans augmenter l'armée d'un seul homme, sans toucher à la loi des cadres, nous pouvons développer notre puissance militaire et accroître la valeur de l'outil, déjà si redoutable, que nous avons en main.

Il faut perfectionner les méthodes d'instruction, surtout en ce qui concerne l'instruction collective. Avec nos règlements actuels, l'instruction est donnée dans la compagnie, l'escadron, la batterie : le capitaine en est l'âme, et le chef de groupe n'intervient guère personnellement que lorsque cette instruction est terminée, pour diriger les exercices d'application qui occupent les quelques mois d'été. Rien de mieux pour l'instruction individuelle : le capitaine doit rester l'instructeur et l'éducateur de ses hommes. Mais on peut se demander si le chef de bataillon ou d'escadron ne devrait pas exercer une action plus directe et plus fréquente dès que l'instruction collective est commencée. Le bataillon y gagnerait sans doute en cohésion, et le bataillon, c'est l'unité tactique. Il ne nous appartient pas d'approfondir la question qui est du ressort des techniciens : nous voulons seulement indiquer qu'à notre avis, c'est dans cette voie qu'est le progrès.

Un outil, si perfectionné qu'il soit, ne vaut que par la main qui le dirige. Tous nos efforts pour augmenter simultanément le nombre et la valeur de nos unités seraient vains, si notre corps d'officiers n'était pas à hauteur de sa tâche. Ce corps vient de traverser, au cours des dernières années, une crise fort grave : la carrière militaire qui attirait autrefois l'élite de la jeunesse est tombée peu à peu dans une déconsidération regrettable. Une loi récente sur l'augmentation des soldes a eu pour objet de rehausser matériellement l'état de l'officier : d'autres lois ont multiplié les sources de recrutement auxquelles l'armée peut faire appel.

Mais ces mesures ne seront réellement efficaces que si on offre aux jeunes gens une carrière où, comme dans les carrières industrielles et commerciales, le succès est assuré à l'intelligence et au travail. Il faut éviter à nos officiers toute crise d'avancement, qui décourage les meilleures volontés et provoque les démissions. On a cherché parfois à régler l'avancement des officiers par les lois des cadres : ce fut une erreur. L'avancement doit être réglé par une loi spéciale, et avoir pour base une sélection d'autant plus rigoureuse que le grade est plus élevé : une élimination par le haut, raisonnable et méthodique, suffira, le cas échéant, à créer les vacances nécessaires.

Enfin, il est des améliorations qui n'exigent que de la volonté, de l'esprit de suite et des crédits. Les crédits, le pays ne les marchandera pas, car il y va de la sécurité nationale. Nous avons demandé tout à l'heure le perfectionnement de l'instruction collective : pour cela, il ne suffit pas de changer un règlement, il est nécessaire de donner aux grandes unités les moyens matériels de manœuvrer, au premier rang desquels il faut citer les camps d'instruction. Quelques efforts ont été faits dans cette voie, mais bien insuffisants : nous demandons que l'administration militaire persévère dans cette voie jusqu'à ce qu'on ait assuré à chacune de nos grandes unités la possibilité de se réunir chaque année, au cours de la belle saison, pour une période d'une durée suffisante, dans de véritables camps et non pas seulement sur des champs de tir.

Pour maintenir au complet nos approvisionnements de guerre, munitions, matériel roulant, harnachement, etc., il ne faut également que de la prévoyance et des crédits suffisants. Il importe qu'à tout moment l'armée ait sous la main tout ce dont elle a besoin pour partir en campagne et que nos grandes places de l'Est, qui peuvent être attaquées du jour au lendemain, soient toujours approvisionnées. Il n'est pas besoin d'insister sur les conséquences graves qu'entraînerait toute négligence, toute perte de temps : quelque parfaite que soit l'organisation de notre mobilisation, elle ne saurait remédier à une insuffisance du matériel de guerre.

Pour l'adoption du projet de loi que nous vous présentons aujourd'hui, complétant la loi du 7 août 1913, le Parlement aura fait, en ce qui le concerne, tout ce qu'il pouvait pour mettre notre organisme militaire à la hauteur des circonstances présentes. Il complètera son œuvre, le moment venu, en étudiant les dispositions de détail que le Gouvernement lui soumettra pour remédier aux défectuosités signalées, tant dans la loi de recrutement que dans la loi des cadres. Mais dès maintenant nous pouvons dire que l'essentiel est fait et que notre armée disposera des textes législatifs nécessaires pour poursuivre son silencieux et incessant labeur.

Pour qu'il n'y ait pas d'arrêt ni d'à-coup dans ce travail de notre armée, nous devons lui donner aujourd'hui même le statut qu'elle nous demande. C'est pourquoi votre commission, s'inspirant des conditions d'ordre supérieur et d'intérêt national, a voté intégralement le projet sorti des délibérations de la Chambre et vous prie de l'adopter, certaine que vous approuverez ses patriotiques intentions.

PROJET DE LOI

Infanterie.

Art. 1er. — Il est créé un 5e et un 6e régiment de zouaves dont la composition est fixée par le tableau n° 3 annexé à la loi du 23 décembre 1912 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'infanterie modifié conformément à l'article 3 ci-après.

Art. 2. — La proportion des bataillons de chasseurs alpins entrant dans la composition des 31 bataillons de chasseurs à pied prévus par la loi du 23 décembre 1912 est fixée par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.

Le nombre des compagnies de chaque bataillon de chasseurs est uniformément fixé à six. Dix bataillons désignés par le ministre comprennent, en outre, chacun un groupe cycliste de trois pelotons.

Art. 3. — Les tableaux nos 1, 2, 3 et 6 annexés à la loi du 23 décembre 1912 sont modifiés, en ce qui concerne la composition de la compagnie (troupe) sur le pied de paix, conformément aux tableaux 1, 2, 3 et 6 de la série A annexés à la présente loi.

Les tableaux nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 annexés à la loi du 23 décembre 1912 sont modifiés, en ce qui concerne la composition de l'unité hors rang, conformément aux tableaux nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la série A annexés à la présente loi.

Cavalerie.

Art. 4. — Le nombre des régiments de chasseurs d'Afrique est porté de quatre à six. La composition des deux nouveaux régiments est fixée par le tableau n° 1, annexé à la loi du 31 mars 1913, relative à la constitution des cadres et effectifs de la cavalerie, modifié conformément à l'article ci-après.

Art. 5. — 1° Le tableau n° 1 annexé à la loi du 31 mars 1913 est remplacé par le tableau n° 1 de la série B, annexé à la présente loi ;

2° Les tableaux nos 2, 3 et 4 annexés à la loi du 31 mars 1913 sont complétés suivant les indications des tableaux nos 2, 3 et 4 de la série B annexés à la présente loi.

Artillerie.

Art. 6. — Les 1er et 2e alinéas de l'article 1er de la loi du 24 juillet 1909 sont abrogés et remplacés par les suivants :

Les troupes d'artillerie comprennent :

9 régiments d'artillerie à pied stationnés en France ;

5 régiments d'artillerie lourde stationnés en France ;

62 régiments d'artillerie de campagne stationnés en France ;

2 régiments d'artillerie de montagne stationnés en France ;

10 groupes autonomes d'artillerie, dont 2 à pied et 8 de campagne et de montagne, stationnés dans l'Afrique du Nord.

Des régiments d'artillerie à pied peuvent être transformés en régiments d'artillerie lourde par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.

Les régiments et les groupes autonomes comprennent des batteries et, s'il y a lieu, des sections et des compagnies d'ouvriers d'artillerie.

Art. 7. — Le 4e alinéa de l'article 1er de la loi du 24 juillet 1909 est abrogé.

Art. 8. — Les tableaux annexes de la loi du 24 juillet 1909 sont abrogés et remplacés par les tableaux ci-annexés (série C).

Art. 9. — Les tableaux annexés à la loi du 15 décembre 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs du train des équipages militaires sont modifiés de la manière suivante : au-dessous du mot « vaguemestre », dans l'accolade des maréchaux des logis, sont ajoutés les mots : « chargé de l'infirmerie des hommes ».

Génie.

Art. 10. — Les troupes du génie se composent de :

81 compagnies de sapeurs de campagne dont 10 stationnées dans l'Afrique du Nord ;

16 compagnies de sapeurs de place dont 1 stationnée en Tunisie ;

19 compagnies de sapeurs de chemin de fer dont 3 stationnées dans l'Afrique du Nord ;

14 compagnies de sapeurs télégraphistes en France (dont 2 spécialisées à la radiotélégraphie) ;

3 compagnies de sapeurs télégraphistes dans l'Afrique du Nord, dont une spécialisée à la à la radiotélégraphie ;

Des sections de projecteurs ;

Des détachements de sapeurs de campagne affectés aux groupes alpins ;

Des détachements de sapeurs télégraphistes du réseau des places fortes de l'intérieur ;

Des détachements de sapeurs télégraphistes des réseaux de l'Afrique du Nord ;

Des détachements de sapeurs colombophiles ;

Des détachements de sapeurs cyclistes.

Art. 11. — En temps de paix, ces unités sont groupées en bataillons formant corps ou en régiments, à chacun desquels est attribuée une compagnie de sapeurs conducteurs de l'un des types déterminés par le tableau annexe n° 4 (série D). Toutefois, les bataillons de place n'ont pas de compagnie de sapeurs conducteurs.

Les compagnies de sapeurs de campagne et de place stationnées en France constituent neuf régiments et deux bataillons formant corps. Toutefois, certaines des compagnies enrégimentées pourront, par décret rendu sur la proposition des ministre de la guerre et des finances, être groupées, sur le territoire de leurs corps d'armée d'affectation, en bataillon formant corps ; il sera attribué à chaque bataillon ainsi constitué un état-major, une section hors rang et une compagnie de sapeurs conducteurs du type B dont le personnel sera prélevé sur les ressources des corps de troupe de l'arme.

Les emplois de colonel et de lieutenant-colonel qui pourraient être, du fait de la mesure susvisée, supprimés dans les corps de troupe, seront attribués à l'état-major particulier.

Les compagnies de sapeurs de chemins de fer stationnées en France constituent un régiment.

Les compagnies de sapeurs télégraphistes stationnées en France constituent un régiment.

Les compagnies de toutes catégories stationnées en Algérie constituent un bataillon formant corps.

Les compagnies de toutes catégories stationnées en Tunisie constituent un bataillon formant corps.

Les compagnies de toutes catégories stationnées au Maroc constituent deux bataillons formant corps.

La composition du cadre de ces corps de troupe sur le pied de paix, le nombre total et la nature de leurs unités, leurs effectifs normaux en simples soldats et le cadre de l'état-major particulier du génie sont fixés par les tableaux nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la série D annexés à la présente loi. Le nombre des unités de chaque catégorie et leur répartition entre les régiments et bataillons formant corps, ainsi que la composition de l'état-major particulier, celles des états-majors et sections hors rang des régiments et bataillons formant corps et celle des cadres des compagnies peuvent être modifiés par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances sous les réserves suivantes : le nombre des compagnies et l'effectif total du génie en officiers, gradés, sapeurs et chevaux, seront maintenus dans les limites des fixations résultant des tableaux annexés.

Toutefois, le nombre des compagnies stationnées dans l'Afrique du Nord pourra être augmenté et certaines de ces compagnies pourront être groupées en nouveaux bataillons formant corps par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances sans qu'il en résulte une diminution correspondante du nombre des compagnies ou bataillons stationnés en France, ni de l'effectif de ces dernières unités.

Secrétaires d'état-major et du recrutement.

Art. 12. — Dans les régions de corps d'armée et en Algérie-Tunisie, le personnel des caporaux et soldats secrétaires des états-majors et des bureaux de recrutement est réparti entre les corps de toutes armes où il compte en surnombre des effectifs. Dans le gouvernement militaire de Paris, ce personnel constitue une section de secrétaires d'état-major et du recrutement formant corps.

Art. 13. — Les secrétaires d'état-major et du recrutement se divisent en trois catégories :

1re catégorie, secrétaires d'état-major ;

2e catégorie, secrétaires du recrutement ;

3e catégorie, secrétaires des affaires indigènes (spéciale à l'Afrique du Nord).

La section du gouvernement militaire de Paris comprend, outre ses secrétaires, un cadre permanent.

Art. 14. — Il est créé un corps autonome de sous-officiers secrétaires d'état-major et du recrutement ayant la composition fixée au tableau de la série E annexé à la présente loi.

La répartition des sous-officiers secrétaires entre les divers états-majors, bureaux de recrutement et bureau des affaires indigènes est effectuée par le ministre de la guerre.

Sous-officiers topographes du service géographique.

Art. 15. — Il est créé, au service de l'armée, un cadre permanent de vingt sous-officiers topographes pouvant être tous rengagés.

Ces sous-officiers sont placés hors cadres.

Les sergents ou maréchaux des logis, les ser-

gent-majors ou maréchaux des logis chefs admis au cadre permanent pourront être nommés adjudants après huit ans passés dans le grade de sous-officier.

Le cinquième des emplois de sous-officiers du cadre permanent pourra être tenu par des adjudants-chefs.

Secrétaires d'état-major et du recrutement. — Commis et ouvriers militaires d'administration. — Infirmiers militaires.

Art. 16. — Les effectifs globaux en hommes du service armé :

a) Des secrétaires d'état-major et du recrutement ;

b) Des commis et ouvriers militaires d'administration ;

c) Des infirmiers militaires,

sont fixés par les tableaux nos 1, 2 et 3 de la série E annexés à la présente loi.

Corps de toutes armes.

Art. 17. — Les compagnies, escadrons et batteries pourront comprendre des aspirants en nombre variable suivant les besoins du service et les ressources du recrutement. Les aspirants comptent comme hommes de troupe dans l'effectif total des unités, tel qu'il est fixé par les lois des cadres et des effectifs ; ils sont en surplus du nombre des sous-officiers attribué par ces lois aux diverses unités.

Art. 18. — Le nombre des sous-officiers de chaque corps de troupe de l'armée métropolitaine restés sous les drapeaux au delà de la durée légale du service, en vertu d'un rengagement, est fixé aux deux tiers de l'effectif total des militaires de grade.

Toutefois, ce nombre pourra être porté aux trois quarts de cet effectif total par la nomination au grade de sous-officier de caporaux ou brigadier rengagés. Les sous-officiers ainsi promus recevront la solde afférente à leur emploi, mais continueront de n'avoir droit qu'aux avantages pécuniaires et aux emplois réservés attribués aux caporaux ou brigadiers rengagés. La moitié des vacances de sous-officiers rengagés leur sera réservée.

Le nombre des brigadiers rengagés est fixé à la moitié de l'effectif total dans la cavalerie, l'artillerie à cheval des divisions de cavalerie et les groupes autonomes d'artillerie de campagne d'Afrique ; celui des caporaux et brigadiers rengagés est fixé au quart de l'effectif total dans les autres armes.

Pour l'arme de la cavalerie, ne seront pas compris dans les deux tiers des rengagés les sous-officiers du peloton hors rang.

Dans le régiment de sapeurs-pompiers de Paris, les régiments de tirailleurs indigènes, les régiments étrangers, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, les régiments de spahis, le nombre des sous-officiers rengagés peut atteindre la totalité de l'effectif.

Toute disposition contraire est abrogée.

Série A.

TABLEAU N° 1. — *Composition d'un régiment d'infanterie à 3 ou 4 bataillons de 4 compagnies.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			
Sergents.....	.....	.....	(6) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.
Sergents..... Chargé de l'infirmerie (6).....	1	»	
.....	.....	.....	
b) *Une compagnie.*			(16) Les emplois de sergent fourrier de compagnie peuvent être tenus exceptionnellement par des caporaux fourriers.
Adjudant.....	1	»	(17) 11 dans les compagnies à effectif renforcé.
Sergent-major.....	1	»	(18) 12 dans les compagnies à effectif renforcé.
Sergent fourrier (16).....	1	»	(19) 172 dans les régiments à effectif renforcé.
Sergents (17).....	9	»	(20) 200 dans les régiments à effectif renforcé.
Caporaux (18).....	9	»	
Clairons ou tambours.....	2	»	
Soldats dont 8 sapeurs-pionniers) (19).....	117	»	Chaque compagnie peut recevoir, en sus de cet effectif, des hommes du service auxiliaire en nombre variable suivant les ressources du recrutement.
Total.....	(20) 140	»	

TABLEAU N° 2. — *Composition d'un bataillon de chasseurs à pied à 6 compagnies et éventuellement un groupe cycliste à 3 pelotons.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Section hors rang.*			
.....	.....	.....	(7) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier, et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.
Sergents..... Vaguemestre.....	1	»	
Sergents..... Chargé de l'infirmerie (7).....	1	»	
Caporaux..... Armurier (8).....	1	»	
Caporaux..... Secrétaire du major.....	1	»	
Caporaux..... Secrétaire du trésorier.....	1	»	
Caporaux..... Clairon.....	1	»	(8) Peut être sergent (proportion à fixer par le ministre).
Caporaux..... Chargé des équipages.....	1	»	
Caporaux..... Maître-ouvrier tailleur (9).....	1	»	
Caporaux..... Maître-ouvrier cordonnier (9).....	1	»	
.....	.....	.....	(9) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de sergent, lorsqu'il a accompli, comme caporal, le temps de service exigé par la loi.
b) *Une compagnie.*			
Adjudant.....	1	»	
Sergent-major.....	1	»	
Sergent fourrier (13).....	1	»	(13) Les emplois de sergent fourrier de compagnie peuvent être tenus exceptionnellement par des caporaux fourriers.
Sergents.....	11	»	
Caporaux.....	12	»	
Clairons.....	4	»	
Chasseurs (dont 8 sapeurs-pionniers).....	170	»	
Total.....	200	»	

TABLEAU N° 3. — *Composition d'un régiment de zouaves à nombre variable de bataillons de 4 compagnies.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			(6) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.
Adjudant-chef à la disposition du capitaine chargé du matériel (18)	1	»	(16) La compagnie de zouaves stationnée en France a exactement la composition donnée au tableau n° 1 ci-dessus pour la compagnie d'infanterie à effectif non renforcé.
Sergent, secrétaire du capitaine chargé du matériel (6) (18)	1	»	La compagnie de zouaves renforcée (Maroc) a la composition fixée par le même tableau n° 1 pour la compagnie d'infanterie des régiments à effectif renforcé.
Sergent garde-magasin (6) (18)	1	»	
Sergent chargé de l'infirmerie (6)	1	»	
b) *Une compagnie* (16).			Chaque compagnie de zouaves stationnée en France ou dans l'Afrique du Nord peut recevoir, en sus de l'effectif, des hommes du service auxiliaire en nombre variable suivant les ressources du recrutement.
Adjudant	1	»	
Sergent-major	1	»	
Sergent fourrier (17)	1	»	(17) Les emplois de sergent fourrier de compagnie peuvent être tenus exceptionnellement par des caporaux fourriers.
Sergents	9	»	
Caporaux	10	»	
Tambours et clairons	2	»	
Soldats (dont 8 sapeurs-pionniers)	136	»	(18) 2 dans les 4 premiers régiments, dont l'un détaché au bataillon de France.
Total	160	»	

TABLEAU N° 4. — *Composition d'un régiment de tirailleurs indigènes à nombre variable de bataillons de 4 compagnies, plus une compagnie de dépôt.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			
Sergent chargé de l'infirmerie (7)	1	»	(7) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.

TABLEAU N° 5. — *Composition d'un régiment étranger à nombre variable de bataillons de 4 compagnies normales et à nombre variable de compagnies montées et de sections de mitrailleuses, plus 2 compagnies de dépôt, un petit dépôt et une compagnie hors rang.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			
Sergent chargé de l'infirmerie (10)	1	»	(10) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.

TABLEAU N° 6. — *Composition d'un bataillon d'infanterie légère d'Afrique à nombre variable de compagnies.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			
.....	.....	.....	(6) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.
Sergents..... Vaguemestre.....	1	»	
Sergents..... Chargé de l'infirmerie (6).....	1	»	
Caporaux..... Armurier (7).....	1	»	(7) Peut être sergent (proportion à fixer par le ministre).
Caporaux..... Secrétaire du major.....	1	»	
Caporaux..... Secrétaire du trésorier.....	1	»	
Caporaux..... Clairon.....	1	»	(8) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de sergent, lorsqu'il a accompli, comme caporal, le temps de service exigé par la loi.
Caporaux..... Chargé des équipages.....	1	»	
Caporaux..... Maître ouvrier tailleur (8).....	1	»	
Caporaux..... Maître ouvrier cordonnier (8).....	1	»	
.....	.....	.....	(11) L'emploi de sergent fourrier de compagnie peut être exceptionnellement tenu par un caporal fourrier.
b) *Une compagnie.*			
Adjudant.....	1	»	(12) Ces chiffres servent de base aux prévisions budgétaires. Les commandants de bataillon peuvent modifier la répartition des sergents et des caporaux entre les compagnies suivant les besoins du service et les instructions ministérielles.
Sergent-major.....	1	»	
Sergent fourrier (11).....	1	»	
Sergents (12).....	12	»	
Caporaux (12).....	12	»	
Clairons.....	3	»	
Soldats (dont 8 sapeurs pionniers).....	Effectif indéterminé.	»	

TABLEAU N° 7. — *Composition du régiment de sapeurs-pompiers de Paris (2 bataillons à 6 compagnies).*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
a) *Compagnie hors rang.*			
.....	.....	.....	(3) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de sergent-major.
Sergent d'infirmerie (3).....	1	»	
.....	.....	.....	

Série B.

TABLEAU N° 1. — *Composition d'un régiment de cavalerie à 4 escadrons actifs et un dépôt.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
I. — Officiers.			
État-major.			
Colonel.....	1	3	(1) 1 cheval après trois ans passés dans l'emploi de major.
Lieutenant-colonel.....	1	2	
Chefs d'escadrons.....	2	4	
Major.....	1	(1) 2	
Capitaine adjoint au colonel.....	1	2	
Capitaine trésorier.....	1	»	(2) Nombre fixé par décision ministérielle.
Capitaine chargé du matériel.....	1	»	
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....	1	1	
Médecins (2).....	»	»	
Vétérinaires (2).....	»	»	
Total.....	9	14	

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Cadre complémentaire (3).			
Capitaines (4)	3	6	(3) Dans les régiments de chasseurs d'Afrique le cadre complémentaire comprend en outre 3 lieutenants ou sous-lieutenants montés.
Un escadron actif.			
Capitaine commandant	1	2	(4) Remplissant les fonctions d'adjudant-major et d'officier chargé de la mobilisation.
Lieutenants ou sous-lieutenants	4	4	
Total pour l'escadron actif	5	6	
Un dépôt.			(5) Auquel peut être adjoint un secrétaire du service auxiliaire.
Capitaine commandant	1	2	
Lieutenants ou sous-lieutenants	2	2	(6) Les trompettes-majors pourront être maréchaux des logis, puis maréchaux des logis chefs, puis adjudants.
Total pour le dépôt	3	4	
II. — Troupe.			(7) Peut être maréchal des logis chef après quatre ans de grade de maréchal des logis.
Peloton hors rang.			
Cadre complémentaire de sous-officiers — Adjudants-chefs	3	3	(8) Peut être maréchal des logis chef après quatre ans de grade de maréchal des logis et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
Cadre complémentaire de sous-officiers — Adjudants	2	2	
Adjudant chef de casernement (5)	1	»	
Adjudant premier maître maréchal ferrant chargé de l'infirmerie des chevaux et de la maréchalerie	1	»	(9) Dans les régiments désignés par le ministre.
Adjudant maître armurier	1	»	
Maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	1	»	
Trompette-major (maréchal des logis, maréchal des logis chef ou adjudant) (6)	1	1	(10) Pourra être maréchal des logis (proportion fixée par le ministre).
Maréchaux des logis. — Fourrier (7)	1	1	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du trésorier (8)	1	»	(11) Pourra être nommé maréchal des logis après deux ans de grade de brigadier.
Maréchaux des logis. — Garde-magasin (8)	1	»	
Maréchaux des logis. — Adjoint au secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
Maréchaux des logis. — Chargé de l'infirmerie des hommes (8)	1	»	(12) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli, comme brigadier, le temps exigé par la loi.
Maréchaux des logis. — Télégraphiste (9) (8)	(1)	(1)	
Maréchaux des logis. — Mitrailleur (9)	(1)	(1)	
Brigadiers — Conducteur des équipages régimentaires	1	»	
Brigadiers — Chef d'atelier du casernement	1	»	
Brigadiers — Armurier (10)	1	»	(13) L'un des deux brigadiers selliers est dénommé maître ouvrier sellier et peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli, comme brigadier, le temps exigé par la loi.
Brigadiers — Trompette	1	1	
Brigadiers — Secrétaire du major (11)	1	»	
Brigadiers — Secrétaire du trésorier	1	»	
Brigadiers — Secrétaire de l'adjoint au trésorier	1	»	
Brigadiers — Secrétaire du capitaine chargé du matériel	1	»	
Brigadiers — Prévôts d'armes	2	»	(14) Du service auxiliaire si les ressources du recrutement le permettent.
Brigadiers — Maître ouvrier tailleur (12)	1	»	
Brigadiers — Selliers (13)	2	»	
Brigadiers — Maître ouvrier bottier (12)	1	»	
Brigadiers — Télégraphiste (9)	(1)	(1)	
Brigadiers — Mitrailleurs (9)	(2)	(2)	
Cavaliers — Secrétaire du colonel	1	»	
Cavaliers — Secrétaire du trésorier (14)	1	»	
Cavaliers — Secrétaire de l'adjoint au trésorier (14)	1	»	
Cavaliers — Secrétaire du capitaine chargé du matériel (14)	1	»	
Cavaliers — Attaché à l'infirmerie des chevaux (14)	1	»	
Cavaliers — Ouvriers — Armuriers (14)	2	»	
Cavaliers — Ouvriers — Tailleur (14)	1	»	
Cavaliers — Ouvriers — Sellier (14)	1	»	
Cavaliers — Ouvriers — Bottier (14)	1	»	
Cavaliers — Conducteurs des équipages régimentaires	6	»	
Total du peloton hors rang	45	8	

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Un escadron actif.			
Adjudant	1	1	(15) Dont 1 fourrier. Cet emploi peut être rempli exceptionnellement par un brigadier fourrier.
Maréchal des logis chef	1	1	
Maréchaux des logis (15)	10	10	
Maréchal des logis premier maître maréchal ferrant (16)	1	1	
Brigadiers	12	12	(16) Dans 2 escadrons, brigadier dans les autres escadrons actifs.
Trompettes	4	4	
Aides-maréchaux ferrants (17)	3	3	
Cavaliers (18) (dont 24 de 1re classe)	129	152	(17) Dont 1 premier aide.
Total des hommes de troupe	(19) 161	(20) 184	(18) Dont 1 bottier, 1 sellier, 1 tailleur. Chaque escadron comporte 1 infirmier du service armé dans un escadron sur deux, du service auxiliaire dans les autres escadrons.
Dépôt.			
Maréchal des logis chef	1	1	
Maréchaux des logis (15)	4	4	(19) Chaque escadron peut recevoir, en sus de l'effectif, des hommes du service auxiliaire.
Brigadiers	4	4	
Trompettes	2	2	
Aides-maréchaux ferrants (17)	2	2	
Cavaliers (21)	(22) 38	13	(20) Y compris les jeunes chevaux en dressage au corps.
Total des hommes de troupe (23)	51	26	(21) Dont 1 sellier, 1 bottier, 1 tailleur, 10 ordonnances d'officiers de l'état-major du régiment, 3 ordonnances d'officiers du cadre complémentaire, 3 ordonnances d'officiers du dépôt. Le dépôt reçoit en outre 1 infirmier du service auxiliaire.
RÉSUMÉ			
Officiers supérieurs	5	»	(22) Non compris les ordonnances des médecins et vétérinaires.
Officiers subalternes (médecins et vétérinaires non compris)	30	»	
Total des officiers	35	»	(23) Le dépôt peut recevoir, en sus de l'effectif, des hommes du service auxiliaire.
Sous officiers	70	»	
Brigadiers	68	»	
Cavaliers	602	»	(24) Dans l'effectif total du régiment sont compris les sapeurs dont le nombre et le grade sont réglés par décision ministérielle; sont également compris dans l'effectif total les cavaliers mitrailleurs et télégraphistes. Sur le contingent annuel il est attribué en sus de l'effectif au moins 30 hommes du service auxiliaire.
Total des hommes de troupe (non compris les emplois éventuels)	(24) 740	»	
Chevaux d'officiers (non compris ceux des médecins et des vétérinaires)	»	48	
Chevaux d'hommes de troupe	»	(20) 770	

NOTA. — A. Un renforcement de 8 chevaux est donné aux régiments pourvus de mitrailleuses.

Le colonel est libre de faire varier, momentanément et selon les besoins du service, les effectifs des escadrons actifs et du dépôt. — Le nombre des escadrons actifs des régiments de chasseurs d'Afrique peut être modifié par décret.

B. Ne sont pas compris dans ce tableau les maréchaux des logis porte-fanions. Ces sous-officiers comptent en surnombre.

TABLEAU N° 2. — *Composition d'un régiment de spahis à nombre variable d'escadrons.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
II. — Troupe.			
Peloton hors rang.			
.....	.....	.....	
Brigadiers ..... Secrétaire du trésorier	1	»	
Brigadiers ..... Chargé de l'infirmerie des hommes (8)	1	»	(8) Pourra être nommé maréchal des logis après deux ans de grade de brigadier.
.....	.....	.....	
Un escadron.			
.....	.....	.....	
Maréchaux des logis (12)	10	10	
.....	.....	.....	

TABLEAU N° 3. — *Composition d'une compagnie de cavaliers de remonte.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Troupe (2).			
Adjudant (4)	1	»	(4) Peut être adjudant-chef.
.....	.....	.....	

TABLEAU N° 4. — *Effectif du personnel attaché d'une manière permanente au service de la remonte* (1).

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Colonel ou lieutenant-colonel commandant les circonscriptions de remonte de France	3	6	
.....	.....	.....	

(1) Le personnel attaché d'une manière permanente au service de la remonte est compris dans l'état-major particulier de la cavalerie.

Série C.

TABLEAU N° 1. — *Composition d'un régiment d'artillerie à pied.*

CADRES	HOMMES		CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.				
Etat-major.				
Colonel (1)	1	4	2	(1) Les officiers supérieurs des régiments d'artillerie à pied assurent le service des directions d'artillerie des places où ces régiments sont en garnison. La composition des états-majors des régiments peut être modifiée suivant les besoins variables des places, par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
Lieutenant-colonel (1)	1		2	
Chefs d'escadron (1)	2		2	
Capitaine-major	1	7	1	
Capitaines adjudants-majors	2		2	
Capitaines adjoints au service du parc	2		2	
Capitaine chargé de la mobilisation	1		1	
Capitaine chargé de l'organisation du tir	1		1	
Lieutenant trésorier	1	2	»	(1 *bis*) Destiné à remplacer dans leur service régimentaire les officiers détachés.
Lieutenant chargé du matériel	1		»	
Lieutenant ou sous-lieutenant complémentaire (1 *bis*)	1		1	
Médecins (pour mémoire) (2)	»		»	
Total	14		14	(2) Le nombre des médecins affectés au corps en temps de paix est fixé, par décision ministérielle, d'après une répartition faite sur l'ensemble du service.
Troupe.				
Peloton hors rang.				
Adjudants-chefs supplémentaires (3)	»		»	(3) 1 par groupe destiné à suppléer dans leur service régimentaire les officiers détachés
Adjudant maître armurier	1		»	
Adjudant de casernement et d'armement	1	2	»	
Adjudant adjoint au trésorier	1		»	
Maréchal des logis chef artificier (4)	1		»	(4) Peut être nommé adjudant après quatre ans de grade de maréchal des logis chef.
Maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	1		»	

CADRES		HOMMES		CHEVAUX	OBSERVATIONS
Maréchaux des logis.	Fourrier (5)	1		»	(5) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier.
	Secrétaire du colonel (6)	1		»	
	Secrétaire du major (6)	1		»	
	Secrétaire du trésorier (6)	1		»	(6) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
	Secrétaire du lieutenant chargé du matériel (6)	1	8	»	
	Secrétaire de la commission des ordinaires	1		»	
	Garde-magasin	1		»	
	Chargé de l'infirmerie des hommes (6)	1		»	
Brigadiers	Trompette (7)	1		»	(7) Les brigadiers trompettes rengagés peuvent être nommés maréchaux des logis.
	Armurier (8)	1		»	
	Moniteur d'escrime	1	5	»	
	Maître tailleur (9)	1		»	
	Maître bottier (9)	1		»	(8) Peut être maréchal des logis (proportion à fixer par le ministre).
Canonniers	Ouvriers tailleurs (10)	1		»	
	Ouvriers cordonniers (10)	1		»	
	Ouvriers armuriers	2		»	(9) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
	Secrétaire du colonel (10)	1		»	
	Secrétaires du major (10)	2	11	»	
	Secrétaire de l'officier chargé du matériel (10)	1		»	
	Secrétaires du trésorier (10)	2		»	
	Secrétaire de l'adjudant d'armement (10)	1		»	(10) Emplois pouvant être dévolus à des hommes du service auxiliaire suivant les ressources du recrutement.
Total (12)		(11)	29	»	

(11) Certains régiments désignés par le ministre peuvent, en raison de l'importance des approvisionnements en effets d'habillement qu'ils ont à gérer, être dotés d'un adjudant supplémentaire adjoint à l'officier chargé du matériel.

Certains régiments désignés par le ministre peuvent recevoir, en sus de leur effectif normal, pour les services des sections d'artillerie automobile, le personnel suivant : 1 lieutenant ou sous-lieutenant, 1 adjudant ou adjudant-chef, 3 maréchaux des logis (dont 1 maréchal des logis mécanicien), 2 brigadiers et 32 canonniers.

(12) Les régiments d'artillerie à pied des grandes places peuvent être dotés en outre d'un ou de deux groupes d'attelages à l'effectif suivant : 1 adjudant ; 4 maréchaux des logis; 4 brigadiers ; 38 conducteurs ; 60 chevaux d'attelage et 5 de selle.

D'un brigadier maréchal abonnataire chargé de la ferrure de tous les animaux comptant à l'effectif du corps.

NOTA. — Dans les régiments répartis en deux fractions commandées respectivement par le colonel et le lieutenant-colonel du régiment, il peut être pourvu, d'après les ordres du ministre, aux emplois suivants : 1 lieutenant chargé des détails; 1 maréchal des logis, 1 brigadier et 1 canonnier secrétaires.

TABLEAU N° 1 *bis*. — *Batterie à pied.*

CADRES	BATTERIES de France.	BATTERIES renforcées.	BATTERIES d'Afrique.	OBSERVATIONS
Officiers.				(1) Des renforcements spéciaux peuvent être accordés, suivant les ressources du recrutement, aux batteries désignées par le ministre.
Capitaine commandant	1	1	1	
Lieutenants ou sous-lieutenants	2	2	2	(2) Chaque batterie peut recevoir, en sus de cet effectif, des hommes du service auxiliaire en nombre variable, suivant les ressources du recrutement.
Total	3	3	3	
Troupe.				(3) L'effectif de chaque batterie comporte un certain nombre d'indigènes qui ne doit pas dépasser le chiffre de 80. Un maréchal des logis indigène remplace un maréchal des logis français par groupe de 20 soldats indigènes. Un brigadier indigène remplace un brigadier français par groupe de 20 indigènes.
Adjudant	1	1	1	
Maréchal des logis chef	1	1	1	
Maréchaux des logis (dont 1 mécanicien, 1 électricien, 1 artificier)	8	10	12	
Maréchal des logis fourrier	1	1	1	
Brigadiers (dont 1 faisant fonctions de fourrier)	8	10	11	
Maîtres pointeurs	6	8	10	
Maîtres ouvriers en fer	1	2	2	
Ouvriers en fer et en bois	4	6	10	
Trompettes	2	2	2	
Total des hommes du cadre	32	41	50	
Canonniers dont un cinquième de 1re classe (1)	88	119	(3) 150	
Total des hommes du cadre et des soldats (2)	120	160	200	
Chevaux d'officiers	3	3	3	
Chaque batterie compte dans le rang : 1 ouvrier tailleur et 1 ouvrier cordonnier.				

TABLEAU N° 1 *ter*. — *Composition d'un groupe d'artillerie à pied d'Afrique.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.			
Chef d'escadron commandant	1	2	(1) Le nombre des médecins affectés aux corps, en temps de paix, est fixé par décision ministérielle d'après une répartition faite sur l'ensemble du service.
Capitaine-major	1	1	
Capitaine-adjudant-major	1	1	
Lieutenant trésorier	1	»	
Lieutenant chargé du matériel	1	»	
Médecins (pour mémoire) (1)	»	»	(2) Destiné à remplacer un lieutenant détaché.
Total	5	4	(3) Peut être nommé adjudant après quatre ans de grade de maréchal des logis chef.
Troupe.			(4) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier.
Adjudant-chef supplémentaire (2)	1	»	
Adjudant de casernement et d'armement	1	»	
Adjudant maître armurier	1	»	(5) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
Maréchal des logis chef artificier (3)	1	»	
Maréchaux des logis. — Fourrier (4)	1	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du chef d'escadron (5)	1	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du trésorier (5)	1	»	
Maréchaux des logis. — Garde-magasin et secrétaire de l'officier chargé du matériel (5)	1	6	(6) Peut être maréchal des logis.
Maréchaux des logis. — Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
Maréchaux des logis. — Chargé de l'infirmerie des hommes (5)	1	»	(7) Les brigadiers trompettes rengagés peuvent être nommés maréchaux des logis.
Brigadiers. — Secrétaire du major (6)	1	»	
Brigadiers. — Moniteur d'escrime (6)	1	»	
Brigadiers. — Trompette (7)	1	»	(8) Peut être remplacé par un maréchal des logis armurier (proportion à déterminer par le ministre).
Brigadiers. — Armurier (8)	1	6	
Brigadiers. — Maître tailleur (9)	1	»	
Brigadiers. — Maître bottier (9)	1	»	(9) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de maréchal des logis, lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Canonniers. — Ouvrier bottier (10)	1	»	
Canonniers. — Ouvrier tailleur (10)	1	»	
Canonniers. — Ouvrier armurier	1	»	
Canonniers. — Secrétaire du chef d'escadron (10)	1	»	
Canonniers. — Secrétaire du major (10)	1	8	(10) Emplois pouvant être dévolus à des hommes du service auxiliaire suivant les ressources du recrutement.
Canonniers. — Secrétaire du trésorier (10)	1	»	
Canonniers. — Secrétaire de l'officier chargé du matériel (10)	1	»	
Canonniers. — Secrétaire de l'adjudant d'armement (10)	1	»	
Total	24	»	

TABLEAU N° 1 *quater*. — *Compagnies et sections d'ouvriers* (1).

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.			
Capitaine commandant	1	1	(1) Les régiments et groupes d'artillerie à pied comprennent des compagnies et sections d'ouvriers des différents types A, B, C, employés au service des places. Les régiments de campagne, d'artillerie lourde et de montagne comprennent chacun une section d'ouvriers du type D.
Lieutenants ou sous-lieutenants	2	2	
Total	3	3	
Troupe.			
Adjudant	1	»	(2) Les trompettes sont en même temps, l'un ouvrier tailleur, l'autre ouvrier cordonnier.
Maréchal des logis chef comptable	1	»	
Maréchal des logis chef ouvrier	1	»	
Maréchaux des logis	12	»	
Maréchal des logis fourrier	1	»	
Brigadiers (dont 1 faisant fonction de fourrier)	10	»	(3) Un certain nombre des ouvriers des compagnies et des sections peuvent être des hommes du service auxiliaire.
Maîtres ouvriers	20	»	
Trompettes (2)	2	»	
Total des hommes du cadre	48	»	
Ouvriers (3) dont 1/5 de 1re classe	152	»	
Total des hommes	200	»	
Chevaux d'officiers	»	3	

SECTIONS D'OUVRIERS des différents types (1).	TYPE A	TYPE B	TYPE C	TYPE D	OBSERVATIONS
Maréchaux des logis chefs ouvriers (2)	1	1	1	»	(1) Les sections d'ouvriers sont rattachées pour l'administration au peloton hors rang des corps de troupes auxquels elles comptent.
Maréchaux des logis	6	3	2	1	
Brigadiers	4	2	2	1	
Maîtres ouvriers	13	6	4	2	(2) Les maréchaux des logis chefs ouvriers, des sections A, B, C, pourront être nommés adjudants après quatre ans de grade de maréchal des logis chef.
Ouvriers	108	54	35	13	
Total	132	66	44	17	

TABLEAU N° 2. — *Composition d'un régiment d'artillerie de campagne et d'un régiment d'artillerie lourde.*

CADRES	HOMMES		CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.				(1) Dans les régiments à 9 batteries; dans les autres régiments le nombre des chefs d'escadron (major non compris) est égal au nombre des groupes plus un.
Etat-major.				
Colonel commandant	1		2	
Lieutenant-colonel	1	7	2	(1 *bis*) Destiné à remplacer dans leur service régimentaire les officiers détachés.
Chefs d'escadron (1)	4		8	
Chef d'escadron-major	1		1	
Capitaine instructeur d'équitation	1		1	(2) Le nombre des médecins et des vétérinaires affectés au corps en temps de paix est fixé par décision ministérielle, d'après une répartition faite sur l'ensemble des officiers de ces services.
Capitaines adjudants-majors	2		2	
Capitaine directeur du parc	1		1	
Capitaine chargé de la mobilisation	1	8	1	
Capitaine trésorier	1		»	
Capitaine chargé du matériel	1		»	(3) 1 par groupe, destiné à suppléer dans leur service régimentaire les officiers détachés.
Lieutenant ou sous-lieutenant complémentaire (1 *bis*)	1		1	
Médecins et vétérinaires (pour mémoire) (2)	»		»	(4) Peut être nommé adjudant après quatre ans de grade de maréchal des logis chef.
Total	15		19	
Troupe.				(5) Peut être maréchal des logis, puis maréchal des logis chef et adjudant.
Peloton hors rang.				(6) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier.
Adjudants-chefs supplémentaires (3)	»		»	(7) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
Adjudant de casernement	1		1	
Adjudant adjoint au capitaine trésorier	1		»	
Adjudant chargé de l'armement et du harnachement	1		»	
Adjudant premier maître maréchal ferrant chargé de l'infirmerie des chevaux et de la maréchalerie	1	8	»	(8) Dans certains régiments, le maréchal des logis armurier peut être remplacé par un brigadier armurier.
Adjudant maître armurier	1		»	
Maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	1		»	
Maréchal des logis chef mécanicien (4)	1		»	(9) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Trompette-major (5)	1		1	
Maréchaux des logis. — Fourrier (6)	1		»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du colonel (7)	1		»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du major (7)	1		»	(10) L'un des deux brigadiers maîtres selliers peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Maréchaux des logis. — Secrétaire du trésorier (7)	1		»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire de l'officier chargé du matériel (7)	1	9	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire de la commission des ordinaires	1		»	
Maréchaux des logis. — Garde-magasin (7)	1		»	
Maréchaux des logis. — Armurier (8)	1		»	
Maréchaux des logis. — Chargé de l'infirmerie des hommes (7)	1		»	(11) Emplois pouvant être dévolus à des hommes du service auxiliaire suivant les ressources du recrutement.
Brigadiers. — Secrétaire du capitaine trésorier	1		»	
Brigadiers. — Secrétaire de l'officier chargé du matériel	1		»	
Brigadiers. — Trompette	1		1	
Brigadiers. — Moniteur d'escrime	1	8	»	(12) Certains régiments désignés par le ministre pourront, en raison des détachements spéciaux qu'ils ont à entretenir en temps de paix ou des services particuliers qu'ils doivent assurer en dehors de leur service propre, être dotés d'un adjudant en surnombre de leur cadre normal en sous-officiers.
Brigadiers. — Maître tailleur (9)	1		»	
Brigadiers. — Maître bottier (9)	1		»	
Brigadiers. — Maître sellier (10)	2		»	
Canonniers. — Ouvrier sellier (11)	1		»	Certains régiments désignés par le ministre peuvent recevoir en sus de leur effectif normal :
Canonniers. — Ouvrier bottier (11)	1		»	1° Pour le service des canons automobiles, une ou plusieurs sections à l'effectif de :
Canonniers. — Ouvrier tailleur (11)	1		»	1 lieutenant ou sous-lieutenant, 1 adjudant-chef, 3 maréchaux des logis (dont 1 mécanicien), 2 brigadiers et 32 canonniers;
Canonniers. — Ouvriers armuriers	2		»	2° Le personnel d'une ou plusieurs escadrilles légères d'avions d'artillerie.
Canonniers. — Attaché à l'infirmerie des chevaux (11)	1		»	
Canonniers. — Secrétaire du colonel (11)	1	14	»	
Canonniers. — Secrétaires du major (11)	2		»	
Canonniers. — Secrétaires du trésorier (11)	2		»	
Canonniers. — Secrétaires de l'officier chargé du matériel (11)	2		»	
Canonniers. — Secrétaire de l'adjudant d'armement (11)	1		»	
Total (12)	39		3	

NOTA. — Dans les régiments répartis en deux fractions commandées respectivement par le colonel et le lieutenant-colonel du régiment, il peut être pourvu, d'après les ordres donnés par le ministre, aux emplois suivants : 1 lieutenant chargé des détails; 1 maréchal des logis secrétaire; 1 brigadier secrétaire; 1 canonnier secrétaire.

TABLEAU N° 2 *bis*. — *Composition d'un régiment d'artillerie de montagne.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.			
Etat-major.			
Lieutenant-colonel commandant	1	2	
Chefs d'escadrons	3 (5)	6	(1) Le nombre des médecins et des vétérinaires est fixé par décision ministérielle.
Chef d'escadron-major	1	1	
Capitaines adjudants-majors	2	2	
Capitaine directeur du parc et chargé de la mobilisation	1	1	(1 *bis*) Destiné à suppléer, dans leur service régimentaire, les officiers détachés.
Capitaine trésorier	1	»	
Capitaine chargé du matériel	1	»	(2) 1 par groupe, destiné à suppléer dans leur service régimentaire les officiers détachés.
Lieutenant ou sous-lieutenant complémentaire (1 *bis*)	1	1	
Médecins et vétérinaires (pour mémoire) (1)	»	»	(3) Peut être nommé adjudant après quatre ans de grade de maréchal des logis chef.
Total	11	13	
Troupe.			(4) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier.
Peloton hors rang.			(5) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
Adjudants-chefs supplémentaires (2)	»	»	
Adjudant adjoint au capitaine trésorier	1 (3)	»	(6) Les brigadiers trompettes rengagés peuvent être nommés maréchaux des logis.
Adjudant de casernement et d'armement	1	1	
Adjudant maître maréchal chargé de l'infirmerie des chevaux et de la maréchalerie	1	»	(7) Le brigadier armurier peut être remplacé par un maréchal des logis armurier.
Adjudant maître armurier	1	»	
Maréchal des logis chef mécanicien (3)	1	»	
Maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	1	»	(8) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de maréchal des logis, lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Maréchaux des logis. — Fourrier (4)	1 (8)	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du lieutenant-colonel (5)	1	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du major (5)	1	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du trésorier (5)	1	»	
Maréchaux des logis. — Secrétaire du capitaine chargé du matériel (5)	1	»	(9) L'un des deux brigadiers selliers peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Maréchaux des logis. — Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
Maréchaux des logis. — Garde-magasin	1	»	
Maréchaux des logis. — Chargé de l'infirmerie des hommes (5)	1	»	
Brigadiers. — Secrétaire du capitaine trésorier	1 (9)	»	
Brigadiers. — Secrétaire du capitaine chargé du matériel	1	»	
Brigadiers. — Trompette 6	1	1	(10) Emplois pouvant être dévolus à des hommes du service auxiliaire, suivant les ressources du recrutement.
Brigadiers. — Moniteur d'escrime	1	»	
Brigadiers. — Armurier (7)	1	»	
Brigadiers. — Maître tailleur 8	1	»	
Brigadiers. — Maître cordonnier 8	1	»	
Brigadiers. — Maîtres selliers 9	2	»	(11) Le 2e régiment de montagne comprend, en vue du commandement du détachement monté de la Corse, un adjudant en surnombre.
Canonniers. — Ouvrier sellier (10)	1 (14)	»	
Canonniers. — Ouvrier bottier (10)	1	»	
Canonniers. — Ouvrier tailleur (10)	1	»	
Canonniers. — Ouvriers armuriers	2	»	
Canonniers. — Attaché à l'infirmerie des chevaux (10)	1	»	
Canonniers. — Secrétaire du lieutenant-colonel (10)	1	»	
Canonniers. — Secrétaires du major (10)	2	»	
Canonniers. — Secrétaires du trésorier (10)	2	»	
Canonniers. — Secrétaires de l'officier chargé du matériel (10)	2	»	
Canonniers. — Secrétaire de l'adjudant d'armement (10)	1	»	
Total (11)	37	2	

TABLEAU N° 2 *ter*. — *Batteries de campagne à 4 pièces et batteries de montagne.*

CADRES	BATTERIES						
	montées de 75.			montées de 155 c. t. r. et d'artillerie lourde (*a*).	de montagne.		à cheval.
	France.	Renforcée.	Afrique (10).		France (Corse comprise).	Afrique (10).	
Officiers.							
Capitaine commandant	1	1	1	1	1	1	1
Lieutenant ou sous-lieutenant (1)	2 (2)	2 (2)	2	2	2	3	2
Total	3	3	3	3	3	4	3
Troupe.							
Adjudant	1 (2)	1 (2)	1	1	1	1	1
Maréchal des logis chef	1	1	1	1	1	1	1
Maréchaux des logis (dont un maréchal des logis mécanicien)	8	10	8	8	8	10	10
Maréchal des logis fourrier	1	1	1	1	1	1	1
Maréchal des logis maréchal ferrant (5)	1/3	1/3	1/3	1/3	»	»	1/3
Brigadiers (dont un faisant fonctions de fourrier)	7	8	7	7	8	10	9
Brigadier maréchal ferrant	2/3	2/3	2/3	2/3	1	1	2/3
Maîtres pointeurs	6	6	6	6	6	6	6
Maître ouvrier en fer	1	1	1	1	1	1	1
Ouvriers mécaniciens	1	2	2	2	2	2	2
Bourreliers	2	2	2	2	2	3	2
Aides-maréchaux	1	2	2	1	2	2	2
Trompettes	2	2	2	2	2	3	3
Total des hommes du cadre	32	37	34	33	35	41	39
Canonniers (dont 1/5e de 1re classe)	78	103	91	77	105	139	136
Total des hommes du cadre et des soldats (6)	110	140	(7) 125	110	140	(7) 180	175
Chevaux d'officiers (8)	4	4	4	4	4	5	4
Chevaux de troupe..... de selle (8)	23	26	21	23	8	16	75
Chevaux de troupe..... d'attelage	62	84	90	62	6	»	100
Mulets	»	»	»	»	86	104	»
Total des chevaux et mulets	89	114	(9) 115	89	104	(9) 125	179

Chaque batterie compte dans le rang..... 1 canonnier ouvrier bottier. 1 canonnier ouvrier tailleur. 1 canonnier élève bourrelier. 1 canonnier élève maréchal ferrant.

NOTA. — Le personnel des escadrilles légères d'avions d'artillerie compte en surnombre dans les régiments auxquels il est rattaché.

(*a*) Les chevaux d'un certain nombre de batteries désignées par le ministre pourront être remplacés par des tracteurs automobiles. Ces batteries seront organisées sur le type de la batterie à pied non renforcée et portées à l'effectif de 120 hommes.

Les régiments où cette transformation aura été opérée pourront être dotés d'un ou deux groupes d'attelage ayant la composition indiquée au renvoi 12 du tableau 1 (régiment d'artillerie à pied).

(1) Il existe en outre, dans chaque groupe à cheval, dans chaque groupe de 155 C. T. R., dans chaque groupe d'artillerie lourde détaché, dans chaque groupe monté détaché et dans chaque groupe monté d'Afrique, 1 lieutenant adjoint au chef d'escadron commandant le groupe ; cet officier, ainsi que son cheval, sont ajoutés à l'effectif d'une des batteries du groupe.

(2) Dans chaque groupe monté de 75 en France, le 2e lieutenant d'une des batteries est remplacé par un adjudant-chef. Cette batterie compte un adjudant-chef de plus, un cheval d'officier de moins et un cheval de selle de plus. Son effectif total (troupe) est porté à 111 ou 141.

Dans chaque groupe à cheval et dans chaque groupe monté détaché, il existe en outre un adjudant-chef adjoint au commandant de groupe ; cet adjudant-chef ainsi que son cheval sont ajoutés à l'une des batteries du groupe.

(5) Dans chaque groupe monté ou à cheval et d'artillerie lourde, une des batteries a 1 maréchal des logis maréchal ferrant, les autres batteries ont 1 brigadier maréchal ferrant. Dans chaque régiment de montagne, deux des batteries ont 1 maréchal des logis maréchal ferrant et les autres 1 brigadier maréchal ferrant.

(6) Chaque batterie peut recevoir en sus de l'effectif désigné ci-contre des hommes du service auxiliaire en nombre variable suivant les ressources du recrutement.

(7) L'effectif de chaque batterie peut comporter un certain nombre de soldats indigènes qui ne dépassera pas 25 dans la batterie montée et 50 dans la batterie de montagne. 1 maréchal des logis et 1 brigadier indigènes remplacent 1 maréchal des logis et 1 brigadier français par groupe de 20 soldats indigènes. En outre, l'effectif des batteries stationnées au Maroc peut, suivant les besoins, recevoir un certain renforcement.

(8) Non compris dans certaines batteries (v. renvois nos 1 et 2) le cheval du lieutenant ou de l'adjudant-chef adjoints au chef d'escadron.

(9) Les batteries stationnées au Maroc peuvent, suivant les besoins, recevoir un renforcement en animaux de troupe.

(10) Dans les groupes d'artillerie de campagne d'Afrique, la moitié des brigadiers peuvent être rengagés.

TABLEAU N° 2 *quater*. — *Composition d'un groupe d'artillerie de campagne d'Afrique.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.			
Chef d'escadron commandant	1	2	(1) Le nombre des médecins et vétérinaires affectés aux corps de troupes de l'artillerie est fixé par décision ministérielle d'après une répartition faite sur l'ensemble des officiers de ces services.
Capitaine-major	1	1	
Capitaine adjudant-major	1 } 2	1	
Lieutenant trésorier	1	»	
Lieutenant chargé du matériel	1 } 2	»	
Médecins et vétérinaires (pour mémoire) (1)	»	»	
Total	5	4	(2) Destiné à suppléer dans son service un officier détaché.
Troupe (10).			(3) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier.
Peloton hors rang.			(4) Peut être nommé maréchal des logis chef après quatre ans de grade de sous-officier et adjudant après six ans passés dans l'emploi de maréchal des logis chef.
Adjudant-chef supplémentaire (2)	1	1	
Ajudant de casernement et d'armement	1	1	
Maréchaux des logis. Fourrier (3)	1	»	(5) Peut être nommé maréchal des logis.
Maréchaux des logis. Secrétaire du chef d'escadron (4)	1	»	
Maréchaux des logis. Secrétaire du trésorier (4)	1	»	
Maréchaux des logis. Garde-magasin et secrétaire de l'officier chargé du matériel (4)	1 } 6	»	(6) Le brigadier armurier peut être remplacé par un maréchal des logis armurier.
Maréchaux des logis. Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
Maréchaux des logis. Chargé de l'infirmerie des hommes (4)	1	»	
Brigadiers. Secrétaire du major (5)	1	»	(7) Les brigadiers trompettes rengagés peuvent être nommés maréchaux des logis.
Brigadiers. Armurier (6)	1	»	
Brigadiers. Moniteur d'escrime (5)	1	»	
Brigadiers. Trompette (7)	1 } 7	1	(8) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de maréchal des logis lorsqu'il a accompli comme brigadier le temps de service exigé par la loi.
Brigadiers. Maître tailleur (8)	1	»	
Brigadiers. Maître bottier (8)	1	»	
Brigadiers. Maître sellier (8)	1	»	
Canonniers. Ouvrier sellier (9)	1	»	(9) Emplois pouvant être dévolus à des hommes du service auxiliaire suivant les ressources du recrutement.
Canonniers. Ouvrier bottier (9)	1	»	
Canonniers. Ouvrier tailleur (9)	1	»	
Canonniers. Ouvriers armuriers	2 } 9	»	
Canonniers. Secrétaire du chef d'escadron (9)	1	»	
Canonniers. Secrétaire du major (9)	1	»	
Canonniers. Secrétaire du trésorier (9)	1	»	(10) Dans les groupes d'artillerie de campagne d'Afrique, la moitié des brigadiers peuvent être rengagés.
Canonniers. Secrétaire de l'officier chargé du matériel (9)	1	»	
Total	24	3	

TABLEAU N° 3. — *Nombre et nature des batteries.*

DÉSIGNATION	NOMBRE	TOTAUX	OBSERVATIONS
Batteries stationnées en France et en Corse. A pied	68	68	(1) La répartition des batteries entre les diverses catégories, ainsi qu'entre les régiments, peut être modifiée par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
Batteries stationnées en France et en Corse. Montées de 75	618		
Batteries stationnées en France et en Corse. Montées de 155 CTR	24		
Batteries stationnées en France et en Corse. D'artillerie lourde	34	(1) 720	
Batteries stationnées en France et en Corse. De montagne	14		
Batteries stationnées en France et en Corse. A cheval	30		
Batteries stationnées hors de France. A pied	7		(2) La répartition des batteries entre les unités des diverses catégories, ainsi qu'entre les groupes autonomes, peut être modifiée par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances. En outre, il pourra être procédé dans la même forme à la création de nouvelles batteries (à pied, de montagne, montées) suivant les besoins du service et les crédits alloués.
Batteries stationnées hors de France. Montées de 75	17	(2) 32	
Batteries stationnées hors de France. De montagne	8		
		820	
Nombre des compagnies d'ouvriers et des sections d'ouvriers des différents types (3). Compagnies	7	»	Enfin, les batteries à pied stationnées hors de France pourront, par décision ministérielle et suivant les besoins du service et de la défense, être affectées en France (Corse comprise).
Nombre des compagnies d'ouvriers et des sections d'ouvriers des différents types (3). Section du type A	4	»	(3) Le nombre des unités d'ouvriers de chaque catégorie pourra être modifié suivant les besoins du service par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
Nombre des compagnies d'ouvriers et des sections d'ouvriers des différents types (3). Section du type B	3	»	
Nombre des compagnies d'ouvriers et des sections d'ouvriers des différents types (3). Section du type C	10	»	
Nombre des compagnies d'ouvriers et des sections d'ouvriers des différents types (3). Section du type D	69	»	

TABLEAU N° 4. — *Cadre de l'état-major particulier de l'artillerie.*

CADRES		HOMMES	TOTAUX	OBSERVATIONS
1° Officiers	Colonels	12	(1) 613	(1) Le nombre des chevaux à attribuer en temps de paix aux officiers de l'état-major particulier est fixé comme il suit : colonels et lieutenants-colonels, 2 chevaux ; chefs d'escadron (nombre fixé par décret), 1 ou 2 chevaux ; capitaines, 1 cheval.
	Lieutenants-colonels	37		
	Chefs d'escadron	107		
	Capitaines	457		
	Sous-lieutenants	»	(2) »	
2° Officiers d'administration	Principaux	35	498	(2) Nombre variable (officiers élèves détachés à l'école militaire de l'artillerie à Fontainebleau).
	De 1re classe	210		
	De 2e classe	253		
	De 3e classe			
3° Officiers d'administration contrôleurs d'armes	Principaux	10	140	
	De 1re classe	58		
	De 2e classe	72		
	De 3e classe			
4° Ouvriers d'état	De 1re classe	125	250	
	De 2e classe	125		
5° Gardiens de batterie	Principaux	50	500	
	De 1re classe	185		
	De 2e classe	190		
	De 3e classe	75		

Série D.

TABLEAU N° 1. — *Composition de l'état-major et de la section hors rang d'un régiment du génie comprenant au moins neuf compagnies, dont une de sapeurs conducteurs.*

CADRES	HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.			
Etat-major (1).			
Colonel commandant	1	2	(1) L'état-major du régiment des sapeurs de chemins de fer comprend en plus 2 capitaines et 4 lieutenants affectés au service et à l'exploitation de la section de Chartres-Orléans du réseau des chemins de fer de l'Etat.
Lieutenant-colonel	1	2	
Chefs de bataillon	(2) 3	(2) 3	
Major	1	1	
Capitaines adjudants-majors	3	3	
Capitaine chargé de la mobilisation	1	1	
Capitaine chargé du matériel technique	1	1	
Capitaine trésorier	1	»	(2) 4 dans les régiments comptant au moins 12 compagnies, non compris la compagnie de sapeurs conducteurs.
Capitaine chargé du matériel	1	»	
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au capitaine trésorier (3)	1	»	
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au capitaine chargé du matériel (3)	1	»	(3) L'un des deux officiers adjoints au capitaine-trésorier et au capitaine chargé du matériel peut être remplacé par un adjudant-chef.
Médecins et vétérinaires (4) (pour mémoire)	»	»	
Total	15	13	(4) Le nombre des médecins et des vétérinaires affectés aux corps en temps de paix est fixé par décision ministérielle, d'après une répartition faite sur l'ensemble des officiers de ces services.
Troupe.			
Section hors rang.			
Adjudants-chefs d'état-major (5)	»	»	(5) Nombre calculé à raison d'un adjudant-chef pour 2 compagnies.
Adjudants-chefs chargé du casernement	1	»	
Adjudant à la disposition du capitaine chargé du matériel	1	»	Peut suppléer dans les compagnies un officier détaché.
Adjudant maître armurier	1	»	
Maître d'escrime (adjudant ou sergent)	1	»	
Sergent-major vaguemestre	1	»	(6) Peut être sergent puis sergent-major et adjudant.
Clairon-major (6)	1	»	
Sergent-major	1	»	

CADRES		HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Sergents	Secrétaire du colonel (7)	1	»	(7) Peut être sergent-major au bout de quatre ans de grade de sous-officier et adjudant au bout de six ans de service dans l'emploi de sergent-major.
	Secrétaire du major (7)	1	»	
	Secrétaire du capitaine trésorier (7)	1	»	
	Secrétaire du capitaine chargé du matériel (7)	1	»	
	Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
	Garde-magasin (7)	1	»	(8) Peut être sergent (proportion à fixer par le ministre).
	Chargé de l'infirmerie des hommes (7)	1	»	
Caporaux	Secrétaire du trésorier	1	»	
	Secrétaire du capitaine chargé du matériel	1	»	(9) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de sergent, lorsqu'il a accompli, comme caporal, le temps de service exigé par la loi.
	Armurier (8)	1	»	
	Moniteur d'escrime	1	»	
	Clairon	1	»	
	Maître ouvrier tailleur (9)	»	»	
	Maître ouvrier cordonnier (9)	1	»	
Sapeurs	Secrétaire du colonel (10)	1	»	(10) Tous les soldats secrétaires non mobilisables sont, autant que possible, du service auxiliaire.
	Secrétaires du major (10)	2	»	
	Secrétaires du capitaine trésorier (10)	2	»	
	Secrétaires du capitaine chargé du matériel (10)	2	»	(11) Nombre variable suivant les besoins locaux (3 au maximum).
	Cyclistes (11)	»	»	
	Gardes-magasins (12)	2	»	
	Ouvriers armuriers (12)	5	»	(12) En principe du service auxiliaire.
	Ouvriers tailleurs (12)	5	»	
	Ouvriers cordonniers (12)	5	»	
	Infirmiers (13)	»	»	(13) Nombre calculé sur le pied de 1 infirmier du service armé et 1 du service auxiliaire pour 3 compagnies ou fractions de 3 compagnies.
Total		45	»	

TABLEAU N° 2. — *Composition de l'état-major et de la section hors rang d'un régiment du génie comprenant moins de neuf compagnies.*

CADRES		HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.				
Etat-major.				
Lieutenant-colonel commandant (1)		1	2	(1) L'officier supérieur commandant le régiment peut être exceptionnellement du grade de colonel ; dans ce cas, le nombre des colonels de l'état-major particulier est diminué, et celui des lieutenants-colonels augmenté d'une unité.
Chefs de bataillon		2	2	
Major		1	1	
Capitaine adjudant-major		1	1	
Capitaine chargé de la mobilisation		1	1	
Capitaine chargé du matériel technique		1	1	
Capitaine trésorier		1	»	(2) Le nombre des médecins et des vétérinaires affectés au corps en temps de paix est fixé par décision ministérielle, d'après une répartition faite sur l'ensemble des officiers de ces services.
Capitaine chargé du matériel		1	»	
Médecins et vétérinaires (pour mémoire) (2)		»	»	
Total		9	8	
Troupe.				(3) Nombre calculé à raison de 1 adjudant-chef pour 2 compagnies. Peuvent suppléer dans les compagnies les officiers détachés.
Section hors rang.				
Adjudants-chefs	d'état-major (3)	»	»	(4) Peut être sergent ou sergent-major.
	adjoint au capitaine trésorier	1	»	
	adjoint au capitaine chargé du matériel	1	»	(5) Peut être nommé sergent-major au bout de quatre ans de grade de sous-officier et adjudant au bout de six ans de service dans l'emploi de sergent-major.
Adjudant chargé du casernement		1	»	
Adjudant maître armurier		1	»	
Maître d'escrime (adjudant ou sergent)		1	»	
Sergent-major vaguemestre		1	»	
Clairon-major (4)		1	»	
Sergent-major		1	»	
Sergents	Secrétaire du lieutenant-colonel (5)	1	»	
	Secrétaire du major (5)	1	»	
	Secrétaire du capitaine trésorier (5)	1	»	
	Secrétaire du capitaine chargé du matériel (5)	1	»	
	Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
	Garde-magasin (5)	1	»	
	Chargé de l'infirmerie des hommes (5)	1	»	

CADRES		HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Caporaux	Clairon	1	»	(6) Peut être sergent (proportion à fixer par le ministre).
	Armurier (6)	1	»	
	Moniteur d'escrime	1	»	
	Maître ouvrier tailleur (7)	1	»	(7) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier, avec rang de sergent, lorsqu'il a accompli, comme caporal, le temps de service exigé par la loi.
	Maître ouvrier cordonnier (7)	1	»	
Sapeurs	Secrétaire du lieutenant-colonel (8)	1	»	
	Secrétaires du major (8)	2	»	
	Secrétaires du capitaine trésorier (8)	2	»	(8) Tous les soldats secrétaires non mobilisables sont, autant que possible, du service auxiliaire.
	Secrétaires du capitaine chargé du matériel (8)	2	»	
	Cyclistes	2	»	
	Ouvriers armuriers (9)	2	»	
	Ouvriers tailleurs (9)	3	»	(9) En principe, du service auxiliaire.
	Ouvriers cordonniers (9)	3	»	
	Infirmiers (10)	»	»	(10) Nombre calculé sur le pied de 1 infirmier du service armé et 1 du service auxiliaire pour 3 compagnies ou fraction de 3 compagnies.
Total		37	»	

TABLEAU N° 3. — *Composition de l'état-major et de la section hors rang d'un bataillon du génie formant corps.*

CADRES		HOMMES	CHEVAUX	OBSERVATIONS
Officiers.				
État-major.				
Chef de bataillon commandant		1	1	(1) Un médecin et, s'il y a lieu, un vétérinaire peuvent être affectés au corps, en temps de paix, par décision ministérielle.
Capitaine-major chargé de la mobilisation		1	1	
Capitaine adjudant-major		1	1	
Capitaine chargé du matériel technique		1	1	
Lieutenant trésorier		1	»	
Lieutenant chargé du matériel		1	»	
Médecins et vétérinaires (1) (pour mémoire)		»	»	(2) Nombre calculé à raison de 1 adjudant-chef pour 2 compagnies. Peut suppléer dans les compagnies un officier détaché.
Total		6	4	
Troupe.				(3) Peut être nommé sergent-major après quatre ans de grade.
Section hors rang.				
Adjudants-chefs	d'état-major (2)	»	»	(4) Peut être nommé sergent, s'il est rengagé.
	chargé du casernement	1	»	
Sergent fourrier		1	»	
Sergents	Secrétaire du major (3)	1	»	(5) Peut être sergent (proportion à fixer par le ministre).
	Secrétaire du trésorier (3)	1	»	
	Garde-magasin et secrétaire du lieutenant chargé du matériel (3)	1	»	
	Maître d'escrime	1	»	(6) Peut recevoir l'assimilation au grade de sous-officier avec rang de sergent, lorsqu'il a accompli, comme caporal, le temps de service exigé par la loi.
	Vaguemestre	1	»	
	Chargé de l'infirmerie (3)	1	»	
Caporaux	Secrétaire du chef de bataillon	1	»	
	Secrétaire de la commission des ordinaires	1	»	
	Clairon (4)	1	»	
	Armurier (5)	1	»	(7) Tous les soldats secrétaires non mobilisables sont, autant que possible, du service auxiliaire.
	Maître ouvrier tailleur (6)	1	»	
	Maître ouvrier cordonnier (6)	1	»	
Sapeurs	Secrétaire du chef de bataillon (7)	1	»	
	Secrétaires du major (7)	2	»	
	Secrétaires du trésorier (7)	2	»	(8) En principe, du service auxiliaire.
	Secrétaires du lieutenant chargé du matériel (7)	2	»	
	Cyclistes	2	»	
	Ouvriers armuriers (8)	2	»	
	Ouvriers tailleurs (8)	2	»	(9) Dont 1 du service auxiliaire
	Ouvriers cordonniers (8)	2	»	
	Infirmiers (9)	2	»	
Total		31	»	

TABLEAU N° 4. — *Composition des différentes unités du génie en temps de paix* (1).

GRADES	COMPAGNIE de sapeurs de campagne ou de place à effectif normal.	COMPAGNIE de sapeurs de campagne ou de place renforcée.	SECTION de projecteurs.	DÉTACHEMENT de sapeurs cyclistes.	DÉTACHEMENT de groupe alpin.	COMPAGNIE de sapeurs de chemins de fer.	COMPAGNIE de sapeurs télégraphistes. normale.	COMPAGNIE de sapeurs télégraphistes affectée à la radiotélégraphie.	COMPAGNIE de sapeurs conducteurs (10) type A.	COMPAGNIE de sapeurs conducteurs (10) type B.
Capitaine	1	1	»	»	»	1	1	2	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants	2	3	»	1	»	2	3	3	2	1
Total des officiers	3	4	»	1	»	3	4	5	3	2
Chevaux d'officiers	(3) 1	(3) 1	»	1	»	(3) 1	(3) 4	(3) 5	3	2
Adjudants-chefs	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»
Adjudants	1	1	»	»	»	1	»	3	1	1
Sergents-majors ou maréchaux des logis chefs	1	1	»	»	»	»	1	1	1	1
Sergents fourriers ou maréchaux des logis fourriers	1	1	»	»	»	1	1	1	1	1
Sergents ou maréchaux des logis	9	11	2	3	(5) 1	11	9	12	8	5
Caporaux ou brigadiers	9	12	2	4	1	12	9	15	(6) 9	(6) 7
Maîtres ouvriers	8	9	1	3	1	9	3	9	»	»
Clairons ou trompettes	2	2	»	»	»	2	2	»	2	1
Sapeurs (2)	109	163	45	30	7	163	114	177	(7) 103	(7) 74
Total de la troupe	(4) 140	200	50	40	10	(4) 200	(4) 110	(4) 220	(4) 130	(4) 90
Chevaux de troupe	»	»	»	»	2 mulets.	»	»	»	(8) 130	(9) 85

(1) Les troupes du génie comprennent, en sus des effectifs des unités prévues dans le présent tableau :
Des sapeurs colombophiles;
Des sapeurs télégraphistes chargés d'assurer le service des réseaux des places fortes et des réseaux de l'Afrique du Nord.
Les effectifs des colombophiles et des télégraphistes des réseaux en gradés et sapeurs sont déterminés par le ministre d'après les besoins.

(2) Le nombre des sapeurs de 1re classe est égal au huitième de l'effectif des sapeurs (hommes du service auxiliaire non compris).

(3) Les lieutenants des compagnies de sapeurs de campagne renforcées, des compagnies de sapeurs télégraphistes et des compagnies de l'Afrique du Nord sont montés.

(4) Les compagnies de l'Afrique du Nord comprennent un certain nombre d'indigènes dont 1 dixième peuvent être gradés.

(5) Dans deux des douze détachements alpins, le sergent peut être remplacé par un adjudant.

(6) Dont un brigadier maréchal. Le brigadier maréchal peut être remplacé par un maréchal des logis maréchal dans la moitié des compagnies de sapeurs conducteurs.

(7) Dont un premier ouvrier bourrelier et deux aides-maréchaux.

(8) La compagnie de sapeurs conducteurs d'Algérie reçoit un supplément de 100 chevaux.

(9) La compagnie de sapeurs conducteurs de Tunisie reçoit un supplément de 50 chevaux.

(10) Chaque compagnie de sapeurs conducteurs compte, en sus de l'effectif prévu au présent tableau, 1 brigadier, 3 sapeurs conducteurs et 4 chevaux par section de projecteur entrant dans la composition du régiment ou bataillon.
L'effectif en gradés, sapeurs et chevaux de certaines compagnies de sapeurs conducteurs peut être modifié par décision ministérielle, à condition que l'effectif global des sous-officiers, brigadiers et chevaux des unités de cette catégorie ne soit pas dépassé.

TABLEAU N° 5. — *Nombre et nature des unités du génie.*

NATURE DES UNITÉS	NOMBRE des unités stationnées en France.	NOMBRE des unités stationnées dans l'Afrique du Nord (4).	TOTAL	OBSERVATIONS
Compagnies de sapeurs de campagne	71	10	81	(1) Affectées aux régiments du type conforme au tableau n° 1.
Compagnies de sapeurs de place	15	1	16	
Sections de projecteurs	21	1	22	(2) Affectée au bataillon d'Algérie.
Détachement de sapeurs cyclistes	10	»	10	(3) Affectées aux régiments du type conforme au tableau n° 2 et aux bataillons de campagne formant corps.
Détachements de groupes alpins	12	»	12	
Compagnies de sapeurs de chemins de fer	16	3	19	
Compagnies de sapeurs télégraphistes	12	2	14	(4) Le nombre des unités stationnées dans l'Afrique du Nord peut être augmenté par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
Compagnies de sapeurs radiotélégraphistes	2	1	3	
Compagnies de sapeurs conducteurs type A	(1) 8	(2) 1	9	
Compagnies de sapeurs conducteurs type B	(3) 4	1	5	(5) Le nombre total des régiments est de 11. Leur répartition entre les types n° 1 et n° 2 est variable suivant la répartition des unités résultant des nécessités du service et du casernement; cette répartition est fixée par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
Etats-majors et sections hors rang de régiments du type conforme au tableau n° 1	(5) 8	»	8	
Etats-majors et sections hors rang de régiments du type conforme au tableau n° 2	(5) 3	»	3	
Etats-majors et sections hors rang des bataillons formant corps	2	4	6	

TABLEAU N° 6. — *Cadre de l'état-major particulier du génie.*

GRADE	NOMBRE	GRADE	NOMBRE
Officiers.		**Ouvriers d'état (1).**	
Colonels	31	Ouvriers d'état de 1re classe	12
Lieutenants-colonels	31	Ouvriers d'état de 2e classe	12
Chefs de bataillon	115	Total	24
Capitaines	330		
Sous-lieutenants (école militaire du génie)	»	**Adjudants d'administration.**	
Officiers d'administration.		Adjudants d'administration principaux	32
Officiers d'administration principaux	36	Adjudants d'administration de 1re classe	121
Officiers d'administration de 1re classe	214	Adjudants d'administration de 2e classe	124
Officiers d'administration de 2e et de 3e classe	200	Adjudants d'administration de 3e classe	49
Total	510	Total	326

(1) Les emplois nouveaux seront créés au fur et à mesure des besoins.

Série E

TABLEAU N° 1. — *Cadre des sous-officiers d'état-major et du recrutement.*

GRADES	CADRE permanent de la section du gouvernement militaire de Paris.	SOUS-OFFICIERS SECRÉTAIRES 1re catégorie.	2e catégorie.	3e catégorie.	OBSERVATIONS
Adjudants-chefs	»	27	60	3	Les quatre cinquièmes des sous-officiers secrétaires de 1re catégorie et la totalité des autres sous-officiers peuvent être rengagés.
Adjudants	»	53	118	6	
Sergents-majors	1	»	»	»	
Sergents fourriers	1	»	»	»	
Sergents	6	80	178	9	L'effectif des sous-officiers de 3e catégorie pourra être modifié suivant les besoins de la situation dans l'Afrique du Nord par décret rendu sur la proposition des ministres de la guerre et des finances.
	8	160	356	18	
Total	542				

Effectif total des secrétaires d'état-major et du recrutement (a).

DÉSIGNATION	HOMMES	OBSERVATIONS
France	(1) 1.200	(1) Effectif minimum. L'effectif maximum est obtenu en majorant ce chiffre de 6 p. 100.
Algérie-Tunisie	(1) 233	
Maroc	(2) 120	(2) Nombre variable par décision ministérielle.
Total	1.553	

(a) Ces chiffres comprennent seulement les hommes du service armé; les hommes du service auxiliaire affectés comme secrétaires d'état-major et du recrutement sont en nombre variable selon les ressources du recrutement.

TABLEAU N° 2. — *Composition en hommes de troupe des sections de commis et ouvriers militaires d'administration (a).*

DÉSIGNATION	HOMMES	OBSERVATIONS
France, Algérie, Tunisie	(1) 7.800	(1) Effectif minimum. L'effectif maximum est obtenu en majorant ce chiffre de 6 p. 100.
Maroc	(2) 754	(2) Nombre variable par décision ministérielle.
Total	8.554	(3) Le nombre des sous-officiers rengagés pourra atteindre les trois quarts de l'effectif total des sous-officiers.

NOTA. — La proportion des gradés (3) ne devra pas dépasser, sur l'ensemble des sections :

A. — Pour les commis aux écritures des bureaux de l'intendance et les commis aux écritures du service de l'exploitation : 1 sergent sur 6 hommes de l'effectif; 1 caporal sur 5 hommes de l'effectif des caporaux et soldats.

B. — Pour les ouvriers d'exploitation : 1 sergent sur 15 hommes de l'effectif; 1 caporal sur 8 hommes de l'effectif des caporaux et soldats.

Les adjudants et adjudants-chefs et le cadre du dépôt de chaque section ne sont pas compris dans ces proportions.

Le nombre total des adjudants-chefs et adjudants ne devra pas dépasser le quart de celui des autres sous-officiers.

(a) Ces chiffres comprennent seulement les hommes du service armé; les sections reçoivent en outre des hommes du service auxiliaire en nombre variable suivant les ressources du recrutement.

TABLEAU N° 3. — *Composition en hommes de troupe des sections d'infirmiers (a).*

DÉSIGNATION	HOMMES	OBSERVATIONS
France, Algérie, Tunisie	(1) 5.070	(1) Effectif maximum. L'effectif maximum est obtenu en majorant ce chiffre de 6 p. 100.
Maroc	(2) 1.100	(2) Nombre variable par décision ministérielle.
Total	6.170	(3) Le nombre des sous-officiers rengagés pourra atteindre les trois quarts de l'effectif total des sous-officiers.

NOTA. — La proportion des grades (3) ne devra pas dépasser, sur l'ensemble des sections : 1 sergent sur 9 hommes de l'effectif ; 1 caporal sur 7 hommes de l'effectif des caporaux et soldats.

Les adjudants-chefs, adjudants, sergents concierges, et le cadre du dépôt de chaque section ne sont pas compris dans cette proportion.

Le nombre total des adjudants-chefs et des adjudants ne devra pas dépasser un septième de l'effectif total des sous-officiers.

(a) Ces chiffres ne comprennent que les hommes du service armé ; les sections reçoivent en outre des hommes du service auxiliaire en nombre variable suivant les ressources du recrutement.

ANNEXE N° 169

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant organisation du corps de ingénieurs du génie maritime, par M. Cabart-Danneville, sénateur (1).

Messieurs, le projet qui vous est soumis a pour but de donner des statuts au corps du génie maritime, de le mettre à même de rester toujours à la hauteur d'une tâche chaque jour plus lourde et plus compliquée, de ralentir l'exode de nos constructeurs vers l'industrie privée qui apprécie de plus en plus la science et la valeur de nos ingénieurs.

Préliminaires

L'histoire prouve d'ailleurs qu'à toutes les époques, la construction navale française s'est trouvée à la tête du progrès et il n'est pas sans intérêt de le rappeler en quelques mots, alors que notre marine est souvent décriée sans qu'il y ait des raisons de le faire.

Avant Richelieu, les vicissitudes traversées par la marine de la France n'avaient pas permis de développer beaucoup chez nous l'art des constructions navales ; nous n'avions que des navires de 150 à 500 tonneaux assez mal construits, car une ordonnance de 1634 constatait que « faute d'avoir été bien liés plusieurs navires s'étaient ouverts par leur propre poids, dans le port ou à la mer ». Richelieu demanda à la Hollande quelques-uns de ses plus habiles charpentiers et sous sa vigoureuse impulsion, les progrès atteints furent rapides ; le père Fournier, aumônier et professeur de marine, décrit avec un enthousiasme qu'on ne peut s'empêcher de partager, les beaux aménagements de la *Couronne*, vaisseau de 72 canons, de 40 mètres de quille sur 15 mètres de large, sorti des ateliers du sieur Morien, de Dieppe, en 1637 et construit dans un petit port du Morbihan, la Roche-Bernard.

Les progrès réalisés ne parurent pas suffisants à Colbert qui, dès l'année 1669 envoya en Hollande le charpentier Hubac pour y étudier les méthodes de construction et y embaucher des ouvriers ; l'année suivante, il le fit passer en Angleterre pour à connaître la manière de bâtir en ce pays et voir si le gabarit y était différent de celui de la Hollande ».

Grâce à cette action du grand ministre, le nombre et les dimensions des vaisseaux augmentèrent dans une proportion remarquable. A l'imitation de l'étranger, nous arrivâmes à des tonnages de 1,000, 1,500 et même 2,000 tonneaux.

On s'appliqua à donner des formes affinées aux frégates pour augmenter leur vitesse.

La rapidité des constructions doit être également mentionnée, surtout à une époque où les routes étaient rares, où les moyens de communication et de transport manquaient pour amener dans les arsenaux les matériaux indispensables.

M. de Maurepas avait chargé, en 1787, un constructeur de Brest, Blaise Ollivier, d'une mission secrète en Angleterre pour y surprendre les procédés en usage. Notre compatriote emprunta peu aux Anglais qui, de leur propre aveu, nous étaient inférieurs. Pendant tout le cours du dix-huitième siècle, savants, officiers, ingénieurs travaillèrent en commun à édifier une science d'architecture de la mer. Les meilleurs effets résultèrent de cette entente, et c'est certainement à cela que furent dus les progrès obtenus.

En 1772, un sieur Donis, de Bordeaux, fit à l'embouchure de la Gironde une traversée de cinq lieues dans un bâtiment sous-marin ; d'Arçon, au siège de Gibraltar, imagina les prames cuirassés. Nous ne devons pas oublier les tentatives de Jouffroy qui, reprenant l'idée de Papin, fit naviguer sur la Saône des pyroscapes. Ce fut lui qui fut le précurseur de l'emploi de la vapeur dans la navigation.

En 1778, on fit le premier essai du doublage en cuivre sur la carène des bâtiments qui ne fut adopté que plus tard, sur les instances de Suffren, et après l'adoption du procédé en Angleterre.

Sous la Révolution, malgré les vicissitudes de situation subies par les ingénieurs des constructions navales, notre supériorité dans l'art de construire les vaisseaux se maintenait toujours avec des hommes tels que Forfait, Sané, Chevillard. Nos bâtiments continuaient à l'emporter sur ceux des Anglais comme solidité, comme mâture mieux assujettie, comme vitesse depuis l'adoption du doublage en cuivre de la carène, et au moment de la disparition de la marine à voiles, nos bâtiments n'avaient rien à envier à ceux des étrangers.

Organisation du corps.

En réalité, la première organisation des ingénieurs constructeurs de la marine ne remonte qu'à 1765. Jusqu'à la Révolution, le mode de recrutement était le suivant : l'intendant chargé de la haute direction de chacun des arsenaux maritimes proposait des candidats au grade d'élève ; le ministre les autorisait à suivre les travaux dans les ports. Après deux ans de stage et à la suite d'un examen portant sur l'arithmétique et le dessin, ils étaient proposés pour les places d'élèves, faisaient un nouveau stage de deux ans dans les ports et les meilleurs étaient envoyés à Paris dans une école où ils recevaient une éducation théorique ; après avoir satisfait aux examens de sortie, ils étaient nommés sous-ingénieurs au fur et à mesure des vacances. Leur nombre ne dépassait pas dix ou douze.

La loi du 30 vendémiaire an IV spécifia de recruter à l'école polytechnique les élèves pour le service des constructions navales ; le 22 pluviôse suivant, un arrêté lia l'enseignement de l'école des ingénieurs de vaisseaux à celui de l'école polytechnique, de façon à ce qu'il ne fît pas double emploi avec lui. Cet arrêté transformait en école d'application l'ancienne école des ingénieurs constructeurs de la marine.

Les jeunes polytechniciens trouvèrent chez les anciens constructeurs des maîtres aussi bienveillants que savants. Ces derniers qui s'étaient faits seuls, qui avaient eu souvent une carrière chargée de contrariétés, de dégoûts et de désillusions, accueillirent avec une joie profonde leurs jeunes camarades, d'origine démocratique comme eux, et qui entraient dans la carrière sous une meilleure étoile.

La loi du 3 brumaire an IV disposait que le quart des places de sous-ingénieurs constructeurs pourrait être donné aux maîtres charpentiers entretenus, aux maîtres et seconds maîtres mâteurs.

Les cadres fixés par une autre loi du même jour étaient de 61 ingénieurs et de 12 élèves, 4 ingénieurs en chef, directeurs, assimilés d'après leur ancienneté aux chefs de division ou aux capitaines de vaisseau. 25 ingénieurs constructeurs ordinaires assimilés aux capitaines de vaisseau et 32 sous-ingénieurs assimilés aux lieutenants de vaisseau.

La haute direction de chacun des ports avait été confiée par la loi du 2 brumaire an IV à un administrateur unique qui portait le nom d'ordonnateur. Le ministre de la marine et des colonies confia cette mission dans les quatre ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon à des ingénieurs constructeurs. Les choix furent particulièrement heureux et portèrent sur des hommes du plus grand mérite.

Le règlement du 7 floréal an VIII et l'arrêté du 7 thermidor de la même année militarisant le corps et donnant aux officiers le droit d'occuper un grade dans le corps des officiers de vaisseau portèrent un coup funeste à l'organisation précédente à certains points de vue, mais présentèrent des avantages sérieux.

D'après l'arrêté du 7 thermidor, dans chaque division un officier du génie maritime, était chargé, sous les ordres du commandant de la division, des travaux relatifs au radoub et à l'entretien des bâtiments ; un officier supérieur du génie maritime était embarqué dans chaque escadre de quinze vaisseaux, et, enfin, un ingénieur pouvait être embarqué sur tout bâtiment en voyage au long cours.

Dans le cas où des travaux extraordinaires auraient nécessité l'établissement d'un atelier à terre, les ouvriers nécessaires devaient être mis par le commandant de la division ou de l'escadre sous les ordres de l'ingénieur.

L'arrêté du 7 thermidor an VIII, modifié par celui du 24 messidor an IX, augmenta le nombre des ingénieurs et créa un inspecteur général. La nécessité de reconstituer rapidement la flotte et d'organiser les ports d'Anvers, de Gênes, de Venise et de Corfou furent les causes de cette augmentation des cadres.

Quelques temps après, les bataillons d'ouvriers militaires de la marine furent créés en vue d'un travail réel et productif des arsenaux. Ces bataillons furent souvent détournés de leur but primitif ; ils devinrent, sous les ordres de leurs ingénieurs, les grands pontonniers des armées de l'empire ils ont laissé de si brillants, et si glorieux souvenirs qu'on fut souvent tenté de les reconstituer. Ils furent licenciés en 1816 par la seconde Restauration, qui conserva à peu près les cadres du corps et créa un second inspecteur général.

L'introduction de la vapeur dans la marine élargit le rôle de l'ingénieur dans les arsenaux et augmenta sa tâche ; en outre, la direction

(1) Voir les nos 132, Sénat, année 1914, et 3133-3357-3636 et 8e 737 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

des usines d'Indret et de Guérigny fut confiée au génie maritime.

D'après l'ordonnance du 2 mars 1838, deux années de navigation étaient exigées pour le passage du grade de sous-ingénieur à celui d'ingénieur. Cette disposition fut abrogée en 1848, mais les mesures prises par la République de 1848 puis par l'Empire, rendirent fréquents les embarquements d'ingénieurs obligés d'étudier les nouveaux types qu'ils avaient créés de toutes pièces, amenés à diriger des travaux de construction et de réparation en Crimée, en Chine, en Cochinchine et au Mexique.

Le décret de 1854 (11 avril), complété par ceux du 8 septembre 1860 et du 5 octobre 1861, composa le corps de 122 officiers, en centralisant le service forestier et en créant une direction spéciale qui, plus tard, fut chargée de la surveillance des travaux confiés à l'industrie.

Après 1870, le nombre des ingénieurs fut réduit à 117.

Le décret du 16 juin 1865, modifié en 1881, admettait à concourir, pour les places vacantes de sous-ingénieur de 3e classe, les maîtres principaux ainsi que les maîtres entretenus ayant au moins un an de grade. Ces dispositions en faveur des collaborateurs du génie maritime ne sont pas seulement bienveillantes, elles sont équitables et démocratiques, et il est à désirer qu'elles reçoivent leur application. Pour cela, il est nécessaire d'encourager l'apprentissage des élèves qui passent par les écoles de maistrance des ports (aujourd'hui écoles techniques) et surtout par l'école supérieure de Brest. Or, les décrets de 1900 ont porté un coup funeste à l'organisation excellente qui existait auparavant. Les avantages concédés aux élèves des écoles techniques n'existent plus et le nombre des candidats diminue chaque année. La source qui produisait une maistrance habile et distinguée, susceptible de donner aux ingénieurs des collaborateurs précieux, de fournir le recrutement spécifié par la loi du 3 brumaire an IV, va se tarir, si l'on ne fait rien pour les ouvriers qui font des efforts et des sacrifices considérables pour arriver à subir avec succès des examens de plus en plus difficiles.

Un décret du 1er décembre 1900 élève le total du corps à 147 unités, non compris les ingénieurs de 3e classe, dont le nombre peut, désormais, varier selon les besoins.

Le 7 septembre 1911, en conformité des crédits ouverts par la loi de finances du 13 juillet de la même année, M. Delcassé, ministre de la marine, consacre, par décret, une nouvelle augmentation. L'effectif est porté à 153 ingénieurs.

En même temps, dans la période 1905-1912 comme conséquence de la loi militaire de 1905 qui maintenait à l'école d'application une promotion d'ingénieurs de 2e classe, et aussi pour répondre aux besoins du programme naval, les promotions sortant de l'école polytechnique sont renforcées par voie budgétaire. On constate, au budget de 1913, qu'il y a 38 ingénieurs de 2e classe, au lieu de 20 prévus par le décret du 1er décembre 1900. Cette augmentation n'a rien d'irrégulier : les ingénieurs ayant deux ans de grade dans la 3e classe passent, de droit, dans la 2e. Il est évident, toutefois, que la situation actuelle ne peut durer, des débouchés doivent être assurés aux jeunes ingénieurs autrement que par mesures budgétaires et par décrets. Une loi des cadres s'impose.

L'effectif du corps du génie maritime figure au budget de 1914 pour 174 unités, ainsi réparties entre les grades :

GRADES	NOMBRES	ASSIMILATION
Inspecteur général	1	Général de division.
Directeurs	11	Général de brigade.
Ingénieurs en chef de 1re classe	19	Colonel.
Ingénieurs en chef de 2e classe	19	Lieutenant-colonel.
Ingénieurs principaux	19	Chef de bataillon.
Ingénieurs de 1re classe	67	Capitaine.
Ingénieurs de 2e classe	38	Lieutenant.
Ingénieurs de 3e classe (nombre variable suivant les besoins)	»	»
Total	174	

Il faut noter que, dans ce total de 174, figurent trois ingénieurs, qui remplissent des fonctions dans les cadres de l'administration centrale du ministère de la marine, et sont payés sur le chapitre 1er de ce ministère. Conformément au décret du 1er décembre 1900, ces officiers comptent dans leurs corps, en sus des effectifs fixés.

Telle est, à l'heure actuelle, la composition du corps du génie maritime.

Une des raisons qui militent justement en faveur d'une augmentation nouvelle des cadres, résulte des progrès de la science, des travaux dus aux anciens élèves de l'école polytechnique, des découvertes et des observations faites par eux. L'œuvre du corps et les travaux effectués en dehors doivent donc être rappelés et résumés brièvement.

L'œuvre du corps.

Sous l'empire les ingénieurs et les bataillons d'ouvriers construisent et se battent alternativement. La flottille de Boulogne est construite par Dupin, Moreau, Marestier, Hubert avec une rapidité étonnante. Achevée en un an, elle pouvait porter cent mille hommes, quinze mille chevaux et l'artillerie correspondante. Elle bat une escadre anglaise sous les yeux de l'armée de terre.

Les ports de France, ceux de l'étranger comme Anvers, Gênes, Naples, Venise, Livourne, Corfou, sont des centres actifs de construction navale. A Anvers, sur le Danube, en Espagne, en Russie, on trouve les élèves sortis de l'école polytechnique dans les premières promotions payant de leur personne à la tête des bataillons militaires d'ouvriers, soit comme ingénieurs, soit comme officiers. A Lobau, sur le Danube ; à Cadix, à la Moskowa, à Gênes, à Badajoz, ils utilisent leur talent d'ingénieurs, à Lutzen, à Bautzen, à Leipzig, on les trouve à la tête de leurs hommes les entraînant contre l'ennemi.

Quelques-uns comme Chanot, Masquelez y perdent la vie, d'autres comme Moreau, Gilbert y sont blessés. Mais, au milieu des batailles, des déplacements sans nombre, la science ne perd aucun de ses droits ; à Corfou, à Toulon, à Dunkerque, Dupin continue ses belles expériences sur la flexibilité, la force et l'élasticité des bois, expériences qui sous le prélude de nouveaux progrès dans les constructions navales. Hubert, marchant sur les traces de Coulomb, étudie le frottement des machines simples, dote le port de Rochefort d'une foule de machines utiles et ingénieuses et effectue sur la percussion une série d'épreuves extrêmement remarquées qui l'amenèrent à l'académie des sciences.

Dupin et Tupinier, comprenant qu'en se contentant d'imiter les Anglais, nous leur resterions constamment inférieurs, provoquent un mouvement en faveur des grandes dimensions. Malgré l'opposition formidable qu'ils suscitent, ils construisent et amènent leurs camarades à construire deux bâtiments, l'*Amazone* et la *Surveillante*, qui servent de modèles.

La quantité d'améliorations imaginées par Dupin et par Tupinier est considérable : éclairage des faux-ponts, jusque-là obscurs, au moyen de verres lenticulaires, remplacement du chanvre par le fer dans les câbles, des tonneaux en bois pour l'eau, qui y pourrissait, par des caisses métalliques, emploi des verres colorés pour les phares, installation à bord d'appareils distillatoires.

Pendant qu'Anglais et Américains cherchent à utiliser la vapeur comme moteur, Marestier construit le premier bateau à vapeur. En 1830, apparaît l'aviso à roues le *Sphinx* dû à Hubert. Les machines venaient d'Angleterre, mais dès ce moment, le mouvement est imprimé à l'industrie nationale, des ateliers s'installent dans tous les ports et, en 1840, aucune machine ne provient de la fabrication étrangère.

Tupinier fonde Guérigny et Indret. Les ancres, les chaînes fabriquées dans les forges de la Chaussade, la machine du *Napoléon* développant une puissance de 3,850 chevaux, extraordinaire pour l'époque, plus tard celles du *Friedland* et du *Suffren* donnent à ces deux établissements une réputation mondiale.

Reech, savant autant qu'ingénieur, établit les théories nouvelles nécessitées par la construction de bâtiments plus longs, ayant des formes plus fines et par l'emploi rationnel de la vapeur dans la machine.

Une novelle révolution se préparait, dans l'art naval : un Français, Sauvage, avait inventé l'hélice, dont l'emploi avait été repoussé par l'amirauté anglaise, Boucher l'utilise sur la *Pomone*, et quelque temps après, Dupuy-de-Lôme, malgré une très forte opposition, en dote le *Napoléon*.

Le retentissement fut immense à la nouvelle que le *Napoléon*, remorquant le vaisseau amiral, franchissait le détroit des Dardanelles et laissait la flotte anglaise à l'entrée, impuissante pendant plusieurs semaines à vaincre le vent et les courants.

Les batteries flottantes, employées pendant la guerre de Crimée et dues au génie de Gervaize et de Dupuy-de-Lôme, furent l'origne des frégates cuirassées comme la *Gloire* et la *Couronne*. C'est sur ce dernier bâtiment qu'on utilisa pour la première fois la charpente en fer. Là encore nous devancions l'Angleterre comme nous l'avons devancée quelques années après dans la construction en acier du *Redoutable*, œuvre de M. de Bussy.

Vers 1860 et 1875, furent entreprises par MM. Joëssel et de Maujeon les études sur le tirage forcé.

Il est impossible de passer sous silence les premiers projets de croiseurs-rapides de M. Bertin, la conception des avisos-torpilleurs de M. Marchal, les croiseurs cuirassés de MM. de Bussy et Thibaudier, les tourelles fermées de M. Huin, les dispositions de l'artillerie sur les grands bâtiments de combat imaginées par MM. Saglio, Huin et Thibaudier, les études de M. Bertin sur la puissance offensive et défensive des navires de guerre, nos grands transports et navires hôpitaux, les beaux travaux de M. Lyasse, et j'en oublie certes de non moins éminents.

C'est encore à l'ingénieur de la marine, M. Zédé, et à un autre Français, M. Goubet, que l'on doit la navigation sous-marine. Le *Gymnote* et le *Goubet* ont été les premiers sous-marins. Le *Morse* et le *Narval* ont été des succès éclatants pour leurs constructeurs, M. Romazotti, qui avait modifié les plans du *Gymnote* et M. Laubeuf, auquel nous devons, comme à M. Maugas, les grands sous-marins.

Là encore, comme toujours, la France a été à la tête du progrès, alors que les Anglais et les Allemands plaisantaient sur la nouvelle invention qui fait le plus grand honneur à nos ingénieurs.

Si nous ne craignions pas de dépasser les limites de ce rapport, nous envisagerions le rôle joué par les ingénieurs du génie maritime dans les arsenaux, dans les établissements hors des ports, dans l'industrie privée, aux colonies à l'étranger, en Egypte, en Grèce, au Japon, en Chine. Partout l'enseignement et l'éducation de l'école polytechnique ont porté leurs fruits et c'est le cas de rappeler les belles paroles de Prony à l'ouverture de son cours d'analyse et de mécanique le 7 pluviôse an VII :

« La préférence donnée aux connaissances exactes dans les épreuves qu'on vous a fait subir, résulte nécessairement de la nature des travaux qui occuperont votre vie, où la précision doit être une condition rigoureuse, le calcul un instrument rapide, et où tout vous rappellera continuellement cette importante maxime que, dans l'ordre physique comme dans l'ordre moral, les conceptions humaines n'ont de beauté et de grandeur réelles que par la méthode et la vérité.

« Mais ce n'est pas encore tout ; l'application journalière de votre faculté de raisonner aux objets d'étude de cette école perfectionnera en

vous l'organe du raisonnement pris dans l'acception la plus générale : cette série d'études est, en effet, le meilleur exercice de logique que vous puissiez faire ; et des esprits accoutumés à l'usage des méthodes les plus parfaites que le génie humain ait inventées pour procéder dans les sciences, doivent devenir des instruments universels propres à tous les genres de méditation. Les annales de la Révolution française offrent déjà plus d'un exemple de cette admirable influence.

« Vous voyez, jeunes citoyens, quelle brillante perspective appelle vos espérances et encourage votre émulation ; vous entrez dans la carrière au moment où tous les préjugés renversés n'opposent plus rien à la propagation des lumières, et vous jouissez, dès le début, de tout ce que le génie et le courage français ont fait pour fonder à jamais l'empire de la raison et de la philosophie. Le souvenir de ceux qui vous ont ouvert et frayé une si belle route sera gravé dans vos cœurs reconnaissants ; il enflammera votre zèle, excitera votre enthousiasme, et soit que la patrie vous appelle à la servir au dedans ou à la défendre au dehors, fiers de posséder le plus beau titre qu'on puisse avoir au monde, celui de citoyen français, vous en soutiendrez l'honneur, vous le ferez chérir par vos vertus, vous le ferez respecter par vos talents et votre courage. »

Les prévisions de Prony ont été réalisées et se vérifient tous les jours.

Nécessité d'augmenter les cadres.

Ce que nous venons de dire montre dans une certaine mesure la complexité des fonctions du corps du génie maritime dont, à toutes les époques, on a reconnu la faiblesse numérique. A la commission d'enquête de 1849, l'inspecteur général M. Boucher, comme deux directeurs, signale l'insuffisance du personnel et il résulte de la déposition des autres directeurs que si on leur eût demandé les raisons pour lesquelles ils ne faisaient pas naviguer leur personnel et pourquoi on n'envoyait pas d'ingénieurs en mission, ils eussent répondu que le petit nombre des ingénieurs en était la cause. M. Reech l'indique implicitement dans sa déposition. Comme directeur de l'école du génie maritime à Lorient, et faute de professeurs, il enseigne la géométrie du vaisseau, la haute théorie du vaisseau, toutes les questions nautiques ; il fait un cours de stabilité, de résistance des matériaux. Le temps matériel lui manque pour publier ses cours.

Le rapport de M. Collas, membre de la commission d'enquête contient plusieurs tableaux des organisations du personnel en 1830, 1838, 1842, et 1846 que nous résumons dans le tableau suivant, extrêmement suggestif, car il montre qu'avec la complication croissante des constructions croît forcément le nombre des ingénieurs :

Personnel des ingénieurs du génie maritime à diverses époques.

GRADES	PÉRIODES			
	1830.	1838.	1842.	1846.
Inspecteur général	1	1	1	1
Directeurs	5	5	6	6
Ingénieurs de 1re classe	10	12	15	18
Ingénieurs de 2e classe	12	12	15	18
Sous-ingénieurs de 1re classe	12	14	18	22
Sous-ingénieurs de 2e classe	12	14	18	22
Sous-ingénieurs de 3e classe	5	7	9	13
Totaux	57	65	82	99

Le rapport de M. Collas propose, il est vrai, de diminuer de deux unités le dernier nombre à cause de la formation de la flotte telle que la conçoit la commission d'enquête.

Le rapport général de la commission d'enquête de 1894-1897 est plus explicite encore :

« L'insuffisance numérique des ingénieurs de la marine surchargés de travaux d'ordre différent, écrit le distingué M. Bouchard, rapporteur général, nous a été signalé de toute part au cours de notre enquête. »

Tout d'abord, c'est M. le vice-amiral Duperré, président du conseil des travaux, qui fait la déclaration suivante :

« Les ingénieurs n'ont déjà que trop d'occupations qui les éloignent de l'étude des plans et de la surveillance des chantiers. Il faut les laisser à leur rôle d'ingénieur et les décharger le plus possible des travaux qui y sont étrangers. »

M. le vice-amiral de Cuverville, à Cherbourg, dépose ainsi :

« La tâche du directeur des constructions navales est d'autant plus lourde que les cadres du génie maritime sont insuffisants et que tous les services des ingénieurs sont extrêmement chargés. Constructions neuves, réparations, armements, direction de nombreux ateliers, surveillance d'un personnel de plus de 3,500 ouvriers suffisent à absorber tout leur temps... »

Le directeur des constructions navales de Toulon se plaint également de l'insuffisance de son personnel :

« Nous manquons, dit M. Berrier Fontaine, d'ingénieurs, de personnel ouvrier, d'outillage... En ce qui concerne le personnel ingénieur, je résume le danger de la façon suivante : nous sommes, tout compris, 22 ingénieurs au port de Toulon, et j'estime qu'il en faudrait 36 pour faire marcher convenablement le service qui nous incombe. »

A Cherbourg, le directeur des constructions navales, M. Eynaud, tient le même langage :

« Avec l'organisation actuelle du service, nous manquons d'ingénieurs dans une proportion de 50 p. 100... Les ingénieurs sont trop chargés de besogne... ils ne peuvent suffire à leurs occupations, et, le jour où l'un d'eux manque, la production périclite. »

Même déclaration de la part du directeur des constructions navales de Brest, M. Huin :

« Le personnel des ingénieurs est extrêmement réduit, au point qu'à plusieurs reprises j'ai été obligé de signaler au préfet maritime que je ne pouvais pas assurer complètement le service, que j'en étais à me demander tous les jours s'il n'arriverait pas quelque catastrophe imprévue qu'avec plus de personnel on devrait pouvoir éviter. Nous sommes, à chaque instant, réduits à nous demander quelle partie de nos obligations nous serions contraints de laisser de côté pour pouvoir en remplir d'autres plus urgentes. »

A Lorient, M. de Maupéou d'Ablèges, directeur des constructions navales, fait entendre les mêmes plaintes :

« Nous sommes actuellement huit pour assurer le service. C'est beaucoup trop peu... Je suis parfois obligé de faire le service de sous-ingénieur, mes chefs de section également ; c'est une nécessité pour qu'il n'y ait pas trop de choses en retard. Chacun y met la plus grande bonne volonté ; après une journée bien remplie, on emporte du travail pour la soirée, et, malgré cela, nous ne pouvons suffire à tout. »

Le rapporteur général de la commission d'enquête ajoutait :

« Cet ensemble de déclarations, toutes absolument concordantes, nous paraît de nature à attirer particulièrement l'attention de la commission. Il y a là, en effet, une situation grave dont le service des constructions navales souffre évidemment, puisque les chefs les plus autorisés du corps du génie maritime sont unanimes à soumettre, à cet égard, leurs doléances. »

Il faut nécessairement porter remède à une situation qui n'a fait qu'empirer depuis l'époque à laquelle ont été écrites ces lignes.

Malgré les relèvements récents, l'effectif reste insuffisant.

Le programme naval, établi par la loi du 30 mars 1912 et appliqué par anticipation dès 1910, en vertu de deux lois spéciales de 1910 et 1911, a augmenté l'importance et l'activité des constructions neuves, dans des proportions que le chiffre des crédits votés depuis quelques années précise d'une façon suffisante. Les chantiers qui, vers 1908 et 1909, mettaient cinq ans pour construire des unités de 14,000 tonnes (*Waldeck-Rousseau*, *Edgar-Quinet*) terminent en trois ans des bâtiments de 23,500 tonnes (*Jean-Bart*, *Courbet*). La moyenne annuelle par bâtiment des tonnes construites est passée de moins de 3,000 à près de 8,000. On tend à aller plus vite encore. Les mises en chantier se succèdent à des intervalles de plus en plus rapprochés. Le ministre de 1910 les espaçait de deux ans en deux ans, sur la même cale. Celui de 1911 adoptait l'échelonnement de vingt mois. Malgré nos efforts pour démontrer que le bon rendement des arsenaux était lié à un délai de dix-huit mois au plus, l'honorable M. Delcassé et la commission de la marine refusaient d'aller au delà. Deux ans se sont écoulés : on en est aujourd'hui à 17 mois. En 1915 ou 1916, on doit descendre à 15 mois et arriver à la construction des superdreadnoughts en deux ans et demi. C'est possible et c'est nécessaire, puisque l'Angleterre et l'Allemagne le font.

Mais cela ne va pas sans augmentation du personnel et du matériel. On a renforcé le nombre des ouvriers et l'outillage. Déjà même on a accru l'effectif, insuffisant pour les bâtiments en service, des officiers de vaisseau et des marins. La logique commande d'accroître au plus tôt le nombre des ingénieurs. Avant d'armer les bâtiments, il faut pouvoir les construire et les réparer. Une seule chose peut surprendre, c'est que la loi des cadres du génie maritime, corollaire du programme naval, ait tardé si longtemps à voir le jour après le vote de la loi du 30 mars 1912.

L'exposé des motifs énumère ainsi qu'il suit les services qu'il est nécessaire d'assurer d'une façon plus large, tant à Paris que dans les ports, par suite de l'intensité des constructions et des nouvelles attributions confiées aux ingénieurs :

1° Le service technique des constructions navales à Paris, qui doit produire les plans et études en temps voulu, et qui a vu ses attributions augmentées de celles de l'étude des sous-marins ;

2° Le service des constructions neuves dans les différents arsenaux ;

3° Le service de la surveillance dans les différents centres et à Guérigny, qui a à assurer un nombre considérable de recettes en usine, et dont la rapidité des opérations a une influence très grande sur celle des constructions ;

4° Le service des réparations qui a à faire face à l'entretien d'une flotte plus nombreuse, par suite du renforcement des escadres de ligne : enfin le service des ateliers qui a à exécuter un programme de réfection de l'outillage atteignant environ 70 millions.

D'autre part, de nouvelles branches sont venues, depuis quelques années, s'ajouter au service des constructions navales, notamment :

a) Les torpilles, depuis la suppression de la direction des défenses sous-marines, ainsi que les mines dont l'emploi se développe dans des proportions considérables.

b) La construction et l'entretien des immeubles affectés aux constructions navales, service qui comporte actuellement l'exécution de tout un programme de réorganisation (aciérie de Guérigny, électrification des ports, etc.) ;

c) La création d'un bassin d'essai des carènes, sous la direction d'un officier supérieur du génie maritime ;

d) Enfin, l'arsenal de Sidi-Abdallah, dont l'importance va toujours se développant, et qui dès maintenant occupe 4 ingénieurs.

Si l'on ajoute à ces accroissements d'attributions directes certaines obligations accessoires, mais cependant nécessaires : embarquement d'ingénieurs en escadre (le vice-amiral commandant l'armée navale demande un renforcement du nombre des ingénieurs, vu l'augmentation du nombre des escadres ayant à leur tête un vice-amiral), à l'école navale (2 au lieu de 1), aux commissions d'études pratiques d'artillerie et de torpilles, au nouveau service de l'aéronautique, on doit convenir que les effectifs du corps, tels qu'ils ont été fixés en 1910, ne sont plus suffisants.

L'exode vers l'industrie privée.

La question du relèvement de l'effectif ne doit pas être envisagée au seul point de vue des

besoins des services de l'Etat. Il faut tenir compte des besoins de l'industrie privée.

En réalité, l'Etat forme des ingénieurs, en même temps pour ses chantiers et pour ceux des grandes sociétés de construction. L'école d'application du génie maritime est la pépinière unique, de même que nos arsenaux sont les laboratoires de travaux pratiques, par lesquels passent tous les ingénieurs des constructions navales de France. Après dix ou douze ans consacrés au service de l'Etat, alors qu'ils ont le métier bien en main, certains prennent des congés ou démissionnent, pour entrer au service des sociétés de construction. C'est un fait. On peut l'apprécier d'une manière ou d'une autre. On ne doit pas le négliger dans une étude de ce genre.

Cliente forcée de l'industrie privée, la marine a intérêt, à plusieurs points de vue, à voir à la tête des sociétés de construction ses anciens ingénieurs. Ils appliquent ses méthodes et lui garantissent, par leur direction, une bonne exécution des commandes.

Mais il ne faut pas que les besoins de l'industrie et l'appât de gros traitements provoquent des départs trop fréquents, préjudiciables à la marche régulière des chantiers de l'Etat. Il appartient à la marine, puisqu'elle a le monopole de fait du recrutement, de préparer un nombre d'ingénieurs suffisant pour elle et pour l'industrie privée. En prenant cette précaution, elle s'adapte au fait et obvie aux inconvénients de l'exode. Empêcher cet exode, dans l'état actuel, est impossible ; ce qu'il faut, c'est prendre des mesures pour que la marine conserve à sa disposition, en nombre et en qualité, le personnel voulu. Le projet soumis au Parlement s'inspire de cette idée.

Depuis quelques années, les congés hors cadres, les démissions et les retraites anticipées ont augmenté d'une façon sensible. Le tableau ci-après fait ressortir, en regard de l'apport des promotions, les vides accusés dans les cadres par les départs prématurés de tous genres. Dans les dix dernières années, soixante-dix ingénieurs ont quitté le service de l'Etat. De 1909 à 1913 inclus, l'émigration vers l'industrie atteint le chiffre de 40, soit une moyenne annuelle de 8. En tenant compte des décès et des mises à la retraite par limite d'âge, le total des pertes, dans la période 1904-1913, est de 86 contre 93 admissions. Le faible excédent de 7 unités, rapproché de l'augmentation considérable des constructions, montre qu'il est indispensable et urgent de relever l'effectif du corps

Génie maritime.

Départs prématurés. — Décès. — Retraites. — Admissions.

DÉSIGNATION	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
Congés hors cadre	1	3	2	4	4	1	1	»	»	5
Démissions	3	»	4	2	1	7	3	4	5	6
Retraites anticipées	»	1	»	2	2	2	1	4	1	»
Divers (1)	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Départs prématurés	4	4	7	8	7	10	5	8	6	11
Décès	»	»	»	»	»	2	1	»	1	2
Retraites par limite d'âge	2	2	2	2	1	»	»	»	1	»
Total	6	6	9	10	8	12	6	8	8	13
Admissions (stagiaires compris)	7	7	7	11	(2) 1	8	10	15	12	15

Balance des dix dernières années	Admissions	93
	Pertes	86
Excédent des admissions		7

(1) Un ingénieur du génie maritime passe dans le corps du contrôle de la marine.

(2) Conséquence de l'application de la loi de 1905 sur le service de deux ans. En sortant de l'école polytechnique, et avant d'entrer à l'école d'application, les élèves ingénieurs devaient faire une année de service dans un corps de troupe.

Organisation du génie maritime dans les marines étrangères.

Après les considérations qui précèdent, et à titre documentaire, il nous a paru intéressant de donner quelques indications sur le mode d'organisation du génie maritime dans les principales marines étrangères.

La marine française emploie des ingénieurs du génie maritime pour les constructions navales (coques et machines) ; des ingénieurs d'artillerie navale, pour le matériel d'artillerie navale ; des ingénieurs des ponts et chaussées, pour les travaux de quais, bassins de radoub, etc, etc.

Dans les marines étrangères, ces différents services sont assurés soit par un corps unique (Autriche-Hongrie) d'ingénieurs spécialisés en plusieurs branches, soit par un plus grand nombre de corps qu'en France.

On ne peut donc établir une concordance absolue entre le génie maritime français et les services étrangers correspondants. Nous avons cherché à rendre la comparaison aussi exacte que possible.

Angleterre

Trois corps d'ingénieurs correspondent au génie maritime français : les « naval constructors », chargés des études et de la construction de la coque des navires ; les « engineers », chargés des projets de machines et de la surveillance de la construction de ces machines dans les usines privées, l'Etat anglais ne construisant pas lui-même de machines ni de chaudières ; les « engineers » ont en outre la haute direction du service des machines à bord des bâtiments de la flotte ; les « electrical engineers » pour les installations électriques.

Recrutement. — Les « naval constructors » sont civils ; ils sont recrutés parmi les étudiants civils qui passent par une école spéciale à Greenwich et parmi les apprentis des arsenaux. Les « engineers » sont militaires ; ils ont la même origine que les officiers de marine et se spécialisent à partir du grade de lieutenant de vaisseau après examen. Les « electrical engineers » sont des ingénieurs civils spécialistes.

Le nombre total des ingénieurs correspondants à ceux du génie maritime français est 257 pour 24,000 ouvriers, nombre à peu près égal à celui des ouvriers des arsenaux et établissements de la marine française. Sur ces 257 ingénieurs, 100 sont détachés au ministère de la marine et au service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie.

DÉSIGNATION	NAVAL constructors.	ENGINEERS	ÉLECTRICAL engineers.
Vice amiral	2	1	»
Contre-amiral	10	7	3
Capitaine de vaisseau	30	6	11
Capitaine de frégate		21	
Capitaine de corvette		13	
Lieutenant de vaisseau	67	26	16
Enseigne	24	»	»
Totaux	133	74	30

Allemagne.

Trois corps d'ingénieurs : ingénieurs de coques « Schiffbaumeister », ingénieurs de machines « Machinenbaumeister », et ingénieurs de travaux hydrauliques « Hafenbaumeister », les deux premiers correspondent au génie maritime français.

Recrutement. — Les ingénieurs de coques et machines passent d'abord par l'école navale, à la sortie de laquelle ils effectuent leur instruction professionnelle, qui dure pendant sept années à savoir, un an de stage pratique dans un arsenal, deux ans d'école technique à Charlottenburg, école analogue à nos écoles d'arts et métiers, deux ans à l'école technique supérieure à Berlin, correspondant à l'école d'application du génie maritime, vingt et un mois de stage dans un arsenal, et cinq mois d'embarquement. Ils passent ensuite l'examen d'ingénieur.

Il y a 182 ingénieurs de coques et de machines pour 17,000 ouvriers environ.

Capitaine de vaisseau. — Ressort Direcktor	7
Capitaine de frégate. — Betriebs Direcktor	27
Capitaine de corvette. — Baurat	41
Lieutenant de vaisseau. — Baumeister	62
Enseigne. — Bauführer	25
	182

Russie.

Deux corps d'ingénieurs : les ingénieurs des constructions navales et les ingénieurs mécaniciens, chargés de la construction et de la direction des machines.

Recrutement. — Les deux corps sont formés à l'école des ingénieurs de l'empereur Nicolas Ier à Croustadt, où ils restent quatre ans, avec une mission de quatre mois chaque année à bord des bâtiments de la flotte et dans les chantiers privés. Les élèves font ensuite dix mois d'embarquement et sont promus ingénieurs après examen.

Les cadres à terre pour l'ensemble des deux corps sont de 469 ingénieurs; il y a 15,000 ouvriers.

Vice-amiral	2
Contre-amiral	8
Capitaine de vaisseau	52
Capitaine de frégate	66
Capitaine de corvette	204
Lieutenant de vaisseau	68
Enseigne	69
	469

Autriche-Hongrie.

Un seul corps d'ingénieurs ayant six branches distinctes : coques, machines, électricité, travaux hydrauliques, artillerie, chimistes; les trois premières correspondent au génie maritime français.

Les ingénieurs sont recrutés dans les écoles supérieures industrielles de l'empire (Polytechnikum de Vienne, Budapest et Prague) et suivent pendant deux ans des cours à l'école d'application de Pola. Le recrutement est donc analogue à celui des ingénieurs français.

Les ingénieurs des trois premières branches sont au nombre de 90 pour 3,500.

DÉSIGNATION	COQUE	MACHINES	ÉLECTRICITÉ	TRAVAUX hydrauliques	ARTILLERIE	CHIMISTES
Capitaine de vaisseau (Oberster Ingénieur)	1	1	»	1	1	»
Capitaine de frégate (Ober Ingénieure)	2	2	1	1	1	»
Capitaine de corvette (Ober Ingénieure)	6	5	2	2	4	2
Lieutenant de vaisseau (Ingénieure)	16	16	8	4	14	1
Enseigne de vaisseau	13	11	6	2	11	1
Totaux	38	35	17	10	31	4

Italie.

La marine italienne possède un corps du génie naval qui a sensiblement les mêmes attributions que le génie maritime français.

Les ingénieurs sont recrutés parmi les diplômés de l'école navale supérieure de Gênes, institution purement civile qui délivre un brevet sans fonction publique, les diplômés des universités ou écoles supérieures du royaume, les gardes-marines, sous-lieutenants mécaniciens, lieutenants et sous-lieutenants de l'artillerie et du génie après examen. Ils suivent pendant deux ans un cours spécial à l'école de Gênes.

Leur nombre est 122 pour moins de 10,000 ouvriers.

Vice-amiral	1
Contre-amiral	3
Capitaine de vaisseau	9
Capitaine de frégate	10
Capitaine de corvette	15
Lieutenant de vaisseau	62
Enseigne	22
	122

Etats-Unis.

Les « navals constructors » américains correspondent assez exactement aux « navals constructors » anglais.

Ils proviennent de l'académie navale d'Annapolis, où ils suivent toute l'instruction des « midshipmen »; ils font deux ans d'embarquement à la sortie de l'académie et suivent ensuite les cours de l'institut de technologie de Massachussets.

Ils sont au nombre de 74 :

Contre-amiral	2
Capitaine de vaisseau	5
Capitaine de frégate	5
Capitaine de corvette	15
Lieutenant de vaisseau	34
Enseigne	8
	74

auxquels il faudrait ajouter un certain nombre d'officiers recrutés comme des « engineers » anglais et ayant les mêmes attributions.

Japon.

Deux corps d'ingénieurs spécialisés les premiers en coques, les autres en machines.

Ils sont recrutés après examen parmi les élèves de l'Université ou d'une école technique supérieure.

Le nombre est 81 pour 40,000 ouvriers.

Contre-amiral	4
Capitaine de vaisseau	7
Capitaine de frégate	11
Capitaine de corvette	26
Lieutenant de vaisseau	21
Enseigne	11
	81

Le projet du Gouvernement.

Les considérations précédentes sur l'exode croissant des officiers du génie maritimes, sur l'augmentation des charges qu'ils ont à assumer et sur l'exécution du programme naval, montrent que l'accroissement des cadres du génie maritime répond à un besoin indispensable.

Cette nécessité, unanimement soulignée depuis plusieurs années par les directeurs des constructions navales et les préfets maritimes, reconnues à plusieurs reprises par le Parlement (1), a motivé le dépôt par M. le ministre des finances, du projet de loi sur les cadres du génie maritime.

Si l'on excepte l'article 1er qui, modifiant les effectifs actuels et établissant les nouveaux cadres, mérite un examen spécial, les autres articles de la loi consacrent en général des dispositions actuellement établies par décrets successifs relatifs au recrutement, à l'assimilation, à l'avancement, au statut général des officiers.

L'article 2 conserve la proportion du sixième des admissions à l'école d'application, au personnel des agents techniques ouvrant ainsi à ce corps si méritant les portes du génie maritime et permettant d'accueillir ceux qui, par leur labeur, leurs capacités, ont pu acquérir les connaissances générales et le bagage théorique que le développement incessant des applications scientifiques rend indispensables à l'ingénieur.

Les articles 3, 4 et 5 qui règlent l'assimilation, le maintien des cadres, l'organisation des sections : activité et réserve (1) pour les officiers généraux, ne présentent aucune disposition nouvelle et sont communs à tous les corps d'officiers.

Les articles 6, 7, et 8 concernent les limites d'âges actuelles d'activité pour les officiers généraux comme pour les officiers supérieurs et subalternes. Leur abaissement, primitivement prévu, qui constituerait une charge pour le

(1) « Il n'est pas discutable que le nombre des ingénieurs, particulièrement des officiers subalternes, est nettement insuffisant; au cours de ces dernières années, la tâche du génie maritime a crû dans de notables proportions et nous nous plaisons à rendre hommage à la science et au dévouement des officiers de ce corps.

« Beaucoup d'ingénieurs de haute valeur quittent la marine après une dizaine d'années de services actifs au moment où leur concours serait le plus précieux; il est régrettable que les avantages et les satisfactions de la carrière ne les retiennent pas au service de l'Etat, de manière à éviter un renouvellement trop rapide du corps.

« C'est là une question singulièrement complexe et votre commission, tout en reconnaissant la valeur des propositions de l'administration, a pensé qu'une modification aussi importante des cadres du génie maritime devrait faire l'objet d'un projet de loi spécial fixant les statuts du corps des ingénieurs de la marine. (Rapport de la commission du budget de la marine pour 1913.)

(1) La position de « réserve » spéciale aux officiers généraux est intermédiaire entre celle « d'activité » et de « retraite ». Elle est caractérisée par la suppression des emplois de la position « d'activité » avec la conservation de certaines prérogatives de la position « activité » n'existant pas pour la position « retraite ».

Trésor, n'a pas paru justifié (a). D'ailleurs, les mêmes articles qui prévoient la disposition nouvelle de la mise en réserve d'office pour les officiers généraux, de la mise en retraite d'office pour les officiers généraux, supérieurs et subalternes font disparaître les inconvénients du maintien dans les cadres d'officiers vieillis prématurément.

L'article 9 prévoit l'application des lois des 19 mai 1834 et 17 août 1879 qui règlent le statut des officiers et sont appliquées à tous les corps d'officiers. La modification du deuxième alinéa de l'article 24 de la loi du 19 mai 1834 (1) permettra le remplacement immédiat dans les cadres des officiers en non-activité, qui, par conséquent, cessent leurs services, et évitera ainsi des vacances préjudiciables à la marche des travaux.

Les articles 10 et 11 maintiennent les conditions actuelles d'avancement.

Toutefois, il est un point sur lequel il y a lieu d'attirer l'attention. L'article 10 prévoit que les ingénieurs de 3e classe (1 galon), sont promus ingénieurs de 2e classe (2 galons), lorsqu'ils ont accompli deux ans de service dans leur grade. Cette disposition, commune à tous les corps d'officiers, est une conséquence du vote de la loi sur le service de trois ans. Mais elle ne saurait s'appliquer aux futurs ingénieurs encore à l'école d'application ou à l'école polytechnique, recrutés sous le régime de la loi de 1905 sur le service de deux ans et soumis à la loi du 22 juillet 1911 (2). Ces jeunes gens qui ont effectué une année de service et satisfait par conséquent aux charges que leur imposait la loi de 1905 doivent, en toute justice, bénéficier des avantages qu'elle leur assurait. Ceux-là seront promus ingénieurs de 2e classe après une seule année de grade comme ingénieurs de 3e classe. Il a paru utile à la Chambre de le spécifier dans le corps de la loi et de rédiger l'article 10 de la manière suivante :

« L'avancement dans le corps du génie maritime s'effectue dans les conditions suivantes :

Les ingénieurs de 3e classe du génie maritime qui ne sont pas placés sous le régime de la loi du 22 juillet 1911 sont promus ingénieurs de 2e classe, lorsqu'ils remplissent deux ans de services dans leur grade, s'ils ont satisfait aux examens réglementaires.

Le rang d'ancienneté des ingénieurs... (le reste sans modification.) »

L'article 12 fixe à six ans le délai maximum nécessaire à la réalisation des effectifs prévus. Etant données les conditions de recrutement, deux années d'école polytechnique et deux années d'écoles d'application, ce temps paraît être le minimum possible pour arriver à la réalisation complète des nouveaux effectifs et particulièrement du cadre des ingénieurs de 1re classe.

La longue durée que mettra la loi en question pour obtenir son plein effet met en évidence l'urgence de sa discussion. Son application est prévue, comme on le sait, à partir du 1er avril.

Les articles 13, 14, 15, 16 et 17, qui règlementent les dispositions relatives au cadre de réserve, ne contiennent aucune disposition nouvelle et sont pleinement justifiés.

Revenons maintenant à l'article 1er qui, ainsi qu'il a été dit précédemment, mérite une attention spéciale puisqu'il constitue le fond de la loi des cadres, en réglant d'une part l'effectif total, d'autre part la répartition des différents grades de cet effectif.

En ce qui concerne le premier point, le projet du Gouvernement porte l'effectif de 174 à 225, y compris les ingénieurs de l'administration centrale actuellement hors cadres et les ingénieurs de 2e classe.

Si l'on tient compte que le projet a été élaboré avant le vote de la loi de trois ans, à un moment où, comme conséquence de la loi de 1905 sur le service de deux ans, une promotion de 12 ingénieurs de 2e classe était maintenue à l'école d'application, le nouvel effectif ne comprend en réalité que 213 ingénieurs en service réel.

Ce chiffre a été établi avec un évident souci d'économie, comme on peut s'en rendre compte par l'examen du tableau de répartition des ingénieurs annexé à l'exposé des motifs. C'est ainsi qu'il n'est prévu qu'un seul ingénieur pour l'aviation maritime et qu'il n'est pas encore prévu d'ingénieur général pour l'arsenal de Sidi-Abdallah dont l'importance croît chaque jour par suite de la concentration des escadres de la Méditerranée, qui occupe actuellement plus de mille ouvriers et pour lequel le projet prévoit 7 ingénieurs. D'ailleurs, avec ce chiffre de 213, le cadre du génie maritime français demeurera proportionnellement le plus faible si on le compare aux marines où il est possible de chiffrer de façon à peu près précise les cadres des corps remplissant les mêmes attributions. (Angleterre, Russie, Allemagne, Autriche, Italie) (1).

Il semble donc que l'effectif prévu constitue le minimum indispensable si l'on veut donner au génie maritime l'élasticité suffisante pour obvier aux départs inévitables, éviter le retour d'une crise aussi préjudiciable à la marine que la crise actuelle et tirer de ce corps d'élite tout le rendement que l'on doit en attendre.

Quant à la répartition des différents grades de l'effectif, le tableau ci-dessous montre nettement que les conditions d'avancement résultant du projet déposé par le Gouvernement sont inférieures aux conditions actuelles.

Ingénieurs généraux :

$$\frac{12}{174} = 6,9 \quad \frac{13}{225} = 5,77$$

Ingénieurs généraux et en chef :

$$\frac{50}{174} = 28,7 \quad \frac{62}{225} = 27,5$$

Ingénieurs généraux en chef et principaux :

$$\frac{69}{174} = 40 \quad \frac{90}{225} = 40$$

Or, si l'avancement dans le corps du génie maritime était rapide jusqu'en 1901, époque à laquelle a été créé le grade d'ingénieur principal (correspondant à capitaine de corvette ou chef de bataillon), dont les cadres ont été prélevés pour moitié sur ceux des ingénieurs en chef, depuis il s'est ralenti chaque année surtout dans les grades supérieurs, à tel point que l'ingénieur en chef de 2e classe le plus récemment nommé ingénieur en chef de 1re classe avait sept ans de grade et avait dû attendre pendant deux ans la vacance qui l'a fait passer au grade supérieur.

Comme, au fond, l'exode des ingénieurs repose sur une véritable loi économique d'offres et de demandes, il est à craindre qu'une diminution des perspectives d'avancement n'augmente la tentation de quitter la marine et que, par suite, l'augmentation des cadres ainsi réalisée aboutisse à une augmentation proportionnellement plus grande des départs.

Décisions de la commission de la marine de la Chambre des députés.

La commission de la marine, qui avait rapporté et fait voter le programme naval, se rendait trop bien compte de la nécessité d'une loi des cadres du génie maritime pour ne pas accueillir favorablement le projet du Gouvernement. Après examen, elle en adopta toutes les dispositions, sauf en ce qui concerne l'effectif du corps. A ce dernier point de vue, elle apporta au projet une double modification.

La loi militaire du 8 août 1913 a supprimé, comme nous l'avons dit, l'obligation pour les élèves ingénieurs de faire une année de service au sortir de l'école polytechnique. Les deux années de séjour à l'école d'application correspondent donc, désormais, aux deux années du premier grade (ingénieur de 3e classe). Dès qu'ils auront leur deuxième galon, les ingénieurs seront affectés aux services des arsenaux, au lieu de passer, comme cela avait lieu sous le régime de la loi de 1905, leur première année de 2e classe à l'école d'application. L'effectif total de ce grade sera utilisable. Il en résulte que le nombre des officiers du corps peut être réduit sans inconvénient. La commission a fixé ce nombre à 216, opérant ainsi une réduction de 9 unités sur l'effectif prévu par le projet.

D'autre part, le seul moyen efficace pour prévenir ou pour rendre moins fréquents les départs prématurés consiste à améliorer les soldes et accélérer l'avancement. La loi du 30 décembre 1913 s'applique au génie maritime comme à tous les corps. Reste à voir si des facilités plus grandes de carrière ne sont pas de nature à conserver à la marine des ingénieurs, dont la formation professionnelle est longue et coûteuse et qui ont tendance à s'en aller au moment même où ils pourraient rendre les meilleurs services.

La commission de la Chambre a pensé qu'il

---

(1) Loi du 19 mai 1834.

. . . . . .

« Art. 24. — La présente loi est déclarée commune aux deux services de terre et de mer. Elle est, en conséquence, applicable aux officiers des troupes de la marine et aux officiers entretenus des autres corps de ce département.

« Néanmoins, la mise en non-activité d'un officier de vaisseau ou d'autres officiers entretenus des corps de la marine ne pourra ouvrir aucune vacance dans le cadre de l'état-major maritime. »

(2) Loi du 22 juillet 1911 étendant le bénéfice de la loi du 17 juillet 1908 aux élèves de l'école polytechnique entrant dans le corps des officiers de marine, des officiers du génie maritime et des ingénieurs hydrographes.

Art. 2. — Les ingénieurs de 3e classe du génie maritime sont promus ingénieurs de 2e classe après une année de service dans leur grade, et s'ils ont satisfait aux examens réglementaires.

(1) La marine allemande occupe 182 ingénieurs (correspondant au génie maritime français) pour 17,000 ouvriers et 3 arsenaux, et la commission du budget du Reichstag vient de se plaindre tout récemment du nombre insuffisant d'ingénieurs, bien que depuis 1908 leur effectif ait été augmenté de 11 p. 100.

La marine anglaise emploie plus de 200 ingénieurs pour un même nombre d'arsenaux que la France et un nombre sensiblement égal d'ouvriers (24,000).

Or, ces deux marines font appel dans une bien plus large mesure à l'industrie privée, que la marine française et ne possèdent aucun établissement comparable à Indret pour la construction des machines et à Guérigny pour les pièces de forge et les blindages, établissements dont le rôle économique est indiscutable comme régulateurs et révélateurs des prix de l'industrie privée.

(a) Le décret du 31 mars 1902 (*B. O.*) a abrogé les dispositions de l'article 3 du décret du 29 juin 1900 fixant à soixante-cinq ans la limite d'âge des inspecteurs généraux (ingénieurs généraux de 1re classe), et a rétabli, par conséquent, l'ancienne limite d'âge de soixante-huit ans.

DÉSIGNATION	INSPECTEURS généraux.	DIRECTEURS	INGÉNIEURS en chef de 1re classe.	INGÉNIEURS en chef de 2e classe.	INGÉNIEURS principaux.	INGÉNIEURS de 1re classe.	INGÉNIEURS de 2e classe.
	ans.	ans.	ans.	ans.	ans.	ans.	ans.
Echelle primitivement proposée. — Même limite d'âge que les ingénieurs d'artillerie navale. Proposition repoussée par le ministère des finances	65	62	60	58	56	53	52
Echelle du projet de loi même limite d'âge qu'actuellement	68	65	62	60	58	56	56

convient, dans ce but, d'augmenter la rapidité de l'avancement. En portant de 28 à 38 le nombre des ingénieurs principaux, elle institue une sorte de prime, qui jouera à peu près au moment où l'ingénieur peut être tenté de quitter le service de l'Etat. Dans certains cas, la perspective du quatrième galon, l'espoir d'arriver plus vite aux grades supérieurs suffiront à contrebalancer les avantages d'ordre pécuniaire offerts par les sociétés de construction. On peut espérer que celles-ci, tout en continuant à placer à la tête de leurs chantiers des officiers du génie maritime parvenus à un certain âge, entraîneront en moins grand nombre hors des cadres les ingénieurs de 35 à 40 ans, devenus aptes à la direction de nos ateliers. Si la mesure a pour effet de raréfier l'exode, en reculant de quelques années l'âge moyen auquel il se produit, le but sera atteint.

Il avait paru, en outre, que l'importance croissante de l'arsenal de Bizerte justifierait la présence dans ce port d'un ingénieur général de 2e classe. Les établissements d'Indret et de Guérigny comptent six ingénieurs, dont un officier général. D'après le projet, Bizerte va avoir, dès maintenant, sept ingénieurs; ce nombre, sans doute, ne tardera pas à s'accroître. Il semblait logique de créer un douzième ingénieur général de 2e classe pour l'affecter à notre grand port africain.

C'est dans cet esprit que la commission arrêta un nouveau tableau (1) d'effectif qu'elle communiqua à M. le ministre de la marine. La réponse du ministre fut la suivante :

Paris, le 11 janvier 1914.

Le ministre de la marine, à M. Nail, député, rapporteur de la commission de la marine.

« Monsieur le rapporteur,

« Par lettre du 24 décembre dernier, vous avez bien voulu me communiquer les modifications apportées par la commission de la marine au projet de loi portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime soumis à son examen.

« Ces modifications portent uniquement sur les effectifs des différents grades qui deviennent alors les suivants :

« Ingénieurs généraux de 1re classe	2	sans changt.	
« Ingénieurs généraux de 2e classe	12	au lieu de	11
« Ingénieurs en chef de 1re classe	24	—	21
« Ingénieurs en chef de 2e classe	26	—	25
« Ingénieurs principaux	38	—	28
« Ingénieurs de 1re classe	72	—	87
« Ingénieurs de 2e classe	42	—	48
Total	216	au lieu de	225

« Ainsi que vous l'avez fait remarquer, la diminution de l'effectif total est une conséquence de la nouvelle loi militaire qui permet de ne plus avoir d'ingénieurs de 2e classe à l'école d'application.

« J'ai l'honneur de vous informer que la nouvelle répartition indiquée par la commission de la marine ne soulève pas d'objection de ma part, sauf en ce qui concerne l'augmentation d'une unité du nombre des ingénieurs généraux de 2e classe en vue de l'affectation à Bizerte d'un officier général du génie maritime ; je ne saurais m'associer à cette proposition qui ne justifie par l'importance prévue du service des constructions navales à Bizerte et qui, en outre, pourrait avoir des répercussions sur le grade des autres chefs de service de l'arsenal.

« Cet ingénieur général pourrait être remplacé numériquement dans le projet de loi par un ingénieur en chef de 1re classe dont le nombre serait porté à vingt-cinq.

« Je dois ajouter que par suite du vote par le Parlement de l'accroissement des soldes des officiers, le montant des dépenses nouvelles résultant du présent projet de loi doit être sensiblement augmenté : je fais actuellement procéder à cette évaluation.

« Agréez, monsieur le rapporteur, les assurances de ma haute considération.

« Signé : MONIS. »

Après un nouvel examen, la commission de la Chambre s'est rangée à l'avis du ministre en ce qui concerne l'affectation à Bizerte d'un ingénieur général. Elle a accepté de même le remplacement de cet officier général par un ingénieur en chef de 1re classe.

L'accord est ainsi complet sur tous les points, et le cadre se trouve déterminé comme il est indiqué à l'article 1er du projet ci-après :

Dépenses.

Soldes et retraites.

Une note très complète sur les dépenses qu'entraînera la loi nouvelle a été fournie par la marine. Nous la reproduisons ci-après :

Il en ressort, pour les soldes, que le projet primitif, avec le relèvement résultant la loi du 30 décembre 1913, aurait nécessité un supplément de crédits de..... 410.623 49
Le projet définitif s'élève à..... 381.411 57

Différence en moins..... 29.216 92

Pour les retraites, le projet primitif représentait une dépense supplémentaire de..... 60.500
Le projet définitif atteint..... 66.941

Différence en plus..... 6.441

Dans l'ensemble, ce dernier projet se traduit donc par un dépense moindre de :

29,216 fr. 92. — 6,441 fr. = 22,775 fr. 92.

La note indique également dans quels délais doit être réalisée l'augmentation d'effectif et quel est le montant des crédits à prévoir pour 1914. Ces crédits s'élèvent à 33,747 fr. au lieu de 65,051 fr. prévus pour la première annuité dans le projet primitif du Gouvernement.

NOTE

AU SUJET DE LA LOI DES CADRES DU GÉNIE MARITIME

Comme suite à la lettre du 11 janvier, adressée par le cabinet du ministre à M. le rapporteur de la loi des cadres du génie maritime, je communique les renseignements ci-dessous relatifs aux nouvelles dépenses résultant de l'augmentation des soldes.

Du fait du vote de la loi relative à l'augmentation des soldes des officiers, les chiffres de dépenses prévues dans le projet de loi des cadres du génie maritime actuellement déposé, seraient à augmenter, en tenant compte de la majoration totale des soldes qui est actuellement votée de :

24 — 10 = 5	Ingénieurs en chef de 1re classe	5 × 2.387 37	11.936 85
25 — 19 = 6	Ingénieurs en chef de 2e classe	6 × 1.894 74	11.368 44
23 — 19 = 9	Ingénieurs principaux	9 × 1.724 20 (*)	15.517 80
87 — 67 = 20	Ingénieurs de 1re classe	20 × 1.515 79 (*)	30.315 80
48 — 38 = 10	Ingénieurs de 2e classe	10 × 663 16	6.631 60
	Total		75.770 49

pour les soldes d'activité. Ce qui porte l'augmentation de dépenses résultant du projet de loi en question de :

M = 334.858 à N = 334.858 + 75.770 49 = 410.628 49.

Examinons maintenant le projet de loi adopté par la commission de la marine en supposant toutefois l'ingénieur général supplémentaire remplacé par un ingénieur en chef de 1re classe, et comparons-le d'abord au projet déposé sans tenir compte des augmentations de solde. Il se traduit par :

	1° *Augmentations.*	
Soldes brutes :		
1 ingénieur en chef de 1re classe au lieu d'un ingénieur de 1re classe de plus de huit ans	9.549 47 — 5.835 79	3.713 68
1 ingénieur en chef de 2e classe au lieu d'un ingénieur de 1re classe de plus de huit ans	7.957 89 — 5.835 79	2.122 10
10 ingénieurs principaux au lieu de 10 ingénieurs de 1re classe de plus de huit ans	10 (6.896 84 — 5.835 79)	10.610 70
Soit une augmentation de A		16.446 48
	2° *Diminutions.*	
3 ingénieurs de 1re classe	3 × 5.305 26	15.915 78
6 ingénieurs de 2e classe de 0 à 4 ans de grade	6 × 4.092 62	24.555 72
Soit au total B		40.471 50

La modification proposée par la commission de la marine avec remplacement de l'ingénieur général de 2e classe demandé par elle par un ingénieur en chef de 1re classe

(1) Par rapport au projet primitif et aux cadres actuels, le projet définitif fait ressortir la proportion ci-dessous d'officiers généraux ou supérieurs.

Proportion par rapport à l'effectif total.

DÉSIGNATION	CADRES actuels.	PROJET DE LOI du Gouvernement.	PROJET modifié par la commission de la marine et accepté par le Gouvernement.
Ingénieurs généraux	$\frac{12}{174} = 6.9$	$\frac{13}{225} = 5.77$	$\frac{13}{216} = 6.01$
Ingénieurs généraux en chef	$\frac{50}{174} = 28.7$	$\frac{62}{225} = 27.5$	$\frac{64}{216} = 29.63$
Ingénieurs généraux en chef et principaux	$\frac{69}{174} = 40$	$\frac{90}{225} = 40$	$\frac{102}{216} = 47.22$

se traduit finalement par une économie C de :

C = B − A = 40.471 50 − 16.446 28 = 24.025 22

par rapport au projet de loi primitif.

Calculons maintenant l'augmentation de dépenses résultant de l'augmentation des soldes.

Pour :			
25 — 19 = 6	Ingénieurs en chef de 1re classe	6 × 2.387 37	14.324 22
26 — 19 = 7	Ingénieurs en chef de 2e classe	7 × 1.894 74	13.263 18
38 — 19 = 19	Ingénieurs principaux	19 × 1.724 20	32.759 80
72 — 67 = 5	Ingénieurs de 1re classe	5 × 1.515 79	7.578 95
42 — 38 = 4	Ingénieurs de 2e classe	4 × 663 16	2.652 64
	Soit au total D		70.578 79

Finalement l'augmentation totale annuelle de dépenses résultant de la variante de la commission de la marine sera, y compris les augmentations de solde, une fois le régime permanent établi, de :

P = M − C + D = 381.411 57

En résumé, la modification adoptée par la commission de la marine (avec remplacement de l'ingénieur général de 2e classe par un ingénieur en chef de 1re classe), conduira, en tenant compte de l'augmentation des soldes, à une dépense annuelle de 381,411 fr. 57, alors que, dans les mêmes conditions, le projet primitif conduirait à 410,628 fr. 49 ; il en résulte donc une économie de 22,246 fr. 92. Par ailleurs, le projet primitif, déposé avant le vote de l'augmentation des soldes, prévoyait un accroissement de dépenses annuelles de 334,858 fr. ; l'augmentation des soldes augmenterait la dépense correspondante à ce projet de 75,170 fr. 49, alors que la modification envisagée n'augmentera ce chiffre de 334,858 fr. que de 46,553 fr. 57.

Retraites.

En ce qui concerne les retraites, la modification proposée par la commission de la marine, avec remplacement de l'ingénieur général par un ingénieur en chef de 1re classe, se traduit par une légère augmentation.

Pour :		
1 ingénieur en chef de 1re classe	1/19 × 5.000 × 21 79 =	5.731
1 ingénieur en chef de 2e classe	1/6 × 1/19 × 3.700 × 21 79 =	707
		6.441

Chiffres établis dans l'exposé des motifs annexé au projet de loi.

Ce qui porte l'augmentation de dépenses due aux retraités de 60,500 fr. (projet primitif) à 66,941 fr., ramenant ainsi l'économie réalisée par la modification adoptée par la commission de la marine à :

29,216 fr. 92 — 6,441 fr. = 22,775 fr. 92.

Il est à remarquer en outre que l'augmentation de dépenses due aux retraites est plus faible que le chiffre indiqué.

On a compté en effet dans l'établissement de l'augmentation de dépenses la valeur des soldes brutes dont 5 p. 100 sont précisément destinées à alimenter en partie le service des retraites.

Il y aurait donc lieu de déduire en réalité de ce chiffre 5 p. 100 de 381,411 fr. 57, soit 19,070 francs 57.

Réalisation de l'augmentation.

Aussitôt la loi promulguée et en attendant que les cadres puissent commencer à s'accroître par l'accès au grade d'ingénieur de 1re classe des ingénieurs provenant de l'école d'application du génie maritime ou des agents techniques, il y aura lieu de réaliser en trois exercices l'augmentation du nombre des officiers généraux et supérieurs, suivant le tableau ci-après :

GRADES	1re ANNÉE Année de la promulgation de la loi. Postes créés.	2e ANNÉE Postes créés.	3e ANNÉE Postes créés.
Ingénieurs généraux de 1re classe	1	»	»
Ingénieurs en chef de 1re classe	2	2	2
Ingénieurs en chef de 2e classe	2	2	3
Ingénieur principal	6	7	6

D'autre part, il ne paraît guère possible de descendre au-dessous de cinq ans, pour la nomination au grade d'ingénieur de 1re classe d'une promotion renforcée, supposée admise d'emblée à l'école du génie maritime, dès la rentrée qui suivra la promulgation de la loi. En tablant sur cette hypothèse les deux ou trois promotions renforcées qui suivraient, compléteraient le cadre au bout de six ans ou sept ans au maximum, en cas d'augmentation sensible des départs prématurés.

Le projet de loi stipule que l'effectif nouveau devra être réalisé en six ans, l'époque à laquelle le régime permanent pourra être atteint et l'augmentation de dépense annuelle, celle calculée ci-dessus (P).

Calculs des crédits à inscrire en 1914.

Ces calculs sont faits en supposant la loi appliquée à partir du 1er avril 1914, en tenant compte des soldes transitoires jusqu'au 1er octobre 1914 et des soldes définitives à partir de cette date.

Augmentation résultant de la création de :	
1 ingénieur de 1re classe	14.921 06
2 ingénieurs en chef de 1re classe, 2 × 8.355 fr. 79 =	16.711 58
2 ingénieurs en chef de 2e classe, 2 × 6.915 fr. 79 =	13.831 58
6 ingénieurs principaux, 6 × 5.797 francs 89 =	34.787 34
Soit au total α =	88.251 56

La création de ces postes se fait aux dépens du cadre des ingénieurs de 1re classe, et fera disparaître 8 ingénieurs de plus de huit ans de grade et 3 ingénieurs de plus de quatre ans de grade, soit une diminution de dépense de :

8 × 5,153 76 = 41.230 08
3 × 4,733 83 = 14.210 49

Soit au total.... β = 55.440 57

ce qui ramènera le cadre des ingénieurs de 1re classe à 64 — 11 = 53 jusqu'au 1er octobre 1914, époque à laquelle la promotion d'ingénieurs de 2e classe, atteindra les trois ans de grade nécessaires pour passer ingénieur de 1re classe.

L'augmentation de dépense qui en résultera sera de :

γ = 10 × 369,21 = 3,692 10

Enfin, il y a lieu de prévoir également la part d'augmentation de dépenses due aux accessoires de soldes (indemnité de résidence, d'embarquement, frais de bureau, etc...). Leur valeur totale, en régime permanent, est comprise dans le calcul de l'augmentation de dépense annuelle, pour une somme de 20,976 francs. A partir du 1er avril 1914, la dépense correspondante sera au maximum de :

δ = 9/12 × 1/3 × 20.976 = 5.244

En résumé, le crédit total à prévoir pour 1914 est de :

α = β + γ + δ = 33.747 fr.

au lieu de 66,031 fr. prévus pour la première annuité dans le projet primitif adopté par les finances.

Tableau donnant la variante de celui annexé à l'exposé des motifs du projet de loi sur les cadres du génie maritime, adoptée par la commission de la marine et le ministre de la marine.

(Augmentation de la proportion d'officiers supérieurs avec diminution de l'effectif total.)

DÉSIGNATION	INSPECTION générale et outillage	DIRECTION centrale	SERVICE technique	ÉCOLE d'application	SURVEILLANCE	CHERBOURG	BREST	LORIENT	ROCHEFORT	TOULON	INDRET	GUÉRIGNY	SAÏGON	BIZERTE	ESCADRES (Ecoles à bord)	SERVICE des torpilles Fiume ou Saint-Tropez	ÉCOLES d'électricité et d'aéronautique	SERVICE de l'aviation maritime	TOTAUX
Ingénieurs généraux :																			
De 1re classe	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
De 2e classe	»	1	1	1 Comité technique	1	1	1	1	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	11
Ingénieurs en chef :																			
De 1re classe	2	(1) 2	2	1	1	2	3	2	2	4	1	1	»	1	1	»	»	»	25
De 2e classe	1	2	4	»	(2) 5	2	1	2	2	3	»	»	1	1	2	»	»	»	26
Ingénieurs principaux	2	2	4	2	(3) 9	2	3	3	2	2	1	1	1	1	2	»	»	»	38
Ingénieurs de 1re classe	1	2	0	1	(4) 7	6	12	6	4	12	3	3	1	4	4	3	3	1	72
Totaux par service	8	9	11	5	23	13	20	14	11	22	6	6	3	7	9	3	3	1	174
Ingénieurs de 2e classe																			42
Total																			216

(1) Dont 1 membre du comité technique et de la commission permanente des essais. — (2) Lyon, Saint-Nazaire, la Seyne, Bordeaux, le Creusot. — (3) Paris : 3; le Havre, Nantes, Marseille, Lyon : 2 ; Douai. — (4) Paris : 2; Douai : 1 ; le Havre, Bordeaux, Saint-Nazaire, la Seyne.

NOTA. — La présente répartition est variable avec les besoins du service et ne saurait, en conséquence, être incorporée dans le projet de loi.

En conséquence, messieurs, votre commission de la marine a l'honneur de vous proposer le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le corps du génie maritime, y compris les ingénieurs appartenant aux cadres de l'administration centrale du département de la marine, est composé ainsi qu'il suit :

Ingénieurs généraux de 1re classe.....	2
Ingénieurs généraux de 2e classe.....	11
Ingénieurs en chef de 1re classe.....	25
Ingénieurs en chef de 2e classe.....	26
Ingénieurs principaux.....	38
Ingénieurs de 1re classe.....	72
Ingénieurs de 2e classe.....	42
Total.....	216

Il comprend en outre des ingénieurs de 3e classe en nombre variable suivant les besoins du service et dans la limite des crédits ouverts au budget.

L'effectif des ingénieurs de 2e classe peut être accru d'un nombre d'unités égal à celui des vacances existant dans les grades supérieurs.

Art. 2. — Les officiers du génie maritime sont recrutés parmi les élèves de l'Ecole polytechnique qui ont été déclarés admissibles dans les services publics et suivant l'ordre établi par le classement de sortie de ladite école.

Ces élèves sont admis à l'Ecole d'application du génie maritime avec le grade d'ingénieur de 3e classe.

Toutefois, il sera réservé des places dans le corps du génie maritime au personnel provenant des agents techniques des constructions navales, le nombre de ces places étant au plus égal chaque année au sixième du nombre des admissions à l'Ecole d'application. Les conditions d'admission de ce personnel dans le corps du génie maritime sont fixées par décret.

Art. 3. — Les grades des officiers du génie maritime correspondent aux grades ci-après désignés :

Ingénieur général de 1re classe : vice-amiral ou général de division.

Ingénieur général de 2e classe : contre-amiral ou général de brigade.

Ingénieur en chef de 1re classe : capitaine de vaisseau ou colonel.

Ingénieur en chef de 2e classe : capitaine de frégate ou lieutenant-colonel.

Ingénieur principal : capitaine de corvette ou chef de bataillon.

Ingénieur de 1re classe : lieutenant de vaisseau ou capitaine.

Ingénieur de 2e classe : enseigne de vaisseau de 1re classe ou lieutenant.

Ingénieur de 3e classe : enseigne de vaisseau de 2e classe ou sous-lieutenant.

Art. 4. — Il ne peut, dans aucun cas, être accordé de grades honoraires, ni être fait, en temps de paix, de nominations en supplément du cadre.

Lorsqu'en temps de paix, et par suite de nominations faites en raison de circonstances de guerre, l'effectif des cadres dépasse les limites fixées par l'article 1er, la réduction s'opère comme suit :

1° Pour les ingénieurs généraux et les ingénieurs en chef, il n'est fait qu'une promotion sur deux vacances;

2° Pour les autres grades, il n'est fait qu'une promotion sur trois vacances.

Art. 5. — Les ingénieurs généraux de première et de deuxième classe forment le cadre des officiers généraux du génie maritime qui se divise en deux sections :

La première section comprend les officiers généraux du cadre d'activité;

La deuxième section comprend les officiers généraux du cadre de réserve, c'est-à-dire les officiers généraux qui cessent de faire partie de la première section par application de l'article 5 ci-après.

En temps de paix, les emplois d'activité dévolus aux officiers généraux sont exclusivement conférés aux officiers généraux faisant partie de la première section.

En temps de guerre, ces emplois peuvent être conférés à des officiers généraux de la deuxième section.

Art. 6. — Les officiers généraux cessent d'appartenir à la première section pour passer dans la deuxième section, savoir :

Les ingénieurs généraux de 1re classe à l'âge de soixante-huit ans accomplis;

Les ingénieurs généraux de 2e classe à l'âge de soixante-cinq ans accomplis :

Les officiers généraux peuvent être placés par anticipation dans la deuxième section, par décret du Président de la République.

Soit sur leur demande;

Soit sur un rapport motivé du ministre de la marine d'office, pour infirmités ou maladies provenant du service et dûment constatées dans les conditions et formes prévues pour l'admission à la retraite.

Art. 7. — Les officiers généraux de la 1re et de la 2e section ayant des droits acquis à une pension peuvent être admis à la retraite, soit sur leur demande, soit d'office.

La mise à la retraite d'office est prononcée par décret du Président de la République, sur rapport motivé du ministre de la marine :

S'il s'agit de raisons de santé, après examen et sur avis conforme d'une commission de santé, composée de trois médecins généraux;

S'il s'agit de toute autre cause, après consultation, au scrutin secret, du conseil supérieur de la marine.

Les officiers généraux placés dans la 2e section reçoivent une solde nette égale à la pension de retraite à laquelle ils auraient droit s'ils étaient retraités à la même date.

Les officiers généraux placés dans la 2e section par anticipation, sans avoir droit à pension, reçoivent une solde de réserve égale aux trois cinquièmes de la solde à terre de leur grade.

Le temps passé dans la réserve ne compte pas pour la retraite, sauf en cas de rappel à l'activité en temps de guerre.

Art. 8. — 1° Les limites d'âge pour l'admission à la retraite des officiers du génie maritime autres que les ingénieurs généraux demeurent celles actuellement en vigueur, savoir :

Ingénieur en chef de 1re classe.....	62 ans
Ingénieurs en chef de 2e classe.....	60 —
Ingénieur principal.....	58 —
Ingénieur de 1re classe.....	56 —
Ingénieur de 2e classe.....	56 —

2° Les officiers qui ont des droits acquis à une pension peuvent être, par décret, admis d'office à la retraite avant l'âge fixé ci-dessus.

Ces admissions à la retraite ne peuvent être prononcées que : soit sur la proposition de l'autorité maritime qui note en dernier ressort, soit sur avis conforme de la commission de classement, soit sur avis conforme d'une commission de santé procédant dans les formes prescrites par un décret.

Art. 9. — Les dispositions des lois des 19 mai 1834 et 17 août 1879 sont applicables aux officiers du génie maritime de tout grade en activité et aux officiers généraux du génie maritime de la 2e section.

Toutefois, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 24 de la loi du 19 mai 1834 relatives au non-remplacement, dans les cadres, des officiers placés en non-activité sont abrogées en ce qui concerne les officiers visés par la présente loi.

Art. 10. — L'avancement dans les corps du génie maritime s'effectue dans les conditions suivantes :

Les ingénieurs de 3e classe du génie maritime qui ne sont pas placés sous le régime de la loi du 22 juillet 1911 sont promus ingénieurs de 2e classe, lorsqu'ils remplissent deux ans de services dans leur grade, s'ils ont satisfait aux examens réglementaires.

Le rang d'ancienneté des ingénieurs sortant de l'école du génie maritime est déterminé par le classement qu'ils ont obtenu; l'ingénieur qui redouble une année d'études prend l'ancienneté des ingénieurs sortant de l'école en même temps que lui et avec lesquels il est classé.

L'avancement au grade d'ingénieur de 1re classe s'effectue à l'ancienneté.

L'avancement au grade d'ingénieur principal s'effectue moitié à l'ancienneté, moitié au choix,

Au-dessus du grade d'ingénieur principal, l'avancement a lieu exclusivement au choix.

Sauf pour la promotion au grade d'ingénieur de 2e classe des ingénieurs de 3e classe, les officiers du génie maritime ne peuvent être promus au grade supérieur qu'après avoir servi pendant trois ans dans le grade immédiatement inférieur.

A titre de mesure transitoire, les ingénieurs principaux nommés au premier grade de leur hiérarchie avant le 1er décembre 1900 pourront être promus, au choix, au grade d'ingénieur en chef de 2e classe sans être astreints à aucune condition d'ancienneté.

Art. 11. — Les nominations et promotions dans le corps du génie maritime sont faites par décret.

Elles sont immédiatement rendues publiques et effectives par voie d'insertion au *Journal officiel*.

Art. 12. — Les admissions dans le corps du génie maritime, tant par l'école du génie maritime que par les agents techniques, seront réglées de manière à réaliser les effectifs prévus à l'article 1er, dans un délai maximum de six années à compter de la promulgation de la présente loi.

Officiers du génie maritime de réserve.

Art. 13. — Les ingénieurs appelés, conjointement avec les ingénieurs du génie maritime du cadre d'activité, à assurer les besoins du service en cas de mobilisation totale ou partielle, sont dénommés ingénieurs de réserve du génie maritime.

Le cadre des ingénieurs de réserve est constitué au moyen de nominations faites :

1° D'office :

Parmi les ingénieurs retraités depuis moins de cinq ans;

Parmi les ingénieurs démissionnaires encore astreints aux obligations du service militaire.

2° Sur leur demande :

Parmi les ingénieurs retraités depuis plus de cinq ans;

Parmi les ingénieurs démissionnaires libérés de toute obligation militaire;

Les ingénieurs en retraite ou démissionnaires sont nommés au grade qu'ils possédaient en activité.

Art. 14. — L'ancienneté des officiers de réserve est déterminée par la date de nomination ou promotion à leur grade, soit dans l'activité, soit dans la réserve, déduction faite des interruptions de service.

Toutefois, à égalité de grade, les officiers du cadre d'activité prennent rang avant les officiers de réserve n'ayant pas servi en activité dans leur grade.

Art. 15. — La solde et les prestations attribuées aux officiers de réserve pendant des périodes d'instruction ou pour des convocations en temps de paix se cumulent avec les traitements ou pensions dont ces officiers peuvent jouir.

Le temps passé en service dans ces conditions n'entre pas dans la supputation de services militaires donnant droit à pension. Toutefois, les dispositions du titre II de la loi du 18 avril 1831 sont applicables.

Art. 16. — Les officiers de réserve rappelés au service en cas de mobilisation sont considérés comme étant en activité de service, mais ils ne peuvent se prévaloir du grade qu'ils ont, occupé ou obtenu pendant ce temps pour être maintenus dans le cadre d'activité.

Ils jouissent des mêmes droits que les officiers de leur grade du cadre d'activité au point de vue des distinctions et récompenses honorifiques obtenues pendant ce temps, ainsi qu'au point de vue des pensions pour infirmités ou blessures.

Ceux qui jouissaient d'une pension de retraite peuvent faire reviser leur pension.

Art. 17. — L'état des officiers de réserve demeure réglé par un décret rendu en conseil d'Etat.

Les conditions d'avancement, les limites d'âge, les punitions disciplinaires ainsi que les dispositions de détail concernant l'organisation, l'instruction, l'emploi des officiers de réserve sont réglées par voie de décrets et d'arrêtés ministériels.

Art. 18. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

ANNEXE N° 170

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 1er, 3, 4, 5, 9 et 11 de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer

le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales, par M. Alexandre Bérard, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement, à la veille des élections, a saisi la Chambre des députés d'un projet de loi portant modifications à la loi du 29 juillet 1913 sur la liberté et la sincérité du vote.

Ces modifications avaient pour but de corriger certains inconvénients qu'avaient fait apparaître les premières applications dans la pratique de la loi de 1913.

Devant la Chambre, une série d'amendements ont été présentés : adoptés par l'Assemblée, le projet de loi a vu s'augmenter singulièrement ses dispositions.

Le projet, votre commission de la réforme électorale vous propose de l'adopter, sauf certaines de dispositions.

En premier lieu, votre commission vous propose de rejeter l'article 3 du projet tendant une fois de plus à établir auprès des bureaux de vote et dans les commissions de recensement des mandataires désignés par les candidats.

Nous ne voulons pas entrer dans cette discussion de principe. A diverses reprises, le Sénat a rejeté cette disposition qui, au dire de beaucoup, soulève de graves objections. Mais pour le moment un seul argument; nous ne croyons pas que, à la veille des élections, le Parlement puisse adopter une disposition législative très compliquée, qu'on n'aurait ni le moyen de faire entrer dans la pratique, ni même dont on ne pourrait faire connaître le rouage aux électeurs.

D'autre part, le Sénat, à l'unanimité, avait rejeté, lors de la discussion de la loi du 29 juillet 1913, les dispositions exigeant que les enveloppes déposées dans l'urne électorale soient non fermées.

Dans l'article 4, la Chambre a repris cette disposition rejetée par notre Assemblée.

Votre commission vous propose de maintenir votre première disposition.

En effet, il nous paraît impossible de frapper de nullité les bulletins placés dans les enveloppes fermées. Ce serait d'une injustice absolue.

D'autre part, dans la pratique, si les enveloppes remises par l'administration supérieure ne sont pas gommées et par conséquent ne peuvent être fermées, il n'en sera pas de même pour celles que, conformément à la loi, devra fournir l'administration municipale, dans le cas où les premières manqueraient. Alors, les enveloppes pouvant être gommées — l'étant le plus souvent — les électeurs seraient tentés de les fermer et, on voudra bien le reconnaître, frapper de nullité les bulletins enfermés dans des enveloppes que des électeurs auraient commis l'erreur de fermer serait suprêmement injuste.

Donc, dans l'article 4, votre commission vous propose de supprimer les mots « non fermées ».

Comme conséquences :

1° Dans l'article 5, il faut supprimer les dispositions exigeant du président du scrutin la constatation que les enveloppes ne seront pas fermées, donc effacer les mots : « et que cette enveloppe n'est pas close ».

2° Supprimer l'article 7, texte nouveau rédigé à cause des « enveloppes closes » et maintenir tel quel l'article 9 de la loi de 1913.

Votre commission vous propose de rejeter l'article 8 du projet déclarant que le préfet ne pourra établir des bureaux de vote en dehors du chef-lieu de la commune sans l'avis favorable du conseil municipal.

Votre commission a estimé qu'il y avait lieu de maintenir les pouvoirs au préfet précisément pour s'opposer à l'arbitraire d'une majorité municipale qui voudrait frapper d'ostracisme un hameau et élever des empêchements au vote de ses électeurs.

La modification portée à l'article 8 du projet que nous soumettons est simplement proposée pour le bon ordre de nos textes législatifs.

Une dernière réflexion.

Votre commission vous propose des modifications de style dans les derniers paragraphe de l'article 4.

Il faut noter que, dans les très rares communes où il y a des bureaux de vote séparés, où peuvent venir prendre part indistinctement tous les électeurs de la commune, le nombre des isoloirs sera fixé d'après le nombre total des électeurs.

(1) Voir les nos 88, Sénat, année 1914, et 3400-3486 et in-8° 725 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le paragraphe 4 de l'article 1er de la loi du 29 juillet 1913 est modifié comme suit :

« Les réclamations et contestations à ce sujet sont jugées et réglées par les commissions et juges de paix compétents pour opérer les revisions de la liste électorale sur laquelle figure l'électeur qui réclame l'option, et ce, suivant les formes et délais prescrits par le décret organique du 2 février 1852 et la loi du 7 juillet 1874. »

Art. 2. — Le numéro 2° du paragraphe 3 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, modifié par le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 29 juillet 1913, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Ceux qui figureront pour la cinquième fois sans interruption, l'année de l'élection, au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature, et s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. »

Art. 3. — L'article 3 de la loi du 29 juillet 1913 est modifié comme suit :

« Dans toutes les élections, le vote a lieu sous enveloppes.

« Ces enveloppes sont fournies par l'administration préfectorale.

« Elles seront opaques, non gommées, frappées du timbre à date des préfectures ou des sous-préfectures, et de type uniforme pour chaque collège électoral.

« Elles seront envoyées dans chaque mairie, cinq jours au moins avant l'élection, en nombre égal à celui des électeurs inscrits.

« Le maire devra immédiatement en accuser réception.

« Le jour du vote, elles seront mises à la disposition des électeurs dans la salle de vote.

« Avant l'ouverture du scrutin, le bureau devra constater que le nombre des enveloppes correspond exactement à celui des électeurs inscrits.

« Si, par suite d'un cas de force majeure, du délit prévu à l'article 12, ou pour toute autre cause, ces enveloppes réglementaires font défaut, le président du bureau électoral est tenu de les remplacer par d'autres d'un type uniforme, frappées du timbre de la mairie et de procéder au scrutin conformément aux dispositions de la présente loi. Mention est faite de ce remplacement au procès-verbal, et cinq des enveloppes dont il a été fait usage y sont annexées. »

Art. 4. — L'article 4 de la loi du 29 juillet 1913 est modifié comme suit :

« A son entrée dans la salle du scrutin, l'électeur, après avoir fait constater son identité suivant les règles et usages établis, ou après avoir fait la preuve de son droit de voter par la production de la décision ou de l'arrêt mentionné à l'article 23 de la loi municipale du 5 avril 1884, prend lui-même une enveloppe. Sans quitter la salle du scrutin, il doit se rendre isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards pendant qu'il met son bulletin dans l'enveloppe : il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe ; le président le constate sans toucher l'enveloppe que l'électeur introduit lui-même dans l'urne.

« Dans chaque section de vote, il y aura un isoloir par 300 électeurs inscrits ou par fraction.

« Les isoloirs ne devront pas être placés de façon à dissimuler au public les opérations électorales.

Art. 5. — Le paragraphe 1er de l'article 5 de la loi du 29 juillet 1913 est modifié comme suit :

« L'urne électorale, n'ayant qu'une ouverture destinée à laisser passer l'enveloppe contenant le bulletin de vote, devra, avant le commencement du scrutin, avoir été fermée à deux serrures dissemblables, dont les clefs restent l'une entre les mains du président, l'autre entre les mains de l'assesseur le plus âgé. »

Art. 6. — L'article 11 de la loi du 29 juillet 1913 est ainsi complété :

« En cas de renouvellement intégral de la Chambre des députés, il sera constitué autant de commissions que le département aura de fois cinq députés ou fractions de cinq députés à élire.

« Ces commissions seront composées et présidées suivant les prescriptions ci-dessus édictées ; à défaut de conseillers généraux en nombre suffisant, elles seront complétées par des membres des conseils d'arrondissement du département désignés dans les mêmes conditions. Les dossiers sont répartis entre elles par voie de tirage au sort.

« Le tirage au sort aura lieu en séance publique, toutes les commissions réunies.

« Un arrêté préfectoral, publié cinq jours au moins avant l'ouverture du scrutin, fera connaître les lieu, jour et heure de réunion des commissions.

« Les décisions des commissions ne seront valables que si elles sont rendues par trois commissaires au moins, »

Art. 7. — Le quatrième paragraphe de l'article 23 du décret organique du 2 février 1852 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est formé par simple requête dénoncée aux défendeurs par lettre recommandée dans les dix jours qui suivent; il est dispensé de l'intermédiaire d'un avocat à la cour et jugé d'urgence, sans frais ni consignation d'amende».

Art. 8. — Le quatrième paragraphe de l'article 19 du décret organique du 2 février 1852 est complété par la disposition suivante :

« Lorsqu'un électeur est décédé, son nom devra être rayé de la liste électorale aussitôt que l'acte de décès aura été dressé. Tout électeur de la commune a le droit d'exiger cette radiation. »

Art. 9. — Le paragraphe 1er de l'article 34 du décret réglementaire du 2 février 1852, modifié par l'article 11 de la loi du 29 juillet 1913, est remplacé par la disposition suivante :

« Le recensement général des votes se fait, pour toute circonscription électorale, au chef-lieu du département, en séance publique, au plus tard le vendredi qui suit le scrutin. »

Art. 10. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article 16 de la loi du 29 juillet 1913 déterminent également les conditions d'application de la présente loi dans les colonies représentées au Parlement.

Art. 11. — Des affiches contenant le texte de la loi du 29 juillet 1913, modifiée et complétée par la présente loi, seront fournies à l'administration préfectorale et placardées, par les soins de la municipalité, à la porte de chaque mairie, pendant la période électorale, et à la porte de chaque section de vote le jour du scrutin.

ANNEXE N° 171

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé, entre Saint-Just et Redon, du **tramway de Bréal à Redon**, faisant partie du réseau déclaré d'utilité publique par décret du 1er septembre 1906, et pour l'établissement d'un embranchement destiné au service des marchandises jusqu'au bassin à flot de Redon; 2° d'approuver l'avenant passé entre le département d'Ille-et-Vilaine et la compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine; 3° d'élever le maximum du capital de premier établissement afférent à la ligne de Bréal à Redon et à l'ensemble du réseau; 4° de prolonger le délai d'expropriation des terrains à occuper par ladite ligne, par M. Lemarié, sénateur (1).

ANNEXE N° 172

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue pour la modification des conditions d'exploitation du réseau de che-

(1) Voir les nos 152, Sénat, année 1914, et 3694-3709 et in-8° 766 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

mins de fer d'intérêt local concédé à ladite compagnie par la loi du 25 juin 1889, par M. H. Faisans, sénateur (1).

ANNEXE N° 173

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la participation de la France à l'exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer, en 1914, par M. Victor Lourties, sénateur (2).

Messieurs, la Chambre des députés dans sa séance du 16 mars 1914 a voté un projet de loi ouvrant un crédit de 65,000 fr., à titre de participation de l'Etat à l'exposition internationale des industries de la pêche maritime qui sera tenue à Boulogne-sur-Mer, pendant une durée de trois mois et demi, à partir du 15 juin 1914.

Cette exposition, organisée par une société spécialement constituée à cet effet, sous le patronage de la municipalité et de la chambre de commerce, a pour objet essentiel de développer en France la construction et l'emploi des moteurs à pétrole pour les navires de pêche; de rechercher les installations frigorifiques les plus propres au transport du poisson, et, enfin, d'améliorer l'industrie des conserves.

Pour atteindre ce but, elle groupera dans des classes :

L'outillage et les produits de la pêche maritime;
Les appareils frigorifiques;
Les engins de sauvetage;
Les appareils de télégraphie sans fil.

En outre, des concours seront institués pour déterminer les meilleurs modèles de moteurs à mélange détonant et d'installations frigorifiques.

L'exposition, qui aura une superficie d'environ 30,000 mètres carrés, sera installée dans les locaux de la chambre de commerce attenant au port; un hall des moteurs et un bassin à flot seront aménagés dans le bassin Loubet.

Une telle exposition peut contribuer au développement des industries maritimes qui intéressent une nombreuse population, active et laborieuse, et qui sont un élément si important de prospérité générale. Aussi, le Gouvernement a pensé que cette manifestation devait être encouragée, non seulement par la reconnaissance officielle qui vient de lui être conférée par décret, mais encore par une subvention qui serait spécialement destinée à l'attribution de prix et de primes aux moteurs de construction française et aux appareils frigorifiques français.

Le délégué du Gouvernement, désigné en exécution de l'article 16 de la convention internationale des expositions, suivra tous les détails de l'organisation et du fonctionnement de l'exposition et contrôlera l'emploi de cette subvention.

Le crédit de 65,000 fr. demandé par le Gouvernement et voté par la Chambre se répartirait comme suit :

Concession de prix à des appareils gorifiques	5.000
Concession de prix aux moteurs de fabrication française : attribution de primes aux acheteurs des moteurs primés	50.000
Frais de repréentation du délégué du Gouvernement payables sur état justificatif	10.000
Total	65.000

Ainsi limitée, l'exposition est purement industrielle et commerciale et présente certaines lacunes regrettables au point de vue de l'avenir de l'industrie des pêches maritimes.

Le côté économique et social, si important dans l'industrie des pêches, est complètement oublié : on ne s'occupe que du capital et on ignore le travail.

Cependant, en matière de pêche, le rôle du travailleur est un facteur important, et si l'industrie des pêches maritimes a progressé à l'étranger plus rapidement qu'en France, c'est peut-être parce qu'on y a mieux compris la coopération de l'employé et de l'employeur.

Les progrès de l'industrie des pêches ne dépendent pas seulement de la perfection des moteurs et des appareils frigorifiques. Il existe d'autres facteurs importants, tels que l'apprentissage maritime, l'instruction du patron pêcheur, l'emploi raisonné des instruments servant à la navigation ou à la recherche du poisson; enfin, le bon aménagement du navire.

Pour se livrer aux opérations de la pêche, il faut conduire avec rapidité et économie un navire sur les parages de pêche, trouver rapidement l'habitat du poisson et employer les engins de pêche de manière à obtenir le maximum de captures.

On ne peut réaliser ce triple but qu'à la condition, tout d'abord, de posséder des cartes et des instruments bien appropriés à la navigation et à la profession de pêcheur.

Or, nous sommes, à cet égard, dans une situation regrettable, si l'on songe que les navires pêcheurs français sont dans l'obligation d'utiliser des cartes marines anglaises et d'aller faire compenser leurs compas à Grimsby, que nos chalutiers à vapeur vont pêcher la morue en Islande, et qu'en 1912, des erreurs de compas ont causé la perte de 4 chalutiers.

Il ne serait pas d'ailleurs suffisant de considérer seulement le côté technique et commercial de l'industrie des pêches maritimes: il faut se préoccuper aussi du côté social, c'est-à-dire de la vie et de l'hygiène du pêcheur, ce qui entraîne comme conséquence une étude de l'aménagement du navire et des salaires de l'équipage.

Sans doute les salaires ne pourront que gagner aux améliorations que réaliseront les perfectionnements des moteurs à pétrole, des installations frigorifiques et de l'industrie des conserves. Plus les armateurs feront des bénéfices, et plus les salaires des matelots auront des chances de relèvement.

Mais encore faut-il que les installations des pêcheurs soient aussi bien aménagées que possible et que leurs salaires soient proportionnés aux bénéfices des armateurs.

Aussi nous semblerait-il désirable d'élargir le but de l'exposition en y incorporant, si possible, deux nouvelles sections, sans changer la subvention globale de 65,000 fr., demandée par le Gouvernement et consentie par la Chambre.

C'est ce qu'a d'ailleurs suggéré le rapporteur du projet à la Chambre des députés, en demandant d'incorporer dans le programme de l'exposition deux nouvelles sections :

1° Une section d'apprentissage et d'enseignement des pêches maritimes;

2° Une section d'hygiène et d'économie sociale appliquée à l'industrie des pêches maritimes.

La première comprendrait les écoles de pêche et notamment celles qui visent l'instruction nautique du patron pêcheur; la seconde pourrait utilement comprendre les institutions de prévoyance, les assurances, les caisses de secours, le crédit maritime, la mutualité, les sociétés coopératives de pêche, l'hygiène et le sauvetage.

Dans ces conditions, la commission des finances serait d'avis de demander au Gouvernement de vouloir bien, d'accord avec la société constituée en vue de l'organisation de l'exposition de Boulogne-sur-Mer, élargir le but de l'exposition et modifier la répartition du crédit de 65,000 fr. en y incorporant deux nouvelles sections : l'apprentissage et l'enseignement des pêches maritimes. Quoi qu'il en soit, elle soumet à l'approbation du Sénat le crédit de 65,000 francs voté par la Chambre des députés et lui demande d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à engager, sur l'exercice 1914, pour la participation de la France à l'exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer, en 1914, des dépenses qui ne pourront excéder la somme de 65,000 fr.

(1) Voir les nos 64, Sénat, année 1914, et 3291-3467 et in-8° 701 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 161, Sénat, année 1914, et 3476-3564-3633 et in-8° 741 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 175

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la désaffectation au culte de la Tour de Saint-Paterne, à Orléans, par M. Cachet, sénateur (1).

ANNEXE N° 176

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, par M. Jeanneney, sénateur (2).

Messieurs, la loi du 3 mars 1841 — qui d'ailleurs n'était guère qu'une édition revue et corrigée de la loi du 22 juillet 1833 — est encore, à l'heure présente, la loi organique de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Elle est assurément de celles qui ont rempli leur objet honorablement : l'œuvre colossale de travaux publics de tout ordre, dont elle a assuré l'exécution, en témoigne. Il est aussi digne de remarque qu'après trois quarts de siècle, elle subsiste entière : quelques lois particulières en ont, sur des points spéciaux, réglé l'application; son texte est demeuré intact.

Ce n'est pas pourtant qu'elle ait, plus que d'autres, échappé tout à fait au dommage du temps : trop d'idées ont évolué depuis 1840, les conditions économiques ou sociales ont trop changé, trop d'expériences ont été faites, pour qu'un besoin de rajeunir la loi ne soit pas apparu.

Toute opération, qui entraîne expropriation, soulève deux questions, opposées l'une à l'autre : celle des sacrifices à imposer au droit privé de propriété, et celle des ressources à prélever sur l'épargne des contribuables. L'une et l'autre sont posées au nom de l'intérêt public; ni l'une ni l'autre ne se présentent aujourd'hui comme il y a soixante dix ans.

Il n'est pas niable d'abord que le droit de propriété se comprend actuellement, d'une manière différente de celle qui était en honneur chez les auteurs et les premiers commentateurs du code civil. Sans parler des théories qui nient la légitimité de la propriété individuelle, ou de celles d'après qui le propriétaire n'est investi que de la fonction de former et administrer des valeurs sociales, nous pouvons bien dire qu'on se fait chaque jour moins scrupule de subordonner le droit de propriété à celui qu'a la société de pourvoir à tous ses besoins.

Ces besoins eux-mêmes vont en croissant au fur et à mesure que la civilisation progresse : les domaines où l'expropriation trouve à s'appliquer ont augmenté sensiblement de nombre : le recours qu'on y fait a aussi gagné en importance (3). L'intangibilité de la propriété a donc regressé de tout ce qu'ont gagné sur elle la notion d'utilité publique et ses nouvelles applications.

Il eût été surprenant que la loi de 1841 continuât de s'adapter complètement aux besoins de notre temps, alors que, comme on le sait, on lui avait principalement demandé le moyen de pourvoir à l'aménagement des voies publiques et à la construction des chemins de fer.

A l'usage, enfin, elle a montré des défauts qui avaient paru jusqu'ici tolérables, mais auxquels il est devenu urgent de porter remède.

C'est ainsi que la procédure préalable à une

(1) Voir les nos 120, Sénat, année 1914, et 3526-3604, et in-8° 733 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 363, Sénat, année 1913, et 1369-2136 et in-8° 595 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Il suffit de noter les lois de 1850 sur les logements insalubres et du 15 février 1902 sur la santé publique (art. 10 et 18), la loi du 21 avril 1906 sur la protection des sites et monuments, la loi du 10 avril 1910 sur les rues de Paris, et la loi toute récente sur les monuments historiques.

déclaration d'utilité publique, si longue et si chargée de paperasserie, n'est, le plus souvent qu'une précaution illusoire pour les intérêts en cause. Les enquêtes précèdent de très loin des opérations encore incertaines; l'habitude est prise presque partout de s'en désintéresser; elles sont pourtant le point de départ de tout le reste. Aussi, quotidiennement, des protestations s'élèvent-elles contre des travaux, alors qu'ils sont en cours, et bien que l'exécution en ait été décidée publiquement depuis longtemps.

Les mesures prises pour avertir les véritables intéressés, après le jugement d'expropriation, et pour notifier les offres de l'administration paraissent de même imparfaites.

Enfin et surtout l'expropriation est fort généralement une opération très onéreuse pour la collectivité qui y recourt.

La première cause en est dans les abus que, par faiblesse, par inexpérience, par insuffisance de renseignements ou par méconnaissance de l'intérêt général, les jurys d'expropriation ont souvent commis dans la fixation des indemnités, sans que leur décision soit susceptible d'aucun redressement. Il n'est personne qui ne soit en mesure de connaître des cas où une expropriation, qui ne devrait être pourtant qu'un sujet d'indemnité, ne soit devenue pour l'exproprié, un sujet parfois scandaleux d'enrichissement.

Cela tient aussi à l'impossibilité où, pratiquement, l'expropriant se trouve de récupérer la plus-value, parfois considérable, que les travaux entrepris par lui ont donnée aux immeubles voisins. La loi du 16 septembre 1807 en avait envisagé le moyen. L'article 51 de la loi du 3 mai 1841 devait, croyait-on, le consacrer efficacement: il est resté lettre morte et ce n'est pas là l'une des moindres lacunes de la loi.

Qu'on ajoute à cela des défectuosités de détail souvent signalées et l'on se rendra compte du puissant intérêt qu'il y a à reprendre, dans son ensemble, pour la mettre au point, et, si possible, l'améliorer, la loi de 1841.

C'est à cette préoccupation qu'obéit le ministre de l'intérieur, lorsque, par décret du 5 octobre 1910, il constitua, sous la présidence de M. le conseiller d'Etat Hébrard de Villeneuve, une commission interministérielle, « chargée d'étudier les modifications à introduire dans la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique » (1).

Conçu en termes très généraux, ce décret donnait à la commission les pouvoirs les plus étendus, en vue d'une révision complète de la législation comme d'une simple correction d'articles à déterminer.

Après une très consciencieuse étude, la commission a conclu que la loi de 1841 méritait d'être conservée dans son ensemble et que pour l'amener à un point d'amélioration satisfaisant, il suffisait de corriger une à une les dispositions où étaient reconnus des défauts ou des lacunes. Finalement la commission proposait de laisser sans changement 49 articles (sur 76 que la loi compte), d'apporter à 20 d'entre eux des modifications de fond et à 7 des corrections de simple forme.

Le projet de loi que le Gouvernement a déposé, le 11 novembre 1911, sur le bureau de la Chambre, est sensiblement plus restreint.

Il ne tend plus qu'à modifier quatre articles de la loi de 1841, à savoir :

1° L'article 2, en vue d'y introduire la faculté pour l'autorité expropriante de requérir une expropriation « par zone ».

2° L'article 38, en vue de faire entrer le magistrat directeur dans la composition du jury.

3° L'article 48, en vue d'obliger le jury à se prononcer sur le caractère actuel et certain du dommage causé par l'éviction.

4° L'article 60, en vue d'une mise en concordance concernant le droit de préemption.

(1) L'initiative parlementaire ou gouvernementale s'était employée d'ailleurs depuis longtemps à une réforme du régime de l'expropriation.

Voir notamment proposition Michelin du 8 juin 1886, à la Chambre, reprise le 12 décembre 1893. — Projet de loi Loubet, Fallières et Sarrien du 14 janvier 1888, puis de MM. Yves Guyot, Fallières et Constans du 10 mai 1890. — Rapport de M. Thévenet du 14 février 1891. — Proposition Bepmale du 16 novembre 1893.

La question de l'expropriation par zone et de la plus-value avait été spécialement envisagée par la proposition de M. Delory (26 octobre 1903 et 8 novembre 1911. Rapport de M. Morlot du 6 avril 1906.)

Le rapport, soigneux que, le 11 juillet 1912, M. Escudier a déposé, au nom de la commission de la réforme judiciaire de la Chambre, a conclu à l'adoption du projet et presque sans changement. Sur un seul point, les projets différaient : tandis que le Gouvernement demandait pour l'autorité expropriante le droit de comprendre dans la zone à exproprier les immeubles auxquels l'exécution des travaux devrait procurer une notable augmentation de valeur, la commission (adoptant sur ce point un amendement de M. de Ramel) ne donnait à cette autorité que le droit de faire arbitrer par le jury la plus-value acquise par ces immeubles et d'en récupérer le montant contre le propriétaire.

Un an s'écoula sans que la Chambre pût mettre le projet en discussion. Puis, le 9 juillet 1913, dans un rapport supplémentaire, la commission fit connaître, par l'organe de l'honorable rapporteur, qu'en vue d'un vote plus rapide du projet, elle s'était déterminée à l'alléger de la disposition qui y avait trait à une plus-value susceptible d'être éventuellement recouvrée par l'expropriant : elle se réservait de continuer son étude sur ce projet et promettait de nouvelles propositions dans un avenir prochain. Elle demanda, en conséquence, la disjonction de cette disposition.

Ramené à ces termes, le projet a pu être voté le jour même (30 juillet 1913) à la séance du matin et sans contradiction notable.

Aucun projet supplémentaire n'a été voté, depuis ce moment, ni même, croyons-nous, proposé à la Chambre.

Mise en présence de ce projet (1), votre commission n'a pu manquer d'être frappée, d'abord de la disproportion qui éclate entre le résultat législatif que le projet, ainsi compris, consacrerait et celui qui avait été envisagé originairement.

Au lieu de la revision générale de la loi de 1841 qui avait été recommandée, il n'est plus question aujourd'hui que d'une œuvre très limitée de retouche.

Il est permis de le regretter.

La nécessité de cette revision, à laquelle la commission interministérielle avait apporté une très précieuse contribution, reste pressante. De plus une coordination rigoureuse des textes législatifs est beaucoup moins assurée par un travail fragmentaire. Moyennant un effort, une œuvre d'ensemble aurait pu, semble-t-il, être menée à bonne fin.

Le Gouvernement n'en disconvient pas. Toutefois, en nous assurant que la refonte générale du régime de l'expropriation reste dans son désir, et que son intention est même d'en saisir le Sénat, il nous a demandé instamment d'envisager, comme une première étape et réalisant un appréciable progrès, le vote des dispositions que la Chambre avait admises.

Nous nous sommes rendus à ces raisons, et c'est avec le désir d'en pouvoir demander la consécration au Sénat que nous avons abordé, dans le détail, l'examen du projet qui nous a été confié.

Ce projet, on s'en souvient, touche à quatre ordres d'idées. Ils vont être examinés successivement.

I. — *La faculté d'exproprier « par zone »*
(Art. 1er du projet de loi).

L'exposé des motifs du projet de loi et le rapport de l'honorable M. Escudier ont également bien précisé l'objet d'une disposition sur ce point.

(1) Nous devons mettre nos collègues en garde contre les erreurs contenues à l'exposé des motifs comme au dispositif du projet de loi transmis au Sénat le 30 juillet 1913 (1re séance) et imprimé sous le n° 363.

On a notamment fait figurer à l'article 1er de ce projet, comme ayant été votés par la Chambre, les paragraphes 5, 6, 7 et 8 du nouvel article 2 de la loi de 1841, concernant la plus-value. Or ces paragraphes avaient été disjoints par la Chambre !

De même l'exposé des motifs commence ainsi : « Le Gouvernement a déposé le 30 juillet 1913, à la Chambre des députés, un projet de loi portant modification de la loi de 1841. La Chambre a adopté ce projet dans la séance du même jour... » Or le dépôt du projet est du 11 novembre 1911.

Enfin, on a donné en annexe l'article 2 du décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris; mais on a oublié que cet article 2 avait été profondément modifié par une loi du 10 avril 1912.

La loi de 1841 qui consacre le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, n'a donné aucunement le critérium auquel cette utilité se reconnaît. C'est à l'autorité chargée de la déclarer qu'est laissé le soin de dire si elle se rencontre dans l'opération qui lui est soumise.

Or, en fait, l'autorité administrative a toujours entendue d'une façon étroite. En particulier, elle n'a jamais considéré que le simple intérêt financier d'une collectivité pût constituer, au sens de la loi de 1841, un intérêt public. Comme conséquence, elle n'autorise jamais, d'expropriation que pour les surfaces strictement nécessaires à l'assiette de l'opération prévue : toute emprise au delà de ces limites est implacablement refusée par elle.

Juridiquement, une telle interprétation de la loi est inattaquable. Pratiquement elle ne va pas sans de lourds inconvénients.

Le plus souvent, dit l'exposé des motifs du projet, le but réellement poursuivi ne peut être atteint, les bénéfices que la collectivité est en droit d'escompter, en retour des sacrifices qu'elle s'impose, ne peuvent être réalisés que s'il est possible de s'assurer immédiatement la libre disposition de vastes emplacements susceptibles de servir aux besoins futurs et de recevoir toutes les constructions et installations indispensables à une exploitation rationnelle complète...

... Dans les agglomérations, la réalisation complète des entreprises d'assainissement ou d'embellissement des villes exige impérieusement l'aménagement des terrains riverains des voies ouvertes et la construction en bordure d'habitations salubres confortables et en harmonie avec l'importance et l'esthétique de ces voies. Il en résulte que le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique ne doit pas être strictement limité aux terrains compris dans les limites de la voie à ouvrir. Il faut qu'il s'étende, si besoin est, à tous les terrains nécessaires pour que les nouvelles voies ne soient bordées que des lots suffisants et réguliers, qui seront revendus avec la charge de n'y élever que des constructions conformes aux exigences de l'hygiène moderne et capables de contribuer à la beauté de la ville...

... Enfin l'exécution des travaux procure le plus souvent à un grand nombre de propriétés une plus-value importante, et déjà la loi du 16 septembre 1807 avait reconnu aux administrations le droit de réclamer aux propriétaires des immeubles ayant reçu une notable augmentation de valeur des indemnités proportionnelles à cette augmentation. Les complications de la procédure organisée par cette loi ont fait peu à peu abandonner son application, quelque équitable que soit le principe sur lequel elle est fondée. Permettre aux administrations d'acquérir les immeubles appelés à bénéficier de semblables plus-values n'est qu'un retour à ce principe. N'est-il pas juste en effet que la collectivité, qui s'impose le plus souvent, pour un travail public, les plus lourds sacrifices, puisse recueillir les fruits de ses efforts et ne s'en voie pas frustrée par quelques particuliers qui profitent presque intégralement des bénéfices de l'opération ?

Il n'y a rien que de très vrai dans tout cela.

Comme il n'y a pas non plus qu'en France que des inconvénients de cette nature aient été observés, plusieurs législations étrangères y ont déjà porté remède, en consacrant expressément le droit d'expropriation par zone. Il faut notamment citer, dans cet ordre d'idées, les lois belges des 1er juillet 1858 et 15 novembre 1867, la loi italienne du 22 juin 1858, la loi espagnole du 10 janvier 1879, la loi hongroise du 31 mai 1887, la loi luxembourgeoise du 4 mars 1896, la loi cantonale de Genève de 1895, la loi financière allemande du 15 juillet 1909.

Nous tenons pour parfaitement juste et très désirable que les collectivités, qui ont à requérir expropriation, puissent la faire porter hors de l'assiette des ouvrages qu'ils projettent, aussi bien pour pouvoir récupérer la valeur que ces ouvrages donnent à des immeubles voisins, que pour leur assurer, dans le présent et dans l'avenir, toute leur valeur.

Aussi bien, ce droit pour les collectivités, de prendre leur part des plus-values foncières qui sont leur œuvre propre, est maintenant inscrit, au moins implicitement, dans la loi française : la loi du 12 avril 1912 qui, sur notre rapport (Sénat, 19 janvier 1911, n° 9), a modifié le décret du 26 mars relatif aux rues de Paris, le contient.

Nous adhérons donc complètement à l'idée

de permettre à l'avenir l'expropriation des terrains sis, comme on dit, « hors ligne » quand leur acquisition devra satisfaire l'un des intérêts que l'on sait. C'est dire que nous souscrivons, comme le Gouvernement et la Chambre elle-même, au principe de l' « expropriation par zone. »

Mais la mise au point législative ne laisse pas de présenter des difficultés qu'il faut bien voir.

Le projet du Gouvernement a pensé y satisfaire au moyen de changements ou additions à l'article 2 de la loi de 1841, que les textes comparatifs qui suivent permettent de bien apercevoir.

Loi du 3 mai 1841.

Article 2.

Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la présente loi.

Ces formes consistent :

1° Dans la loi ou l'ordonnance royale qui autorise l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation est requise;

2° Dans l'acte du projet qui désigne des localités ou territoires sur lesquelles les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de l'ordonnance royale;

3° Dans l'arrêté ultérieur par lequel le projet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable.

Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contredits selon les règles exprimées au titre II.

S'il est procédé à des opérations d'ouverture, d'élargissement ou de prolongement de rues ou d'impasses, d'établissement ou d'agrandissement de places publiques, de dégagement ou d'isolement de monuments, l'expropriation peut comprendre non seulement les immeubles atteints par les alignements de voies ou places projetées, mais aussi des zones situées en dehors de ces alignements, si cette exclusion est jugée nécessaire pour permettre d'élever des constructions salubres et en rapport avec l'importance et l'esthétique de la voie ou de la place à créer.

Enfin, quelle que soit l'opération projetée, l'expropriation peut toujours s'étendre, en dehors des immeubles qu'il est nécessaire d'acquérir, à ceux auxquels l'exécution des travaux doit procurer une notable augmentation de valeur et qui sont compris dans une zone déterminée comme il est dit ci-après.

Lorsque l'utilité publique est déclarée par une loi ou un décret rendu en conseil d'Etat, cette loi ou ce décret détermine la zone à laquelle l'opération peut être étendue, le mode d'utilisation des parcelles non incorporées aux ouvrages publics ou les conditions auxquelles la revente de ces parcelles peut être subordonnée.

Un décret en conseil d'Etat est toujours nécessaire pour procéder à cette détermination, lorsque l'utilité publique a été déclarée par un acte autre qu'une loi ou un décret en conseil d'Etat.

En aucun cas, une propriété particulière ne peut être expropriée qu'après que les parties intéressées ont été mises en état de fournir leurs contredits selon les règles exprimées au titre II.

Projet du Gouvernement.

Nouvel article 2.

Des tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la présente loi.

Ces formes consistent :

1° Dans la loi ou le décret qui autorise l'opération pour laquelle l'expropriation est requise;

2° Dans l'acte du projet qui désigne les localités ou territoires sur lesquels l'opération doit avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou du décret;

3° Dans l'arrêté ultérieur par lequel le préfet détermine les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable.

L'administration a la faculté d'exproprier, outre les immeubles indispensables à l'exécution des travaux, ceux compris dans une zone déterminée et dont l'acquisition est jugée utile pour permettre les installations publiques ou privées nécessaires à la bonne exploitation de l'ouvrage projeté.

Ainsi qu'on le voit, la faculté d'expropriation devait, d'après le projet du Gouvernement, être ouverte dans trois cas nouveaux :

1° Pour permettre les installations publiques ou privées nécessaires à la bonne exploitation de l'ouvrage projeté;

2° Pour assurer, en bordure des voies publiques des constructions en rapport avec leur esthétique et salubres;

3° Pour permettre l'acquisition des immeubles qui, du fait des travaux, auraient augmenté notablement de valeur.

Sans qu'il y ait une hiérarchie à établir entre ces trois cas, ni qu'on puisse dire avec précision leur importance respective, il est hors de doute que c'est d'abord en vue de faire profiter les collectivités expropriantes des plus-values issues des dépenses exécutées par elles, que la faculté d'exproprier par zone a été proposée législativement. Cela est aussi vrai des propositions de la commission interministérielle (le rapport présenté au ministre en fait foi), que des propositions Delory et Raynaud, et des rapports de MM. Morlot et Jeanneney. C'est à cet objet que, très principalement, les législations étrangères ont elles-mêmes pourvu.

Or, nous savons déjà que la Chambre a, sur l'avis conforme de sa commission, écarté du projet la disposition qui devait permettre d'exproprier les immeubles dont la valeur se trouverait accrue par des travaux publics. Nous savons même qu'on n'a rien laissé dans le projet qui, directement, permette, fût-ce sans expropriation, de recouvrer la plus-value. Malgré les espérances données en juillet 1912, aucune disposition nouvelle n'est venue compléter le projet sur ce point.

Il n'y a pas d'exagération à dire que, dans ces conditions, le projet est sensiblement déformé. Quel que soit l'intérêt d'admettre, pour d'autres causes, le principe de l'expropriation de la zone, l'intérêt fondamental demeure celui qui a trait à la question de plus-value. Nous concevons difficilement que, s'attaquant au problème, on puisse renoncer à le trancher pour le cas précisément où cet intérêt est le plus pressant.

A cause de cela déjà, il nous paraissait difficile de nous rallier au nouvel article 2, que la Chambre proposait à la loi de 1841.

Sur plusieurs points, la rédaction adoptée par la Chambre, pour cet article, nous a, en outre, paru défectueuse.

Le but à atteindre étant, en somme, de faire admettre une conception moins étroite de l'utilité publique, il conviendra d'y pourvoir, si possible, par une formule d'ensemble plus générale que celle du projet.

On peut aussi regretter qu'aucune explication, si petite soit-elle, n'ait été donnée sur le droit d'expropriation qu'on ouvre en vue « d'installations privées », fût-ce pour permettre la bonne exploitation d'ouvrages publics.

Nous doutons encore qu'il y ait profit à abroger, comme on le fait (art. 5 du projet), l'article 2 du décret-loi du 26 mars 1852, tout récemment modifié par la loi du 10 avril 1912 et à lui substituer le paragraphe qui, dans le projet, concerne les opérations de voirie. L'article 2 du décret de 1852 contient certaines précisions et, sur quelques points particuliers, des dispositions qui méritent d'être gardées, et dont, en tous cas, la ville de Paris retire justement en ce moment de grands avantages : il ne convient nullement de les lui retirer ou même de les compromettre.

Si nous ajoutons enfin que quelques corrections de forme paraissent souhaitables dans l'article (1), nous aurons suffisamment justifié l'opinion que le texte de la Chambre ne peut être accepté tel qu'il nous est présenté.

La Chambre ayant déjà distrait du projet tout ce qui y avait trait à une indemnité de plus-value, et spécialement au recouvrement éventuel de celle-ci au moyen d'une expropriation par zone, nous avons pensé faire sagement en distrayant nous-même du projet tout ce qui y concerne l'expropriation par zone. Nous le pouvions d'autant mieux que la Chambre, après s'être déclarée saisie de la question réservée par elle le 30 juillet, l'a laissée sans solution.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous vous demandons de disjoindre du projet l'article 1er.

II. — *Modification à la composition du jury.*

(Art. 2 du projet.)

L'exposé des motifs du projet de loi gouvernemental s'exprimait, sur ce point, dans les termes que voici :

D'après la loi de 1841, le juge commis par le tribunal n'est chargé que de diriger les opérations du jury; il ne prend pas part à la délibération qui a lieu sous la présidence d'un des jurés désignés par ses collègues.

D'après la loi du 26 mai 1836 sur le jury vicinal, le juge commis préside le jury et a voix délibérative en cas de partage.

Il nous a paru qu'il ne pouvait y avoir qu'avantage à étendre à toutes les expropriations une règle qui n'a produit que de bons résultats en matière vicinale. Donner au magistrat directeur la présidence du jury, comme l'indique la nouvelle rédaction proposée, c'est donner à l'exproprié comme à l'expropriant une nouvelle garantie. Les probabilités pour que la décision du jury soit équitable et le chiffre des indemnités correctement fixé ne peuvent qu'être augmentées par la présence, dans la salle des délibérations, d'un magistrat qui ne manquera pas d'y apporter, avec l'habitude de diriger les débats, le concours de sa connaissance juridique et l'appoint de son impartialité.

(1) Par exemple, à l'alinéa 2 du nouvel article, on a remplacé les mots « l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation est requise » par les mots « l'expropriation pour laquelle... etc. » Or, à l'alinéa suivant, les mots « exécution des travaux » reparaissent pourtant.

De même (alinéa 3), on écrit « l'administration a la faculté... » Le mot était à sa place dans le décret-loi de 1852, qui n'envisageait que la ville de Paris. Il est impropre dans une loi générale sur l'expropriation.

On ne peut mieux dire. Nous souscrivons pleinement à ces raisons. Certains trouveront que la composition du jury d'expropriation devrait être remaniée profondément. Nous pensons que l'expérience de cette première modification est d'abord à faire. Il en doit sortir de bons effets. C'est seulement au cas où elle serait démontrée insuffisante qu'il conviendrait d'aller plus loin.

III. — *Obligation pour le jury de se prononcer distinctement sur un préjudice incertain et éventuel* (art. 3 du projet).

Il est dans l'esprit de la loi de 1841 que l'indemnité à verser à tout exproprié comprenne seulement la réparation du préjudice actuel et certain, issu de l'éviction. Pourtant, nul n'ignore qu'en fait le jury écoute assez fréquemment les réclamations fondées, non seulement sur une privation réelle de propriété ou de jouissance, mais encore sur des dommages éventuels et même parfois très incertains. La décision du jury n'étant pas motivée, il n'y a aucun moyen pour la cour de cassation de faire sur ce point prévaloir la loi, si elle a été violée.

On a pensé y remédier en obligeant le jury à statuer distinctement sur toute demande d'indemnité qui se rapporterait à un préjudice incertain et éventuel, dont il aurait été donné acte à l'exproprié.

Nous pensons que la mesure mérite approbation.

Elle ne rend pas tous les abus impossibles. Elle est de nature à en prévenir quelques-uns, particulièrement quand le magistrat directeur du jury participera à la délibération.

Ce sont les avantages du même ordre que nous avons espérés, quand nous avons demandé que le jury prenne, dans des cas déterminés, des délibérations distinctes, lorsqu'il a à prononcer sur des expropriations pour cause d'insalubrité. (V. notre rapport, Sénat, 1913, n° 495.)

Nous souscrivons, pour ces raisons, à l'article 3 du projet voté par la Chambre.

Comme il est toutefois nécessaire que la disposition nouvelle soit sanctionnée, par la possibilité d'un recours en cassation, nous avons, réparant une omission de la Chambre, rectifié en ce sens l'article 42 de la loi de 1841. — C'est l'objet de l'article 3 de notre projet.

Les articles 4 et 5 du projet de la Chambre visaient, l'un, une mise en concordance de la loi de 1841 (art. 60), avec le nouvel article 2, l'autre l'abrogation partielle du décret-loi du 26 mars 1852.

Toute modification de la loi de 1841, en vue d'y inscrire la faculté d'exproprier par zone, ayant été disjointe, ces deux articles tombent.

L'article 6, qui vise l'application de la loi aux colonies, doit au contraire être gardé, moyennant seulement qu'il visera les articles 38 et 48 de la loi de 1841, que seuls nous modifions.

En conséquence, nous proposons à votre vote le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 38 de la loi du 3 mai 1841 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La clôture de l'instruction est prononcée par le magistrat directeur du jury.

« Les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer, sans désemparer, sous la présidence « du magistrat directeur » (1).

« La décision du jury fixe le montant de l'indemnité ; elle est prise à la majorité des voix.

« En cas de partage, la voix du « magistrat directeur », président « du jury », est prépondérante. »

Art. 2. — L'article 48 de la loi du 3 mai 1841 est complété ainsi qu'il suit :

« L'indemnité d'expropriation ne doit comprendre que le dommage actuel et certain causé par le fait même de l'éviction ; elle ne peut s'étendre au préjudice incertain et éventuel qui ne serait pas la conséquence directe de l'expropriation. Si au cours des débats, il est donné acte à l'exproprié d'une demande qu'il considère comme visant un préjudice de cette nature, le jury doit statuer sur cette demande par une disposition distincte. »

(1) Les dispositions entre guillemets constituent les modifications ou additions proposées à la loi de 1841.

Art. 3. — L'article 42, paragraphe 1er, de la même loi est modifié ainsi qu'il suit :

« La décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation, et seulement pour violation du premier paragraphe de l'article 30, de l'article 31, des deuxième et quatrième paragraphes de l'article 34, des articles 31, 36, 37, 38, 39, 40 et du deuxième paragraphe de l'article 48. »

Art. 4. — Les modifications faites par la présente loi aux articles 38 et 48 de la loi du 3 mai 1841 s'appliquent aux mêmes articles du sénatus-consulte du 3 mai 1856 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Dans ces colonies, il continuera à être statué, par décret en forme de règlement d'administration publique ou par arrêté du gouverneur pris en conseil privé, selon les dispositions du sénatus-consulte du 3 mai 1856.

ANNEXE N° 177

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement), par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, à la fin de 1907, le Gouvernement avait déposé un projet de loi des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale concernant toutes les armes et tous les services.

Ce projet ne put venir en discussion et fut repris sous forme de projets partiels relatifs à chaque arme et à chaque service.

Ainsi ont été votées des lois des cadres de l'artillerie (1909), de l'infanterie (1912), de l'aéronautique (1912), de la cavalerie (1913) et des lois de réorganisation du service de santé (1911), du service vétérinaire (1912), de la télégraphie militaire (1912). Des projets de lois des cadres étaient déposés pour le génie et pour le train des équipages.

Ces lois et ces projets étaient tous établis d'après les ressources résultant de l'application de la loi de recrutement de 1905 et comme nous l'avions fait remarquer, à propos des cadres de la cavalerie, dans notre avis sur le projet de loi, c'étaient plutôt des lois des cadres que des lois d'effectifs.

La loi du 7 août 1913, en fixant les effectifs minima des différentes unités, a constitué en même temps qu'une loi de recrutement une loi d'effectif.

Le renforcement des effectifs devait entraîner logiquement le renforcement des cadres déterminés par les anciennes lois des cadres ; c'est un des buts du projet actuel.

L'accroissement des ressources en hommes permettait en outre d'envisager la création d'unités nouvelles reconnues depuis longtemps nécessaires et que seule la faiblesse des effectifs avait empêché de réaliser. C'est un second but du projet.

Enfin, il est devenu possible de réaliser en l'améliorant le projet de loi des cadres et des effectifs du génie.

Accessoirement on a mis à profit les modifications à faire aux lois les plus anciennes, pour étendre aux armes qu'elles concernent les modifications apportées par les lois plus récentes relatives aux cadres de l'infanterie et de la cavalerie, en ce qui touche notamment la composition des petits états-majors et des sections hors rang des corps de troupe ; ceci dans le but d'uniformiser en particulier la situation des sous-officiers au point de vue des possibilités d'accès aux emplois de sergent-major et d'adjudant.

Pareillement on étend à toutes les armes, et sauf exception en ce qui concerne les pelotons hors rang de la cavalerie, la mesure qui avait été adoptée pour l'infanterie, dans la loi des cadres du 23 décembre 1912 et qui consiste dans l'abaissement aux deux tiers de la proportion des sous-officiers rengagés, antérieurement fixée aux trois quarts par la loi du 21 mars 1905.

Afin de déterminer les conséquences financières du projet de loi, nous diviserons notre étude en deux parties :

1re partie. — Détail de l'augmentation des cadres résultant du projet.

2e partie. — Evaluation de l'augmentation des dépenses.

PREMIÈRE PARTIE

DÉTAIL DE L'AUGMENTATION DES CADRES RÉSULTANT DU PROJET

Les modifications proposées seront étudiées successivement dans les différentes armes et services qui en sont affectés.

a) Infanterie.

1. *Création d'unités.* — L'accroissement d'effectifs produit par l'application de la loi du 7 août 1913 a permis d'envisager la création de 4 nouveaux bataillons de zouaves et de 35 compagnies de chasseurs destinées à ramener uniformément à 6 compagnies tous les bataillons de chasseurs. Ces créations sont réalisables par décret, suivant les dispositions de la loi des cadres de l'infanterie du 23 décembre 1912.

Comme conséquence de la création des bataillons de zouaves, le projet de loi propose de grouper en deux régiments autonomes les unités de zouaves en service au Maroc, c'est-à-dire de créer :

2 états-majors de régiments de zouaves ;

2 cadres complémentaires de régiments de zouaves ;

2 compagnies hors rang.

En laissant de côté les créations autorisées par la loi des cadres, créations qui ne dépendent pas du projet, le nombre des unités d'infanterie subira, du fait du projet de loi, les variations indiquées par le tableau ci-dessous :

UNITÉS	NOMBRE actuel compte tenu des créations réalisables par décret.	NOMBRE résultant du projet de loi.	VARIATIONS
Régiments	192	194	+ 2
Bataillons	(1) 639	639	»
Compagnies	(2) 2.645	2.645	»

(1) Dont 4 à créer par décret. — (2) Dont 51 à créer par décret.

II. *Renforcement des cadres.* — *a*) Le projet de loi propose, comme conséquence du renforcement des effectifs, d'augmenter le nombre des grades subalternes des diverses unités de la façon suivante :

Par compagnie non renforcée des régiments d'infanterie et de zouaves, en plus 1 sergent et 1 caporal.

Par compagnie renforcée des régiments d'infanterie et par compagnie de zouaves stationnée au Maroc : en plus : 3 sergents et 3 caporaux.

Par compagnie de chasseurs à pied : en plus 3 sergents.

Par compagnie d'infanterie légère d'Afrique : en plus 3 sergents et 6 caporaux.

Par compagnie hors rang de quatre régiments de zouaves : en plus 1 adjudant-chef et 2 sergents (détachés au bataillon de France).

b) La Chambre, sur la proposition de sa commission de l'armée, a ajouté en outre 1 sergent de plus à chaque compagnie non renforcée.

(1) Voir les nos 117, Sénat, année 1914, et 3482-3621 et in-8° n° 734, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

« c) *Amendement Girod.* — D'après la loi du 23 décembre 1912 le gradé chargé de l'infirmerie dans les corps de troupe de l'infanterie est du grade de sergent dans les régiments et du grade de caporal dans les bataillons de chasseurs et d'infanterie légère d'Afrique.

Il résulte de l'amendement Girod, adopté par la Chambre, que ces gradés, aussi bien dans les bataillons formant corps que dans les régiments seront du grade de sergent, et qu'ils pourront, tout en conservant leur emploi, devenir sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier, et adjudant après six ans passés comme sergent-major.

L'augmentation d'effectifs devant résulter du projet actuel tant par la création des unités nouvelles qu'il comporte que par le renforcement des cadres se décompose comme il suit :

DÉTAIL des modifications.	OFFICIERS					TROUPE				CHEVAUX	
	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Commandants.	Capitaines.	Lieutenants.	Adjudants-chefs.	Adjudants.	Autres sous-officiers	Caporaux.	d'officiers en Afrique.	de troupes en Afrique.
1° Création d'unités.											
Etat-major, compagnie hors rang et cadre complémentaire de 2 régiments de zouaves	(1) 2	(1) 4	(2) 6	(3) 18	4	14	13	20	21	32	(4) 12
2° Renforcement des cadres.											
2,112 compagnies d'infanterie	»	»	»	»	1	»	»	4.780	3.224	»	»
30 compagnies d'infanterie légère	»	»	»	»	»	»	»	90	180	»	»
186 compagnies de chasseurs à pied	»	»	»	»	»	»	»	558	»	»	»
64 compagnies de zouaves stationnées en France et en Algérie-Tunisie	»	»	»	»	»	»	»	64	64	»	»
32 compagnies de zouaves stationnés au Maroc	»	»	»	»	»	»	»	96	96	»	»
Compagnie hors rang de 4 régiments de zouaves	»	»	»	»	»	4	3	5	»	»	»
Totaux	2	4	6	18	4	18	16	5.613	3.585	32	12
Amendement Girod	»	»	»	»	»	»	+ 76	— 40	— 36	»	»
Total général	2	4	»	18	4	18	92	(5) 5.573	3.549	32	12

(1) A 2 chevaux. — (2) A 1 cheval. — (3) A 1 cheval, sauf 4 capitaines des états-majors de régiments non montés. — (4) Sections de mitrailleuses. — (5) Dont 1,861 non rengagés ; 3,709 rengagés.

b) Cavalerie.

Les modifications proposées par le Gouvernement et adoptées par la Chambre sont les suivantes :

1° *Créations d'unités.* — Elles se réduisent à la création de 2 états-majors de régiments de chasseurs d'Afrique.

La loi des cadres de la cavalerie prévoyait le transfert en France de 2 des 6 régiments de chasseurs d'Afrique pour y être transformés en régiments de chasseurs de France. L'augmentation d'effectifs permet de créer en France les 2 nouveaux régiments de cavalerie légère tout en maintenant à 6 le nombre des régiments de chasseurs d'Afrique. Par rapport aux dépenses prévues pour l'application de la loi de 1913, les augmentations nouvelles correspondent donc à la création de 2 régiments de chasseurs d'Afrique. Mais, d'après cette même loi, le nombre des escadrons actifs des corps d'Afrique peut être modifié par décret. Ne restent finalement à la charge du présent projet de loi que les créations des états-majors des deux régiments, ainsi que celles de leurs cadres complémentaires et leurs compagnies de dépôt.

Le tableau ci-dessous fait ressortir les variations que subissent les différentes unités.

UNITÉS	NOMBRE existant actuellement.	NOMBRE résultant des dispositions du projet de loi.	AUGMENTATION
Régiments	91	93	(1) 2
Dépôts	85	87	(2) 2
Escadrons	(3) 378	378	»

(1) Deux régiments de chasseurs d'Afrique.

(2) Correspondant aux deux régiments de chasseurs d'Afrique créés.

(3) Dont 370 prévus lors du vote de la loi du 31 mars 1913 et 8 escadrons de chasseurs d'Afrique dont la création pouvait être effectuée par décret aux termes de cette même loi.

2° *Renforcements de cadres.* — Ils comportent : pour chaque régiment de France ou de chasseurs d'Afrique, augmentation d'un adjudant-chef au peloton hors rang, remplacement de l'adjudant de casernement par un adjudant-chef de casernement, augmentation de 2 maréchaux des logis par escadron actif, soit 8 par régiment ; pour chaque escadron de spahis, augmentation d'un maréchal des logis, soit 5 par régiment.

Enfin, on fait compter en surnombre les sous-officiers détachés des régiments en temps de paix et qui ne rejoignent pas à la mobilisation (porte-fanion, etc.) ;

3° *Autres modifications.* — *a*) La proportion des sous-officiers rengagés est ramenée des trois quarts aux deux tiers. Toutefois, les sous-officiers des pelotons hors rang, ceux des régiments de spahis peuvent être rengagés pour la totalité, comme actuellement ;

b) Le nombre des circonscriptions de remonte est porté de 2 à 3. Mais cette modification n'entraîne aucune augmentation des cadres, le colonel commandant la nouvelle circonscription étant prélevé sur l'état-major particulier de l'arme dont les effectifs ne sont pas modifiés.

Les seules modifications apportées au projet préparé par le Gouvernement résultent de l'adoption par la Chambre de deux amendements présentés par l'honorable M. Girod et qui avaient pour but, le premier de permettre au maréchal des logis chargé de l'infirmerie d'accéder successivement aux grades de maréchal des logis chef puis d'adjudant, tout en restant dans son emploi spécial et cela, dans les conditions d'ancienneté de service qui ont été indiquées ci-dessus à propos du sergent chargé de l'infirmerie dans l'infanterie ; le second de supprimer la restriction en vertu de laquelle un tiers seulement des trompettes-majors pouvaient recevoir le grade d'adjudant, pour mettre, sur ce point, les trompettes-majors de la cavalerie dans les conditions dans lesquelles les tambours-majors de l'infanterie ont été placés par la loi du 23 décembre 1912.

Dans ces conditions, l'augmentation d'effectifs devant résulter du projet tel qu'il est soumis aux délibérations du Sénat s'établit comme il suit :

DÉTAIL des modifications.	OFFICIERS					TROUPE				CHEVAUX	
	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Commandants.	Capitaines.	Lieutenants.	Adjudants-chefs.	Adjudants.	Autres sous-officiers.	Caporaux.	d'officiers en Afrique.	de troupes en Afrique.
1° Création d'unités.											
Etat-major, peloton hors rang et escadron de dépôts de 2 régiments de chasseurs d'Afrique.....	2	2	6	14	12	4	13	22	35	54	108
2° Renforcement des cadres.											
Des 81 régiments de France et des 6 régiments de chasseurs d'Afrique.....	»	»	»	»	»	174	— 87	696	»	»	»
Des 6 régiments de spahis	»	»	»	»	»	»	»	30	»	»	»
Des compagnies de remonte.....	»	»	»	»	»	2	— 2	»	»	»	»
Mise en surnombre des porte-fanion.....	»	»	»	»	»	»	»	100	»	»	»
Amendement Girod :											
Concernant les trompettes-majors.....	»	»	»	»	»	»	+ 15	— 15	»	»	»
Concernant les maréchaux des logis chargés de l'infirmerie.....	»	»	»	»	»	»	+ 29	— 25	+ 2	»	»
Totaux.....	2	2	6	14	12	180	— 32	(1) 808	37	54	108

(1) Dont 200 rengagés et 608 non rengagés.

c) Artillerie.

Les modifications qui concernent cette arme sont les suivantes :

1° Créations d'unités. — *a)* La création des 2 nouvelles divisions de cavalerie prévues dans la loi du 31 mars 1913 (loi des cadres de la cavalerie), entraîne celle de l'artillerie à cheval correspondante. De plus, pour mettre les divisions de cavalerie sur le même pied, quant à leur artillerie, que les formations similaires des autres puissances, il est nécessaire de porter à 3 le nombre des batteries du groupe à cheval. Le nombre des batteries à cheval nécessaires est donc de $3 \times 10 = 30$, l'existant est de $2 \times 8 = 16$. D'où une création de 14 batteries à cheval.

b) Il importe de faire disparaître l'infériorité dans laquelle nous nous trouvons, au point de vue de l'utilisation des batteries de gros calibre aux opérations de la guerre de campagne. L'artillerie lourde mobile ne comprend actuellement que 21 batteries montées de 155 M 1904 T. R.; en outre, 9 batteries du 4e régiment d'artillerie à pied sont spécialisées dans les services de canons à gros calibre, en rase campagne.

Le renforcement de l'artillerie lourde mobile sera obtenu en transformant en batteries d'artillerie lourde de campagne 22 batteries à pied actuelles, savoir les 9 dont il vient d'être question et 13 à prélever sur la défense des côtes, et en créant 15 nouvelles batteries.

Cette artillerie sera groupée en 5 régiments ; cette création est partiellement compensée par la suppression de 2 régiments d'artillerie à pied.

c) En dehors des importantes créations ci-dessus, qui touchent à l'organisation générale de l'arme, on réalise les réformes de détail ci-dessous :

Remplacement en France ou en Corse des unités d'artillerie qui ont été envoyées au Maroc, soit création de 2 batteries montées et de 3 batteries de montagne :

Création de 3 états-majors de groupe autonome d'artillerie de campagne d'Afrique ;

Création de 3 compagnies d'ouvriers, avec remaniement du nombre des sections des différents types. Il est d'ailleurs prévu que le nombre des unités d'ouvriers de chaque catégorie, bien qu'il soit indiqué au tableau n° 3 de la série C, pourra être modifié par décret selon les besoins du service.

Le tableau ci-dessous fait ressortir les modifications apportées par le projet de loi dans le nombre et la création des différentes unités.

DÉSIGNATION DES UNITÉS		NOMBRE existant actuellement. (Loi du 24 juillet 1909).	NOMBRE résultant des dispositions du projet de loi.	DIFFÉRENCE En plus.	DIFFÉRENCE En moins.
Régiments	d'artillerie à pied	11	9	»	(1) 2
	d'artillerie de campagne	62	62	»	»
	d'artillerie lourde	»	5	(2) 5	»
	d'artillerie de montagne	2	2	»	»
Totaux		75	78	5	2
Groupes autonomes d'Afrique	à pied	2	2	»	»
	de campagne et montagne	5	8	3	»
Totaux		7	10	3	»
Batteries	à pied	97	75	»	(3) 22
	montées de 75	(4) 633	635	2	»
	d'artillerie lourde	21	58	(5) 37	»
	de montagne	(4) 19	22	3	»
	à cheval	16	30	14	»
Totaux		786	(6) 820	56	22
Compagnies et sections d'ouvriers.					
Compagnies		4	(7) 7	3	»
Sections	A	6	4	»	2
	B	5	3	»	2
	C	11	10	»	1
	D	64	69	5	»
Total des sections		86	(7) 86	5	5

(1) Transformés en régiments d'artillerie lourde.

(2) Dont 2 par transformation de 2 régiments à pied.

(3) Transformées en batteries d'artillerie lourde.

(4) D'après le tableau 8 annexé à la loi du 24 juillet 1909, le nombre des batteries montées est de 634; celui des batteries de montagne de 18; mais une batterie montée a été transformée par décret en une batterie de montagne conformément à l'autorisation accordée par la loi.

(5) Soit 22 provenant de la transformation d'un même nombre de batteries à pied et 15 nouvelles.

(6) La répartition des batteries entre les diverses catégories peut être modifiée par décret.

(7) Le nombre des unités d'ouvriers de chaque catégorie peut être modifié par décret.

2° *Renforcement des cadres.* — Ce renforcement consiste :

a) Dans la création d'un emploi de lieutenant complémentaire par régiment afin de maintenir au complet légal l'effectif des lieutenants présents dans les batteries, en faisant compter à l'état-major des régiments les officiers de ce grade susceptibles d'être détachés.

b) Dans l'augmentation du nombre des emplois des grades subalternes dans les pelotons hors rang ou les états-majors des régiments et des groupes autonomes, de manière à mettre la composition de ces pelotons hors rang en harmonie aussi complète que possible avec celle fixée pour les corps de troupe d'infanterie et de cavalerie par les lois de 1912 et de 1913. Cette augmentation est, pour chaque régiment d'artillerie lourde et d'artillerie de campagne, de 2 sous-officiers et de 5 brigadiers.

Dans le même but, on prévoit pour divers maréchaux des logis des pelotons hors rang la possibilité d'accéder, après un certain nombre d'années de grade, aux emplois de maréchaux des logis chefs, puis à ceux d'adjudants, tout en restant dans leurs emplois spéciaux.

c) Dans l'augmentation du nombre des grades subalternes des unités (1 brigadier par batterie d'artillerie montée de 75 et par batterie à pied) à effectifs ordinaires : 1 maréchal des logis et 1 brigadier par batterie d'artillerie lourde et par batterie de montagne de France; 1 maréchal des logis et 2 brigadiers par batterie à cheval.

En outre, on augmente d'une unité le nombre des lieutenants des batteries de montagne d'Afrique.

3° *La proportion des sous-officiers rengagés est ramenée des trois quarts aux deux tiers.* — Cette mesure a été expliquée au début du présent avis.

Mais, par contre, et pour mettre à ce point de vue les sous-officiers d'artillerie sur le même pied que ceux de l'infanterie et de la cavalerie, le nombre des emplois d'adjudants-chefs est notablement augmenté, par diminution d'un nombre égal d'adjudants. En effet, tandis que la loi du 30 mars 1912 n'autorisait à créer qu'un nombre de 149 adjudants-chefs en remplacement d'adjudants, le projet présenté par le Gouvernement permettait de nommer au premier de ces emplois, dans chacune des deux catégories suivantes : artillerie à pied, artillerie de campagne, de montagne, artillerie lourde, le tiers de l'effectif total des adjudants-chefs et des adjudants. En tenant compte des emplois d'adjudants-chefs prévus en surnombre dans quatre batteries renforcées, on obtient un total de 552 emplois d'adjudants-chefs, soit une augmentation de 403.

4°) *Augmentation des cadres de l'état-major particulier.* — Comme conséquence du développement des services qui incombent à l'artillerie et dont certains, tels que le contrôle des poudres, sont amenés à prendre une extension de plus en plus grande on propose d'augmenter les cadres de l'état-major particulier de 10 chefs d'escadron, de 30 capitaines et de 40 ouvriers d'état.

D'importantes modifications ont été apportées par la Chambre au projet du Gouvernement en ce qui concerne le renforcement des cadres :

1° La commission de l'armée avait proposé de substituer à la création d'un lieutenant complémentaire par régiment celle d'un emploi d'adjudant-chef par groupe, création qui avait dans l'esprit de la commission le même but que celle qui était proposée par le Gouvernement, à savoir de permettre de suppléer dans leur service régimentaire les officiers détachés.

Mais la Chambre, tout en conservant l'adjudant-chef supplémentaire par groupe, proposé par sa commission de l'armée, adopta l'amendement de l'honorable M. Méquillet, rétablissant le lieutenant-complémentaire prévu au projet du Gouvernement ;

2° La Chambre a suivi sa commission et diminué le nombre des emplois d'adjudants chefs prévus par le Gouvernement pour occuper certains emplois sédentaires. Le nombre de ces sous-officiers est limité :

Aux emplois d'adjudants-chefs supplémentaires dont il est question ci-dessus, soit 273 ;

A un emploi d'adjudant-chef par groupe monté de 75 et par groupe à cheval, au total 216.

Ensemble 489.

L'augmentation de ces emplois qui était de 403 dans le projet du Gouvernement est donc ramenée à

$$489 - 149 = 340.$$

3° La Chambre a adopté un amendement de M. Girod, analogue à celui qui concerne l'infanterie et ouvrant au maréchal des logis chargé de l'infirmerie l'accès aux grades successifs de maréchal des logis chef et d'adjudant. La même faculté est accordée au maréchal des logis secrétaire de l'officier chargé du matériel dans les régiments d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde par suite de l'adoption de l'amendement de M. Dariac (1).

Enfin un amendement de M. Méquillet, également adopté par la Chambre, donne accès au grade d'adjudant aux maréchaux des logis chefs ouvriers des sections A. B. C.

Les conséquences des diverses modifications qui viennent d'être exposées se traduisent par les augmentations d'effectifs figurant au tableau ci-après :

(1) Elle était déjà prévue au projet du Gouvernement en ce qui concerne l'artillerie à pied et l'artillerie de montagne.

DÉTAIL DES AUGMENTATIONS	OFFICIERS					OUVRIERS D'ÉTAT	TROUPE			CHEVAUX d'officiers.	
	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Commandants.	Capitaines.	Lieutenants.		Adjudants-chefs et adjudants.	Autres sous-officiers.	Brigadiers.	En France.	En Afrique.
Création de : 5 états-majors de régiment d'artillerie lourde de moins 2 régiments à pied	3	3	15	21	4	»	19	38	7	52	»
Création de : 3 états-majors de groupes autonomes de campagne d'Afrique	»	»	3	6	6	»	6	18	9	»	12
Création de : 14 batteries à cheval	»	»	2	14	30	»	24	156	110	62	»
Création de : 2 batteries montées et 3 batteries de montagne	»	»	»	5	13	»	5	50	35	»	23
Création de : 37 batteries d'artillerie lourde (dont 22 par transformation de batterie à pied)	»	»	»	15	30	»	15	121	89	94	— 3
Totaux	3	3	20	61	84	»	69	383	250	208	32
Renforcement des E. M. et P. H. R. des : 9 régiments d'artillerie à pied (1)	»	»	»	»	9	»	43	24	3	9	»
Renforcement des E. M. et P. H. R. des : 62 régiments de campagne et 5 d'artillerie lourde (1)	»	»	»	»	67	»	410	— 33	335	67	»
Renforcement des E. M. et P. H. R. des : 2 régiments d'artillerie de montagne (1)	»	»	»	»	2	»	9	4	10	2	»
Renforcement des E. M. et P. H. R. des : 10 groupes autonomes	»	»	»	»	»	»	11	— 1	22	»	»
Renforcement des batteries : à pied (75)	»	»	»	»	»	»	4	60	128	»	»
Renforcement des batteries : montées de 75 (635)	»	»	»	»	»	»	»	120	695	»	»
Renforcement des batteries : d'artillerie lourde (58)	»	»	»	»	»	»	»	58	58	»	»
Renforcement des batteries : de montagne (22)	»	»	»	»	5	»	»	38	38	»	5
Renforcement des batteries : à cheval (30)	»	»	»	»	»	»	»	45	75	»	»
Renforcement : et modifications dans le nombre des compagnies et sections d'ouvriers	»	»	»	3	6	»	3	25	21	9	»
Amendements : Girod, concernant les maréchaux des logis chargés de l'infirmerie	»	»	»	»	»	»	+ 29	— 29	»	»	»
Amendements : Dariac, concernant les maréchaux des logis secrétaires de l'officier chargé du matériel	»	»	»	»	»	»	+ 22	— 22	»	»	»
Amendements : Méquillet, concernant les maréchaux des logis chefs ouvriers des sections A, B, C	»	»	»	»	»	»	+ 6	— 6	»	»	»
Totaux	»	»	»	3	89	»	537	233	1.385	87	5
Augmentation du cadre de l'état-major particulier	»	»	10	30	»	40	»	»	»	45	»
Totaux généraux	3	3	30	91	173	40	(2) 606	(3) 606	1.635	340	37

(1) Y compris le lieutenant complémentaire rétabli par l'amendement Méquillet et l'adjudant-chef supplémentaire de groupe introduit par la commission de l'armée.

(2) L'augmentation de 606 adjudants-chefs et adjudants se décompose en : augmentation de 340 adjudants-chefs; augmentation de 266 adjudants.

(3) L'augmentation de 606 sous-officiers (autres que les adjudants) se décompose en : augmentation de 637 sous-officiers rengagés ; augmentation de 1,303 sous-officiers non rengagés.

En outre l'augmentation en chevaux de troupe correspondante aux unités nouvelles, calculée sur la base des nouveaux effectifs prévus pour chaque espèce d'unité, est de :

1,201 chevaux de troupe de selle, type dragons.
5,097 chevaux d'artillerie.
182 mulets.

d) **Génie.**

Le projet de loi actuel, en ce qui concerne le génie, n'est plus une simple retouche à la loi des cadres de cette arme, comme pour l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie; c'est une loi des cadres entièrement nouvelle, en voie d'élaboration depuis 1907.

Il comporte une augmentation des formations existantes et constitue des formations d'un type nouveau ou régularise leur existence: sections de projecteurs, détachements de cyclistes, détachements de groupes alpins; il prévoit des régiments de plusieurs types, des bataillons formant corps, deux types de compagnie de place et deux types de compagnie de sapeurs conducteurs.

I. — *Création d'unités nouvelles.*

Les créations nouvelles sont les suivantes :
3 états-majors de régiment;
5 états-majors de bataillons enrégimentés;
2 états-majors de bataillons formant corps en France;
4 états-majors de bataillons formant corps en Afrique du Nord;
21 compagnies de sapeurs de campagne ou de place;
6 compagnies de chemin de fer;
1 compagnie de radiotélégraphistes;
6 compagnies de sapeurs conducteurs;
22 sections de projecteurs;
10 détachements de sapeurs cyclistes;
12 détachements de groupes alpins.

Au point de vue de la nature et du nombre des formations, la comparaison s'établit comme suit entre la situation actuelle et celle qui résultera de l'application du projet de loi.

UNITÉS		NOMBRE actuel.	NOMBRE résultant du projet de loi.	DIFFÉRENCES
Régiments		8	(1) 11	+ 3
Bataillons	enrégimentés	27	(2) 32	+ 5
	formant corps	»	(3) 6	+ 6
Compagnies	Sapeurs de campagne ou de place (4)	76	(5) 97	+ 21
	Sapeurs de chemins de fer	13	(6) 19	+ 6
	Sapeurs télégraphistes	14	(7) 14	»
	Sapeurs radiotélégraphistes	2	(8) 3	+ 1
	Sapeurs conducteurs	8	(9) 14	+ 6
	Place forte	1	(10) 1	»
Groupe de sapeurs télégraphistes	Réseaux d'Afrique	1	(10) 1	»
Détachements cyclistes		»	(11) 10	+ 10
Détachements de groupes alpins		»	(11) 12	+ 12
Sections de projecteurs		»	(11) 22	+ 22

(1) Dont 8 de type (1) et 3 de type (2).
(2) Non fixé par la loi.
(3) Dont 2 en France, 1 en Algérie, 1 en Tunisie, 2 au Maroc.
(4) Appelés actuellement sapeurs-mineurs.
(5) Dont 11 en Afrique du Nord.
(6) Dont 3 en Afrique du Nord.
(7) Dont 2 en Afrique du Nord.
(8) Dont 1 en Afrique du Nord.
(9) Dont 2 en Afrique du Nord.
(10) Les effectifs de ces unités ne sont plus déterminés par la loi, mais par le ministre d'après les besoins.
(11) Aucune disposition du projet n'indique comment ces unités seront réparties entre les régiments et les bataillons.

II. — *Modifications à l'encadrement.*

1° *Cadre sous-officiers.* — Le projet de loi comporte un renforcement des cadres subalternes analogue à celui qui est réalisé dans les autres armes. En outre et pour la même raison d'uniformité, il permet à divers sergents des compagnies hors rang des régiments d'accéder, après un certain nombre d'années de grade, aux emplois de sergent-major, puis d'adjudant, et à un certain nombre de caporaux d'accéder au grade de sergent tout en conservant leur emploi spécial. Enfin le nombre des sous-officiers qui peuvent être rengagés est abaissé des trois quarts aux deux tiers de l'effectif total des sous-officiers.

2° *Cadre officiers.* — *a*) L'état-major particulier du génie subit dans le projet les modifications suivantes : augmentation de 49 capitaines et remplacement de 2 emplois de chef de bataillon par 1 de colonel et 1 de lieutenant-colonel. Cette disposition, en ce qui concerne les capitaines, est la consécration légale de la situation de fait actuelle d'après laquelle une partie des capitaines en second des compagnies sont détachés des corps dans les services de l'état-major particulier sans compter dans son cadre; elle a d'ailleurs pour contre-partie la suppression des capitaines en second dans les compagnies dont il sera question ci-après :

En outre, diminution du nombre des officiers d'administration, augmentation de celui des ouvriers d'état et des adjudants d'administration. Le tableau ci-dessous fait ressortir l'effectif de ces employés tel qu'il est fixé par les lois actuelles, tel qu'il est, compte tenu des incomplets, tel qu'il aurait dû être d'après le projet, et enfin tel qu'il résulte de l'amendement Thalamas (voir § III *b*).

b) Les capitaines en second sont supprimés du cadre de toutes les compagnies à l'exception des compagnies de sapeurs télégraphistes affectées à la radiotélégraphie; par contre l'état-major des régiments et des bataillons formant corps comporte de nouveaux emplois de capitaines (capitaines adjudants-majors chargés de la mobilisation, chargés du matériel technique) précédemment tenus par des capitaines en second des compagnies.

La Chambre, sur la proposition de sa commission de l'armée, a modifié le projet de loi en ajoutant 1 sergent à 3 régiments et à 71 compagnies de campagne et de place, par analogie avec la mesure adoptée pour l'encadrement des compagnies d'infanterie.

III. — *Amendements.*

a) *Amendement Girod.* — A pour effet de remplacer un caporal chargé de l'infirmerie dans les bataillons formant corps par un sergent, et de permettre à ce sergent, ainsi qu'à celui chargé du même emploi dans les régiments, d'être nommé sergent-major après quatre ans de grade de sous-officier; dans les régiments le sous-officier en question peut être promu adjudant après six ans dans l'emploi de sergent-major.

—b) *Amendement Thalamas.* — A pour effet de modifier la répartition des officiers d'administration entre les différents grades pour leur donner la même péréquation qu'aux officiers d'administration d'artillerie :

GRADES		EFFECTIF légal. 1	EFFECTIF budgétaire. 2	EFFECTIF du projet. 3	EFFECTIF du projet rectifié par l'amendement Thalamas. 4	VARIATIONS — Différence entre les chiffres des colonnes 2 et 4. 5
Officiers d'administration	Principaux	29	28	30	36	+ 8
	De 1re classe	228	220	210	214	— 6
	De 2e et 3e classe	313	302	270	260	— 42
Ouvriers d'état		6	6	24	24	+ 18
Adjudants d'administration du génie	Principaux	»	»	32	32	+ 32
	1re classe	130	130	121	121	— 9
	2e classe	90	90	124	124	+ 34
	3e classe	72	72	49	49	— 23

L'ensemble des modifications apportées à la situation actuelle, tant par le projet de loi des cadres que par les amendements, ressort des indications du tableau suivant :

DÉSIGNATION DES EFFECTIFS	OFFICIERS					OUVRIERS D'ÉTAT	CHEVAUX d'officiers		TROUPE			
	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Commandants.	Capitaines.	Lieutenants.		En France.	En Afrique.	Adjudants-chefs.	Adjudants.	Autres sous-officiers.	Caporaux.
Effectif d'après la loi des cadres.												
Etats-majors et S. R. R. — de 8 régiments : 6 de sapeurs mineurs, 1 de sapeurs des chemins de fer, 1 de sapeurs télégraphistes	6	6	27	12	12	»	51	»	»	30	39	63
	1	1	4	2	2	»	8	»	»	4	8	13
	1	1	4	6	2	»	11	»	6	2	10	6
de 1 bataillon autonome (Algérie)	»	»	1	»	»	»	»	1	»	1	»	1
Compagnies — 76 de sapeurs mineurs (70 en France, 6 en Afrique)	»	»	»	152	152	»	140	12	»	76	612	912
13 de sapeurs des chemins de fer (12 France, 1 Afrique)	»	»	»	26	26	»	24	2	»	13	156	182
14 de sapeurs télégraphistes (12 France, 2 Afrique)	»	»	»	14	42	»	48	8	»	14	154	126
2 de sapeurs radiotélégraphistes : 1 France	»	»	»	3	4	»	7	»	4	10	26	24
2 de sapeurs radiotélégraphistes : 1 Algérie	»	»	»	1	3	»	»	4	2	4	12	10
8 de sapeurs conducteurs : 6 des régiments de sapeurs mineurs	»	»	»	12	12	»	24	»	»	6	36	54
8 de sapeurs conducteurs : 1 des régiments de sapeurs de chemins de fer	»	»	»	1	2	»	3	»	»	1	8	13
8 de sapeurs conducteurs : 1 du régiment de sapeurs télégraphistes	»	»	»	1	2	»	3	»	»	1	12	12
1 groupe de sapeurs télégraphistes de place forte	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	17	34
1 groupe de sapeurs télégraphistes des réseaux d'Afrique	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	18	25
Modifications résultant de la loi du 29 mars 1912 créant les adjudants-chefs	»	»	»	»	»	»	»	»	20	— 10	»	»
Totaux	8	8	36	230	259	»	299	27	27	156	1.108 (1)	1.475
Effectif d'après le projet de loi.												
Etats-majors et S.-R. — de 11 régiments : 8 du type 1	8	8	34	58	20	»	108	»	93	36	71	53
de 11 régiments : 3 du type 2	»	3	9	15	»	»	24	»		12	28	14
de 6 bataillons formant corps	»	»	6	18	12	»	16	8		»	40	33
Compagnies — 97 de sapeurs de campagne ou de place	»	»	»	97	230	»	161	33	»	97	1.117	951
19 de sapeurs de chemins de fer (16 France, 3 Afrique)	»	»	»	19	38	»	16	9	»	19	217	228
14 de sapeurs télégraphistes (12 France, 2 Afrique)	»	»	»	14	42	»	48	8	»	14	154	126
3 de sapeurs radiotélégraphistes (2 France, 1 Afrique)	»	»	»	6	9	»	10	5	6	9	42	45
11 de sapeurs-conducteurs : 9 du type A (8 France, 1 Afrique)	»	»	»	9	18	»	24	3	»	9	95	76
11 de sapeurs-conducteurs : 6 du type B (4 France, 1 Afrique)	»	»	»	5	5	»	8	2	»	5	37	33
22 sections de projecteurs (dont 1 en Afrique)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44	88
10 détachements de sapeurs cyclistes	»	»	»	»	10	»	10	»	»	»	30	40
12 détachements de groupes alpins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	10	12
Détachements de réseaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	35	59
Totaux	8	11	49	241	374	»	428	68	99	207	1.952 (2)	1.763
A. — Augmentation dans les corps de troupes d'après le projet (5)	»	3	13	11	115	»	129	41	67	51	814	228
B. — Variations dues à l'amendement Girod	»	»	»	»	»	»	»	»	»	+ 4	+ 2 (3)	— 6
C. — Variations dans l'état-major particulier — Officiers	1	1	— 2	49	»	»	49	»	»	»	»	»
Officiers d'administration	»	»	+ 8	— 6	— 42	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers d'état	»	»	»	»	»	+ 18	»	»	»	»	»	»
Adjudants d'administration	»	»	»	»	»	+ 34	»	»	»	»	»	»
Totaux	1	4	19	54	73	52	178	41	67	55	846 (4)	282

(1) Dont 784 rengagés et 324 non rengagés. — (2) Dont 1,199 rengagés et 753 non rengagés. — (3) Non rengagés. — (4) Soit 415 rengagés et 431 non rengagés. — (5) Différence entre les totaux ci-dessus.

e) **Train des équipages militaires.**

Bien qu'aucune disposition du projet soumis au Sénat ne vise explicitement le train des équipages militaire, cette arme est atteinte par la règle générale, inscrite dans l'article 17 et qui ramène des trois quarts aux deux tiers la proportion maxima des sous-officiers rengagés.

L'application de cette règle au train des équipages entrainera le remplacement de 64 sous-officiers rengagés par autant de sous-officiers non rengagés.

En outre l'adoption de l'amendement Girod entraine une création de 20 maréchaux des logis chargés de l'infirmerie des hommes, dont 13 rengagés et 7 non rengagés.

Finalement les modifications arrêtées par la Chambre des députés en ce qui concerne le train des équipages entraînent les modifications suivantes d'effectifs :

Sous-officiers (autres que les adjudants) :

Rengagés..... — 64 + 13 = — 51
Non rengagés..... + 64 + 7 = + 71

f) **Service géographique.**

Dans la situation actuelle le service géographique emploie des sous-officiers détachés des corps de troupe. Ces sous-officiers sont obligés de rentrer à leur corps pour devenir adjudants ou adjudants-chefs. Pour éviter ces mouvements fréquents de personnel, préjudiciables au service, le projet de loi comporte création d'un cadre de 20 sous-officiers topographes pouvant être tous rengagés, pouvant passer adjudant après huit ans de grade de sous-officiers et qui pourront être nommés adjudants-chefs dans la proportion du cinquième de l'effectif total.

Ce cadre comprendrait en moyenne :

4 adjudants-chefs;
4 adjudants;
12 autres sous-officiers rengagés,

qui correspondent tous à une augmentation d'effectifs puisqu'ils seront tous hors cadres, tandis que les 8 sous-officiers actuellement employés dans le service comptent dans des corps de troupe.

g) **Secrétaires d'état-major et du recrutement.**

Le projet comporte la suppression de vingt sections d'état-major et du recrutement, for-

mations inutiles à cause de la dispersion de leurs éléments. Seule sera conservée la section du gouvernement militaire de Paris qui justifie son existence, comme unité autonome, par une réunion suffisante des secrétaires qui la composent.

Les secrétaires des autres régions (caporaux et soldats) seront rattachés à un corps de troupe, et y compteront en surnombre.

Les sous-officiers secrétaires forment, dans le projet, un corps autonome. L'effectif actuel est renforcé et comporte une péréquation un peu plus avantageuse. Les quatre cinquièmes des sous-officiers secrétaires de la première catégorie (état-major) et la totalité des autres sous-officiers (recrutement, affaires indigènes) peuvent être rengagés.

Ces modifications se traduisent comme il suit :

DÉSIGNATION	SITUATION actuelle.	SITUATION résultant du projet voté par la Chambre.	DIFFÉRENCE
Adjudants-chefs	20	90	+ 70
Adjudants	149	177	+ 28
Autres sous-officiers rengagés	296	243	— 53
Autres sous-officiers non rengagés	41	32	— 9

La Chambre, suivant sa commission de l'armée, a fixé, pour l'ensemble des caporaux et soldats secrétaires d'état-major et du recrutement, appartenant au service armé (en dehors de ceux en service au Maroc et dont le nombre peut être modifié sans limite par décision ministérielle) un effectif minimum et un effectif maximum, ce dernier étant obtenu en majorant le premier de 6 p. 100. L'effectif minimum ainsi fixé concorde d'ailleurs avec celui actuellement réalisé.

h) **Sections de commis et ouvriers militaires d'administration et sections d'infirmiers.**

Le projet du Gouvernement ne contenait aucune disposition relative aux sections de commis et ouvriers militaires d'administration non plus qu'aux sections d'infirmiers. La commission de l'armée de la Chambre a introduit dans ce projet deux tableaux nouveaux (tableaux 2 et 3 de la série E) qui fixent pour les sections de commis et ouvriers d'une part, et pour les sections d'infirmiers d'autre part :

1° L'effectif global minimum et l'effectif global maximum (gradés compris) des hommes de troupe du service armé (en dehors de ceux en service au Maroc et dont le nombre peut être modifié par simple décision ministérielle). L'effectif maximum est d'ailleurs obtenu en majorant de 6 p. 100 l'effectif minimum ;

2° La proportion maxima des gradés, calculée d'après l'effectif minimum dont il vient d'être parlé. D'après un amendement présenté par l'honorable M. Girod, la proportion des sous-officiers rengagés est, pour ces sections, maintenue aux trois quarts.

Les modifications aux effectifs des sous-officiers et des caporaux des sections qui résultent de l'adoption, par la Chambre, des propositions faites par la commission de l'armée et de l'amendement de M. Girod, sont les suivantes :

DÉSIGNATION DES GRADES ET EMPLOIS	SECTIONS DE COMMIS ET OUVRIERS			SECTIONS D'INFIRMIERS		
	Situation actuelle.	Situation projetée.	Différence.	Situation actuelle.	Situation projetée.	Différence.
Adjudants-chefs	20	57	+ 37	10	34	+ 24
Adjudants	176	173	— 3	63	101	+ 38
Autres sous-officiers (Rengagés)	512	633	+ 91	490	571	+ 81
Autres sous-officiers (Non rengagés)	246	288	+ 42	187	235	+ 48
Caporaux	1.247	1.165	— 82	762	709	— 53

Récapitulation des modifications aux effectifs.

Le tableau ci-après présente la récapitulation des modifications aux effectifs des cadres et aux effectifs des animaux résultant des changements qui ont été indiqués ci-dessus.

DÉSIGNATION DES ARMES ou services.	OFFICIERS					OUVRIERS D'ÉTAT et adjudants d'administration.	TROUPE					ANIMAUX					
	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Commandants.	Capitaines.	Lieutenants.		Adjudants-chefs.	Adjudants.	Autres sous-officiers. Rengagés.	Autres sous-officiers. Non rengagés.	Caporaux.	Chevaux d'officiers. En France.	Chevaux d'officiers. En Algérie.	Chevaux de troupe. Infanterie (Afrique).	Chevaux de troupe. Cavalerie (Afrique).	Chevaux de troupe. Artillerie et génie (France).	Mulets en France.
Infanterie	2	4	6	18	4	»	18	92	3.709	1.864	3.549	»	32	12	»	»	»
Cavalerie	2	2	6	14	12	»	180	— 32	200	603	37	»	54	»	108	»	»
Artillerie	3	3	30	94	173	40	340	266	— 637	1.303	1.635	349	37	»	»	6.308	182
Génie	1	4	19	54	73	52	67	15	415	431	282	178	41	»	»	»	»
Train des équipages	»	»	»	»	»	»	»	»	— 51	71	»	»	»	»	»	»	»
Service géographique	»	»	»	»	»	»	4	4	12	»	»	»	»	»	»	»	»
Secrétaires d'E. M. R.	»	»	»	»	»	»	70	28	— 53	— 9	»	»	»	»	»	»	»
Sections de C. O. A.	»	»	»	»	»	»	37	— 3	91	42	— 82	»	»	»	»	»	»
Sections d'infirmiers	»	»	»	»	»	»	24	38	81	48	— 53	»	»	»	»	»	»
Totaux	8	13	61	180	262	92	740	448	3.767	4.358	5.368	518	164	12	108	6.308	182

Les totaux ci-dessus se décomposent de la façon suivante :

Modifications dues au projet du Gouvernement	8	13	55	176	272	92	742	— 79	2.711	3.612	5.543	518	164	12	108	6.308	182
Modifications apportées par la commission de l'armée de la Chambre des députés	»	»	»	»	— 78	»	— 2	+346	1.192	725	— 135	— 78	»	»	»	»	»
Amendement Méquillet relatif aux lieutenants-complémentaires	»	»	»	»	+ 78	»	»	»	»	»	»	+ 78	»	»	»	»	»
Amendement Thalamas	»	»	+ 6	+ 4	— 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Amendement Girod (sous-officiers chargés de l'infirmerie)	»	»	»	»	»	»	»	+138	— 93	+ 21	— 40	»	»	»	»	»	»
Autres amendements (Girod, Méquillet, Dariac)	»	»	»	»	»	»	»	+ 43	— 43	»	»	»	»	»	»	»	»

DEUXIÈME PARTIE

ÉVALUATION DE L'AUGMENTATION DES DÉPENSES

Dans son rapport à la Chambre des députés (1), l'honorable M. Trégnier avait évalué l'augmentation de dépenses à provenir du projet de loi à 26,290,000 fr., en dépenses non renouvelables, et à 17,700,000 fr., en dépenses permanentes.

Nos évaluations se rapprochent sensiblement en ce qui concerne les dépenses non renouvelables, que nous estimons à 26,790,500 fr.; mais elles dépassent de beaucoup les chiffres produits par l'honorable M. Trégnier, en ce qui concerne les dépenses permanentes que nous estimons devoir s'élever 21,055,000 fr.

Nous rappellerons tout d'abord que l'accroissement d'effectifs en hommes non gradés résulte pour la totalité de la loi du 7 août 1913. Il n'y a donc à mettre à la charge du présent projet de loi que la dépense afférente aux cadres nouveaux; encore, pour les gradés non rengagés (sous-officiers et caporaux) la dépense ne correspond-elle qu'à la différence entre leur solde respective et celle du simple soldat.

Nous avons de même considéré comme conséquence immédiate de la loi du 7 août et nous avons mis à la charge de cette loi le renforcement en chevaux des unités existantes. Les seules dépenses que nous retenions ici au titre de l'augmentation des chevaux sont donc celles qui résultent des créations d'unités (autres que celles autorisées par les précédentes lois des cadres) et celles qui correspondent aux chevaux d'officiers. Encore y aura-t-il lieu de tenir compte de ce qu'une partie des dépenses de cette catégorie, celles de première mise, et que la presque totalité des dépenses de première mise se rapportant à la constitution du matériel des nouvelles unités sont comprises dans le programme d'engagements de dépenses extraordinaires dont le projet a été déposé le 16 janvier 1914.

Cela étant, les conséquences financières du projet tel qu'il sort des délibérations de la Chambre, sont détaillées ci-dessous :

(1) Chambre des députés 1914, n° 3621.

1° *Officiers et cadres troupe. — Dépenses permanentes.*

A. — Solde et entretien.

GRADES	DÉPENSES annuelles par unité (1).	EFFECTIFS	DÉPENSES
	francs.		francs.
a) *Officiers.*			
Colonels	12.728	8	101.824
Lieutenants-colonels	9.794	13	129.322
Commandants	8.058	61	491.538
Capitaines	6.451	180	1.161.180
Lieutenants	4.390	262	1.150.180
Ouvriers d'Etat	2.440	92	224.480
Total pour les officiers			3.256.524
b) *Cadres troupe.*			
Adjudants-chefs	2.670	740	1.975.800
Adjudants	2.493	443	1.119.104
Autres sous-officiers rengagés	1.856	3.767	6.991.552
Autres sous-officiers non rengagés	(2) 254	4.358	1.105.932
Caporaux	(2) 62	5.368	332.816
Total pour la troupe			11.526.204
Rappel du total pour les officiers			3.256.524
Total général			11.782.728

(1) Compte tenu du relèvement des soldes d'après le tarif définitif.
(2) Différence avec la solde d'homme de troupe.

B. — Indemnités de fonctions. — Frais de déplacement.

Officiers.

Frais de déplacement, indemnités en marche et de séjour temporaire avec troupe (à 230 fr.)	120.520
Allocations d'indemnités de fonctions corrélatives à la création de nouveaux régiments	70.000
Allocations d'indemnités de fonction corrélatives à la création d'une nouvelle circonscription de remonte	1.080
Total	191.600

Cadres-troupe.

Supplément annuel de première mise d'équipement correspondant à l'augmentation globale de l'effectif des adjudants-chefs et adjudants $405 \times \frac{1.188}{10}$	48.114
Total (officiers et troupe)	239.714
Rappel des dépenses concernant la solde	14.782.728
Total général pour les dépenses permanentes	15.022.442

DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE

Officiers.

Allocation de premières mises de harnachement à 295 fr. × 553	163.135
Indemnités de changement de résidence aux officiers promus	46.410
Total	209.545

Cadres-Troupe.

Allocation de premières mises d'équipement aux adjudants-chefs et adjudants à 405 fr. l'une	481.140
Achat de mobiliers de sous-officiers rengagés à 139 fr. × 4,955	644.150
Aménagement de chambres de sous-officiers rengagés à 60 fr. × 4,955	297.360
Total	1.422.590
Total des dépenses de première mise	1.632.135

2° *Chevaux.*

DÉPENSES PERMANENTES

a) Renouvellement des animaux à raison de 1/8,5 des effectifs ci-dessous :

A acheter en France (y compris 32 chevaux d'officiers d'artillerie et 41 chevaux d'officiers du génie en service en Afrique, 7,036.

A acheter en Afrique, 205.

Les prix d'achat étant de 1,325 fr. pour les premiers et de 900 fr. pour les seconds (prix budgétaires de 1914) la dépense annuelle est de :

France	1.104.580	
Afrique	21.811	
Total		1.126.391

b) Entretien pendant neuf mois, dans les annexes de remonte, de 85 p. 100 de l'effectif ci-dessus, à raison de 1 fr. 22 par jour : 239.043

c) Fourrages pour les animaux ci-dessous :

France	7.008	
Afrique	284	
A raison de :		
559 fr. en France	3.917.472	
371 fr. en Afrique	105.364	
Total		4.022.836

d) Harnachement et ferrage pour les animaux ci-dessous :

Chevaux d'officiers :		
En France	518	
En Afrique	164	
Chevaux de troupe :		
Infanterie (Afrique)	12	
Cavalerie (Afrique)	108	
Artillerie et génie (France).	6.490	

à raison de :

10 fr. 95 pour les chevaux d'officiers en France;

14 fr. 60 pour les chevaux d'officiers en Algérie;

33 fr. 58 pour les chevaux de troupe d'infanterie en Afrique;

32 fr. 65 pour les chevaux de troupe de cavalerie en Afrique;

12 fr. 41 pour les chevaux de troupe d'artillerie et du génie en France.

La dépense est de :

Chevaux d'officiers :		
En France	5.670	
En Afrique	2.391	
Chevaux de troupe :		
Infanterie (Afrique)	403	
Cavalerie (Afrique)	3.548	
Artillerie et génie (France).	80.541	
Total	92.556	92.556
Total général pour les dépenses permanentes		5.241.783

DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE

Pour les animaux ci-dessous :	
Chevaux (intérieur)	6.904
Mulets (intérieur)	182
Chevaux et mulets en Afrique	206
Total	7.292
La dépense d'achat est de :	
Chevaux (intérieur)	10.781.800
Mulets (intérieur)	209.300
Chevaux et mulets en Afrique	187.200
Total des dépenses de première mise	11.178.300

3° *Constitution de nouvelles unités.*

DÉPENSES PERMANENTES

a) Augmentation des dépenses annuelles pour primes fixes aux différentes masses :

2 régiments de zouaves constitués avec des unités existantes :

Pour 1 régiment :

Masse de harnachement 672 } 5.652 × 2 = 11.304
Masse des dépenses diverses 4.980 }

2 régiments de chasseurs d'Afrique constitués avec des unités existantes :
Pour 1 régiment :
Masse de harnachement..... 380
Masse des dépenses diverses... 1.392
} 1.772 × 2 = 3.544

34 batteries d'artillerie :
Pour une batterie :
Masse d'habillement 228
Masse des dépenses diverses..... 182
} 410 × 34 = 13.940

34 compagnies du génie :
Pour une compagnie :
Masse d'habillement 228
Masse des dépenses diverses..... 195
} 423 × 34 = 14.382

Total..... 43.170

b) Consommation de munitions d'exercice pour les nouvelles batteries, à raison de 10,000 fr. par batterie, pour les 34 batteries..... 340.000

c) Augmentation des allocations de munitions pour les cours de tir en raison des créations de nouveaux emplois d'officiers :

Cours de commandants... 45.000
Cours régionaux..... 124.000
} 169.000

Total des dépenses permanentes..... 552.170

DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE

a) Dépenses à imputer sur les crédits normaux du budget :

Frais de déplacement et transport des unités appelées à changer de garnison (évaluation), 500,000 fr.

b) Dépenses prévues au compte spécial :

Service de l'artillerie (matériel d'artillerie et des équipages des batteries nouvelles)..... 11.865.000
Service du génie (matériel)..... 1.400.000
Harnachement de la cavalerie..... 215.000

Total des dépenses de première mise..... 13.480.000

Récapitulation (en chiffres ronds).

DÉSIGNATION	DÉPENSES de première mise.	DÉPENSES permanentes.
Officiers, cadres-troupes	1.632.000	15.092.000
Chevaux	11.178.500	5.481.000
Constitution de nouvelles unités	13.980.000	552.000
Totaux	26.790.500	21.055.000

Les conséquences financières du projet du Gouvernement avait été évaluées en ce qui concerne les dépenses permanentes, d'après le rapport de l'honorable M. Treignier, au nom de la commission du budget de la Chambre à..... (1) 17.553.500

Mais les modifications introduites par la commission de l'armée de la Chambre conduisaient à une augmentation de dépenses de..... 2.854.500
qui, par suite de l'adoption, par la Chambre, de l'amendement Méquillet, rétablissant les lieutenants complémentaires des régiments d'artillerie, que la commission avait supprimés, doit être elle-même majorés de..... 406.500

L'adoption de l'amendement de M. Thalamas relatif à la péréquation des grades des officiers d'administration du génie cause un supplément de dépenses de 30 500
et celle des amendements Girod relatifs aux sous-officiers chargés de l'infirmerie..... 180.500
enfin celle des autres amendements (Girod, Méquillet, Dariac), ensemble. 29 500

Le total de ces sommes est le chiffre indiqué ci-dessus..... 21.055.000

Encore convient-il d'observer que, sans la disposition insérée dans l'article 17 du projet soumis aux délibérations du Sénat, c'est-à-dire si la proportion des trois quarts de sous-officiers rengagés avait été maintenue dans la cavalerie, l'artillerie, le génie et le train des équipages, la dépense ci-dessus aurait été majorée de 2,634,000 fr.

Le tableau ci-dessous indique la part afférente à chacune des différentes armes et aux services dans le total des dépenses permanentes :

(1) Compte tenu de l'économie procurée par l'application au train des équipages de l'abaissement aux 2 tiers de la proportion des 3 quarts des sous-officiers rengagés.

DÉSIGNATION DES ARMES OU SERVICES	DÉPENSES D'ENTRETIEN AFFÉRENTES aux officiers.	aux cadres-troupe.	aux chevaux.	au matériel.	A DÉDUIRE de l'entretien des cadres-troupe, Economie réalisée par l'abaissement aux deux tiers de la proportion des sous-officiers rengagés.	TOTAUX des dépenses d'entretien.
Infanterie	230.500	7.859.000	22.000	11.000	»	8.162.500
Cavalerie	232.000	1.585.000	81.500	3.500	650.500	1.281.500
Artillerie	1.854.000	2.425.000	5.217.000	523.000	1.578.000	8.441.000
Génie	1.061.500	1.521.500	160.500	14.500	303.000	2.455.000
Train des équipages	»	26.000	»	»	102.500	76.500
Service géographique	»	43.500	»	»	»	43.500
Secrétaires d'état-major et de recrutement	»	160.000	»	»	»	160.000
Sections de commis et ouvriers d'administration	»	267.000	»	»	»	267.000
Sections d'infirmiers	»	331.000	»	»	»	321.000
Totaux	3.448.000	14.203.000	5.481.000	552.000	2.634.000	21.055.000

Ainsi qu'on l'a déjà fait observer, une partie des dépenses ci-dessus avait déjà été comprise dans l'évaluation faite par la commission des finances du Sénat des charges qui devaient résulter de l'adoption de la loi de trois ans.

Le tableau ci-dessous en donne la récapitulation, avec l'imputation proposée par le Gouvernement au compte spécial alimenté par l'emprunt ou aux budgets normaux.

DÉSIGNATION	DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE au titre du compte spécial.	DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE au titre des crédits normaux du budget.	DÉPENSES permanentes.
Officiers et cadre troupe	»	328.500	4.975.000
Chevaux	11.178.500	»	5.312.000
Constitutions de nouvelles unités	13.480.000	500.000	37.500
Totaux	24.658.500	828.500	10.324.500

Le tableau ci-dessous indique l'échelonnement par exercice des dépenses à imputer aux budgets normaux:

DÉSIGNATION	DÉPENSES DE PREMIÈRE MISE			DÉPENSES PERMANENTES		
	A imputer sur les crédits normaux du budget.		Totaux.	Prévues au budget de 1914.	A prévoir aux exercices suivants.	Totaux.
	Exercice 1914.	Exercices suivants.				
Officiers et cadres troupe	330.000	1.302.000	1.632.000	4.975.000	10.017.000	15.022.000
Chevaux	»	»	»	5.312.000	169.000	5.481.000
Constitution de nouvelles unités (matériel)	500.000	»	500.000	500.000	52.000	552.000
Totaux	830.000	1.302.000	2.182.000	10.787.000	10.268.000	21.055.000

Pour conclure, la commission des finances évalue comme suit les charges à résulter du présent projet de loi des cadres :

1° En dépenses non renouvelables à 26,790,500 francs dont 24,658,500 fr. à imputer à un compte spécial alimenté par l'emprunt; et 2,132,000 fr. à imputer aux budgets normaux. Sur cette somme 830,000 fr. sont déjà inscrits au projet de budget de 1914;

2° En dépenses permanentes à 21,055,000 fr. dont 10,787,000 fr. sont déjà inscrits au projet de budget de 1914 et 10,268,000 fr. seront successivement inscrits dans les budgets futurs.

Ces charges sont les conséquences inéluctables de l'augmentation des effectifs réalisée par la loi du 7 août 1913. On peut même dire qu'elles sont corrélatives à l'utilisation logique et nécessaire des nouveaux effectifs.

Tel est l'avis de la commission des finances.

ANNEXE N° 180

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés portant addition à l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908 relatif à l'exécution de services publics par les entrepreneurs de services réguliers de voitures automobiles subventionnées, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Raoul Péret, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes; par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 181

(Session ord. — Séance du 26 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter la loi du 11 juillet 1889 et l'article 85 de la loi de finances du 13 juillet 1911 par la création d'un tarif de pension correspondant aux emplois d'adjudant-chef et daspirant, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre de la guerre, et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 183

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les élèves de la marine marchande et les anciens élèves libres de l'école principale du génie maritime, par M. Riotteau sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi qui a été soumis par le Gouvernement à votre commission de la marine a été adopté par la Chambre des députés, le 4 février dernier, après déclaration d'urgence.

Après l'avoir examiné, votre commission vous propose de l'adopter sans modification.

Ce projet de loi a pour but de régulariser la situation des élèves de la marine marchande qui ont reçu des commissions provisoires d'aspirant auxiliaire, et de préciser leur situation, lorsqu'ils sont appelés à accomplir leurs périodes d'instruction.

Il organise, en outre, une réglementation nouvelle du service militaire des élèves de la marine marchande, rendue nécessaire par la législation récente sur le recrutement de l'armée de mer (2). Tout en respectant le principe de la suppression des dispenses et celui de l'égalité des charges militaires, le projet de loi tient compte de la situation particulière des futurs capitaines au long cours; il tend à leur permettre de continuer leur apprentissage du métier de marin dans le service de la flotte, et subsidiairement il leur favorise l'accès dans le cadre actif.

Il établit d'une façon très précise le rang que doivent occuper, dans notre armée navale, les élèves de la marine marchande après qu'ils auront subi les épreuves théoriques et pratiques imposées, suffisantes pour juger de leurs aptitudes.

Les élèves de la marine marchande, inscrits définitifs, feront leur première année de service sur un bâtiment-école spécial, où l'on complètera les connaissances maritimes pratiques qu'ils possédaient déjà.

Ils passeront, à la suite de cette première année, un examen leur permettant d'obtenir un certificat de capacité, et pourront être nommés seconds maîtres de réserve, selon les besoins de la marine.

Les élèves de la marine marchande non inscrits définitifs, pourront, à l'âge de dix-huit ans être autorisés à s'engager pour quatre ans.

Ceux des élèves de la marine marchande incorporés au titre de contingent annuel, c'est-à-dire ne devant faire que trois ans, pourront en contractant un engagement supplémentaire d'un an, bénéficier des avantages de la présente loi.

Ceux qui n'auront pas obtenu le certificat de capacité continueront à servir comme matelots ou quartiers-maîtres.

A l'expiration de la deuxième année, ces élèves, ayant été nommés seconds maîtres officiers de réserve, seront promus enseigne de vaisseau de 2e classe de réserve, s'ils sont proposés pour ce grade, et termineront leur service d'activité comme officiers; ceux non promus resteront seconds maîtres.

Enfin, à leur libération, les enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve pourront être promus à la 1re classe, quand ils obtiendront le brevet de capitaine au long cours et s'ils sont proposés pour ce grade.

Un article du projet soumis à vos délibérations impose l'obligation de naviguer aux enseignes de vaisseau de réserve de 2e classe. Au bout de cinq ans de cessation de navigation effective, ils seront rayés des contrôles d'officiers de réserve, et s'ils sont rappelés ou mobilisés, ils le seront comme quartiers-maîtres ou seconds maîtres dans la spécialité indiquée par le ministre de la marine.

Les jeunes gens n'ayant pas obtenu le certificat de capacité ou qui, à l'expiration de leur deuxième année de service, n'auraient pas été nommés enseignes de réserve de 2e classe, ne pourront être promus enseignes de 1re classe que dans les conditions de l'article 41 de la loi du 10 juin 1896.

Les enseignes de vaisseau de réserve provenant de capitaines au long cours pourront être promus lieutenants de vaisseau de réserve, conformément à l'article 5 du décret du 25 juillet 1897.

Par l'article 3, le projet indique que les élèves de la marine marchande ayant une commission provisoire d'aspirant auxiliaire pourront, dès la promulgation de la loi, être nommés officiers de réserve de l'armée de mer, s'ils le demandent et s'ils sont proposés par l'autorité maritime.

Ceux qui ne sont pas encore pourvus du brevet de capitaine au long cours seront nommés enseigne de vaisseau de réserve de 2e classe. Les capitaines au long cours seront nommés de 1re classe, mais ils devront faire une période de vingt-huit jours, après avoir été proposés pour le grade d'enseigne de vaisseau de 1re classe de réserve.

Les enseignes de vaisseau de 2e classe ne pourront être promus à la première qu'après avoir été pourvus du brevet de capitaine au long cours et proposés pour le grade.

Les élèves ayant une commission provisoire d'aspirant auxiliaire devront faire quatre périodes d'exercice de quatre semaines au moins chacune, pendant qu'ils restent soumis à la loi militaire, et ils ne pourront invoquer le bénéfice de la loi, si, au moment de sa promulgation, ils ont cessé d'exercer depuis un an au moins, sauf le cas de force majeure, la navigation professionnelle.

Enfin, le projet étend le bénéfice de ces dispositions aux élèves libres de l'école du génie maritime.

Ils pourront faire leur service comme matelots dans l'armée de mer; après un an de service, ils pourront être nommés seconds maîtres élèves-officiers du réserve du génie maritime, s'ils obtiennent le certificat de capacité tel qu'il sera arrêté par le ministre,

A l'expiration de la deuxième année, ces élèves-officiers seront nommés ingénieurs de 3e classe de réserve du génie maritime. Ils accompliront leur troisième année en cette qualité, sous condition de s'engager à faire quatre périodes d'exercice de quatre semaines chacune pendant la durée de leur assujettissement militaire.

Après deux ans d'ancienneté dans ce grade, ils pourront être nommés de 2e classe, après avoir accompli une période d'exercice, et s'ils sont proposés pour l'avancement.

Telle est l'économie du projet de loi qui a été soumis à votre commission et qu'elle vous propose d'adopter tel qu'il est présenté.

(1) Voir les nos 2864-3330 et in-8° 707 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3115-3258-3610 et in-8° 730 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 57, Sénat, année 1914; et 3075-3413 et in-8° n° 686 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Le projet d'ensemble sur les engagements dans l'armée de mer, déposé par le Gouvernement le 15 mai 1913, a abouti à la loi du 8 août 1913 qui en représente une partie; le projet de loi en discussion en représente une autre, et enfin la Chambre des députés vient de voter, le 20 mars 1914, une autre de ses parties.

Ce projet comporte à la fois des avantages pour les intéressés, qui, pendant les quatre années de leur service militaire, perfectionneront leur instruction maritime ainsi que pour la marine à laquelle elle procurera quelques officiers expérimentés en supplément pour sa réserve.

Nous vous proposons de décider l'urgence dudit projet de l'adopter comme suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les élèves de la marine marchande inscrits définitifs qui, à l'expiration de leur première année de service, ont, à la suite d'un concours, obtenu un certificat de capacité, dans les conditions déterminées par un arrêté du ministre de la marine, servent pendant une seconde année en qualité de seconds maîtres élèves officiers de réserve.

Ceux qui pour une cause quelconque n'ont pas obtenu ce certificat sont remis au service général, soit comme matelots, soit comme quartiers-maîtres, suivant les propositions dont ils sont l'objet.

Le nombre des certificats de capacité est fixé, chaque année, par le ministre de la marine en tenant compte des besoins.

Les élèves de la marine marchande, non inscrits définitifs sont soumis aux dispositions prévues au présent article. Ils peuvent être autorisés, dès l'âge de dix-huit ans, à contracter un engagement volontaire de quatre ans.

Les élèves de la marine marchande incorporés dans les équipages de la flotte, au titre des contingents annuels, ne peuvent bénéficier des avantages prévus par la présente loi, que s'ils contractent aussitôt après leur incorporation un rengagement. A titre exceptionnel, la durée de ce rengagement peut être d'une année seulement.

Les élèves de la marine marchande, inscrits définitifs ou non, nommés seconds maîtres élèves officiers de réserve, sont, dans la limite des places fixées par le ministre de la marine et en suivant l'ordre de classement établi à la suite du concours pour l'obtention du certificat de capacité, nommés à l'expiration de leur deuxième année de service, enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve, à la condition d'avoir été l'objet d'une proposition pour ce grade. Ils terminent en cette qualité leurs obligations d'activité. Ceux qui ne sont pas promus enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve terminent leurs obligations d'activité en qualité de seconds maîtres.

Les enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve qui obtiennent, après leur libération, le brevet de capitaine au long cours peuvent être promus enseignes de vaisseau de 1re classe de réserve s'ils ont été l'objet d'une proposition pour ce grade.

Les enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve provenant des élèves de la marine marchande qui ont cessé d'exercer la navigation professionnelle pendant cinq ans consécutifs, sont rayés des contrôles des officiers de réserve et sont rappelés ou mobilisés avec le grade de quartier-maître ou de second maître et la spécialité fixée par le ministre de la marine.

Les seconds maîtres élèves officiers de réserve ne peuvent être nommés officiers de marine de réserve que s'ils prennent l'engagement d'accomplir en cette qualité quatre périodes d'exercice de quatre semaines au moins pendant la durée de leur assujettissement militaire.

Art. 2. — Les capitaines au long cours qui n'ont pas obtenu le certificat de capacité prévu à l'article précédent ou qui, l'ayant obtenu, n'ont pas été promus enseignes de vaisseau de 2e classe de réserve à l'expiration de leur deuxième année d'activité, ne peuvent être nommés au grade d'enseigne de vaisseau de 1re classe de réserve que dans les conditions de la loi portant organisation du corps des officiers de marine.

Art. 3. — Dès la promulgation de la présente loi, les jeunes gens qui ont accompli, dans l'armée de mer, leur service actif en qualité d'élèves de la marine marchande et qui ont obtenu à leur libération la commission provisoire d'aspirant auxiliaire prévue par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1899 pourront, sur leur demande et suivant les propositions dont ils seront l'objet de la part de l'autorité maritime dont ils relèvent, être pourvus d'un grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer.

Ce grade sera celui d'enseigne de vaisseau de deuxième classe de réserve pour ceux qui n'auront pas encore obtenu le brevet de capitaine au long cours, et d'enseigne de vaisseau de première classe de réserve pour ceux qui seront en possession dudit brevet, à la condition, pour ces derniers, d'avoir accompli une période d'exercices de vingt-huit jours et d'avoir été l'objet d'une proposition pour le grade d'enseigne de vaisseau de première classe de réserve.

Les élèves de la marine marchande nommés enseigne de vaisseau de deuxième classe de réserve ne pourront être promus enseignes de vaisseau de première classe de réserve, après l'obtention du brevet de capitaine au long cours, qu'à la condition également d'avoir accompli une période de vingt-huit jours et d'avoir été l'objet d'une proposition pour le grade d'enseigne de vaisseau de première classe de réserve.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux jeunes gens qui, hors le cas de force majeure, auront cessé d'exercer la navigation professionnelle depuis un an au moment de la promulgation de la présente loi.

Le nombre des places d'officiers de réserve à attribuer en conformité des dispositions ci-dessus sera fixé par le ministre de la marine en tenant compte des besoins.

Les officiers de marine de réserve de cette provenance devront prendre l'engagement d'accomplir quatre périodes d'exercices de quatre semaines au moins chacune, pendant la durée de leur assujettissement militaire.

Art. 4. — Les jeunes gens admis comme élèves libres à l'école du génie maritime et qui en sont sortis avec le diplôme d'ingénieur avant d'avoir satisfait aux obligations militaires imposées par la loi de recrutement peuvent accomplir leur service d'activité dans l'armée de mer. Ils sont incorporés en qualité de matelots.

Ceux qui, à l'expiration de leur première année de service, ont obtenu un certificat de capacité dans les conditions déterminées par un arrêté du ministre de la marine, sont nommés seconds maîtres élèves officiers de réserve du génie maritime. Les autres sont remis au service général en qualité de matelots.

Les seconds maîtres élèves officiers de réserve du génie maritime qui, à l'expiration de leur deuxième année d'activité, ont été l'objet d'une proposition pour le grade d'ingénieur de 3e classe de réserve du génie maritime, sont promus à ce grade et accomplissent en cette qualité leur troisième année d'activité à la condition toutefois de prendre l'engagement d'accomplir pendant la durée de leur assujettissement militaire quatre périodes d'exercices, chacune de quatre semaines au plus.

Les élèves libres de l'école du génie maritime sortis de cette école avec le diplôme d'ingénieur après avoir satisfait aux obligations de la loi de recrutement, et qui sont titulaires d'un brevet d'officier dans la réserve de l'armée de terre, peuvent être autorisés, sur leur demande, à passer dans le cadre des officiers de réserve du génie maritime, avec le grade d'ingénieur de troisième classe de réserve, mais à la condition de souscrire l'engagement visé au paragraphe précédent.

Après l'accomplissement d'une période d'exercices en cette qualité et deux ans d'ancienneté dans leur grade, les ingénieurs de 3e classe de réserve sont promus ingénieurs de 2e classe de réserve, pourvu qu'ils aient été l'objet d'une proposition d'avancement.

ANNEXE N° 184

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, par M. Aimond, sénateur (1).

(1) Voir les nos 179, Sénat, année 1914, et 3614-3752, et in-8° 784. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 185

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver une convention relative à la concession de la construction et de l'exploitation d'un port d'escale avec dépôt de charbon à Papeete (établissements français français de l'Océanie), par M. A. Gervais, sénateur (1).

ANNEXE N° 186

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages de S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de S. M. le roi de Danemark, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Doumergue, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 187

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1914 ; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 188

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, autorisant le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171 millions pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et installations, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Albert Lebrun, ministre des colonies, et par M. René Renoult, ministre des finances (4). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 189

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer au 18 mai l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux pour l'année 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur (5). — (Renvoyé à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 86, Sénat, année 1914, et 3121-3355-3499, et in-8° 721. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3679-3747. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 3751-3780, et in-8° 796. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 3119-3155-3705 et in-8° 783. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 3639-3726 et in-8° 792. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 190

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1901, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — Renvoyé à la commission chargée de l'examen du projet de loi réglementant le régime de l'indigénat en Algérie).

ANNEXE N° 193

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des finances, par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et par M. Raoul Péret, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (2). — (Renvoyé à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Jean Codet, relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants, ainsi qu'aux sociétés coopératives.)

ANNEXE N° 194

(Session ord. — Séance du 27 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer au 18 mai l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux pour l'année 1914, par M. Alexandre Bérard, sénateur (3).

Messieurs, la loi du 10 août 1871 avait laissé aux conseils généraux le soin de fixer, dans leur session d'août, le jour où aurait lieu l'ouverture de l'autre session ordinaire. Par la loi du 12 août 1876, cette faculté leur fut enlevée et une date uniforme fut fixée pour l'ouverture de la première session annuelle qui, de plein droit, a lieu le second lundi qui suit le jour de Pâques. Sa durée, en outre, ne peut excéder quinze jours.

Cette année, Pâques étant le 12 avril, la première session des conseils généraux devrait s'ouvrir le lundi 20 avril et être close le lundi 4 mai. Ce laps de temps, s'il n'était changé, coïnciderait en tout ou partie avec la période électorale pour le renouvellement de la Chambre des députés, suivant que la date des élections serait fixée au 26 avril ou au plus tard au 10 mai.

Le Gouvernement, estimant qu'il pourrait y avoir des inconvénients à ce que la session de cette année se tint pendant la période électorale, avait proposé de proroger de vingt jours la durée légale de la prochaine session des conseils généraux pour permettre à ceux qui désireraient ne pas faire coïncider leur session avec la période électorale, de retarder leurs travaux jusqu'après les élections législatives.

Mais la Chambre des députés, après avis favorable du Gouvernement, a jugé qu'il était préférable de fixer, pour l'ouverture de la session, une date uniforme qui ne coïnciderait pas avec la période électorale et a adopté dans sa deuxième séance du 27 mars une disposition qui fixe au 18 mai, pour toute la France, l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux.

Votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article unique. — Par dérogation au paragraphe 3 de l'article 23 de la loi du 10 août 1871, l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux de l'année 1914 aura lieu le 18 mai.

ANNEXE N° 202

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° d'autoriser le prolongement, avec construction d'un pont sur la Bidassoa, du chemin de fer espagnol de Saint-Sébastien à la frontière française jusque dans la gare française d'Hendaye (réseau du Midi : ligne de Bayonne à Irun); 2° d'approuver la convention passée, le 3 octobre 1913, entre la compagnie du chemin de fer de Saint-Sébastien à la frontière française et celle du Midi pour l'établissement et l'exploitation dudit prolongement, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Fernand David, ministre des travaux publics (1). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 203

(Sess. ord. — Séance du 30 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la compagnie de chemins de fer départementaux pour la concession, à titre éventuel, d'un chemin de fer d'intérêt général, à voie étroite, de Meyrueis à Millau ou à un point voisin de Millau, sur la ligne de Millau à Rodez, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Fernand David, ministre des travaux publics, et par M. René Renoult, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 206

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° d'autoriser le prolongement, avec construction d'un pont sur la Bidassoa, du chemin de fer espagnol de Saint-Sébastien à la frontière française jusque dans la gare française d'Hendaye (réseau du Midi : ligne de Bayonne à Irun); 2° d'approuver la convention passée, le 3 octobre 1913, entre la compagnie du chemin de fer de Saint-Sébastien à la frontière française et celle du Midi pour l'établissement et l'exploitation dudit prolongement par M. Faisans, sénateur (3).

ANNEXE N° 209

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à mettre à la disposition du ministre des affaires étrangères un contingent supplémentaire de récompenses nationales en faveur des Français résidant à l'étranger, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour objet d'accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école.)

ANNEXE N° 210

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages de S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de S. M. le roi de Danemark, par M. Paul Doumer, sénateur (2).

Messieurs, le Gouvernement demande aux Chambres l'ouverture de crédits extraordinaires, montant à la somme totale de 421,300 fr., pour couvrir les frais de réception des deux souverains de l'empire britannique et du royaume de Danemark, dont la venue en France est incessamment attendue.

La Chambre des députés a voté ces crédits, sur lesquels le Sénat est maintenant appelé à se prononcer.

Les prévisions de dépenses à effectuer ont été ainsi établies :

1° Voyages, installation des appartements, pavoisement, illuminations, présents, cérémonies et fêtes diverses, réceptions et dîners officiels à l'Elysée et au ministère des affaires étrangères	319.500
2° Fêtes et revues militaires	55.000
3° Représentations de gala à l'Opéra	32.000
4° Réfection des carosses de gala, harnais et livrées	10.000
5° Service d'ordre supplémentaire	10.000
6° Indemnités et gratifications au personnel de l'administration des affaires étrangères	1.800
Total des dépenses	421.300

Bien que les dépenses pour les revues et cérémonies militaires doivent être faites par le ministère de la guerre, celles pour les représentations de l'Opéra et les réfections de matériel de gala par le sous-secrétariat des beaux-arts, les dépenses de police par le ministère de l'intérieur, il a paru plus expédient, cette fois comme les précédentes, d'ouvrir le crédit total au ministère des affaires étrangères qui aura à liquider toutes les dépenses et ordonner les payements.

L'ensemble des frais évalués ne paraît pas excessif. C'est, en général, dans les environs de 200,000 ou de 300,000 fr., quelquefois plus, que se tient la dépense de réception de chaque souverain étranger qui est l'hôte de notre pays. La somme proposée aujourd'hui est donc au-dessous de la moyenne.

S'il importe d'empêcher l'emploi des crédits votés à d'autres objets que celui prévu; du moment où ils s'appliquent bien exactement aux frais de réception des souverains, on ne saurait en discuter publiquement les détails. Nous comptons sur le Gouvernement pour interdire toute imputation abusive de dépense sur les crédits extraordinaires que nous allons ouvrir.

C'est de leur bon emploi et de l'intelligente ordonnance des programmes que dépendra la qualité de la réception, au moins par son côté matériel.

Quant à l'accueil qui sera fait aux souverains de la Grande-Bretagne et du Danemark, il répondra aux sentiments unanimes de notre pays pour les deux nations amies.

Les Français se sentent unis au peuple britannique par des liens de réciproque sympathie, que la politique et les intérêts communs ont resserrés. La France et l'Angleterre, qui ont plus fait que quiconque pour la création et le développement de la civilisation européenne, comme pour l'émancipation des races opprimées, savent que l'autorité et la force qui mais-

(1) Voir les nos 3678-3791 et in-8° n° 788 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 801-1640-2212-2590-3250 et in-8° 759 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 189, Sénat, année 1914, et 3639-3726 et in-8°. — 10 législ. — Chambre des députés.

(1) Voir les nos 3384-3722, et in-8° 780 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 3731-3759 et in-8° n° 779 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 202, Sénat, année 1914, et 3384-3722 et in-8° n° 780 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 3763-3792 et in-8° n° 789 — 10e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 186, Sénat, année 1914, et 3679-3747 et in-8° 794 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

sent de leur entente sont plus que jamais nécessaires à l'indépendance de l'Europe, aussi bien qu'à la paix du monde. Toute manifestation qui proclame le parfait accord de leurs vues et de leurs volontés est chose bienfaisante.

C'est pourquoi nous saluerons avec joie la présence sur notre territoire de S. M. le roi de la Grande-Bretagne; nos hommages iront à sa personne respectée et au noble pays qu'il incarne si dignement auy yeux de tous.

Le roi de Danemark appartient à une grande famille liée dans le passé et dans le présent à la vie des plus puissantes nations. La sympathie de la France n'a jamais manqué au peuple danois et à ses souverains. Leur histoire et jusqu'aux événements les plus récents nous les rendent particulièrement chers.

C'est dans ce sentiment que nous vous demandons de voter le projet de loi qui permettra de faire une réception digne de eux aux hôtes royaux que la France va posséder.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 30 décembre 1913 et 26 février 1914, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1914, un crédit s'élevant à la somme de 421,300 fr. qui sera inscrit aux chapitres ci-après :

« Chap. 2. — Indemnités et gratifications au personnel de l'administration centrale.	300
« Chap. 4. — Indemnités et gratifications au personnel de service.	1.500
« Chap. 29 *bis* (nouveau). — Frais de réception des souverains d'Angleterre et de Danemark	419.500
Total.	421.300

ANNEXE N° 211

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de la Rochelle-Pallice, par M. Genet, sénateur (1).

ANNEXE N° 212

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 4e commission d'initiative parlementaire (année 1913) sur la proposition de loi de M. Genoux, relative à la pêche, par M. Surreaux, sénateur (2).

Messieurs, la pêche est un sport utile et agréable :

Utile, en ce sens qu'il nous oblige à vivre au grand air, à exercer nos facultés d'observation et aussi notre patience; qu'il apporte à notre alimentation un appoint important; qu'il contribue à retenir au sol ceux qui ont une tendance à le quitter pour aller à la ville; qu'il est une distraction, saine et morale, contrebalançant dans une proportion notable l'influence néfaste du cabaret.

Agréable, parce qu'il nous procure de belles promenades, nous fait aimer la campagne, la variété des paysages, la belle nature.

Votre première commission d'initiative, saisie de la proposition de loi de M. Genoux, s'est rendu compte de l'intérêt que présente la pêche surtout à la veille du jour où la commission spéciale des améliorations piscicoles va se réunir, au ministère de l'agriculture, pour élaborer un nouveau projet de loi la concernant.

En France, nos fleuves, nos rivières, nos ruisseaux, où le poisson abondait autrefois, se dépeuplent de jour en jour. Des remèdes doivent être apportés à cette situation, par une législation meilleure et un repeuplement plus intensif.

Une surveillance et une police mieux appropriée, avec des sanctions plus efficaces; un développement et une multiplication des établissements piscicoles, trop peu répandus sur notre territoire; des mesures propres à combattre la destruction du frai et du poisson et à pratiquer, par tous les moyens, le repeuplement de nos cours d'eau par l'alvinage, doivent être envisagés.

De nombreuses améliorations ont été apportées successivement, depuis qu'elle a été établie, à la loi du 15 avril 1829; mais, elles ne suffisent pas. Toujours confuse, parfois obscure, il est opportun de remplacer cette loi.

Des propositions nouvelles, plus claires, plus nettes, plus précises, mais ne corrigeant pas encore toutes les imperfections et ne solutionnant pas la question du repeuplement de nos cours d'eau, ont été déposées : le 7 juillet 1906, par M. Marc Réville et un certain nombre de ses collègues, le 23 mars 1908, par MM. Pérès, Capéran et quelques autres députés; le 18 mars 1913, date toute récente, par M. Jouselin et plusieurs membres de l'assemblée législative.

L'auteur de la proposition de loi qui vous est soumise, non seulement s'en est inspiré, ainsi que des projets antérieurs auxquels il est fait allusion plus haut, mais il y a encore puisé les éléments méritant, selon lui, d'être retenus.

Le droit de pêche; le repeuplement, l'organisation et le fonctionnement des chambres d'agriculture; la surveillance et la garde des cours d'eau; le transport et la vente du poisson; la question des délits ont été l'objet de toute son attention.

L'exposé des motifs de l'intéressante proposition de loi de notre éminent collègue indique encore le souci de faire, par une décentralisation administrative bien comprise, par des organismes plus vivants et plus actifs, par des mesures plus méthodiques, plus complètes, mieux adaptées, non seulement une loi plus efficace pour donner à nos rivières la richesse piscicole nécessaire pour lutter, au point de vue économique, contre les importations toujours croissantes des poissons provenant de l'étranger, et surtout de l'Allemagne; mais encore de donner satisfaction aux pêcheurs, qui, encouragés par des captures abondantes, se livreront de plus en plus à ce sport si salutaire et si moral de la pêche.

Votre commission étant pénétrée de l'opportunité que présente la proposition de loi qui lui est soumise, nous avons l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien la prendre en considération.

ANNEXE N° 217

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime, par M. Emile Chautemps, sénateur (1).

Messieurs, le génie maritime et le commissariat restent les deux seuls corps d'officiers de la marine militaire qui soient encore soumis au régime des décrets.

Dans nos précédents rapports sur le budget de la marine, nous avons critiqué ce régime instable et réclamé pour tous les corps, des lois de cadres qui satisfassent aux besoins du service en même temps qu'elles sauvegardent les intérêts des officiers.

A cette première raison justificative d'une loi de cadres s'ajoute l'insuffisance des effectifs du corps du génie maritime, que nous avons maintes fois signalée également. L'exécution du programme naval et le développement incessant de toutes les branches d'application des sciences nécessitent, en effet, une augmentation importante du nombre des ingénieurs. On ne construit pas de grosses unités en moins de trois ans, comme cela se fait actuellement tant à l'industrie que dans nos arsenaux, sans qu'il en résulte partout un très notable surcroît d'activité. D'autre part, l'accroissement de la flotte entraîne forcément un accroissement corrélatif de l'entretien et de la réparation des navires armés, ainsi que l'embarquement d'un plus grand nombre d'ingénieurs.

Telles sont, en résumé, les causes qui motivent le projet qui est soumis à votre examen.

Le corps du génie maritime comporte actuellement 155 ingénieurs.

Mais ce cadre n'a pas toujours été atteint, car les départs pour l'industrie ont souvent dépassé, durant ces dernières années, le nombre des élèves entrés dans le corps; ce qui a amené une gêne sérieuse dans tous les ports et établissements : le service souffre et les ingénieurs sont surmenés.

Pour assurer les services dans de bonnes conditions, le projet de loi voté par la Chambre des députés porte le cadre à 216 unités, chiffre qui n'est pas exagéré. Il convient de remarquer en effet qu'il est nécessaire de donner au cadre du génie maritime une certaine élasticité de manière à permettre, sans créer bien entendu aucune sinécure, que le départ d'ingénieurs pour l'industrie privée ne compromette pas le service jusqu'au moment où il ait été pourvu à leur remplacement.

D'autre part, le projet donne aux officiers généraux du génie maritime les appellations d'ingénieurs généraux de 1re et de 2e classes, au lieu de celles d'inspecteur général et de directeur.

Ces dénominations sont les mêmes que celles données par la loi du 5 novembre 1909 aux ingénieurs généraux d'artillerie navale, mais la symétrie entre les deux corps n'a pas été jusqu'à leur donner les mêmes limites d'âge pour l'admission à la retraite.

Le projet de loi du génie maritime conserve, en effet, les limites d'âge de soixante-huit à soixante-cinq ans pour les officiers généraux, soixante-deux à soixante ans pour les ingénieurs en chef, etc., au lieu de soixante-cinq à soixante-deux ans pour les ingénieurs généraux d'artillerie, soixante et cinquante-huit ans pour les officiers à cinq galons. Les limites d'âge des ingénieurs d'artillerie navale sont d'ailleurs celles adoptées par les lois des cadres de tous les autres corps de la marine : officiers de vaisseau, officiers mécaniciens, contrôleurs de l'administration, médecins et pharmaciens. Nous croyons savoir que l'opposition est venue du ministère des finances. Nous ne proposerons pas de modification sur ce point au texte qui vous est soumis, d'une part pour ne pas en retarder le vote définitif et, d'autre part, parce qu'il n'appartient pas à la commission des finances de proposer des dépenses supplémentaires, mais nous avons jugé utile de signaler cette anomalie.

A noter, enfin, que l'article 6 prévoit l'admission anticipée dans le cadre de réserve, sur leur demande, des ingénieurs généraux du génie maritime. C'est l'application à ce corps de la loi du 16 février 1912 relative à l'admission à la retraite et au cadre de réserve des officiers généraux de l'armée de terre.

Cette admission n'entraîne aucune augmentation de dépenses, puisque la solde de réserve des officiers généraux est égale à la pension de retraite à laquelle ils peuvent avoir droit. Il est regrettable, toutefois, que le ministère de la marine n'ait pas déposé un projet de loi spécial en vue d'appliquer simultanément le bénéfice de la loi du 16 février 1912 à tous les corps d'officiers de son département.

Coût de la réforme.

Des indications fournies par le ministère de la marine aux commissions de la Chambre des députés, il ressort que le projet de loi nécessitera une dépense totale supplémentaire de 381,411 fr. 57 pour les soldes, en même temps qu'une élévation de 66,941 fr. de la dette viagère (pensions de retraite).

Le Gouvernement compte réaliser en trois exercices l'augmentation du nombre des officiers généraux et supérieurs, l'effectif total nouveau devant être obtenu au bout de six ans à la suite d'admissions complémentaires d'officiers provenant de l'école polytechnique ou du personnel des agents techniques.

ANNEXE N° 218

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à

(1) Voir les nos 204, Sénat, année 1914, et 2603-2848, et in-8° 781 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir le n° 235, Sénat, année 1913.

(1) Voir les nos 132-169, Sénat, année 1914, et 3133-3357-3636, et in-8° n° 737, — 13e législat. de la Chambre des députés.

l'allocation d'un crédit extraordinaire au théâtre national de l'Odéon, par M. Eugène Lintilhac, sénateur (1).

Messieurs, il y a huit ans que M. Antoine a été appelé à la direction du théâtre de l'Odéon. Les mérites universellement reconnus du hardi fondateur du Théâtre libre, de l'habile directeur du théâtre Antoine avaient inspiré ce choix. Celui qui en fut l'objet l'a justifié amplement par la manière dont il a mis en œuvre ces mérites sur la scène du second théâtre français.

Sa maîtrise originale dans la mise en scène, au sens le plus large de l'expression, a fait merveille. Vos divers rapporteurs vous ont donné sur ce point des témoignages réitérés et unanimes.

Les circonstances nous font un devoir d'y joindre le nôtre.

Du répertoire classique, M. Antoine a réellement restauré les chefs-d'œuvre, en restituant à leur immortalité la fraîcheur de leur jeunesse, en donnant au public l'illusion suave de devenir contemporain de leur éclosion.

Nous en rappellerons pour preuves, notamment, ces comédies lyriques, — demain *Psyché*, cette fille des génies associés des deux pères du théâtre français, mais dont la beauté demanee, pour se révéler, à être rehaussée de sa double parure originelle, qu'il nous a rendues, dans le plus pur goût du grand siècle, parfois avec leur cadre exquis et suggestif de chants et de danses, vraiment ressuscitées par la magie d'un art qui, ainsi exercé, devient créateur à son tour.

Dans le répertoire romantique, pareilles réussites : ce furent, par exemple, de mémorables soirées d'art que celles où furent osés le *Jules César*, le *Faust*, où éclata si curieusement toute l'originalité du directeur de l'Odéon dans l'invention du décor approprié et de toute la mise en scène.

Celle-ci resta d'ailleurs digne du passé de son auteur — et c'est tout dire — dans le devoir, si allègrement rempli, de produire et de traduire les œuvres nouvelles.

C'est ici surtout que s'est affirmé un autre des dons de M. Antoine, le plus précieux même, celui de découvrir et d'imposer à l'attention du public les talents ignorés.

Mais, n'ayant pas à faire d'un rapport une distribution de prix, nous ne citerons aucun des noms sur lesquels il a fait luire l'aube si douce de la célébrité. Au reste, ces noms sont sur les lèvres des amis du théâtre, de tous ceux, plus nombreux que jamais, qui s'intéressent à l'avenir de cet art dramatique dont les formules sont si naturellement adaptées au génie actif de la France, qu'elle y a connu une gloire qui a huit siècles de durée, qu'on nous envie, mais qu'on ne détrône pas.

C'est justice de rappeler, en la circonstance, que le rajeunissement de ces formules — et toujours dans le sens de notre génie national, au bout du compte — a été dû, pour une bonne part, à la fécondité des idées artistiques de M. Antoine, à son sens avisé et intuitif des conditions de vie pour l'œuvre théâtrale. Que l'on permette ce point de vue à quelqu'un qui a employé de nombreuses années à écrire passionnément la longue histoire du théâtre de son pays.

Ainsi, comme metteur en scène émérite et créateur, comme découvreur et promoteur de talents, le directeur de l'Odéon a rempli l'attente qu'avaient excitée ses hardiesses fécondes et ses réussites durables.

Mais s'il a l'honneur, il n'a pas le profit. Sa direction, si brillante qu'elle soit — et toute dans le sens des espérances artistiques que son passé avait données — se traduit budgétairement, à l'heure présente, par un déficit.

Voilà le fait; en voici les causes :

Elles nous paraissent de nature à s'ajouter aux considérations précédentes pour mériter votre aide, en la crise actuelle.

Il ne faut pas chercher les causes de cette crise dans un ralentissement de l'activité de M. Antoine, non plus que dans un fléchissement des recettes.

Depuis octobre 1906 jusqu'à mars 1914, c'est-à-dire en 256 semaines d'exploitation, il a été joué sur la scène de l'Odéon et constamment avec le souci d'art que nous avons indiqué — 231 pièces — comprenant 725 actes dont 208 en vers — soit une par semaine, à peu près, ce qui apparaît, aux gens de théâtre, le témoignage d'une activité admirable, un véritable tour de force.

Cependant le chiffre des recettes qui était, en 1904, de 496,212 fr., s'élevait, en 1906, à un total sans précédent de 748,852 fr., et il se maintenait à une moyenne que nous avons établie, sur pièces, et trouvée égale à 794,770 fr. Quant au chiffre des abonnements qui était, pour la saison de 1905-1906, égal à 32,955 fr., il est, pour celle de 1913-1914, égal à 86,322 fr.

D'où vient donc que soit déficitaire le bilan d'une direction aussi active et aussi productive ?

D'abord et surtout de l'insuffisance du local officiel pour les décors. Le magasin du boulevard Berthier est situé à 7 kilomètres de l'Odéon — soit 14 kilomètres pour aller chercher un décor, et souvent entre une matinée et une soirée. D'ailleurs ce magasin est dix fois trop petit, exactement. Pour les 100,000 mètres carrés de décorations à loger et pour leur manutention, il faudrait une superficie de 6,000 mètres carrés. Cette situation, avec son indispensable remède, vous a été maintes fois signalée par vos rapporteurs du budget des beaux-arts : il faudrait mettre l'Odéon, sur ce point, dans les mêmes conditions d'exploitation que les deux autres scènes subventionnées, l'Opéra et l'Opéra-Comique, en lui assurant le logement gratuit des décors par la construction d'un magasin suffisant, situé à proximité de l'Odéon.

En attendant, la nouvelle direction a dû louer trois magasins supplémentaires, et il lui en a coûté 200,000 fr. A cette dépense, entièrement supportée par elle, joignez celle de la confection, pour un demi-million de francs de décorations nouvelles, lesquelles doivent, d'après le cahier des charges, rester la propriété de l'Etat.

C'est en face de cette mise-dehors de fonds — cause principale de la gêne actuelle — nécessité d'ailleurs par l'effort artistique qui était attendu de M. Antoine, que le Gouvernement a pris l'initiative d'un crédit extraordinaire de 125,000 fr., à ouvrir au théâtre national de l'Odéon.

A cette cause principale et peu connue du déficit, il faut en joindre d'autres, plus ou moins connues.

La subvention de l'Odéon est inférieure à ce qu'elle était sous la Restauration. Elle a en effet oscillé de 160,000 fr. (en 1829, direction Harel) à 100,000 fr., où elle est fixée depuis quarante ans, en passant par 60,000 fr. (en 1846, sous Lireux qui fit faillite et mourut fou, et en 1848-1849, sous Vizentini qui déserta l'Odéon et s'enfuit à Bruxelles). Or, depuis quarante ans que la subvention est restée fixe, les frais généraux d'exploitation, pour l'éclairage et le matériel, pour les salaires surtout, ont augmenté de 40 p. 100.

Il y a enfin et surtout, parmi les causes du déficit, celle bien connue de la difficulté d'exploitation qui tient à l'emplacement de l'Odéon.

Sans doute, cet emplacement est une de ses raisons d'être. Ainsi situé au centre des grandes écoles, il en peut être considéré comme une annexe, l'école d'application de l'art dramatique. De fait, c'est bien ce qu'il fut et ce qu'il reste au fond pour le talent à l'essor des auteurs, pour celui des acteurs à l'essai, pour la formation du goût théâtral du public des écoles à la portée de la bourse duquel il demeure fidèlement, mais coûteusement pour lui.

Cette situation de théâtre mixte, de quartier et d'art, a créé autour de l'Odéon, par rapport au grand public une zone dangereuse, trop souvent désertique. Aussi les recettes d'une pièce à succès s'y élèvent elles à peine, en moyenne, à la moitié de celles que ferait, dans le même décor et avec la même interprétation, la même pièce sur le boulevard.

Pour remédier à cette difficulté d'exploitation fondamentale et qui va s'aggravant depuis un siècle, M. Antoine a modernisé la salle, comme le répertoire : mais il a dû, à cet effet, réduire le nombre des places afin d'obtenir les aises nécessaires, ce qui s'est traduit par une réduction de 2,000 fr. sur le maximum des recettes possible.

Telles sont les causes principales qui, en dépit de l'ingéniosité et de l'activité incontestables de sa direction, ont amené le déficit présent.

Si vous n'aidiez pas, messieurs, à y remédier efficacement par le vote du crédit demandé, et si M. Antoine était obligé de déposer son bilan, il quitterait l'Odéon, après avoir fait dans l'intérêt de l'art national, une mise-dehors de 700,000 fr. Il aurait travaillé pour le plaisir du public, pour l'enrichissement des magasins de l'Etat et pour l'embellissement d'un théâtre d'où il sortirait ruiné.

Vous ne voudrez pas, messieurs, que tel soit le dénouement de son apostolat dramatique. Quelle tristesse et quel découragement pour les futurs novateurs et rénovateurs ! Quelles ironies sans bienveillance parmi nos rivaux étrangers ! Vous éviterez qu'il soit réduit à l'amère consolation de paraître, aux yeux du monde des lettres, un exemple retentissant des déceptions matérielles qu'au pays de Corneille, de Molière et de Victor Hugo, fait encore courir à ses adeptes la féconde théorie de l'art pour l'art, alors surtout qu'il a si bien rénové la pratique de l'art pour l'idéal et pour la plus grande gloire de notre art dramatique, la plus éclatante parure de l'esprit français, et qu'on nous envie fort, ne l'oublions pas !

Au reste, messieurs, — permettez-moi ce double retour vers le passé — en marquant à l'Odéon votre haute sympathie pour le vote du crédit proposé, vous suivrez une sorte de tradition du Sénat, outre que beaucoup d'entre vous, étudiants du temps jadis, payeront ainsi une dette à leur jeunesse et à leurs première sensations d'art.

C'est en effet le Sénat qui, en 1803, fit reconstruire l'Odéon détruit, en 1799, par un incendie. Il y employa son architecte Chalgrin, l'auteur de notre grand escalier, lequel prédispose si bien, par sa majesté, ceux qui le montent, à la gravité de notre mandat.

Ce sont les sénateurs de 1803 qui furent les premiers abonnés des loges de l'Odéon refait à leurs frais et par leur architecte. Ainsi, le Sénat de l'empire prit l'Odéon sous sa protection : le Sénat de la République refuserait-il de refaire ce geste athénien ?

Votre commission des finances vous propose de voter le projet de loi suivant, qui a été adopté, sans discussion, par la Chambre, dans sa séance du 2 mars 1914.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois du 29 décembre 1913 et du 26 février 1914, un crédit s'élevant à la somme de 125,000 fr.

Ce crédit fera l'objet d'un chapitre spécial du budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (2e section : Beaux-arts) portant le n° 23 *bis* et ainsi libellé : « Théâtre national de l'Odéon : allocation extraordinaire ».

(1) Voir les nos 87, Sénat, année 1914, et 3458-3527 et in-8° n° 718 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 219

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la **création au Verdon d'un avant-port en eau profonde, annexe du port de Bordeaux**, par M. Ernest Monis, sénateur (1).

Messieurs, le projet qui vous est soumis est sans doute la première application pratique de la loi de décentralisation que nous avons récemment votée et qui a consacré l'autonomie au moins relative de nos ports de commerce.

Non seulement ce projet est dû à la seule initiative de la Chambre de commerce de Bordeaux ; mais encore il ne fait aucun appel aux deniers de l'Etat et son exécution n'empruntera de ressources qu'aux taxes concédées à la Chambre de commerce, à l'appui financier du département de la Gironde, et aux concours des compagnies des chemins de fer d'Orléans et du Midi.

Et par là il inaugure, en matières de travaux des ports de commerce, un ordre de choses tout à fait nouveau.

Aux sacrifices des intéressés, il est facile de mesurer avec exactitude la réalité de l'utilité publique que le projet de loi a pour but de déclarer.

(1) Voir les nos 205, Sénat, année 1914, et 3683-3761 et in-8° 782, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

Le port de Bordeaux depuis dix ans a doublé son tonnage de jauge et de marchandises.

Cela résulte du tableau ci-dessous.

ANNÉES	TONNAGE de jauge.	TONNAGE en marchandises.
	tonneaux.	tonnes métriques.
1903	3.848.058	2.808.092
1904	3.910.384	2.581.444
1905	4.082.267	2.898.855
1906	4.469.680	3.071.196
1907	4.904.604	3.445.288
1908	5.301.492	3.853.156
1909	5.335.467	3.731.816
1910	5.645.673	4.045.382
1911	5.779.056	4.198.406
1912	5.654.045	4.078.158
1913	(1) 6.622.950	(1) 4.662.931

(1) Ces chiffres sont provisoires. Ceux intéressant le tonnage de jauge sont fournis par la douane. Ceux relatifs au tonnage de poids sont obtenus en ajoutant aux chiffres de l'année précédente le chiffre d'augmentation relevé par les statistiques du port pour l'année 1913. Mais il ne faut pas perdre de vue que les statistiques du port étant établies sur des bases différentes de celles de la douane, les indications provisoires ainsi obtenues empiriquement sont sujettes à des modifications.

L'activité toujours croissante s'y affirme.

Le port de Bordeaux doit faire effort pour se mettre en mesure de satisfaire plus amplement aux besoins présents de sa clientèle et de bien réaliser l'avenir qui s'offre devant lui, en égalisant les facilités, qu'il présente à celles offertes par les plus grands ports européens.

Chacun d'eux est doté, comme d'un organe nécessaire d'un port de vitesse, accessible, à toute heure de marée, aux navires du plus fort tonnage, qui ne pourraient pénétrer dans des ports qui n'ont point été choisis et calculés pour leur tirant d'eau.

La chambre de commerce de Bordeaux a voulu ajouter à son port intérieur, un avant-port océanique de vitesse, situé dans la rade de la Chambrette, au Verdon, et qui fût, pour Bordeaux, ce que sont Cuxhaven, Bremerhaven, Hock van Holland et Zeebruque pour Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers.

Rien de plus utile qu'une pareille conception, en un point d'ailleurs favorable à la création de nombreux entrepôts et à l'épanouissement d'un grand marché commercial.

Aux antiques services du vieux port enfoncé dans les terres, vont s'ajouter désormais ceux qui découlent du contact immédiat avec la haute mer.

Ainsi se complétera l'ensemble des travaux déjà prévus par la loi du 15 juillet 1910, par une œuvre qui la couronne et où s'affirment la liberté de l'initiative et la garantie de la responsabilité courageusement assurée par la chambre de commerce de Bordeaux et par le conseil général de la Gironde.

Voici la description de la création projetée au Verdon.

Dans les grandes lignes, elle prévoit la construction d'un môle avec quais en maçonnerie, établi dans les grandes profondeurs susvisées, suivant la direction générale des courants, de manière à n'apporter dans le mouvement des eaux aucune perturbation susceptible de nuire au régime très favorable existant. Ce môle sera élevé dans une région où la houle n'est nullement gênante, même par les plus forts mauvais temps, surtout pour les navires de grandes dimensions appelés à se servir de l'ouvrage, et où cette houle se propage dans la direction même du môle projeté, ce qui évitera toute exposition des navires à des lames par travers.

Le môle, dont la plate-forme sera à 8 mètres au-dessus de l'étiage et à 2 m. 35 au-dessus des hautes mers moyennes de vive eau, aura une longueur de 600 mètres et une largeur de 75 mètres.

Il sera dès l'origine pourvu d'un quai accostable sur toute sa longueur du côté du large et sur 325 mètres du côté de terre; les dispositions adoptées permettront d'ailleurs de porter cette dernière longueur jusqu'à 600 mètres le jour où l'utilité en sera reconnue.

Il sera relié à la terre ferme par un viaduc métallique, en courbe de 200 mètres de rayon, reposant sur des piles en maçonnerie et laissant libre passage aux courants entre le môle et la rive, pour assurer le maintien naturel des profondeurs. Sur le viaduc, deux voies ferrées raccorderont les installations du môle proprement dit avec une gare maritime de manœuvre et de triage à construire à terre sur une pointe naturelle dite « de la Chambre » et de là, avec le réseau du chemin de fer du Midi, sur la ligne de Bordeaux à la pointe de Grave, dans la gare du Verdon.

Les installations du môle comprendront tous les aménagements et outillages nécessaires pour l'embarquement et le débarquement rapides et au besoin pour le stationnement des voyageurs avec salles d'attente, salles pour les services de la douane et de la santé, buffets, services séparés d'émigrants, passerelles mobiles pour l'embarquement commode des voyageurs par tout état de la marée, éclairage et manutentions électriques.

Les trains transatlantiques de voyageurs et marchandises viendront sur le môle, au droit des postes occupés par les navires, dans des conditions assurant un abri aux voyageurs jusqu'à l'embarquement même ou à partir du débarquement et amenant les marchandises sous les engins mobiles destinés à leur manutention.

Ces trains seront partis de Bordeaux, soit de la gare Saint-Louis, soit de la gare Saint-Jean, communes aux réseaux du Midi, d'Orléans et de l'Etat, suivant leur provenance, ou aboutiront dans ces gares en empruntant, pour l'aboutissement à la gare Saint-Jean, le chemin de fer de ceinture actuellement en construction au sud de Bordeaux. De la sorte, la station d'escale du Verdon sera mise en relation rapide avec Bordeaux et les au-delà, en particulier avec Paris et avec le centre de l'Europe.

Ce n'est pas un des moindres avantages du projet que celui qui consiste à associer la voie du chemin de fer et la voie maritime, en vue d'un prompt et commode acheminement des voyageurs et des marchandises vers leur destination. Trop souvent les études de quais et de ports se sont poursuivies en ajournant l'examen des mesures relatives à leurs dessertes par voies ferrées. Ici, les deux questions ont été étudiées parallèlement, de manière à conduire à des solutions s'harmonisant avec le double rôle à remplir. Il n'est pas inutile de le signaler.

Les dépenses prévues sont évaluées à un total de 24 millions de francs se décomposant comme suit :

Infrastructure :		
Môle proprement dit		13.267.225
Viaduc d'accès		2.865.000
Défense des berges de la pointe de la Chambrette		800.000
Somme à valoir pour frais généraux et impositions		2.567.775
		19.500.000
Superstructure :		
Gare maritime sur la pointe de la Chambrette	1.465.192	
Voies ferrées, quais, trottoirs, hangars et bâtiments sur le môle	1.374.751	
Grues, installations électriques, éclairage, mobilier et divers	1.260.057	
Somme à valoir	400.000	
	4.500.000	4.500.000
Total général		24.000.000

Le projet a été soumis à une commission nautique qui lui a donné sa complète adhésion. Il a été également soumis à une enquête d'utilité publique qui a porté à la fois sur les dispositions des ouvrages, sur les moyens financiers d'exécution, sur les prévisions qui comportent des moyens quant à l'application des taxes d'usage et de péage, et enfin sur le régime administratif proposé pour la construction et l'exploitation des ouvrages (concession à la chambre de commerce de Bordeaux). La commission chargée de se prononcer au vu des résultats de l'enquête a donné un avis unanimement favorable au projet et aux mesures financières et administratives proposées pour sa réalisation. Examinons en détail les moyens financiers.

La durée de la concession, fixée à soixante-quinze ans, n'est pas excessive; des concessions plus longues ou de même durée ont été accordées aux chambres de commerce de la Rochelle et d'Alger, par les lois du 17 janvier et du 25 juin 1897. L'amortissement du capital de premier établissement s'effectuera sans doute dans un délai moindre, mais il est prudent de réserver une marge suffisante en prévision des charges complémentaires que peut comporter la mise au point d'un organisme de ce genre.

Pour faire face aux frais de construction, la chambre a demandé l'autorisation de contracter, dans la limite d'un total de 24 millions de francs, des emprunts successifs amortissables en cinquante ans à partir de la date de chacun d'eux et d'affecter à l'amortissement de ces emprunts ou aux dépenses de travaux, ainsi qu'aux charges résultant de ses engagements antérieurs relatifs aux travaux du port, le produit des péages autorisés par la loi du 15 juillet 1910 et de ceux qui seront perçus d'après un nouveau tarif à substituer à celui de 1910.

Les taxes du nouveau tarif diffèrent peu des péages actuellement en vigueur, c'est-à-dire des péages institués par la loi du 15 juillet 1910 avec les allégeances autorisées par un arrêté ministériel du 6 janvier 1911. Outre la conservation de ces allégeances au moins jusqu'en 1921, le nouveau tarif prévoit une taxe minime sur le petit cabotage, actuellement exonéré, et une surtaxe de séjour payable par tout navire après quarante jours de stationnement et qui a pour but de parer à l'encombrement des postes d'accostage. Des surtaxes de ce genre existent dans différents ports.

Mais la clause principale du nouveau tarif a trait à l'extension de la zone de perception qui, actuellement limitée au port même de Bordeaux, s'étendrait désormais à toute la région comprenant la Gironde et les parties de la Garonne et de la Dordogne circonscrites par les limites des eaux douanières, à l'exclusion de la partie de la Gironde comprise dans le département de la Charente-Inférieure. Cette mesure se justifie par ce fait que l'amélioration des conditions de la navigation dans la Gironde et la Garonne, provenant des travaux effectués ou qui résultera des travaux en cours, sera profitable à tous les navires, qu'ils effectuent leurs opérations à Bordeaux même ou en aval. C'est par application du même principe que des péages institués au profit des chambres de commerce de Rouen ou de Nantes frappent tous les navires remontant la Seine en amont du méridien de Fatouville ou la Loire en amont de la pointe de Mindin, quel que soit le point où ils doivent effectuer leurs opérations.

La nouvelle zone de perception comprend l'appontement de Pauillac, mais il est entendu que les péages n'y seront perçus qu'autant que la société concessionnaire aura cessé elle-même d'y percevoir des taxes. Si, comme il y a lieu de le penser, le rachat de l'appontement est réalisé avant la mise en vigueur du nouveau tarif, celui-ci se trouvera applicable à Pauillac en même temps que sur toutes les autres dépendances du port de Bordeaux.

Aux ressources provenant des péages doivent s'ajouter :

Le produit des taxes d'usage proposées pour l'exploitation de l'outillage du Verdon (grues, manutentions, magasinage, transport sur l'embranchement) et dont le tarif reproduit celui des taxes correspondantes en vigueur à Pauillac;

Une subvention annuelle de 100,000 fr. que, par délibérations des 14 mai 1910 et 18 avril 1913, le département de la Gironde s'est engagé à verser à la chambre pendant cinquante ans en vue de la construction de l'avant-port de Verdon;

Une subvention annuelle de même chiffre et de même durée antérieurement accordée à la chambre de commerce par la ville de Bordeaux en vue de l'exécution du programme de la loi de 1910;

Des avances de 1,500,000 fr. à verser, en cinq annuités de 300,000 fr., par chacune des compa-

gnies d'Orléans et du Midi, aux conditions d'une convention passée le 28 juin 1913 entre ces compagnies et la chambre de commerce. Ces avances ne porteront pas intérêt. Elles ne seront remboursées que lorsque le produit annuel des péages dans l'ensemble des avants-ports de Pauillac et du Verdon dépassera 1 million de francs et au moyen de l'excédent au-dessus de ce chiffre. Comme contre-partie, aucune réduction de taxes de péage ne pourra être réalisée sans l'assentiment des deux compagnies de chemins de fer, tant que celles-ci n'auront pas été remboursées. Les sommes dépensées ou reçues par les compagnies seront portées au compte des travaux complémentaires, les avances étant consenties, non pour assurer l'exploitation normale des chemins de fer mais dans un but d'avenir et pour favoriser le développement des transports.

Nous rappellerons à ce sujet que c'est précisément en vue du nouveau courant de trafic escompté comme résultat de la mise en service de la station maritime de Verdon qu'une loi du 1er décembre 1911 est intervenue pour autoriser la compagnie du Médoc à céder à la compagnie du Midi la ligne de Bordeaux à la pointe de Grave.

Les diverses ressources qui viennent d'être énumérées ont permis à la chambre de commerce d'établir une combinaison financière dont l'équilibre est réalisé sans qu'il soit nécessaire de faire état d'aucune augmentation de trafic, sans même tenir compte des recettes d'exploitation du nouvel établissement sur les derniers résultats statistiques du trafic au port de Bordeaux et à l'appontement de Pauillac.

Les ressources et les charges actuelles de la chambre se chiffent de la façon suivante :

La recette nette annuelle des péages autorisés par la loi de 1910 s'élève à.....	2.030.000
somme à laquelle il faut ajouter les versés par la ville, soit au total.....	100.000
	2.130.000

En supposant que l'exécution des travaux déjà déclarés d'utilité publique soit échelonnée de 1914 à 1922, un prélèvement annuel de 1,780,000 fr. permettra de payer les annuités des emprunts correspondants.

Reste disponible et peut être affectée aux dépenses du Verdou une somme de...	350.000
Le supplément de recette à provenir de la nouvelle taxe sur le petit cabotage et de l'extension de la zone de perception des péages est évalué d'après les renseignements fournis par la douane, à.....	60.000
L'excédent de recette des péages qui seront perçus à l'appontement de Pauillac au profit de la chambre de commerce, après prélèvement de la part incombant à cette compagnie pour le payement de l'indemnité de rachat, sera d'environ.....	100.000
Enfin, la subvention annuelle du conseil général qui est également de et les versements annuels pendant cinq ans, des compagnies de chemins de fer, soit.....	100.000
	600.000
porteront le total des ressources disponibles chaque année, pendant cette même durée de cinq ans, à....	1.210.000

La chambre de commerce ne tient compte que d'une ressource de 1,200,000 fr.

Elle suppose en outre que les travaux du Verdon seront exécutés en sept ans, de 1914 à 1920.

Dans ces conditions, elle pourrait, pendant les cinq premières années, subvenir très facilement au payement des annuités des nouveaux emprunts, annuités dont le chiffre progressif, calculé au taux d'intérêt de 4 p. 100, n'atteindrait que 433,000 fr. en 1918. Le surplus des ressources, s'élevant pour les cinq années à environ 5 millions de francs, serait consacré directement aux dépenses des travaux. Les sommes à emprunter pour parfaire les 24 millions de francs du projet se trouveraient ainsi réduites à 19 millions de francs.

A partir de 1919, les ressources sont diminuées de la somme de 600,000 fr. correspondant aux versements des compagnies de chemins de fer. Elles suffiront encore en 1919 pour payer l'annuité correspondante. En 1920, elles seront inférieures d'environ 100,000 fr. et cette insuffisance sera comblée sur fonds d'emprunt.

Enfin, les travaux étant supposés terminés au 31 décembre 1920, la chambre se trouverait avoir contracté 19,100,000 fr. d'emprunts nécessitant à partir de 1921 une annuité fixe de..... 886.000

La recette annuelle restant évaluée au même chiffre de 1,200,000 fr. — 600,000 fr., soit..... 600.000

il en résulterait un déficit de..... 286.000

Pour couvrir ce déficit, il est prévu dans le tarif des péages que les taxes de jauge 1, 2, 9 et 10, applicables aux navires dont les opérations d'embarquement et de débarquement représentent un tonnage égal ou inférieur à la moitié ou au quart de la jauge nette, taxes qui constituent des allégeances par rapport aux péages institués par la loi de 1910, seront supprimées à partir de 1921. D'après le trafic de 1912, l'application des taxes pleines fournirait une recette supplémentaire de 3.0,000 fr., légèrement supérieure au déficit à combler.

L'équilibre est ainsi rigoureusement établi et il convient d'insister sur le caractère de prudence que présente cette combinaison. L'évaluation des charges d'emprunt, calculées au taux d'intérêt de 4 p. 100, peut sans doute paraître un peu faible en raison de l'état du marché financier. Mais, s'il est utile de prévoir un taux maximum de 4,20 p. 100, celui de 4 p. 100 peut être adopté comme un taux moyen dans une combinaison financière qui échelonne les opérations d'emprunt sur une période d'au moins sept ans. En réalité, les charges de l'entreprise ont été exagérées en prévoyant une durée d'exécution qui sera probablement dépassée aussi bien pour l'achèvement des travaux en cours que pour la création de la station du Verdon.

Le cahier des charges prévoit une durée maximum de douze ans pour la construction des ouvrages et, si la Chambre compte bien réduire ce délai, il convient cependant de lui accorder au point de vue financier la même latitude qu'au point de vue technique, c'est-à-dire de lui permettre l'échelonnement des emprunts sur une durée maximum de douze ans, ce qui porterait la durée totale d'amortissement à soixante-deux ans. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de fixer la même limite pour la perception des péages, la loi de 1910, qui prévoit une durée de soixante quinze ans, restant en vigueur sur ce point. La combinaison présente donc au point de vue des charges d'emprunts beaucoup plus de souplesse qu'il n'apparaît au premier abord.

D'autre part, les ressources ont été évaluées au-dessous des prévisions légitimes, en négligeant systématiquement toute recette propre à l'exploitation des installations du Verdon et toute plus-value des péages perçus à Bordeaux, alors pourtant que la prospérité croissante du port est due à des causes permanentes et que les facilités nouvelles offertes au commerce maritime ne peuvent manquer de favoriser le développement du trafic.

On peut donc espérer que la suppression des allégeances en 1921 sera inutile ; en prévision de cette éventualité, le tarif des péages spécifie que le maintien des taxes réduites pourra être autorisé au dela de cette date par un arrêté ministériel, dans les formes prescrites par l'article 16 de la loi du 7 avril 1912 sur la marine marchande.

Cette clause est du reste formulée sans préjudice de l'application générale des dispositions du même article de loi pour toutes les autres réductions qui seraient jugées utiles et réalisables, la seule réserve à faire à cet égard résultant de la convention avec les compagnies de chemins de fer dont l'assentiment devrait être obtenu, ainsi qu'il a été dit, pour la réduction des péages perçus au Verdon et à Pauillac.

Il n'est pas douteux que les éléments de cette combinaison ne fournissent à tous les prêteurs, compagnies de chemins de fer et établissements financiers, des garanties largement suffisantes pour sauvegarder leurs intérêts et, dans ces conditions, l'Etat peut lui-même compter sur l'entier accomplissement des engagements souscrits par la chambre de commerce.

Votre commission vous propose, en conséquence, de voter le projet de loi ci-après, déjà adopté par la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est déclarée d'utilité publique la création au Verdon (département de la Gironde), d'un avant-port à grande profondeur, annexe du port de Bordeaux, conformément aux dispositions générales des avant-projets dressés les 2-3 décembre 1912, par les ingénieurs du service maritime, et comprenant les ouvrages d'infrastructure et les installations de superstructure, outillage et voies ferrées.

Art. 2. — Est approuvée la convention passée entre le préfet de la Gironde, agissant au nom de l'Etat, et le président de la chambre de commerce de Bordeaux, portant :

1° Concession à la chambre de commerce de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages et installations mentionnées à l'article 1er.

2° Engagement par la chambre de commerce de supporter la dépense totale de l'opération, évaluée à 24,000,000 de fr., avec l'aide du département de la Gironde et des compagnies de chemins de fer de Paris à Orléans et du Midi, comme il est prévu à l'article 4 ci-après.

Cette convention et le cahier des charges qui y est joint resteront annexés à la présente loi (1).

Art. 3. — Des décrets rendus en conseil d'Etat après enquête pourront approuver les additions et modifications qu'il serait reconnu nécessaire d'apporter au cahier des charges de la concession d'accord avec la chambre de commerce concessionnaire.

Art. 4. — Sont approuvés :

1° L'engagement pris par le département de la Gironde, suivant délibérations du conseil général en date des 14 mai 1910 et 18 avril 1913, de fournir à la chambre de commerce de Bordeaux une subvention annuelle de cent mille francs (100,000 fr.) pendant cinquante ans, en vue de l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique par la présente loi ;

2° La convention passée le 28 juin 1913, entre la chambre de commerce de Bordeaux, la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans et la compagnie des chemins de fer du Midi, par laquelle chacune des deux compagnies de chemins de fer consent à la chambre de commerce, en vue de l'exécution des mêmes travaux, l'avance non productive d'intérêts d'une somme fixée pour chaque compagnie à 1,500,000 francs et payable en cinq annuités de 300,000 francs.

Cette convention restera annexée à la présente loi (2).

Art. 5. — La chambre de commerce de Bordeaux est autorisée à emprunter les sommes nécessaires pour lui permettre de satisfaire à ses obligations relatives à la construction de l'avant-port du Verdon, telles qu'elles résultent de la convention approuvée par l'article 2 ci-dessus.

Ces emprunts, toujours remboursables par anticipation, pourront être réalisés et conclus, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscriptions publiques, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, au taux maximum de 4.20 p. 100, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de ces emprunts s'effectuera dans un délai maximum de cinquante ans, à dater de la conclusion de chacun d'eux, le dernier emprunt devant être nécessairement remboursé dans un délai qui n'excédera pas soixante-deux ans, à partir de la date de réalisation du premier emprunt.

Art. 6. — A partir de la promulgation de la présente loi, les taxes de péages instituées au port de Bordeaux par l'article 6 de la loi du 15 juillet 1910 seront remplacées par les suivantes :

(1) La convention et le cahier des charges ont été annexés au projet de loi n° 205, année 1914.

(2) La convention a été inscrite au projet de loi n° 205, année 1914.

I. — TAXE DE JAUGE

NUMÉROS des taxes.	DÉSIGNATION	QUEL QUE SOIT LE NOMBRE DE VOYAGES dans l'année.
		fr. c.
	Navires de toutes provenances et pour toutes destinations, à l'exception des ports français d'Europe.	
	1° Entrés chargés et sortant chargés ou sur lest;	
	2° Entrés sur lest et sortant chargés :	
1	*a*) Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est égal ou inférieur au quart de la jauge nette :	
	Par tonneau de jauge légale.....	0 20
2	*b*) Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est égal ou inférieur à la moitié de la jauge nette et supérieur au quart de cette jauge :	
	Par tonneau de jauge légale.....	0 35

NUMÉROS des taxes.	DÉSIGNATION	POUR le 1er, le 2e et le 3e voyage effectué dans la même année du 1er janvier au 31 décembre.	POUR le 4e et le 5e voyage effectué dans la même année du 1er janvier au 31 décembre.	POUR le 6e voyage et tout voyage ultérieur effectué dans la même année du 1er janvier au 31 décembre.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
3-4-5	Entrés chargés et sortant sur lest, ou entrés sur lest et sortant chargés : Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est supérieur à la moitié de la jauge nette : Par tonneau de jauge légale.....	0 62	0 57	0 52
6-7-8	Entrés chargés et sortant chargés : Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est supérieur à la moitié de la jauge nette : Par tonneau de jauge légale.....	0 72	0 62	0 52
	Navires en provenance ou à destination des ports de la France continentale sur la Méditerranée.			
	1° Entrés chargés et sortant chargés ou sur lest;			
	2° Entrés sur lest et sortant chargés ;			
9	*a*) Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est égal ou inférieur au quart de la jauge nette : Par tonneau de jauge légale.....		0 20	
10	*b*) Si le tonnage des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement cumulées est supérieur au quart de la jauge nette : Par tonneau de jauge légale.....		0 35	
	Navires en provenance ou à destination des autres ports de la France continentale.			
	1° Entrés chargés et sortant chargés ou sur lest;			
	2° Entrés sur lest et sortant chargés :			
11	Quelle que soit l'importance de leurs opérations : Par tonneau de jauge légale.....		0 15	
	Surtaxe de séjour.			
12	Application en sus des péages ci-dessus à tout navire français ou étranger qui séjournera plus de quarante jours dans la zone où ces péages sont autorisés, à l'exception des bâtiments en achèvement à flot : Par tonneau de jauge légale et par semaine ou fraction de semaine au delà de quarante jours.....		0 05	

Les taxes nos 1, 2, 9 et 10, constituant des allégeances aux taxes nos 3, 4, 5, 6, 7 et 8, sont établies à titre transitoire jusqu'au 1er janvier 1921. Elles cesseront d'être applicables après cette date, à moins qu'il en ait été autrement décidé par un arrêté ministériel, dans la forme prévue par l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

a) *Conditions d'application des taxes de jauge.*

Ces taxes sont perçues sur tous les navires français ou étrangers entrant chargés ou venant prendre charge dans la zone comprenant la Gironde et les parties de la Garonne et de la Dordogne circonscrites par les limites des eaux douanières.

Pour fixer la proportion des opérations d'embarquement, de débarquement et de transbordement par rapport à la jauge du navire, le calcul est établi conformément aux règles tracées par l'article 3 de la loi du 23 décembre 1897; il n'est pas fait état des marchandises de remport.

Dans le cas où au cours d'un même voyage un navire effectue des opérations de petit cabotage et des opérations, soit de long cours, soit de cabotage international, soit enfin de cabotage avec les ports de la France continentale sur la Méditerranée, la taxe n° 11 de petit cabotage, réduite d'un tiers, s'ajoute à celle à laquelle ce navire est soumis pour les autres navigations, mais cette dernière taxe est calculée sans tenir compte du tonnage des opérations de petit cabotage.

Toutefois, le produit cumulé ne pourra, en

aucun cas, donner lieu, par tonneau de jauge et par voyage, à une perception supérieure à celle résultant de l'application des taxes 3, 4, 5, 6, 7 ou 8, suivant le numéro d'ordre du voyage.

En dehors du port de Bordeaux, ne sont admis à accoster aux quais ou appontements que les navires de l'Etat ou ceux effectuant des opérations de chargement ou de déchargement et pendant la durée de ces opérations fixée par les règlements en vigueur.

Sont exempts de toutes taxes :

1° Les navires faisant des opérations d'embarquement ou de débarquement exclusivement sur la partie de la rive droite de la Gironde comprise dans le département de la Charente-Inférieure;

2° Les navires entrant en relâche forcée; les navires entrés sur lest et repartant sur lest; les navires entrés chargés et qui repartiraient sans avoir fait aucune opération commerciale;

3° Les navires se livrant à la pêche côtière, au remorquage ou au pilotage; les navires se livrant au bornage dans les limites de la zone de perception des taxes; les bateaux de navigation intérieure;

4° Les bâtiments de toute nature appartenant à l'Etat ou affrétés par lui.

b) Conditions d'application de la surtaxe de séjour.

Sont exempts de cette surtaxe les bâtiments de toute nature appartenant à l'Etat ou employés exclusivement à son service,

II. — Taxes sur les marchandises.

a) *Taxe générale.*

Perçue sur toutes marchandises et sur les animaux vivants ou abattus entrant ou sortant par mer à destination ou en provenance de l'étranger, des colonies ou des ports français, à l'exception seulement de celles débarquées ou embarquées par des navires armés à la pêche côtière;

Par tonne de 1,000 kilogr., 10 centimes.

Conditions d'application. — La taxe est payable par les expéditeurs, les destinataires ou les transitaires au moment du dépôt de la déclaration en douane.

Sont soumis à cette taxe toutes les marchandises et les animaux vivants ou abattus embarqués, débarqués ou transbordés sur le lit et sur les deux rives de la Gironde ou des parties de la Garonne et de la Dordogne comprises dans les limites des eaux douanières.

Sont exempts de la taxe ci-dessus :

1° Les marchandises et animaux embarqués ou débarqués directement sur la partie de la rive droite de la Gironde comprise dans le département de la Charente-Inférieure;

2° Les colis postaux;

3° Les marchandises ou objets quelconques appartenant à l'Etat.

b) *Taxe spéciale.*

Par unité taxée pour le droit de statistique de l'Etat, 5 centimes.

Conditions d'application. — La taxe est payable par les expéditeurs, les destinataires ou les transitaires au moment du dépôt de la déclaration en douane.

Sont soumis à cette taxe, dans tous les cas où un droit de statistique est établi au profit de l'Etat et où qu'il soit perçu, les marchandises et les animaux vivants ou abattus embarqués, débarqués ou transbordés sur le lit et sur les deux rives de la Gironde ou des parties de la Garonne et de la Dordogne comprises dans les limites des eaux douanières.

Sont exempts de la taxe ci-dessus :

Les marchandises et les animaux embarqués ou débarqués directement sur la partie de la rive droite de la Gironde comprise dans le département de la Charente-Inférieure.

III. — Taxes sur les voyageurs.

a) Voyageurs en provenance ou à destination des pays d'Europe, la France et l'Algérie exceptées :

Par voyageur, 2 fr.

b) Voyageurs en provenance ou à destination des pays hors d'Europe, y compris les colonies :

Par voyageur de 1re classe, 5 fr.
Par voyageur de 2e classe, 3 fr.
Par voyageur de 3e classe, 2 fr.
Par voyageur de 4e classe et émigrants, 1 fr.

Conditions d'application. — Sont soumis aux taxes les voyageurs embarqués, débarqués ou transbordés sur le lit et sur les deux rives de la Gironde ou des parties de la Garonne et de la Dordogne comprises dans les limites des eaux douanières.

Ces taxes sont payables par les armateurs, agents consignataires ou courtiers des navires transporteurs.

Sont exempts de taxes :

1° Les voyageurs embarqués ou débarqués directement sur la partie de la rive droite de la Gironde comprise dans le département de la Charente-Inférieure;

2° Les passagers de navires appartenant à l'Etat ou affrétés par l'Etat.

Les taxes du tarif seront réduites pour les enfants à la moitié ou au quart ou complètement supprimées lorsque les réductions semblables seront accordées par les compagnies de navigation sur le prix du passage.

Art. 7. — La perception des péages institués à l'article précédent est concédée à la chambre de commerce pour lui permettre de faire face, concurremment avec l'encaisse provenant du produit des péages perçus en vertu de la loi du 15 juillet 1910, à toutes ses obligations antérieurement contractées pour l'amélioration et l'extension du port de Bordeaux et à celles qu'elle contracte pour la construction de l'avant-port du Verdon.

La perception cessera aussitôt après l'entier accomplissement de ces obligations.

Art. 8. — Lesdits péages pourront être modifiés dans la limite des maxima fixés par la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande et dans les formes prévues par l'article 16, paragraphes 1er et 7, de ladite loi.

Le produit en pourra être appliqué, par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, à des charges résultant de nouveaux travaux du port de Bordeaux régulièrement autorisés.

Dans le cas où le produit des péages serait supérieur aux charges annuelles afférentes tant au payement des dépenses de travaux qu'au service des emprunts, l'excédent devra être obligatoirement employé à des remboursements anticipés des emprunts.

Les dispositions de cet article ne sont applicables que sous réserve de celles qui ont été stipulées dans la convention approuvée par l'article 4, 2°, ci-dessus, relatives aux réductions éventuelles et à l'emploi des péages à percevoir à l'appontement de Pauillac et à l'avant-port du Verdon.

ANNEXE N° 221

(Session ord. — Séance du 30 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt maximum de l'emprunt que la chambre de commerce de Brest est autorisée à contracter par la loi du 7 mars 1913, en vue de la construction d'un quai à grande profondeur à l'est du port de commerce de cette ville, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

ANNEXE N° 229

(Session ord. — Séance du 31 mars 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif aux dépenses de construction des écoles primaires spéciales aux indigènes de l'Algérie, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. René Viviani, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 230

(Session ord. — Séance du 31 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ouvrir au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit de 500,000 fr. pour combattre l'invasion des campagnols, par M. Jules Develle, sénateur (2).

Messieurs, le Sénat avait, le 23 décembre dernier, adopté un projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 750,000 fr. pour combattre l'invasion des campagnols. Mais à cette date il n'a pas été possible d'organiser des traitements d'ensemble et la plus grande partie du crédit ouvert sur l'exercice 1913 tombera en annulation.

M. le ministre de l'agriculture a demandé, sur l'exercice 1914, un nouveau crédit de 650,000 francs, somme approximativement égale à celle qui n'a pu être employée.

La Chambre des députés a exprimé l'avis qu'au lieu d'instituer un traitement général, il serait plus utile de rechercher et de détruire les foyers, afin d'éviter les invasions ultérieures et elle a, dans ce but, mis à la disposition du ministre de l'agriculture un crédit de 500,000 francs.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert, sur l'exercice 1914, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois du 27 décembre 1913 et du 26 février 1914, un crédit s'élevant à la somme de 500,000 fr.

Le crédit sera inscrit à un chapitre spécial du budget du ministère de l'agriculture, portant le n° 27 *bis* et ainsi libellé : « Subventions aux communes, aux syndicats et aux associations agricoles en vue de la destruction des campagnols. — Frais d'organisation des traitements ».

ANNEXE N° 231

(Session ord. — Séance du 31 mars 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes (modification des articles 9 et 19 de la loi du 9 avril 1898), par M. Henry Boucher, sénateur (3).

Messieurs, si la loi du 9 avril 1898 relative à la responsabilité des accidents du travail est acceptée désormais, comme un bienfait, par les chefs d'entreprise aussi bien que par les ouvriers qui en bénéficient, on ne saurait se dissimuler que les intentions du législateur, qui voulait épargner aux parties qu'elle vise les lenteurs et les complications des procédures ainsi que l'exagération des frais accessoires, n'ont pas été exactement remplies.

Les modifications successives qu'a reçues la loi et dont certaines ont été quelque peu improvisées, ne sont pas étrangères au développement extraordinaire qu'ont pris les frais judiciaires, les dépenses d'ordre médical et pharmaceutique qui pèsent lourdement sur les chefs d'industrie responsables en même temps que les lenteurs et les surprises de la procédure qui nuisent surtout aux ouvriers victimes d'accidents.

(1) Voir les nos 162, Sénat, année 1914, et 3446-3524 et in-8° 768 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 3358-3697 et in-8° n° 806 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 224, Sénat, année 1914, et 3394-3573, et in-8° 795 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 69, Sénat, année 1914, et 2500-2674 et in-8° n° 711 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

On ne saurait songer à faire disparaître tous ces abus par des mesures ou des lois ayant une portée générale car ils sont trop complexes de leur nature et ont comme origine les uns des défaillances individuelles qui relèvent du code pénal, les autres des répercussions imprévues des textes législatifs, que l'expérience seule pouvait révéler, en faisant apparaître les remèdes possibles.

C'est ainsi que la modification apportée en 1905 à l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, a eu comme résultat évident de compliquer inutilement la procédure relative à la conversion partielle, en capital, des rentes qui compensent des incapacités permanentes.

La loi de 1905 fixe à l'ouvrier, sous peine de déchéance, un délai d'un mois partant de l'expiration du délai de revision, pour former sa demande de conversion en capital du quart de sa rente.

Par un arrêt du 18 décembre 1912, la cour de cassation a décidé que le débiteur de la rente devait lui-même être mis en cause dans le court délai imparti.

Il devait résulter de cette jurisprudence, surtout dans les grandes villes et à Paris où se rencontrent des difficultés particulières de recherches et de transmissions, d'inévitables et multiples déchéances doublement redoutables puisqu'elles créent, pour les officiers ministériels agissant au nom de l'assistance judiciaire, des responsabilités imméritées, et pour les victimes d'accidents, des forclusions également pénibles, qu'elles soient d'ordre public, ou qu'elles soient opposées par les débiteurs de la rente.

D'autre part, le débiteur de la rente devant être mis en cause sans que l'on puisse être certain de son attitude ultérieure, il était nécessaire de l'assigner, tandis qu'en fait il se désintéresse généralement de la conversion et ne comparaît que très rarement devant le tribunal.

De là des actes de procédure et des frais superflus, ainsi que des pertes de temps très regrettables.

Une proposition de loi votée par la Chambre, dans sa séance du 23 février 1914, fait rentrer la procédure à suivre dans le droit commun des affaires de la chambre du conseil, et, tout en maintenant le délai d'un mois établi par la loi de 1905, ne l'applique plus qu'à la présentation de la requête en chambre du conseil.

Il est inutile d'appeler le débiteur de la rente à comparaître devant cette chambre dont la mission et la décision ne sauraient engager ses intérêts.

La chambre du conseil, en effet, de même qu'aujourd'hui le tribunal, ne fait qu'étudier, dans l'intérêt du seul ouvrier, si la conversion d'une partie de sa rente en capital peut efficacement l'aider à vivre, ou s'il est plus prudent de maintenir, en ce qui le concerne, le régime des rentes viagères.

Ce n'est que lorsque cette question est tranchée et lorsque la conversion est autorisée, que le débiteur de la rente peut avoir intérêt à intervenir par voie de tierce-opposition si, dans des cas très exceptionnels, il avait des objections à formuler.

Le débiteur a toujours le droit, dans ce cas, de se refuser à la conversion et d'attendre que l'ouvrier l'assigne; mais il est démontré, par une expérience de plusieurs années, que ces cas se présentent très rarement, à peine dans une affaire sur quatre cents, et la procédure nouvelle aurait comme effet bienfaisant de faire disparaître la forclusion au grand bénéfice de l'ouvrier, et d'épargner aux parties les frais et les délais d'une assignation dans l'immense majorité des affaires.

Deux objections, l'une pratique et l'autre théorique, pouvaient être opposées à cette simplification, mais elles apparaissent, l'une et l'autre, comme très fragiles.

On a pu dire que les compagnies d'assurances étant tenues de constituer des réserves mathématiques, devaient les établir à l'expiration du délai de révision et qu'il était nécessaire, dès lors, pour que le calcul en pût être fait, que les conversions partielles de rentes en capital interviennent à bref délai et fussent connues d'elles; c'étaient ainsi que le délai restreint à un mois serait justifié.

Il est facile de répondre que le délai d'un mois fixé pour la formation de la demande de conversion et pour la citation du débiteur, ne s'appliquait pas à la décision intervenue, et que, par conséquent, si le calcul des réserves mathématiques était basé, dans la pratique, sur ce délai partant de l'expiration de celui de la conversion, il y avait lieu, même sous le régime actuel, à une rectification des calculs, dans le cas où les nécessités d'une instruction faite dans l'intérêt de l'ouvrier aurait reculé, au delà du délai d'un mois, la solution de l'affaire.

Il n'y a aucune raison pour que la décision de la chambre du conseil n'intervienne pas rapidement et si, très exceptionnellement, elle était retardée suffisamment pour que ce retard et u ne répercussion sur les calculs, rien nùmpêche de les modifier ainsi qu'il arrive lorsque le service de contrôle du ministère du travail provoquent la rectification des calculs erronés.

On pouvait faire, d'autre part, une objection théorique portant sur ce fait, que la conversion qui comporte, sinon une condamnation contre le débiteur de la rente, du moins un autre mode de payement d'indemnité, ne saurait être prononcée en l'absence du débiteur.

Il est facile de répondre que la décision de la chambre du conseil, accordant à l'ouvrier le droit de toucher le quart du capital, n'implique aucune condamnation, car le jugement qui a alloué la rente a implicitement prévu sa traduction pour un quart en capital, sous réserve de l'autorisation de la chambre du conseil.

Le débiteur est d'ailleurs toujours averti de la modification du mode de payement pouvant résulter de cette autorisation; il lui est loisible de la contester et cette contestation seule pourrait faire l'objet d'un jugement contradictoire dans des cas très exceptionnels.

Il résulte, en effet, des renseignements qu'a bien voulu fournir à notre commission un magistrat fort distingué, M. Le Sueur, président de la section du tribunal de la Seine à laquelle sont renvoyées les affaires relatives aux accidents du travail, que les oppositions aux avis favorables de conversion sont, pour ainsi dire, sans exemple.

Telles sont les considérations qui déterminent votre commission à proposer au Sénat l'acceptation d'une très modeste, mais très utile réforme, qui sera réalisée par le vote de la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le dernier paragraphe de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art 9, § 3.* — Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes ; il sera saisi par une simple requête. »

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 (modifié par la loi du 31 mars 1905) est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art. 19, § 7.* — Les demandes prévues à l'article 9 doivent être soumises à la chambre du conseil au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision. »

Disposition transitoire.

Art. 3. — Celles de ces demandes dont les tribunaux ont été saisis par requête à la chambre du conseil, avant la promulgation de la présente loi et qui ne sont pas encore définitivement jugées, seront considérées comme ayant été formées en temps utile si la requête a été présentée dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

ANNEXE N° 240

(Session ord. — Séance du 2 avril 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 29 juillet 1893 sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes, par M. Ferdinand-Dreyfus, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 16 mars 1914, la Chambre des députés a voté, sans débat, un projet de loi sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures passés par les établissements publics de bienfaisance et d'assistance.

Ce projet est justifié par les considérations suivantes :

La loi du 29 juillet 1893 a rendu applicables aux marchés et adjudications de travaux et fournitures passés par les communes les avantages que le décret du 4 juin 1888 avait conférés aux sociétés françaises d'ouvriers pour leur permettre de participer aux adjudications et marchés de travaux et fournitures passés au nom de l'Etat. Des marchés de gré à gré peuvent être passés avec ces sociétés pour les travaux et fournitures dont la dépense totale n'excède pas un maximum déterminé (20,000 francs pour les travaux de l'Etat et des départements, 3,000 fr. pour ceux des communes, d'après la jurisprudence des départements de l'intérieur et des finances); ces sociétés sont dispensées de fournir un cautionnement lorsque le montant prévu des travaux et fournitures ne dépasse pas 50,000 fr.; à égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de sociétés d'ouvriers, cette dernière est préférée; des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux sociétés d'ouvriers.

La question s'est posée de savoir dans quelles conditions les sociétés d'ouvriers français peuvent traiter par voie d'adjudication avec les établissements publics de bienfaisance ou d'assistance. Le comité consultatif du contentieux du ministère de l'intérieur, dans sa séance du 9 novembre 1912, a été appelé à délibérer à ce sujet et il a émis l'avis que l'ordonnance du 14 novembre 1837, qui a posé les règles suivant lesquelles doivent être passés les marchés des communes et des établissements d'assistance, constitue toujours le droit commun applicable en la matière et qu'il ne saurait être apporté de dérogations à ce droit commun que par une disposition expresse.

Le fait que le législateur de 1893 n'a mentionné que les marchés passés par les communes, alors que l'ordonnance de 1837, qu'il modifiait, s'appliquait également en termes exprès, aux marchés passés par les établissements publics, d'assistance ou de bienfaisance, conduit en conséquence à limiter aux marchés communaux la portée de la réforme de 1893.

Rien ne justifie, semble-t-il, la mesure d'exception faite en ce qui concerne les établissements de bienfaisance et d'assistance. Il paraît, au contraire, conforme à l'équité d'appliquer aux marchés passés par ces établissements le même régime qu'aux marchés passés par les communes.

Ainsi, le conseil d'Etat ayant prononcé, par un avis du 27 juin 1889 et par un arrêt du 9 février 1912, que le décret du 4 juin 1888 est applicable aux marchés passés au nom des départements, c'est à l'ensemble des marchés de travaux administratifs que les sociétés ouvrières seraient appelées à participer dans les conditions favorables dont le législateur a entendu les faire bénéficier.

Ainsi que le dit l'honorable M. Godart dans son rapport :

« La coopération de production mérite d'être encouragée et soutenue. Il est illogique qu'un régime spécial lui soit fait lorsqu'elle a à contracter avec l'Etat et les communes, et qu'elle demeure dans le droit commun lorsqu'elle est en présence des établissements publics de bienfaisance et d'assistance. Cette anomalie doit cesser : elle résulte, d'ailleurs, évidemment, d'un oubli des rédacteurs de la loi du 19 juillet 1894. »

C'est pour ces motifs que nous vous proposons l'adoption du projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article unique de la loi

(1) Voir les nos 195, Sénat, année 1914, et 3580-3659 et in-8° 740, — 10e législ. — de la Chambre des députés.

du 29 juillet 1893 sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes est modifié comme suit :

« Les associations d'ouvriers français sont admises aux marchés de travaux et de fournitures passés par les communes et les établissements publics de bienfaisance et d'assistance dans les conditions déterminées par le décret du 4 juin 1888 relatif à la participation desdites associations aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat. »

ANNEXE N° 244

(Session ord. — Séance du 2 avril 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés le 1er avril 1914, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés dans la séance du 4 novembre 1913 (annexe n° 3123) par le ministre des finances du précédent cabinet.

Sans revenir en détail sur les propositions contenues dans ce projet, auquel d'ailleurs ont été par la suite apportées d'importantes modifications, nous rappellerons brièvement :

1° Que l'ensemble des charges nouvelles prévues atteignait 681 millions en chiffres ronds, compte tenu de l'incorporation des dépenses du Maroc. Comme le budget de 1913, en raison de l'époque tardive à laquelle il avait été voté, comprenait 46 millions environ de crédits de report, l'accroissement des dépenses d'un exercice à l'autre ressortait à 635 millions.

2° Que les évaluations de recettes, établies d'après les méthodes habituelles, laissaient apparaître une augmentation nette de 102 millions et demi par rapport aux recettes correspondantes de l'exercice 1914. Mais le budget de cet exercice n'ayant été équilibré qu'au moyen de 261,850,000 fr. de ressources exceptionnelles (prélèvement sur le compte provisionnel : 155,850,000 fr. et produit de l'émission d'obligations à court terme : 106 millions de francs), l'augmentation de 102 millions et demi se transformait en une diminution de 159 millions.

3° Que pour couvrir la différence entre les recettes normales et les dépenses nouvelles, soit 794 millions, le ministre des finances proposait de recourir pour 286,720,649 fr. à des impôts nouveaux et pour 507 millions de francs à un prélèvement sur le compte provisionnel réalimenté, d'une part, par les excédents nets de recettes en clôture de l'exercice 1912 (103 millions) et, d'autre part, par le versement de sommes correspondant aux dépenses du Maroc au cours des trois derniers exercices (404 millions), sommes que le Trésor devait se procurer au moyen d'un emprunt.

C'est dans ces conditions que le projet de budget était arrêté, en recettes et en dépenses, aux chiffres ci-après :

Recettes	5.373.517.984
Dépenses	5.373.329.449
Excédent de recettes	188.535

Propositions rectificatives du Gouvernement. (Lettre à M. le président de la commission du budget n° 3379.)

Le Gouvernement actuel, après un examen approfondi de la situation, n'a pas cru devoir faire siennes ces propositions.

Estimant notamment, d'une part, qu'il ne pouvait être question, en aucun cas, de recourir à une émission de rente perpétuelle pour couvrir un déficit budgétaire et, d'autre part, que le plus grand nombre des mesures fiscales envisagées n'étaient pas susceptibles d'être retenues, il s'efforça de parvenir par d'autres méthodes à la solution du problème.

Dans une lettre adressée le 13 janvier 1914 à M. le président de la commission du budget et qui a été distribuée aux deux Chambres, il exposa nettement ses vues financières et présenta les modifications au projet de budget que comportaient ses décisions.

Ces décisions, en ce qui concerne les crédits, peuvent se résumer ainsi :

Imputation à un compte hors budget — tout en les soumettant aux règles générales de la comptabilité budgétaire — des dépenses afférentes à l'occupation du Maroc;

Suppression du compte spécial de la marine institué par l'article 55 de la loi de finances du 30 juillet 1913;

Revision générale des prévisions de dépenses.

La première opération allégeait le budget de près de 234 millions (1). La seconde entraînait la disparition du budget du ministère des finances d'une annuité de 10,876,000 fr.; mais cette diminution était compensée, jusqu'à concurrence de 10 millions, par une majoration des crédits prévus au budget du ministère de la marine pour les constructions navales. Enfin, le très sérieux effort de compression demandé aux divers départements ministériels a permis de réaliser sur leurs premières propositions, défalcation faite de quelques relèvements peu importants, une réduction de 50 millions.

Par suite de ces opérations, le total des dépenses du projet primitif, ci	5.373.339.449
se trouvait réduit de	284.033.264
et ainsi ramené à	5.089.296.185

Les prévisions de recettes subirent, de leur côté, d'importants remaniements.

Il parut tout d'abord qu'il convenait, les résultats de 1913 étant connus à l'époque de la revision, de prendre ces résultats comme base des prévisions de 1914, pour les catégories de produits habituellement évalués d'après les recouvrements de la pénultième année.

Cette substitution de l'exercice 1913 à l'exercice 1912 procurait, compte tenu des corrections qu'elle entraînait nécessairement, une ressource nette de 182 millions et demi. Un supplément de 3 millions et demi environ, à provenir de rectifications apportées dans les prévisions relatives à des produits qui font l'objet d'évaluations directes, portait cette ressource à 186 millions.

D'autre part, l'excédent des recettes de l'exercice 1912 ayant notablement dépassé le chiffre qui avait été prévu avant que les écritures ne fussent arrêtées, le solde créditeur du compte provisionnel pouvait être fixé à 112,500,000 fr. lieu de 103 millions de francs. Soit un boni de 9,500,000 fr. qui élevait la ressource ci-dessus indiquée de 186 millions à 195 millions et demi.

Mais le Gouvernement, se refusant à maintenir la plupart des impôts nouveaux qui figuraient dans le projet de budget, se bornait à présenter un petit nombre de mesures dont le rendement pour 1914 était évalué à environ 43 millions, savoir :

Majoration de la patente des établissements cinématographiques (année entière.)	500.249
Répression des fraudes successorales ; pour 1914	2.000.000
Modification au tarif des droits frappant les ventes de meubles et les cessions de fonds de commerce (année entière : 18 millions) ; pour 1914	15.000.000
Graduation du timbre des quittances (année entière : 9,600,000 fr.) ; pour 1914	8.000.000
Relèvement du droit de timbre des titres des sociétés étrangères non abonnées (année entière : 1,300,000 fr.) ; pour 1914	1.090.000
Modification au tarif de l'impôt sur les opérations de bourse (année entière : 6,250,000 fr.) ; pour 1914	5.200.000
Réduction de la tolérance de poids dans les déclarations de douane (année entière : 2 millions de fr.) ; pour 1914	1.670.000
Modification au régime douanier des objets de collection ; pour 1914	1.500.000
Doublement de la surtaxe sur les absinthes et similaires (année entière : 10 millions) ; pour 1914	8.330.000
Ensemble	43.290.249
Les mesures fiscales nouvelles contenues dans le projet de budget formant un total de	286.720.649
il résultait de ce chef une diminution de	243.430.400
que le supplément procuré par la revision des évaluations et des disponibilités du compte provisionnel, soit	195.590.535
réduisait à	47.839.865
Les prévisions de recettes du projet de budget qui, non compris le remboursement des dépenses faites au titre du Maroc sur les exercices 1911, 1912 et 1913, s'élevaient à (5,373,517,984 fr. — 404,000,000 fr.)	4.969.517.984
se trouvaient donc ramenées à	4.921.678.119
Ce total, comparé à celui auquel étaient arrêtées les dépenses, ci	5.089.296.185
lui restait inférieur de	167.618.065

Cette insuffisance a paru pouvoir être couverte par une émission d'obligations à court terme à concurrence de 168 millions (1).

Les nouvelles prévisions budgétaires du Gouvernement ont ainsi été arrêtées aux chiffres ci-après :

Recettes	5.089.678.119
Dépenses	5.089.296.185
Excédent de recettes	381.934

Rapport général (n° 3487).

Les propositions rectificatives du Gouvernement ont été modifiées sur un certain nombre

(1) Voir les numéros de la Chambre des députés (10e législature) :
Projet de loi n° 3123. Rapport général n° 3487 et rapport supplémentaire n° 3690. Rapports particuliers n° 3429 (Finances), n° 3513 (Monnaies et médailles), n° 3480 (Imprimerie nationale), n° 3514 (Services judiciaires), n° 3515 (Services pénitentiaires), n° 3507 (Légion d'honneur), n° 3318 Affaires étrangères), n° 3415 (Intérieur), n° 3509 (Guerre : Troupes métropolitaines), n° 3516 (Guerre : Troupes coloniales), n° 3510 (Etablissements de la guerre), n° 3481 (Poudres et salpêtres), n° 3489 (Marine militaire), n° 3274 (Marine marchande), n° 3517 (Invalides de la marine), n° 3148 (Instruction publique), n° 3508 (Beaux-arts), n° 3490 (Commerce et industrie), n° 3389 (Ecole centrale), n° 3519 (Postes et télégraphes), n° 3496 (Caisse nationale d'épargne), n° 3428 (Travail et prévoyance sociale), n° 3511 (Colonies : Dépenses civiles), n° 3516 (Colonies : Dépenses militaires), n° 3545 (Chemin de fer et port de la Réunion), n° 3497 (Agriculture), n° 3239 (Travaux publics), n° 3518 (Conventions), n° 3512 (Chemins de fer de l'Etat).

(1) Exactement de 233,896,800 fr. par rapport au projet de budget. Mais les prévisions primitives concernant le Maroc ayant fait l'objet d'une réduction nette de 1,270,860 fr., c'est seulement un total de 232,625,940 qui a été porté à un compte spécial.

(1) Il est à noter d'ailleurs, que le nouveau régime proposé pour les dépenses hors budget de la marine supprimait la faculté donnée au ministre des finances, par l'article 55 de la loi du 30 juillet 1913, d'émettre des obligations à court terme jusqu'à concurrence de 145,557,850 francs pour pourvoir à ces dépenses.

de points par la commission du budget. Il ne nous paraît pas utile de reproduire à cette place les renseignements détaillés que renferment à cet égard le rapport général (tome I) et les tableaux de développement insérés à la suite du présent exposé.

Nous indiquerons seulement, en ce qui concerne les dépenses, que la commission ayant, d'une part, écarté quelques réductions et rejeté les modifications proposées au mode de payement des dépenses d'assistance et, d'autre part, relevé diverses dotations pour tenir compte de lois ou de circonstances nouvelles, les économies réalisées par elle, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 12,300,000 fr. se sont trouvées dépassées de près de 2 millions par les augmentations.

Ce résultat ressort du relevé ci-après :

	Augmentations.	Diminutions.
Finances	»	1.350.225
Justice :		
Services judiciaires	2.500	»
Services pénitentiaires	»	1.000
Affaires étrangères	183.670	»
Intérieur	11.595.101	»
Guerre	1.425.044	»
Marine :		
Marine militaire	»	2.320.001
Marine marchande	»	1.274.281
Instruction publique	1.119.354	»
Beaux-arts	»	114.481
Commerce	»	220.750
Postes	»	1.532.977
Travail	»	»
Colonies	»	1.119.997
Agriculture	»	408.664
Travaux publics	»	3.985.722
	14.325.649	12.328.698
Net en plus	1.996.951	

Quant aux recettes, la commission du budget a accepté le mode exceptionnel d'évaluation envisagé par le Gouvernement et ratifié, d'une manière générale, toutes les propositions relatives aux ressources normales.

Mais elle a cru devoir modifier deux des mesures fiscales qui lui étaient soumises. Elle a écarté, en ce qui concerne les droits sur les ventes de biens meubles corporels et les cessions de fonds de commerce, le relèvement de 2 à 4 p. 100 en principal du tarif proportionnel actuellement existant et repris le tarif progressif proposé dans le projet de budget primitif, tout en maintenant un régime de faveur pour les ventes agricoles : la recette à provenir de la mesure a, par suite, été ramenée de 18 millions à 6 millions de francs pour une année entière, et à 4,500,000 fr. pour 1914 (neuf mois).

Elle a, d'autre part, décidé de fixer à 3 p. 100 au lieu de 1 p. 100 la réduction de la tolérance de poids dans les déclarations de douane et de n'appliquer cette restriction qu'aux marchandises taxées à plus de 20 fr. les 100 kilogr. : la plus-value à attendre de l'application de la mesure a été, en conséquence, réduite de 2 millions à 1 million de francs pour une année entière et à 750,000 fr. pour 1914 (neuf mois).

En ce qui touche les autres mesures fiscales, la commission s'est bornée à porter de deux à trois douzièmes la déduction prévue à raison du retard dans le vote du budget.

En dehors de ces diverses corrections qui sont détaillées dans un tableau inséré à la page 107 du rapport général (tome I) et qui se traduisaient par une diminution de 13,677,500 fr., la commission avait à tenir compte de la répercussion sur les recettes de décisions prises au sujet de certains chapitres de dépenses, savoir :

	Augmentations.	Diminutions.
Remboursement du traitement de deux téléphonistes créés à la préfecture de police	5.000	»
Excédent de divers budgets annexes :		
Monnaies et médailles	1.000	»
Imprimerie nationale	62.750	»
Chemins de fer de l'Etat (ancien réseau)	602.258	»
Inscription de la totalité du produit de vente des publications du service hydrographique de la marine	59.000	»
Réduction des recettes à verser au Trésor par suite du remboursement des avances faites aux chemins de fer de l'Etat	»	7.217.000
Conséquence de la réduction des frais de gestion du service du crédit maritime	»	11.640
	730.008	7.228.640
Net en moins	6.498.632	

Les propositions du Gouvernement touchant les recettes se trouvaient donc, en définitive, réduites de (13,677,500 + 6,498,632 fr.) 20,176,132 francs.

La commission du budget ayant, par ailleurs, admis la fixation à 112,500,000 fr. du montant du prélèvement à opérer sur le compte provisionnel et le principe d'un recours à l'émission d'obligations à court terme, la situation se présentait comme suit :

Crédits proposés par le Gouvernement		5.089.296.185
Augmentations		1.996.951
		5.091.293.136
Recettes proposées par le Gouvernement	5.089.678.119	
Diminutions	20.176.132	
		5.069.501.987
Insuffisance		21.791.149

Pour couvrir cette insuffisance la commission étendit l'autorisation d'émettre des obligations à court terme, dont le montant, élevé de 22 millions, fut ainsi porté de 168 millions à 190 millions de francs.

Dans ces conditions, le budget de 1914 s'équilibrait comme suit :

Recettes	5.091.501.987
Dépenses	5.091.293.136
Excédent de recettes	208.851

Discussion à la Chambre des députés et rapports supplémentaires (*n° 3690*).

Crédits. — Les modifications de crédits opérées au cours de la discussion devant la Chambre des députés tant à la demande du Gouvernement qu'en vertu du droit d'initiative parlementaire se sont traduites par une augmentation nette de 14,661,169 fr.

Cette augmentation est principalement due aux causes ci-après :

Péréquation des traitements du personnel secondaire des administrations centrales (à partir du 1er juillet)	143.849
Création d'une légation en Albanie (à partir du 1er mars)	130.332
Continuation des travaux de construction du collège français de Tanger	339.000
Subventions aux communes pour leur matériel d'incendie	100.000
Extension de l'assistance prévue par la loi du 17 juin 1913, aux femmes en couches non salariées	2.000.000
Réparations pécuniaires aux familles des militaires morts des suites des épidémies et autres maladies	2.000.000
Réorganisation des établissements militaires à Orléans (recette égale)	300.000
Avances au budget annexe des poudres (Expériences en grand sur la fabrication des poudres à la nitroglycérine)	100.000
Remplacement de l'artillerie du *Charlemagne*	114.600
Relèvement de la subvention à la caisse des invalides de la marine par suite de l'application des lois des 18 et 30 décembre 1913	933.307
Anticipation (à partir du 1er juillet 1914) des annuités d'améliorations de traitements pour les instituteurs âgés de plus de 49 ans	2.000.000
Augmentation des allocations aux fonctionnaires de l'enseignement primaire pour charges de famille	115.000
Accélération du programme de relèvement des traitements des agents des postes voté en 1913	832.545
Installation d'un poste à étincelles musicales à la station radiotélégraphique d'Ouessant	130.000
Extension des avantages de la période transitoire prévue par la loi sur les retraites ouvrières aux veuves non salariées des assurés et attribution, à l'âge de 60 ans, d'une allocation aux femmes ayant élevé plus de trois enfants	2.864.250
Conséquence de l'incorporation du contingent des vieilles colonies	399.776
Augmentation des subventions aux syndicats d'élevage	268.050
Maintien du régime des indemnités pour saisies de viandes tuberculeuses	400.000
Relèvement des crédits affectés au service de l'hydraulique agricole	600.000
Secours aux agriculteurs	475.000
Amélioration des traitements du personnel des ponts et chaussées et des mines	270.375
Annuités dues à l'ancien réseau de l'Etat (adoption de l'attelage automatique)	200.000
Total	14.716.114

Par suite de diverses autres modifications de moindre importance et de quelques réductions de crédits, le total ci-dessus s'est trouvé diminué, toutes compensations faites, de 54.945

et ramené au chiffre indiqué de... 14.661.169

Recettes. — En ce qui concerne les recettes, l'approbation par la Chambre de diverses mesures entraînait une augmentation nette de 309.895 fr., ainsi que le fait apparaître le relevé ci-dessous :

	Augmentations.	Diminutions.
Redevance pour la rétribution des délégués mineurs	»	35.905
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles	»	1.000
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat	»	20.000
Aliénations d'immeubles	300.000	»
Remboursement du traitement du commissaire du Gouvernement près la compagnie des docks de Marseille	2.000	»
Remboursement par les exploitants de mines des primes d'assurance en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1912	33.200	»
Remboursement des		

frais de banderolage des graines de vers à soie contrôlées par l'Etat	30.000	»
Retenues sur le traitement de gardiens logés au musée Guimet.	1.600	»
Totaux	366.800	56.905
Net en plus	309.895	

Equilibre. — En déduisant cette majoration de ressources, ci..... 309.895
de l'augmentation nette de dépenses précédemment mentionnée..... 14.661.169

il subsistait une insuffisance de.... 14.331.274

Défalcation faite de l'excédent des recettes sur les dépenses ressortant au rapport général, soit..... 208.851

cette insuffisance était encore de.. 14.142.423

Cette situation se trouva très sensiblement modifiée par suite des décisions prises par la Chambre lors de la discussion des dispositions de la loi de finances.

Certaines de ces décisions, qui sont énumérées ci-après, entraînèrent des pertes de recettes :

Substitution, dans des cas déterminés, de la valeur vénale des immeubles au revenu capitalisé comme base de la perception du droit de mutation par décès (3 mois)..... 1.500.000

Disjonction des articles portant doublement de la surtaxe sur les absinthes et similaires (9 mois)..... 7.500.000

Maintien du tarif des imprimés pour les seuls périodiques consacrés pour plus de moitié à des réclames ou annonces concernant une même entreprise commerciale ou un même produit (9 mois)..... 232.500

Disjonction de la disposition assujettissant au payement d'une redevance toute occupation du domaine public par une canalisation d'eau ou de gaz..... 200.000

Total des diminutions..... 9.462.500

Par contre, la Chambre adopta deux propositions nouvelles susceptibles de procurer au Trésor des suppléments appréciables :

Relèvement de la patente des marchands ou fabricants qui occupent des employés transportant des marchandises de commune en commune pour les vendre ou les livrer sur place (année entière)..... 1.500.000

Taxe représentative des droits de cession de fonds de commerce (année entière)..... 2.000.000

Total des augmentations.... 3.500.000

Tout compte fait, les modifications qui viennent d'être énumérées se traduisaient par une réduction nette de (9,462,500 — 3,500,000) 5 millions 962,500 fr.

Mais la Chambre ayant, avant de terminer l'examen de la loi de finances, sanctionné à son tour les dispositions votées par le Sénat concernant l'impôt foncier et le régime fiscal des valeurs mobilières (loi du 29 mars 1914), il lui était possible de tenir compte des répercussions financières en 1914 de celles de ces dispositions qui entreront en vigueur dès le 1er juillet prochain. Elle appliqua, en conséquence, aux produits de l'enregistrement, du timbre et de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières les majorations suivantes :

Enregistrement (mutations — valeurs mobilières).....	3.650.000
Timbre (valeurs mobilières).....	4.832.500
Taxe sur le revenu (valeurs mobilières).....	11.400.000
Ensemble.....	19.882.500
Elle se trouvait donc finalement en présence, non plus d'une diminution de recettes de.....	5.962.500
mais d'une augmentation de.....	13.920.000
Par suite, l'insuffisance dégagée plus haut, ci.....	14.142.423
n'était plus que de.....	222.423

On décida, dans ces conditions, de relever de 500,000 fr. le montant des obligations à court terme prévu au rapport général et de le fixer ainsi à 190,500,000 fr.

L'équilibre du budget s'est dès lors trouvé établi comme il suit :

Recettes.....	5.106.231.882
Dépenses.....	5.105.954.305
Excédent de recettes....	277.577

Les tableaux ci-après donnent la suite des changements successivement opérés aux chiffres du projet de budget primitif.

Dépenses.

Comparaison des propositions du Gouvernement et de la commission du budget avec les crédits votés par la Chambre des députés.

DÉSIGNATION des services.	CRÉDITS inscrits dans le projet de budget primitif.	MODIFICATIONS apportées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.) En plus.	MODIFICATIONS apportées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.) En moins.	PROJET de budget rectifié.	MODIFICATIONS proposées par la commission du budget. En plus.	MODIFICATIONS proposées par la commission du budget. En moins.	CRÉDITS proposés par la commission du budget. (Rapport général n° 3487 et rapport supplémentaire n° 3690.)	DIFFÉRENCES résultant du vote de la Chambre. En plus.	DIFFÉRENCES résultant du vote de la Chambre. En moins.	CRÉDITS votés par la Chambre des députés.
Dette publique	1.318.324.321	»	11.553.000	1.306.771.321	»	186.300	1.306.585.021	»	»	1.306.585.021
Pouvoirs publics	19.859.488	»	»	19.859.488	2.500	»	19.861.988	»	»	19.861.988
Finances	379.839.516	»	2.981.430	376.858.086	»	1.166.425	375.691.661	102.115	»	375.793.776
Services judiciaires	40.457.615	»	92.975	40.364.640	2.500	»	40.367.140	26.127	»	40.393.267
Services pénitentiaires	21.065.044	»	408.275	20.656.769	»	1.000	20.655.769	»	31.475	20.624.194
Affaires étrangères	20.943.157	»	508.000	20.435.157	183.650	»	20.618.807	556.936	»	21.175.743
Intérieur	177.421.959	»	11.820.142	165.601.817	11.595.101	»	177.199.918	1.507.598	»	178.761.516
Guerre (1)	1.202.594.754	»	20.155.130	1.182.439.624	1.425.014	»	1.183.864.638	2.390.237	»	1.186.254.905
Marine militaire	489.124.808	8.697.681	»	497.822.489	»	2.320.601	495.501.888	»	50.597	495.451.291
Marine marchande	96.032.883	38.672	»	96.071.555	»	1.274.281	94.797.274	934.182	»	95.731.456
Instruction publique	343.832.476	»	116.750	343.715.726	1.119.354	»	344.835.080	2.256.065	»	347.091.145
Beaux-arts	21.816.336	»	303.000	21.513.336	»	114.481	21.398.855	35.109	»	21.433.964
Commerce et industrie	16.470.665	»	45.000	16.425.665	»	220.750	16.204.915	81.274	»	16.286.189
Postes et télégraphes	357.786.594	»	2.086.608	355.699.986	»	1.532.977	354.167.009	1.250.055	»	355.417.064
Travail et prévoyance sociale	112.122.892	»	5.926.160	106.196.732	»	»	106.196.732	2.875.653	»	109.072.385
Colonies	110.918.291	»	804.511	110.113.780	»	1.119.997	108.993.783	305.251	»	109.300.034
Agriculture	57.999.100	»	310.836	57.688.264	»	408.661	57.279.603	1.743.080	»	59.022.680
Travaux publics	352.822.750	»	1.761.000	351.061.750	»	3.985.722	347.076.028	528.659	»	347.604.687
Totaux (1)	5.139.432.649	8.736.353	58.872.817	5.089.296.185	14.328.149	12.331.193	5.091.293.136	14.743.341	82.172	5.105.954.305
		En moins : 50.136.464			En plus : 1.996.951			En plus : 14.661.169		

(1) Ce chiffre ne comprend pas les dépenses d'occupation militaire du Maroc, qui constituaient une section du budget de la guerre au projet primitif et qui ont été distraites du budget général pour faire l'objet d'un compte spécial.

Recettes.

Comparaison des propositions du Gouvernement et de la commission du budget avec les voies et moyens votés par la Chambre des députés.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	VOIES et moyens du projet de budget primitif.	MODIFICATIONS proposées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.)		VOIES et moyens proposés par le Gouvernement.	MODIFICATIONS proposées par la commission du budget. (Rapport général n° 3487.)	
		En plus.	En moins.		En plus.	En moins.
1	2	3	4	5	6	7
Produits recouvrables en France.						
Contributions directes	607.485.849	»	33.056.400	574.429.449	»	»
Taxes y assimilées	68.037.892	»	6.500.000	61.537.892	»	»
Enregistrement	889.668.200	»	37.639.000	852.029.200	»	10.500.000
Timbre	273.545.800	»	8.105.600	265.440.200	»	915.000
Impôt sur les opérations de bourse	30.804.400	»	11.762.150	19.042.250	»	512.500
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	135.540.900	2.508.100	»	138.049.000	»	»
Douanes	643.966.000	79.252.700	»	723.218.700	»	920.000
Contributions indirectes	789.913.100	»	85.278.460	704.634.640	»	830.000
Sucres	176.612.000	15.381.700	»	191.993.700	»	»
Monopoles et exploitations diverses... Contributions indirectes	600.163.800	11.096.300	»	611.260.100	»	»
Monopoles et exploitations diverses... Postes, télégraphes et téléphones.	397.848.500	13.039.000	»	410.887.500	5.000	»
Monopoles et exploitations diverses... Diverses exploitations	6.806.321	2.408.240	»	9.254.561	666.003	»
Domaines	30.035.700	»	180.000	29.855.100	»	»
Forêts	33.892.600	337.400	»	34.230.000	»	»
Produits divers du budget	68.343.733	»	»	68.343.733	59.000	»
Ressources exceptionnelles	507.000.000	»	26.500.000	280.500.000	22.000.000	»
Recettes d'ordre	111.126.818	1.158.905	»	112.285.723	»	7.228.640
Totaux	5.370.831.613	125.182.345	409.022.210	5.086.991.748	22.730.008	20.906.140
Produits recouvrables en Algérie	2.686.371	»	»	2.686.371	»	»
Totaux généraux	5.373.517.984	125.182.345	409.022.210	5.089.678.119	22.730.008	20.906.140
		En moins : 283.839.865			En plus : 1.823.868	

DÉSIGNATION DES PRODUITS	VOIES et moyens proposés par la commission du budget. (Rapport général n° 3487.)	NOUVELLES MODIFICATIONS proposées par la commission du budget. (Rapport supplémentaire n° 3690.)		VOIES et moyens proposés par la commission du budget. (Rapport supplémentaire n° 3690.)	MODIFICATIONS apportées par le vote de la Chambre.		VOIES et moyens adoptés par la Chambre des députés.
		En plus.	En moins.		En plus.	En moins.	
	8	9	10	11	12	13	14
Produits recouvrables en France.							
Contributions directes	574.429.449	»	»	574.429.449	1.500.000	»	575.929.449
Taxes y assimilées	61.537.892	»	35.905	61.501.987	2.000.000	»	63.501.987
Enregistrement	841.529.200	»	»	841.529.200	3.332.500	»	844.861.700
Timbre	261.525.200	»	»	261.525.200	3.650.000	»	268.175.200
Impôt sur les opérations de bourse	18.529.750	»	»	18.529.750	»	»	18.529.750
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	138.049.000	»	»	138.049.000	11.400.000	»	149.449.000
Douanes	722.293.700	»	»	722.298.700	»	»	722.298.700
Contributions indirectes	703.804.640	»	»	703.801.640	»	7.500.000	696.304.640
Sucres	191.993.700	»	»	191.993.700	»	»	191.993.700
Monopoles et exploitations diverses... Contributions indirectes	611.260.100	»	»	611.260.100	»	»	611.260.100
Monopoles et exploitations diverses... Postes, télégraphes et téléphones.	410.892.500	»	»	410.892.500	»	262.500	410.630.000
Monopoles et exploitations diverses... Diverses exploitations	9.920.569	»	21.000	9.899.569	»	»	9.899.569
Domaines	29.855.100	300.000	»	30.155.100	»	200.000	29.955.100
Forêts	34.230.000	»	»	34.230.000	»	»	34.230.000
Produits divers du budget	68.402.733	66.800	»	68.469.533	»	»	68.469.533
Ressources exceptionnelles	302.500.000	7.500.000	»	310.000.000	»	7.000.000	303.000.000
Recettes d'ordre	105.057.083	»	»	105.057.083	»	»	105.057.083
Totaux	5.088.815.616	7.866.800	56.905	5.096.625.511	21.882.500	14.962.500	5.103.545.511
Produits recouvrables en Algérie	2.686.371	»	»	2.686.371	»	»	2.686.371
Totaux généraux	5.091.501.987	7.866.800	56.905	5.099.311.882	21.882.500	14.962.500	5.106.231.882
		En plus : 7.809.895			En plus : 6.920.000		

ANNEXE *au tableau de comparaison des propositions du Gouvernement et de la commission du budget avec les voies et moyens votés par la Chambre des députés.*

NATURE DES RECETTES	RECETTES inscrites au projet de budget primitif.	MODIFICATIONS proposées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.)	MODIFICATIONS proposées dans le rapport général n° 3487.	MODIFICATIONS proposées dans le rapport supplémentaire n° 3530.	MODIFICATIONS apportées par le vote de la Chambre des députés.	RECETTES votées par la Chambre des députés.
Contributions directes.						
Contributions directes	573.929.200	»	»	»	»	573.929.200
Application de 10 centimes additionnels à la contribution foncière des propriétés bâties et de 20 centimes additionnels à la contribution des patentes et frais d'avertissement	33.056.400	— 33.056.400	»	»	»	»
Majoration de la patente des établissements cinématographiques	500.249	»	»	»	»	500.249
Majoration de la patente des commerçants qui occupent des employés transportant des marchandises de commune en commune pour les vendre sur place	»	»	»	»	+ 1.500.000	1.500.000
Total	607.485.849	— 33.056.400	»	»	+ 1.500.000	575.929.449
Taxes assimilées.						
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	603.923	»	»	— 35.905	»	568.018
Etablissement d'un impôt complémentaire sur les mines de houille	6.500.000	— 6.500.000	»	»	»	2.000.000
Taxe représentative des droits de cession de fonds de commerce	»	»	»	»	+ 2.000.000	»
Autres taxes assimilées	60.933.969	»	»	»	»	60.933.969
Total	68.037.892	— 6.500.000	»	— 35.905	+ 2.000.000	63 501.987
Enregistrement.						
Recette de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	809.160.000	»	»	»	»	809.160.000
Modifications fiscales de 1912 :						
Mesures contre les fraudes commises en matière de :						
Cessions d'offices	50.000	— 50.000	»	»	»	»
Cessions de fonds de commerce	116.500	— 116.500	»	»	»	»
Ventes d'immeubles	250.000	— 250.000	»	»	»	»
Modifications fiscales de 1913 :						
Substitution d'un droit progressif au droit proportionnel frappant les cessions d'offices. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 10)	1.900.000	— 791.700	»	»	»	1.108.300
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 24.760.900	»	»	»	24.760.900
Application d'un décime supplémentaire à tous les droits d'enregistrement	58.191.700	— 58.191.700	»	»	»	»
Modification au tarif des droits frappant les ventes de meubles et les cessions de fonds de commerce et de marchandises cédées avec les fonds de commerce	8.000.000	+ 7.000.000	— 10.500.000	»	»	4.500.000
Mesures prises en vue de la répression des fraudes en matière successorale	12.000.000	— 10.000.000	»	»	»	2.000.000
Substitution, dans des cas déterminés, de la valeur des immeubles au revenu capitalisé, comme base de la perception du droit de mutation par décès	»	»	»	»	— 1.500.000	— *1.500.000*
Conséquence des modifications apportées au régime fiscal des valeurs mobilières par la loi du 29 mars 1914	»	»	»	»	+ 4.832.500	4.832.500
Total	889.668.200	— 37.639.000	— 10.500.000	»	+ 3.332.500	844.861.700
Timbre.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	226.131.500	»	»	»	»	226.131.500
Modifications fiscales de 1913 :						
Assimilation des affiches sur papier apposées dans les lieux couverts publics aux affiches sur papier préparé. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 11)	1.000.000	— 208.340	»	»	»	791.660
Taxe sur les bons ou ordres de virements en banque. (Loi du 30 juillet 1913, art. 12.)	1.000.000	— 416.660	»	»	»	583.340
Elévation du droit de timbre des fonds d'états étrangers. (Loi du 30 juillet 1913, art 13.)	15.000.000	— 1.500.000	»	»	»	13.500.000
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 15.343.700	»	»	»	15.343.700
Application d'un décime supplémentaire à certains droits de timbre	5.114.300	— 5.114.300	»	»	»	»
Doublement du droit de timbre des effets de commerce	24.000.000	— 24.000.000	»	»	»	»
Relèvement du droit de timbre des titres des sociétés étrangères non abonnées	1.300.000	— 210.000	— 115.000	»	»	975.000
Graduation du timbre des quittances	»	+ 8.000.000	— 800.000	»	»	7.200.000
Conséquence des modifications apportées au régime fiscal des valeurs mobilières par la loi du 29 mars 1914.	»	»	»	»	+ 3.650.000	3.650.000
Total	273.545.800	— 8.105.600	— 915.000	»	+ 3.650.000	268.175.200

NATURE DES RECETTES	RECETTES inscrites au projet de budget primitif.	MODIFICATIONS proposées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.)	MODIFICATIONS proposées dans le rapport général n° 3487.	MODIFICATIONS proposées dans le rapport supplémentaire n° 3690.	MODIFICATIONS apportées par le vote de la Chambre des députés.	RECETTES votées par la Chambre des députés.
Impôt sur les opérations de bourse.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	12.970.000	»	»	»	»	12.970.000
Modifications fiscales de 1912 :						
Etablissement d'un droit de timbre proportionnel sur les opérations d'achat ou de vente de marchandises traitées dans les bourses de commerce. (Loi de finances du 27 février 1912, art. 9.)	5.333.000	— 1.333.250	»	»	»	3.999.750
Diminution provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	— 3.127.500	»	»	»	— 3.127.500
Relèvement du droit sur les opérations de bourse, sauf en ce qui concerne les opérations portant sur la rente	12.501.400	— 7.301.400	— 512.500	»	»	4.687.500
Total	30.804.400	— 11.762.150	— 512.500	»	»	18.529.750
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	126.084.500	»	»	»	»	126.084.500
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 11.964.500	»	»	»	11.964.500
Application d'un décime supplémentaire à la taxe sur le revenu	9.456.400	— 9.456.400	»	»	»	»
Conséquence des modifications apportées au régime fiscal des valeurs mobilières par la loi du 29 mars 1914	»	»	»	»	+ 11.400.000	11.400.000
Total	135.540.900	+ 2.508.100	»	»	+ 11.400.000	149.449.000
Douanes.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	683.093.000	»	»	»	»	683.093.000
Revision des recettes de la pénultième en ce qui concerne le produit des droits à l'imporation sur les céréales et les vins	— 41.448.000	»	»	»	»	— 41.448.000
Assimilation douanière de la Corse à la France continentale. (Loi du 8 juillet 1912)	264.000	— 264.000	»	»	»	»
Corrections diverses	57.000	»	»	»	»	57.000
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 78.346.700	»	»	»	78.346.700
Réduction de la tolérance de poids dans les déclarations de douane	2.000.000	— 330.000	— 920.000	»	»	750.000
Modification au régime douanier des objets de collection	»	+ 1.500.000	»	»	»	1.500.000
Total	643.966.000	+ 79.252.700	— 920.000	»	»	722.208.700
Contributions indirectes.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	677.779.300	»	»	»	»	677.779.300
Modifications fiscales de 1913. — Dégrèvement de l'acide stéarique et des bougies. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 16)	— 2.000.000	+ 833.340	»	»	»	— 1.166.660
Corrections diverses	33.000	»	»	»	»	33.000
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 19.658.400	»	»	»	19.658.400
Relèvement du droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels	67.305.100	— 67.305.100	»	»	»	»
Taxe spéciale sur les vins mousseux	3.000.000	— 3.000.000	»	»	»	»
Relèvement du droit de fabrication sur les bières	15.795.100	— 15.795.100	»	»	»	»
Doublement de la surtaxe sur les absinthes	10.000.000	— 1.670.000	— 830.000	»	— 7.500.000	»
Taxe sur les eaux minérales	3.000.000	— 3.000.000	»	»	»	»
Taxe sur l'éclairage	15.000.000	— 15.000.000	»	»	»	»
Total	789.913.100	— 85.278.460	— 830.000	»	— 7.500.000	696.301.640
Sucres.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité :						
Produits recouvrés par les douanes	57.005.000	»	»	»	»	57.005.000
Produits recouvrés par les contributions indirectes	125.192.000	»	»	»	»	125.192.000
Revision des recettes de la pénultième en ce qui concerne les produits recouvrés par les douanes	— 28.835.000	»	»	»	»	28.835.000
Revision des recettes de la pénultième en ce qui concerne les produits recouvrés par les contributions indirectes	23.217.000	»	»	»	»	23.217.000
Assimilation douanière de la Corse à la France continentale. (Loi du 8 juillet 1912.)	33.000	— 33.000	»	»	»	»
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	— 15.414.700	»	»	»	15.414.700
Total	176.612.000	— 15.381.700	»	»	»	191.993.700

NATURE DES RECETTES	RECETTES inscrites au projet de budget primitif.	MODIFICATIONS proposées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.)	MODIFICATIONS proposées dans le rapport général n° 3187	MODIFICATIONS proposées dans le rapport supplémentaire n° 3690.	MODIFICATIONS apportées par le vote de la Chambre des députés.	RECETTES votées par la Chambre des députés.
Monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.						
Tabacs, allumettes, poudres.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	599.663.800	»	»	»	»	599.663.800
Conséquence des mesures prises en 1913 en vue de réprimer les fraudes commises par automobiles	500.000	— 210.000	»	»	»	290.000
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 11.306.300	»	»	»	11.306.300
Total	600.163.800	+ 11.096.300	»	»	»	611.260.100
Postes, télégraphes et téléphones.						
Recettes de la pénultième, compte tenu de la déduction de bissextilité	390.743.900	»	»	»	»	390.743.900
Modifications fiscales de 1913 :						
Taxe de renouvellement des mandats-poste périmés. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 20.)	5.000	»	»	»	»	5.000
Redevance des avis de non-livraison des colis postaux. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 21.)	5.000	»	»	»	»	5.000
Abaissement du tarif applicable à certains journaux périodiques. (Loi de finances du 30 juillet 1913, art. 23.)	— *500.000*	+ 166.600	»	»	»	— *333.400*
Redevances des lignes télégraphiques et téléphoniques des entreprises de distribution d'énergie électrique. (Loi de finances du 30 juillet, art. 25.)	30.000	»	»	»	»	30.000
Corrections diverses	7.253.600	— 6.746.900	+ 5.000	»	»	511.700
Publicité sur les encriers, buvards et mouilleurs de timbres-poste et sur les carnets de timbres-poste	311.000	— 31.000	»	»	»	280.000
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 19.650.300	»	»	»	19.650.300
Réduction du tarif applicable à certains journaux d'annonces	»	»	»	»	— 262.500	— *262.500*
Total	397.848.500	+ 13.039.000	+ 5.000	»	— 262.500	410.630.000
Diverses exploitations.						
Excédent des recettes de l'administration des monnaies et médailles	900.410	»	+ 1.000	— 1.000	»	900.410
Excédent des recettes de l'Imprimerie nationale	242.941	+ 503.240	+ 62.750	»	»	808.931
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat (ancien réseau)	3.348.000	+ 1.905.000	+ 602.258	— 20.000	»	5.835.258
Autres recettes	2.354.970	»	»	»	»	2.354.970
Total	6.846.321	+ 2.408.240	+ 666.008	— 21.000	»	9.899.569
Produits et revenus du domaine de l'Etat.						
Recettes de la pénultième	60.780.300	»	»	»	»	60.780.300
Corrections diverses	2.948.000	— 108.900	»	»	»	2.839.100
Majoration provenant de la substitution, comme base des évaluations, des résultats de 1913 à ceux de 1912	»	+ 265.700	»	»	»	265.700
Redevance pour occupation du domaine public par une canalisation d'eau ou de gaz	200.000	»	»	»	— 200.000	»
Aliénations d'immeubles. — Recette destinée à gager les dépenses nécessitées par la réorganisation des établissements militaires d'Orléans	»	»	»	+ 300.000	»	300.000
Total	63.928.300	+ 156.800	»	+ 300.000	— 200.000	64.185.100
Produits divers du budget.						
Produit de la vente des publications du Gouvernement	163.930	»	+ 59.000	»	»	222.930
Recettes accidentelles à différents titres	7.168.300	»	»	+ 1.600	»	7.169.900
Remboursement des frais d'inspection des contrôles locaux de l'exploitation et du travail des voies ferrées d'intérêt local	50.000	»	»	»	»	50.000
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	10.000	»	»	+ 2.000	»	12.000
Remboursement, par les exploitants de mines, des primes d'assurances en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1912	»	»	»	+ 33.200	»	33.200
Versement des éditeurs de la publication du Herd-Book français	1.800	»	»	»	»	1.800
Remboursement des frais de banderolage des graines de vers à soie contrôlées par l'Etat	»	»	»	+ 30.000	»	30.000
Remboursement des frais d'analyses et d'essais effectués dans les stations et laboratoires dépendant du ministère de l'agriculture	55.000	»	»	»	»	55.000
Autres produits divers	60.894.703	»	»	»	»	60.894.703
Total	68.343.733	»	+ 59.000	+ 66.800	»	68.469.533

NATURE DES RECETTES	RECETTES inscrites au projet de budget primitif.	MODIFICATIONS proposées par le Gouvernement. (Lettre du 13 janvier 1914.)	MODIFICATIONS proposées dans le rapport général n° 3487.	MODIFICATIONS proposées dans le rapport supplémentaire n° 3690.	MODIFICATIONS apportées par le vote de la Chambre des députés.	RECETTES votées par la Chambre des députés.
Ressources exceptionnelles.						
Prélèvement sur le compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	507.000.000	—394.500.000	»	»	»	112.500.000
Produits de l'émission d'obligations à court terme	»	+168.000.000	+ 22.000.000	+ 7.500.000	— 7.000.000	190.500.000
Total	507.000.000	—226.500.000	+ 22.000.000	+ 7.500.000	— 7.000.000	303.000.000
Recettes d'ordre.						
Retenues pour pensions civiles	40.311.200	+ 1.368.800	»	»	»	41.680.000
Retenues sur la solde du personnel militaire ou assimilé pour frais de traitement dans les hôpitaux	215.895	— 215.895	»	»	»	»
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	11.519.000	»	— 7.217.000	»	»	4.302.000
Remboursement du traitement du commissaire du Gouvernement près les compagnies de transports maritimes	12.000	6.000	»	»	»	18.000
Prélèvements sur les fonds affectés aux avances du crédit maritime pour les frais de gestion de ce service	21.640	»	— 11.640	»	»	10.000
Autres recettes d'ordre	59.047.083	»	»	»	»	59.047.083
Total	111.126.818	+ 1.158.905	— 7.228.640	»	»	105.057.083
Total général (France)	5.370.831.613	—283.839.865	+ 1.823.868	+ 7.809.895	+ 6.920.000	5.103.545.511
Recettes en Algérie.						
Recettes normales	2.686.371	»	»	»	»	2.686.371
Total général (France et Algérie)	5.373.517.984	—283.839.865	+ 1.823.868	+ 7.809.895	+ 6.920.000	5.106.231.882

EXAMEN DES ARTICLES DE LA LOI DE FINANCES

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL

§ Ier. — *Crédits ouverts.*

Art. 1er. — Le total des prévisions de dépenses, tel qu'il résulte des délibérations de la Chambre des députés, s'élève à la somme de 5.165,954,305 fr. L'article 1er ouvre aux ministres des crédits d'égale somme.

§ II. — *Impôts et revenus autorisés.*

Art. ». — Le projet de budget définitif comprenait un article ayant pour objet l'application de 10 centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés bâties et de 20 centimes additionnels au principal de la contribution des patentes. Cet article a été retiré par le Gouvernement. (Lettre à la commission du budget du 13 janvier 1914, n° 3379.)

Art. 2. — La présente disposition fait figurer, en vue de l'augmentation de leur patente, les exploitants de cinématographes, phonographes ou appareils analogues, dans le tableau A (3e classe) annexé à la loi du 15 juillet 1880. Des explications ont été fournies au sujet de cette mesure dans l'exposé des motifs du projet de budget.

Art. 3. — Cet article est dû à l'initiative parlementaire. Il a pour objet de rehausser les droits de patente auxquels sont astreints les marchands ou fabricants qui occupent des employés transportant des marchandises de commune en commune pour les vendre et les livrer sur place. Il prévoit des taxes progressives, fixées à 30 fr. par employé lorsque le nombre de ces employés est supérieur à 5 sans dépasser 20 et s'élevant à 45 fr. lorsque ce nombre est supérieur à 1,000.

Art. 4. — Les collectivités exerçant un commerce ou une industrie et ayant une existence propre indépendante des mutations qui se produisent entre leurs membres, échappent en raison de leur organisation aux droits qui frappent les cessions de fonds de commerce. Le présent article qui a été introduit dans la loi de finances par voie d'amendement, a pour but d'assujettir ces collectivités à une taxe annuelle représentative des droits dont il s'agit, à l'exception toutefois des sociétés coopératives de consommation ne distribuant pas de dividende à leurs actionnaires, des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple. Cette taxe qui serait assise et recouvrée comme la contribution des patentes, serait fixée à 10 p. 100 du principal de cette contribution.

Art. ». — Le projet de budget primitif comprenait un article qui établissait un impôt complémentaire sur les mines de combustibles. Cette disposition a été retirée par le Gouvernement. (Lettre à la commission du budget du 13 janvier 1914, n° 3379.)

Art. 5. — Les évaluations des impôts directs, fixées par la loi du 1er août 1913 à 573,929,200 fr. pour les contributions directes et à 61,501,987 francs pour les taxes assimilées, avaient été portées respectivement à 607,485,849 fr. et 68,037,892 fr. dans le projet de budget. Ces relèvements tenaient compte des augmentations de recettes à provenir, d'une part de l'application de nouveaux centimes additionnels au principal de la contribution foncière, et de la majoration de la patente des exploitants de cinématographes et de la contribution des patentes, d'autre part d'un impôt complémentaire sur les mines de combustibles.

Le Gouvernement a retiré dans ses propositions rectificatives les dispositions relatives à l'imposition de nouveaux centimes et de la taxe sur les mines; par ailleurs, il a demandé le transport des taxes assimilées aux produits divers de remboursements à effectuer par les exploitants de mines. Enfin la Chambre a adopté deux mesures qui font l'objet des articles 3 et 4, et qui sont susceptibles de procurer au Trésor des recettes supplémentaires s'élevant respectivement à 1,500,000 fr. et 2,000,000. Compte tenu de ces diverses modifications, les évaluations pour 1914 ont été arrêtées à 575,929,449 fr. pour les contributions directes et à 63,501,987 fr. pour les taxes assimilées.

Art. 6. — Clause de style autorisant la mise en recouvrement des rôles établis, pour 1914, en vertu de la loi du 1er août 1913 et de la présente loi.

Art. 7 à 28. — Le Gouvernement avait déposé, le 20 mars 1914, un projet de loi (n° 3735) ayant pour objet l'établissement d'un impôt complémentaire sur le revenu et dont il demandait l'incorporation dans la loi de finances.

La commission du budget a accepté le principe de l'incorporation; mais elle a substitué de nouveaux textes à ceux dont elle avait été saisie. Les caractéristiques de ces nouveaux textes qui ont été votés par la Chambre avec quelques modifications sont, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport présenté par M. Clémentel (n° 3787), les suivantes :

La déclaration du revenu global sert, en principe, de base à l'imposition.

La production du détail des éléments qui composent le revenu est essentiellement facultative.

A défaut de déclaration dans les deux premiers mois de l'année, le contribuable est tout d'abord invité à déclarer son revenu.

Faute par lui d'avoir répondu dans le délai d'un mois à cette invitation, l'imposition est établie d'office.

Aussi bien pour le contrôle des déclarations que pour les impositions d'office, l'administration ne peut se servir que des renseignements dont elle dispose, en vertu des lois existantes. Elle n'a le droit d'exiger des intéressés la production d'aucun acte, livre ou document quelconque.

En cas de désaccord entre l'administration et le contribuable, le litige est tranché par les tribunaux administratifs.

Pour la détermination du revenu imposable devant cette juridiction, la preuve des allégations produites incombe :

a) A l'administration, si le contribuable a produit une déclaration; l'administration ne peut, d'ailleurs, baser la preuve que sur les renseignements dont elle dispose en vertu des lois existantes, auxquelles il n'est apporté aucune modification;

b) Au contribuable, lorsqu'à défaut de déclaration, il aura été imposé d'office.

La sanction unique prévue à l'encontre des contribuables qui auront été insuffisamment imposés est une surtaxe appliquée après leur

décès à leurs ayants-droits. Cette surtaxe est égale au quintuple du revenu ayant échappé à l'impôt pour l'année précédant celle du décès.

Art. ». — Ici se plaçait, dans le projet primitif, une disposition ajoutant un décime au principal des droits, taxes, amendes et pénalités de toute nature dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement. Cette disposition a été retirée par le Gouvernement (lettre du 13 janvier 1914).

Art. 20 à 35. — Ces articles ont pour but la répression des fraudes successorales en matière de valeurs immobilières déposées ou existant à l'étranger.

A plusieurs reprises, le Gouvernement et le Parlement se sont préoccupés d'assurer le recouvrement des droits de mutation par décès sur les valeurs mobilières existant ou déposées à l'étranger. Il arrive fréquemment, en effet, sous le régime actuel que ces valeurs soient remises directement par les dépositaires étrangers aux héritiers du défunt, qui s'abstiennent de les faire figurer dans les déclarations souscrites en conformité de l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII; elles échappent de cette façon au payement de l'impôt. Les mesures proposées pour remédier à cette situation défavorable pour les intérêts du Trésor peuvent se résumer ainsi:

Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger, la vocation héréditaire et tout droit aux legs ou donations sont suspendus jusqu'à l'envoi en possession qui sera fait aux héritiers par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte (art. 29 et 30).

Les héritiers, donataires ou légataires seront, en vertu de l'article 31, passibles d'une amende s'ils n'ont pas fait leur déclaration dans les délais prévus par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII. Cette amende sera égale au quart de la valeur des biens non déclarés. L'article 32 fait défense aux débiteurs, détenteurs ou dépositaires à quelque titre que ce soit de valeurs successorales de faire remise de ces valeurs aux intéressés avant que l'envoi en possession ait fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne, et l'article 35 les rend civilement responsables, envers tout intéressé, des contraventions à ces prescriptions.

Le droit de demander l'envoi en possession se prescrit par cinq ans pour l'héritier premier appelé, par cinq ans et six mois pour le second appelé et ainsi de suite à raison d'une augmentation de six mois pour chaque vocation héréditaire successive (art. 33).

Enfin, l'article 34 dispose que les officiers publics ou ministériels devront, à peine d'une amende de 100 fr. en principal, mentionner dans les inventaires et dans les actes destinés à établir les qualités des ayants droit à une succession les formalités imposées par les articles qui précèdent, ainsi que les sanctions attachées à la nouvelle observation de ces formalités.

Art. 36. — Dans sa lettre rectificative du 13 janvier, le Gouvernement avait proposé l'insertion d'un texte portant de dix à trente ans le délai de prescription fixé par les articles 11 de la loi du 10 mai 1850 et 4 de la loi du 30 janvier 1907 pour l'action en recouvrement des droits applicables aux successions non déclarées et des droits exigibles par suite d'omissions de biens dans les déclarations de mutations par décès.

Mais une loi du 31 janvier 1914 ayant établi de nouvelles règles pour la prescription de cette action, il a été nécessaire de mettre la rédaction primitivement proposée en harmonie avec les dispositions de ladite loi. Dans ces conditions, le texte actuellement soumis au Sénat spécifie, dans le quatrième alinéa, que les prescriptions en cours à la date de la promulgation de la loi de finances ne seront acquises aux redevables que trente ans après le jour du décès et réserve expressément, afin de ne pas laisser subsister aucune équivoque, l'application des dispositions nouvelles relatives à la prescription biennale, dont le point de départ, fixé par la loi du 31 janvier 1914, diffère de celui de la prescription trentenaire.

Art. 37. — Cet article a été introduit dans la loi de finances par voie d'amendement. Il dispose que dans le cas où, avant l'expiration des délais fixés pour les déclarations prévues par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, les immeubles dépendant de la succession auront fait l'objet d'une adjudication au profit d'une personne autre qu'un héritier, un donataire ou un légataire, soit devant un notaire commis, soit à la barre du tribunal, les étrangers admis avec publicité, on prendra comme base de la perception des droits de mutation par décès le prix de l'adjudication augmenté des charges, à condition toutefois que la consistance des immeubles n'ait pas subi dans l'intervalle des transformations ayant modifié leur valeur.

Ces dispositions reproduisent littéralement le texte qui avait été soumis par le département des finances à la commission sénatoriale des finances le 17 avril 1913 et qui avait été adopté sans modifications par elle. (Voir le rapport présenté par M. Aimond le 3 juillet 1913, n° 265, et la lettre adressée par M. Ch. Dumont à M. le président de la commission du budget le 11 juin 1913, n° 2847.)

Art. 38. — Le projet de budget contenait un article en vertu duquel le droit proportionnel de 2 p. 100 frappant les ventes de meubles, les cessions de fonds de commerce et de marchandises cédées avec ces fonds, était remplacé par un droit progressif.

Dans sa lettre rectificative, le Gouvernement avait proposé de substituer au droit progressif prévu par le premier texte un droit proportionnel dont le taux serait de 4 p. 100.

Sur la proposition de la commission du budget, la Chambre est revenue au droit progressif. La disposition soumise au Sénat n'est autre que celle déjà votée par la Chambre à deux reprises, en 1911 et 1913. Elle est complétée par un paragraphe qui prévoit que les ventes d'animaux, récoltes, engrais et autres objets dépendant d'une exploitation agricole ne pourront être taxées, d'après le tarif ci-dessus, à un taux supérieur à 2 p. 100.

Art. 39. — Cet article complète sur un point spécial les dispositions de la loi du 28 février 1872, relatives aux mutations de fonds de commerce et de clientèles.

Il prévoit que les actes sous signatures privées contenant mutation de fonds de commerce ou de clientèles seront enregistrés, dans les trois mois de leur date, au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds ou de la clientèle. Sous le régime actuel, ces actes peuvent être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement, au choix des intéressés. Or, il importe de remarquer que la date d'enregistrement constitue le point de départ du délai pendant lequel l'administration peut faire constater, par voie d'expertise, l'insuffisance du prix déclaré. Ce délai, déjà très court, se trouve ainsi réduit du temps matériel employé à la transmission des renseignements du bureau qui a reçu l'acte sous seing privé à celui de la situation du fonds.

C'est en vue de remédier à cette situation très préjudiciable aux intérêts du Trésor que l'on a décidé d'attribuer au bureau de la situation du fonds ou de la clientèle une compétence exclusive pour l'enregistrement des actes dont il s'agit.

Art. 40. — Cette disposition qui ne figurait pas au projet de budget, a été insérée dans la loi de finances sur la demande du Gouvernement. Au droit fixe de 10 centimes qui frappe les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes en vertu de l'article 18 de la loi du 23 août 1871, elle substitue un droit proportionnel de 20, 30, 40 ou 50 centimes pour les quittances ayant respectivement pour objet des sommes supérieures à 200, 500, 1,000 et 3,000 fr. En raison de la difficulté qu'il y aurait à déterminer leur valeur exacte, les reçus de titres ou d'objets continueront à être assujettis au droit fixe de 10 centimes.

Art. 41. — L'article 13 de la loi de finances du 30 juillet 1913, qui a élevé de 2 à 3 p. 100 le droit de timbre au comptant des fonds d'Etats étrangers, a en même temps stipulé, dans son dernier alinéa, que le taux de ce droit serait fixé chaque année. Le présent article maintient, pour 1914, le taux adopté pour 1913.

Art. 42. — Le présent article fixe à 3 p. 100 le droit de timbre au comptant sur les titres des sociétés étrangères non abonnée (titres désignés dans l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'article 1er, § 4, de la loi du 30 mars 1872).

La loi du 30 janvier 1907 avait établi une complète assimilation au point de vue du taux de l'impôt entre ces valeurs et les fonds d'Etats étrangers. La loi du 30 juillet 1913, en élevant à 3 p. 100 le droit de timbre afférent aux fonds d'Etats étrangers, a créé pour les titres des sociétés étrangères non abonnées une situation de faveur que rien ne justifie. C'est pour rétablir l'égalité de traitement entre les deux catégories de titres dont il s'agit que la Chambre a décidé d'élever de 2 à 3 p. 100 le taux de l'impôt prévu au présent article.

Art. 43. — L'article 12 de la loi de finances du 30 juillet 1913 a soumis au payement d'un droit de timbre les écrits désignés communément sous le nom d'ordres de virement en banque. Mais en présence des termes précis de cet article qui visent les ordres de virement donnés par un particulier ou une collectivité à un banquier, il n'est pas possible, dans l'état actuel de la législation, d'étendre l'application de ce texte aux ordres de virement donnés à des agents de change, alors surtout que ceux-ci ne peuvent, en vertu de l'article 85 du code de commerce, effectuer des opérations de banque. Le présent article a pour objet de faire disparaître cette différence de traitement; il assimile, en ce qui concerne les droits de timbre, les ordres de virement donnés aux agents de change aux ordres de virement donnés aux banquiers.

Art. ». — Ici se plaçait un article ayant pour objet de doubler le droit de timbre auquel son assujetis les effets négociables et non négociables. Le gouvernement a retiré cet article. (Lettre du 13 janvier 1914.)

Art. 44. — Le taux actuel de l'impôt sur les opérations de bourse a été fixé par la loi du 31 décembre 1907 à 10 centimes par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr. pour les opérations au comptant ou à terme et à 0 fr. 025 pour les opérations de report. Ces taux sont respectivement réduits à 0 fr. 0125 et 0 fr. 00625 par 1,000 francs pour les opérations portant sur les rentes françaises.

Les droits actuels sont donc extrêmement minimes; on avait proposé dans le projet de budget primitif de doubler le tarif de la loi de 1907; l'article voté par la Chambre, qui figurait dans les propositions rectificatives du Gouvernement, se borne à augmenter ce tarif de moitié.

Art. 45. — Cet article, qui a été inséré dans la loi de finances par voie d'amendement, a pour objet de faire bénéficier d'un régime de faveur les groupements agricoles qui réunissent des colis ou paquets envoyés à des destinataires différents. Il supprime pour ces groupements l'obligation de payer autant de droits de timbre qu'il y a de destinataires distincts pour chaque expédition.

Art. 46. — La présente disposition, due à l'initiative parlementaire, exempte du droit de timbre les calendriers mobiles apposés dans un lieu couvert public, dont la dimension est inférieure à 25 décimètres carrés et si les mentions commerciales qui y sont inscrites n'excèdent pas un cinquième de leur surface totale.

Art. 47. — L'article 16 de la loi du 28 décembre 1895 a pour objet de réprimer les fausses déclarations dans le poids, le nombre ou la mesure des marchandises importées; en vertu de ce texte tout excédent de plus de 5 p. 100 de la quantité déclarée est assujetti au payement du quadruple droit, sauf s'il s'agit de produits, autres que les métaux, taxés à 10 fr. ou moins les 100 kilogr., auquel cas le quadruple droit n'est encore encouru que si l'excédent est supérieur à 10 p. 100. En vue d'enrayer les fraudes auxquelles donne lieu le taux assez élevé de la tolérance légale, le Gouvernement avait proposé de restreindre la tolérance à 1 p. 100, d'assimiler au point de vue répressif les fausses déclarations de quantité aux fausses déclarations d'espèces et d'autoriser le calcul de l'excédent jusque sur le colis ou la partie de colis ayant donné lieu à déclaration d'un poids distinct. Diverses modifications ont été apportées par le vote de la Chambre aux propositions du Gouvernement. Le taux de l'excédent autorisé a été fixé à 3 p. 100 dans le cas général, et à 10 p. 100 pour les marchandises, autres que les métaux, taxées à 20 fr. ou moins les 100 kilogr.; d'autre part en vertu de la nouvelle rédaction, les fausses déclarations de quantité continueront à être réprimées par l'imposition du quadruple droit.

Art. ». — Ici se plaçaient deux articles ayant pour objet: le premier, de doubler les taux du droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels et du droit de fabrication sur les bières; le deuxième, d'établir une surtaxe sur les vins mousseux.

Ces articles ont été supprimés dans les propositions rectificatives présentées par le Gouvernement.

Art. ». — Le Gouvernement avait proposé deux articles tendant l'un à doubler le taux de la surtaxe de 500 fr. établie sur les absinthes ou similaires et, d'une façon générale, les bois-

sons apéritives autres qu'à base de vin, l'autre à renforcer la surveillance sur les apéritifs atteints par cet accroissement d'impôt en vue de prévenir les fabrications clandestines. La Chambre a écarté ces dispositions.

Art. 48 et 49. — Ces deux articles sont relatifs au régime fiscal des vins doux naturels.

Le premier a pour objet d'enrayer les abus résultant de l'extension du régime de faveur admis pour les vins doux naturels par l'article 22 de la loi du 13 avril 1898 à des produits actuellement obtenus avec des cépages à grand rendement. Telle qu'elle figurait dans les propositions du Gouvernement, cette disposition limitait le bénéfice du régime en question aux produits obtenus avec des cépages de muscat et de grenache et fixait à 20 p. 100 du poids ou du volume total des vendanges la proportion tolérée de raisins provenant d'autres plants, lorsque les vendanges servant à la préparation des vins doux naturels ont été récoltées dans des vignes plantées de divers cépages.

La Chambre a fait figurer également le maccabéo et le malvoisie parmi les cépages bénéficiant du régime de faveur des vins doux naturels et a porté à 25 p. 100 la proportion admise des raisins provenant d'autres cépages que ceux énumérés au présent article.

Le second article assimile aux propriétaires viticulteurs, en ce qui concerne la préparation des vins doux naturels, les coopératives agricoles qui, jusqu'ici, étaient exclues du régime de faveur de la loi de 1898.

Art. 50. — Ce texte, introduit dans la loi de finances par voie d'amendement, supprime, à partir du 1er janvier 1915, l'impôt de la licence.

Art. ». — Le projet de budget primitif comprenait :

1° Huit articles ayant pour objet la création d'un impôt sur les eaux minérales ;

2° Huit articles relatifs à l'établissement de taxes spéciales sur le gaz, l'électricité et l'acétylène.

Ces dispositions ont été retirées par le Gouvernement. (Lettre rectificative du 13 janvier 1914.)

Art. 51. — Sur l'initiative du Gouvernement, a été introduite une disposition tendant à empêcher la fraude au moyen de la saccharine en réprimant la détention de ce produit par les simples particuliers.

La législation actuelle présentait, en effet, une lacune que l'intérêt du Trésor et celui de la santé publique commandaient de combler.

Art. 52. — Cet article a pour objet de ratifier divers décrets modifiant l'organisation télégraphique et téléphonique, ainsi que les taxes applicables aux communications de l'espèce. Ces décrets, qui peuvent affecter les recettes de l'Etat devaient, en effet, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, être soumis à l'approbation des Chambres dans la loi de finances qui suivrait leur promulgation.

Art. 53. — La loi du 29 avril 1908, qui a réduit les taxes postales applicables aux journaux et périodiques, avait néanmoins maintenu au tarif des imprimés ordinaires les journaux dont plus de la moitié est consacrée à des réclames, prospectus, catalogues et annonces autres que des annonces judiciaires ou légales. L'article 23 de la loi du 30 juillet 1913 n'a laissé subsister cette exception que pour les journaux ou périodiques dont plus des deux tiers sont occupés par des réclames ou des annonces. En vertu de la présente disposition, due à l'initiative parlementaire, l'exception n'atteindra plus que les journaux ou périodiques dont la partie réservée aux annonces excédera la moitié et sera en outre consacrée à une même entreprise commerciale ou à un même produit.

Art. » . — Ici se plaçait un article ayant pour objet de consacrer le principe de l'exigibilité d'une redevance pour toute occupation du domaine public par une canalisation d'eau ou de gaz. Cet article a été disjoint par la Chambre des députés.

Art. 54. — Cet article a pour objet d'autoriser la perception des droits d'examen et de diplômes institués dans les écoles supérieures de commerce françaises à l'étranger par un arrêté des ministres du commerce et des affaires étrangères en date du 9 août 1913, qui a consacré officiellement les études commerciales faites dans ces établissements et notamment dans ceux qui ont été créés à Alexandrie et à Philippopoli de Bulgarie.

Art. 55. — La présente disposition fixe, pour l'exercice 1914, les contributions des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'Etat à la somme de 13,002,315 fr., en diminution de 1,897,685 fr. sur le chiffre de 1913. Cette différence provient, d'une part, de ce que la contribution de l'Indo-Chine a été réduite, en vertu de l'article 8 de la loi du 26 décembre 1912, de la somme de 2,097,685 fr. nécessaire au service de l'emprunt autorisé par ladite loi ; d'autre part de ce que les contributions de Madagascar et de l'Afrique occidentale ont été majorées chacune de 100,000 fr. En ce qui concerne Madagascar, cette augmentation résulte de l'application de l'article 24 de la loi de finances du 13 juillet 1911, aux termes duquel la contribution de cette colonie doit être accrue de 100,000 fr. par an jusqu'en 1915 inclusivement. Pour l'Afrique occidentale, il a paru que les sacrifices faits par la métropole en vue de la pacification de la Côte-d'Ivoire justifiaient, pendant toute la durée des opérations, une augmentation de la charge imposée à la colonie.

Art. 56. — La contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale est fixée, par le présent article, pour l'exercice 1914, au chiffre total de 138,000 fr., supérieur de 17,000 fr. à celui voté pour 1913. Cette augmentation provient de versements supplémentaires effectués par l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale française et par Madagascar, en vue de l'application du décret du 15 novembre 1912, aux termes duquel les agents des affaires indigènes et des services civils proposés pour le grade d'administrateur sont tenus de faire un stage d'un an à l'école coloniale.

Art. 57. — Cet article a pour objet de donner au ministre des finances les autorisations nécessaires à l'émission, jusqu'à concurrence d'un capital de 190,500,000 fr. d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra pas dépasser l'année 1920.

Art. 58. — Il s'agit d'une clause de style autorisant la perception des droits, produits et revenus, conformément aux lois existantes.

§ 3. — *Évaluation des voies et moyens.*

Art. 59. — Ainsi qu'on l'a expliqué ci-dessus, les voies et moyens de l'exercice 1914 ont été évalués à 5,106,231,882 fr. Cette évaluation est sanctionnée par le présent article.

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Art. ». — Le projet de budget contenait un article attribuant à la caisse des pensions de retraites et de secours des employés et ouvriers de l'Imprimerie nationale la partie de l'excédent des recettes sur les dépenses qui dépasserait les prévisions budgétaires. Cette attribution avait pour objet de permettre la reconstitution du capital d'une rente de 6,000 fr. dont la caisse a subi la perte par suite de la conversion des rentes 3 1/2 p. 100.

La somme nécessaire pour combler ce déficit ayant été versée à la caisse des dépôts et consignations, les 16 et 31 juillet 1913, en vertu des dispositions insérées dans les dernières lois de finances, l'article dont il s'agit est devenu sans objet ; il a été par suite supprimé par la Chambre des députés.

Art. 60. — La loi de finances du 13 juillet 1911, qui a réglé le régime administratif et financier des chemins de fer de l'Etat, a exigé l'insertion, en annexes du projet de budget de chaque exercice, de nombreux tableaux destinés à faciliter le contrôle du Parlement sur le fonctionnement des réseaux. Ces tableaux ont pris, au projet de budget de 1914, un tel développement que la consultation en est devenue très malaisée ; leur établissement occasionne, d'autre part, les dépenses que la Chambre, conformément à l'avis de la commission du budget, a jugées trop considérables eu égard à l'utilité réelle de ces publications. Le présent article dispose que les renseignements susvisés ne seront plus produits, exception faite pour un état présentant la ventilation par réseau, par compte et par chapitre, des traitements, salaires et indemnités fixes, qui a paru de nature à rendre plus facile l'exercice du contrôle parlementaire.

Art. 61. — Cet article fixe, par application de l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, le maximum des obligations amortissables que le ministre des finances est autorisé à émettre en vue de subvenir aux dépenses inscrites à la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat pour l'exercice 1914.

Il a été complété par un alinéa limitant à 850,000 fr. le montant des dépenses matérielles afférentes aux emprunts autorisés.

Art. 62. — Le total des recettes et des dépenses des budgets annexes est arrêté par la présente disposition au chiffre de 1,021,562,993 francs.

TITRE III

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Art. 63 et 64. — Le Gouvernement a cru devoir grouper en dehors du cadre budgétaire les dépenses afférentes à l'occupation militaire du Maroc. Mais il a entendu, d'une part, soumettre désormais ces dépenses au contrôle du Parlement et, d'autre part, assurer leur incorporation progressive au budget.

L'article 63 a pour objet d'autoriser l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé : « Occupation militaire du Maroc », et d'en organiser le fonctionnement. Il spécifie que les opérations qui seront faites au titre du compte seront autorisées, exécutées et définitivement réglées conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur à l'égard des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat. Il prévoit en outre qu'en plus des ressources qui seront affectées au compte par des lois ultérieures, il devra être porté à son crédit à partir de l'exercice 1915 des annuités qui seront progressivement augmentées chaque année de 15 millions, la première annuité inscrite au budget ne pouvant, d'autre part, être inférieure à cette somme.

L'article 64 ouvre au ministre de la guerre, au titre du compte susvisé, un crédit total de 231,935,940 fr. Ce crédit est d'ailleurs réparti par chapitre, conformément à l'état G annexé à la loi de finances.

TITRE IV

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 65. — Le projet de budget primitif contenait un article ayant pour objet :

1° De décider que le compte provisionnel serait crédité d'une somme égale au montant des dépenses afférentes à l'occupation du Maroc mises à la charge des exercices 1911, 1912 et 1913, soit 401 millions, et que cette somme serait appliquée aux ressources exceptionnelles du budget de 1914 ;

2° D'autoriser l'application aux ressources exceptionnelles d'une somme de 103 millions à laquelle était évalué le solde créditeur du compte provisionnel après versement de l'excédent de l'exercice 1912, dont ledit compte devait être crédité en exécution de l'article 38 de la loi du 30 juillet 1913 ;

3° De réalimenter le compte provisionnel au moyen de l'excédent des recettes qui serait constaté en clôture de l'exercice 1913.

Dans le texte voté par la Chambre et qui est conforme aux propositions rectificatives du Gouvernement, la première de ces dispositions a été supprimée par suite des modifications apportées aux conditions d'équilibre du budget.

La deuxième disposition, qui constitue l'exécution pure et simple de la loi du 30 juillet 1913, a été maintenue ; cependant, la situation définitive de l'exercice 1912 étant exactement connue, il a été possible de rectifier l'évaluation du solde créditeur du compte provisionnel après versement de l'excédent dudit exercice. Le montant de ce solde créditeur, porté parmi les ressources exceptionnelles de l'exercice 1914, est fixé par le présent article à 112,500,000 fr.

Quant à la disposition finale visée ci-dessus, elle a été supprimée. Il a paru, en effet, que le système du compte provisionnel ne pouvait subsister après l'épuisement des sommes qui y ont été portées en vertu des lois déjà votées.

Art. 66. — L'article 31 de la loi de finances du 27 février 1912 a prescrit le versement au Trésor, sous réserve d'une indemnité de gestion et de responsabilité, de la partie des salaires bruts des conservateurs d'hypothèques qui dépasse le maximum prévu par l'article 18 de la loi du 30 mai 1890, soit 70,000 fr. à Paris et 50,000 fr. dans les départements.

Toutefois, en vertu du même article, une exception est actuellement faite en faveur des conservateurs des hypothèques dont le maintien dans le poste où s'exerce le prélèvement est antérieur au 1er octobre 1911.

Cette réserve avait pour but de respecter les situations acquises ; il a paru qu'en présence des majorations constatées dans les salaires des conservateurs, notamment au cours des

deux dernières années, cette exception devait disparaître; tel était l'objet de l'article, dont le Gouvernement avait demandé l'insertion dans la loi de finances.

Des dispositions nouvelles, dues à l'initiative parlementaire, limitent à 50,000 fr. à Paris et à 40,000 fr. dans les départements le maximum actuel; elles rendent en outre obligatoire la division ou la subdivision des conservations d'hypothèques, soit par un remaniement territorial, soit par la répartition en deux ou un plus grand nombre d'agents des attribntions confiées aujourd'hui à un seul. La division ou la subdivision sera toutefois différée, pour les conservations dont les titulaires sont âgés de plus de soixante ans, jusqu'à la mise à la retraite de ces agents.

Art. ». — Le projet de budget primitif contenait un article autorisant la création d'un emploi de chef de bureau au ministère des finances. Cet article a été supprimé.

Art. ». — Ici figurait un article ayant pour objet de fixer de nouveaux échelons de traitements pour les maîtres des requêtes au conseil d'État. Cet article a été écarté par la Chambre des députas, qui a également rejeté l'augmentation de crédit demandée en vue de la réalisation de cette réforme.

Art. 67. — La composition des cours et tribunaux ayant été fixée par la loi organique du 30 août 1883, les créations nouvelles d'emplois ne peuvent être réalisées qu'en vertu de dispositions législatives nouvelles. Tel est l'objet du présent article qui modifie les tableaux A et B annexés à la loi du 30 août 1883 et fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance.

Le texte proposé par le Gouvernement a été modifié pour tenir compte de l'ajournement de la création d'un poste de substitut du procureur général à Poitiers et du rejet de la création d'un poste de substitut à Pont-l'Evêque.

Art. 68. — Cet article, qui ne figurait pas parmi les propositions primitives du Gouvernement, dispose qu'un traitement de 2,500 fr. sera alloué à partir du 1er juillet 1914 :

1° Aux juges suppléants actuellement rétribués;

2° Aux juges suppléants et aux attachés au ministère de la Justice qui auront subi avec succès l'examen d'admission dans la magistrature.

Il maintient la situation spéciale des juges suppléants au tribunal de la Seine, qui reçoivent, en vertu de la loi du 27 février 1913, un traitement annuel de 4,000 fr.

Dans son paragraphe 3, la disposition votée par la Chambre prévoit que le traitement des juges suppléants et des attachés titulaires au ministère de la justice sera soumis aux retenues visées par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853. Enfin un dernier paragraphe a pour objet d'abroger les articles des lois de finances de 1900 et 1910 qui ont créé les postes de juges suppléants rétribués existant actuellement et le décret qui a réparti ces postes dans les tribunaux de première instance.

Art. 69. — La Chambre a inséré, en les réunissant en un seul article, les dispositions contenues dans le projet de loi n° 3645 et tendant à faire compter pour la retraite les services rendus par les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908.

Art. 70. — Cet article autorise la tranformation d'un emploi de chef de division en emploi de sous-directeur à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères. Il constitue la régularisation d'une mesure prévue par le décret du 29 avril 1907 et dont l'application avait été suspendue par mesure transitoire jusqu'à ce qu'il y eût lieu de pourvoir à la vacance de l'emploi visé par ledit décret.

Art. 71. — Par suite d'augmentations d'effectifs et de divers relèvements de crédits, les prévisions budgétaires relatives à la subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de Paris sont en augmentation, pour 1914, de 434,695 fr. sur le chiffre de 1913 et s'élèvent à 14,118,575 fr.

Telle est la somme portée au présent article, dont l'insertion dans la loi de finances constitue l'application de l'article 98 de la loi du 13 juillet 1911, qui stipule que l'augmentation de la subvention de l'Etat pour les dépenses susvisées doit faire l'objet d'une disposition législative spéciale.

Art. 72. — Cet article, introduit sur la demande du Gouvernement, a pour objet d'attribuer aux employés civils et agents de maîtrise des établissements militaires qui sont placés sous le régime des décrets du 11 mai 1907 et du 2 février 1910, les mêmes minimums de pensions que ceux qui sont garantis aux préposés et agents techniques des manufactures de l'Etat. Mais, comme le régime dont bénéficient ces derniers et qui deviendra applicable aux agents précités des établissements de la guerre présente un caractère tout à fait exceptionnel, puisqu'il assure aux intéressés les avantages de la loi de 1853 et ceux de la possession d'un livret sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, le Gouvernement se réserve de mettre à l'étude les conditions dans lesquelles ce régime pourrait être modifié, tout en réservant les droits acquis tant par les bénéficiaires actuels que par ceux qui sont appelés à profiter des dispositions du présent article.

Art. 73. — Sur la demande du Gouvernement la Chambre a inséré dans la loi de finances une disposition permettant aux ouvriers immatriculés qui bénéficiaient jusqu'à ce jour d'un régime de pensions plus avantageux que celui des ouvriers non immatriculés d'opter pour le nouveau régime qui sera applicable à ces derniers après le vote de la loi de finances et qui, pour certaines situations, comporte une pension plus élevée que la pension militaire à laquelle ont droit les ouvriers immatriculés.

Art. 74 et 75. — Ces articles, qui figuraient au projet primitif sous les nos 61 et 62, avaient pour objet d'étendre au personnel des établissements de la guerre le bénéfice du minimum de pension garanti aux ouvriers des manufactures de l'Etat. Le premier de ces articles a dû être modifié par suite de l'adoption des dispositions de l'article précédent, qui assurent à certaines catégories du personnel dont il s'agit les minimums de pensions des préposés et agents techniques des manufactures de l'Etat.

Art. ». — Ici se plaçait un article accordant une majoration de pension à un certain nombre de dessinateurs et de graveurs auxiliaires du service géographique de l'armée. Ces employés ayant été visés à l'article nouveau relatif aux pensions des employés civils des établissements de la guerre, l'article en question est devenu sans objet.

Art. 76. — Cet article qui fixe à 100 le nombre des congés sans solde que le ministre de la guerre peut accorder pour 1914, a également pour objet de rendre plus rigoureuses les conditions dans lesquelles ces congés sont accordés. Il porte, d'une part, de 8 à 10 années l'ancienneté exigée d'un officier pour l'obtention desdits congés et ramène leur durée maximum de 3 ans à 2 ans.

Ces modifications ont pour but de restreindre l'application des congés de longue durée sans solde et de faciliter le jeu de la loi sur la réserve spéciale.

Art. 77. — Le ministre de la guerre est autorisé par la présente disposition à verser de la réserve de guerre au service courant le matériel des parcs d'aérostation de campagne qui, composé de ballons captifs, est devenu impropre au service des observations en campagne par suite des progrès réalisés dans l'aérostation et l'aviation. Cette opération qui entraînera une diminution de valeur de la réserve de guerre, a exigé l'insertion d'un article spécial dans la loi de finances.

Art. 78. — Cet article a pour objet d'autoriser la création à l'administration centrale du ministère de la marine d'un emploi de chef du service central de l'aéronautique maritime.

Art. ». — Le projet de budget primitif contenait :

1° Deux articles tendant à compléter l'état des travaux des ports annexé à la loi du 30 mars 1912 et autorisant l'engagement de dépenses pour l'organisation de l'aéronautique maritime;

2° Deux articles visant le fonctionnement du compte spécial de la marine, tel qu'il est réglé par les articles 55 et 56 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

Ces articles ont été retirés par le Gouvernement (lettre rectificative du 13 janvier 1914) en raison de la présentation d'un projet de loi spécial, relatif aux dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine.

Art. 79. — La Chambre ayant inscrit, sur la demande du Gouvernement, au budget du ministère de l'instruction publique, les crédits nécessaires pour l'organisation à l'administration centrale de ce département d'un service de l'éducation populaire, un article créant un emploi de chef de service a été introduit dans la loi de finances.

Art. 80. — Cette disposition, insérée par la Chambre, est relative à la titularisation des professeurs de dessin des écoles normales primaires et des écoles primaires supérieures. Elle fixe le nombre minimum d'heures que comporte chaque emploi et détermine les conditions de recrutement et de rémunération des professeurs intéressés.

Art. 81. — Le présent article a pour objet de proroger pendant l'année 1914 la période transitoire prévue par l'article 55 de la loi de finances du 26 décembre 1908, pendant laquelle il pourra être fait exception à la règle suivant laquelle les promotions d'instituteurs et d'institutrices à la 1re classe devront être accordées exclusivement au choix après six ans d'ancienneté au minimum dans la 2e classe. Pendant la période transitoire de la loi du 26 décembre 1908, qui devait prendre fin au 31 décembre 1913, les promotions pouvaient être accordées après trois ans d'ancienneté aux instituteurs et institutrices comptant au moins vingt-cinq ans de services. La rédaction de ce texte a été complétée par la Chambre de manière à étendre le bénéfice de la mesure au personnel des écoles d'Européens en Algérie.

Art. 82. — Cette disposition tend à substituer à l'indemnité fixe de 200 fr. attribuée par l'article 9 de la loi du 19 juillet 1889 aux maîtres et maîtresses chargés de cours complémentaires une indemnité graduée d'après le nombre des années de services dans ces cours et dans l'enseignement public. Une indemnité sera en même temps allouée aux directeurs et directrices déchargés de classe ; mais cette indemnité ne s'élèvera qu'au chiffre des majorations que comporte le nouveau tarif par rapport à l'indemnité fixe de 200 fr.

Art. 83. — La Chambre a adopté un article tendant à accorder, dès le 1er juillet 1914, le bénéfice intégral des améliorations de traitement prévues par l'article 52 de la loi de finances du 30 juillet 1913 aux instituteurs et institutrices qui, âgés de quarante-neuf ans, ont, au point de vue de la liquidation de leur retraite, intérêt à jouir le plus tôt possible de la totalité du relèvement de traitement.

Art. 84. — Une mesure analogue a été prise pour les mêmes motifs en faveur des inspecteurs et inspectrices primaires âgés de cinquante-quatre ans au 1er juillet 1914.

Art. 85. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé par le présent article à étendre au personnel de l'enseignement primaire les règles prévues par l'article 63 de la loi de finances du 30 juillet 1913 en ce qui concerne les changements de catégorie et le reclassement des fonctionnaires de l'enseignement secondaire.

Art. 86. — Cet article étend aux professeurs adjoints, aux professeurs femmes et aux chefs de travaux et d'atelier des écoles pratiques de commerce et d'industrie les mesures prises par la loi de finances du 30 juillet 1913 en faveur des professeurs adjoints et professeurs femmes des ecoles primaires supérieures, auxquels ils ont toujours été assimilés.

Art. 87. — La Chambre a adopté, sur la demande du Gouvernement, une disposition autorisant la création à l'administration centrale des postes et des télégraphes de deux emplois de chef de bureau. Ces créations sont destinées à permettre la refonte des bureaux de la direction de l'exploitation téléphonique.

Art. ». — Ici figuraient trois articles ayant pour objet la création d'une agence générale des colonies chargée principalement, aux lieu et place du ministre des colonies, des travaux de gestion et d'exécution à effectuer pour le compte des administrations locales. Sur la proposition de la commission du budget, la Chambre a disjoint ces articles, qui feront l'objet d'un projet de loi spécial.

Art. 88. — A la suite de la réorganisation du service de l'inscription maritime aux colonies, les services administratifs des troupes coloniales auparavant chargés de l'inscription maritime ont remis aux administrations locales, à titre de prêt, le matériel de bureau et les ouvrages de bibliothèque nécessaires au fonctionnement de la nouvelle organisation. Le présent article, qui a pour but de régulariser cette situation, autorise la cession à titre gratuit du matériel dont il s'agit aux administrations locales.

Art. 89. — Cet article a pour objet d'autoriser la cession gratuite aux colonies du matériel des hôpitaux qui a été prêté aux administrations locales lors de la transformation des hôpitaux coloniaux en hôpitaux civils, réalisée par la loi du 31 décembre 1907.

Art. 90. — L'article 52 de la loi de finances du 30 juillet 1913 met à la charge de l'Etat les

frais de rapatriement des corps des militaires de tous grades des armées de terre et de mer. Le présent article, voté par la Chambre sur la demande du Gouvernement, tend à faire supporter ces frais par les budgets locaux des colonies, lorque les militaires dont il s'agit sont détachés dans des emplois civils et, par suite, entretenus par les budgets locaux.

Art. 91. — Divers gouvernements étrangers subordonnent, en vue de prévenir l'invasion de parasites dangereux, l'admission, sur leur territoire, de certains végétaux à la présentation de certificats sanitaires; de nombreux exportateurs de produits agricoles sollicitent actuellement la délivrance de ces certificats. Afin de leur donner satisfaction, il a paru qu'il y avait lieu d'étendre, à la production agricole, l'action du service phytopathologique limitée par l'article 9 de la loi du 16 décembre 1910 à la production horticole. Tel est l'objet du présent article.

Art. 92. — Cette disposition permettra de faire participer les éleveurs aux frais du service du contrôle des grainages de vers à soie, en frappant d'une taxe de 5 centimes chacune des banderolles apposées par le service sur les boîtes de graines.

Les taxes seraient recouvrées suivant un procédé identique à celui employé pour les versements des frais de l'inspection phytopathologique de la production horticole, c'est-à-dire au moyen de titres de perception délivrés directement par le ministre de l'agriculture. Elles seraient encaissées au titre des produits divers du budget, parmi lesquels a été, en conséquence, inscrite une prévision de recette de 30,000 fr.

Art. ». — Ici se plaçait un article frappant les voyageurs sans billet ou déclassés, ainsi que les expéditions accompagnées de déclarations inexactes, d'un droit égal au double de la taxe ou du supplément de taxe dû au réseau, les deux tiers de la somme perçue devant être attribués au Trésor.

Sur la proposition de la commission du budget, la Chambre des députés a disjoint, par application de l'article 105 de la loi du 30 juillet 1913, ce texte qui ne lui a pas paru pouvoir être considéré comme visant directement les recettes ou les dépenses budgétaires.

Art. ». — Dans sa lettre du 13 janvier 1913, le Gouvernement avait demandé l'introduction dans la loi de finances de trois articles ayant pour objet d'édicter diverses mesures propres à renforcer le contrôle de l'engagement des dépenses publiques.

La Chambre, sur la proposition de la commission du budget, a disjoint ces dispositions qui ne lui ont pas paru pouvoir être comprises dans les catégories dont l'article 105 de la loi du 30 juillet 1913 prévoit l'insertion dans les lois de finances. Elle les a d'ailleurs votées le 31 mars dernier, sous la forme d'un projet de loi spécial.

Art. 93. — La Chambre a adopté sur la demande du Gouvernement un article ayant pour objet de modifier les règles de comptabilité admises en ce qui concerne les dépenses d'exercices clos, en vue de simplifier la procédure suivie en cette matière et de fortifier les garanties actuellement prises pour sauvegarder les intérêts du Trésor. Il dispose qu'un exercice cessera de figurer dans la comptabilité des ministères à la fin de la troisième année à partir de son ouverture. En vertu du même texte, les créances sur exercices clos seront, à l'expiration de ce délai, soumises au régime prévu pour les créances sur exercices périmés par l'article 10 de la loi du 10 mai 1838, suivant lequel les crédits extraordinaires spéciaux d'exercices périmés ne peuvent être ouverts qu'en vertu d'une loi.

TITRE V

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

Art. 94 à 123. — Les dispositions insérées dans les articles 94 et suivants sont, pour la plupart, des clauses de style figurant dans les lois annuelles de finances et qui n'appellent pas d'observations spéciales. Toutes les indications nécessaires sont d'ailleurs fournies, en ce qui concerne les articles non modifiés, dans le projet de budget lui-même, et il suffira de signaler les modifications ou les additions apportées aux textes présentés par le Gouvernement.

Sur la proposition de la commission du budget, le crédit d'inscription des pensions du service colonial à liquider dans le courant de l'exercice 1914 a été ramené de 375,000 à 374,000 francs.

Le maximum des bons du Trésor pour l'exercice 1914 a été réduit sur la demande du Gouvernement de 800 millions à 600 millions.

L'article relatif aux autorisations données au ministre de la marine en ce qui concerne la construction de bâtiments en 1914 contenait au projet de budget primitif un paragraphe ayant pour objet d'autoriser, par dérogation aux dispositions de l'article 9 de la loi du 30 mars 1912, la mise en chantier d'un cuirassé et de trois éclaireurs d'escadre. Ce paragraphe a été supprimé dans les propositions complémentaires du Gouvernement. La construction du cuirassé a, en effet, été autorisée par la loi du 9 janvier 1914. Quant à la disposition concernant les éclaireurs, elle a paru devoir prendre place dans le projet de loi relatif aux dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine.

L'article 101, dû à l'initiative parlementaire, autorise l'engagement des crédits nécessaires pour permettre l'incorporation en surnombre dans les cadres des commis de l'administration centrale de la marine de trois employés inscrits sur la liste d'admissibilité de ces commis.

Le crédit d'engagement relatif aux constructions scolaires de l'enseignement primaire a été élevé, par voie d'amendement, de 11 millions à 13 millions.

Le montant des subventions que le ministre du commerce peut s'engager à allouer pour construction d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, qui est fixé par l'article 111, a été porté de 500,000 fr. à 650,000 fr. en vue de permettre de subventionner les travaux de l'école Vaucanson, à Grenoble.

L'article 113, introduit dans la loi de finances sur la demande du Gouvernement, fixe à 3 millions le montant des subventions pour travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles que le ministre de l'agriculture peut s'engager à accorder pendant l'année 1914.

Le texte de l'article 114, qui fixe le montant des subventions annuelles que le ministre des travaux publics peut s'engager à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, a été mis en harmonie avec la loi du 31 juillet 1913, qui a modifié les conditions dans lesquelles pourront être allouées, en cette matière, les subventions de l'Etat.

Le montant, fixé par l'article 115 des engagements autorisés au titre des subventions aux services publics d'automobiles a été porté sur la demande du Gouvernement de 1,000,000 à 1,400,000 fr.

L'article 120, inséré sur la proposition de la commission du budget, dispose que l'excédent de recettes constaté à la clôture de l'exercice 1914 sera, s'il y a lieu, affecté au remboursement des obligations à court terme existant à cette époque.

Enfin, l'article 122, introduit par la Chambre, prévoit la publication en annexe à l'exposé des motifs du projet de loi de finances et au *Journal officiel* lors de la promulgation de la loi de finances de tableaux présentant, suivant des catégories déterminées, l'ensemble des dépenses et des ressources de l'Etat, qu'elles soient ou non inscrites au budget général.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-après.

PROJET DE LOI

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL

§ 1er. — *Crédits ouverts.*

Art. 1er. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget général de l'exercice 1914, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces crédits s'appliquent :

1° A la dette publique, pour...	1.306.585.021
2° Aux pouvoirs publics, pour.	19.861.988
3° Aux services généraux des ministères, pour.....	3.085.806.131
4° Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour.	644.374.265
5° Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour.....	49.326.900
Total général conforme au total de l'état A annexé à la présente loi.....	5.105.954.305

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

I. — IMPÔTS DIRECTS.

Art. 2. — Le tableau A (3e classe) annexé à la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes est complété par l'addition suivante :

« Cinématographes, phonographes ou appareils analogues (exploitant de). »

Le présent article entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1914 et les augmentations de droits qui pourront en résulter à l'égard des cotisations individuelles seront imposées le cas échéant par voie de rôles supplémentaires.

Art. 3. — Lorsque les marchands ou fabricants ont plus de cinq employés transportant des denrées de commune en commune pour les vendre et les livrer sur place, ces marchands ou fabricants acquitteront une surtaxe déterminée : de 30 fr. par employé, lorsque ces employés seront au nombre de 5 à 20 fr.; de 35 fr. lorsqu'ils seront au nombre de 21 à 100; de 40 fr. lorsqu'ils seront au nombre de 101 à 1,000, et de 45 fr. lorsqu'ils seront supérieur à 1,000.

Art. 4. — A dater du 1er janvier 1914, il sera établi sur toutes les collectivités exerçant un commerce ou une industrie ayant une existence propre et subsistant indépendamment des mutations qui peuvent se produire entre leurs membres, à l'exception des sociétés coopératives de consommation ne distribuant pas de dividende aux actionnaires ainsi que des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple, une taxe représentative des droits de cession des fonds de commerce.

Cette taxe sera calculée à raison de 10 p. 100 du principal de la contribution des patentes; elle sera assise et recouvrée comme cette contribution. Des avertissements seront délivrés aux contribuables, à raison de 5 centimes par article de rôle.

Art. 5. — Les contributions directes et les taxes y assimilées applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies pour 1914, en principal et centimes additionnels, en conformité de la loi du 1er août 1913 et des dispositions qui précèdent.

L'évaluation des contributions directes est portée à la somme de 575,929,449 fr., déduction faite du dégrèvement sur la contribution foncière des propriétés non bâties accordé par l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897, et celle des taxes y assimilées à la somme de 63,501,987 francs.

Art. 6. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et taxes y assimilées établies pour l'année 1914 en vertu de la loi du 1er août 1913 et de la présente loi.

Art. 7. — Il est établi un impôt général sur le revenu.

Art. 8. — L'impôt général sur le revenu est dû, au 1er janvier de chaque année, à titre de contribution sur le revenu de la précédente année entière, par toutes les personnes ayant en France une résidence habituelle.

Sont assimilées à celles ayant en France une résidence habituelle les personnes qui ont une habitation à leur disposition à titre de propriétaires ou de locataires, lorsque, dans ce dernier cas, la location est conclue soit par convention unique, soit par conventions successives, pour une période continue d'au moins une année.

Art. 9. — Si le contribuable n'a qu'une résidence unique, l'impôt est établi au lieu de cette résidence.

Si le contribuable possède plusieurs résidences, il est assujetti à l'impôt au lieu où il est réputé posséder son principal établissement.

Art. 10. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de la famille qui habitent avec lui.

Toutefois, les contribuables peuvent réclamer des impositions distinctes :

1° Lorsqu'une femme séparée de biens ne vit pas avec son mari;

2° Lorsque les enfants ou autres membres de la famille, sauf le conjoint, tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

Art. 11. — Sont affranchis de l'impôt :

1° Les personnes dont le revenu n'excède pas la somme de 5,000 fr., majorée, s'il y a lieu, conformément à l'article 14 ci-après;

2° Les ambassadeurs et autres agents diplomatiques étrangers, ainsi que les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages

analogues aux agents diplomatiques et consulaires français.

Art. 12. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu annuel dont dispose chaque contribuable, eu égard aux propriétés et aux capitaux qu'il possède, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives auxquelles il se livre, au 1er janvier de l'année de l'imposition, sous déduction des intérêts des emprunts et dettes à sa charge et des arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire, ainsi que des autres impôts directs acquittés par lui.

Art. 13. — Le revenu imposable est constitué:

Pour les propriétés bâties et non bâties, par le revenu net servant de base à la contribution foncière;

Pour les capitaux mobiliers, par le montant net des intérêts, dividendes ou arrérages;

Pour toutes professions ou occupations lucratives et pour tous emplois rémunérés au moyen de traitements ou salaires, par l'excédent des recettes brutes sur les dépenses inhérentes à la profession, l'occupation, la fonction ou l'emploi.

Pour les pensions et rentes viagères, par le montant net annuel de ces allocations.

En ce qui concerne les personnes non domiciliées en France, mais y possédant une ou plusieurs résidences, le revenu imposable est fixé à une somme égale à sept fois la valeur locative de cette ou de ces résidences, à moins que les revenus tirés par le contribuable de propriétés, exploitations ou professions sises ou exercées en France n'atteignent un chiffre plus élevé, auquel cas ce dernier chiffre sert de base à l'impôt.

Art. 14. — Les contribuables mariés, ayant ou non des enfants, et les contribuables veufs ou divorcés ayant plusieurs enfants vivants, légitimes, ou reconnus, âgés de moins de vingt et un ans, ont droit, sur leur revenu annuel, à une exonération à la base de 7,000 fr., au lieu des 5,000 fr. prévus par l'article 11.

En outre, l'exonération à la base est augmentée de 1,000 fr. pour chaque personne à la charge du contribuable.

Art. 15. — Chaque contribuable est taxé seulement sur la portion de son reveuu qui dépasse le chiffre de l'exonération, calculée conformément aux articles 11 et 14.

Art. 16. — L'impôt est calculé en comptant pour un cinquième la fraction du revenu imposable comprise entre 5,000 et 10,000 fr.; pour deux cinquièmes la fraction comprise entre 10,000 et 15,000 fr.; pour trois cinquièmes la fraction comprise entre 15,000 et 20,000 fr.; pour quatre cinquièmes la fraction comprise entre 20,000 et 25,000 fr.; pour l'intégralité, le surplus du revenu, et en appliquant au chiffre ainsi obtenu le taux de 2 p. 100.

Sur l'impôt ainsi calculé, chaque contribuable a droit à une réduction de 5 p. 100 pour une personne à sa charge, de 10 p. 100 pour deux personnes, de 20 p. 100 pour trois personnes et ainsi de suite, chaque personne au delà de la troisième donnant droit à une nouvelle réduction de 10 p. 100, sans que la réduction puisse être, au total, supérieure à la moitié de l'impôt.

Art. 17. — Sont considérées comme personnes à la charge du contribuable, à la condition de n'être pas elles-mêmes imposées à l'impôt sur le revenu:

1° Les ascendants âgés de plus de soixante-dix ans ou infirmes;

2° Les descendants ou les enfants abandonnés et par lui recueillis, s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans ou s'ils sont infirmes.

Art. 18. — Les contribuables passibles de l'impôt souscrivent une déclaration de leur revenu global, avec faculté d'appuyer cette déclaration de leur revenu du détail des éléments qui le composent.

Les contribuables doivent, en outre, pour avoir droit au bénéfice des déductions prévues à l'article 14 fournir dans leur déclaration toutes les indications nécessaires au sujet de leurs charges de famille.

Les déclarations sont rédigées sur ou d'après des formules dont la teneur sera fixée par un règlement d'administration publique.

Elles seront reçues dans les deux premiers mois de l'année.

Le contribuable qui ne renouvelle pas sa déclaration, est considéré comme ayant maintenu sa déclaration précédente.

Les déclarations dûment signées sont remises ou adressées au contrôleur des contributions directes, qui en délivre récépissé.

Le contribuable passible de l'impôt, et qui n'a pas fait de déclaration, est invité à la produire. Il est informé en même temps du montant de l'impôt qui lui sera assigné d'office dans le cas où il n'aurait pas produit sa déclaration dans le délai d'un mois.

Art. 19. — Le contrôleur vérifie les déclarations uniquement à l'aide des renseignements dont il dispose en vertu de ses fonctions et de ceux qui, recueillis par tous les services publics en vertu des lois existantes, doivent sans exception lui être communiqués. Il n'a le droit d'exiger de l'intéressé la production d'aucun acte, livre ou document quelconque. Le contrôleur établit la matrice de rôle au vu des déclarations, après les avoir rectifiées, au cas de désaccord avec le contribuable invité à être entendu, sous réserve du droit pour l'intéressé de réclamer par la voie contentieuse, postérieurement à la mise en recouvrement du rôle.

Lorsqu'une insuffisance du revenu déclaré aura été constatée par l'administration après l'établissement du rôle, la cotisation correspondant à cette insuffisance pourra être réclamée au contribuable soit dans l'année même soit au cours des cinq années suivantes.

Si une réclamation est introduite, le tribunal saisi du litige apprécie les motifs invoqués par l'administration et par le contribuable et fixe la base d'imposition, la charge de la preuve incombant dans ce cas à l'administration.

Art. 20. — L'imposition du contribuable taxé d'office est valablement fixée par l'administration en se fondant sur les renseignements définis par l'article 19, après qu'elle l'aura invité à être entendu. Cette taxation est établie, soit dans l'année à laquelle elle se rapporte, soit au cours des cinq années suivantes.

En cas de désaccord avec l'administration, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été ainsi assignée, qu'en apportant toutes les justifications de nature à faire la preuve du chiffre exact de son revenu et il supporte la totalité des frais de l'instance, y compris ceux d'expertise. Toutefois, au cas où son revenu, établi par la juridiction compétente, ne serait pas supérieur de plus de 10 p. 100 au chiffre du revenu produit par lui, ces frais incombent à l'Etat.

Art. 21. — Au décès du redevable, l'administration des contributions directes, avec le concours de l'administration de l'enregistrement, détermine le revenu imposable du défunt pour l'année précédant celle au cours de laquelle il a été ou aurait dû être imposé la dernière fois avant son décès. Ce revenu est ensuite diminué de 10 p. 100 de sa valeur.

L'excédent du revenu, ainsi établi et réduit par rapport au revenu imposé cette dernière fois, donne lieu à la perception d'une taxe spéciale égale au quintuple de cet excédent.

Si une réclamation est introduite par les ayants droit du redevable, la preuve sera administrée devant le tribunal saisi du litige par les moyens et suivant les distinctions précisés par les articles 19 et 20 ci-dessus:

Cette taxe spéciale est payée par les ayants droit du redevable. Elle fait partie du passif héréditaire et est déduite de l'actif net du défunt pour la perception des droits de mutation par décès.

Art. 22. — Les rôles de l'impôt général sur le revenu sont établis et le recouvrement en est poursuivi comme en matière de contributions directes.

En cas de déménagement du contribuable hors du ressort de la perception, comme en cas de vente volontaire ou forcée, l'impôt est immédiatement exigible pour la totalité de l'année courante.

Art. 23. — Les propriétaires et, à leur place, les locataires principaux qui n'auront pas, un mois avant le terme fixé par le bail ou par les conventions verbales, donné avis au percepteur du déménagement de leurs locataires seront responsables des sommes dues par ceux-ci en ce qui concerne l'impôt sur le revenu.

Dans le cas où le terme serait devancé par le fait d'un déménagement furtif ou anticipé, les propriétaires et, à leur place, les locataires principaux deviendront responsables de l'impôt sur le revenu dû par leurs locataires s'ils n'ont pas, dans les dix jours, donné avis du déménagement au percepteur.

La part de contribution laissée à la charge des propriétaires ou locataires principaux par le présent article est limitée à l'impôt afférent à l'année en cours et comprend seulement le dernier terme échu et le terme courant dû par le contribuable.

Art. 24. — Les réclamations relatives à l'impôt général sur le revenu sont présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Toutefois, ces réclamations sont jugées en audience non publique.

Art. 25. — La transmission des formules de déclaration, des avertissements et, d'une manière générale, de tous avis ou communications concernant l'impôt sur le revenu, est effectuée en franchise par la voie de la poste et sous enveloppe fermée.

Est tenue au secret professionnel, dans les termes de l'article 378 du code pénal, et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux de l'impôt.

Art. 26. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de l'impôt général sur le revenu, suivant les dispositions législatives ou réglementaires applicables aux contributions directes, qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations.

Les percepteurs sont toutefois tenus de délivrer à tout requérant des certificats constatant l'inscription ou la non-inscription aux rôles de l'année courante de toutes personnes désignées par ledit requérant.

Art. 27. — Un règlement d'administration publique fixera les mesures d'exécution nécessaires pour l'application des dispositions de la présente loi.

Art. 28. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1915.

II. — AUTRES IMPÔTS ET REVENUS

Art. 29. — Dans tous les cas où une succession ouverte en France et régie par la loi française comprend des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement des valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, déposés ou existant à l'étranger, toute vocation héréditaire et tout droit aux legs et aux donations de biens à venir sont suspendus jusqu'à l'envoi en possession qui en sera fait aux héritiers, légataires ou donataires, en conformité des dispositions de l'article suivant.

Art. 30. — Un envoi en possession spécial de ces biens est prononcé sur requête par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte; cette ordonnance contient l'énumération de chacune des valeurs successorales dont ils se composent. Elle est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Cette ordonnance ne sera pas nécessaire si le jugement d'euvoi en possession rendu au profit du conjoint survivant en vertu de l'article 770 du code civil contient cette énumération. Il en sera de même dans le cas où une ordonnance rendue conformément à l'article 1003 du code civil satisfait aux mêmes prescriptions.

Les dispositions de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs.

Art. 31. — Les héritiers, légataires ou donataires qui n'auront pas déclaré, dans les délais prescrits par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, les valeurs mobilières successorales de toute nature déposées ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux prescriptions de l'article précédent, seront passibles d'une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés. Cette amende, qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement, sera payée solidairement par les contrevenants, sauf à la répartir entre eux dans la proportion de leurs droits héréditaires.

Art. 32. — Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit, des valeurs successorales dont ces biens se composent ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directe entre leurs mains, soit indirecte par les mains de tierces personnes, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne.

Art. 33. — La vocation héréditaire et tout droit aux biens qui n'ont pas fait l'objet de l'envoi en possession prévu par l'article 30 se-

ront prescrits par cinq ans à partir de l'ouverture de la succession pour les héritiers premiers appelés, par cinq ans et six mois pour les héritiers seconds appelés, par six ans pour les héritiers troisièmes appelés, et ainsi de suite, à raison d'une augmentation de six mois pour chaque vocation successive.

Art. 34. — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants-droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'article 30 de la présente loi pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les valeurs successorales déposées ou existant à l'étranger, ainsi que du droit pour les héritiers subséquents à se faire mettre en possession en cas d'inaction et de déchéance des héritiers premiers appelés dans les conditions prévues à l'article 33; il ne pourra être délivré aucun extrait desdits actes sans que cette mention y soit reproduite.

Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible personnellement d'une amende de 100 fr. en principal.

Art. 35. — Les contraventions aux articles 30, 31 et 32 de la présente loi donneront ouverture contre les tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs, français ou étrangers, à une action en responsabilité au profit de tout intéressé.

Art. 36. — Le délai fixé par les articles 11 de la loi du 18 mai 1850 et 4 de la loi du 30 juillet 1907 et par la loi du 31 janvier 1914, pour la prescription de l'action en recouvrement des droits applicables aux successions non déclarées et des droits exigibles par suite d'omissions de biens dans les déclarations de mutation par décès, est porté de dix à trente ans.

Ce délai de trente ans court, dans tous les cas, à partir du jour du décès.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 26 de la loi du 8 juillet 1852 ni à celles de la loi du 31 janvier 1914 relatives à la prescription exceptionnelle de deux ans.

Sous réserve de l'application desdites dispositions, les prescriptions en cours à la date de la promulgation de la présente loi ne seront acquises aux redevables que trente ans après le jour du décès.

Art. 37. — Lorsque, avant l'expiration des délais fixés pour les déclarations prévues par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, les immeubles dépendant de la succession auront fait l'objet d'une adjudication publique au profit d'une personne autre qu'un héritier, un donataire ou un légataire, soit devant notaire commis, soit à la barre du tribunal, les étrangers admis avec la publicité prescrite par le code de procédure civile, le prix de l'adjudication, augmenté des charges, sera pris comme base pour la perception des droits de mutation par décès, à condition que la consistance des immeubles n'ait pas subi, dans l'intervalle, de transformation susceptible d'en modifier la valeur.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 12 de la loi du 25 février 1901.

Art. 38. — Le droit d'enregistrement fixé à 2 p. 100 en principal par l'article 69, paragraphe 5, nos 1, 4, 6 et 7 de la loi du 22 frimaire an VII pour les mutations à titre onéreux de biens meubles corporels, les ventes publiques de marchandises neuves et les licitations et soultes de partages de biens meubles, et par l'article 7 de la loi du 28 février 1872 pour les cessions de fonds de commerce, est modifié ainsi qu'il suit :

De 1 fr. à 2,000 fr.....	2 fr.	» p. 100
De 2,001 fr. à 5,000 fr....	2 fr. 75	—
De 5,001 fr. à 50,000 fr...	3 fr. 50	—
De 50,001 fr. à 100,000 fr.	4 fr. 25	—
Au-dessus de 100,000 fr.	5 fr. »	—

Toutefois, en ce qui concerne les ventes d'animaux, récoltes, engrais, instruments et autres objets mobiliers dépendant d'une exploitation agricole, le droit d'enregistrement, calculé d'après les tarifs ci-dessus, ne pourra jamais dépasser le taux du droit proportionnel de 2 p. 100 en principal établi par l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII.

Les marchandises neuves comprises dans les cessions de fonds de commerce ne seront assujetties qu'aux tarifs ci-après, à condition qu'il sera stipulé pour ces marchandises un prix particulier et qu'elles seront désignées et estimées, article par article, dans le contrat ou la déclaration :

De 1 fr. à 2,000 fr.....	0 fr. 50	p. 100
De 2,001 fr. à 5,000 fr....	0 fr. 75	—
De 5,001 fr. à 50,000 fr...	1 fr. 25	—
De 50,001 fr. à 100,000 fr.	1 fr. 50	—
Au-dessus de 100,000 fr..	1 fr. 75	—

Les tarifs fixés aux paragraphes 1 et 3 du présent article ne sont pas soumis aux décimes.

Art. 39. — Le premier alinéa de l'article 8 de la loi du 28 février 1872 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les actes sous signatures privées contenant mutation de fonds de commerce ou de clientèle sont enregistrés dans les trois mois de leur date au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce ou de la clientèle ».

Art. 40. — Le droit de timbre de 10 centimes auquel sont soumis, en vertu de l'article 18 de la loi du 23 août 1871, les titres emportant libération, reçu ou décharge de sommes, est élevé :

A 20 centimes pour les sommes supérieures à 200 fr., mais n'excédant pas 500 fr.

A 30 centimes pour les sommes supérieures à 500 fr., mais n'excédant pas 1,000 fr.

A 40 centimes pour les sommes supérieures à 1,000 fr., mais n'excédant pas 3,000 fr. ;

A 50 centimes pour les sommes supérieures à 3,000 fr.

Art. 41. — Sont maintenues pour 1914 les disposition de l'article 13 de la loi de finances du 30 juillet 1913, qui a fixé à 3 p. 100 le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'article 6 de la loi du 13 mai 1863.

Art. 42. — A compter de la promulgation de la présente loi, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'article 9 de la loi de 23 juin 1857 et l'article 1er, paragraphe 4, de la loi du 30 mars 1872, est fixé à 3 p. 100.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 fr.

Les titres déjà timbrés au jour de la promulgation de la présente loi tomberont sous son application, mais le droit ci-dessus ne leur sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

Le tarif du droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'article 1er, paragraphe 4, de la loi du 30 mars 1872, devra être fixé chaque année par la loi de finances. Le tarif continuera à recevoir son application jusqu'à ce qu'une nouvelle loi de finances soit exécutoire.

Art. 43. — Toutes les dispositions de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1913, relatif au droit de timbre exigible sur l'écrit désigné communément sous le nom d'ordre de virement en banque, par lequel un particulier ou une collectivité donne à un banquier l'ordre de porter une somme au crédit du compte d'un tiers et de le débiter de pareille somme, sont applicables dans le cas où l'ordre de virement est donné à un agent de change.

Art. 44. — Le droit de timbre auquel l'article 28 de la loi du 28 avril 1893 soumet toute opération de bourse ayant pour objet l'achat et la vente de valeurs de toute nature, au comptant ou à terme, est porté à 15 centimes par 1,000 fr. ou fraction de 1,000 fr. du montant de la négociation.

Sur les opérations de report, le droit est élevé à 0 fr. 0375 par 1,000 fr.

Il n'est pas innové, en ce qui concerne les opérations relatives aux rentes sur l'Etat français. Le droit reste fixé à 0 fr. 0125 par 1,000 fr. pour les opérations au comptant ou à terme, et à 0 fr. 00625 pour les opérations de report.

Art. 45. — L'article 2 de la loi du 30 mars 1872 est complété de la façon suivante :

« § 6. — Les groupements agricoles constitués conformément aux dispositions des lois existantes, qui réunissent en une ou plusieurs expéditions des colis ou paquets envoyés à des destinataires différents, sont affranchis des dispositions énoncées au paragraphe 1er, en ce qui concerne la remise aux gares expéditrices du bordereau détaillé faisant connaître le nom et l'adresse de chacun des destinataires réels. Ils sont, en outre, exempts du remboursement des droits et frais perçus par le paragraphe 2. »

Art. 46. — Les calendriers mobiles apposés dans un lieu couvert public sont exempts du droit de timbre, si leur dimension ne dépasse pas un quart de mètre carré et si les mentions commerciales qui y sont inscrites n'excèdent pas un cinquième de leur surface totale.

Art. 47. — L'article 18 du titre II du code des douanes de 6-22 août 1791 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Si les marchandises représentées excèdent de plus de 3 p. 100 le poids, le nombre ou la mesure déclarés, l'excédent sera assujetti au payement du quadruple droit. Pour les marchandises, autres que les métaux, taxées au poids à 20 fr. ou moins les 100 kilogr., le quadruple droit ne sera encouru que si l'excédent est supérieur à 10 p. 100 du poids déclaré.

« Le quantum de l'excédent est calculé par rapport au poids, au nombre ou à la mesure énoncés dans la déclaration ou sur une note annexe, pour chaque article, groupe de colis ou colis compris dans un même article, ou pour chaque marchandise contenue dans le même colis. »

L'article 16 de la loi du 28 décembre 1895 est abrogé.

Art. 48. — Le régime des vins doux naturels établi par l'article 22 de la loi du 13 avril 1898 est réservé aux vins qui, indépendamment des conditions prévues audit article, proviennent exclusivement de vendanges de muscat, de grenache, de maccabéo ou de malvoisie.

Toutefois, lorsque les vendanges servant à la préparation des vins doux naturels ont été récoltées dans des vignes plantées de divers cépages, elles peuvent contenir, dans une proportion qui ne doit pas dépasser 25 p. 100 de leur poids ou de leur volume total des raisins provenant de cépages autres que le muscat, le grenache, le maccabéo ou le malvoisie.

Art. 49. — Les coopératives agricoles régies, au point de vue fiscal, par l'article 31 de la loi de finances du 8 avril 1910 peuvent procéder à la préparation de vins doux naturels, dans les conditions prévues par l'article 22 de la loi du 13 avril 1898, modifié par l'article 12 de la loi du 30 janvier 1907 et par l'article 48 de la présente loi.

Art. 50. — L'impôt de la licence est supprimé.

Les droits afférents à cet impôt ne seront plus perçus à partir du 1er janvier 1915.

Art. 51. — La détention par les simples particuliers de saccharine ou produits similaires, sauf pour les usages thérapeutiques dûment justifiés par ordonnance de médecin, est assimilée à la fabrication et à l'emploi de cette substance et punie des mêmes peines.

Art. 52. — Sont approuvés :

1° Le décret du 26 novembre 1912 portant réduction des taxes téléphoniques dans les relations entre les cantons voisins ;

2° Le décret du 5 décembre 1912 portant réduction des taxes des télégrammes échangés par les voies de Dakar et Ténériffe avec certains pays de l'Afrique occidentale ;

3° Le décret du 30 mars 1912 relatif à la définition du réseau local téléphonique ;

4° Le décret du 25 juin 1912 portant création de lignes téléphoniques spécialisées aux communications dans un seul sens ;

5° Deux décrets du 14 mai 1913 relatifs aux communications téléphoniques ;

6° Le décret du 12 juin 1913 supprimant l'abonnement forfaitaire local ;

7° Le décret du 3 octobre 1913 relatif à la création d'un service de rappel téléphonique et d'une taxe de rattachement ;

8° Deux décrets des 18 septembre et 24 octobre 1913 fixant respectivement, dans les relations franco-anglaises et franco-luxembourgeoises, les taxes à appliquer :

a) Aux communications téléphoniques échangées pendant les heures du service de nuit et sous le régime de l'abonnement ;

b) Aux avis d'appel téléphonique.

9° Le décret du 26 décembre 1913 fixant les taxes de transit à appliquer aux communications téléphoniques échangées entre la Grande-Bretagne et la Suisse par l'intermédiaire des lignes françaises.

Art. 53. — Le 1er alinéa du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 29 avril 1908, modifié par l'article 23 de la loi de finances du 30 juillet 1913 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Les journaux et écrits périodiques et leurs suppléments, lorsque plus de la moitié respective des uns et des autres est consacrée à des réclames ou annonces concernant une même entreprise industrielle ou commerciale ou un même produit. »

Art. 54. — A partir de 1914, le diplôme supérieur d'études commerciales délivré par les écoles supérieures françaises établies à l'étranger, dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes en date du 9 août 1913, ne pourra être délivré aux ayants droit qu'après acquittement, au profit du Trésor pu-

blic, d'une taxe de 30 fr., droit d'examen compris, sans préjudice des droits de chancellerie pour visa consulaire.

Le certificat d'études prévu également par le même arrêté ne pourra être délivré aux ayants droit qu'après acquittement, au profit du Trésor public, d'une taxe de 20 fr., droits d'examen compris, sans préjudice des droits de chancellerie pour visa consulaire.

Ces taxes seront consignées, avant les examens, entre les mains des agents des chancelleries diplomatiques et consulaires intéressés.

Une somme de 10 fr. reste, dans tous les cas, acquises au Trésor pour droit d'examen.

Art. 55. — La contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'Etat est fixée, pour l'exercice 1914, à la somme de 13,052,315 fr., ainsi répartie par colonie :

Indo-Chine	11.552.315
Afrique occidentale	900.000
Madagascar	600.000
Total égal	13.052.315

La somme ci-dessus sera inscrite au budget des recettes, paragraphe 6 (Recettes d'ordre. — Recettes en atténuation de dépenses).

Art. 56. — La contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale est fixée, pour l'exercice 1914, à la somme de 138,000 fr., ainsi répartie par colonie :

Indo Chine	100.000
Afrique occidentale	17.000
Madagascar	9.000
Afrique équatoriale	12.000
Total égal	138.000

Le montant des diverses contributions susvisées sera inscrit au budget des recettes, paragraphe 6 (Recettes d'ordre. — Recettes en atténuation de dépenses).

Art. 57. — Le ministre des finances est autorisé à émettre pour les besoins de l'exercice 1914, au mieux des intérêts du Trésor et jusqu'à concurrence d'un capital de 190,500,000 fr., des obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1920.

Le montant de cette émission sera inscrit parmi les ressources exceptionnelles du budget de 1914.

Art. 58. — Continuera d'être faite pour 1914, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état B annexé à la présente loi.

§ 3. — *Evaluation des voies et moyens.*

Art. 59. — Les voies et moyens applicables aux dépenses du budget général de l'exercice 1914 sont évalués à la somme de 5,106,231,882 fr. répartie ainsi qu'il suit :

Produits à percevoir en France et dans les colonies autres que l'Algérie, conformément à l'état C annexé à la présente loi. 5.103.545.511

Produits à percevoir en Algérie, conformément à l'état D annexé à la présente loi. 2.686.371

Total. 5.106.231.882

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Art. 60. — Les dispositions du quatrième paragraphe de l'article 42 de la loi de finances du 13 juillet 1911 sont abrogés, sauf en ce qui concerne la publication, à l'appui du projet de budget des chemins de fer de l'Etat, d'un état présentant la ventilation par réseau, par compte et par chapitre, des traitements, salaires et indemnités fixes.

Art. 61. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 44,944,200 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 146,846,900 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

Les dépenses matérielles et frais d'émission qui viendront s'ajouter au montant des emprunts autorisés par le présent article ne pourront excéder la somme de 850,000 fr.

Art. 62. — Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1914, à la somme de 1,021,562,993 fr., conformément à l'état E annexé à la présente loi.

TITRE III

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Art. 63. — Le ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « Occupation militaire du Maroc ».

Seront portées au crédit de ce compte :

1° Les ressources qui lui seront affectées par des lois ultérieures;

2° Les annuités qui seront inscrites à cet effet pendant les années 1915 et suivantes au budget général de l'Etat. Le montant de ces annuités, dont la première ne pourra être inférieure à 15 millions de francs, sera progressivement augmenté de 15 millions de francs au minimum chaque année.

Seront portées au débit du même compte les dépenses effectuées au titre des exercices 1914 et suivants pour l'occupation militaire du Maroc, dans la limite des crédits qui seront ouverts pour chaque exercice par les lois de finances.

Les opérations qui feront l'objet du compte institué par le présent article seront autorisées, exécutées et définitivement réglées, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur à l'égard des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat.

Le paragraphe 3 de l'article 10 de la loi du 28 juin 1913 est abrogé.

Art. 64. — Il est ouvert au ministre de la guerre, pour l'exercice 1914, au titre du compte prévu par l'article précédent, des crédits s'élevant ensemble à la somme de 231,965,940 fr. et répartis par chapitre, conformément à l'état G annexé à la présente loi.

TITRE IV

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 65. — Le compte provisionnel institué par l'article 27 de la loi du 27 février 1912 sera débité d'une somme de 112,500,000 fr. que le ministre des finances est autorisé à appliquer aux ressources exceptionnelles de l'exercice 1914.

Art. 66. — A partir du 1er janvier 1915, les salaires bruts des conservateurs d'hypothèques ne pourront pas dépasser à Paris 50,000 fr. et dans les départements 40,000 fr., calculés sur la moyenne des cinq dernières années conformément à l'article 26 de la loi du 8 juin 1864.

Les circonscriptions des conservations d'hypothèques ou les attributions de formalités aux conservateurs d'une même conservation seront déterminées avant le 1er octobre 1914 par un décret rendu en conseil d'Etat.

Néanmoins les titulaires des conservations soumises à division ou à subdivision, qui seront âgés de soixante ans au moins au 1er janvier 1914, seront maintenus dans leurs postes actuels jusqu'à la cessation de leurs fonctions, époque à laquelle la division ou la subdivision sera effectuée en vertu d'un décret rendu conformément au deuxième paragraphe ci-dessus.

Le quatrième alinéa de l'article 31 de la loi de finances du 27 février 1912 relatif aux prélèvements à opérer sur les salaires des conservateurs des hypothèques, est abrogé à partir du 1er janvier 1914.

Art. 67. — Les tableaux A et B annexés à la loi du 30 août 1883 et fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance sont modifiés ainsi qu'il suit :

TABLEAU A

DÉSIGNATION	COURS D'APPEL	CHAMBRES	PREMIERS présidents.	PRÉSIDENTS de chambre.	CONSEILLERS	PROCUREURS généraux.	AVOCATS généraux.	SUBSTITUTS	GREFFIERS en chef.	COMMIS greffiers.
Création d'une chambre	Douai	4	1	4	22	1	3	3	1	5
Création d'une chambre	Toulouse	3	1	3	16	1	2	3	1	4

TABLEAU B

DÉSIGNATION	TRIBUNAUX	CHAMBRES	PRÉSIDENTS	VICE-PRÉSIDENTS	JUGES d'instruction.	JUGES	JUGES suppléants.	PROCUREURS de la République.	SUBSTITUTS	GREFFIERS	COMMIS greffiers.
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de 80,000 habitants et au-dessus.											
Création d'une chambre et d'un cabinet d'instruction	Lyon	3	1	4	4	10	6	1	7	1	5
Création de deux cabinets d'instruction	Marseille	4	1	3	5	8	8	1	6	1	6
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de moins de 20,000 habitants.											
Suppression d'un poste de juge	Bayeux	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1

Art. 68. — A partir du 1er juillet 1914, un traitement annuel de 2,500 fr. sera alloué aux juges suppléants actuellement rétribués, aux juges-suppléants et aux attachés titulaires au ministère de la justice ayant subi avec succès l'examen d'admission dans la magistratvre.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de la loi du 27 février 1912 fixant le traitement des juges suppléants au tribunal de la Seine.

Le traitement des juges suppléants et des attachés au ministère de la justice prévu au paragraphe 1er est soumis aux retenues visées par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853.

Sont et demeurent abrogés les paragraphes 1 et 2 de l'article 25 de la loi du 13 avril 1900 modifié par l'article 98 de la loi du 8 avril 1910 et le décret pris en exécution de ces dispositions.

Art. 69. — Les services rendus près les tribunaux de première instance par les juges suppléants recrutés antérieurement au décret du 13 février 1903 sont admissibles pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation de la pension lorsqu'ils prennent fin par la nomination à un poste de magistrat titulaire dans les cours et tribunaux. Ces services donnent lieu, pour leur durée intégrale, au versement de retenues rétroactives, qui sont calculées sur la base du traitement afférent au premier poste titulaire occupé et doivent être effectuées en autant de fois douze termes qu'il y a d'années entières de suppleance, la fraction d'année en excédent étant toujours négligée.

Pourront bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent les magistrats titulaires actuellement en exercice qui, après s'être pourvus à cet effet auprès du garde des sceaux, auront effectué le versement des retenues rétroactives dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Lors de leur admission à la retraite, les magistrats doivent produire, à l'appui de leur demande à fin de liquidation de leur pension, la justification qu'ils ont effectué le versement intégral desdites retenues rétroactives.

Pour être admis à se prévaloir des dispositions qui précèdent, les magistrats nommés avant la mise en vigueur du décret du 13 février 1908 devront justifier, par un certificat du ministre de la justice, qu'ils ont exercé les fonctions de juge suppléant à l'exclusion de toute autre profession. L'inscription à un barreau en qualité d'avocat stagiaire n'est pas considérée, pour l'application de la présente loi, comme constituant l'exercice d'une profession.

Le présent article n'est point applicable aux services rétribués rendus en qualité de juge suppléant au tribunal de la Seine en vertu de l'article 25 de la loi du 27 février 1912, ces services demeurant assimilés à ceux des magistrats titulaires pour l'application de la loi du 9 juin 1853.

Art. 70. — Est autorisée, à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, la transformation en un emploi de sous-directeur de l'emploi de chef de la division des archives.

Art. 71. — La subvention de l'Etat pour les dépenses de la police municipale de la ville de Paris est fixée à la somme de 14,118,575 fr.

Art. 72. — Par modification aux dispositions du 1er alinéa de l'article 84 de la loi de finances du 13 juillet 1911, la pension minimum de retraite garantie par l'article 10 du décret du 26 février 1897 aux employés civils des établissements militaires régis par le décret du 11 mai 1907 et aux agents de maîtrise des mêmes établissements régis par les décrets du 2 février 1910, ainsi qu'au personnel artiste du service géographique de l'armée et au chef d'atelier des imprimeurs géographes du même service régis par le décret du 20 avril 1912, sera basée sur la moyenne des traitements dont l'ayant-droit a joui pendant ses six dernières années d'activité. Elle sera réglée à raison de 1/60e de cette moyenne pour chaque année de service accomplie dans les établissements de la guerre et 1/90e pour chaque année passée sous les drapeaux ou dans une autre administration de l'Etat, si toutefois ces services n'ont pas été rémunérés par une pension.

Pour les traitements inférieurs à 8,000 fr., la pension minimum ainsi définie ne pourra excéder les deux tiers du traitement ni dépasser 4,000 fr.; pour les traitements supérieurs à 8,000 fr., elle ne pourra excéder la moitié ni dépasser 6,000 fr.

La pension d'invalidité prévue pour les mêmes personnels par l'article du décret du 26 février 1896 sera calculée sur les mêmes bases sans pouvoir descendre au-dessous du taux de la pension minimum d'ancienneté qui aurait été acquise à l'ayant-droit.

La pension des veuves des agents faisant partie de ces personnels n'est pas soumise à la limitation prévue par le premier alinéa de l'article 12 du 26 février 1897.

Par modification aux dispositions du deuxième alinéa dudit article 84 de la loi de finances du 13 juillet 1911, la pension minimum de retraite garantie aux personnels désignés au premier paragraphe du présent article qui remplissent les conditions exigées par l'article 14 du décret du 26 février 1897 sera déterminée d'après les conditions qui précèdent.

Ces dispositions sont applicables aux pensions non concédées au 1er janvier 1914.

Art. 73. — Les ouvriers immatriculés des établissements de la guerre qui en feront la demande dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi, cesseront d'être soumis au régime des pensions militaires pour être placés sous le régime du décret du 26 février 1897. Ces ouvriers bénéficieront des dispositions de l'article qui précède s'ils sont, à l'époque de leur retraite, agents de maîtrise ou employés régis par le decret du 11 mai 1907; dans le cas contraire, les dispositions des articles 74 et 75 de la présente loi leur seront applicables.

Art. 74. — Par modification aux dispositions du premier alinéa de l'article 84 de la loi de finances du 13 juillet 1911, le minimum de pension garanti par l'article 10 du décret du 26 février 1897 au personnel civil d'exploitation des établissements militaires du ministère de la guerre est porté, en ce qui concerne les catégories de ce personnel autres que celles visées à l'article 45 de la présente loi, à 720 fr. pour les hommes et à 540 fr. pour les femmes.

Sont portés aux même taux pour les mêmes catégories de personnel les minima fixés par l'article 11 du même décret.

Par modification aux dispositions du deuxième alinéa dudit article 84 de la loi de finances du 13 juillet 1911, les ouvriers et agents des catégories visées aux deux alinéas précédents qui remplissent les conditions exigées par l'article 14 du décret du 26 février 1897 recevront une rente complémentaire destinée à porter la rente viagère acquise à la caisse nationale des retraites à un minimum de 720 fr. pour les hommes et de 540 fr. pour les femmes.

Ces dispositions sont applicables aux pensions non concédées au 1er janvier 1914.

Art. 75. — Les minima fixés ci-dessus seront majorés à raison de 10 fr. pour les hommes et de 7 fr. pour les femmes, pour chaque année de service supplémentaire accomplie par les intéressés au delà de l'époque à laquelle ils rempliront la double condition de 60 ans d'âge et de 30 ans de services.

Art. 76. — L'article 64 de la loi de finances du 30 mars 1902 est abrogé.

Le ministre de la guerre est autorisé à accorder, jusqu'à concurrence du chiffre fixé chaque année par la loi de finances, des congés de longue durée sans solde, ne pouvant dépasser deux années, aux officiers qui en feront la demande et qui compteront au moins dix années de services, dont cinq de grade d'officier.

En aucun cas, ces congés ne pourront être prolongés ni renouvelés.

Le ministre fixe, suivant les nécessités du service, la proportion par arme des congés à accorder.

Le montant de la retenue de 5 p. 100 sur la solde budgétaire de ces officiers continuera à être versée au Trésor sur les crédits du budget de la guerre.

L'officier titulaire d'un congé de longue durée sans solde ne sera pas remplacé. Il restera à la disposition du ministre de la guerre.

Il pourra être réintégré dans les cadres, sur sa demande, avant l'expiration de son congé.

Il sera soumis aux règles générales de la discipline et de la subordination militaire.

Le temps passé dans ces conditions sera compté comme service effectif pour la réforme, la retraite, et la réserve spéciale seulement.

Le nombre des congés sans solde que le ministre peut accorder en 1914 est fixé au maximum à 100.

Art. 77. — Le ministre de la guerre est autorisé à prélever sur les approvisionnements de la réserve de guerre pour le verser au service courant, en vue de l'instruction des troupes, le matériel des anciens parcs d'aérostiers de campagne représentant une valeur totale de 350,000 fr.

Art. 78. — Est autorisée la création au ministère de la marine d'un emploi de chef du service central de l'aéronautique maritime.

Cette création sera faite dans la limite des crédits ouverts au chapitre du personnel de l'administration centrale.

Art. 79. — Est autorisée la création, à l'administration centrale du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (1re section. — Instruction publique), d'un emploi de chef de service.

Cette création sera faite dans la limite des crédits ouverts au chapitre du personnel de l'administration centrale.

Art. 80. — Il peut être créé, dans les écoles primaires supérieures des départements, des emplois spéciaux de professeurs de dessin. Ces emplois comportent vingt heures d'enseignement par semaine, qui sont données, soit dans un seul établissement, soit dans plusieurs: écoles primaires supérieures ou écoles normales.

Les titulaires doivent être pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin dans les lycées et collèges, les écoles normales et écoles primaires supérieures. Ils sont nommés par le ministre, reçoivent, s'ils possèdent le certificat du 1er degré, le traitement des professeurs adjoints d'écoles primaires supérieures, s'ils possèdent le certificat du degré supérieur, le traitement des professeurs, et bénéficient, pour la retraite, des dispositions de la loi du 17 août 1876.

Ils ont droit, en outre, à l'indemnité de résidence prévue à l'article 12 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893 et celle du 20 décembre 1905, et au logement ou à l'indemnité représentative.

Les professeurs adjoints et les instituteurs adjoints délégués des écoles primaires supérieures (lettres et sciences), qui possèdent le degré supérieur du certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin, pourront être nommés professeurs de dessin, s'ils sont chargés d'un moins onze heures par semaine d'enseignement du dessin.

Ils recevront le traitement des professeurs d'écoles primaires supérieures.

Il sera statué, par voie de modification, aux règlements d'administration publique des 4 juin 1890, 3 août 1890 et 26 juillet 1895 sur les conditions dans lesquelles des emplois de cette nature pourront être créés dans les écoles normales de la Seine et dans les écoles primaires supérieures de Paris.

Les dispositions de l'article 39 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893 et par la loi du 17 avril 1906 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent article.

Art. 81. — Les prescriptions de l'alinéa 4 de l'article 22 de la loi du 30 décembre 1903, modifié par l'article 55 de la loi du 26 décembre 1908, pourront être appliquées pendant l'année 1914, ainsi que les dispositions de l'article 15 de la loi du 29 décembre 1911 spéciales au personnel des écoles d'européens en Algérie.

Art. 82. — Le complément de 200 fr. fixé par l'article 9 de la loi du 19 juillet 1889 est élevé à 300 fr., 400 fr. et 500 fr. pour les adjoints et les directeurs chargés de la classe dite cours complémentaire qui comptent à la fois :

3 ans de services dans un cours complémentaire et 15 ans de services dans l'enseignement public ;

6 ans de services dans un cours complémentaire et 20 ans de services dans l'enseignement public ;

10 ans de services dans un cours complémentaire et 25 ans de services dans l'enseignement public.

Un complément de traitement de 100 fr., 200 fr. et 300 fr. est institué en faveur des directeurs d'écoles déchargés de classe qui comptent à la fois :

3 ans de direction déchargée de classe et 15 ans de services dans l'enseignement public;

6 ans de direction déchargée de classe et 20 ans de services dans l'enseignement public;

10 ans de direction déchargée de classe et 25 ans de services dans l'enseignement public.

Art. 83. — Le bénéfice des dispositions de l'alinéa C de l'article 62 de la loi de finances du 30 juillet 1913 est accordé, à compter du 1er juillet 1914, aux instituteurs et institutrices titulaires qui, à cette date, seront âgés de 49 ans.

Art. 84. — Les inspecteurs et inspectrices primaires qui seront âgés de 54 ans au 1er juil-

1er 1914 auront droit, à partir de cette date, aux traitements prévus par l'article 46 de la loi du 27 février 1912 (alinéas 1 et 2).

Art. 85. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé à modifier, à dater du 1er janvier 1914, les règlements concernant les changements de catégorie des fonctionnaires de l'enseignement primaire et à effectuer leur reclassement dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par l'article 63 de la loi de finances de l'exercice 1913.

Art. 86. — Le traitement des professeurs-adjoints des écoles pratiques de commerce et d'industrie est uniformément inférieur de 500 francs au traitement des professeurs de même classe.

Le traitement des professeurs et des chefs de travaux et d'atelier des écoles pratiques de commerce et d'industrie de filles est porté :

Pour la 6e classe, à 2,100 fr.;

Pour la 5e classe, à 2,300 fr.

Art. 87. — Est autorisée la création à l'administration centrale des postes et des télégraphes de deux emplois de chef de bureau.

Cette création sera faite dans la limite des crédits ouverts au chapitre 1er du budget des postes et des télégraphes.

Art. 88. — Le ministre des colonies est autorisé à céder gratuitement aux colonies le matériel de bureau, les ouvrages et documents de bibliothèques, appartenant à l'Etat, nécessairss à la marche du service de l'inscription maritime, dont la charge incombe aux budgets locaux, conformément à l'article 1er de la loi du 23 février 1912.

Art. 89. — Le ministre des colonies est autorisé à céder gratuitement aux colonies le matériel en service et le matériel en approvisionnement appartenant à l'Etat, nécessaire à la marche du service dans les hôpitaux coloniaux transformés en hôpitaux civils par application de l'article 52 de la loi de finances du 31 décembre 1907.

Art. 90. — Les corps des militaires rapatriés dans les conditions prévues à l'article 52 de la loi de finances du 20 juillet 1913 seront transportés aux frais du budget qui avait le défunt à sa charge au moment du décès.

Art. 91. — L'article 9 de la loi du 16 décembre 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les frais de toute nature destinés à assurer l'inspection phytopathologique de la production agricole seront recouvrés en vertu de titres de perception délivrés par le ministre de l'agriculture sur les exportateurs qui auront pris l'engagement de se soumettre à cette inspection. Ils seront répartis sur chacun d'eux dans les conditions fixées par le décret rendu sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances. »

Art. 92. — Les frais destinés à assurer le banderolage des graines de vers à soie, contrôlées par le service de contrôle et de surveillance des grainages de vers à soie, seront recouvrés en vertu de titres de perception délivrés par le ministre de l'agriculture sur les sériciculteurs-graineurs qui auront pris l'engagement de se soumettre au contrôle de l'Etat.

Ils seront répartis sur chacun d'eux à raison d'une taxe de cinq centimes par banderole utilisée.

Art. 93. — A l'expiration de la troisième année à partir de l'ouverture de l'exercice, les crédits applicables aux créances restant à solder demeurent définitivement annulés, et l'exercice cesse de figurer dans la comptabilité des ministères.

Les créances que les ministres ont à solder postérieurement à cette époque sont soumises au régime en vigueur pour les créances des exercices périmés, sans qu'il soit rien modifié aux droits des créanciers de l'Etat tels qu'ils résultent des articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831.

TITRE V

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

Art. 94. — La nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert, par décrets rendus en conseil d'Etat, des crédits supplémentaires pendant la prorogation des Chambres, en exécution de l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879, est fixée, pour l'exercice 1914, conformément à l'état F annexé à la présente loi.

Art. 95. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de 9 millions pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant de l'année 1914.

Art. 96. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit de 3,300,000 fr. pour l'inscription au trésor public des pensions militaires du service de la marine à liquider dans le courant de l'année 1914.

Art. 97. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de 374,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du service colonial à liquider dans le courant de l'année 1914.

Art. 98. — Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra pas excéder une année. Les bons du Trésor en circulation ne pourront excéder 600 millions de francs.

Ne sont pas compris dans cette limite les bons qui seraient déposés à la Banque de France et à la Banque de l'Algérie en garantie de leurs avances permanentes.

Art. 99. — Le ministre des finances est autorisé à pourvoir au remboursement des obligations à court terme échéant en 1914 au moyen d'une émission, au mieux des intérêts du Trésor, d'obligations de même nature dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1920.

Art. 100. — Est fixé à 100,000,000 fr., pour l'année 1914, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 101. — La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation, pendant l'année 1914, des bons de la caisse municipale pour une somme qui ne pourra excéder 40,000,000 fr.

Art. 102. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 4 juillet 1895, pour le programme vicinal de 1914, des subventions qui ne pourront excéder la somme de dix millions de francs et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1914 que sur les crédits à ouvrir aux budgets des exercices 1915 et 1916.

Art. 103. — Le ministre de la marine est autorisé à continuer ou à entreprendre dans les arsenaux et à commander à l'industrie les bâtiments dont les noms et les caractéristiques figurent à l'état II annexé à la présente loi.

Le ministre de la marine ne pourra, dans le courant de l'année 1914, mettre en chantier d'autres bâtiments que jusqu'à concurrence d'un déplacement total maximum de 2,000 tonneaux.

Art. 104. — Le ministre de la marine est autorisé à engager les dépenses nécessaires pour que les trois employés en service au ministère de la marine, qui avaient été inscrits sur la liste d'admissibilité à l'emploi de commis de l'administration centrale, par application de l'article 84 de la loi du 15 juillet 1889, soient incorporés en surnombre dans le cadre des commis de ladite administration centrale et désormais soumis aux statuts de ce personnel.

Ces employés prendront rang à la suite des commis inscrits dans la classe dont le traitement est le plus voisin du montant actuel de leurs émoluments.

Art. 105. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi en 1914 (crédits-matières) est fixée, par chapitre, conformément à l'état I annexé à la présente loi.

Art. 106. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé à réaliser, pendant l'année 1914, la création de douze établissements d'enseignement secondaire de jeunes filles (transformation de cours secondaires en collèges ou création de cours et de collèges.

Art. 107. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé à engager, sur le crédit du chapitre ouvert à cet effet au budget de son département, pendant l'année 1914, 1,275 créations d'écoles et d'emplois dont 1,100 pour l'enseignement primaire élémentaire et 175 pour l'enseignement primaire supérieur.

Seront imputées sur ce crédit les créations d'écoles et de classes publiques, destinées à donner aux enfants sourds-muets et aveugles l'instruction obligatoire prévue par la loi du 28 mars 1882. Les traitements et suppléments de traitements légaux dus aux instituteurs publics attachés à ces établissements sont à la charge de l'Etat dans les conditions déterminées par les lois des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893.

Art. 108. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé, en exécution de l'article 49 de la loi de finances du 27 février 1912, à accorder aux universités, pendant l'année 1914, des subventions en capital s'élevant au total à 200,000 fr., à titre de participation de l'Etat aux dépenses de construction et d'installation de bâtiments à leur usage.

Le montant de la part de l'Etat ne pourra en aucun cas excéder 25 p. 100 de la dépense totale.

Ces subventions seront imputables, soit sur les crédits de payement ouverts par la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir aux budgets des exercices suivants.

Les crédits d'engagement qui n'auraient pas été utilisés au cours de l'année 1914 pourront être reportés législativement à l'année suivante.

Ceux qui auraient été affectés à des projets n'ayant pas reçu de commencement d'exécution dans les deux années qui suivront celle au cours de laquelle la participation de l'Etat aura été promise seront annulés.

Art. 109. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé à accorder, pendant l'année 1914, pour le service des constructions scolaires (enseignement secondaire), en exécution de la loi du 20 juin 1885 et de l'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1893, des subventions s'élevant à 4,900,000 fr., dont 2,400,000 fr. pour les lycées et collèges de garçons, et 2,500,000 fr. pour les lycées et collèges de jeunes filles.

Ces subventions seront imputables, soit sur les crédits de payement ouverts par la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir aux budgets des exercices suivants.

Les crédits d'engagement qui n'auraient pas été utilisés au cours de l'année 1914 pourront être reportés législativement à l'année suivante.

Ceux qui auraient été affectés à des projets n'ayant pas reçu de commencement d'exécution dans les deux années qui suivront celle au cours de laquelle la participation de l'Etat aura été promise seront annulés.

Art. 110. — Le ministre de l'instruction publique est autorisé à accorder, pendant l'année 1914, pour le service des constructions scolaires (enseignement primaire), en exécution de la loi du 20 juin 1885 et de l'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1893, des subventions s'élevant à treize millions de francs.

Ces subventions seront imputables, soit sur les crédits ouverts par la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir aux budgets des exercices suivants.

Art. 111. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à accorder en 1914, aux municipalités ou départements, pour création, agrandissement ou reconstruction d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, des subventions payables par annuités, dans les conditions prévues par la loi du 23 décembre 1912, et dont le montant total ne pourra dépasser 650,000 francs.

Art. 112. — Le crédit ouvert pour l'année 1914, conformément au deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché est fixé à la somme de trente millions de francs.

Art. 113. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à accorder pendant l'année 1914 des subventions pour travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles jusqu'à concurrence de trois millions de francs.

Ces subventions seront imputables, soit sur les crédits ouverts par la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir au budget des exercices suivants.

Art. 114. — Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant l'année 1914, à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, en vertu de la loi du 31 juillet 1913, ne devra pas excéder la somme de deux millions de francs.

Art. 115. — Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant l'année 1914, à allouer aux entreprises de services réguliers de voitures automobiles, en vertu de l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908, ne devra pas excéder la somme de 1,400,000 fr.

Art. 116. — Les travaux à exécuter pendant l'année 1914, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, à l'aide des avances que ces compagnies mettent à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder le maximum de 85 millions de francs.

En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes ou sections de lignes en exploitation, ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état J annexé à la présente loi.

Les versements des compagnies seront portés à un compte intitulé : « Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 ».

Les crédits nécessaires au payement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours, à mesure de la réalisation des versements effectués par les compagnies.

Les crédits non employés à la fin de l'exercice 1914 et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

Art. 117. — En ce qui concerne les chemins de fer exécutés par l'Etat, en dehors des travaux de parachèvement sur les lignes ou sections de lignes en exploitation, ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état K annexé à la présente loi.

Art. 118. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1914, et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, non compris le matériel roulant, à la somme de 140,408,500 francs ainsi répartie par compagnie :

Compagnie du Nord	28.000.000
Compagnie de l'Est	40.000.000
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	22.600.000
Compagnie de Paris à Orléans	25.000.000
Compagnie du Midi	23.000.000
Ceinture	1.803.500
Total égal	140.408.500

En ce qui touche les travaux complémentaires ayant pour but le remplacement d'ouvrages anciens par des ouvrages nouveaux, il ne pourra être imputé, sur les sommes susénoncées, que les plus-values, positives ou négatives, des installations nouvelles sur les installations qu'elles auront remplacées.

L'autorisation donnée par le paragraphe 1er du présent article ne sera valable que jusqu'à concurrence des sommes réellement dépensées dans le cours de l'exercice 1914.

Art. 119. — Les travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant l'année 1914 sous la réserve de l'inscription au budget colonial des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourront excéder le maximum de 200,000 fr.

Art. 120. — L'excédent des recettes constaté en clôture de l'exercice 1914 sera, s'il y a lieu, affecté au remboursement des obligations à court terme en circulation à cette époque.

Art. 121. — La nomenclature des documents à fournir aux Chambres par les différents ministères, en exécution des dispositions contenues dans les lois antérieures de finances, est fixée, pour l'année 1914, conformément à l'état L annexé à la présente loi.

Art. 122. — Il sera publié, en annexe à l'exposé des motifs du projet de budget de l'exercice 1915, un tableau général des dépenses de l'Etat, déduction faite de tous doubles emplois, notamment pour les budgets annexes et pour tous comptes spéciaux.

Ces dépenses seront réparties entre les catégories ci-après :

1° Dépenses gagées sur les ressources générales ;

2° Frais de régie et autres dépenses qui sont la contrepartie des recettes ;

3° Dépenses remboursables ;

4° Dépenses imputées sur fonds d'emprunt.

Il sera publié, dans les mêmes conditions, un tableau dans lequel les ressources applicables aux dépenses de l'Etat seront présentées en catégories distinctes comme suit :

1° Ressources normales ayant le caractère d'impôt ;

2° Ressources normales correspondant à l'exploitation de monopoles ou de services publics ;

3° Ressources normales provenant des domaines de l'Etat ;

4° Remboursement de charges assumées par l'Etat ;

5° Ressources exceptionnelles n'ayant pas le caractère d'emprunt ;

6° Ressources extraordinaires ayant le caractère d'emprunt.

Ces catégories comprendront toutes les ressources dont la perception est prévue au profit de l'Etat, dans quelque compte qu'elles soient rangées, y compris notamment tout compte spécial et tout budget annexe, et seront récapitulées en un total général, déduction faite de tous doubles emplois.

Ces états seront publiés au *Journal officiel* à la suite des états annexés à la loi de finances.

Art. 123. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances de l'exercice 1914, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

ANNEXE N° 272

(Session ord. — Séance du 3 avril 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, par M. Emile Aimond, sénateur.

RAPPORTS PARTICULIERS

Les rapports particuliers sur les budgets de chaque ministère sont les suivants :

Finances. — M. de Selves.
Monnaies et médailles. — M. Couyba.
Imprimerie nationale. — M. Amic.
Justice. — M. Alexandre Bérard.
Services pénitentiaires. — M. Cachet.
Légion d'honneur. — M. Cachet.
Affaires étrangères. — M. Paul Doumer.
Intérieur. — M. Alexandre Bérard.
Guerre. — M. Milliès-Lacroix.
Poudres et salpêtres. — M. Milliès-Lacroix.
Marine militaire. — M. Emile Chautemps.
Marine marchande. — M. Jénouvrier.
Caisse des invalides de la marine. — M. Jénouvrier.
Instruction publique. — M. Eugène Lintilhac.
Beaux-arts. — M. Couyba.
Commerce et industrie. — M. Victor Lourties.
Ecole centrale. — M. Victor Lourties.
Postes et télégraphes. — M. Emile Dupont.
Caisse nationale d'épargne. — M. Emile Dupont.
Travail et prévoyance sociale. — M. Ferdinand-Dreyfus.
Colonies. — M. Gervais.
Chemin de fer et port de la Réunion. — M. Gervais.
Agriculture. — M. Jules Develle.
Travaux publics et conventions. — M. Albert Gérard.
Chemins de fer de l'Etat. — M. Léon Barbier.
Protectorats. — M. Lucien Hubert.

MINISTÈRE DES FINANCES

(M. de Selves, rapporteur.)

Messieurs, le projet de budget du ministère des finances originairement déposé s'élevait à la somme de 1,718,023,325 fr., répartie comme il suit :

Dette publique	1.318.324.321
Travaux publics	19.859.488
Service général du ministère	51.421.511
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	290.512.005
Remboursements, restitutions et non valeurs	37.903.000
Soit une augmentation par rapport au budget de 1913 de	42.534.062

Le ministre des finances opéra, en janvier, des réductions s'élevant au chiffre de 14,534,000 francs.

Enfin la Chambre, d'accord avec le ministre, opéra à son tour des réductions diverses s'élevant à 1,350,225 fr.

Ces réductions successives, dont le total est de 15,884,655 fr., ramènent le budget à un chiffre qui n'excède plus que de 26,619,407 fr. le chiffre de 1913.

Le budget voté par la Chambre des députés et soumis à vos délibérations est dès lors de 1,702,138,670 fr.

Votre commission des finances vous propose de le réduire d'une somme de 2,500,000 fr. prélevée sur le crédit voté par la Chambre au chapitre 15.

En agissant ainsi, elle reste fidèle à la conception qui l'a récemment inspirée lorsque, rapportant devant vous un cahier de crédits supplémentaires dans lequel était insérée une disposition autorisant des émissions de bons du Trésor à concurrence de 800 millions, elle a réduit ce chiffre à celui de 600 millions.

Elle a estimé alors et elle estime toujours que des émissions plus considérables, venant augmenter une dette flottante déjà trop lourde constituent un dangereux défaut de prudence qu'il est de son devoir d'empêcher. Or voter le crédit de 17,400,000 fr. comme intérêts de la dette flottante équivaudrait à permettre l'émission des 600 millions refusés précédemment.

C'est donc le chiffre de 14,900,000 fr. voté en 1913 qu'il convient de maintenir, ce qui ramène le chiffre total du budget à la somme de 1,699,638,670 fr. que nous proposons de voter tels qu'ils sont détaillés dans les chapitres ci-après :

DISCUSSION DES CHAPITRES

Dette consolidée.

CHAPITRE 1er. — Rentes 3 p. 100.

Crédit voté pour l'exercice 1913, 655,832,276 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 655,832,276 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 655,832,276 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 655,832,276 fr.

Ce chapitre ne motive aucune observation particulière.

CHAPITRE 2. — Rentes 3 p. 100 amortissables.

Crédit accordé pour l'exercice 1913, 156,800,000 francs.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 156,800,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 156,800,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 156,800,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 3. — Annuité versée à la caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901.

Crédit accordé pour 1913, 11,600,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 11,600,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 11,600,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 11,600,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 4. — Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement de l'armement. (Loi du 17 février 1893.)

Crédit accordé pour 1913, 4,423,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 5,731,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 5,554,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 5,554,000 fr.
Différence en plus : 1,131,000 fr.

L'augmentation provient de la nécessité où l'on se trouvera d'attribuer en 1914, par suite du renchérissement du loyer des capitaux, un taux d'intérêt supérieur aux obligations qu'il sera nécessaire d'émettre pour remplacer celles arrivant à échéance dans le courant de l'année.

Après revision des calculs et tenant compte du taux du renouvellement à 3,25 p. 100 indiqué par le Gouvernement, la commission du budget a estimé qu'il y avait lieu de réduire le crédit demandé de 180,000 fr.

Cette réduction ayant été acceptée par M. le ministre des finances, le chapitre se totalise donc au chiffre de 5,554,000 fr.

CHAPITRE 5. — Intérêts des obligations émises pour le remboursement des cautionnements.

Crédit accordé en 1913, 787,500 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,137,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,137,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,137,500 fr.
Différence en plus : 350,000 fr.

Cette augmentation provient de la nécessité où l'on se trouve d'attribuer en 1914, par suite du renchérissement du loyer des capitaux, un taux d'intérêt supérieur aux obligations émises en remplacement de celles arrivées à échéance en 1913.

CHAPITRE 6. — Annuités aux compagnies de chemins de fer garanties d'intérêts de 1871 et 1872.

Crédit accordé pour l'exercice 1913, 2,482,303 francs.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,482,303 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,482,303 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,482,303 fr.

Pour 1914 le chiffre de 2,482,303 fr. s'applique jusqu'à concurrence de 2,250,214 fr. au service des intérêts et pour le surplus, soit 232,089 fr. à l'amortissement. Au 1er janvier 1914 le capital amorti sera de 3,489,884 fr. 63 le capital restant à amortir, 36,833,475 fr.

CHAPITRE 7. — Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est (loi du 17 juin 1873).

Crédit accordé pour 1913, 20,500,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 20,500,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 20,500,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 20,500,000 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 8. — Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (loi du 18 février 1898).

Crédit accordé pour 1913, 2,546,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,546,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,546,000 fr.
Crédit proposé par la commisssion des finances, 2,546,000 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 9. — Annuité à la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 2,348,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,348,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,348,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,348,000 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 9 *bis*. — Amortissement des avances faites par le Trésor pour l'exécution du programme approuvé par la loi du 30 mars 1912.

Crédit accordé pour 1913, 3,098,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 10,376,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, néant.
Crédit proposé par la commission des finances, néant.

L'article 55 de la loi de finances du 30 juillet 1913 dispose que « si les dépenses déterminées par les constructions et les travaux prévus aux articles 9 et 10 de la loi du 30 mars 1912 sont supérieurs au montant des annuités prévues à l'état B annexé à ladite loi, l'excédent est porté au débit d'un compte de trésorerie dans la limite d'un maximum fixé chaque année par la loi de finances ».

L'article 56 de la même loi de finances du 30 juillet 1913 prévoit d'autre part l'inscription, au budget du ministère des finances de chaque exercice, du crédit nécessaire pour l'amortissement, dans un délai minimum de vingt ans, des avances faites au titre des exercices précédents et portées au débit du compte de trésorerie.

Le projet de loi de finances de 1914 prévoyant la suppression du compte spécial de la marine et l'inscription des dépenses de l'espèce au budget de ce département, il en résulte la disparition du présent chapitre.

CHAPITRE 10. — Remboursement de la dette du Trésor, vis à-vis de la caisse des dépôts et consignations, au 1er janvier 1902.

Crédit accordé pour 1913, 49,037,750 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 49,011,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 49,011,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 49,011,500 fr.
Différence en moins : 26,250 fr.

Cette différence provient du jeu de l'amortissement qui s'effectue par série de 100 obligations.

CHAPITRE 11. — Intérêts des prêts faits aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse ainsi qu'aux propriétaires d'immeubles résidant dans ces départements (loi du 23 juillet 1909).

Crédit accordé pour 1913, 375,801 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 375,801 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 375,801 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 375,801 fr.
Sans observations.

CHAPITRE 12. — Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées.

Crédit accordé pour 1913, 16,500 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 16,600 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 16,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 16,500 fr.
Sans observations.

CHAPITRE 13. — Annuités aux compagnies de chemins de fer pour subventions et avances.

Crédit accordé pour 1913, 38,403,270 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 38,317,779 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 38,317,779 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 38,317,776 fr.
Différence en moins : 85,491 fr., résultant de l'extinction, à partir du 1er août 1913, de l'annuité à la compagnie Fives-Lille (avances relative à la ligne Saint-Georges-de-Commiers à la Mure.

CHAPITRE 14. — Rachat de concessions de canaux (loi des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863).

Crédit accordé pour 1913, 219,803 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 218,482 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 218,482 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 218,482 fr.
Différence en moins : 1,321 fr.

Cette économie est réalisée par suite de l'extinction en 1913 de deux annuités de 600 fr. 91.

CHAPITRE 15. — Intérêts de la dette flottante du Trésor.

Crédit accordé pour 1913, 14,900,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 17,400,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 17,400,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 14,900,000 fr.

L'augmentation de 2,500,000 fr., prévue par le Gouvernement et votée par la Chambre est la conséquence de la demande soumise au Parlement en vue d'être autorisé à émettre, en 1914, 200 millions de plus de bons du Trésor. La commission estime qu'il y a lieu de s'en tenir au chiffre de 600 millions déjà admis en 1913.

CHAPITRE 16. — Intérêts de capitaux de cautionnements.

Crédit demandé pour 1913, 2,126,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,013,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,013,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,013,000 fr.
Différence en moins : 113,000 fr.

La réduction de 113,000 fr. provient de la diminution des cautionnements constitués en numéraire. C'est le résultat de la faculté accordée aux comptables publics, successivement par les lois du 13 avril 1898 et du 25 décembre 1908, de constituer leur cautionnement en rente ou d'adhérer à une association agréée de cautionnement mutuel garantissant, vis-à-vis du Trésor, les faits de charge.

CHAPITRE 17. — Pensions civiles (loi du 22 août 1790, décret du 22 août 1791, etc.).

Crédit accordé pour 1913, 387,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 456,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 456,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 456,000 fr.
Différence en plus : 69,000 fr.

Au 1er janvier : 388 pensions étaient inscrites pour un total de 448,601 fr. 31, soit en chiffres ronds 448.602

A ce chiffre a été ajoutée pour l'évaluation des concessions nouvelles à prononcer en 1914 la somme de..... 50.770
représentant la moyenne des concessions des trois années 1910-1911-1912, ainsi établie :

Nouvelles concessions.

1910.....	28.874
1911.....	36.134
1912.....	87.302
Moyenne..... =	50.770

On a ainsi obtenu un total de..... 499.372
Par contre, ce total a été réduit de.. 43.372
pour tenir compte des extinctions probables en cours d'exercice.

Ce chiffre a été également calculé sur la moyenne des années 1910-1911-1912, savoir :

Extinctions.

1910.....	30.046
1911.....	69.415
1912.....	32.361
Moyenne..... =	43.941

Le crédit demandé pour 1914 a donc été arrêté à..... 456.000
Le crédit de 1913 étant de..... 387.000
Il en résulte une augmentation de.. 69.000

CHAPITRE 18. — Rentes viagères d'ancienne origine (loi du 23 floréal an XI).

Crédit accordé pour 1913, 790 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 790 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 790 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 790 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 19. — Pensions de donataires dépossédés (loi du 26 juillet 1821).

Crédit accordé pour 1913, 57,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 50,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 50,000 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 50,000 fr.
Différence en moins : 7,000 fr.
La diminution de ce crédit provient de l'extinction de pensions.

CHAPITRE 20. — Pensions militaires de la guerre.

Crédit accordé pour 1913, 132,352,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 137,416,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 137,216,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 137,216,000 fr.
Différence en plus : 4,854,000 fr.

Les propositions primitives du Gouvernement se montaient à 137,416,000 fr. et étaient justifiées de la façon suivante :

Au 1er janvier 1913, 131,313 pensions étaient inscrites pour un total de 128,866,264 fr. 72, soit, en chiffres ronds.....		128.866.265
On a ajouté à ce chiffre :		
1° Les concessions effectuées sur le crédit supplémentaire d'inscription accordé pour l'exercice 1912 par la loi du 23 décembre 1912.....	1.000.000	
2° Les concessions à effectuer sur le crédit d'inscription de 1913...	9.000.000	
3° Les concessions de 1914, évaluées à 7 dixièmes (au lieu de $\frac{6,666}{10}$) (loi du 17 avril 1883) du crédit de 9 millions de francs demandé pour 1914.....	6.300.000	
	16.300.000	16.300.000
Total.....		145.166.265
Ce total a été réduit :		
1° Du montant des extinctions prévues pour 1913, soit de..... calculé sur la moyenne des trois dernières années, savoir :	5.167.265	
1910..... 5.050.535		
1911..... 5.186.636		
1912..... 5.265.714		
Moyenne : = 5.167.632		
2° De la moitié des extinctions à réaliser en 1914 : $\left(\frac{5.167.632}{2} = 2.583.816\right)$ soit de.....	2.583.000	
	7.750.265	7.750.265
Le crédit demandé pour 1914 a donc été fixé à.....		137.416.000
Le crédit de 1913 s'étant élevé à.		132.352.000
Il en résulte une augmentation de.....		5.064.000

Dans ses propositions définitives, le Gouvernement a jugé possible, étant donnée l'importance des annulations en règlement, d'apporter au chiffre primitivement indiqué une réduction de 200,000 fr., ramenant ainsi à 137,216,000 fr. le crédit du chapitre.

CHAPITRE 21. — Pensions militaires de la marine (lois du 18 avril 1831, 24 novembre 1848, 26 avril 1855, etc.)

Crédit accordé pour 1913, 46,652,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 47,641,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 47,641,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 47,641,000 fr,
Différence en plus : 989,000 fr.

Les propositions primitives du Gouvernement se montaient à 47,741,000 fr. et étaient justifiées de la façon suivante :

Au 1er janvier 1913, 46,193 pensions étaient inscrites pour un total de.....		45.488.570
On a ajouté à ce chiffre :		
1° Les concessions à effectuer sur le crédit d'inscription de 1913.....	3.300.000	
2° Les concessions de 1914 évaluées aux 7 dixièmes au lieu de 6.666 dixièmes (loi du 17 avril 1883) du crédit de 3,300,000 fr. demandé pour 1914.....	2.310.000	
	5.610.000	5.610.000
Ce total a été réduit :		
1° Du montant des extinctions prévues pour 1913, soit de calculé sur la moyenne des trois dernière années, savoir :	2.238.578	
1910..... 2.196.503		
1911..... 2.249.042		
1912..... 2.270.186		
Moyenne = 2.238.577		
2° De la moitié des extinctions à réaliser en 1914 : $\left(\frac{2.238.577\,50}{2} = 1.119.238\,50\right)$ soit de.....	1.119.000	
	3.357.578	3.357.570
Le crédit demandé pour 1914 a donc été fixé à.....		47.741 000
Le crédit de 1913 s'étant élevé à..		46.652.000
il en résultait une augmentation de.		1.089.000

Dans ses propositions définitives, le Gouvernement a jugé possible, étant donnée l'importance des annulations en règlement, d'apporter au chiffre primitivement indiqué une réduction de 100,000 fr., ramenant ainsi à 47,641,000 fr. le crédit du chapitre.

CHAPITRE 22. — Pensions militaires des colonies (lois du 18 avril 1831, 26 avril 1855, 26 avril et 26 juin 1856, etc.).

Crédit accordé pour 1913, 2,455,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,833,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,832,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,832,000 fr.
Différence en plus ; 377,000 fr.

La Chambre des députés a décidé d'obtenir une réduction de 1,000 fr. à titre indicatif ; elle a considéré qu'il y avait lieu d'inviter le Gouvernement à ne pas procéder, sauf les cas d'invalidité réelle, à des mises à la retraite prématurées. Il semblerait que, dans certains cas, des fonctionnaires ayant atteint depuis peu de temps seulement l'âge de la retraite auraient pu, pour le bien du service et l'avantage du Trésor, être maintenus en activité.

CHAPITRE 23. — Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe (lois des 23 juin 1835, etc.).

Crédit accordé pour 1913, 718 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 718 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 718 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 718 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 24. — Pensions à titre de récompense nationale (loi du 13 juin 1850).

Crédit accordé pour 1913, 3,475 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement en 1914, 3,400 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,400 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,400 fr.
Différence en moins : 75 fr.

Au 1er janvier 1913, 8 pensions étaient inscrites pour.....	3.900
Vu le petit nombre des parties prenantes, il a paru prudent de ne faire état des extinctions que pour la somme de 500 fr., montant moyen d'une pension	500
Dans ces conditions, le crédit demandé pour 1914 a été fixé à.....	3.400
Le crédit de 1913 s'étant élevé à.....	3.475
il en résulte une diminution de.....	75

CHAPITRE 25. — Supplément à la dotation de l'ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'ordre et des médaillés militaires.

Crédit accordé pour 1913, 12,225,755 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 12,514,905 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 12,509.605 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 12,509,605 fr.
Différence en plus : 283,850 fr.

La Légion d'honneur constitue un budget annexe au budget général de l'Etat et, pour faire face à ses dépenses, elle possède des ressources particulières, dont les plus importantes sont les arrérages des rentes qui forment sa dotation. Mais par suite de l'insuffisance de ces recettes, l'Etat est obligé de les compléter chaque année au moyen d'une allocation formant ainsi un supplément à la dotation.

Ce supplément fait l'objet du présent chapitre.

D'après le budget spécial de la Légion d'honneur, le complément de dotation se trouve fixé à 12.509.605 fr., en réduction, par conséquent, de 6,300 fr. sur le chiffre proposé.

CHAPITRE 26. — Pensions civiles (loi du 9 juin 1853).

Crédit accordé pour 1913, 121,760,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 126,060,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 126.060.000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 126,060,000 fr.
Différence en plus : 4,300,000 fr.

Le crédit à demander pour 1914 avait été évalué primitivement à	121.760.000
montant du crédit voté par la loi du 30 juillet 1913 pour l'exercice 1913, auquel il convenait d'ajouter la somme de.....	4.800.000
montant du crédit supplémentaire accordé par la loi du 2 août 1913 l'inscription des pensions civiles en 1913, soit au total.....	126.560.000
Dans ses propositions définitives, le Gouvernement a jugé possible, étant donné l'importance des annulations en règlement, de diminuer ce chiffre de.....	500.000
de sorte que le crédit demandé n'est plus que de.....	126.060.000

CHAPITRE 27. — Pension des grands fonctionnaires (loi du 17 juillet 1856).

Crédit accordé pour 1913, 54,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 54,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 54,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 54,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 28. — Pensions ecclésiastiques sardes (convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860).

Crédit accordé pour 1913, 1,760 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,146 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,146 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,146 fr.
Différence en moins : 614 fr.

La différence entre le chiffre de 1913 et le crédit demandé pour 1914 provient d'extinction de pensions.

CHAPITRE 29. — Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins ou à leurs veuves.

Crédit accordé pour 1913, 1,632,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,336,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,336,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,336,000 fr.
Différence en moins, 296,000 fr.

Au 1er janvier 1913, 8,926 suppléments étaient inscrits pour un total de.....	1.640.679
Les suppléments de pensions étant dans la période de décroissance, les extinctions ont été calculées, d'après le chiffre de la plus faible année de la dernière période triennale, à.....	204.679
Au cours de cette période, les extinctions ont été, en effet :	
En 1910, de 218,082 fr.	
En 1911, de 213,607 fr.	
En 1912, de 204,645 fr.	
Dans ces conditions, le crédit demandé pour 1914 a été fixé à,.....	1.436.000
Le crédit de 1913 s'étant élevé à..	1.632.000
il en résulte une première diminution de.....	196.000
En outre, dans ses propositions définitives, le Gouvernement a jugé possible, étant donnée l'importance des annulations en règlement, de proposer une nouvelle réduction de	100.000
Ce qui porte la diminution du chapitre à.....	296.000

CHAPITRE 30. — Indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 (loi du 3 juin 1881).

Crédit accordé pour 1913, 1,703,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,622,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,622,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,622,000 fr.
Différence en moins : 81,000 fr.

La réduction du crédit provient d'extinction de pensions.

CHAPITRE 31. — Pensions et indemnités de réforme de la magistrature (loi du 30 août 1883).

Crédit accordé pour 1913, 327,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 282,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 282,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 282,000 fr.
Différence en moins : 45,000 fr.

Cette diminution provient de l'extinction de pensions.

CHAPITRE 32. — Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante (lois des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905).

Crédit accordé pour 1913, 43,721 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 43,721 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 43,721 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 43,721 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 33. — Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins (loi du 18 avril 1888).

Crédit accordé pour 1913, 39,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 35,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 35,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 35,000 fr.

Différence en moins : 4,000 fr., résultant de l'extinction de pensions.

CHAPITRE 34. — Part contributive de l'Etat dans les pensions de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie (décrets du 11 juin 1881 et 7 juin 1902).

Crédit accordé en 1913, 25,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 27,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 27,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 27,500 fr.
Différence en plus, 2,000 fr.

Au 1er janvier 1913, 51 pensions étaient inscrites pour un total de 15,675 fr. 33, soit en chiffres ronds	15.676
A ce chiffre a été ajoutée la somme de.....	11.824
représentant le montant probable des nouvelles concessions en 1913 et en 1914.	
On a ainsi obtenu un total de	27.500
Le crédit accordé pour 1913 s'étant élevé à	25.500
il en résulte une augmentation de.....	2.000

CHAPITRE 35. — Allocations supplémentaires aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1870, etc.

Crédit accordé pour 1913, 2,726,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,293,000 fr.
Crédit voté par la Chambre, 2,293,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,293,000 fr.
Différence en moins : 433,000 fr.

Au 1er janvier 1913, 17,343 allocations étaient inscrites pour un total de.....	2.801.008
Les allocations supplémentaires étant dans la période de décroissance, les extinctions ont été évaluées d'après le chiffre de la plus faible année de la dernière période triennale, soit à.....	308.008
Au cours de cette période, les extinctions ont été, en effet, de :	
En 1910, 383,265 fr.	
En 1911, 384,729 fr.	
En 1912, 308,610 fr.	
Dans ces conditions, le crédit demandé pour 1914 a été fixé à.....	2.493.000
Le crédit de 1913 s'étant élevé à...	2.726.000
il en résulte une première diminution de.....	233.000
En outre, dans ses propositions définitives, le Gouvernement a jugé possible, étant donnée l'importance des annulations en règlement, de proposer une nouvelle réduction de.	200.000
portant ainsi le total des diminutions à.....	433.000

CHAPITRE 36. — Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins (loi du 8 avril 1910, art. 82).

Crédit accordé pour 1913, 420,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 440,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 440,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 440,000 fr.

Différence en plus, 20,000 fr.

Cette somme en plus de 20,000 fr. est destinée à poursuivre l'unification progressive des pensions accordées aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins.

A cet égard, nous jugeons utile de signaler les réflexions suivantes faites par le rapporteur du budget des finances, à la Chambre des députés :

Nous croyons devoir ajouter que l'espoir formulé par le Gouvernement d'arriver à l'unification, au moyen de ces mesures, en 1925, au plus tard, ne se réalisera pas. Des calculs qui paraissent sérieux font ressortir cette impossibilité, due à l'écart considérable entre les anciennes pensions et les nouvelles. Il paraît dès maintenant certain que, si on veut donner satisfaction à des revendications dont la justice n'est plus à établir, il faudra consentir, dans le prochain budget, et au plus tard en 1916, des crédits nouveaux permettant d'arriver enfin et plus rapidement à une unification qui aurait pu, en bonne logique, être prévue par la loi du 16 janvier 1905 instituant les nouveaux tarifs de pension.

CHAPITRE 37. — Pensions aux ministres des cultes (loi du 9 décembre 1905).

Crédit accordé pour 1913, 7,891,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 7,373,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 7,373,000 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 7,373,000 fr.
Différence en moins : 518,000 fr.

Cette diminution provient de l'extinction des pensions.

CHAPITRE 38. — Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.

Crédit accordé en 1913, 171,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 155,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 155,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 155,000 fr.
Différence en moins : 16,000 fr. provenant de l'extinction de pensions.

CHAPITRE 29. — Dotation du Président de la République.

Crédit accordé en 1913, 600,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 600,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 600,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 600,000 fr.

Sans observations.

CHAPITRE 40. — Frais de maison du Président de la République.

Crédit accordé en 1913, 300,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 300,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 300,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 300,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 41. — Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.

Crédit accordé en 1913, 300,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 300,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 300,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 300,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 42. — Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.

Crédit accordé pour 1913, 6,820,000 fr.
Crédit demandé pour 1914, 6,620,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 6,620,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 6,620,000 fr.
Différence en moins : 200,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 43. — Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.

Crédit accordé pour 1913, 12,096,488 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 12,039,488 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 12,041,988 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 12,041,988 fr.
Différence en moins, 54,500 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 44. — Traitement du ministre, du sous-secrétaire d'Etat et personnel de l'administration centrale du ministère.

Crédit accordé pour 1913, 3,731,100 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 3,770,159 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3 millions 800,067 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,800,067 fr.
Différence en plus, 68,967 fr.

L'augmentation se justifie par des créations d'emplois ou des améliorations de situations accordées au personnel.

CHAPITRE 44 *bis*. — Salaires pour le renouvellement des titres provenant de la conversion des rentes 3 1/2 p. 100.

Crédit accordé pour 1913, 41,550 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, néant.
Crédit voté par la Chambre des députés, néant.
Crédit proposé par la commission des finances, néant.
Différence en moins, 41,550 fr.

Dépense non renouvelable.

CHAPITRE 45. — Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale.

Crédit accordé pour 1913, 399,780 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 406,480 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 406,480 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 406,480 fr.
Différence en plus : 6,700 fr.

Cette augmentation s'explique par des dépenses diverses, telles que :
Des travaux supplémentaires au Grand Livre, à la Dette inscrite, etc.

CHAPITRE 45 *bis*. — Indemnités et travaux supplémentaires pour le renouvellement des titres provenant de la conversion des rentes 3 1/2 p. 100.

Crédit accordé pour 1913, 160,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, néant.
Crédit voté par la Chambre des députés, néant.
Crédit proposé par la commission des finances, néant.
Différence en moins : 160,000 fr.

Ce chapitre a été supprimé pour les mêmes raisons que le chapitre 44 *bis* ci-dessus.

CHAPITRE 46. — Traitement du personnel de l'inspection générale des finances.

Crédit accordé pour 1913, 791,615 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 791,615 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 791,615 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 791,615 fr.

Sans observations.

CHAPITRE 47. — Frais de tournées, de missions et d'examens de l'inspection générale des finances. — Frais de bibliothèques et dépenses diverses.

Crédit accordé pour 1913, 215,185 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 280,630 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 247,910 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 247,910 fr.
Différence en plus : 32,725 fr.

Les indemnités de tournées sont actuellement calculées sur le pied de 20 fr. par journée passée en Algérie, de 15 fr. par journée passée dans les départements ou en Corse, et de 5 fr. par jour à Paris.

Le Gouvernement, estimant que ces tarifs, qui datent de 1885, sont devenus notoirement insuffisants par suite du renchérissement général de la vie et notamment de l'augmentation du prix des hôtels, avait proposé, à l'occasion du projet de budget de 1913, l'élévation des indemnités au chiffre de 25 fr. par journée en Algérie, de 20 fr. par journée passée dans les départements ou en Corse, et de 10 fr. par jour dans le département de la Seine : l'augmentation de dépense s'élevait à 65,445 fr.

Mais la Chambre des députés n'avait pas cru pouvoir accorder cette augmentation de crédit avant d'être complètement renseignée sur les tarifs en vigueur dans les autres administrations. Sans prendre parti sur le principe de la mesure proposée elle avait ajourné la question en vue de procéder à une étude d'ensemble.

Aujourd'hui, éclairée sur la question, elle a décidé d'approuver les propositions du Gouvernement dans leur ensemble. Toutefois, elle considère que la réforme peut être réalisée en deux exercices. Elle a en conséquence réduit le crédit de 32,720 fr. Le chapitre se totalise donc par 247,910 fr.

Le Gouvernement accepte cette manière de faire.

CHAPITRE 48. — Traitement du personnel central des administrations financières.

Crédit accordé pour 1913, 1,873,473 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,883,709 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,897,540 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,897,540 fr.
Différence en plus : 24,067 fr.

Cette augmentation s'explique par des améliorations à la situation du personnel déjà décidées.

CHAPITRE 49. — Indemnités diverses du personnel central des administrations financières.

Crédit accordé en 1913, 57,475 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 50,075 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 50,075 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 50,075 fr.
Différence en moins : 7,400 fr.

Les différences, par rapport à 1913 portent sur les articles 1er et 5.

L'article 1er a été diminué d'une somme de..... 8.000

Cette réduction a été jugée possible en raison de l'état d'avancement des travaux consécutifs à l'évaluation du revenu des propriétés non bâties.

Par contre, l'article 5 a été majoré de 600 pour la création d'un paragraphe 6 nouveau, destiné à permetire l'allocation aux expéditionnaires non commissionnés de la direction générale des manufactures de l'Etat, des indemnités de résidence prévues dans le programme d'améliorations qui a été adopté en principe dans le budget de 1913.

La diminution des crédits du chapitre est, en définitive, de..... 7.400

Le chapitre n'appelle aucune autre observation.

CHAPITRE 49 *bis*. — Allocations aux agents de la direction générale de l'enregistrement ayant participé à la liquidation de biens des congrégations.

Crédit accordé pour 1913, 10.000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 24,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 20,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 20,000 fr.
Différence en plus : 10,000 fr.

Le crédit demandé à ce chapitre a pour objet de permettre le payement aux agents de la direction générale ayant participé à la liquidation des congrégations, de l'allocation prévue par l'article 2 de la loi du 30 mars 1910.

Le supplément de crédit nécessaire pour 1914 ne représente pas une augmentation par rapport au chiffre global du budget de 1913 : la somme de 14,000 fr. a été distraite au chapitre 94 (4e partie) pour mettre les crédits du chapitre 49 *bis* en rapport avec les dépenses concernant les agents de la direction générale.

La Chambre des députés a fait subir une réduction de 4,000 fr. au chapitre. Cette réduction a été acceptée par le Gouvernement.

CHAPITRE 50. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit accordé pour 1913, 363,930 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 383,930 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 382,626 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 382,626 fr.
Différence en plus : 18,696 fr.

Cette augmentation provient de la création d'un nouveau bureau chargé du service des obligations des chemins de fer de l'Etat. La dépense nouvelle figure au budget des finances à titre remboursable ; le montant doit en être intégralement restitué à ce budget par l'administration des chemins de fer de l'Etat.

CHAPITRE 50 *bis*. — Matériel pour le renouvellement des titres provenant de la conversion des rentes 3 1/2 p. 100.

Crédit accordé pour 1913, 18,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, néant.
Crédit voté par la Chambre des députés, néant.
Crédit proposé par la commission des finances, néant.

Dépense non renouvelable.

CHAPITRE 51. — Impressions.

Crédit accordé pour 1913, 2,210,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,097,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,079,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,079,000 fr.
Différence en moins : 131,000 fr.

Le crédit voté par la Chambre ne soulève pas d'objection ; il n'en a provoqué d'ailleurs aucune de la part du Gouvernement.

CHAPITRE 52. — Dépenses diverses de l'administration centrale.

Crédit accordé pour 1913, 122,740 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 118,290 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 118,290 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 118,290 fr.
Différence en moins : 4,450 fr.

La diminution porte sur l'article 7 : Frais de gestion payés à la Caisse des dépôts et consi-

gnations pour la liquidation des caisses des écoles et des chemins vicinaux.

Ces caisses ont été supprimées à partir du 1er janvier 1894.

CHAPITRE 53. — Frais de trésorerie.

Crédit accordé pour 1913, 150,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 147,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 147,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 147,000 fr.

Différence en moins : 3,000 fr.

La diminution provient du transport de ce chapitre au chapitre 45 d'une somme de 3,000 francs représentant « les indemnités des agents de comptoirs ». Les motifs de ce transfert ont été indiqués au chapitre 45.

CHAPITRE 54. — Traitement fixe des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine.

Crédit accordé en 1913, 1,044,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,044,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,044,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,044,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 55. — Traitement du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances.

Crédit accordé pour 1913, 3,289,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 3,449,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,449,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,449,000 fr.

Différence en plus : 160,000 fr.

L'augmentation, par rapport à 1913, soit 160,000 fr., se décompose ainsi :

1° Transfert du chapitre 58 au chapitre 55 d'une somme de 10,000 fr., correspondant à une augmentation du prélèvement opéré sur les émoluments des receveurs des finances pour la rémunération des agents titulaires qu'ils emploient..... 10.000

2° Montant de l'une des trois annuités destinées à porter le traitement de début des employés titulaires de 1,200 francs à 1,500 fr..... 100.000

3° Augmentation du personnel titulaire nécessitée par l'application de la loi sur les retraites ouvrières..... 60.000

Total égal..... 160.000

CHAPITRE 56. — Indemnités de fonctions et bonifications des pensions de retraite du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances ; fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine.

Crédit accordé pour 1913, 1,754,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,754,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,754,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,754,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 57. — Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.

Crédit accordé pour 1913, 651,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 654,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 654,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 654,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 58. — Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances, comprenant les frais du personnel auxiliaire et du matériel à leur charge.

Crédit accordé pour 1913, 1,601,500 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,591,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,591,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,591,500 fr.

Différence en moins : 10,000 fr.

Le budget de 1914 présente un transfert de 10,000 fr. du présent chapitre au chapitre 55.

CHAPITRE 59. — Frais de contrôle et de perception du prélèvement de 15 p. 100 sur le produit brut des jeux. (Loi du 15 juin 1907.)

Crédit accordé pour 1913, mémoire.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, mémoire.
Crédit voté par la chambre des députés, mémoire.
Crédit proposé par la commission des finances, mémoire.

Sans observation.

CHAPITRE 60. — Traitement du personnel de la cour des comptes.

Crédit accordé pour 1913, 1,593,650 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,607,510 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,696,710 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,606,718 fr.

Différence en plus : 8,060 fr.

Le Gouvernement demandait sur ce chapitre le rétablissement d'un crédit de 800 fr., supprimé en 1913, et afférent aux traitements du personnel des secrétariats de la première présidence et du parquet.

La Chambre des députés n'a pas cru devoir accorder ce rétablissement de crédit, les motifs invoqués par le Gouvernement ne lui paraissant pas suffisamment probants.

CHAPITRE 61. — Indemnités diverses du personnel de la cour des comptes.

Crédit accordé pour 1913, 24,350 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 32,250 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 32,250 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 32,250 fr.

Différence en plus : 7,900 fr.

Le relèvement de crédit de 7,900 fr. demandé au titre de ce chapitre, doit être réparti ainsi qu'il suit :

a) Art. 1er. — Rétribution des heures supplémentaires de travail fournies par les agents des services administratifs et du service intérieur..... 5.000

b) Art. 4. — Indemnités permanentes pour rondes de nuit, service des lavabos, des fontaines, etc. Salaires de la lingère et de la concierge de la rue du Mont-Thabor..... 2.200

c) Art. 5. — Secours, étrennes et allocations accidentelles..... 700

7.900

CHAPITRE 62. — Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.

Crédit accordé pour 1913, 71,600 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 84,150 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 84,150 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 84,150 fr,

Différence en plus : 12,550 fr.

Le relèvement de crédit demandé s'applique pour partie à chacun des cinq articles que ce chapitre comporte, dans les proportions suivantes :

a) Art. 1er. — (Impressions, lithographies, achats de livres, reliures, abonnements aux bulletins des lois, journaux et recueils périodiques, fournitures de bureau)..... 1.000

b) Art. 2. — (Chauffage et éclairage)..... 5.000

c) Art. 3. — (Habillement des gens de service)..... 1.250

d) Art. 4. — (Entretien et achat de mobilier)..... 1.800

e) Art. 5. — (Abonnements au service des eaux, au service téléphonique, location de voitures pour les cérémonies publiques, taxe de balayage, entretien des ascenseurs et monte-charges, menues dépenses et frais divers, permanents ou exceptionnels, relatifs au service du matériel)..... 4.000

Ensemble..... 13.050

Cette augmentation est la conséquence du transfert de la cour des comptes dans les nouveaux bâtiments de la rue Cambon.

La Chambre des députés a estimé toutefois qu'une réduction de 500 fr. pouvait être apportée sur l'article 2 (chauffage et éclairage).

CHAPITRE 63. — Traitement du personnel du service des laboratoires.

Crédit accordé en 1913, 348,100 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 350,618 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 350,618 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 350,618 fr.

Différence en plus : 2,518 fr.

L'augmentation de 2,518 fr. provient de la 7e annuité de 2,500 fr. accordée en vue du relèvement des traitements du personnel et de la contribution de l'Etat pour l'application de la loi sur les retraites ouvrières pour les deux agents des essais à Lyon.

CHAPITRE 64. — Indemnités diverses du personnel des laboratoires, frais de missions et secours.

Crédit accordé pour 1913, 46,400 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 46,400 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 46,400 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 46,400 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 65. — Matériel et dépenses diverses du service des laboratoires.

Crédit accordé pour 1913, 145,850 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 145,850 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 145,850 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 145,850 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 66. — Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes.

Crédit accordé pour 1913, 29,764,565 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 30,343,565 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 30,343,565 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 30,343,565 fr.

Différence en plus : 579,000 fr.

L'augmentation de 579,000 fr., qui figure au chapitre 66 (nouveau) et qui n'est d'ailleurs qu'apparente, se justifie par les raisons suivantes :

L'article 41 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat dispose que les sommes rendues disponibles, chaque année, par la suppression du budget des cultes sont réparties entre les communes, au prorata du contingent de la contribution foncière non bâtie qui leur a été assigné pendant l'exercice qui a précédé la promulgation de ladite loi.

En conséquence de cette disposition, la loi de finances de chaque exercice ouvre au budget du ministère des finances un chapitre spécial : « Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes. »

Il est inscrit à ce chapitre un crédit égal à la différence entre le montant du budget des cultes, tel qu'il avait été arrêté par la commission du budget pour l'exercice 1907 (42 millions 114,933 fr.), et les crédits maintenus à l'administration des cultes, à l'administration des beaux-arts et au ministère des finances en vue de pourvoir aux dépenses qui résultent de la loi du 9 décembre 1905.

Après la clôture de l'exercice, lorsqu'on connaît le montant des disponibilités laissées par les dépenses sur les crédits alloués pour l'application de la loi de 1905, un crédit supplémentaire est demandé au Parlement en vue de faire aux communes la répartition des crédits tombés en annulation, en fin d'exercice.

L'augmentation que fait ressortir la comparaison du crédit demandé pour l'exercice 1914 et de celui accordé pour l'exercice 1913 comprend les crédits devenus disponibles sur les chapitres ci-après du budget du ministère des finances, qui ont été transférés au présent chapitre, savoir :

Chap. 37. — Pensions aux ministres des cultes	518.000
Chap. 38. — Pensions accordées en vertu de la loi du 31 mars 1885, etc.	16.000
Chap. 65 (supprimé) du budget de 1913. — Allocations aux ministres des cultes	45.000
Total égal à l'augmentation	579.000

CHAPITRE 67. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.

Crédit accordé pour 1913, mémoire.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, mémoire.
Crédit voté par la Chambre des députés, mémoire.
Crédit proposé par la commission des finances, mémoire.

Sans observation.

CHAPITRE 68. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.

Crédit accordé en 1913, 201,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 201,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 201,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 201,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 69. — Dépenses des exercices clos.

Crédit accordé pour 1913, mémoire.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, mémoire.
Crédit voté par la Chambre des députés, mémoire.
Crédit proposé par la commission des finances, mémoire.

Sans observation.

CHAPITRE 70. — Personnel de l'administration des contributions directes et du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 4,459,200 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 4,614,200 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 4,613,365 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 4,613,365 fr.
Différence en plus, 154,165 fr.

L'augmentation proposée par le Gouvernement pour 1913 correspondait :

1° Jusqu'à concurrence de 67,200 fr. à des dépenses résultant d'engagements antérieurs.

2° Jusqu'à concurrence de 87,890 fr. à des dépenses nouvelles, correspondant pour la plupart à des créations d'emplois nécessitées par les besoins du service.

La Chambre des députés a donné son adhésion aux propositions du Gouvernement, sauf en ce qui concerne la transformation d'un emploi de contrôleur, à Lens, en un emploi de commis principal. Elle a estimé que cette transformation ne répondait pas à une nécessité absolue.

Le crédit du chapitre a été, en conséquence, réduit de 925 fr. et ramené à 4,613,365 fr.

CHAPITRE 71. — Personnel secondaire des directions des contributions directes et du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 259,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 283,050 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 283,050 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 283,050 fr.

Différence en plus : 24,050 fr.

Cette différence représente :

1° Jusqu'à concurrence de la troisième annuité de la dépense globale de 47,400 fr. nécessaire pour réaliser la constitution normale du cadre des commis titulaires et assurer l'avancement régulier de ce personnel. Cette dépense, dont le principe a été adopté dans le budget de 1912, doit se répartir sur les cinq exercices 1912 à 1916, à raison de 9.500 fr. pour les quatre premiers et de 9,400 fr. pour le dernier.	9.500
2° Jusqu'à concurrence de la part incombant à l'exercice 1914 dans l'augmentation de crédit que nécessite le relèvement des traitements des commis titulaires.	14.550
Total égal	24.050

CHAPITRE 72. — Indemnités diverses de l'administration des contributions directes et du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 1,550,340 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,537,240 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,537,140 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,537,140 fr.

Différence en moins : 13,200 fr.

La réduction par rapport au budget de 1913 provient de transferts de chapitres à chapitres et notamment au chapitre 73 nouvellement créé.

La Chambre des députés a réduit les crédits du chapitre de 100 fr., comme conséquence du rejet de la transformatinn du contrôle ordinaire de Lens en principalat.

CHAPITRE 73. — Dépenses diverses de l'administration des contributions directes et du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 176,950 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 176,950 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 176,950 fr.

Différence en moins : 176,950 fr.

Ce chapitre comprend, sous la rubrique du chapitre 73 de 1913, une partie du chapitre 72 de cet exercice à laquelle on a joint les dépenses d'impression afférentes aux contributions directes. Ainsi se trouvent groupées, sous un libellé répondant exactement à leur objet, les dépenses diverses de cette administration.

La dotation de l'article 1er provient, jusqu'à concurrence de 170,000 fr., du transfert des crédits qui figuraient antérieurement aux trois premiers paragraphes de l'article 2 du chapitre 51 (Impressions).

CHAPITRE 74. — Pensions de retraites et indemnités diverses des commis titulaires des directions des contributions directes et du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 18,550 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 29,153 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 27,655 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 27,655 fr.

Différence en moins : 9,105 fr.

La différence, par rapport à 1913, s'explique ainsi qu'il suit :

Art. 1er. — Participation de l'Etat dans la constitution de la retraite des commis titulaires.

La majoration de..... constatée sur ce point est corrélative de celle qui a été prévue au chapitre 71 pour les traitements du personnel secondaire des contributions directes : —	1.205
(5 p. 100 de 24,850 fr. = 1,206 fr.)	

Art. 2. — Bonification des pensions de retraite des commis titulaires.

Aux termes des dispositions contenues dans la loi de finances du 27 février 1912 (art. 32), l'Etat doit verser à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, à capital aliéné, la somme nécessaire pour constituer, au profit des commis titulaires des directions départementales des contributions directes admis à faire valoir leurs droits à la retraite après vingt ans au moins de services, une rente viagère qui, ajoutée à celle déjà acquise à ces agents, leur assure une pension totale de 600 fr.

L'application de cette mesure nécessite l'inscription au budget de 1914 d'une annuité de 13,000 fr., soit une augmentation de..... 7.900
par rapport au crédit de 1913 (5,100 fr.).

Total égal..... 9.105

CHAPITRE 75. — Frais relatifs aux rôles des contributions directes.

Crédit accordé pour 1913, 1,623,410 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,631,410 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,631,410 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,631,410 fr.
Différence en plus : 8,000 fr.

L'augmentation qui ressort au présent chapitre concerne l'article 1er : « Frais de confection des rôles et avertissements établis au compte de l'Etat ».

CHAPITRE 76. — Frais relatifs à l'application de la loi du 21 juillet 1897 (Remises sur la contribution des propriétés non bâties.)

Crédit accordé pour 1913, 130,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement en 1914, 130,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 130,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 130,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 77. — Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.

Crédit accordé pour 1913, 730,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 775,700 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 760,700 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 760,700 fr.

Différence en plus : 30,700 fr.

L'augmentation de crédit demandée pour 1914 se répartissait ainsi qu'il suit entre les deux paragraphes de l'article :

§ 1er. — Frais d'assiette, d'impression et d'expédition des états-matrices et des rôles.	24.100
§ 2. — Frais d'impression et d'expédition des avertissements	21.600
Total	45.700

La Chambre des députés a opéré une réduction de 15,000 fr. sur l'ensemble du chapitre. Elle estime que les prévisions, surtout en ce qui concerne la taxe sur les gardes-chasse, sont excessives.

Le total du chapitre ressort donc à 760,700 fr.

CHAPITRE 78. — Frais de distribution des avertissements.

Crédit accordé pour 1913, 502,988 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 521,704 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 521,704 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 521,704 fr.

Différence en plus : 18,716 fr.

L'augmentation de 18,716 fr. porte :

1° Sur l'article 1er, pour	18.441

Cette différence est la conséquence de l'accroissement du nombre des articles des rôles qui, de 21,438,000 en 1913, passera en 1914 à 25,230,190.

Cet accroissement provient, pour la plus grande partie, de la création par la loi de finances de 1913 de deux taxes assimilées nouvelles : « Taxe pour frais de surveillance en vue de la répression des

fraudes » et « taxes sur les gardes-chasse » comportant ensemble 720,000 articles de rôles.

2° Sur l'article 2, pour..... 272

Cette différence provient de l'augmentation du montant des rôles des taxes de remplacement recouvrées pour le compte de certaines municipalités par les comptables du Trésor.

Total égal..... 18.716

CHAPITRE 79. — Traitements du personnel technique du service du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 12,100 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 13,800 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 13,800 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 13,800 fr.

Différence en plus : 1,700 fr.

L'augmentation des crédits inscrits au présent chapitre a pour objet de permettre d'accorder aux agents du personnel technique du service du cadastre l'avancement dont ils sont susceptibles de bénéficier en 1914.

CHAPITRE 80. — Indemnités diverses du personnel technique du service du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 21,060 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 21,060 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 21,060 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 21,060 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 81. — Subventions, triangulations, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre.

Crédit accordé pour 1913, 227,500 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 227,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 227,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 227,500 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 82. — Dépenses relatives à l'évaluation du revenu des propriétés non bâties.

Crédit accordé pour 1913, 5,400,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 4 millions.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,500,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,500,000 fr.

Différence en moins : 1,900,000 fr.

D'accord avec le Gouvernement la Chambre des députés a estimé que le travail à effectuer en 1914 ne dépasserait pas la somme de 3 millions 500,000 fr.

CHAPITRE 83. — Mutations cadastrales.

Crédit accordé pour 1913, 611,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 711,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 711,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 711,000 fr.

Différence en plus : 100,000 fr.

L'augmentation demandée sur le présent chapitre a pour objet de permettre de rehausser les indemnités allouées aux divers agents qui prennent part au travail des mutations cadastrales, lequel comprend les opérations suivantes :

1° Etablissement et examen des extraits d'actes translatifs de propriété par les receveurs de l'enregistrement ;

2° Réception des mutations foncières et rédaction des feuilles de mutation par les percepteurs ou les contrôleurs ;

3° Vérification des feuilles de mutations par les contrôleurs.

En vue d'assurer, à l'avenir, aux divers intéressés, une rémunération équitable, il a paru qu'il convenait de majorer d'un tiers dans l'ensemble les taux de rétribution actuels et, par suite, d'augmenter de 100,000 fr. la dotation du chapitre 83.

CHAPITRE 84. — Remises proportionnelles des percepteurs et traitements de percepteurs stagiaires.

Crédit accordé pour 1913, 10,673,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 10,673,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 10,673,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 10,673,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 85. — Indemnités et secours aux porteurs de contraintes et frais divers.

Crédit accordé pour 1913, 142,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 154,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 154,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 154,000 fr.

Différence en plus : 12,000 fr.

L'augmentation votée par la Chambre des députés correspond au chiffre de crédits supplémentaires que le Gouvernement avait été obligé de demander au cours de l'année écoulée.

CHAPITRE 86. — Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires.

Crédit accordé pour 1913, 279,300 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 265,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 265,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 265,000 fr.

Différence en moins : 14,300 fr.

La différence par rapport à 1913 s'explique de la façon suivante :

1° Augmentation..... 10.000

L'augmentation affecte l'article 1er, qui a pour objet le payement des remises allouées aux percepteurs pour le recouvrement du montant des extraits de jugements et d'arrêts rendus en matière de simple police, correctionnelle et criminelle.

2° Diminution..... 24.300

La diminution provient de la suppression des articles 2, 3 et 4, qui ont été transférés à un chapitre 87 (nouveau) pour les raisons indiquées audit chapitre.

Du fait de ce transport, la diminution nette des crédits du présent chapitre est de..... 14.300

CHAPITRE 87. — Frais de distribution des avertissements concernant les amendes et condamnations pécuniaires. — Indemnités et frais divers.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 24,300 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 24,300 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 24,300 fr.

Différence en plus : 24,300 fr.

Ce chapitre, de création nouvelle, comprend trois articles qui se trouvaient jusqu'ici rattachés au chapitre précédent et qui en sont détachés par application des prescriptions formelles de l'article 145 de la loi de finances du 13 juillet 1911.

Ces articles sont intitulés :

« 1° Frais de poursuites et d'instances. Indemnités aux greffiers des maisons centrales.

« 2° Frais de contrôle du service des amendes à Paris.

« 3° Frais de distribution des avertissements aux condamnés ».

La dotation prévue est la même qu'en 1913 ; elle atteint 24,300 fr., correspondant à une diminution d'égale somme du chapitre 86.

CHAPITRE 88. — Frais de perception des centimes communaux, des impositions pour les bourses et chambres de commerce, des taxes additionnelles pour fonds de garantie et des taxes de remplacement assimilées aux contributions directes.

Crédit accordé pour 1913, 8,862,439 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 9,103,016 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 9,103,016 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 9,103,016 fr.

Différence en plus, 240,577 fr.

L'augmentation, par rapport à 1913, porte sur l'article 1er « Frais de perception des impositions communales et des impositions pour les bourses et chambres de commerce ». Elle correspond à l'accroissement des centimes et des taxes incorporés aux rôles généraux et recouvrés par les percepteurs.

Ces dépenses sont d'ailleurs couvertes par des recettes budgétaires correspondantes (Recettes d'ordre. — Recettes en atténuation de dépenses) qui proviennent : 1° des frais de perception payés par les contribuables en sus des centimes communaux et des impositions pour les bourses et chambres de commerce ; 2° des frais de perception versés au Trésor soit par la caisse des dépôts et consignations pour le recouvrement de la taxe de garantie, soit par les villes pour le recouvrement des taxes de remplacement.

CHAPITRE 89. — Secours renouvelables aux anciens percepteurs, à leurs veuves et orphelins et secours accidentels.

Crédit accordé pour 1913, 180,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 180,000.
Crédit voté par la Chambre des députés, 180,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 180,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 90. — Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, du domaine et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 17,845,370 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 18,262,185 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 18,262,185 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 18,262,185 fr.

Différence en plus : 416,815 fr.

Je crois devoir reproduire ci-après les renseignements donnés à la Chambre des députés comme justification du surcroît de dépense qui lui était demandé :

1° *Amélioration des traitements.*

Art. 1er. — Receveurs rédacteurs et receveurs contrôleurs.

a) Les receveurs rédacteurs, au nombre de 88, sont actuellement répartis en trois classes à 2,000, 2,400 et 2,800 fr.

L'administration propose de réduire le nombre des classes à deux, ayant un effectif égal de 44 unités et tarifées à 2,500 et 3,000 fr.

b) Les receveurs contrôleurs des départements, au nombre de 46, forment deux classes. L'une, à 2,000 fr., comprend 35 agents ; l'autre, à 2,400 fr., en comprend 11. On propose deux classes numériquement égales à 2,400 et 2,800 francs.

c) Les receveurs contrôleurs du contrôle central touchent 5,000 fr. ; ils sont au nombre de 6. L'administration propose de relever leur traitement à 6,000 fr.

L'augmentation totale, pour ce premier article, serait de 32,400 fr. Répartie sur quatre années, à partir du 1er janvier 1914, elle représente pour cet exercice une charge de 8,100 francs.

La commission du budget a accepté ces propositions. Elle estime que le personnel de l'enregistrement est insuffisamment rétribué et, qu'après les autres services du département, il y a lieu de relever sans autre retard la situation des agents dépendant de cette régie.

Art. 2. — Receveurs.

Un projet de réforme, pour l'ensemble des

receveurs, est depuis longtemps à l'étude. Le Gouvernement a cru devoir le réaliser pour 1914 par une série de mesures qui demandent quelques explications.

Les receveurs d'enregistrement sont rétribués au moyen de remises proportionnelles aux recettes calculées sur le principal seul. Un décret du 22 novembre 1905 fixe ces remises d'après un tarif décroissant. Un traitement minimum est assuré à ces agents. Il est assuré, pour chacune des six classes, de 7,000, 5,500, 4,500, 3,300, 2,500 francs et 2,000 fr. Le montant des remises ne peut excéder le minimum de la classe supérieure.

Ces traitements sont des émoluments bruts: le receveur conserve à sa charge le loyer de ses bureaux, le chauffage et l'éclairage. Il paye le traitement de ses commis, ainsi qu'une contribution pour une rente viagère à leur servir (loi de finances du 27 février 1912), le tout sans aucune indemnité.

La situation ainsi faite est manifestement insuffisante. Un receveur de 3e classe, âgé de quarante à quarante-cinq ans, ayant des charges de famille, touche, net, 3,500 fr. au maximum. Dans les classes supérieures, où il est nécessaire d'avoir un ou plusieurs commis, la déduction, sur le traitement brut, est encore plus considérable. A Paris, les receveurs, grevés de frais de loyers importants, n'ont que des traitements très faibles.

Pourtant, les lois nouvelles imposent à ce personnel un surcrît incessant de travail. Les produits de l'enregistrement ont augmenté dans des proportions plus fortes que ceux des autres services. En 1902, le total des produits de l'enregistrement seul, abstraction faite de ceux du timbre, s'élevait à 566,568,829 fr.; en 1911, il était de 805,223,639 fr. Il est prévu au budget de 1914 pour 839,668,200 fr. Si l'on établissait le pourcentage, compte tenu du nombre des agents, on trouverait sans doute que c'est l'administration dans laquelle les frais de perception sont les moins élevés par rapport au total des produits.

Prenant en considération ce qui vient d'être exposé, l'administration propose d'améliorer les traitements par une série de mesures.

a) *Relèvement des minima.* — Les six classes seraient désormais assurées d'un traitement minimum indiqué ci-dessous en regard du traitement actuel:

6e classe.....	2.400 fr.,	au lieu de	2.000 fr.
5e —	2.800	—	2.500 —
4e —	3.500	—	3.300 —
3e —	4.800	—	4.500 —
2e —	6.500	—	5.500 —
1re —	8.000	—	7.000 —

b) *Calcul des remises sur le principal et les décimes.* — La loi du 6 prairial an VII, qui a établi le premier décime sur les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques, a disposé que la perception en serait effectuée sans retenue au profit des receveurs. Cette règle, motivée par le caractère temporaire de la mesure, a été maintenue dans la pratique bien que le décime soit devenu permanent et elle a été étendue sans texte législatif aux nouveaux décime et demi-décime créés par les lois postérieures. Elle est d'autant moins justifiée que la perception des décimes engage la responsabilité des comptables au même degré que l'encaissement des droits principaux dont ils sont l'accessoire.

L'administration propose donc d'accorder à l'avenir des remises sur la totalité des produits.

c) *Remaniement du tarif des remises.* — L'administration se propose d'abroger le décret du 23 novembre 1905 qui serait remplacé par un autre instituant un nouveau tarif de remises applicables à la totalité des recettes.

Actuellement, les six classes sont déterminées par les remises moyennes, un bureau étant rangé dans l'une d'elles suivant que les remises atteignent 7,000, 5,000, 3,600, 2,800, 2,000 ou moins de 2,000 fr. D'autre part, le traitement minimum correspondant à chaque classe est de 7,000, 5,500, 4,500, 3,500, 2,500 et 2,000 fr. Le minimum de classement des bureaux ne correspond donc pas au minimum des remises. Celui-ci est toujours supérieur, sauf pour la 1re classe, à la somme que produirait l'application pure et simple du tarif aux recettes réelles.

Dans le projet de l'administration, les bureaux seront désormais classés, non plus d'après l'importance des remises, mais d'après le chiffre des recettes totales. Ainsi:

Le minimum de 2,400 fr. correspondrait à des recettes inférieures à 36,000 fr.

Le minimum de 2,800 fr. correspondrait à des recettes atteignant à 36,000 fr.

Le minimum de 3,500 fr. correspondrait à des recettes atteignant 56,000 fr.

Le minimum de 4,800 fr. correspondrait à des recettes atteignant 92,000 fr.

Le minimum de 6,500 fr. correspondrait à des recettes atteignant 162,000 fr.

Le minimum de 8,000 fr. correspondrait à des recettes atteignant 300,000 fr.

Les recettes supérieures à ces chiffres respectifs seraient seules passibles de remises dont le tarif varierait avec chaque classe.

Pour la 6e classe, les recettes supérieures à 36,000 fr. donneraient lieu à une remise de 4 p. 100 sur les 10 premiers mille francs, soit 400 fr. qui, ajoutés au minimum de la classe, soit 2,400 fr., donnent 2.800 fr., minimum de la classe supérieure.

Pour les autres classes, le tarif serait le suivant:

5e classe :			
36.000		Minimum.	2.800
20.000	2 50 0/0		500
10.000	2 » 0/0		500
66.000		Maximum.	3.500
4e classe :			
56.000		Minimum.	3.500
36.000	1 » 0/0		360
125.000	0 75 0/0		940
217.300		Maximum.	4.800
3e classe :			
92.000		Minimum.	4.800
70.000	0 75 0/0		525
235.000	0 50 0/0		1.175
397.000		Maximum.	6.500
2e classe :			
162.000		Minimum.	6.500
198.000	0 50 0/0		990
255.000	0 20 0/0		510
615.000		Maximum.	8.000
1re classe :			
360.000		Minimum.	8.000
400.000	0 05 0/0		200
770.000	0 25 0/0		1.850
500.000	0 20 0/0		1.000
De 2 à 3.000.000	0 10 0/0		1.000
De 2 à 6.000.000	0 05 0/0		1.500
Au-dessus.	0 01 0/0		2.450
		Maximum.	16.000

L'ensemble des mesures qui viennent d'être énumérées: relèvement des minima, remises calculées sur la totalité des produits et remaniement du tarif des remises, entraînerait un supplément de dépenses qui a été évalué, en prenant pour base les recettes de 1912, à 1.075,587 fr. L'administration propose de réaliser la réforme en quatre exercices; la première annuité, incombant au budget de 1914, serait donc de 268,897 fr.

L'union amicale des fonctionnaires de l'enregistrement, qui a reçu communication de ce projet, l'accepte dans ses grandes lignes sous les réserves suivantes:

Elle demande que l'amélioration, minime en réalité, soit réalisée en une seule annuité. Elle fait valoir qu'il serait très difficile dans la pratique de calculer les remises si la réforme devait s'opérer par quart. D'autre part, elle sollicite le relèvement de la 4e classe, qui n'est majorée dans le projet que de 200 fr. L'union amicale fait observer que cette classe contient près de 600 receveurs parvenus à l'âge où les charges de famille sont en général les plus lourdes. Elle demande que de 3,500 fr. le minimum soit porté à 3,800 fr.

Enfin elle fait valoir que le tarif projeté présente des dents de scie et que dans la 1re classe, il est anormal de constater des hauts et des bas enchevêtrés. Un remaniement lui paraît possible pour plus de simplification et pour qu'aucune situation acquise ne se trouve lésée.

Dans sa séance du 19 décembre 1913, la commission du budget a examiné les propositions de l'administration et les observations présentées par le personnel. Elle a chargé son rapporteur de faire connaître à l'administration qu'elle serait désireuse de voir apporter au projet les modifications suivantes:

1° Réalisation de la réforme en deux annuités (1914 et 1915);

2° Relèvement de la 4e classe au minimum de 3,800 fr. Le nombre des agents de cette classe est exactement de 593. Une somme de 300 fr. de plus par agent équivaut à une dépense supplémentaire de 178,000 fr., dont la moitié, pour chacun des deux exercices prévus, est de 89,000 francs.

La commission a, en outre, émis le vœu que le projet de tarif soit repris dans le sens indiqué par l'union amicale.

L'administration a donné l'assurance que le nouveau tarif serait mis au point de façon à ne compromettre aucun droit acquis. Par ailleurs, elle ne peut accepter une augmentation de dépenses plus considérable que celle qu'elle a proposée. Tout en reconnaissant l'intérêt qu'il y a à donner prompte satisfaction au personnel si dévoué de l'enregistrement, elle estime, en effet, que la réalisation de la réforme ne peut porter sur un nombre d'annuités moindre que celui qui a été fixé pour les améliorations antérieurement accordées à d'autres services.

Art. 3. — Receveurs conservateurs des hypothèques.

Certains conservateurs des hypothèques ne perçoivent que des salaires tout à fait insuffisants sans rapport avec leurs charges et leurs responsabilités. C'est le cas des conservateurs de 4e classe dont le traitement brut varie de 4,000 à 7,000 fr. Les conservateurs du Vigan, de Bourganeuf et de Sainte-Menehould, après déduction des frais, ont des traitements nets de 2,100, 2,500 et 2,800 fr. Les plus favorisés de la 4e classe atteignent rarement 4,000 fr. Il y a environ quarante agents dans cette situation.

L'administration propose:

1° De réunir au bureau ou à l'un des bureaux de l'enregistrement de la même ville les 11 conservations de Foix, Castelnaudary, Espalion, Barbezieux, Bourganeuf, le Vigan, Villefranche (Haute-Garonne), Bazas, Orthez, Apt et Carpentras;

2° De transférer aux conservations de Figeac, Saint-Flour, Sainte-Menehould et Saint-Jean-de-Maurienne une partie des recettes d'enregistrement ou du domaine attribuées aux receveurs des mêmes villes;

3° De rétablir, au profit des titulaires des autres conservations de 4e classe, les remises proportionnelles sur les recettes de l'article 15 de la loi du 21 ventôse an VII allouait à tous les conservateurs et qui ont été supprimées à partir du 1er janvier 1888.

L'ensemble de ces mesures se traduit par augmentations de dépenses ci-après:

Transformation de 15 conservations simples en recettes conservations.....	6.113
Remises aux conservateurs de 4e classe	12.000
Total.....	18.113

dont un quart au budget de 1914, 4,528 fr.

La commission du budget considère ces propositions comme excellentes. Elles doivent aboutir à la suppression de 15 fonctionnaires et à l'amélioration de la situation de 15 autres. Elle espère que le surplus de la réforme pourra être réalisé, pour les 25 conservations restantes, au budget de 1915.

Art. 4. — Agents du cadre auxiliaire.

Le cadre auxiliaire départemental comprend 140 agents répartis de la manière suivante:

3 commis hors classe au traitement de 5,000 francs; 37 commis principaux divisés en trois classes aux traitements de 4,500, 4,000 et 3,500 fr.; 100 commis ordinaires divisés en six classes aux traitements de 3,000, 2,700, 2,400, 2,100, 1,800 et 1,600 fr.

Recrutés à la suite d'un concours parmi les commis des bureaux d'enregistrement et d'hypothèques, ces agents rendent les plus utiles services pour la centralisation et le dépouillement de la comptabilité des receveurs, la conservation et la répartition des papiers timbrés de toute nature, le timbrage à l'extraordinaire et, à Paris, ainsi que dans les grandes villes, le contrôle des baux et des locations verbales et les opérations de manutention qui s'y rattachent.

La situation de ces agents est digne d'intérêt.

Il faut actuellement de dix-sept à dix-huit ans de services généraux et quatre ans environ de 1re classe de commis ordinaire pour arriver au grade de commis principal.

Cette situation tend à empirer dans l'avenir; on ne peut prévoir, d'après l'âge des agents,

que six admissions à la retraite au cours des sept années 1913 à 1919. Il en résultera un arrêt brusque dans les promotions et la durée du séjour dans la 1re classe des commis ordinaires sera vraisemblablement doublée (8 ans au lieu de 4).

Une pareille situation serait de nature à porter le découragement dans les rangs d'un personnel modeste qui remplit avec un dévouement digne d'éloges la mission dont il est chargé.

Le remède consiste dans une réorganisation du cadre par l'augmentation du nombre des commis principaux. Les commis ordinaires représentent aujourd'hui les 5 septièmes de l'effectif total; cette proportion est certainement exagérée. Il est désirable qu'elle soit modifiée le plus tôt possible et que le cadre soit constitué comme il suit :

3 commis hors classe à 5,000 fr.....	15.000
57 commis principaux (moyenne 4,000 fr.).....	228.000
80 commis ordinaires (moyenne 2,300 fr.).....	184.000
Total.....	427.000
Crédit annuel.....	402.800
En plus.....	24.200

La réforme devant s'échelonner sur quatre années, l'augmentation de dépense à prévoir pour l'exercice 1914 serait de 6,050 fr.

II. — Augmentation du crédit des remises corrélatives à l'accroissement des recouvrements.

L'administration prévoit par rapport au budget de 1913, une augmentation de 153,000 fr., qui se justifie de la manière suivante :

Le payement des remises des receveurs a entraîné en 1912 une dépense totale de.....	13.657.672
Le crédit inscrit au budget de 1913 est de.....	13.505.000
Différence en moins.....	152.672

Cette augmentation provient tant des nouvelles dispositions législatives que des plus-values résultant de la matière imposable.

Les receveurs étant rémunérés au moyen de remises variables suivant l'importance de leurs recettes, le crédit affecté à leur rémunération a nécessairement un caractère évaluatif et provisoire. Néanmoins, afin d'éviter des demandes de crédits supplémentaires, il y a lieu de mettre la dotation de l'article 3 en rapport avec les dépenses constatées pendant la dernière année connue.

D'où une augmentation de 153,000 fr.

III. — Créations d'emplois.

Le projet primitif du budget prévoyait les créations ci après :

Receveur de Naucelle (Aveyron).....	1.200
Commis au contrôle de Nice.....	2.300
Receveur près la bourse de commerce de Paris (mise en application de la loi du 27 février 1912).....	7.800
Receveur de Granchamp (Morbihan)..	2.500
Total.....	13.900

La commission du budget avait proposé la suppression du commis au contrôle de Nice.

Le ministre des finances, dans ses propositions définitives, a accepté cette suppression. Il a renoncé également à la création de postes de receveurs à Naucelle et à Grandchamp. De ce fait, apparaît une réduction de 6,100 fr. sur les propositions primitives.

Seul se trouve donc maintenu le receveur près la bourse de commerce de Paris. La création de cet emploi se justifie ainsi qu'il suit :

Les lois des 13 juillet 1911 (art. 10 et 11) et 27 février 1912 (art. 8, 9, 10 et 11) ont établi un droit de timbre proportionnel sur les opérations d'achat et de vente de marchandises à terme ou à livrer dont le trafic est réglementé dans les bourses de commerce.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 27 février 1912, la taxe devait être appliquée à l'expiration du délai de trois mois à partir de la promulgtion du règlement d'administration publique prévu par l'article 11.

Ce règlement portant la date du 21 juin 1913, a été publié au *Journal officiel* du 24 juin, de sorte que le droit de timbre frappe toutes les opérations accomplies à partir du 25 septembre 1913.

Or, l'importance des affaires traitées à Paris en matière d'achat et de vente de marchandises à terme ou à livrer, le nombre considérable des courtiers et commissionnaires assujettis à l'impôt ne permettant pas de confier le recouvrement de la taxe à l'un quelconque des bureaux existants, un décret du 13 août 1913 a autorisé la création, à partir du 25 septembre 1913, d'un bureau spécial chargé de la perception, à Paris, de l'impôt dont il s'agit.

La rémunération du titulaire de ce poste peut être évaluée, par an, à 7,800 fr.

CHAPITRE 91. — Salaire des agents auxiliaires de l'administration de l'enregistrement, du domaine et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 60,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 60,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 60,500 fr.
Différence en plus : 60,500 fr.

Ce chapitre nouveau est réparti en quatre articles :

Art. 1er. — Salaire des timbreurs et tournefeuilles dans les départements.....	31.260
Art. 2. — Salaires des gardiens et concierges d'immeubles domaniaux....	12.540
Art. 3. — Salaires des concierges et gardiens de bureaux de Lille, Lyon, Marseille et le Havre.....	5.300
Art. 4. — Salaires des gardiens des magasins domaniaux de Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort et Toulon et du garde des alluvions de la Basse-Seine.....	8.400
Total égal.....	60.500

Ces différents auxiliaires ne sont pas soumis à la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. Leurs salaires étaient précédemment payés, savoir :

1° Ceux des timbreurs et tournefeuilles dans les départements, sur le crédit de l'article 5 du chapitre des traitements du personnel départemental;

2° Les salaires des gardiens et concierges d'immeubles domaniaux, sur le crédit de l'article 1er du chapitre du matériel départemental;

3° Les salaires des concierges et gardiens de bureaux de Lille, Lyon, Marseille et le Havre, sous la dotation de l'article 4 du même chapitre;

4° Enfin, les salaires des gardiens des magasins domaniaux et du garde des alluvions de la Basse-Seine, sur les crédits du chapitre des dépenses diverses (art. 3).

Il a paru préférable, dans un but de clarté budgétaire, de réunir dans un chapitre spécial les crédits affectés au payement de ces salaires, sauf à réduire d'autant la dotation des chapitres sur lesquels ces dépenses étaient imputées jusqu'ici.

Il s'agit donc d'un simple transfert de crédit, sans aucune augmentation par rapport aux chiffres du budget de 1913.

Le chapitre n'appelle aucune observation.

CHAPITRE 92. — Indemnités diverses et secours du personnel de l'administration de l'enregistrement et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 1,294,610 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,295,264 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,295,264 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,295,264 fr.
Différence en plus : 624 fr.

La différence de 624 fr. provient d'un transfert du chapitre 97 (matériel départemental).

CHAPITRE 93. — Indemnités des agents auxiliaires de l'administration de l'enregistrement, du domaine et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 980 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 980 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 980 fr.
Différence en plus : 980 fr.

Il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle, mais d'un transfert de crédit corollaire du transfert à un chapitre spécial du crédit afférent aux salaires des mêmes agents et justifié par les mêmes motifs (v. ci-dessus, chap. 91).

CHAPITRE 93 *bis*. — Travaux statistiques en vue d'arriver à une meilleure répartition des taxes sur les mutations immobilières.

Crédit accordé en 1913, mémoire.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, mémoire.
Crédit voté par la Chambre des députés, mémoire.
Crédit proposé par la commission des finances, mémoire.
Sans observation.

CHAPITRE 94. — Allocations au personnel chargé de la gestion des biens ecclésiastiques et de la liquidation des biens des congrégations dissoutes.

Crédit accordé pour 1913, 410,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 296,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 295,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 296,000 fr.
Différence en moins : 114,000 fr.

Cette somme est jugée suffisante par le Gouvernement en raison de la diminution dans les recouvrements pour frais de gestion.

CHAPITRE 95. — Traitements du personnel de l'atelier général du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 244,615 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 244,615 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 244,615 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 244,615 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 96. — Indemnités du personnel de l'atelier général du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 18,266 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 19,175 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 19,175 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 19,175 fr.
Différence en plus : 909 fr.

Cette augmentation est justifiée par une majoration pour pension à raison de 4 p. 100 des salaires des agents non titulaires, soit.... 801
et pour indemnités de coiffures et de chaussures aux concierge, gardien de bureau et préposé du service de la poste.... 108
Total égal..... 909

CHAPITRE 97. — Matériel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 225,300 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 218,059 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 218,059 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 218,089 fr.
Différence en moins : 7.241 fr.

Cette réduction s'explique par un rattachement des salaires et indemnités précédemment payés sur le chapitre du matériel départemental, soit aux chapitres existant déjà pour les agents à traitements annuels, soit à des chapitres nouveaux.

CHAPITRE 98. — Matériel de l'atelier général du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 473,468 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 473,360 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 473,360 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 473,360 fr.
Différence en moins : 108 fr., ayant pour cause le transfert de cette somme au chapitre 96.

CHAPITRE 99. — Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Crédit accordé pour 1913, 986,150 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 991,550 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 991,550 fr.
Crédit proposé par la commission des finances 991,550 fr.

Différence en plus, 5,400 fr.

Cette différence est le résultat d'augmentations motivées par la progression ininterrompue du montant des taxations payées aux distributeurs auxiliaires de papiers timbrés et des frais d'affranchissement postal des formules d'avertissement.

CHAPITRE 100. — Traitement du personnel de l'administration des douanes.

Crédit accordé pour 1913, 33,390,739 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 33,869,651 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 33,826,378 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 33,826,378 fr.

Différence en plus : 435,639 fr.

Le Gouvernement demandait un crédit de 33,867,651 fr.
Soit une augmentation pour 1914 de 478,912 francs.
Voici en quels termes il expliquait cette différence :
Ce chapitre accuse, par rapport aux crédits alloués en 1913, une différence en plus de 478,912 fr., qui se décompose comme suit :

DÉSIGNATION	ARTICLES 1er.	2.	3.	4.
Augmentations.				
1° Dépenses remboursables à l'Etat	24.009	30.850	»	600
2° Créations d'emplois	37.150	15.850	»	»
3° Mesures contre la fraude	»	75.385	»	»
4° Améliorations de traitements	97.195	395.635	6.860	7.197
5° Transformations d'emplois	7.257	»	»	»
6° Forcement de sommes fractionnaires	»	2	»	»
Total	165.611	517.722	6.860	7.797
Diminutions.				
1° Dépenses remboursables à l'Etat	3.500	11.675	»	»
2° Service des déclarants occasionnels	2.650	20.400	»	»
3° Mesures de réorganisation	35.734	»	»	»
4° Transformations d'emplois	10.000	»	»	»
5° Substitution de canots automobiles aux embarcations à voiles	»	70.250	»	»
6° Augmentation du chiffre des déductions pour vacances d'emplois	»	65.000	»	»
7° Abandon de sommes fractionnaires	18	»	»	1
Total	51.752	167.325	»	1
Report des augmentations	165.611	517.722	6.860	7.797
Net des augmentations	113.859	350.397	6.860	7.796
Différence en plus	478.912			

Explication des augmentations.

I. — Dépenses remboursables.

Les augmentations de 24,009 fr. à l'article 1er, de 30,850 fr. à l'article 2 et de 600 fr. à l'article 4 proviennent de modifications survenues par suite de créations dans les emplois affectés à des établissements exercés par le service des douanes, emplois dont la dépense est remboursable à l'Etat. Il s'agit de crédits d'ordre qui trouvent leur contre-partie dans une recette correspondante aux contributions et revenus publics.

II. — Créations d'emplois.

Art. 2

a) Un arrêté ministériel du 3 juillet 1911 a autorisé l'établissement et l'exploitation d'un marais salant sur des terrains situés dans l'île de Saint-Martin, commune de Gruissan (Aude). L'organisation du service dans ce marais salant a nécessité la création d'un emploi de commis dont le traitement doit rester à la charge du Trésor, ci.... 2.000

b) L'administration est fréquemment saisie de plaintes au sujet des lenteurs mises par le service des douanes de Paris à donner livrai on des marchandises d'origine étrangère placées sous sa main. Ces réclamations dont le bien-fondé n'est jamais contesté, émanent le plus souvent de personnes appelées accidentellement à dédouaner des colis, ignorants des formalités administratives et des prescriptions imposées par la loi en matière de douane, ces importateurs occasionnels doivent, ou s'adresser à des intermédiaires qui les exploitent, ou opérer par eux-mêmes.

Dans le second cas, qui est le plus fréquent, il est indispensable que le service vienne à leur aide et établisse en fait leur déclaration. Encore ne peuvent-ils échapper aux nombreuses demandes nécessitées par la série d'opérations précédant l'enlèvement des marchandises (enregistrement du permis, visite, liquidation, perception des droits), toutes opérations qui s'effectuent dans des bureaux ou locaux différents.

Pour remédier à cette situation, qui est pour le public et pour le service lui-même une source d'ennuis et de complications, il a paru que le meilleur moyen consisterait à user, vis-à-vis de cette catégorie de déclarants, de la même tolérance dont bénéficient actuellement les voyageurs, lesquels ne sont astreints qu'à une seule déclaration verbale pour les denrées qu'ils importent dans leurs bagages.

A cet effet, on adopterait le mode d'opération suivant :

Dans chacune des grandes gares de Paris (Nord, Est, Saint-Lazare et Lyon), un vérificateur serait spécialement affecté au service des déclarants occasionnels.

Les personnes appelées à bénéficier du régime, après avoir rempli les formalités imposées par la compagnie de chemins de fer, se présenteraient au vérificateur, à qui elles remettraient leur lettre de voiture. Elles déclareraient le contenu du colis, si elles le connaissent exactement ; dans l'hypothèse contraire, elles procéderaient à son ouverture.

Le vérificateur examinerait les produits, établirait une quittance extraite d'un registre spécial, et le libellé de cette pièce serait en même temps reproduit par décalque sur la souche du registre, le décalque signé par l'intéressé constituerait la déclaration.

La quittance serait aussitôt envoyée à la caisse où le déclarant la retirerait après acquittement des droits; le garde magasin apurerait son registre au vu de ce titre, et l'enlèvement du colis pourrait être immédiatement opéré.

L'organisation de ce système nécessite la création de quatre emplois de vérificateurs, qui entraînerait l'augmentation de dépenses ci-après :

Traitements : 4 à 3,350 fr.	=	13.400
Indemnités de résidence : 4 à 500 fr.	=	2.000
Indemnités professionnelles : 4 à 300 fr.	=	1.200
		16.600

Ce supplément de dépense sera compensé par les économies qu'ont laissées les mesures de réorganisation, ci-après indiquées, que l'administration a déjà réalisées :

1° Suppressions prononcées par suite de la mise en service d'un canot automobile acheté d'occasion :

1 sous-brigadier	1.650
2 préposés	2.700
1 sous-patron	1.650
2 matelots	2.700

2° Suppressions prononcées par suite du remaniement de diverses brigades :

1 sous-brigadier	1.650
1 lieutenant	2.650
1 sous-brigadier	1.650
3 préposés	6.750
	21.400

Conversion d'un emploi de sous-brigadier en un emploi de brigadier :

En plus	1.850	
En moins	1.650	
Différence	200	
à déduire		200
		21.200

Habillement, équipement et armement des agents inférieurs de brigades supprimées : 13 à 70 fr. par argent 910

Total des économies 22.110

Art. 1er.

Ces économies serviront à faire face à la création de quatre emplois de vérificateur, création qui nécessitera un supplément total de dépense de 16,600 fr. (1). Soit une différence en moins de 5,510 fr. (22.110 fr. — 16,600 fr.).

En ce qui concerne le chapitre 100, les crédits à proposer dans le budget de 1914 sont donc de 13,400 fr. pour l'article 1er et de 1,850 fr. pour l'article 2, ci. 13.400 1.850

c) Les nécessités du service commandent de porter de 84 à 89 le nombre des contrôleurs principaux.

Cette mesure est réalisable par la suppression de quatre emplois de contrôleur et d'un emploi de vérificateur et par la conversion d'un autre emploi de vérificateur, de quatre em-

(1) Ces économies étaient destinées à assurer la création d'un emploi de rédacteur principal à la direction principale qui, comme il a été exposé au chapitre 48 ci-dessus (traitement de l'administration centrale), devait exiger l'inscription au budget d'un nouveau crédit de 4,000 fr. Mais cette création a été repoussée par la commission. (Voir ci-dessus chap. 48.)

plois de contrôleur et d'un emploi de contrôleur adjoint en six emplois de commis. Elle se traduit par un supplément de 23.750 fr. à l'article 1er (5 contrôleurs principaux à 4,750 fr.) et de 12.000 fr. à l'article 2..... 23.750 12.000
(6 commis à 2,000 fr.) Mais cette augmentation de 35,700 fr. est absorbée par une diminution légèrement inférieure sur l'article 1er de 35,734 fr., savoir :

8 contrôleurs.....	26.800	
2 vérificateurs.....	6.700	
1 contrôleur adjoint..	2.234	
	35.734	
Total pour les créations d'emplois.....	37.150	15.850

III. — Mesures contre la fraude.

Le budget de 1913 a prévu les crédits nécessaires pour la création de 100 emplois d'agents des brigades chargés du maniement des engins destinés à combattre la fraude par automobiles. Ces crédits ont été calculés pour une période partant du 1er août, c'est-à-dire pour cinq mois, soit : $\frac{129.233 \times 5}{12} = 53,018$ fr.

Il y a lieu, dès lors, d'ajouter au budget de 1914 la différence entre les crédits afférents à l'année entière et ceux demandés en 1913, savoir :

$$129,233 - 53,848 = 85,385 \text{ fr.}$$

IV. — Améliorations.

1° *Programme en cours.* — Dans les crédits de 97,195 fr. et de 395,635 fr. prévus aux articles 1er et 2 sont respectivement comprises les sommes de 34,701 fr. et de 390,355 fr. représentant la deuxième annuité du relèvement des traitements accordé, en 1913, à divers agents des bureaux et des brigades. La différence, soit 62 494 fr. [59,994 fr. (*a*) + 2,500 fr. (*c*) pour l'article 1er et 4,830 fr. pour l'article 2, constitue la première annuité du crédit nécessaire pour améliorer en quatre années la situation d'autres catégories d'agents des bureaux. L'augmentation de 2,500 fr. (*c*) qui concerne les receveurs principaux sera cependant accordée en une seule année. Quant aux crédits de 6,800 fr. et de 7,197 fr., figurant aux articles 3 et 4, ils représentent également la deuxième annuité de l'augmentation votée en 1913 pour relever la rétribution des receveurs buralistes et l'indemnité des femmes visiteuses.

2° *Améliorations nouvelles.* — *a*) Augmentation de 59,994 fr.

Les vérificateurs et les contrôleurs ont été tenus en dehors de la mesure qui a relevé, à partir de 1913 et en cinq annuités, le traitement de diverses catégories de fonctionnaires des douanes, des contributions indirectes et des postes et télégraphes.

De ce fait, la parité de traitement qui existait auparavant s'est trouvée rompue au préjudice des premiers qui, cependant, n'ont pas des titres moindres à une amélioration de situation.

Il importe de mettre fin à cette inégalité et, dans ce but, d'élever de 4,000 à 4,500 fr. le chiffre du traitement final des vérificateurs et des contrôleurs, y compris les contrôleurs rédacteurs de direction. Pour rétablir, en outre, à leur profit, la corrélation existant depuis longtemps entre leurs traitements et ceux des officiers et qui a disparu à la suite de la substitution des soldes de 3,400 fr. et de 3,700 fr. à celles de 3.100 fr. et de 3,500 fr. des capitaines, il conviendrait de remplacer la classe actuelle de 3,500 fr. des bureaux par deux classes de 3,400 fr. et de 3,700 fr. Il va de soi que cette substitution s'appliquerait également aux receveurs particuliers dont le traitement moyen, qui est actuellement de 3,238 fr. 57, se trouverait ainsi abaissé à 3,625 fr.

Toutefois, ces mesures doivent nécessairement être accompagnées d'un relèvement des traitements des contrôleurs principaux et des inspecteurs. Les contrôleurs principaux, en effet, actuellement pourvus des traitements de 4,500 et 5,000 fr. et recrutés en majorité parmi les vérificateurs, ne possèdent aucun des avantages réservés à ceux-ci, dont ils revisent pourtant les travaux en même temps qu'ils dirigent et contrôlent les sections d'écritures. S'ils ne devaient plus avoir sur les autres agents qu'une supériorité de traitement de 500 fr., leur recrutement, déjà parfois malaisé, serait sérieusement compromis; il faut donc prévoir pour eux une nouvelle classe de 5,500 fr.

De même, il serait inadmissible que les inspecteurs de 1re classe (5,000 fr.) dont les plus anciens ont aujourd'hui dépassé cinquante ans et ont obtenu leur grade après un concours difficile subi il y a dix ans et au prix d'un déplacement, ne fussent séparés de leurs subordonnés, à peine plus âgés et avançant généralement sur place, que par une différence maxima de traitement de 500 fr. et fussent même, sous ce rapport, en infériorité par comparaison avec les contrôleurs principaux sous leurs ordres. Une 1re classe à 5,500 fr. s'impose donc également pour les inspecteurs.

Le crédit à inscrire de ce fait au budget s'élèvera annuellement à la somme de 239,974 fr., savoir :

82 inspecteurs dont le traitement moyen sera porté de 4,750 à 5,000 fr.....	20.500
586 vérificateurs dont le traitement moyen sera porté de 3,350 à 3,583 fr. 33.	136.731
202 contrôleurs dont le traitement moyen sera porté de 3,350 à 3,583 fr. 33.	47.132
62 contrôleurs rédacteurs, dont le traitement moyen sera porté de 3,350 à 3,583 fr. 33.....	11.233
39 contrôleurs principaux, dont le traitement moyen sera porté de 4,750 à 5,000 fr.....	22.250
	240.846
dont il faut déduire l'économie à provenir de la fixation à 3,625 fr. au lieu de 3,628 fr. 57 du traitement moyen de chacun des 244 receveurs particuliers.....	872
Net de l'augmentation.....	239.974

Afin que le nouveau relèvement de traitement reçoive son plein effet en 1917, c'est-à-dire en même temps que le relèvement accordé par la loi de finances de 1913, la nouvelle mesure serait appliquée en quatre années. La dépense se trouvant répartie sur quatre exercices, le budget de 1914 aura à supporter une dépense de :

$$\frac{239.974}{4} = 53.994 \text{ fr.},$$

qui sera compensée jusqu'à due concurrence par l'augmentation de 65,000 fr. du chiffre des déductions pour vacances d'emplois, lesquelles déductions seront portées de 150,000 à 215,000 francs. Aucune charge supplémentaire ne sera ainsi imposée au Trésor.

b) *Augmentation de 4,630 fr.* — En vertu de l'article 36 du décret du 28 juillet 1911, les receveurs subordonnés en fonctions lors de la réorganisation de 1908 peuvent obtenir, jusqu'au maximum de 3,500 fr., le traitement le plus élevé que comporte le grade dont ils sont titulaires; dans la pratique, étant donné le classement des recettes, ce traitement sera le plus souvent de 2,800 fr. Par suite de cette disposition, un certain nombre de receveurs subordonnés sont déjà pourvus du traitement de 2,800 fr. Par suite de cette disposition, un certain nombre de receveurs subordonnés sont déjà pourvus du traitement de 2,800 fr.; d'autres le seront successivement lorsqu'ils arriveront en ligne d'avancement. Mais comme aucun crédit n'a été prévu pour assurer l'effet de la mesure transitoire en question, on est obligé, sous peine de la laisser sans application — et cela pour de nombreuses années — de prélever les sommes nécessaires sur les crédits des commis principaux ou des agents du cadre principal, et l'avancement de ces deux dernières catégories d'agents s'en trouve par le fait retardé.

Laissant donc de côté les traitements de 3,590 et de 3,100 fr. que vraisemblablement les receveurs subordonnés n'atteindront que rarement et pour lesquels, d'ailleurs, très peu d'entre eux sont sur le point d'arriver en ligne, on est amené à proposer de relever à 2,800 fr. le traitement final de cette intéressante catégorie d'agents. La mesure comporte une augmentation de traitement moyen de 120 fr., laquelle, appliquée 1,161 receveurs, fait ressortir à 19,320 fr. la somme dont il conviendrait de majorer annuellement le crédit prévu au budget. Répartie sur quatre annuités, la surcharge pour 1914 sera de $\frac{19.320}{4} = 4,830$ fr., surcharge compensée par l'augmentation de 65,000 fr. des déductions pour vacances d'emplois.

c) *Augmentation de 2,500 fr.* — Les receveurs titulaires des bureaux de second ordre ont eu leur situation améliorée, au moment de la réorganisation de 1908, par le fait de la suppression de la classe à 4,500 fr. qu'obtenaient déjà les receveurs particuliers. L'échelle des traitements des comptables supérieurs est alors devenue ce qu'elle est encore aujourd'hui (6,000 fr., 5,500 fr., 5,000 fr.).

Comme certains d'entre eux n'ajoutent à leur traitement qu'un chiffre peu élevé d'émoluments, leur situation est notablement moins avantageuse que celle d'assez nombreux receveurs particuliers dont le traitement s'augmente de parts de saisies.

Quant à l'amélioration sous forme d'avancement à laquelle peuvent prétendre ceux des deux dernières classes, elle est illusoire, puisqu'en raison de la limitation à 20 du nombre des receveurs principaux de 1re classe — chiffre toujours atteint — les autres ne peuvent recevoir d'avancement que dans le cas très rare où une vacance de 1re ou de 2e classe est ouverte par la nomination d'un titulaire à 5,000 fr., c'est-à-dire ne provenant ni des directeurs ni des inspecteurs principaux.

Aussi, le nombre des agents du cadre supérieur disposés à occuper ces petites recettes principales est-il devenu de plus en plus faible, et, comme elles tenteront également de moins en moins les agents du cadre principal qui ont maintenant la perspective du traitement de 5,000 fr. pour 34 recettes particulières, il est à craindre que l'administration n'ait bientôt plus à choisir que parmi des candidats médiocres.

Il paraît cependant possible de remédier à la situation en supprimant le traitement de 5,000 francs pour les receveurs principaux qui débuteraient désormais à 5,500 fr. Pour 5 receveurs principaux, la dépense supplémentaire serait de $5 \times 500 = 2,500$ fr.

Cette mesure peut être réalisée sans allocation nouvelle de crédits par la conversion en recettes particulières des deux recettes principales de Lorient et d'Avricourt, savoir :

En moins 2 receveurs principaux à 5,000.....	10.000
En plus 2 receveurs particuliers à 3,628 fr. 57.....	7.257
Economie.....	2.743
Elévation de 5,000 fr. à 5,500 fr. de 5 receveurs principaux.....	2.500
Reste au budget pour 1914.....	243

d) *Attribution de la médaille douanière à 9 agents nouveaux.* — En vue d'assurer aux titulaires de la médaille d'honneur des douanes le payement de l'allocation de 50 fr. attachée à cette distinction, le budget de l'administration prévoit uniformément, depuis 1908, au chapitre des traitements, un crédit de 38,100 fr. correspondant à 762 médailles.

Or, ce chiffre est inférieur de neuf unités à celui prévu par l'arrêté ministériel du 19 juillet 1894, qui a fixé à 800 le nombre maximum des agents décorés en fonctions.

Le contingent de l'Algérie s'élevant à 29 médailles, celui de la métropole est donc de 771 (800 — 29).

La médaille d'honneur est un moyen d'émulation précieux. Comme le nombre d'agents appelés à recevoir cette distinction est peu élevé, il importe que ce nombre soit toujours atteint et que l'administration dispose du crédit nécessaire pour payer l'indemnité qui y est attachée.

En conséquence, il convient de modifier le chiffre du crédit inscrit à cet effet au budget et qui, pour 1914, serait porté de 38,100 à 38,550 francs, soit une augmentation de 450 fr. portant sur l'article 2.

V. — Transformations d'emploi.

L'augmentation de 7.257 fr. est la conséquence de la créatien de deux emplois de receveurs particuliers ($2 \times 3,628$ fr. 57) en remplacement de deux emplois de receveurs principaux supprimés. Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, cette mesure est destinée à permettre de relever de 5,000 à 5,500 fr. le traitement de début des receveurs principaux.

IV. — Forcement des sommes fractionnaires.

En plus 2 fr. à l'article 2.

Explication des diminutions.

I. — *Dépenses remboursables à l'Etat* — Article 1er, 3,350 fr.

Article 2, 11,675 fr.

Il s'agit de suppressions d'emplois d'agents

attachés à des établissements exercés, agents dont le traitement est remboursé à l'Etat par les particuliers.

II. — Service des déclarants occasionnels. Les diminutions de 2,650 fr. à l'article 1er et de 20,400 fr. à l'article 2 sont la conséquence des suppressions de l'emploi de lieutenant, de cinq emplois de sous-brigadier et neuf emplois de préposé, suppressions réalisées pour permettre la création, à Paris, de quatre emplois de vérificateur en vue d'assurer le fonctionnement du service des déclarants occasionnels. (Voir explications plus haut : II. Créations d'emplois *b*).

III. — Mesures de réorganisation. — Article 1er, 35,734 fr. (Voir explications plus haut : II. — Créations d'emplois *c*).

IV. — Transformations d'emplois. — Art. 1er, 10,000 fr.

Il s'agit des mesures corrélatives au relèvement du traitement de début des receveurs principaux. (Voir explications plus haut : IV. — Améliorations *c*).

V. — Substitution de canots automobiles aux embarcations à voiles. — Art. 2, 70,250 fr.

Il s'agit de suppressions d'emplois (7 brigadiers, 11 sous-brigadiers et 29 préposés) à réaliser en vue de procurer les ressources nécessaires pour faire l'acquisition des canots automobiles qui remplaceraient les embarcations à voiles actuellement employées pour la surveillance dans certains grands ports et sur la Basse-Seine.

(Voir explications plus loin. — Chapitre du matériel et des dépenses diverses n° 102. — Augmentations, art. 1er).

VI. — Augmentation du chiffre des déductions pour vacances d'emplois. — Art. 2, 65,000 francs.

Ce supplément de déduction est destiné à compenser l'augmentation de dépense qui résultera des améliorations de traitement à accorder en quatre annuités à diverses catégories d'agents.

(Voir explications plus haut : IV. — Améliorations *a* et *b*).

VII. — Abandon de sommes fractionnaires. — Art. 1er, 18 fr.

Devant la Chambre des députés le Gouvernement a réduit le crédit à 34,826,378 fr. (*Journal officiel* du 9 février 1914, p. 627).

CHAPITRE 101. — Indemnités du personnel de l'administration des douanes.

Crédit accordé pour 1913, 2,582,383 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,588,501 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 2,637,794 fr.

Crédit proposé par la commission des finances 2,637,794 fr.

Différence en plus : 55,411 fr.

Le Gouvernement demandait tout d'abord un crédit de 2,588,501 fr., soit une différence de 6,118 fr. par rapport au budget de 1913, et il expliquait cette augmentation de la manière suivante :

DÉSIGNATION	ARTICLES 1er.	ARTICLES 2.	ARTICLES 4.	OBSERVATIONS
Augmentations.				
1° Dépenses remboursables à l'Etat	1.643	1.183	450	
2° Création d'un service de déclarants occasionnels	2.000	»	1.200	
3° Emploi de barrages contre la fraude par auto- mobiles	»	817	»	
Total	3.643	2.000	1.650	
Diminutions.				
1° Dépenses remboursables à l'Etat	»	350	200	
2° Suppression d'emplois	»	625	»	
Total	»	975	200	
Report des augmentations	3.643	2.000	1.650	
Net des augmentations	3.643	1.025	1.450	
Différence en plus	6.118			

Explications des augmentations.

I. — *Dépenses remboursables à l'Etat.* — L'augmentation se justifie par les mêmes raisons qui ont été données au chapitre 100, paragraphe 1er.

II. — *Création d'un service de déclarants occasionnels.* — La création projetée à Paris de quatre emplois de vérificateurs pour faciliter le dédouanement des marchandises présentées par les déclarants occasionnels (voir chap. 100, § 2 *b*) entraînera une augmentation des indemnités de résidence, $4 \times 500 = 2{,}000$ fr., et des indemnités professionnelles, $4 \times 300 = 1{,}200$ francs.

III. — *Emploi de barrages contre la fraude par automobiles.* — L'augmentation de 817 fr. est la conséquence de la création autorisée et réalisée en 1913 de cent emplois d'agents des brigades pour le maniement des engins destinés à combattre la fraude par automobiles. La dépense prévue à ce titre pour une année entière est de 1,400 fr. Or, il n'a été demandé, en 1913, qu'une somme de 583 fr. correspondant à cinq mois. Reste donc à inscrire au budget de 1914 le crédit afférent à sept mois

$$1.400 - 583 = 817 \text{ fr.}$$

Explications des diminutions.

I. — *Dépenses remboursables à l'Etat.* — La diminution s'explique par les mêmes motifs qu'au chapitre 100, paragraphe 1er.

II. — *Suppressions d'emplois.* — La diminution de 625 fr. prévue sur l'article 2 est la conséquence des suppressions d'emplois devant résulter de la mise en service de canots automobiles dans certains grands ports (voir chap. 100. — Diminutions, § V).

La Chambre des députés d'accord avec le Gouvernement a voté un crédit de 2,637,794 francs (*Journal officiel* du 9 février, p. 627.)

Cette augmentation est compensée par des réductions correspondantes effectuées au chapitres 100 et 103.

CHAPITRE 102. — Matériel et dépenses diverses de l'administration des douanes.

Crédit accordé pour 1913, 1,701,968 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,718,046 fr.

Crédit accordé par la Chambre des députés, 1,718,046 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 1,718,046 fr.

Différence en plus : 16,036 fr.

Cette augmentation provient de différentes causes, notamment de la substitution de canots automobiles aux canots à voiles.

CHAPITRE 103. — Habillement, équipement et armement des agents des brigades des douanes et versement au fonds commun de la masse.

Crédit accordé pour 1913, 1,144,217 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,302,007 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 1,295,987 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 1,295,987 fr.

Différence en plus : 151,770 fr.

Le Gouvernement demandait originairement un crédit de 1,302,007 fr., soit en plus, par rapport à 1913, 157,790 fr., augmentation qu'il expliquait comme suit :

DÉSIGNATION	ARTICLES 1er.	ARTICLES 2.
Augmentations.		
1° Dépenses remboursables à l'Etat	1.260	»
2° Conséquence de créations d'emplois	4.080	»
3° Subvention supplémentaire à la masse	»	157.000
Total des augmentations	5.340	157.000
Diminutions.		
1° Dépenses remboursables à l'Etat	350	»
2° Conséquence de suppressions d'emplois	4.200	»
Total des diminutions	4.550	»
Report des augmentations	5.340	157.000
Reste	790	157.000
Net de l'augmentation	157.790	

Explication des augmentations.

I.— *Dépenses remboursables à l'Etat.*— Art. 1er, 1,260 fr.

Il s'agit de modifications survenues dans les emplois d'agents inférieurs des brigades attachés à des établissements exercés. Ces derniers versent à l'Etat une somme de 70 fr. par homme représentant leur part contributive dans les dépenses d'habillement, d'équipement et d'armement.

II. — *Conséquence de création d'emplois.* — Art. 1er, 4,080 fr.

Il s'agit d'un crédit destiné à parfaire la différence entre le crédit nécessaire pour une année (7,000 fr.) et celui accordé en 1913 pour cinq mois (2,917 fr.) en vue de la création de 100 emplois d'agents des brigades devant assurer le service de répression des fraudes par automobiles.

(7.000 — 2,197 = 4,083 fr., en chiffres ronds 4,080 fr.)

III. — *Subvention supplémentaire à la masse.* — Article 2, 157,000 fr.

La masse commune des brigades, actuellement régie par un arrêté ministériel du 1er février 1908, a pour but : 1° de pourvoir au casernement des agents de certaines brigades ; d'assurer à l'ensemble de ce personnel la gratuité du service de santé, qui comprend les soins médicaux et les fournitures pharmaceutiques.

Les ressources nécessaires au fonctionnement de cette institution sont fournies :

1° Par les retenues exercées sur les traitements des agents casernés ;

2° Par le produit de la vente des biens mobiliers et immobiliers appartenant à la masse ;

3° Par les revenus de tous les biens de la masse ;

4° Par le versement d'une somme de 100 fr. effectué par chaque débutant au moment de son incorporation dans les cadres ;

5° Par la subvention allouée à la masse par l'Etat.

Cette subvention est imputée sur les crédits du chapitre de l'habillement, de l'équipement et de l'armement, etc. Depuis 1903, année où elle a été inscrite pour la première fois au budget, elle s'est élevée annuellement à 175,000 francs. Ce chiffre a été fixé à une époque où la masse recevait de l'Etat l'annuité de 101,300 fr. qui lui était versée depuis 1905 à titre de remboursement des avances qu'elle avait faites pour l'achat et l'aménagement du terrain sur lequel a été édifiée, aux frais du budget, la caserne des douanes de Marseille. Ce versement, qui s'est continué jusqu'en 1911, a permis pendant sept ans à la masse de payer de son côté à l'Etat le loyer de ladite caserne auquel elle est assujettie, et qui s'élève également à la somme de 101,300 fr.

Mais, à partir de 1912, la masse a dû acquitter cette dépense sans avoir la compensation équivalente dont elle bénéficiait précédemment. Grâce, toutefois, au produit de la vente de divers terrains et d'une caserne qui lui appartenaient, elle a été, cette année-là, en mesure de faire face aux charges qui lui incombaient. Mais, ces recettes exceptionnelles ne s'étant pas renouvelées, le bilan de la masse a accusé, en 1913, une insuffisance de ressources de 203,000 fr. pour la couverture de laquelle l'administration a formulé une demande de crédits supplémentaires.

La même situation se reproduira en 1914 et très vraisemblablement les années suivantes.

D'après les prévisions de l'administration, l'excédent des dépenses sur les recettes s'élèvera, pour le prochain exercice, à 157,000 fr. Il y a lieu, dès lors, de majorer d'une somme égale le crédit du chapitre sur lequel s'impute la subvention de l'Etat.

Explication des diminutions.

I. — *Dépenses remboursables à l'Etat.* — Art. 1er, 350 fr.

(Voir plus haut, même chapitre : Augmentations, I.)

II. — *Conséquence de suppressions d'emplois.* — Art. 1er, 4,200 fr.

Cette somme se décompose comme suit :

a) Suppressions opérées pour compenser la dépense devant résulter de la création d'un emploi de rédacteur principal à la direction générale et de quatre emplois de vérificateur à Paris. (Voir explications plus haut, chap. 48 et 100), 13 agents à 70 fr..... 910

b) Suppressions consécutives à la mise en service des canots automobiles. (Voir explications plus haut, chap. 100), 47 agents à 70 fr..... 3.290

4.200

La Chambre des députés a ramené le crédit à la somme de 1,295,987 fr., d'accord avec le Gouvernement.

CHAPITRE 104. — Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes.

Crédit accordé pour 1913, 35,374,500 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 37,953,800 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 37,873,800 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 37,873,800 fr.

Différence en plus : 1,499,300 fr.

L'augmentation de crédit demandée par le Gouvernement portait :

Sur les articles 1er et 2 jusqu'à concurrence de..... 1.256.900

et sur l'article 3 jusqu'à concurrence de..... 322.400

Soit un total de..... 2.579.300

L'administration justifiait sa demande par les considérations suivantes :

Déduction faite d'une somme de 5,100 fr., représentant le traitement de trois préposés gardiens de bureau appartenant au cadre hiérarchisé dont les emplois ont été supprimés et qui seraient remplacés par des hommes à gages payés sur les crédits du chapitre 107, elle se décompose comme suit :

Art. 1 et 2. — 1° Attribution aux agents du service départemental visés dans le programme d'amélioration des traitements voté en 1913, du montant de l'annuité prévue pour 1914 ;

2° Transfert au présent chapitre d'un crédit de 252,000 fr. affecté aux surnuméraires et qui figurait précédemment au chapitre suivant, ci 252,000 fr. les allocations accordées aux surnuméraires (600 fr. par an jusqu'en 1912) ont pris le caractère de véritables traitements à la suite de relèvements dont elles doivent faire l'objet de 1913 à 1917 (600 fr. à 1,500 fr.) ; il a paru, dès lors, rationnel de les distraire du chapitre des indemnités pour les comprendre dans celui des traitements. C'est du reste ce qui se faisait déjà dans les postes et télégraphes.

3° Prélèvement sur les trois dernières annuités du programme d'amélioration, 80,000 fr.

Ce programme prévoyait le remplacement de 400 commis principaux et commis par des surnuméraires. L'incorporation simultanée de deux classes en 1913 et l'élévation à trois années de la durée du service militaire auront pour effet, en retardant d'un an la rentrée des surnuméraires dans le service, de reculer d'un an ce remplacement, ainsi que l'économie escomptée, d'où la nécessité de majorer de la somme susindiquée les crédits demandés pour 1914.

Il ne s'agit là, en somme, que d'une simple anticipation imposée par le vote de la dernière loi militaire.

Art. 3. — 1° Relèvement des crédits affectés à la rémunération des receveurs buralistes, ci 147,500 fr.

Les émoluments des receveurs buralistes sont calculés d'après un tarif basé sur le nombre des expéditions délivrées, nombre qui est lui-même en corrélation avec l'importance des perceptions effectuées. Pour les dix premiers mois de 1913 le seul produit des spiritueux est en augmentation de 10,705,000 fr. sur la période correspondante de 1912 et les résultats de cet exercice faisaient eux-mêmes ressortir une augmentation de près de 24 millions de francs sur ceux de l'exercice 1911.

A cet accroissement de produits correspond un excédent de dépense inévitable qui n'absorbe, d'ailleurs, qu'une bien faible part des plus-values.

L'augmentation demandée est égale à l'insuffisance du crédit prévu pour 1913 ;

2° Relèvement du crédit affecté au payement des remises allouées aux agents et préposés d'octroi, receveurs aux entrées des villes, ci, 157,900 fr.

Les agents des octrois qui, aux entrées des villes, perçoivent au profit du Trésor les droits de consommation et d'entrée sur les boissons, reçoivent de l'administration des contributions indirectes une remise proportionnelle à l'importance des sommes recouvrées. Comme pour les receveurs buralistes, le montant des remises croît nécessairement avec la consommation des spiritueux dans les villes.

L'insuffisance du crédit budgétaire alloué en 1913 s'étant élevé à 157,900 fr., il est indispensable de doter le paragraphe 2 de l'article 3 d'un relèvement de crédit équivalent, étant donné surtout que, depuis 1910, les dépenses afférentes à ce paragraphe présentent une augmentation constante ;

3° Augmentation du crédit afférent au payement des remises sur la vente des plaques de contrôle des vélocipèdes, ci, 17,000 fr.

L'emploi du vélocipède se développe chaque année davantage. Il en résulte un accroissement des remises qui sont allouées aux dépositaires de plaques de contrôle, proportionnellement au nombre de plaques vendues.

D'après les résultats des dix premiers mois de 1913 pendant lesquels les recettes ont atteint 10,750,000 fr., représentant une augmentation de près de 1 million sur la période correspondante de 1912, les remises à payer pour cet exercice excéderont de 17,000 fr. le crédit alloué pour cet exercice.

En résumé, les augmentations demandées au titre de l'article 3 du chapitre 104 sont la conséquence du développement de la matière imposable (boissons et vélocipèdes) et de l'accroissement des produits du Trésor ; égales aux crédits supplémentaires qui ont dû être demandés pour faire face, en 1913, aux dépenses visées ci-dessus, elles ont pour but de permettre à l'administration de subvenir aux dépenses correspondantes de l'exercice 1914 avec les ressources ordinaires du budget.

La Chambre des députés, d'accord avec le Gouvernement, a voté la suppression de l'augmentation de 80,000 fr. portée sous la rubrique : « Prélèvement sur les trois dernières annuités du programme d'améliorations », les motifs invoqués par l'administration ne lui ayant pas paru suffisamment probants.

Le chapitre se trouve donc ramené à la somme de 37,873,800 fr.

CHAPITRE 105. — Indemnités du personnel de l'administration des contributions indirectes.

Crédit accordé pour 1913, 4,257,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 4,005,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 4,005,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 4,005,000 fr.

Différence en moins : 252,000 fr.

Cette diminution résulte d'un simple transfert au chapitre 104 du crédit affecté à la rémunération des surnuméraires.

CHAPITRE 106. — Matériel de l'administration des contributions indirectes, frais de transport, valeur de tabac, de poudres et allumettes reprises des débits ou provenant de saisies.

Crédit accordé pour 1913, 2,348,780 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,618,780 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 2,568,780 fr.

Crédit proposé par la commission des finances 2,568,780 fr.

Différence en plus, 220,000 fr.

Le Gouvernement demandait un crédit de 2,618,780 fr. et justifiait sa demande d'augmentation de la manière suivante :

Le relèvement de crédit demandé pour 1914 s'applique pour 100,000 fr. aux frais de transport des tabacs (art. 2, § 3) et pour 170,000 fr. à ceux des poudres (art. 3, § 1er). Il se justifie par le développement continu de la vente des produits du monopole (tabacs et poudres à feu) qui s'est traduit en 1912 par une plus-value de 25,431,116 fr. pour les tabacs et de 1,504,257 fr. pour les poudres. Il a été déterminé, pour le transport de chacune des deux espèces de produits envisagés, en prenant pour bases les insuffisances de crédit prévues pour 1913, soit 100,000 fr. pour les tabacs et 170,000 fr. pour les poudres.

Dans l'impossibilité de réduire ces frais d'exploitation, qui témoignent de la prospérité industrielle de nos monopoles, on se trouverait obligé, à défaut des majorations proposées, de demander, comme on a dû le faire en 1911, en

1912 et en 1913, des crédits supplémentaires dont l'importance, pour chacune de ces années, est indiquée ci-après :

La Chambre des députés, prenant en considération le montant des crédits supplémentaires alloués pour 1913 (150,000 fr.), a jugé possible une réduction de 50,000 fr.

ANNÉES	TABACS	POUDRES
1911.....	95.000	105.000
1912.....	118.000	158.000
1913.....	100.000	170.000

CHAPITRE 107. — Frais de loyers, frais judiciaires et dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.

Crédit accordé pour 1913, 3,031,600 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 3,066,700 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,066,700 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,066,700 fr.
Différence en plus, 35,100 fr.

L'augmentation porte exclusivement sur les frais de bureau (art. 1er) et se répartit comme suit :

1° 5,100 fr., représentant le salaire de trois gardiens de bureau, hommes à gages, nommés en remplacement de trois proposés du cadre hiérarchisé (transfert du chap. 104);

2° 50,000 fr. destinés à l'augmentation des frais de bureau (en presque totalité à celle des frais des entrepôts). Ce relèvement de crédit se justifie surtout par le développement constant des ventes de tabacs et de poudres et, accessoirement, par l'accroissement des salaires qui oblige les comptables à payer plus cher les auxiliaires caissiers, commis aux écritures, livreurs, magasiniers, hommes de peine, qu'ils emploient pour les besoins du service et qu'ils rétribuent directement. En raison de l'insuffisance des allocations actuelles, beaucoup de comptables se trouvent, dès aujourd'hui, dans la nécessité de prélever sur leurs modiques traitements le complément indispensable à la bonne gestion du service. C'est là une situation qui ne saurait se perpétuer sans inconvénient pour les intérêts du Trésor.

Il est à noter que, depuis 1904 notamment, les frais de bureau n'ont été accrus que de 110,000 francs, tandis que les ventes de tabacs et de poudres passaient de 466,512,000 fr. à 558,258,000 francs.

CHAPITRE 108. — Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.

Crédit accordé pour 1913, 1,100,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,200,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,200,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,200,000 fr.
Différence en plus : 100,000 fr.

Les crédits de ce chapitre servent exclusivement à payer les frais de perception des octrois gérés par la régie pour le compte des municipalités. Le relèvement demandé se justifie par l'augmentation du nombre des communes qui confient la gestion de leurs octrois à la régie et par les élévations de salaires accordées, sur la demande des municipalités, aux employés d'octroi, à l'occasion des revisions des traités de gestion. Mais ce relèvement ne constitue pas une aggravation réelle de dépense, car les frais de gestion dont il s'agit sont compensés par des recettes strictement égales perçues sous la forme de redevances payées par les communes qui ont traité avec l'administration.

CHAPITRE 109. — Détaxes de distance.

Crédit accordé en 1913, 3,800,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 3,800,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,800,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,800,000 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 110. — Dépenses des tabacs et des poudres à feu en Algérie.

Crédit accordé en 1913, 55,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement en 1914, 55,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 55,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 55,000 fr.
Sans observation.

CHAPITRE 111. — Poudres et salpêtres. — Prix des cessions faites par le service de la fabrication.

Crédit accordé pour 1913, 7,596,935 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 10,950,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 10,950,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 10,950,000 fr.
Différence en plus : 3,353,065 fr.

Le crédit demandé correspond aux achats de poudres qui seront effectués par l'administration des contributions indirectes au service des poudres et salpêtres, lequel dispose d'un budget annexe en vertu de la loi du 13 juillet 1911.

Ce budget comprend, d'une part, les dépenses du service des poudres et salpêtres et, d'autre part, les remboursements effectués par les services consommateurs.

Les crédits du chapitre 111, qui s'appliquent aux cessions faites aux contributions indirectes, ont uniquement pour objet de permettre, entre deux services publics de l'Etat, un règlement de comptes exclusif de tout bénéfice. Leur insuffisance en 1912 a nécessité l'allocation de crédits supplémentaires (2,711,000 fr.). Les évaluations faites pour 1913 ont également donné lieu à l'ouverture de crédits de l'espèce se montant à 3,361,300 fr.

CHAPITRE 112. — Traitement du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 2,371,735 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,432,260 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,432,260 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,432,260 fr.
Différence en plus : 60,625 fr.

Cette augmentation s'explique comme suit :

Article 1er :

Augmentations :

Calculs des crédits afférents aux ingénieurs de 1re, 2e, 3e classes, d'après la règle du traitement moyen (2e annuité).....		5.000
Améliorations de traitement prévues au programme approuvé par le Parlement en 1913 :		
Premiers commis (1re annuité).	2.000	
Gardes-magasins (1re annuité).	625	
	2.625	2.625
Commis de manufacture (2e et dernière annuité).....		6.750
Créations d'emplois :		
1 contrôleur de manufactures.....		6.500
1 premier commis.....		3.875
		24.750

Diminutions :

Suppressions d'emplois :	
1 garde magasin.....	3.875
3 commis de manufactures.....	7.950
	11.825
En plus.....	12.925

Article 2.

Augmentations :

Améliorations de traitement prévues au programme approuvé par le Parlement :	
Contrôleurs principaux (2e annuité).....	4.375
Contrôleurs de culture (1re annuité).....	4.625
Vérificateurs principaux (1re annuité).....	3.400
Vérificateurs (2e et dernière annuité).....	7.250
Commis de culture (2e annuité).....	27.950
Création d'emploi (1 inspecteur de culture).....	6.000
	53.000

Diminution :

Suppression d'emploi (1 inspecteur entreposeur.....	6 00)
En plus.....	47.000 47.000
Total général des augmentations..	00.525

Il y a lieu d'examiner successivement chacune de ces modifications.

A. — Calcul des crédits afférents aux ingénieurs de 1re, 2e et 3e classes d'après la règle du traitement moyen.

Le Parlement a admis en principe que les crédits budgétaires devaient être calculés d'après la règle du traitement moyen. Des allocations ont été votées à cet effet dans les budgets successifs depuis 1910. Toutefois, le personnel des ingénieurs de 1re, 2e et 3e classes n'a encore bénéficié que partiellement de la mesure par une annuité de 5,000 fr. votée au budget de 1913, la situation des cadres ayant permis de différer la demande de la totalité du crédit nécessaire. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La deuxième et dernière annuité demandée pour ces ingénieurs qui sont au nombre de 31 et dont le traitement varie de 5,000 à 7,000 fr. est de 5,000 fr., ainsi qu'il résulte du calcul suivant :

Crédit nécessaire, 6.000 × 31.....	231.000
Crédit accordé pour 1913.....	126.000
Différence.....	5.000

B. — Améliorations de traitements prévues au programme approuvé par le Parlement en 1913.

Ce programme comporte pour le chapitre 112 une dépense de 176,300 fr. sur laquelle une première annuité de 73,900 fr. a été accordée au budget de 1913.

Le crédit prévu pour 1914 s'élève à 56,975 fr. dont le détail suit :

Premiers commis et gardes-magasins :

Traitement moyen porté de 3,750 à 4,000 fr. en deux étapes à partir de 1914. La première annuité calculée à raison de 250 fr. à réaliser en deux étapes s'élève pour 16 premiers commis à 2,000 fr. et 5 gardes-magasins à 625 fr., soit, au total, 2,625 fr.

Commis de manufacture :

Traitement moyen porté de

$$\frac{1.800+3.000}{2}=2.400 \text{ fr. à } \frac{2.200+3.100}{2}=2.650 \text{ fr.}$$

en deux étapes à partir de 1913. La deuxième et dernière annuité s'élève, pour 54 commis, à raison de 250 : 2 par agent, à $125 \times 54 = 6,750$ fr.

Contrôleurs principaux :

Les 31 agents de ce grade doivent, une fois la réforme achevée en 1915, se répartir ainsi :

21 à 4,500 fr.....	94.500
10 à 5,000 fr.....	50.000
Total.....	144.500
Le crédit voté pour 1913 étant de....	135.750

L'augmentation de dépense sera de.. 8.750 dont la moitié, soit 4,375 fr., à prévoir pour 1914.

Contrôleurs de culture :

Traitement moyen porté de 3,500 à 3,750 fr. en deux étapes à partir de 1914, la première annuité s'élève pour 37 agents à

$$\frac{250}{2} \times 37 = 4,625 \text{ fr.}$$

Vérificateurs :

Même réforme que pour les commis de manufactures. Appliquée à 59 agents, elle conduit à une deuxième et dernière annuité de

$$\frac{250}{2} \times 58 = 7,250 \text{ fr.}$$

Vérificateurs principaux :

La création de ce grade à 3,500 fr. est envisagée au bénéfice des vérificateurs. Huit emplois sont à créer en deux étapes à partir de 1914; ils entraînent une dépense totale de $(3.400 - 2.650) \times 8 = 6.800$ fr. dont la moitié est à engager sur 1914, ci 3,400.

Commis de culture :

Le programme approuvé par le Parlement comportait pour 1913 une première annuité de 58,400 fr. devant permettre de mettre la situation de ces agents à la parité de celle des préposés des manufactures d'origine militaire. Ces derniers recevant une nouvelle amélioration de situation, un relèvement parallèle a été prévu en faveur des commis de culture, qui entraînera une dépense de 55,900 fr. à répartir en deux annuités :

1914, 27,950 fr.
1915, 27,950 fr.

Ces chiffres résultent des calculs suivants :

1912, crédit accordé, 680,000 fr.
1913, crédit accordé, 739,200 fr., savoir :
1913, crédit voté :

366 agents à $\frac{1.400 + 2.500}{2}$ = ... 713.700

20 agents à $\frac{1.250 + 1.300}{2}$ = ... 25.500

739.200

1914, crédit prévu :

366 agents à $\frac{1.500 + 2.700}{2}$ = 768.600

20 agents à $\frac{1.300 + 1.350}{2}$ = 26.500

795.100 795.100

Augmentation à prévoir pour l'exécution du programme 55.900
dont la moitié (27.950) est imputable à 1914, ci 27.950

A titre de renseignement complémentaire, nous donnons ci-dessous le tableau d'ensemble du programme d'amélioration de la situation du personnel commissionné des manufactures, tel que ce programme a été approuvé par le Parlement en 1913.

L'augmentation totale est de 176,350 fr.

Il a été admis qu'elle serait répartie sur trois exercices.

DÉSIGNATION	EXERCICES			TOTAL
	1913.	1914.	1915.	
Relèvement des traitements des commis de culture.	55.400	27.950	27.950	114.300
Relèvements des traitements des vérificateurs de culture et des commis de manufactures.....	14.000	14.000	»	28.000
Création du grade de vérificateur principal de culture.....	»	3.400	3.400	6.800
Création d'une classe à 4,000 fr. dans le grade de contrôleur de culture.....	»	4.625	4.625	9.250
Suppression de la classe à 4,000 fr. dans le grade de contrôleur principal et création d'une classe à 5.000 fr.....	4.000	4.375	4.375	12.750
Création d'une classe à 4,500 fr. dans les grades de premier commis et de garde-magasin.....	»	2.625	2.625	5.250
Totaux.....	76.400	56.975	42.975	
Total général.....		176.350		176.350

C. — Créations et suppressions d'emplois.

L'administration a élaboré un plan de réorganisation des cadres supérieurs dans les manufactures d'allumettes et dans le service de la culture. Ce plan comporte pour le service des allumettes la substitution de contrôleurs aux 6 gardes-magasins, ainsi que la création de deux emplois de premier commis et de cinq emplois d'inspecteur. Il a reçu un commencement d'exécution en 1912 et 1913. Pour 1914, on propose de le poursuivre en effectuant les créations suivantes :

1 emploi de contrôleur au traitement de..... 6.500
1 emploi de premier commis à la manufacture d'allumettes de Pantin au traitement moyen de 3,875 fr., qui est celui prévu pour 1914 dans les manufactures de tabacs..... 3.875
1 emploi d'inspecteur de culture..... 6.000
16.375

Ces créations sont gagées en majeure partie par les suppressions suivantes qui peuvent être réalisées à la condition que les créations envisagées soient admises.

1 emploi de garde-magasin..... 3.875
3 emplois de commis à 2,650 fr..... 7.950
1 emploi d'inspecteur entreposeur ... 6.000
17.825

Ces créations et suppressions se traduisent donc finalement pour le chapitre 112 par une diminution de dépense de 1,450 fr.

Les mesures envisagées auront donc pour effet de substituer, conformément au programme qui a reçu un commencement d'exécution en 1912, un contrôleur à un garde-magasin, un inspecteur à un inspecteur entreposeur et un premier commis à un commis. En ce qui concerne la suppression des deux autres commis de manufactures, elle est possible à la condition d'employer dans les bureaux, deux préposées dames, à prélever sur les emplois demandés au chapitre 114.

La commission qui a été chargée d'étudier la réorganisation des cadres a émis l'avis que certains travaux incombant aux commis, dans les manufactures, pouvaient sans inconvénient être confiés à des préposés. A ce point de vue, l'emploi de dames connaissant la dactylographie serait dans certains cas avantageux. D'autre part, quelques substitutions de ce genre permettraient d'assurer dans l'avenir aux commis de manufactures une situation à peu près équivalente à celle des vérificateurs de culture.

En effet, si l'on considère le nombre d'emplois supérieurs existant dans chacun des deux services (culture et manufactures) les vérificateurs sont proportionnellement moins nombreux que les commis et atteignent ces emplois plus rapidement.

La création envisagée de deux emplois de préposées dames devant conduire à une dépense, savoir :

Chap. 114. — Appointements des préposés 1,865 fr. × 2 = ... 3.730
Chap. 115. — Indemnités de résidence des préposés 135 × 2 = ... 270
Total..... 4.000

la diminution de dépense de 1,450 fr. signalée ci-dessus disparaît pour faire place à un excédent de dépense de..... 2.550

Au sujet de cet excédent de 2,550 fr., il y a lieu de faire remarquer qu'en 1913 les suppressions d'emplois ont été les suivantes :

1 garde-magasin..... 3.750
1 contrôleur principal..... 4.250
2 contrôleurs de culture..... 7.000
Au total..... 15.000

Les créations admises ayant été :

1 contrôleur de manufactures d'allumettes..... 6.500
1 inspecteur de culture..... 6.000
Au total..... 12.500

il en est résulté une différence de 2,500 fr. qui a servi à gager une partie des dépenses nécessaires à l'amélioration de situation du personnel commissionné.

C'est ainsi que le crédit demandé dans l'objet pour les contrôleurs principaux des magasins de culture, 12,750 fr. s'est trouvé diminué de 2,500 fr.

Dans ces conditions, il semble rationnel d'admettre intégralement les créations d'emplois demandées pour 1914, puisqu'en réalité, celles qui ont été autorisées par voie budgétaire en 1913 se sont trouvées inférieures de 2,500 fr. à l'importance des suppressions effectuées pour les gager.

CHAPITRE 113. — Indemnités du personnel commissionné des manufactures de l'Etat et frais divers.

Crédit accordé pour 1913, 258,725 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 259,725 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 259,725 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 259,725 fr.

Différence en plus : 1,000 fr.

L'augmentation porte sur l'article 1er : Indemnités de logement aux directeurs des manufactures et aux comptables non logés dans les bâtiments de l'administration ainsi qu'aux inspecteurs de culture. Elle représente l'indemnité de logement à attribuer au fonctionnaire qui sera appelé à remplir le nouveau poste d'inspecteur de culture dont la création est prévue au chapitre 112. L'allocation antérieure du paragraphe 1er étant aujourd'hui entièrement affectée, le supplément sollicité est indispensable ; il est d'ailleurs équivalent à celui qui a été accordé pour 1913 à l'occasion de la création d'un poste analogue.

CHAPITRE 114. — Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 25,978,968 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 29,563,847 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 29,563,847 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 29,563,847 fr.

Différence en plus : 3,584,879 fr.

L'augmentation s'explique de la manière suivante :

1° Augmentations :

I. — Améliorations en faveur du personnel..... 83.085
Accélération de l'avancement des agents techniques et des préposés (4e annuité)..... 22.400
Création d'une classe supérieure dans certains grades (4e et dernière annuité)..... 2.400
Modification à la hiérarchie et à l'avancement des agents techniques (3e et dernière annuité)..... 1.000
Amélioration de la situation des préposés (programme de 1913) (2e annuité). 42.285
Relèvement du salaire journalier du personnel auxiliaire du service de la culture..... 15.000
Total..... 83.085

II. — Créations d'emplois 70.469
2 agents techniques du cadre secondaire..... 8.990
3 préposés hommes (magasins)..... 7.419
15 proposés hommes et 9 proposés femmes (manufactures)..... 54.030
Total..... 70.469

III. — Conséquence de l'accroissement de la consommation..... 3.453.100
Salaires des ouvriers du service des magasins..... 53.100
Salaires des ouvriers des manufactures de tabacs.. 3.400.000
Total..... 3.453.100

IV. — Rétablissement d'un crédit qui aurait dû figurer en 1913..... 6.000
(Salaires des préposés temporaires des magasins.)

Total des augmentations.... 3.612.654

2° Diminutions :

Transfert au chapitre des allocations diverses		27.775
Indemnités des préposés d'origine militaire	1.225	
Hautes payes de fonctions des chefs de sections et d'ateliers	26.550	
Total	27.775	
Net en plus		3.584.879

CHAPITRE 115. — Allocations du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 1,218,335 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,294,035 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,294,035 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,294,035 fr.

Différence en plus : 75,700 fr.

L'augmentation demandée par le Gouvernement se décompose de la façon suivante :

1° Amélioration de la situation des préposés (programme de 1913, 2e annuité)		19.785
2° Conséquence des créations d'emplois		4.104
Indemnités de résidence des deux agents techniques	600	
Indemnités de résidence des 27 préposés	3.140	
	4.140	
3° Conséquence de l'augmentation d'effectif des ouvriers, congés payés		20.000
4° Crédit correspondant au surclassement des manufactures de Châteauroux, Dijon, le Mans et Nantes, et qui aurait dû être rétabli au budget de 1913.		4.000
5° Transfert du précédent chapitre		27.775
Total		75.000

CHAPITRE 116. — Pensions de retraite du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 2,393,542 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 2,656,542 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 2,656,542 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 2,656,542 fr.

Différence en plus : 263,000 fr.

L'augmentation demandée par le Gouvernement se décompose de la façon suivante :

Conséquence des modifications apportées aux chapitres 114 et 117		215.450
Conséquence de l'application des dispositions des lois votées à l'effet d'améliorer les retraites des agents non commissionnés		47.550
Total égal		263.000

CHAPITRE 117. — Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat. — Appointements et salaires.

Crédit accordé pour 1913, 47,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1913, 50,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 50,000 francs.
Crédit proposé par la commission des finances, 50,000 fr.

Différence en plus : 3,000 fr.

L'augmentation de 3,000 fr. demandée porte sur le paragraphe 2. Elle correspond à l'augmentation de l'effectif du personnel ouvrier au cours de ces dernières années et à l'accroissement corrélatif du nombre d'enfants fréquentant les crèches et les garderies.

CHAPITRE 118. — Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat. — Indemnités et gratifications.

Crédit accordé pour 1913, 14,900 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 14,900 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 14,900 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 14,900 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 119. — Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat. — Secours et institutions diverses.

Crédit accordé pour 1913, 931,200 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 942,800 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 942,800 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 942,800 fr.

Différence en plus : 11,600 fr.

Cette augmentation est la conséquence :

1° Des charges supplémentaires qui résulteront de l'augmentation du personnel ouvrier, au cours de ces dernières années ;

2° Des modifications qu'il convient d'apporter au mode d'attribution des primes pour allaitement au sein.

CHAPITRE 120. — Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 10,205,700 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 10,418,700 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 10,418,700 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 10,418,700 fr.

Différence en plus : 213,000 fr.

La différence en plus s'explique par une série de modifications apportées dans l'outillage des magasins des tabacs, des manufactures des tabacs et manufactures d'allumettes.

Ces modifications ont pour but d'améliorer la situation des ouvriers ou d'augmenter la production.

CHAPITRE 121. — Bâtiments des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 1,062,305 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 988,700 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 988,700 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 988,700 fr.

Différence en moins : 73,605 fr.

Les crédits demandés se réfèrent à des travaux importants, nécessitant plusieurs campagnes, qui doivent être réalisés dans un certain nombre de manufactures de tabacs. Ils sont la suite et le complément de ceux réalisés en 1913.

CHAPITRE 122. — Constructions nouvelles et manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 1,983,870 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1,418,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,418,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,418,000 fr.

Différence en moins : 565,870 fr.

Les crédits demandés se réfèrent encore à des constructions prévues en 1913 et de nature à faire face à une deuxième campagne.

CHAPITRE 123. — Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'Etat.

Crédit accordé pour 1913, 240,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 240,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 240,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 240,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 124. — Achats et transports. — Service des tabacs.

Crédit accordé pour 1913, 66,223,000 fr.
Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 71,653,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 71,653,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 71,653,000 fr.

Différence en plus, 5,430,000 fr.

Les propositions primitives du Gouvernement comportaient une augmentation de..... 6.430.000
ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-après.
Mais ces propositions ont été réduites de..... 1.000.000
savoir : 500,000 fr. sur l'article 3 et 500,0000 fr. sur l'article 4, de sorte que l'augmentation, par rapport à 1913, est en définitive de..... 5.430.000

Nous allons examiner successivement chacun des articles du chapitre.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	CRÉDITS demandés pour l'exercice 1914.	CRÉDITS accordés pour l'exercice 1913, y compris reports de 1912.	AUGMENTATION	DIMINUTION
Article 1er				
Achats de tabacs indigènes..... § 1er. — Achats proprement dits.	30.308.000	27.090.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	10.000	10.000		
Total de l'article 1er.....	30.318.000	27.100.000	3.218.000	»
Article 2.				
Achats d'échantillons de tabacs en feuilles dans les colonies et essais de culture....	5.000	2.000		
Total de l'article 2.....	5.000	2.000	3.000	»

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	CRÉDITS demandés pour l'exercice 1914.	CRÉDITS accordés pour l'exercice 1913, y compris reports de 1912.	AUGMENTATION	DIMINUTION
Article 3.				
Achats de tabacs exotiques ordinaires..... § 1er. — Achats proprement dits.	21.638.000	19.520.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	800.000	800.000		
Total de l'article 3.....	22.488.000	20.320.000	2.168.000	»
Article 4.				
Achats de tabacs exotiques supérieurs..... § 1er. — Achats proprement dits..	10.739.000	10.000.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	500.000	500.000		
Total de l'article 4.....	11.239.000	10.500.000	739.000	»
Article 5.				
Achats de produits fabriqués à l'étranger..... § 1er. — Achats proprement dits..	5.940.000	4.940.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	60.000	60.000		
Total de l'article 5.....	6.000.000	5.000.000	1.000.000	»
Article 6.				
Achats d'échantillons de tabacs en feuilles..... § 1er. — Achats proprement dits..	98.500	96.500		
§ 2. — Frais accessoires.....	1.500	1.500		
Total de l'article 6.....	100.000	98.000	2.000	»
Article 7.				
Achats de tabacs provenant de saisies chez les planteurs.....	3.000	3.000		
Achats de matières nicotineuses..... § 1er. — Achats proprement dits..	»	950.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	»	50.000		
Total de l'article 7.....	»	1.170.000	»	1.000.000
Article 8.				
Frais de transport..... § 1er. — Achats proprement dits..	2.470.000	2.170.000		
§ 2. — Frais accessoires.....	30.000	30.000		
Total de l'article 8.....	2.500.000	2.200.000	300.000	»
Total du chapitre 121.....	72.653.000	66.223.000	7.430.000	1.000.000
Reste en augmentation sur les crédits votés pour l'exercice 1913.....	.....	.....	6.430.000	

Il y a lieu de signaler que les crédits votés par le Parlement pour l'exercice 1913 comprennent à l'article 3 un report de 570,000 fr. L'augmentation de crédits demandée pour cet article s'élève donc en réalité à 2,168,000 fr. + 570,000 fr. = 2,738,000 fr. Pour l'ensemble du chapitre, l'augmentation réelle ressort à 6,430,000 francs + 570,000 fr. = 7,000,000 de francs.

Les crédits demandés pour l'exercice 1914 se justifient par les considérations ci-après :

Art. 1er. — Achats de tabacs indigènes.

Il est impossible de prévoir exactement dès maintenant quelles seront les quantités de tabacs indigènes que les planteurs présenteront au commencement de 1914 et qui devront leur être payées. Dans ces conditions, on ne peut que tabler sur une récolte moyenne estimée comme d'habitude à 24 millions de kilogrammes (poids avant dessication). D'après les renseignements fournis par l'administration, l'importance de la récolte sera très voisine de ce chiffre.

Le prix moyen aux 100 kilogr. (primes comprises) payé pour les feuilles indigènes est monté de 104 fr. 99 en 1911 à 108 fr. 31 en 1912. En 1913, il a encore progressé et atteint 109 fr. 11. On ne peut évaluer à moins le prix qui serait payé aux planteurs en 1914, si les tarifs antérieurs continuaient à être en vigueur.

Mais, il faut tenir compte de ce que les tarifs nouveaux dont l'application sera faite à partir de la récolte de 1913 conduisent, toutes choses égales d'ailleurs, à une dépense supplémentaire de :

341,600 fr. pour les tabacs lourds ;
1,724,000 pour les tabacs légers ;
8,000 fr. pour les tabacs du Pas-de-Calais.

On est en droit d'espérer que les relèvements de prix accordés aux planteurs de tabacs lourds, ainsi que les nouvelles règles suivant lesquelles seront désignés les experts contribueront à diminuer l'exagération des surclassements constatés dans les départements du Lot et de Lot-et-Garonne. Il y a donc lieu de supposer que la dépense en plus de 341,000 fr. prévue pour les tabacs lourds sera compensée par une dépense en moins de même importance résultant de classements plus corrects.

En résumé, le relèvement des tarifs occasionnera une dépense supplémentaire de :

1,724,000 fr. + 8,000 = 1,732,000 fr.

L'agrandissement du magasin de Bône devant être réalisée à brève échéance, les quantités à acheter en Algérie en 1914 s'élèveront à 400 millions de kilogrammes. Le prix d'achat des feuilles d'Algérie est d'ailleurs variable suivant l'importance et la qualité des récoltes; il a été de 59 fr. 83 les 100 kilos en 1912 ; l'administration prévoit 60 fr. pour la prochaine récolte.

D'après les éléments ci-dessus indiqués, le crédit à inscrire à l'article 1er se calcule comme suit :

Indigènes. — Application des anciens tarifs :
24,000,000 de kilogr. à 109 fr. 11 les 100 kilogrammes..... 26.186.400
Dépense en plus résultant de l'application des tarifs nouveaux..... 1.732.000
Total des indigènes..... 27.918.400
Algérie. — 4,000,000 de kilogr. à 60 francs les 100 kilogr..... 2.400.000
Total général..... 30.318.400

Soit, en nombre rond, 30,318,000 fr., à répartir ainsi :

§ 1. — Achats proprement dits : 30,308,000 francs.

§ 2. — Frais accessoires : 10,000 fr.

Ce crédit diffère de 3,218,000 fr. en plus du crédit voté au budget de 1914. L'augmentation résulte du relèvement des prix des tabacs indigènes et de la fixation d'un contingent plus important pour les tabacs de l'Algérie.

Les quantités payées aux planteurs se rapportent à des tabacs encore frais, qui n'ont pas terminé leur fermentation et qui subissent, pendant les quatre ou cinq mois de leur manutention en magasin, une perte de poids très sensible. En appliquant à ces quantités le taux moyen des déchets de dessiccation et de coupage relevés pour la récolte de 1911, derniers résultats connus, on trouve qu'elles fourniront en tabac emballés :

Indigènes..... 19.824.000 kilogr.
Algérie..... 3.764.000 —
Total..... 23.588.000 kilogr.

Il convient de remarquer que le prix moyen des tabacs indigènes prêts à être mis en œuvre en manufacture ressort à :

$\frac{27.918.400 \text{ fr.}}{19.824.000 \text{ kilogr.}}$ = 140 fr. 83 les 100 kilogr.

Art. 2. — Achats d'échantillons de tabacs en feuilles dans les colonies et essais de culture.

Les tabacs coloniaux n'ont figuré jusqu'à présent dans les approvisionnements de l'administration que pour des quantités insignifiantes ; mais il semble que bientôt certaines de nos colonies seront en état de fournir un appoint de quelque importance à la production de la métropole. A titre d'indication, le crédit de l'article 2 est porté, pour 1914, de 2,000 à 5,000 fr.

Cette augmentation n'implique pas un excédent de dépense, car elle est compensée par une réduction correspondante du crédit de l'article suivant.

Art. 3. — Achats de tabacs exotiques ordinaires.

Les articles 1 et 3 ne peuvent pas être consi-

dérés isolément : les tabacs et les feuilles d'Algérie (art. 1) sont employés concurremment dans les fabrications avec les tabacs exotiques ordinaires (art. 3). Ces deux articles sont ainsi liés au point de vue des crédits et si l'une des deux sortes de matières premières vient à manquer partiellement, le déficit doit être nécessairement comblé par une quantité équivalente de l'autre sorte. On doit calculer les besoins sur l'ensemble.

L'emploi global des feuilles de l'une et l'autre provenance est évalué à 46,181,000 kilogr. pour les fabrications probables de 1914.

Or, on a vu plus haut que les tabacs indigènes et d'Algérie pouvant être achetés avec le crédit inscrit à l'article 1er fourniront 23,583,000 kilogrammes de feuilles prêtes à être mises en œuvre ; il faudra donc recourir aux tabacs exotiques pour le complément, soit :

46,181,000 — 23,588,000 = 22,593,000 kilogr.

L'achat de cette quantité correspond seulement au maintien des approvisionnements actuels, cependant insuffisants.

En admettant, pour les tabacs exotiques ordinaires, un prix moyen de 100 fr. les 100 kilogr., comme les années précédentes, la dépense à effectuer doit être évaluée à 22,593,000 fr.

Il convient d'en déduire 105,000 fr., demandés aux articles 2 et 6 pour tabacs des colonies et échantillons.

Le crédit à inscrire à l'article 3 est donc de 22,488,000 fr. à répartir comme suit :

§ 1er. — Achats proprement dits..	21.688.000
§ 2. — Frais accessoires.....	800.000
Total.....	22.488.000

Art. 4. — Achats de tabacs exotiques supérieurs.

La consommation de ces tabacs qui sont employés dans la fabrication des scaferlatis d'Orient, des cigares à 75 millimes et au-dessus, des cigarettes sans papier est évaluée à 3,995,500 kilogr. pour 1914. Mais la situation des stocks, depuis longtemps précaire pour l'ensemble des exotiques supérieurs, est devenue absolument inadmissible pour les tabacs du Brésil. Le tableau ci-dessous fait ressortir l'importance au 31 décembre 1913 des approvisionnements de ces tabacs :

Restes au 31 décembre 1912.	2.342.000 kilogr.
Achats de 1913.....	3.300.000 —
Total.....	5.642.000 kilogr.
Consommation de 1913....	3.412.000 —
Restes au 31 décembre 1913.	2.230.000 kilogr.

Consommation de 1914, 2,893,000 kilogr.

Nombre de mois d'approvisionnement au 31 décembre 1913 :

$$\frac{2.230.000 \times 12}{2.893.000} = 9 \text{ m. } 2.$$

Les approvisionnements du Brésil, constitués en 1913, doivent donc être épuisés au début d'octobre 1914. Ces tabacs sont achetés sur les marchés de Brême et de Hambourg qui en détiennent le monopole. La mission qui est chargée de l'achat se trouve, du fait de ce manque d'approvisionnement, dans une position des plus difficiles. Les ventes ne commencent guère à être actives qu'au mois d'août, c'est-à-dire trop tard, étant donnés les délais de transport, pour que les tabacs arrivent en manufacture avant le mois d'août, ce qui dévoile l'urgence des besoins et met la demande à la discrétion des détenteurs de la marchandise.

Du côté de la fabrication, les inconvénients ne sont pas moindres. Les stocks étant réduits à leur dernière limite, il faut les répartir avec une précision mathématique entre les diverses manufactures. Lorsqu'un magasin de transit arrive à l'épuisement d'un type, les manufactures qu'il dessert normalement doivent s'adresser à un autre magasin plus éloigné, d'où des faux transports onéreux. On est même obligé de substituer temporairement à un type épuisé un autre type dont l'emploi amène un trouble profond dans le fonctionnement des ateliers et cause du mécontentement parmi le personnel ouvrier.

Il est indispensable que les approvisionnements en tabacs de Brésil au 31 décembre de l'année couvrent les besoins jusque vers le 15 décembre de l'exercice suivant. Il faut donc renforcer les stocks d'une quantité correspondant à deux mois de fabrication au moins, soit de 500,000 kilogr. en chiffres ronds. On arrive ainsi, pour les quantités de tabacs exotiques supérieurs à acheter en 1914, à un total de :

3,995,500 + 500,000 = 4,495,500 kilogr.

Le prix moyen admis les années précédentes pour les tabacs exotiques supérieurs est de 2 fr. 50 le kilogr. Ce prix ne saurait être réduit en présence des cours toujours très élevés du Sumatra et du Brésil et de la hausse très accentuée des tabacs d'Orient.

La dépense correspondante doit donc être évaluée à :

4,495,500 × 2 fr. 50 = 11,238,760 fr., soit en nombre rond..... 11.239.000

à répartir comme suit :

§ 1er. — Achats proprement dits..	10.739.000
§ 2. — Frais accessoires.....	500.000
Total.....	11.239.000

Art. 6. — Achats de produits fabriqués à l'étranger.

La dépense à prévoir à l'article 5 doit être réglée d'après la demande des consommateurs de cigares Havane, Mexique, Manille et de cigarettes et scaferlatis de provenance étrangère.

Le relèvement des tarifs de vente de ces produits réalisé en 1910 a eu pour effet de faire baisser sensiblement la consommation. Voici le montant des achats effectués pendant les quatre dernières années :

1909.....	6.003.100 fr.
1910.....	6.158.600
1911.....	4.880.000
1912.....	5 269.000

Le fléchissement considérable de 1911 a été suivi en 1912 d'un relèvement très net. Le mouvement de reprise a continué en 1913.

Les achats des dix premiers mois s'élèvent à.....	5.481.000
Si on y ajoute ceux des deux derniers mois de 1912 qui ont été de...	593.500
on arrive à un total de.....	6.074.500

Le crédit voté pour 1913 (5 millions de francs) a été insuffisant et un crédit supplémentaire a été nécessaire.

Les achats de 1914 ne peuvent dès lors être évalués à moins de 6 millions de francs. L'allocation de l'article 5 doit être fixée à cette somme, à répartir de la façon suivante :

§ 1. — Achats proprement dits.....	5.940.000
§ 2. — Frais accessoires.....	60.000
Total.....	6.000.000

Art. 6. — Achats d'échantillons de tabacs en feuilles.

Les prévisions de cet article résultant d'une répartition des achats de tabacs exotiques ordinaires (art. 3), la différence en plus : 2,000 fr., n'implique pas d'excédent de dépense.

Art. 7. — Achats de tabacs provenant des saisies chez les planteurs.

Sans changement.

Art. 7. — Achats de matières nicotineuses.

Aucune allocation pour 1914 n'est demandée à cet article. La vente de la nicotine étant, en effet, devenue presque insignifiante, les manufactures n'en ont livré aux entrepôts que 6,300 kilogr. pendant le premier semestre de 1913 tandis que les approvisionnements de cet alcaloïde se sont élevés, pendant la même période de 64,000 kilogr. à 83,000 kilogr.

Il est donc vraisemblable que, malgré la suppression des formalités imposées aux acheteurs, la nicotine produite par la régie suffira à la consommation. Si les besoins de l'agriculture ne pouvaient être assurés sans l'appoint de la nicotine étrangère, l'administration solliciterait, en temps opportun, le vote des crédits supplémentaires reconnus nécessaires.

Art. 8. — Frais de transport.

Les dépenses relatives aux frais de transport des tabacs en feuilles et des colis de renvoi, qui font l'objet de cet article, suivent une marche corrélative à celle de la consommation. Voici les dépenses effectuées de ce chef pendant les dernières années :

1909.....	2.103.426 fr.
1910.....	2.075.738
1911.....	2.196.680
1912.....	2.324.500

On prévoit, en raison de la progression constatée, que la dépense, en 1914, sera de 2,500,000 francs à répartir ainsi :

§ 1. — Frais de transport proprement dits.....	2.470.000
§ 2. — Frais accessoires.....	30.000
	2.500.000

Ce chiffre de 2,500,000 fr. a été atteint en 1913. La dépense réelle pour les neuf premiers mois s'élève à..... 1.761.800

si on y ajoute la dépense afférente aux trois derniers mois de 1912, qui est de..... 757.700

on arrive à un total de..... 2.519.500

L'allocation budgétaire qui est de 2,200,000 fr. a été insuffisante et un crédit supplémentaire a dû être demandé.

CHAPITRE 125. — Achats et transports. — Service des allumettes.

Crédit proposé pour 1913, 4,702,980 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 4,752,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 4,752,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 4,752,000 fr.

Différence en plus : 49,100 fr.

Les ventes s'étant considérablement accrues à partir de 1912, la fabrication, pour 1914, devra être supérieure à celle de 1913 et il semble indispensable de consentir une allocation s'élevant au moins à la somme de 3,015,000 fr., égale à celle de 1913.

Le développement des ventes conduit à demander parallèlement un relèvement de 49,100 francs du crédit afférent aux frais de transport.

CHAPITRE 125 *bis*. — Construction d'un immeuble pour le service de la garantie, des laboratoires et des archives de la cour des comptes.

Crédit accordé pour 1913, néant.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 800,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 700,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 700,000 fr.

Différence en plus : 700,000 fr.

Le Gouvernement demandait un crédit de 800,000 fr., qu'il réduit de 100,000 fr.

Il justifiait sa demande ainsi :

« Aux termes de la loi du 23 décembre 1912, le ministre des finances est autorisé, dans la limite d'une dépense maxima de 2 millions, à faire construire et aménager sur le terrain domanial sis entre les rues Perrée, Paul-Dubois et Gabriel-Vicaire, un immeuble destiné à recevoir les services de la garantie des matières d'or, de platine et d'argent de Paris, le laboratoire central du ministère des finances et le dépôt d'une partie des archives de la cour des comptes.

« Par décision du 15 juillet 1913, le ministre a approuvé les pièces du projet et autorisé la mise en adjudication des travaux.

« La part de dépense imputable sur l'exercice 1914 est évaluée à 800,000 fr.

« Il est donc nécessaire d'obtenir, sur l'exercice 1914, un crédit de 800,000 fr. pour assurer la continuation de l'exécution des travaux entrepris en 1913. »

CHAPITRE 126. — Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie.

Crédit accordé pour 1913, 24,250,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 24,250,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 24,250,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 24,250,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 127. — Remboursements sur produits indirects et divers.

Crédit accordé pour 1913, 6,630,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 8,108,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 8,108,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 8,108,000 fr.

Différence en plus : 1,478,000 fr.

Ce chapitre comprend cinq articles que nous allons examiner successivement.

Art. 1er. — Enregistrement, domaine et timbre.

Le crédit de l'article 1er est destiné à faire face aux dépenses résultant :

1° Des remboursements de droits et d'amendes de toute nature perçus à tort par les préposés de l'administration (§ 1er);

2° Des remboursements de droits et d'amendes qui, régulièrement perçus à l'origine, sont devenus restituables par suite d'événements ultérieurs ou d'erreurs du fait des parties (§ 2);

3° Des remboursements à titre gracieux de droits en sus et d'amendes à la suite de demandes en remise déposées par les parties (§ 3);

4° Des remboursements des amendes dont la consignation est prescrite en cas d'appel, de requête civile ou de pourvoi en cassation, soit lorsque le jugement ou l'arrêt a été réformé ou cassé, soit lorsqu'il est intervenu une transaction ou un désistement sur le jugement frappé d'appel (§ 4);

5° Des remboursements portant sur les prix de vente des biens vacants, des biens des contumax et des épaves (§ 5);

6° Des restitutions aux héritiers des successions en déshérence et des payements aux créanciers des mêmes successions (§ 6);

7° Des remboursements autorisés par la loi du 23 juin 1834 en ce qui concerne les droits perçus sur les actes de la procédure dans les ventes judiciaires d'immeubles dont le prix ne dépasse pas 2,000 fr. (§ 7).

Le crédit demandé à cet article est supérieur de 1 million à celui qui est alloué en 1913; cette augmentation est nécessaire pour faire face à l'accroissement des dépenses qui ont nécessité l'allocation de crédits supplémentaires au cours des exercices précédents et dont la moyenne, pour les cinq dernières années, est supérieure à 6,500,000 fr.

Art. 2. — Douanes.

Le crédit inscrit à l'article 2 est destiné à faire face :

1° A la redevance due au prince de Monaco en représentation des droits de douane et des taxes de navigation perçus dans la principauté;

2° Au remboursement des droits mal à propos perçus par suite de fausses applications du tarif, d'erreurs de liquidation ou de perception et de droits de timbre de demandes reconnues fondées.

La convention du 9 novembre 1865 a confié au Gouvernement français le soin de percevoir les droits de douane afférents aux marchandises étrangères déclarées pour la consommation dans la principauté de Monaco et les taxes de navigation frappant les navires qui effectuent les opérations dans le port de ce territoire.

En représentation des droits et taxes ainsi perçus le prince reçoit :

1° Une indemnité fixe annuelle de 20,000 fr.;

2° Une redevance supplémentaire basée sur le chiffre des droits encaissés par le bureau de Monaco après déduction de l'indemnité fixée et de 25 p. 100 pour frais de perception.

Mais de nouveaux arrangements qui sont actuellement soumis aux délibérations du Parlement prévoient l'attribution au même titre au prince d'une redevance forfaitaire et unique de 400,000 fr. par an. Or le crédit destiné à assurer le règlement de cette redevance n'est actuellement que de 200,000 fr. Il devra dès lors être doublé à l'avenir et c'est ce qui motive l'augmentation de 200,000 fr. proposée dans l'objet au budget de 1914.

D'autre part, un crédit de 180,000 fr. en plus de celui de 160,000 fr. prévu pour 1913 est nécessaire en vue de faire face à la progression constante des liquidations pour remboursements de droits indûment perçus. Si ces dépenses augmentent, la cause en est que les perceptions de douane ont pris elles-mêmes, depuis quelques années, une importance qu'elles étaient loin d'avoir auparavant, ce qui explique que les erreurs de liquidation et de tarification soient plus nombreuses.

L'augmentation totale de l'article est donc de 380,000 fr.

Art. 3. — Contributions indirectes.

Les crédits de cet article sont destinés à faire face :

1° Aux restitutions de droits de toute sorte, dont la perception est reconnue avoir été indûment faite par suite d'erreurs dans les décomptes ou dans les écritures, par exemple en matière de licence de marchands en gros de boissons lorsque, à l'expiration de l'année à laquelle s'applique la licence, les ventes n'ont pas atteint le quantum qui avait servi de base à l'imposition.

2° Aux restitutions de droits effectuées à titre gracieux pour des boissons libérées, dont la perte ou l'effusion, en cours de transport, a été régulièrement constatée.

3° Au remboursement prévu par les lois du droit intérieur de fabrication sur les bières et des droits de garantie sur les ouvrages d'or, de platine ou d'argent dans les cas d'exportation dûment justifiée de ces produits.

L'augmentation demandée est destinée à couvrir les dépenses habituelles de cet article, qui sont la conséquence de dispositions légales que l'administration ne peut qu'appliquer. Ces dépenses ont, d'ailleurs, donné lieu, en 1913, à une demande de crédits supplémentaires de 140,000 fr.

Art. 4. — Manufactures de l'Etat.

Les planteurs sont tenus de livrer à l'administration tous les tabacs de leurs récoltes. Ces récoltes, qui ont été inventoriées sur le terrain, sont dénombrées à nouveau lors de leur livraison dans les magasins de la régie. Tous les comptes individuels sont alors balancés et, en cas de déficit, les planteurs ont à payer les quantités manquantes à raison de 8 fr. le kilogramme. Ils peuvent se pourvoir devant le conseil de préfecture, mais ils doivent, au préalable, s'être acquittés. Si le conseil de préfecture se prononce pour le dégrèvement total ou partiel et si, d'autre part, l'administration ne croit pas devoir appeler de cette décision, on rembourse au planteur tout ou partie de la somme qu'il a versée. Ce remboursement s'effectue sur le crédit du présent chapitre.

Sous la rubrique : « Autres remboursements », est visé le cas suivant : un colis est perdu en cours de route; la compagnie qui s'est chargée du transport est rendue responsable et elle verse dans les caisses du Trésor la valeur des matières non représentées. Ultérieurement, elle retrouve le colis et le livre à l'établissement auquel il est destiné. L'administration autorise alors le remboursement de la somme versée.

Il a paru possible au Gouvernement d'opérer une réduction de 2,000 fr. sur la dotation de ce chapitre qui était antérieurement de 6,000 fr.

Art. 5. — Produits divers.

Les crédits inscrits à cet article sont destinés à faire face aux demandes de remboursement de sommes indûment versées au Trésor au titre des produits divers du budget et des recettes d'ordre.

On remarque, notamment dans la nomenclature de ces produits donnant lieu à remboursement :

Les retenues indûment versées pour le service des pensions civiles par des fonctionnaires non assujettis aux prescriptions de la loi du 9 juin 1853;

Les sommes versées à titre de produits universitaires par des candidats qui n'ont pu, pour causes légitimes, se présenter aux épreuves qu'ils avaient à subir;

Les sommes versées à titre d'amendes et condamnations pécuniaires par des redevables pouvant invoquer le bénéfice d'une remise d'amendes ou d'une loi d'amnistie;

Le montant des dégrèvements sur pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement (ces dégrèvements sont accordés par les ministres des départements auxquels ressortissent lesdites écoles);

Le montant de la taxe versée par des candidats aux examens de capacité pour la conduite des véhicules automobiles qui, pour des motifs reconnus valables par le service des mines, n'ont pu se présenter aux épreuves de ces examens;

Enfin, les sommes versées au Trésor, soit en double emploi, soit en trop à un titre quelconque.

Les dépenses de cet article, essentiellement variables, dépendent du nombre et de l'importance des demandes de remboursement qui viennent à se produire.

Aucune augmentation n'a été demandée sur le chiffre du crédit accordé en 1913, soit 300,000 francs.

CHAPITRE 128. — Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.

Crédit accordé en 1913, 40,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 40,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 40,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 40,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 129. — Répartition des produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.

Crédit accordé pour 1913, 4,011,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 4,439,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 4,293,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 4,293,000 fr.

Différence en plus, 282,000 fr.

Le chiffre du crédit de 1913 avait été insuffisant, et des crédits supplémentaires avaient dû être demandés.

L'augmentation correspondant à l'accroissement des parts d'amende revenant notamment aux communes (affaires mixtes d'octroi) et aux saisissants étrangers à l'administration sur les sommes encaissées par le Trésor à la suite du règlement des affaires contentieuses, ces dépenses ne sont pas sujettes à compression. Le développement témoigne, d'ailleurs, d'une activité plus grande dans la répression de la fraude.

CHAPITRE 130. — Remboursement, à l'exportation, du droit sur le sel employé à la préparation des viandes, du beurre et de conserves de cornichons.

Crédit accordé pour 1913, 60,000 fr.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 60,000 fr.

Crédit voté par la Chambre des députés, 60,000 fr.

Crédit proposé par la commission des finances, 60,000 fr.

Sans observation.

CHAPITRE 131. — Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.

Crédit accordé pour 1913, 1 million de francs.

Crédit demandé par le Gouvernement pour 1914, 1 million de francs.

Crédit voté par la Chambre des députés, 1 million de francs.

Crédit proposé par la commission des finances, 1 million de francs.

Sans observation.

MONNAIES ET MÉDAILLES

(M. Couyba, rapporteur.)

Messieurs, depuis notre rapport sur le budget des monnaies et médailles pour l'exercice 1913, un événement important s'est produit : le remplacement de la monnaie de billon de bronze par celle de nickel est entré dans la voie de la réalisation.

Nous avons dit, dans ce précédent rapport, tout ce qui faisait la supériorité du nickel sur les autres métaux proposés. Nous n'avons pas caché non plus ses inconvénients, mais il fallait faciliter la technique de la frappe à froid, et c'est pourquoi ce métal a prévalu sur le bronze d'aluminium.

Cette même question technique de la frappe s'est imposée de façon si forte au jury chargé de rechercher le modèle de nouvelles pièces à trou central qu'elle a dominé toute autre considération. Ce trou central nécessite un « collet », comme la tranche extérieure en appelle un autre; les bavures sont à éviter; la répartition du métal entre ces deux collets est indispensable. L'usure rapide des monnaies à grande circulation nécessite des reliefs très nets dans l'ornementation et plutôt indicateurs au toucher. Cela revient à dire, en somme, qu'il ne faut pas confondre une « monnaie » et une « médaille », et c'est ce qui explique le choix définitif du jury d'examen.

Certaines modifications légères ont été demandées à l'artiste choisi, M. Lindauer, dans les différents modules, afin de conserver l'équilibre ornemental malgré la transformation des pièces de 25 centimes en pièces de 10 centimes

et de 5 centimes. Mais l'aspect général reste le même. Et la double opération, d'ailleurs fort longue, du retrait des monnaies de bronze et de la frappe de celles de nickel, va commencer bientôt. Le projet de budget en portera la trace dans ses prévisions de recettes.

Ce budget de 1914 présente, par rapport à celui de 1913, des différences assez sensibles, mais qui tiennent surtout à des changements apportés dans la comptabilité et dans la répartition des crédits aux divers chapitres des recettes et des dépenses.

Enumérons les principales causes de ces changements :

1° Suppression du compte de trésorerie des fabrications étrangères ;
2° Suppression du chapitre spécial affecté aux dépenses de transformation d'écus en monnaies divisionnaires ;
3° Répartition nouvelle des dépenses de matériel d'exploitation par chapitre, d'après la nature des fabrications ;
4° Fabrication de la nouvelle monnaie de nickel ;
5° Suppression partielle de la fabrication des monnaies de bronze ;
6° Application du décret du 5 mai 1913 par l'organisation de l'administration des monnaies et médailles ;
7° Amélioration des salaires des ouvriers ;
8° Augmentations et économies diverses ;
9° Opérations d'ordres.

Une augmentation de crédit de 52,000 fr. est destinée à l'application de différentes mesures prises en vue d'améliorer la situation du personnel ouvrier.

Nous disions, en 1913, qu'en ce qui concernait ce personnel, la loi des retraites lui était régulièrement appliquée et avait reçu une première satisfaction par un décret du 25 avril 1912. L'échelle des traitements, avec des relèvements de 400 fr. sur dix agents, a comporté un rappel du 1er janvier 1912. D'autres éléments d'étude, en ce qui concerne l'amélioration du personnel technique, digne d'intérêt, appelleront encore votre attention. Mais il serait prématuré de les évoquer aujourd'hui et nous nous contenterons de vous demander approbation d'une majoration de 30,000 fr. pour la caisse des retraites, au chapitre 5 des dépenses.

Rappelant en outre la préoccupation artistique qui doit s'attacher au service des monnaies et médailles, nous souhaitions l'année dernière la création d'un comité de surveillance, l'agrandissement du musée monétaire, l'extension aux graveurs en médailles du droit d'auteur réclamé pour les artistes peintres et sculpteurs. Qu'il nous soit encore permis de rappeler ces vœux en nous appuyant sur l'autorité bienveillante de la haute Assemblée.

RECETTES

Total des recettes prévues pour 1913.....	6.885.500
Total des recettes prévues pour 1914.....	13.426.160
Différence en plus pour 1914...	6.540.660

Par rapport au budget de l'exercice 1913, le projet de budget pour l'exercice 1914 présente en recette une différence en plus de 6,540,660 francs, qui est due aux modifications opérées et aux changements dans la nomenclature nécessitée par l'incorporation dans le budget des opérations relatives aux fabrications étrangères et surtout aux conséquences de la loi qui a autorisé la frappe de monnaies de nickel.

Cette frappe, qui a pour effet immédiat de réduire l'émission de la monnaie de bronze, entraîne, dès maintenant, de ce chef, une diminution de recettes évaluée à 625,000 fr. ; mais, par contre, l'émission de la monnaie de nickel, prévue pour une somme de 6,020,000 fr., laissera un bénéfice net évalué à 4,044,005 fr.

Les modifications susvisées exigent, d'autre part, la création de chapitres nouveaux : 7, 8, 9, 10 et 11, relatifs à la fabrication des monnaies étrangères, et du chapitre spécial 22, réservé au produit brut de l'émission des monnaies de nickel.

Les recettes du budget des monnaies et médailles qui s'élevaient, en 1913, à 6,885,500 fr., sont prévues, pour 1914, pour un chiffre de 13,426,160 fr., d'où la différence de 6,540,660 fr. déjà signalée et expliquée ci-dessus.

CHAPITRE 1er. — Prélèvement pour frais de fabrication des monnaies d'or françaises.

Recette prévue pour 1913.....	768.000
Recette prévue pour 1914.....	600.000
Différence en moins pour 1914.	168.000

Pour donner satisfaction à un vœu de la commission du contrôle de la circulation monétaire publié au *Journal officiel* du 17 février 1912, la fabrication des monnaies d'or a été organisée à partir du 1er janvier 1913 sur la base d'une frappe journalière d'environ 1 million de francs. Les frais de fabrication correspondant à environ 2 p. 100, on peut escompter une recette de 600,000 fr. annuelle.

L'année dernière on y avait ajouté le bénéfice moyen des frappes étrangères, soit 100,000 francs, incorporé cette année au budget. On a réduit, en outre, l'évaluation de 68,000 fr.

CHAPITRE 2. — Prélèvement pour frais de fabrication de monnaies divisionnaires d'argent françaises.

Recette prévue pour 1913.....	150.000
Recette prévue pour 1914.....	100.000
Différence pour 1914.....	50.000

Réduction sur les évaluations.

CHAPITRE 3. — Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies d'or.

Recette prévue pour 1913, 2,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 2,000 fr.

CHAPITRE 4. — Plus-value nette résultant de la fabrication au moyen d'écus de monnaies divisionnaires d'argent.

Recette prévue pour 1913, 1,200,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 1,200,000 fr.

CHAPITRE 5. — Produit brut de l'affinage des anciens écus aurifères.

Recette prévue pour 1913, 50,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 50,000 fr.

On a déjà expliqué que, par suite des méthodes imparfaites employées jusqu'en 1830 à l'affinage des métaux précieux, toutes les pièces d'argent antérieures à 1830 contiennent une légère quantité d'or dont l'extraction laisse un bénéfice. Le chapitre 5 des recettes et le chapitre 7 (art. 6) des dépenses permettent d'inscrire cette opération dans le budget annexe des monnaies et médailles.

CHAPITRE 6. — Part non utilisée des bénéfices résultant de la transformation d'écus en monnaies divisionnaires d'argent.

Recette prévue pour 1913.....	1.463.000
Recette prévue pour 1914.....	2.207.700
Différence en plus pour 1914.....	744.700

provenant de l'augmentation du fonds d'entretien créé par la convention monétaire du 4 novembre 1908.

Aux termes de cette convention, les bénéfices résultant de la transformation de pièces d'argent de 5 fr. en monnaies divisionnaires doivent être employées à l'entretien des monnaies d'or et d'argent. La part de ce bénéfice non utilisée au 31 décembre d'une année se reporte à l'exercice suivant.

Les pièces de 5 fr. étant au titre de 900/1000 et les pièces divisionnaires au titre de 835, il en résultera un bénéfice brut de 1,200,000 fr., inscrit au chapitre 4 des recettes.

Mais parmi les écus à refondre, il en est pour 5 millions des règnes antérieurs à Louis-Philippe et qui contiennent par suite une quantité d'or d'une valeur de 50,000 fr. (chap. 5, recettes). La recette brute de transformation en 1914 serait, par suite, de 1,250,000 fr. De ce chiffre il y a lieu de déduire les frais de fabrication des pièces de 2 fr., 1 fr. et 50 centimes, tirées du métal provenant de la refonte des écus. Nous avons relaté en détail, dans notre dernier rapport, les chiffres en recettes et en dépenses pour 1911, 1912 et 1913 (pp. 11 à 13).

CHAPITRE 7. — Prélèvement pour frais de fabrication de monnaies d'or et d'argent étrangères.

Recette prévue pour 1913, néant.
Recette prévue pour 1914, 346.000 fr.

Modifications résultant de l'incorporation au budget annexe des recettes brutes des fabrications étrangères.

CHAPITRE 8. — Prélèvement pour frais de fabrication et façons de flans de monnaies de bronze et de nickel étrangères.

Recette prévue pour 1913. Néant.
Recette prévue pour 1914, 110,700 fr.
Même observation.

CHAPITRE 9. — Remboursement de la valeur des métaux précieux employés aux fabrications de monnaies étrangères.

Recette prévue pour 1913. Néant.
Recette prévue pour 1914, 2,000 fr.
Même observation.

CHAPITRE 10. — Remboursement de la valeur de l'alliage employé à la fabrication des monnaies de bronze et de nickel étrangères.

Recette prévue pour 1913. Néant.
Recette prévue pour 1914, 144,000 fr.
Même observation.

CHAPITRE 11. — Fourniture de caisses, etc., pour l'emballage des monnaies étrangères.

Recette prévue pour 1913. Néant.
Recette prévue pour 1914, 25,260 fr.
Même observation.

CHAPITRES 12, 13, 14, 15, 16, 17. — Produit de la vente des médailles.

Mêmes recettes prévues pour 1913 et 1914.
Prix de la matière, 1 million.
Frais de fabrication de médailles d'or et d'argent, 235,000 fr.
Médailles et jetons de bronze, 140,000 fr.
Gravure en creux et en relief sur médailles, frais accessoires, émaillage, etc., 27,000 fr.
Ecrins, boîtes d'emballage, frais accessoires, rubans, épinglettes, 42,000 fr.
Recettes accessoires, 125,000 fr.

CHAPITRE 18. — Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes et des poinçons des poids et mesures remboursés par le ministère du commerce.

Recette prévue pour 1913, 40,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 40,000 fr.

CHAPITRE 19. — Produit du poinçonnage des plaques de bicyclettes, des plaques de contrôle des appareils automatiques et des estampilles de briquets remboursés par l'administration des contributions indirectes.

Recette prévue pour 1913, 40,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 40,000 fr.

CHAPITRE 20. — Droits d'essai. — Droits sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce.

Recette prévue pour 1913, 1,500 fr.
Recette prévue pour 1914, 1,500 fr.

CHAPITRE 21. — Produit brut de l'émission de monnaies de bronze.

Recette prévue pour 1913.....	1.575.000
Recette prévue pour 1914.....	950.000
Différence en moins pour 1914..	625.000

On sait qu'on va retirer cette monnaie de la circulation.

CHAPITRE 22. — Produit brut de l'émission de monnaies de nickel.

Recette prévue pour 1913, néant.
Recette prévue pour 1914, 6,020,000 fr.
Conséquence de la frappe.

CHAPITRE 23. — Part non utilisée du fonds de remplacement des monnaies de bronze par des monnaies de nickel.

Recette prévue pour 1913, mémoire.
Recette prévue pour 1914, mémoire.

CHAPITRE 24. — Recettes accidentelles.

Recette prévue pour 1913	11.000
Recette prévue pour 1914	2.000
Différence en moins pour 1914	9.000

CHAPITRE 25. — Perceptions supplémentaires pour rétributions aux graveurs de médailles.

Recette prévue pour 1913, 16,000 fr.
Recette prévue pour 1914, 16,000 fr.

Aux termes de l'arrêté ministériel du 9 mai 1898, l'administration peut se rendre propriétaire d'un coin de médaille en consentant à l'artiste le payement d'un droit d'auteur pour chacun des exemplaires vendus pendant trente années.

Ce droit, fixé conformément à l'arrêté précité et à la décision du 15 mai 1901, est perçu en même temps que le prix de la médaille. Mais, pour assurer aux intéressés un contrôle de l'exécution correcte de leur contrat, il est fait recette de ces droits d'auteur au budget des recettes (chap. 25. — Perceptions supplémentaires).

En fin d'année, il est émis sur le chapitre 15 des dépenses, au profit de chaque graveur pour le compte duquel il a été perçu des droits d'auteur, un mandat dont le montant est égal aux recettes faites à son nom au chapitre 25.

CHAPITRES 26 et 27. — Recettes sur exercices périmés et sur exercices clos.

Recette prévue pour 1913, mémoire.
Recette prévue pour 1914, mémoire.

DÉPENSES

Total des dépenses prévues pour 1913	6.885.500
Total des dépenses prévues pour 1914	13.426.160
Différence en plus pour 1914	6.540.660

Crédits votés par la Chambre des députés, 13,426,160 fr.
Crédits proposés par la commission des finances, 13,426,160 fr.

Dépenses fixes d'exploitation.

CHAPITRE 1er. — Personnel.

Crédit accordé pour 1913, 286,850 fr.
Crédit demandé pour 1914, 299,775 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 299,775 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 299,775 fr.

Augmentation : 12,925 fr.

I. — Augmentations :

1° Conséquence de la suppression du chapitre « Frais de transformation des pièces de 5 fr. en monnaie divisionnaire »		2.325
Transfert au chapitre du salaire d'un agent non commissionné.		
2° Fabrication des monnaies de nickel		4.640
Création de trois emplois d'agents non commissionnés à dater du 1er avril 1914.		
3° Améliorations		3.760
Relèvement du traitement du mécanicien principal	1.500	
Relèvement de 50 centimes par jour du salaire des agents non commissionnés	2.260	
4° Créations d'emplois		9.500
1 commis	2.500	
1 expéditionnaire	2.500	
1 essayeur	4.500	
Total des augmentations		20.225

Diminutions :

1° Fusion des fonctions de chef des travaux et d'ingénieur	5.000
2° Suppression d'un emploi de garçon de recettes	2.300
Total des diminutions	7.300
Net des augmentations	12.925

Détail du chapitre 1er.

Art. 1er. — Traitements du personnel commissionné.

§ 1er. — Service administratif.

1 directeur		20.000
1 chef du service administratif	7.000 à 10.000	
1 caissier agent-comptable	7.000 à 9.000	
1 contrôleur principal	5.000 à 8.000	
1 conservateur du musée	5.000 à 6.000	
1 sous-chef du service administratif	5.000 à 6.000	
1 sous-chef du contrôle	5.000 à 6.000	
1 préposé à la vente des médailles	4.000 à 5.000	
2 rédacteurs principaux	3.500 à 4.500	
3 rédacteurs ordinaires	2.500 à 3.100	
3 rédacteurs stagiaires (allocation annuelle)		1.500
5 commis et expéditionnaires principaux	3.200 à 4.000	
9 commis et expéditionnaires	2.000 à 3.000	
Total		121.150

§ 2. — Service des essais.

1 directeur des essais	8.000 à 10.000	
4 essayeurs	4.000 à 5.000	
Total	27.000	27.000

§ 3. — Cadre technique.

1 ingénieur chef de l'exploitation	7.000 à 10.000	
1 graveur des monnaies	6.000	
1 mécanicien principal	5.000 à 6.000	
1 chef mécanicien électricien	3.000 à 4.500	
3 chefs mécaniciens	3.000 à 4.500	
10 chefs ouvriers	2.400 à 3.500	
5 ouvriers	1.800 à 2.800	
Total	72.250	72.250

§ 4. — Service intérieur.

1 garde-magasin	2.000 à 3.000	
1 surveillant des ateliers	2.000 à 3.000	
4 préposés au mouvement des coins, peseurs et premier concierge	1.800 à 2.800	
10 huissiers et gardiens de bureaux, concierges	1.500 à 2.400	
Total	33.700	33.700
Complément de crédits nécessaires pour l'application des dispositions transitoires du décret du 7 juin 1909		2.800
Total de l'article 1er		256.900

Art. 2. — Salaire des agents non commissionnés :

1° Salaires	41.218	
2° Majorations pour versements à la caisse nationale des retraites	1.657	
Total	42.875	42.875
Total du chapitre 1er		299.775

Conformément à l'article 2 du décret du 25 avril 1912, les chefs ouvriers sont choisis, soit parmi les ouvriers commissionnés, soit parmi les ouvriers salariés, soit parmi les agents non commissionnés.

Aux termes de l'article 146 de la loi de finances de l'exercice 1911, les crédits applicables aux dépenses de personnel (traitements et gages) ne doivent pas être inscrits au même chapitre que les crédits destinés à payer des indemnités. C'est pour tenir compte de ces dispositions que le crédit inscrit au chapitre 1er a été réparti entre deux chapitres, savoir :

Chap. 1er. — (Personnel-traitement).	299.775
Chap. 2. — Indemnités diverses	7.800
Ensemble	307.575

Bien que la frappe de la nouvelle monnaie de nickel ne doive commencer que vers l'été, on a dû, en raison des travaux préparatoires (concours de gravures, réception des flans de nickel, pour constituer un stock, préparation des coins de service, etc.), prévoir une augmentation du personnel ouvrier dans les proportions suivantes :

Chap. 1er. — 3 commis aux écritures à partir du 1er avril		4.500
Majorations pour la retraite		180
Total		4.040
Chap. 5. — 1 ouvrier graveur pour toute l'année		3.000
3 ouvriers tourneurs à partir du 1er avril		5.661
24 ouvriers ordinaires à partir du 1er avril		35.685
		44.346
Majorations pour la retraite		1.779
		46.125

En outre, les dépenses de matériel sont les suivantes :

Chap. 6. — Matériel commun, 13,040 fr.
Chap. 7. — Matériel spécial à la fabrication des flans, caisses et sacs pour emballages, 825,300 fr.
Chap. 9. — Matériel neuf, 63,750 fr.
Chap. 12. — Achat de métal, 1,050,000 fr.

CHAPITRE 2. — Indemnités diverses.

Crédit accordé pour 1913, 9,500 fr.
Crédit demandé pour 1914, 7,800 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 7,800 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 7,800 fr.

Diminution : 1,700 fr.

Détail du chapitre 2 :

Art. 1er. — Indemnités de responsabilité :		
Au caissier agent comptable	1.500	
Au préposé à la vente des médailles	500	
Au garçon de recettes	»	
	2.000	2.000
Art. 2. — Indemnités pour travaux extraordinaires et gratifications		5.800
Total du chapitre 2		7.800
Réduction de 3,000 à 1,500 fr. de l'indemnité de l'agent comptable		1.500
Suppression de l'indemnité de responsabilité du garçon de recette		200
		1.700

CHAPITRE 3. — Matériel.

Crédit accordé pour 1913, 76,500 fr.
Crédit demandé pour 1914, 76,500 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 76,500 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 76,500 fr.

Détail du chapitre 3 :

Art. 1er. — Entretien des bureaux et du mobilier, fournitures de bureau	5.000
Art. 2. — Chauffage et éclairage	7.000
Art. 3. — Gravure et reproduction de poinçons et coins de médailles, entretien du musée et frais accessoires	20.000
Art. 4. — Frais d'impressions	5.000
Art. 5. — Habillement des gens de service	3.700
Art. 6. — Entretien et réparation des bâtiments	30.000
Art. 7. — Dépenses accidentelles et imprévues. (Achat de monnaies françaises et étrangères, entretien de la bibliothèque, abonnement, etc.)	5.000
Total du chapitre 3	76.500

CHAPITRE 4. — Dépenses diverses.

Crédit accordé pour 1913, 3,800 fr.
Crédit demandé pour 1914, 3,800 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 3,800 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 3,800 fr.

Sans observation.

Détail du chapitre 4.

Article unique : Service des monnaies.

Frais de missions spéciales	2.000
Secours aux fonctionnaires et agents du cadre fixe, à leurs veuves et enfants orphelins	1.800
Total du chapitre 4	3.800

Dépenses d'exploitation non susceptibles d'évaluation fixe.

CHAPITRE 5. — Salaires.

Crédit accordé pour 1913, 415,570 fr.
Crédit demandé pour 1914, 808,470 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 808,470 fr.
Crédit proposé par le commission des finances, 808,470 fr.
Augmentation : 392,900 fr.

Augmentations :

1° Suppression du chapitre « Frais de transformation des pièces de 5 fr. en monnaie divisionnaire » et de l'incorporation au chapitre des salaires des ouvriers	115.675
2° Incorporation au budget des salaires des ouvriers qui s'occupent des affaires étrangères	179.100
3° Recrutement, à partir du 1er avril 1914, de vingt-huit ouvriers pour la fabrication de la monnaie de nickel	49.265
4° Améliorations consenties en faveur des ouvriers (relèvement des salaires dans les conditions indiquées plus haut)	52.000
	396.040

Diminutions :

Réduction de la fabrication de la monnaie de bronze, 3,140 fr.

Détail du chapitre 5.

Art. 1er. — Salaires	777.800
Art. 2. — Majoration pour la caisse des retraites	30.670
Total du chapitre 5	808.470

CHAPITRE 6. — Matériel commun à la fabrication des monnaies et des médailles.

Crédit accordé pour 1913, 478,000 fr.
Crédit demandé pour 1914, 577,250 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 577,250 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 577,250 fr.

Augmentation, 99,250 fr.

Augmentations :

1° Conséquence de la suppression du chapitre « Frais de transformation des pièces de 5 fr. en monnaies divisionnaires » (Transfert au chap. 6 des crédits de matériel figurant à l'ancien chapitre.)		51.000
2° Conséquence de l'incorporation au budget des dépenses afférentes aux fabrications étrangères		238.800
3° Fabrication des monnaies de nickel (Dépenses nécessitées par les fabrications.)		13.040
Total des augmentations		302.840

Diminutions :

1° Transfert à d'autres chapitres		199.090
Au chap. 7 (nouveau). — Matériel spécial à la fabrication des monnaies	122.090	
Au chap. 8 (nouveau). — Matériel spécial à la fabrication des médailles	47.000	
Au chap. 9 (nouveau). — Matériel neuf	30.000	
2° Économie à provenir de la substitution du coke au charbon pour le chauffage des machines		4.500
Total des diminutions		203.590

Net des augmentations : 99,250 fr.

En outre, deux articles distincts (7 et 8) ont été créés pour les dépenses de vêtements et de traitements des cendres. Leur dotation a été prélevée sur l'article 9.

Détail du chapitre 6 :

Art. 1er. — Déchets	48.500
Perte résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies	»
Art. 2. — Creusets	20.200
Art. 3. — Cuivre pour l'alliage de monnaies et pour les médailles	218.700
Art. 4. — Acier pour les coins et poinçons de garantie	39.400
Art. 5. — Combustibles pour les machines à vapeur, pour les fontes, pour les recuits et pour les essais. Chauffage et éclairage des ateliers	97.700
Art. 6. — Entretien des fonderies, des ateliers et du matériel d'exploitation	101.150
Achat et installation du matériel neuf pour les ateliers	»
Gravure en creux et en relief sur médailles, frais accessoires, émaillage, etc	»
Écrins et boîtes d'emballage, frais accessoires, rubans, épinglettes	»
Art. 7. — Vêtements de travail des ouvriers	5.000
Art. 8. — Traitement des cendres	17.000
Art. 9. — Produits chimiques, huiles, graisses, dépenses diverses, etc. — Impressions et façons	29.000
Total du chapitre 6	537.250

Ce chapitre présente sur celui correspondant de l'exercice 1913 une différence en plus de 99,250 fr., provenant des conséquences des modifications déjà expliquées, notamment de la suppression du chapitre « Frais de transformation des pièces de 5 fr. en monnaie divisionnaire », incorporation au budget des dépenses afférentes aux fabrications étrangères, à la fabrication de la monnaie de nickel, etc.

CHAPITRE 7 (nouveau). — Matériel spécial à la fabrication des monnaies.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé pour 1914, 1,059,700 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,059,700 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,059,700 fr.

Augmentations :

1° Conséquence de la suppression du chapitre : « Frais de tranformation des pièces de 5 fr. en monnaies divisionnaires »		46.000
Transfert au chapitre 7 des crédits de matériel figurant à l'ancien chapitre :		
2° Conséquence de l'incorporation au budget des déponses afférentes aux fabrications étrangères		85.000
3° Fabrication des monnaies de nickel		825.300
4° Transfert du chapitre précédent		122.090
Façon des flans (monnaies de billon)	120.090	
Reste résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies	2.000	
Total des augmentations		1.072.390

Diminutions :

Réduction du nombre des flans à confier à l'industrie pour la frappe des monnaies de bronze		12.690
Façon des flans		»
Total des augmentations		1.059.700

Détail du chapitre 7 :

Art. 1er. — Perte résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies	2.000
Art. 2. — Achat d'or et d'argent pour les fabrications étrangères	2.000
Art. 3. — Façons de flans (monnaies de bronze)	107.700
Art. 4. — Façons de flans (monnaies de nickel)	780.000
Art. 5. — Façons de flans (monnaies étrangères)	69.300
Art. 6. — Frais d'affinage de pièces de 5 fr. démonétisées	40.000
Art. 7. — Caisses et sacs pour l'emballage des monnaies	59.000
Total du chapitre 7	1.059.700

CHAPITRE 8 (nouveau). — Matériel spécial à la fabrication des médailles.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé pour 1914, 1,047,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 1,047,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 1,047,000 fr.

Transfert des chapitres ci-après :

Chapitre 6. — Matériel commun à la fabrication des monnaies et médailles	47.000
Gravures en creux et en relief, etc	22.000
Écrins et boîtes d'emballage	25.000
Chap. (supprimé). — Dépenses d'ordre. (Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles)	1.000.000
Total	1.047.000

Détail du chapitre 8 :

Art. 1er. — Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles	1.000.000
Art. 2. — Gravure en creux et en relief sur médailles, frais accessoires, rubans, émaillage, etc	22.000
Art. 3. — Écrins et boîtes d'emballage, frais accessoires, rubans épinglettes	25.000
Total du chapitre 8	1.047.000

CHAPITRE 9 (nouveau). — Matériel neuf.

Crédit accordé pour 1913, néant.
Crédit demandé pour 1914, 63,750 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 63,750 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 63,750 fr.

Détail du chapitre 9 :

Article unique. — Augmentation et renouvellement du matériel d'exploitation, 63,750 fr.	
1° Transfert du chapitre 6. — Matériel commun	30.000
Achat et installation du matériel neuf pour les ateliers	»
2° Fabrication des monnaies de nickel	33.750
Total égal	63.750

CHAPITRE 10. — Dépenses éventuelles, secours, indemnités, pensions et compléments de pensions, dépenses diverses en faveur des ouvriers, de leurs veuves et de leurs orphelins.

Crédit accordé pour 1913, 14.700 fr.
Crédit demandé pour 1914, 15.000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 15.000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 15,000 fr.

Augmentation : 300 fr.

Cette augmentation provient de l'accroissement de l'effectif des ouvriers.

Détail du chapitre 10 :

Art. 1er. — Indemnités et secours aux ouvriers de l'exploitation, à leurs veuves et à leurs enfants orphelins. Compléments de pensions aux ouvriers et pensions aux veuves et aux orphelins d'ouvriers	8.500
Art. 2. — Indemnités en cas d'accidents, frais de médecins et de pharmaciens, frais funéraires	6.500
Total du chapitre 10	15.000

CHAPITRE . — Dépenses d'ordre (achats d'or et d'argent pour la fabrication des médailles).

Crédit accordé pour 1913, 1 million de fr.
Crédit demandé pour 1914, néant.
Crédit voté par la Chambre des députés, néant.
Crédit proposé par la commission des finances, néant.

Crédit transporté au chapitre 8.

CHAPITRE 11. — Fabrication des monnaies de bronze.

Crédit accordé pour 1913, 315,000 fr.
Crédit demandé pour 1914, 203,000 fr.
Crédit voté par la Chambre des députés, 203,000 fr.
Crédit proposé par la commission des finances, 203,000 fr.

Diminution, 112,000 fr.

Réduction de l'importance des frappes.